

STANISLAS
DE CLERMONT-TONNERRE
ET L'ÉCHEC DE
LA RÉVOLUTION MONARCHIQUE

(1757-1792)

Thèse pour le doctorat ès lettres
présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

CHARLES DU BUS

Archiviste paléographe
Bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale

Avec 18 planches hors texte
et une carte

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 6^e

1931

Tous droits réservés

STANISLAS

DE CLERMONT-TONNERRE

STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE

ET L'ÉCHEC DE LA RÉVOLUTION MONARCHIQUE

(1757-1792)

Thèse pour le doctorat ès lettres
présentée à la Faculté des lettres de l'Université de Paris

PAR

CHARLES DU BUS

Archiviste paléographe
Bibliothécaire à la Bibliothèque Nationale

Avec 18 planches hors texte
et une carte

« Les lois sont rarement plus fortes
que les hommes ; elles ne sont jamais
plus fortes que les choses. »

*(Discours sur la résidence imposée aux
fonctionnaires publics, 3 août 1791.)*

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 6^e

1931

Tous droits réservés

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright 1931, by Charles Du Bus.



PREFACE

SUR leurs corps de bêtes, les taureaux d'Assyrie qu'abrite le Louvre ont des ailes d'anges et des faces d'hommes. Ces monstres de pierre furent des dieux cruels : on les appelait chérubins. Témoins d'une civilisation qui prépara la nôtre, ils obtiennent encore le respect des initiés et l'admiration des profanes.

Le curieux qui les considère, sous leurs multiples aspects, peut songer à cette maîtresse relique du passé français : la Révolution de 1789. Elle demeure notre patrimoine à tous, tant chacun lui doit quelque chose; mais contient-elle encore pour tous une doctrine d'usage courant ? Ce n'est pas le Jeu de Paume qu'on va voir à Versailles; ce n'est plus la seule France des droits de l'homme qu'implore l'opprimé d'aujourd'hui. Les gens de ce temps-là ont agi de bonne foi, insoupçonneux d'un trop prochain avenir et du vrai caractère de la civilisation moderne. La concentration de toute puissance réelle aux mains d'une autre élite allait s'imposer; à cette élite nouvelle allait incomber le patronage, la mise en valeur des foules, machines embryonnaires et peu dociles, désormais servantes et bénéficiaires de la Machine souveraine. Nos médiocres prophètes ont marché, semble-t-il parfois, au rebours du destin, émiettant peut-être quand ils croyaient fondre, et achevant lorsqu'ils pensaient fonder. De nos anciennes Frances ils ont voulu faire leur France.

Dans la cohue des types et personnalités que la crise fit surgir, l'homme de notre âge trouve rarement qui lui ressemble ou l'annonce. Ces robins en quête de procès et de plaidoiries, ces légistes partageux, ennemis des maisons puissantes et des grands biens, répugnent d'abord à notre esprit d'entreprise, soucieux d'expansion continue. Parce qu'aux idées beaucoup de nos contemporains préfèrent les intérêts, et les profits aux principes, nous envions sans doute le munitionnaire et l'acquéreur de biens confisqués. Nous observons un précurseur, l'émigré cosmopolite, dévoué à cette autre patrie, universelle et permanente, la classe sociale.

Nous saluons Sieyès, qui a vécu; nous admirons Bernadotte et Talleyrand, qui ont réussi. Notre idole, si le mot n'étonne, serait peut-être ce Claude Chappe, inconscient génie, destructeur, pour sa part, du système à peine ébauché : car morte la distance, morte bientôt la société qui sur elle se fondait, et sur la terre enclose, et sur les distinctions par elle enfantées. Plus que les papiers et les harangues, les inventions changent le monde : mais il faut du temps à leur œuvre indirecte, et des novices gardent parfois, des bancs de l'école au foyer des vieillards, comme des urnes aux antipodes, l'illusion-force, heureuse ou fatale, d'une persévérance que nient trop de faits.

L'historien moderne veut seulement expliquer et comprendre. Pourquoi la monarchie de Montesquieu a-t-elle échoué en France ? Pourquoi, après le Jeu de Paume, le 14 Juillet a-t-il préparé le 10 Août ? Pourquoi, dans l'anarchie de ces trois ans — trois siècles — le pays n'a-t-il pas sombré ? Pourquoi les Français qui voulaient vivre ont-ils rejeté le vœu des modérés, repoussé la conciliation ? A ces demandes le présent livre va tenter de répondre.

I

Voici l'un de ces hommes qui ont paru trop tôt ou trop tard pour jouer jusqu'au bout le grand rôle qui leur convenait. Stanislas de Clermont-Tonnerre est mort à trente-quatre ans, victime de la tourmente qu'il avait, malgré lui, contribué à déclencher. Plus riche d'ancêtres que d'argent, poussé par les siens aux ambassades, aux armées, où il s'ennuie, il apparaîtra d'abord curieux de livres et d'idées neuves, mécontent de piétiner, brûlant de se faire connaître. On le verra bel officier de loge et de salon, plus occupé, comme d'autres à diverses époques, de réformer l'Etat que de remplir son devoir.

Lancé dans la politique à trente ans, ce beau parleur pense parler haut. Écouté, il se croit suivi. En mai 1789, il est pour bien des gens un maître de l'heure. L'énergie d'agir lui manquera; il ne conquerra point la foule. Soldat de fantaisie mué en philosophe de cabinet, ce premier député de la noblesse parisienne semble né pour quelque Chambre haute moins noble que lettrée. Les circonstances le servent. Quand il se jette, avec sa petite troupe transfuge, dans les bras du Tiers

qui étouffent en voulant étreindre, il consacre sa réputation et prépare sa perte. On le comblera d'honneurs : deux fois il présidera cette Constituante unique et souveraine qui déjà lui fait peur et qu'il sent lui échapper.

Car il est dépassé avant d'avoir couru. La foule règne et gouverne, sitôt la Bastille prise. Elle occupe les tribunes, menace, s'affole, pleure de joie : on la laisse faire. Comme l'ancienne élite, la royauté se suicide. Clermont-Tonnerre et ses amis, un moment, ont paru tenir la barre : on ne pouvait les comprendre ni les suivre. A la remorque de Necker, ils ont voulu transiger : et le Gênévois échoue, et les passagers s'inquiètent de pilotes qui parlent anglais. Avec les feuilles d'automne tombent les projets des modérés.

Irrésolution, inexpérience, éloquence, enthousiasme, dévouement sincère aux nouveautés, voilà tout Stanislas. Elu de la Grand'Ville, ce rêveur n'a cessé de se croire dans un bureau bien clos : le 14 Juillet l'a surpris, le 6 Octobre déchire le voile. Notre philosophe, devant la foule, a senti sa propre erreur.

II

Pour avoir souffert d'un ordre vicieux, on aimait alors la liberté : Clermont-Tonnerre fut l'un de ses plus brillants champions.

Les grandes époques de l'histoire ont été des époques d'autorité. Alexandre, César, Innocent III, Louis le Grand, Robespierre, Napoléon, Bismarck ne furent point des libéraux. Une idée de lassitude automnale, de scepticisme blasé ne s'attache-t-elle pas à cette indulgence pour toutes les opinions, à cette vertu chère aux faibles : la tolérance ? Qui tolère ne travaille-t-il pas, souvent, à n'être plus toléré ? Egoïste masqué d'un grand verbe doré, le libéral, pour armure étincelante, a ses cheveux gris, ses rides respectées des inquiets et des sages. La foule, devant lui, hoche la tête et réclame des guides : bel athlète, guerrier victorieux, orateur superbe ou ce vieillard lointain qu'environne une religieuse terreur.

Clermont-Tonnerre n'est qu'un raisonnable élégant, bercé aux promesses des mots. Tout semble perdu : il espère encore, hésitant et scrupuleux, plein des soucis d'un devoir où sa loyauté l'oblige. Pénétré de justice, il craint de froisser, de paraître prendre parti, toujours persuadé qu'au cata-

clysme l'œuvre de Versailles survivra. Son équité, qui blâme les parlements, excuse les parlementaires. Ce soldat plaide pour les officiers de Toulon, coupables d'avoir voulu maintenir la discipline. Ce sceptique protège les Juifs, les comédiens, le clergé, le bourreau. Il verse dans l'erreur libérale quand tout la condamne, quand la grand'peur tient les privilégiés et les masses, en l'absence d'une autorité universellement obéie. Lui s'obstine dans l'impartialité timide d'un club mort-né. Il faut un an pour lui dessiller les yeux : le mal s'aggrave, et le Roi, jouet des plus forts, songe à défendre son trône, menacé moins par la haine que par la crainte. Aux Jacobins, chaque jour plus populaires parce qu'ils incarnent l'angoisse croissante des multitudes, notre libéral oppose enfin la résistance d'une organisation analogue. Mais il est bien tard et les temps sont changés.

III

Revenir au trône qui se méfie, à la vieille élite plus méfiante encore, leur rallier les bonnes volontés, les gens paisibles alarmés pour leurs biens et leur vie, essayer de faire fonctionner la machine qui déjà se détraque, tel est désormais le rôle de Stanislas. Il accomplit cette rédemption au milieu du danger, quand on court des menaces à l'émeute, au massacre. Nés pour des jours calmes, les amis d'une Constitution monarchique représentaient pour les Jacobins la concurrence : vainqueurs, ils n'eussent rallié qu'une poignée de fidèles, nobles, prélats, robins, financiers, défenseurs de nouveautés timides, partisans d'anodines réformes. Tous n'avaient pas les idées larges, la sincérité de leur chef. Incapables de séduire la foule, séparés d'elle par leur éducation, suspects à une cour rancunière tournée vers un passé honni, une réaction brutale les eût bientôt éloignés de Clermont-Tonnerre, « homme faible ou changeant » de son propre aveu, devenu à leurs yeux le chef des révoltés. Ils l'eussent traité comme la cour avait traité Louis XVI et Turgot, et l'effort des anglomanes eût été vain.

La force, l'oppression, l'arbitraire invoquaient alors les circonstances. Les regrets, l'ambition, la crainte succédant à l'enthousiasme paraissaient les coupables. Et sans doute était-il fatal que le sang coulât : les dieux de ces jours sombres étaient des hommes. L'ordre et l'élite à bas, le désordre

régnait; une contre-élite mit trois ans à lui trouver ce remède : le contre-ordre, en attendant l'Antiroi.

Un maître des études révolutionnaires a dit de Stanislas : « Nul ne fut plus sincère¹. » Quel historien ne voudrait mériter cet éloge ? A un portrait en pied la simple baguette met un cadre insuffisant. Il faut faire revivre autour du principal acteur le décor, le milieu, l'époque; et le sec érudit n'y saurait atteindre. Dans un passé où l'avenir surtout intéresse, ce qu'il y a de vraiment important n'est écrit nulle part, et le papier — même inédit — n'est à lui seul qu'un piètre informateur. Les archives nous apprennent ce qu'ont dit ou décidé les gens d'autrefois : le psychologue voudrait découvrir ce qu'ils ont pensé. L'historien doit se mettre à la place de ses personnages, éprouver avec eux « les passions qu'on n'a plus. » A qui le trouve dur pour l'argentier de Genève, il peut rappeler le mot cru prêté au comte d'Artois, interprète alors des grâces et des vices de chez nous, sur le « f...b... d'étranger. » Avec les privilégiés, on s'inquiète; on s'alarme avec la foule; le désordre afflige, et les suicides. Quand Clermont-Tonnerre se rend à Bailly, qui n'en gémirait pour la noblesse consciente ? Autant se figurer Robespierre corrompu, ou courtisan ce médecin de cour : Gianpaolo Mara.

Cette adaptation aux circonstances et à l'époque nous est d'ailleurs plus facile qu'à nos aînés. Bientôt peut-être chacun voudra faire dater d'hier et d'aujourd'hui une nouvelle période de l'histoire nationale. Nous traversons, plus aisément, semble-t-il, que les Français de la Révolution, une crise tout autrement grandiose et redoutable; et la vie cependant continue, et le vrai changement n'apparaît pas toujours d'abord à tous les yeux. L'historien qui revit, d'une façon aussi imprévue, les angoisses, les espoirs et les déceptions de nos devanciers, acquiert une intelligence plus vive de leurs gestes. Est-ce à dire qu'au spectacle des faits il s'explique mieux ou juge plus sévèrement de vieilles erreurs d'autant plus tenaces qu'elles furent longtemps vérités ? Plus d'une fois il m'a paru que ces papiers jaunis, ces discours oubliés m'annonçaient, dans leur langue morte, l'histoire tragique de notre temps.

P.-S. — Je dois remercier, en terminant, toutes les personnes qui ont bien voulu inspirer ou encourager ce long travail.

1. A. Aulard, *Orateurs de la Constituante*, p. 342.

2. Lois Waldeck-Rousseau (1884-1901). Guerre européenne (1914-1918).

Il me faut d'abord rendre un mélancolique hommage aux disparus : feu mon vénéré confrère Auguste Pécoul, qui, au hasard d'une recherche généalogique, attira le premier, de très loin, mon attention sur Stanislas, et le regretté maître Aulard, qui n'a cessé de m'honorer de ses bienveillants avis, confirmés par M. le professeur Sagnac, son successeur en Sorbonne. M. le duc de Clermont-Tonnerre, Mme la marquise de Nieuil, M. le marquis de Châteaubrun, M. le marquis de Lambert, Mme la vicomtesse de La Mallerie m'ont communiqué des portraits. M. Emile Creuzet, de la Société historique de Corbeil, m'a guidé dans la région où vit toujours le souvenir du châtelain de Saintry, et m'a fait profiter de sa précieuse érudition locale. Et je ne saurais dire tout ce que ce livre doit à la propre nièce du Constituant, Mme la comtesse Blanche de Clermont-Tonnerre, à ses archives, à ses portraits de famille, aux traditions gardées dans une maison où l'historien le plus indépendant reçoit toujours si grand accueil, quelque vérité qu'il apporte. A tous j'exprime ici ma plus profonde gratitude, obligée parfois à trop de discrétion.

BIBLIOGRAPHIE¹

REPERTOIRES GENERAUX.

- Tuetey (A.), *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. In-4°, 1890 et suiv.
Tourneux (M.), *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. 1892 et suiv. In-4°.

ŒUVRES DE CLERMONT-TONNERRE.

- Recueil des opinions de Stanislas de Clermont-Tonnerre*. Paris, Migneret, 1791, 4 vol. (Je cite : « Recueil »). 2° éd. sous le titre *Œuvres*. Paris, Letellier, An III (simple réimpression). La plupart des discours ont été publiés à part au moment où l'auteur les a écrits ou prononcés. Cf. *Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale*, t. XXIX : je cite ces éditions en leur lieu et place.
Deux lettres de Clermont-Tonnerre (chez Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre, datant de 1778 et 1780. — Testament du maréchal de Clermont-Tonnerre (à la même, avec mémoire annexe).

DOCUMENTS MANUSCRITS.

A) ARCHIVES NATIONALES.

- BII 113, 114. Procès-verbaux de la noblesse de Paris.
C 27 (202), Procès-verbaux des assemblées électorales.
C 134, Assemblée extraordinaire des électeurs de Paris, juillet 1789.
D XXIX, 68. Comité des rapports : délibérations (Constituante).
D XXIX^B 19, 32-34, Comité des recherches (Constituante).
F7 3688^I. Police générale.
K 1388. Monuments historiques (villes et provinces : Lorraine).
Or 354^{vi}. Maison du Roi : secrétariat d'état (lettres de naturalité et de légitimation).
Or 3787. Maison des enfants du Dauphin, fils de Louis XV : chemise I (pensions); chemise 8.
MM 810. Extraits des preuves de noblesse.
S 2857. Biens des corporations supprimés : abbaye de Saint-Germain des Prés : titres de propriété à Paris.
Y 10508. Chambre criminelle du Châtelet : procès contre les ennemis de la Révolution.

B) ARCHIVES DES MINISTÈRES ET ADMINISTRATIONS.

- Affaires étrangères. Correspondance d'Autriche, vol. 330, 332, 336, 337.
Dossier personnel (secret) de Clermont-Tonnerre.
Guerre. Archives administratives, dossier 15333. — Archives historiques, régiments : Dragons de la Reine, Royal-Navarre.
Préfecture de Police. Sections ; procès-verbaux des commissaires : Butte-des-Moulins, Bon-Conseil (Mauconseil), Observatoire.

C) ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.

- Meurthe-et-Moselle, H 2917. Célestins de Metz.
Seine, D. 787, 801; V. D 1681.
Seine-et-Oise, Ln2 6. Registre des audiences du tribunal civil de Corbeil.

1. Sauf indications contraires, les ouvrages cités sont publiés à Paris dans le format in-8.

D) ARCHIVES MUNICIPALES.

- Corbeil, AA 19 (actes politiques);
BB 10-11 (administration);
EE 13 (affaires militaires).
Mandres aux Quatre-Tours (Meurthe-et-Moselle) et Saintry (Seine-et-Oise) : registres paroissiaux.

E) BIBLIOTHÈQUES.

- Nationale (mss) Nouv. acq. fr. 4121. Castellane (?) *Journal des Etats généraux*.
Ville de Paris (hôtel Saint-Fargeau). Ms fol. A 14754, dossier 10065.
Carpentras. Ms 1761.
Meaux, Registre 19 (minute).

IMPRIMÉS.

A) RECUEILS DE DOCUMENTS.

- Robert (U.), *Bullaire du pape Calixte II*. 1891.
Chevalier (U.), *Cartulaire de Saint-André le Bas*. Lyon, 1869.
Sorel (A.), *Recueil des instructions données aux ambassadeurs...* Autriche, 1884.
Procès-verbal des séances de l'assemblée provinciale de l'Île-de-France, tenue à Melun en août 1787. In-4°.
Résumé des procès-verbaux des assemblées provinciales. 1789.
Brette (A.), *Documents relatifs à la convocation des Etats généraux*. 1894-1904.
Charavay. *Assemblée électorale de Paris*. 1890.
Chassin. *Les élections et les cahiers de Paris*, 1888-9.
Archives parlementaires, éd. Mavidal et Laurent. 1867 et suiv. In-4°.
Procès-verbaux de la noblesse. 1789.
Procès-verbaux de la Constituante. 1789-91.
Lacroix (S.), *Actes de la Commune de Paris*. 1894-1914.
Procédure criminelle du Châtelet. Suite de la procédure... 1790.
Tourneux (M.), *Procès-verbaux de la Commune de Paris*. 1894.
Recueil des pièces justificatives de l'acte énonciatif des crimes de Louis Capet. B. N. Le 38/64.
Aulard. *La Société des Jacobins*. 1889-97.

B) CORRESPONDANCES, MÉMOIRES.

- I dispacchi degli ambasciatori veneti alla corte di Francia durante la Rivoluzione*. Ed. Kovalewsky. Torino, 1895.
Feuillet de Conches. Louis XVI, Marie-Antoinette, Mme Elisabeth, lettres et documents inédits. 1864-73.
Allonville (A. d'). *Mémoires secrets de 1770 à 1830*. (1838-45).
Bailly. *Mémoires*, éd. Berville et Barrière, 1821-22.
Barère de Vieuzac. *Mémoires*, éd. H. Carnot et David d'Angers. 1842-44.
Bertrand de Molleville. *Mémoires secrets*. Londres, 1797.
Boullé. *Journal (Revue de la Révolution)*, 1888).
Bulletin d'un agent secret (Révolution française, XXIV).
Cazenove d'Arlens (Mme de). *Journal*, éd. A. de Cazenove. 1903.
Chastenay (Mme de). *Mémoires*, éd. A. Roserot. 1896.
Chateaubriand. *Mémoires d'outre-tombe*, éd. Biré. 1899-1900.
Clermont-Gallerande. *Mémoires*, éd. de Fontenilles. 1826.
Condorcet, *Mémoires de la Révolution française* [par La Rochefoucauld-Liancourt.] 1824.
Correspondance d'un député de la noblesse de Marseille avec la marquise de Créquy (*Revue de la Révolution*, 1883).
Couthon. *Correspondance*, éd. Mège. 1872.
Créquy (Marquise de). *Souvenirs* (œuvre de Coursen dit de Courchamps, des plus suspects), éd. Garnier. 1873.
Dumont (Et.). *Souvenirs sur Mirabeau*, éd. Duval. 1832.
Duquesnoy (A.). *Journal*, éd. R. de Crèvecœur. 1894.
Duveyrier. *Anecdotes historiques*, éd. M. Tourneux. 1907.
Espinchal (D'). *Mémoires inédits* (Bibl. de Clermont-Ferrand, ms 211 bis) cités par Mège (*Correspondance inédite de G. Couthon*, 1872).
Ferrières. *Mémoires*, éd. Berville et Barrière. 1822.
Girardin. *Journal et souvenirs*. 1828.
Lacretelle. *Dix années d'épreuves*. 1842.

- Lameth (Th. de). *Mémoires, Notes et Souvenirs*, éd. Welvert. 1913-14.
 La Tour-du-Pin-Gouvernet (Marquise de). *Souvenirs d'une femme de cinquante ans*, éd. de Liedekerke-Beaufort. 1907-11. Gr in-4°.
 Lauzun. *Lettres sur les Etats généraux*, éd. Royer de La Lande. 1865.
 Lescure (De). *Correspondance secrète inédite sur Louis XVI...* 1866.
 Lévis (Duc de). *Souvenirs et portraits*. 1815.
 Malouet. *Mémoires*, 2° éd. 1874.
 Maupetit (R.). *Lettres*, p. p. Queruau-Lamerie (*Bulletin de la commission historique, archéologique de la Mayenne*, 1903).
 Mirabeau. *Correspondance entre le comte de Mirabeau et le comte de Lamarck*, éd. de Bacourt. 1851.
 Montlosier. *Mémoires*. 1829.
 Morris (Gouverneur). *Journal*, trad. Pariset. 1901.
 Oberkirch (Baronne d'). *Mémoires*, 1883.
 Roland (Mme). *Mémoires*, éd. Perroud. 1905.
 Ruault (N.). *Journal*, éd. Sagnac (*Rev. d'histoire moderne et contemporaine*, 1909).
 Virieu (Bailli de). *Correspondance*, éd. de Grouchy et Guillois, 1903.

C) PÉRIODIQUES.

- Guiot (Abbé). *Almanach de Corbeil*. 1789-92.
Almanach de la ville et du diocèse de Meaux. 1780.
Almanach de Paris. 1782.
Etrences intéressantes pour l'année 1778. (Dans *Nouvelle revue rétrospective*, 1888, II).
Almanach des Députés. 1790.
Etat militaire de France, 1774. 1785, 1788.
Livret du Salon de 1785 (réimpression).
Notice périodique de l'histoire de Corbeil, 1792.

D) JOURNAUX.

- Actes des Apôtres*. — *Ami (L') des patriotes*. — *Ami (L') du peuple* (Marat). — *Ami (L') du Roi* (Montjoie). — *Ami (L') du Roi* (Royer). — *Annales patriotiques* (Carra). — *Assemblée nationale et Commune de Paris* (Perlet). — *Assemblée nationale*. — *Chronique de France*. — *Correspondance du Palais-Royal*. — *Correspondance générale des départements de France*. — *Correspondance nationale*. — *Courrier de Paris* (Gorsas). — *Courrier de Provence* (Mirabeau). — *Courrier extraordinaire ou le premier arrivé*. — *Courrier français*. — *Courrier national*. — *Feuille du jour*. — *Fouet national*. — *Gazette de France*. — *Journal de constitution et de législation*. — *Journal de la municipalité et du département de Paris*. — *Journal de la noblesse* (de Lacroix). — *Journal de la Révolution*. — *Journal de la Société des amis de la Constitution monarchique* (Clermont-Tonnerre et Malouet). — *Journal de Paris*. — *Journal de Perlet*. — *Journal de Versailles*. — *Journal des Clubs*. — *Journal des Etats généraux*. — *Journal des Impartiaux* (Fontanes). — *Journal du Journal de Prudhomme* (attribué à Clermont-Tonnerre). — *Journal général de France*. — *Journal général de la Cour et de la Ville*. — *Légende (La) dorée ou les actes des martyrs*. — *Lendemain (Les) révolutionnaires*. — *Logographe*. — *Mercure de France*. — *Mercure national et Révolutions de l'Europe* (les Keralio-Robert). — *Modérateur*. — *Moniteur* (à l'exemple d'A. Aulard, je le cite sans l'indiquer en note, en me servant de la réimpression). — *Nouvelles de Versailles*. — *Observateur* (Feydel). — *Orateur du peuple*. — *Patriote français*. — *Père Duchêne* (Hébert). — *Père Duchêne* (rue du Vieux-Colombier). — *Point du jour* (Barère). — *Révolutions de France et de Brabant* (C. Desmoulin). — *Révolutions de Paris* (Prudhomme). — *Révolutions nationales*. — *Rocambole des journaux*. — *Rôdeur français*. — *Sabbats jacobites*. — *Spectateur national*.

E) OUVRAGES DIVERS DES CONTEMPORAINS.

- Lally-Tolendal. *Mémoire ou seconde lettre à ses commettans*. 1790.
 Malouet. *Opinions*. 1791-92.
 Toustain-Richebourg (Vicomte de). *Lettre d'un ami des trois ordres à M. le comte de Clermont-Tonnerre*. 1789.
Chevaux (Les) au manège. 1789.
Crimes (Les) de Paris (Bibl. de la Chambre des Députés, Bfii 222, tome 20).

- Etat des pensions. 1789-90. In-4°.*
Galerie (La) des Etats généraux. 1789.
Lettre à M. le comte de Clermont-Tonnerre sur sa motion en faveur de Bezenval (signée : Le Véridique). 1789.
Mémoire pour M. Stanislas de Clermont-Tonnerre contre la Vve Hardy... Paris, 1791 (Bibliothèque Allorge, Montlhéry).
Petit dictionnaire des grands hommes de la Révolution, par un citoyen actif, ci-devant rien [par Rivarol et Champcenetz]. 1790.

F) TRAVAUX MODERNES.

- Aulard. *Histoire politique de la Révolution*, 3 éd., 1905. — *Les Orateurs de la Constituante. 1831.*
 Beauséjour (Mgr de). *Les Clermont-Tonnerre comtois à Vauvillers, Luxeuil, Hamonville. Besançon, 1929.*
 Biographie Didot. 1857-66.
 Bord (G.). *Histoire de la franc-maçonnerie en France*, T. I, 1909.
 Bournon (F.). *L'Assemblée provinciale de l'Île-de-France, Les départements de Saint-Germain et de Corbeil (Correspondance historique et archéologique, 1899, et tirage à part).*
 Braux (G. de). *Stanislas de Clermont-Tonnerre (Journal de la Société d'archéologie lorraine, 1899).*
 Brégail. *La garnison d'Auch au XVIII^e siècle (Bulletin de la Société archéologique du Gers, 1911).*
 Buchez et Roux. *Histoire parlementaire de la Révolution française. 1834-38.*
 Castellane (Marquis de). *Gentilshommes démocrates, 1891. In-18.*
 Challamel. *Les clubs contre-révolutionnaires. 1895.*
 Châteaubrun (Marquis de). *Notice sur le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre, 1912. In-12.*
 Creuzet (E.). *Histoire de Saintry, t. I-II. 1907 (tome II en ms.)*
 Fennebresque (J.). *Versailles royal. 1910.*
 Furgeot. *Le marquis de Saint-Hurugue. 1908. In-16.*
 Goncourt (E. et J. de). *Histoire de la Société française pendant la Révolution, éd. 1895.*
Intermédiaire des chercheurs. 1880.
 Joanne (P.). *Dictionnaire géographique et administratif de la France, v. Bretagne, Normandie. 1890-1905. In-4°.*
 Mathiez (A.). *Rome et le clergé français sous la Constituante. L'affaire d'Avignon. 1911.*
 Maugras (G.). *Les dernières années du roi Stanislas. 1906. — Le duc de Lauzun et la cour de Marie-Antoinette. 1895.*
 Mège (F.). *Gaultier de Biauzat, député du Tiers Etat aux Etats généraux de 1789. Sa vie et sa correspondance. 1890. — Les populations de l'Auvergne au début de 1789. (Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1905).*
 Michon (G.). *Essai sur l'histoire du parti feuillant. Adrien Duport. 1924.*
 Sorel (A.). *L'Europe et la Révolution. 1890 et suiv.*
 Taine. *Les origines de la France contemporaine (je cite l'éd. in-12).*
 Van Tieghem (P.). *Ossian en France. 1917.*

ICONOGRAPHIE

A) PORTRAITS PEINTS OU DESSINÉS.

1. En buste, de 3/4 à gauche, en habit bleu ciel brodé d'argent; signé au revers : *Ætatis anno 14. J.-H. Profilla-Beaulieu, 1771.* On lit en haut de la toile :

Voilà, chère maman, la véritable image

D'un fils qui vous adore : agréez son hommage.

Portrait peint à Luxeuil, chez l'abbé commendataire, oncle du modèle. (A Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre). — Pl. III, p. 16.

2. Peinture, vers 1776-77. A mi-corps, de 3/4 à gauche, la tête de face, en sous-lieutenant aux dragons de la Reine, les yeux bleus, les cheveux blonds noués d'un ruban noir. Habit vert à revers écarlate, épaulette blanche traversée d'une soutache rouge, veste et buffletterie chamois, boufons jaunes, fourragère verte, cravate blanche négligée, manchettes plissées, casque en similor, sans visière, garni de peau de chien de mer, crinière noire, aigrette blanche, à gauche. La main droite, gantée de chamois, tient le sabre la pointe en bas; le bras droit s'appuie sur une table. (A M. le duc de Clermont-Tonnerre.) — Pl. IV, p. 20.

3. Miniature, analogue au portrait ci-dessus (Au même.) Mme la duchesse E. de Clermont-Tonnerre a fait avant 1911 un buste en terre cuite inspiré du même portrait.

4. Crayon, peut-être vers 1782, époque du mariage de Stanislas. En buste, de profil à gauche, frac à collet « Saxe », dans un médaillon ovale. (A Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.) — Pl. VIII, p. 65.

5. Miniature, vers 1788. A mi-corps, de 3/4, sur fond gris, en frac gris-vert rayé, à boutons dorés, gilet blanc semé de fleurettes vertes, avec revers, cravate de dentelle, manchettes, la main gauche enfoncée dans l'ouverture du gilet. Perruque crêpée. Sous le cadre, inscription moderne sur plaque de cuivre : « Stanislas, Comte de Clermont-Tonnerre, député de la Noblesse aux Etats Généraux. Massacré le 10 Août. 1757-1792. » (A Mme la marquise de Nieuil.) — Pl. IX, p. 80.

6. Crayon, vers le mois de septembre 1789, peut-être par Guérin. En buste, de profil à droite (B. N., Estampes, Na 43. Cf. liste B, n^{os} 4-5. Lieutaud, n^o 1.)

7. Peinture, vers 1790, avant le 17 octobre. Assis de face sur un fauteuil Louis XVI à dossier rond, en frac brun à collet vert, bas blancs, cravate blanche, méditant, la main gauche appuyée sur la page ouverte d'un livre, posé sur une table à tiroir; la main droite tient la tranche du volume. Derrière lui, encadrée par la fenêtre, le rideau drapé et le médaillon du fauteuil, dans un paysage accidenté formant fond; une statue casquée de la Justice, tenant de la main droite un glaive renversé, la pointe sur le piédestal circulaire, et de la main gauche, qu'elle élève, une balance en équilibre dont on n'aperçoit qu'un plateau. (A M. le duc de Clermont-Tonnerre.) — Pl. XIII, p. 256.

8. Miniature, de 3/4 à gauche, après le 17 octobre 1790. Même costume, le nez très accentué : Stanislas porte la croix de Saint-Louis. (A M. le marquis de Lambert.) — Pl. XV, p. 305.

9. Peinture, sans doute d'après la miniature précédente (Au même.)

10. Peinture, même époque, de 3/4 à gauche, dans un cadre ovale. Stanislas porte la croix de Saint-Louis. Une inscription ancienne attribue ce tableau à Boilly; l'ouvrage de H. Harrisson sur ce peintre ignore l'existence de cette toile. (A M. le marquis de Châteaubrun.) Reproduit dans la notice de 1912, due au père du propriétaire, et dans Beauséjour (Mgr de), *Les Clermont-Tonnerre comtois*, 1929. — Pl. XVII, p. 384.

11. Peinture, peut-être par Neveu, qui demeurait à Paris chez Stanislas. Forme ovale. De face, à mi-corps, en grand costume de député de la noblesse avec croix de Saint-Louis. Jabot en point d'Alençon (?) Tableau inachevé en raison de la mort de Stanislas, selon une tradition de famille. Le grand costume de mai 1789 joint à la décoration d'octobre 1790 semble faire de ce tableau un document commémoratif particulièrement solennel dans l'intention du modèle. (A Mme la vicomtesse de La Mallerie.)

B) PORTRAITS GRAVÉS.

(Au Cabinet des Estampes, série N2, sauf exceptions indiquées. Consulter Lieutaud (S.), *Liste des portraits... des députés à l'Assemblée nationale...* 1854. — Dimensions en millimètres.)

1. STAN. DE CLERMONT TONNERRE présid^t / Député de Paris. / Né en 1757.

Collection Générale des Portraits de M. M. les Députés à l'Assemblée Nationale / tenue à Versailles le 4 Mai 1789. / A Paris chez Le Vachez, sous les Colonnades du Palais Royal, N° 258.

En buste, de 3/4 à droite, en grand costume, dans un médaillon ovale surmonté d'un nœud Louis XVI d'où pendent deux branches de laurier. Les trois premières lignes de la lettre occupent la tablette au-dessous du médaillon. Un miroir de vérité, rayonnant, avec les clefs héraldiques croisées sur la glace. et un serpent enroulé autour du manche, « broche », sur la tablette et sur le médaillon. Cadre rectangulaire azuré, autour de l'ensemble; les trois dernières lignes de la lettre sont gravées au-dessous. 220×160. (Lieutaud, 2.) — Pl. X, p. 144.

1 bis. Un autre état, où des rameaux de chêne, substitués aux lauriers, descendent jusqu'à mi-cadre. Encadrement imprimé en bistre ou en sanguine. Rayons blancs autour de l'écu-miroir. Lettre regravée :

A. Sergent excudit... Chez Sergent, rue Mauconseil N° 62. / A [vec] P. [rivilege] D. [u] R [oi.] / A Paris chez Le Vachez, Md d'Estampes sous / les Colonnades du Palais Royal N° 258 / Et chez le même à Versailles, rue des Chantiers, N° 14.

(N° 46 de la collection.)

2. STA. CLERMONT-TONNERRE / Député de Paris à l'Assemblée Nat^{le} en 1789. / F. Bonneville del. sculp. / A Paris, rue du Théâtre Français N° 4.

Médaillon ovale, de profil à gauche, sur fond criblé. Signé sous la bordure. 160×87. (Lieutaud, 3.)

3. SAS C^{te} DE CLERMONT TONNERRE / Cinquième et 7^{em} Président de / L'Assemblée Nationale / Député de Paris. / Dessiné d'après nature par Le Camus. Gravé par A. Clément. / On souscrit chez l'auteur. Montagne S^{te}. Geneviève. M^{on} de M^{re} Marie, / Peruquier. Et au Bureau du Courier rue Tiquetonne N° 7. A Paris.

De face, dans un médaillon ovale surmonté d'un nœud Louis XVI et reposant sur une tablette aux angles abattus en quart de rond concave. 150×80. (Lieutaud, 4.)

4. STANISLAS C^{te} DE CLERMONT-TONNERRE, / Député de la Ville de Paris / à l'Assemblée Nationale en 1789, / Elu président le 15 Août et le 12 S^{pt}bre. / Dessiné par J. Guérin. Gravé par Fiesinger. / A Paris, chez l'Auteur, Quay des Augustins N° 71. au 3^e.

De profil à droite, dans un médaillon ovale cerné d'un mince filet : grav. au pointillé signée sous le médaillon. 135×85. (Lieutaud, 5.)

4 bis. Le même, en bistre. J'en possède un ex. portant, au bas, cette note au crayon, d'une écriture ancienne : *ress[emblant.] Etoit fort marqué de petite vérole.* Cf. le dessin (de Guérin ?), liste A, 5. — Pl. XI, p. 161.

5. STANISLAS / C^{te} DE CLERMONT-TONNERRE / Député de la Ville de Paris en 1789. Mariage del. et sculp. T. II.

De profil à droite, dans un médaillon ovale. 138×92. (Lieutaud, 6.)

6. STAN. DE CLERMONT TONNERRE / Député de Paris.

De profil à droite, à mi-corps, en manière noire, dans un médaillon, surmonté d'un nœud Louis XVI avec branches de laurier. 130×80. (Lieutaud, 7.)

6 bis. Le même, avec la perruque plus claire et une ligne ajoutée sur la tablette, entre les deux lignes de la lettre : Président de l'Assemblée Nationale. (Lieutaud, 8.)

7. En buste, de 3/4 à droite, dans un médaillon ovale au pointillé. Burin anonyme. (Lieutaud, 9. Je ne l'ai pas vu.)

8. De profil à gauche, lithographie anonyme, trois lignes de légende (Lieutaud, 10. [?]). Cf. *infra*, n° 18.

9. STANISLAS C^{te} DE CLERMONT-TONNERRE / Député de la Ville de Paris.
De profil à gauche, dans un médaillon ovale. La lettre sur la tablette teintée. 125×80. (Lieutaud, 11.)

9 bis. Le même, tablette blanche. (Lieutaud, 12.)

10. CLERMONT-TONNERRE / Député de Paris, élu Président de l'Assemblée Nationale. / Vérité sculp.

Dans les Etats comme à la guerre,
Clermont, tu te fais adorer.
L'Anglais et le Clergé, frappés de ton tonnerre,
Sont, en te redoutant, forcés de t'admirer.

A Paris, chez l'Auteur, rue des Cordeliers, en face de celle des Fossés Saint- / Germain des Prés, M^{on} du M^d d'Indienne. N° 19.

En buste, de 3/4 à gauche, en costume de cérémonie, dans un médaillon ovale, à fond criblé, surmontant une tablette rectangulaire aux petits côtés en exèdre, qui contient le quatrain. Le tout dans un cadre à rayures, horizontales en haut, verticales en bas. 155×90. (Lieutaud, 13.)

10 bis. Le même, état différent, costume et texte (Lieutaud, 14.)

11. STAS MARIE ADÉLAÏDE DE CLERMONT-TONNERRE / Né à Pont à Mousson le 8 8^{bre} 1757 / Député de Paris / à l'Assemblée Nationale de 1789. / Moreau del. Voyez sc.

A Paris, chez le S^r Dejabin éditeur de cette Collection. / Place du Carrousel N° 4.

De profil à gauche, dans un médaillon rond. La tablette porte les armes non timbrées, dans un écu de style rocaille. 180×85. (Lieutaud, 15.)

12. M. DE CLERMONT-TONNERRE. / J. F. Bolt sc. 1794.

De 3/4 à droite, dans un médaillon rond. 65×50. (Lieutaud, 16.)

Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre en possède un curieux exemplaire encadré en pendant à un portrait de Charlotte Corday; au v°, le mot « Aristocrates », tracé d'une grosse écriture maladroite.

13. M. le Comte de CLERMONT TONNERRE Président de l'Assemblée Nationale en 1789. / Dess. et gr. p. Chrétien, inv[enteur] du phys[ion]o-trace! Cloître St Honoré. / Se vend chez l'inventeur du Physionotrace / Cloître St Honoré, où sont exposés d'autres portraits avec / les différents prix auxquels on peut avoir sa ressemblance.

De profil à droite, en costume officiel, dans un médaillon rond. 65×58. (Lieutaud, 17.)

14. STAN. DE CLERMONT-TONNERRE / Député de Paris. / A Paris chez Le Coeur, Graveur, rue St / Barthélemi au Dieu des Arts N°7. / Et chez Basset, M^d d'Estampes / rue St Jacques.

En buste, de profil à gauche, dans un médaillon rond sur fond noir. La lettre dans la bordure, haut et bas; au-dessus, branches de laurier reliées par un nœud Louis XVI avec anneau. 107×78. (Lieutaud, 18.)

15. M. DE CLERMONT-TONNERRE. Président de l'Assemblée Nationale.
En buste, de 3/4 à droite, costume officiel, dans un médaillon ovale sur cadre « azuré », nœud en haut. La lettre au-dessous, sur une tablette que retiennent deux clous. 85×55 (Lieutaud, 19.)

16. (Sans le nom.) Dess. p. Quenedey av[ec] le phy[sion]otrace inv[enté] p[ar] Chr[étien].

De profil à droite, médaillon rond, diamètre 50. (Lieutaud, 20. Est. De 65 b, t. XII.)

17. M. STANISLAS DE CLERMONT-TONNERRE / Député de Paris à l'Assemblée Nationale né en 1757. / A Paris chez J. Chereau Rue St Jacques N° 257.

En pied, de 3/4 à gauche, en grand costume, étendant le bras droit, la main gauche tient le chapeau à plumes. Gravure coloriée, veste de

drap d'or, bande d'or au manteau, bas bleu ciel. Stanislas semble marcher sur une pelouse verdoyante. 215×115. (Lieutaud, 21.)

18. M. DE CLERMONT-TONNERRE / Député de Paris.

Mi-corps, de profil à gauche, médaillon ovale dans un cadre rectangulaire. Un deuxième cadre enveloppe le portrait et la lettre. Lithographie. 140×80. (Lieutaud, 10 (?) indique une lettre de trois lignes.) Cf. *supra*, n° 8.

19. CLERMONT-TONNERRE. L. A. Claessens, sculp.

Mi-corps, de profil à droite, médaillon ovale. 140×90.

19 bis. Le même, autre état avec la mention *Proefâruk* en bas à droite. (A Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

La réimpression du *Moniteur* (IV, 31) contient aussi un portrait de Stanislas d'après Mercier (?) Le député figure encore sur la caricature de Guyot, parmi ses collègues, en route pour Versailles sur un char de carnaval.

C) PORTRAITS DE FAMILLE.

1. FRANÇOIS-JOSEPH, MARQUIS DE CLERMONT-TONNERRE, PÈRE DE STANISLAS (1726-1809).

Peinture, peut-être de l'atelier d'Aved, son voisin de campagne à Saint-try et l'auteur d'un portrait du maréchal (1759), reproduit dans Wildenstein (G.), *Le peintre Aved, sa vie et son œuvre*, 1922. A mi-corps, de 3/4 à droite, en tenue de colonel de Mestre-de-camp général-cavalerie, avec écharpe blanche et cuirasse à matelassures rouges. (A Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

2. LE MÊME, EN MARÉCHAL DE CAMP.

Peinture, après 1762. De 3/4 à dr. Habit bleu et veste rouge, brodés d'or, avec la croix de Saint-Louis. Un rayon de bibliothèque forme le fond : sur un volume, on peut lire le nom de Rivard, le célèbre mathématicien de Neufchâteau. (A la même.) — Pl. I, p. 4.

3. MARIE-ANNE DE LENTILHAC DE GIMEL, MARQUISE DE CLERMONT-TONNERRE, MÈRE DE STANISLAS (1728-1776.)

Peinture, vers 1755-76. De face, en costume de chasse bleu, brodé d'or. Jabot noué d'un ruban rouge. Nœud rouge dans les cheveux. Tricorne garni d'or, avec passepoil de plumes blanches. La main gauche tient le fusil; la main droite caresse un chien blanc, à collier rouge et or, qui apporte un perdreau. (A la même.) — Pl. II, p. 12.

4. STANISLAS-CHRISTINE DE CLERMONT-TONNERRE, MARQUISE DE COURTIVRON, SŒUR DE STANISLAS (1760-1834.)

Peinture, vers 1775. De face, assise, en robe bleue, garnie de dentelles, demi-manches, myosotis dans les cheveux poudrés. Un coussin rouge sur les genoux, porte une partition de musique. Sur la main gauche, un oiseau qu'elle semble dresser à chanter. Au revers, une inscription fait naître le modèle en 1763, date de son baptême. (A la même.) — Pl. V, p. 29.

5. MARIE-LOUISE-JOSÉPHINE-DELPHINE DE ROSIÈRES-SORANS, COMTESSE DE CLERMONT-TONNERRE, FEMME DE STANISLAS, PLUS TARD MARQUISE DE TALARU (1766-1832.)

Peinture, par Mme Vigée-Lebrun (Salon de 1785.) Ce portrait, longtemps conservé dans la famille de Perthuis, semble être tout récemment passé aux Etats-Unis.

6. LA MÊME (copies du portrait précédent ?)

De face, les yeux bleus, aux sourcils presque noirs, le teint frais, les cheveux blonds cendrés, bouclés, noués d'un ruban bleu clair, écharpe beige à carreaux, mantille noire, robe rouge, gros pendants d'oreilles en perles. (A M. le marquis de Châteaubrun, qui en possède aussi une réplique partielle dans un cadre ovale, en pendant au portrait de Stanislas (voir liste A, n° 10), reproduite dans la *Notice* de 1912 et par Mgr de Beauséjour. Cf. liste A, n° 9.) — Pl. VII, p. 48.

7. M^{me} CLERMONT-TONNERRE. Dess[iné] p[ar] Quenedey av[ec] le phy[sionotrace] inv[enté] p[ar] Chr[étien.] (Vers 1790 ?) 70×60. — B. N. Est. Dc 65 b, t. XII. (Le nom du modèle ms au crayon.)

De profil à g., coiffure bouclée avec rubans, pendants d'oreilles en perles (forme poire), manteau agrafé d'une boucle carrée en joaillerie, sur l'épaule gauche.

8. LOUISE-ELISABETH-CÉLINIE DE CLERMONT-TONNERRE, MARQUISE DE LANCOSME, FILLE DE STANISLAS (1783-1827.)

De face, à mi-corps, yeux gris, cheveux châains, robe blanche Empire à décolleté carré, demi-manches, châle bleu à fleurettes roses. Fond gris. (A Mme la marquise de Nieuil.)

Aquarelle, forme ovale, vers 1806. — Pl. XIX, p. 496.

9. LA MÈME.

Peinture. De face, en robe bleue, ornée de dentelles, lourde garniture de fleurs dans les cheveux. Epoque de la Restauration. (A M. le marquis de Lambert.)

10. M^{lle} DE CLERMONT-TONNERRE. [Par Quenedey, v. 1805.] — B. N., Est., De 65 h, t. XIII. (Le nom du modèle ms au crayon.)

De profil à dr., coiffure à l'antique, robe Empire avec ceinture haute, dans un médaillon ovale à fond noir, inscrit dans un cadre rectangulaire grisailé. Portrait au physionotrace.

11. STANISLAS ET SA FAMILLE, vers 1790.

Peinture. A gauche, au premier plan, Delphine assise de face, en robe gris-argent, coiffure à grandes boucles blondes, toque à longue plume blanche, les mains presque jointes sur les genoux. A dr., assise sur le gazon, Célinie, en robe noire à écharpe rouge, les cheveux retenus par un ruban blanc; la fillette, de profil à g., lit attentivement un livre qu'elle tient des deux mains. A sa dr., formant fond, un autel rond à l'antique, avec oves et guirlande, sert d'appui à Stanislas, debout au second plan, de face, en habit violet, entre sa femme et sa fille, la main gauche sur le cœur. Cette scène se passe dans un parc anglais; à dr., à travers les arbres, on aperçoit des promeneurs devant un pavillon rectangulaire à colonnade, surmonté d'un attique à statues, avec toit en coupole surbaissée. (A M. le marquis de Lambert.) — Pl. XIV, p. 288.

A propos de la toque portée ici par Delphine, on peut signaler une curieuse tradition de famille, recueillie par Mme la vicomtesse de La Mallerie : à la suite d'un pari, Delphine, au grand émoi de son coiffeur, aurait paru aux Tuileries coiffée... d'un torchon de cuisine savamment arrangé, et ainsi affublée, n'en aurait pas moins été « la plus jolie et la plus admirée ». Louis XVI, informé par indiscrétion, l'aurait exilée pour six mois dans ses terres. Il est permis de se demander si le geste était bien dans le goût de l'époque et si la punition était bien opportune vers 1790-92.

12. LOUIS-ELZÉAR DE ROSIÈRES-SORANS, BEAU-FRÈRE DE STANISLAS (1770-1817.)

Miniature, forme ronde, vers 1790. En sous-lieutenant aux chasseurs de Franche-Comté, alors à Vesoul. Habit vert à revers rouges, avec les décorations de Saint-Hubert de Lorraine (croix blanche à quatre branches, à médaillon rouge, ruban vert à lisérés rouges) et de Saint-Georges de Franche-Comté (ruban bleu.) (A Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.) — Pl. IX, p. 80.

1

Marie-Françoise,
née le 17 janvier 1717,
morte jeune.

2

Charles-Henri-Jules
(6 avril 1720-25 juillet 1794),
épouse le 5 juin 1741 Marie-Anne-Julie Le Tonnelier de Breteuil.

1

Charles-Gaspard
(30 juillet 1747-
octobre 1793).

2

Anne-Antoine-Jules
(1^{er} janvier 1749-
21 février 1830)
évêque de Châlons,
archevêque de Toulouse,
cardinal.

3

Gaspard-Paulin
(23 août 1753 - mars 1806),
ép. Anne-Marie-Louise
Bernard de Boulainvilliers
(† en 1781).

4

Anne-Louis-François-
Antoine-Jules
(12 mars 1756-
27 novembre 1757).

1

Aimé-Marie-Gaspard
(27 novembre 1779-
12 janvier 1865),
ministre
sous la Restauration,
qui a continué la
branche ducale.

2

Gabrielle,
marquise de Radepont,
née en 1781.

I. LA MAISON DE CLERMONT-

GASPARD, maréchal de France

épouse : 1^o ANTOINETTE POTIER DE NOVION (18 novembre 1685-29 août 1754)

marquis de La Rochefoucault

3

Madeleine-Louise-Jeanne

(19 mars 1722-27 juillet 1769).

mariée le 23 avril 1743 à François-Louis-Antoine, comte de Bourbon-Busset (26 août 1722-16 jan

1

Gaspard-Louis
(16 mai 1745-
8 décembre 1751).

2

Louis-François-
Joseph
(1^{er} juin 1749-
† après 1825).

3

Artus-Charles-
Timoléon
(21 septembre 1752-
18 avril 1759).

4

Louis-Antoine-
Paul
(19 novembre 1753-
9 février 1802),
épouse le 8 octobre
1796
Marguerite-Louise-
Charlotte-Joséphine
de Lordat.

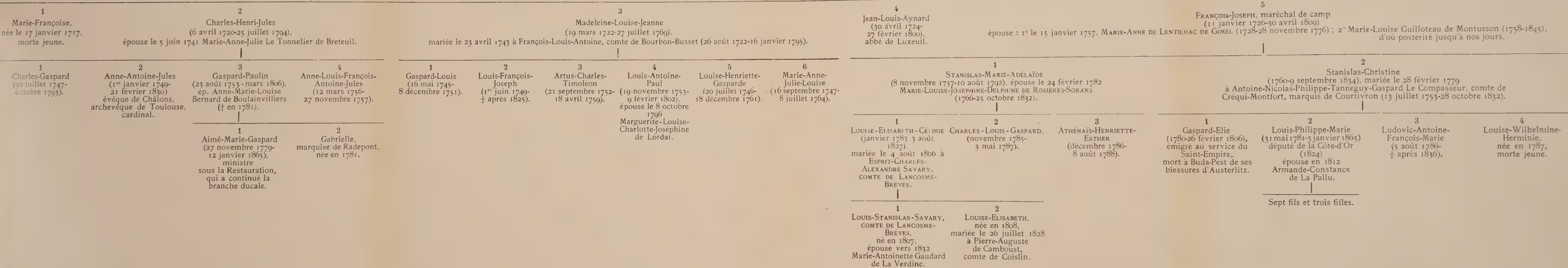
5

Louise-Henriette-
Gasparde
(20 juillet 1746-
18 décembre 1761).

I. LA MAISON DE CLERMONT-TONNERRE AU XVIII^e SIÈCLE

GASPARD, maréchal de France (9 août 1688-16 mars 1781)

épouse : 1^o ANTOINETTE POTIER DE NOVION (18 novembre 1685-29 août 1754) ; 2^o Marguerite-Pauline Prondre († 29 juillet 1756), veuve de Barthélemy, marquis de La Rochefoucauld de Roye (1673-1724).



II. DE LA FAMILLE DE ROSIÈRES-SORANS

Elisabeth d'Anglebermer de Lagny, mariée :

10 en 1725, à Jean-Louis d'Alsace, marquis de Saint-Phal ;
2^e à Donatien de Maillé, marquis de Karman, né en 1708.

Marie-Elisabeth-Jacqueline († 27 mai 1764),
mariée le 23 mars 1744 à Joseph-Gabriel-Tancrède de Félix,
marquis du Muy († 31 juillet 1777).

Marie-Louise-Elisabeth († 1812),
mariée en septembre 1763 à Henri-François de Rosières,
marquis de Sorans.

1
Louis-Joseph,
mort jeune.

2
Marie-Louise-Josephine-
Delphine.
comtesse de Clermont-Tonnerre
(1766-1832)
rapportée d'autre part,
épouse en secondes noces,
le 14 août 1802,
Louis-Justin-Marie, marquis
de Talaru
(1773-1850).

3
Athenais,
née en 1766,
mariée le 24 mars 1786
au comte de Lanans,
Flavie,
comtesse de Clermont-
Mont-Saint-Jean.

4
Louis-Gabriel-Elzéar
(1770-1817)
épouse Marie-Victoire
de Clairon d'Haussonville.
Louise-Marie-Ernestine
(1814-7 novembre 1838)
seconde marquise de Talaru
(1833)

PREMIÈRE PARTIE

LE SUICIDE D'UNE ÉLITE

CHAPITRE PREMIER

LE FILLEUL DES LECZINSKI

(1757-1782)

I. *La maison de Clermont-Tonnerre.* — II. *Naissance et premières années de Stanislas.* — III. *De Saintry au Plessis.* — IV. *Débuts militaires : un officier de fantaisie.* — V. *L'ambassade de Vienne.* — VI. *Retour en France : affaires de famille.*

I

La maison de Clermont est fort ancienne en Dauphiné : un village du Viennois lui a donné son nom. Dès le XI^e siècle, un Sibaud de Clermont figure dans un titre de la Chartreuse de Silvabénite. Et c'est, tout de suite, la légende : le pape Calixte II rétabli dans Rome, l'antipape Grégoire VIII chassé par Aynard de Clermont, émule de Guiscard et de Tancrede, les clefs de saint Pierre appendues aux armes d'où le mont symbolique disparaît avec son pâle soleil, la promesse enfin, mieux tenue que celle de l'apôtre : *Etsi omnes te negaverint, ego te nunquam negabo*¹. Des Aynard, des Guillaume, des Geoffroy, des Sibaud, des Antoine épuisent en quatre siècles et demi quatorze générations féodales. La branche aînée s'éteint en 1540 en la personne de Claude; les filles s'allient aux Beauvilliers et aux Polignac.

Le 10 février 1496, Bernardin de Clermont, second fils d'Antoine I^{er}, avait épousé Anne de Husson, fille d'Antoinette de La Trémoille et du dernier comte de Tonnerre, lointain descendant d'un Milon mort cinq cents ans plus tôt. Il y a de six

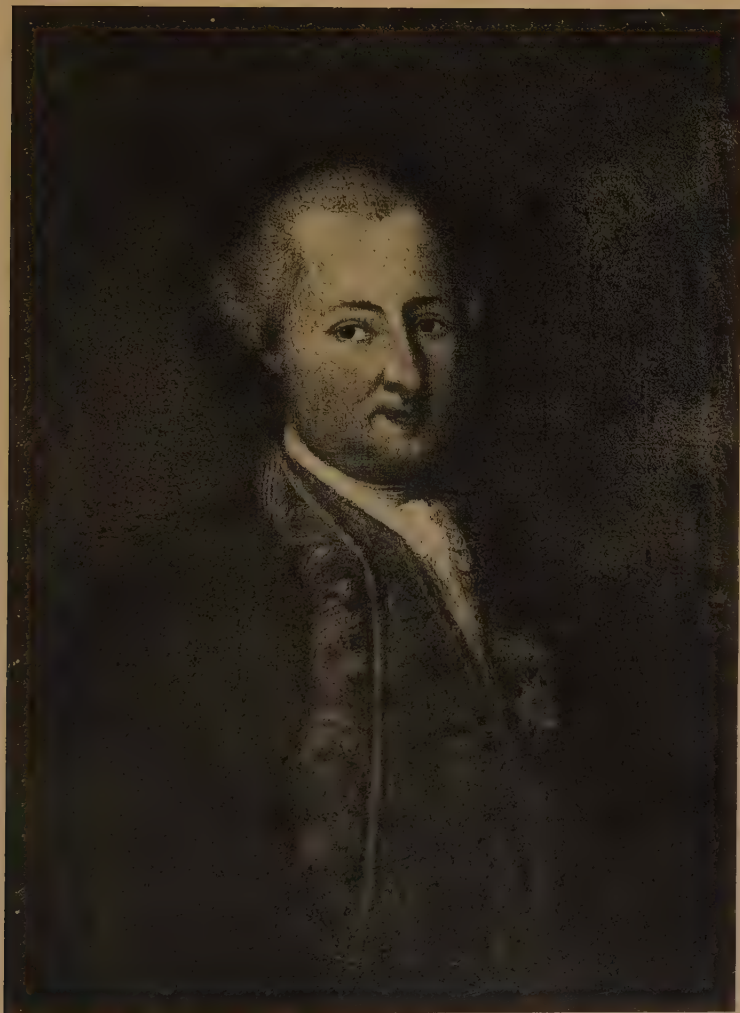
1. Sur l'authenticité de cet acte, v. U. Chevalier, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, et U. Robert, *Bullaire de Calixte II*, t. I. Cette bulle n'est connue que par une copie.

à treize enfants par mariage, sans parler d'autres rejetons. Le dernier de cette lignée, Philippe-Aynard, meurt le 19 août 1751, ne laissant que des filles de son union avec Geneviève de La Rochefoucauld de Roye. La branche des marquis de Cruzy, qui recueille son héritage, remonte à Roger de Clermont, second fils de Charles-Henri et contemporain de Louis XIII. — Cruzy, Montoisson, Thoury, Chaste, Hauterive, Surgères, Tallart, Dannemoine, voilà les rameaux; les alliés s'appellent Miribel, Seyssel, Caderousse, Du Bellay, Crussol d'Uzès, Pérusse d'Escars, d'Agoult, Montmorency-Boutteville, Lannion, Courtivron. Il en vient de plus haut : Valentinois, Bourgogne, Savoie, Luxembourg. Les femmes sont nées Virieu, Villars, La Marck, Escoubleau de Sourdis, Crèvecœur. Et l'on dit, entre généalogistes, que Ladislas de Naples épousa jadis une Constance, des Clermont demeurés en Sicile. On rappelle un livre sur les saints de la maison, des prétentions au titre d'Altesse. Des gens bien placés assurent même qu'il y a dans Parme, au collège noble de Ravenne, un lointain parent de la famille, écolier de quinze ans, natif de Césène, et qu'on destine à l'ordre de saint Benoît. Il sera pape et connaîtra tous les calvaires : il se nomme Barnabé-Louis Chiamonti.

Un vice-légat, quatre prélats, dont le plus vaniteux académicien du grand siècle, deux abbés, huit abbesses, six chanoines, onze nonnes, six chevaliers de Malte composent le clergé de la maison. Les laïcs sont premiers barons du Dauphiné, grands-maîtres des guerres delphinales, grands-maîtres des eaux et forêts; connétables, lieutenants-généraux, écuyers, gentilshommes ordinaires de la chambre, conseillers d'Etat, capitaines de galères. Ils se battent, se font tuer, de Marignan au cap Bévésiers. Henri II appelle son cousin un Antoine II qui a du sang de Diane de Poitiers. Catherine, coryphée de l'escadron volant, harangue en latin les Polonais venus à Paris pour offrir un trône au duc d'Anjou.

Un tel passé rend parfois hautain.

Gaspard de Clermont-Tonnerre, marquis de Vauvillers, seigneur de Maugevel et autres lieux, né le 9 août 1688, était au milieu du règne de Louis XV le chef de la maison. Cornette et capitaine de cavalerie en 1703, mestre de camp en 1709, brigadier en 1716, il s'était trouvé à Hochstedt, Oudenarde et Malplaquet. Commandeur de Saint-Louis en 1720, chevalier des ordres en 1724, maréchal de camp en 1733, gouverneur de Mont-Dauphin l'année suivante, il avait com-



M. Rigal phot.

FRANÇOIS-JOSEPH,
MARQUIS DE CLERMONT-TONNERRE.

Peinture, après 1762.

(A M^{me} la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

mandé la cavalerie en Allemagne et figuré le 1^{er} août 1734 dans une promotion de lieutenants-généraux. Gouverneur de Belfort, il avait fait campagne en Bohême et contribué depuis aux victoires de Fontenoy, Lawfeld et Raucoux. Maréchal de France le 17 septembre 1747, duc et pair, lieutenant-général en Dauphiné, les héros de la guerre en dentelles l'appelaient le *Maréchal des Dames*. Il mourra en 1781, chargé d'ans et de gloire, après avoir tenu l'épée de connétable au sacre de Louis XVI.

De son mariage avec Antoinette Potier de Novion, petite-fille d'un premier président au parlement de Paris, il avait eu deux filles, l'une morte en bas âge, l'autre mariée en 1743 à François-Louis-Antoine, comte de Bourbon-Busset, et trois fils : Charles-Henri-Jules, gouverneur du Dauphiné aux jours de Vizille, mort sur l'échafaud à la veille du 9 thermidor, Jean-Louis-Aynard, dernier abbé de Luxeuil, et François-Joseph, qui m'occupera plus longtemps.

Né le 11 janvier 1726, et d'abord capitaine factionnaire à brevet au régiment de Mestre-de-camp-général cavalerie, il s'était trouvé aux batailles de son père. Peu riche, ne pouvant vivre à la cour — on le disait en mauvais termes avec le maréchal, — il était passé vers 1755 au service du roi Stanislas, qui l'avait fait son premier chambellan. A défaut de Paris et de Versailles, il avait Plombières, Lunéville et Nancy : la cour de Panpan, de Bébé et de Mme de Boufflers, les architectures d'Héré, les grilles de Lamour n'étaient pas à dédaigner.

Il avait épousé vers le même temps Marie-Anne de Lentilhac de Gimel, chanoinesse de Remiremont et sœur du grand prévôt de ce chapitre. L'abbé de Luxeuil faisait descendre cette vieille famille limousine de « Lentulus, consul romain ». En 1762, François-Joseph deviendra maréchal de camp. Ce franc-maçon notable, ami de Maurice de Saxe, est le père de Stanislas : je ne saurais dire s'il aima, s'il comprit son fils, mort dix-sept ans avant lui.

II

La route de Toul à Verdun traverse un pays de mares, de bois, de collines : c'est la Woëvre. Du village d'Ansauville, un mauvais chemin se détache vers l'ouest et gagne Hamonville, à la lisière nord de la forêt de la Reine. Entre un grand étang et un ruisseau, le ru d'Esse ou d'Ache, qui serpente

sur le plateau avant de rejoindre la Moselle à Pont-à-Mousson, quelques maisons ouvrent les grandes portes rondes de leurs étables, leurs petites fenêtres carrées qu'abrite un toit de tuiles. Un éperon masque Mandres aux Quatre-Tours, où se trouve la paroisse. Au bord du ruisseau, près de l'église et de la chapelle seigneuriale, un modeste château, précédé de l'habituelle avenue, s'élèvera jusqu'en 1872, entre une cour et un jardin français aux sept allées de tilleuls : depuis 1904, le cimetière occupe sa place. C'est du chevalier François-Remy Tardif, colonel d'infanterie, que le marquis de Clermont-Tonnerre avait, le 23 avril 1755, acquis Hamonville². Il y demeurerait aussi souvent sans doute que le lui permettait son service. L'abbé de Luxeuil y mourra presque octogénaire au début du Consulat.

Il y avait fête au château le 9 novembre 1757³, à l'occasion de l'ondolement en petit comité, par l'abbé Pillement, curé de Mandres et d'Hamonville, d'un fils que la marquise avait mis au monde la veille, avec l'aide de la sage-femme Anne Martin. Joseph Blansey, régent d'école, et le marguillier Joseph Billon étaient les seuls témoins. Avec la permission du grand-vicaire de Toul, on différa le baptême officiel. Il fallait trouver une marraine d'importance. Le parrain était le roi de Pologne, et l'enfant reçut à sa naissance l'exotique prénom de Stanislas. En 1760, ses parents lui donneront une sœur. Il a bientôt quatre ans; on attend toujours la bonne fée. Une ordonnance de médecin l'amène : fâcheux présage ! Et cette protectrice n'est qu'une pâle mandataire. La fée en titre, pauvre dévote exilée, vieillit à Versailles : c'est la reine de France.

La marraine déléguée, Madame Adélaïde, est venue avec sa sœur Victoire prendre les eaux de Plombières. Au retour, chez le grand-père, à Lunéville, il faut subir fêtes et cérémonies. Le baptême de Stanislas a lieu le 18 août 1761, après la messe, en la chapelle du château⁴, où officie Mgr de Choiseul-Beaupré, archevêque de Besançon, cardinal désigné, primat de Lorraine et grand aumônier du Roi. On gratifie l'enfant des prénoms féminins de Marie-Adélaïde.

En juillet 1763, la petite sœur aussi connaît les honneurs

2. Arch. Meurthe-et-Moselle, H 2917. Cf. Mgr de Beauséjour, *Les Clermont-Tonnerre comtois*, 153-167.

3. Registres paroissiaux de Mandres. Acte découvert par A. Benoît et p. p. G. de Braux (*Journ. soc. archéol. lorraine*, août 1899, et tirage à part). Cf. Arch. adm. Guerre, doss. 15333.

4. Arch. mun. de Lunéville, p. p. G. de Braux, *loc. cit.* Cf. Maugras, *Les dernières années du roi Stanislas*, 333.

baptismaux de Lunéville⁵ : son parrain est le royal parrain de son frère, sa marraine la princesse Christine de Saxe, abbesse de Remiremont, belle-sœur du Dauphin. Peut-on faire moins pour les petits-enfants d'un maréchal de France qui a de si beaux états de service ? Stanislas-Christine deviendra Mme de Courtivron.

Une tradition veut que son frère ait commencé ses études à Pont-à-Mousson. Il a huit ans quand le vieux Roi meurt de ses brûlures le 23 février 1766, après lui avoir accordé le 1^{er} décembre précédent une pension annuelle de mille livres⁶. Ce n'est pas la dernière : Clermont-Tonnerre et son monde passeront leurs jours à en demander, à en obtenir, à en recueillir la survivance. Et la monarchie en mourra.

III

Quand on franchit la Seine au pont de Corbeil, on atteint bientôt, en remontant la rive droite du fleuve, un joli village d'Ile-de-France où les parcs des villas se succèdent aux flancs de coteaux couverts de vignes⁷. L'eau paisible, les bois, les arbres qui plaisent au voyageur en route vers Fontainebleau, Corbeil là-bas avec son clocher de Saint-Spire, offrent le plus riant spectacle. Ce séjour « de la paix, de l'innocence et du bonheur », comme disait l'avocat Aved de Loizerolles, ce charmant Saintry ne serait peut-être, avec ses six cents âmes, qu'un heureux petit pays sans histoire, si le rouge blason aux clefs d'argent n'était un peu devenu le sien. Mentionné dès 1058, le fief dépendait d'abord des comtes de Corbeil, dont les domaines, réunis à la Couronne par Louis le Gros, seront compris souvent, depuis, dans l'apanage des reines douarières. En 1369, Philippe de Tanlay a pris le titre de seigneur de Saintry : les Chamigny, les Dicy lui ont succédé. De 1449 à 1634, la terre est aux mains des Bernard. Elle passe ensuite à Nicolas Le Jay, premier président du parlement de Paris, à ses descendants, à l'avocat Avenat, à Duret de Noinville, maître des requêtes (1739). Ce dernier, ruiné, vend, les 12 février et 8 mars 1750, pour 54000 livres, la seigneurie et son annexe de la Mazeline au maréchal de Clermont-Tonnerre.

5. G. de Braux, *ibid.*, p. 6 du tirage à part.

6. Arch. Nat. K 1188. Cf Maugras, *op. cit.* p. 450.

7. Cf., pour tout ce qui suit, E. Creuzet, *Histoire de Saintry*. Je ne saurais assez remercier l'auteur de son obligeance : il m'a guidé sur les lieux et n'a rien négligé pour m'être utile.

Le nouveau maître a payé, en vrai grand seigneur, à l'aide d'emprunts. Il rase le vieux château de Saintry, agrandit celui de Champlâtreux, qu'il possède du chef de sa femme depuis 1727. Champlâtreux, appelé jadis le grand hôtel de Saintry, avait d'abord appartenu à Jean de Lude, officier de Louis XI, puis à des bourgeois, à des robins, les Laurens, les Aurillot, au baron d'Oysonville, aux Potier de Novion enfin qui l'embellirent, vers la Seine, d'une terrasse encore existante. Le maréchal avait trouvé l'habitation en ruines; ses deux corps de logis, regardant Corbeil et Saintry, leurs galeries, le colombier, les communs réclamaient des toits et des vitres; les jardins disparaissaient sous l'herbe folle. Sa famille s'augmentant, le propriétaire fit construire par un nommé Dufour, en 1757, un pavillon qui devint le manoir seigneurial et subsiste en partie aujourd'hui, modeste villa de quatre fenêtres en façade, avec un étage et de grands combles d'ardoises où des coquilles sculptées couronnent les mansardes. Un parc à la manière du Nôtre, des bosquets à statues, des pièces d'eau que des canaux relie, forment le cadre. La fille du maréchal y a épousé en 1743 M. de Bourbon-Busset. Le 29 août 1754, la maréchale s'y est doucement éteinte. La mère de Stanislas y mourra. Toute la famille y séjourne à l'ordinaire, entourée d'une douzaine de domestiques dont certains comptent trente ans de services : des chambrières, par leurs fredaines, empêchent le dépeuplement. Le maréchal et les siens, qui ne dédaignent pas de servir de témoins, de parrains à leurs vassaux et à leurs gens, mènent à Saintry la vie tranquille de gentilshommes campagnards.

Le roi de Pologne mort, il faut quitter la Lorraine. François-Joseph, maréchal de camp depuis le 25 juillet 1762, reprend avec sa famille le chemin du château paternel où s'est écoulée son enfance. Stanislas est mis au collège du Plessis. Cette célèbre maison, fondée en 1332, agrégée depuis 1646 à l'Université de Paris, deviendra après sa suppression en 1790 une prison sous la Terreur. L'opinion en fait le premier des collèges⁸. La distinction entre boursiers et pensionnaires y est peu sensible, à table et au dortoir. La nourriture est la même pour tous, abondante et bonne. Chaque table reçoit quatorze convives; sept de ceux-ci forment un service, où voisinent boursiers, pensionnaires, élèves en chambre privée. Il y a huit classes, six d'humanité, deux de philosophie, logique et

8. Duveyrier, *Anecdotes historiques*, p. 54-62, 84-86.

physique. Chaque classe a un professeur et constitue un quartier, sous la fêrule d'un surveillant, pauvre boursier besognant dans l'espoir d'une chaire : un premier camarade, en somme, chargé de la police du dortoir et du quartier, même à la promenade. Les congés consistent en deux après-dînées : on n'en a jamais le matin. Pour s'amuser, la plupart des élèves sortent seuls, grâce à des permissions de leurs parents, à des exéats vrais ou faux. Seul contre quatre-vingts, le surveillant est d'une complaisance forcée, et, lors des promenades, ferme les yeux sur les désertions. Le principal est M. Second; M. Mayer est procureur, M. Terrier surveillant de récréation, « chien de cour », en argot du Plessis.

Le programme comprend le latin, le français « par relation » au latin, le grec de troisième en rhétorique, en philosophie la logique scolastique et la physique de Nollet. Dans les chambres particulières, on tolère les arts d'agrément. La religion est facultative : il n'y a pas de cours d'enseignement religieux. Ni bains ni toilette, malgré l'anglomanie : aux petites classes, de sixième en quatrième, sont attachés des garçons de dortoir, chargés de peigner les jeunes élèves, de leur laver les mains et même les pieds ! Dans les classes supérieures, il n'existe qu'un serviteur préposé aux lits et au balayage. Les paresseux ne sont ni lavés ni peignés. La vermine pullule; le camarade de Clermont-Tonnerre, le baron Duveyrier, qui nous donne ces détails, lutte héroïquement contre les poux. Au total, sur ces cinq ou six cents collégiens mal surveillés, l'autorité des maîtres est médiocre. Les élèves de logique riment des tragédies, se constituent en groupes, en académies où chacun déclame son œuvre.

Stanislas était au Plessis en chambre particulière, malgré le peu de fortune de son père. Une certaine sympathie d'esprit l'avait rapproché de son condisciple Duveyrier. Non que celui-ci s'osât jamais comparer à lui : mais le jeune gentilhomme lui trouvait assez d'esprit pour consentir à honorer de son nom les « amplifications » françaises que sa paresse chargeait l'autre de composer à sa place. Notre élève semble avoir laissé la réputation d'un travailleur médiocre, au contraire de Chénier et de Camille Desmoulins. Bon fils assurément, si l'on en juge par ce distique accompagnant son premier portrait, peint par Beaulieu⁹ :

Voilà, chère maman, la véritable image

D'un fils qui vous adore : agréez son hommage.

9. A Mme la princesse Charles de Bourbon-Siciles, née de Clermont-Tonnerre. Signé au revers : Joseph Profilla-Beaulieu, 1771.

Ce blondinet de quatorze ans a le nez déjà un peu long; les yeux sont bleus, comme l'habit brodé d'argent. C'est là un cadeau de fête destiné à une mère au caractère peut-être difficile, qui n'ajoutait rien au plaisir des séjours à Luxeuil, où l'abbé se faisait peindre par le même artiste.

IV

Le petit-fils d'un maréchal de France doit porter l'épée. Le 7 avril 1773, à quinze ans, on lui donne rang de sous-lieutenant, sans solde, dans le régiment de Colonel-général cavalerie. Cette situation ne peut durer sans inconvénient. Le 3 février 1775, il passe à la légion de Flandres : il ne faut pas songer à la maison du Roi où tant de beaux seigneurs si riches font de la dépense pour soutenir leur nom. Mais de servir à pied, quel ennui !

Cependant le maréchal se remue; il est le grand-père après tout, et sa bru, arrivée au dangereux âge critique, voudrait que son blondin chéri fût en place. Le vieux soldat de Fontenoy va secouer Saint-Germain, terrible dur-à-cuire qui réforme à coups de plat de sabre sans regarder le temps qu'il fait au dehors. Le ministre ne peut rien refuser à ce cordon bleu qui cache de glorieuses blessures. Le 26 janvier 1776, il répond de Versailles :

« J'ay reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, par laquelle vous témoignés désirer une compagnie de cavalerie pour M. le Comte de Clermont-Tonnerre, sous-lieutenant dans la légion de Flandres. Il est à tous égards susceptible de cette grâce, et d'ailleurs son nom suffit pour me faire saisir avec empressement les occasions de concourir à son avancement; et lorsqu'elles se présenteront, je rendrai compte au Roy de votre demande, dont je désire le succès plus que personne¹⁰. »

En attendant, faudra-t-il quitter maman, Saintry où l'on peut lire cet *Esprit des lois* si plein de choses dont on ne parlait point au Plessis, Corbeil où l'on accompagne papa aux revues des chevaliers de l'arquebuse dont il est colonel depuis 1771¹¹ ? Et puis il y a le tiroir qu'on ouvre en cachette pour regarder ces tabliers, ces rubans dont le marquis s'affuble, dit-on, à de certains jours, et qui sont couverts de si étranges broderies. Grand-père agit : le 29 juillet, un avis

10. Guerre. Archives administratives, Dossier 15333.

11. Abbé Guiot, *Almanach de Corbeil*. Creuzet, p. 125.

touche M. d'Hambure, lieutenant-colonel¹². Le Roi a dit oui; le petit comte ne rejoindra pas. Le 18 août, Stanislas, toujours sous-lieutenant, est envoyé aux dragons de la Reine. Mais la mère s'inquiète, se sent malade. Elle doit avoir des amies à Versailles, des compagnes de couvent : à son tour de plaider. Saint-Germain lui promet son concours le 29 août¹³ :

« J'ay reçu la lettre, Madame, que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 22 de ce mois au sujet de M. votre fils, pour lequel vous désirez le grade de capitaine dans la cavalerie ou les dragons : il est à tous égards susceptible de cette grâce, et j'aurai l'attention de mettre son nom sous les yeux du Roy lorsqu'il vaquera des places de capitaine en second, ne pouvant proposer à Sa Majesté la commission de capitaine, son intention n'étant pas d'en accorder. Je vous prie d'être persuadée du désir bien sincère que j'ai de concourir à ce qui peut vous être agréable. »

« Eau bénite de cour », se dit la marquise, attentive aux bruits de Versailles et de Paris. Elle sait le ministre mal vu de bien des gens; cet ancien Jésuite a contre soi les philosophes, les jansénistes, les financiers, la cour, les filles, les tripots, les officiers consternés d'une résidence forcée, les soldats qui souffrent moins des coups de pointe que des coups de plat de sabre, et qui rient tout bas à la messe, où on les mène par ordre. Ne raconte-t-on pas que le prince de Montbarey, qui a une trop belle femme, intrigue pour le remplacer ? Vite, écrivons-lui : il sera trop heureux d'être utile à la bru d'un duc et pair. Le 3 septembre, la réponse arrive¹⁴, copiée — les restrictions omises ! — sur celle du ministre, à qui Montbarey parlera en temps utile.

Bien entendu, Stanislas ne rejoint pas. Le 17 septembre, le prince de Montmorency-Robecq, lieutenant-général, note sur son livret de revue : « 5^e escadron. — M. de Clermont-Tonnerre, 2^{ème} sous-lieutenant, absent par congé¹⁵. » Ils sont comme cela des centaines qu'on ne voit jamais. Et ils s'étonneront, dans dix ans, dans quinze ans, de l'indiscipline triomphante : l'exemple vient d'en haut. La mère ne verra pas son fils chevaucher en tête de ses cavaliers, bien pris dans son habit vert aux parements cramoisis comme le drap de la selle, si beau avec ses épaulettes, sous ce casque à peau de panthère qui le fait ressembler à Mars. Elle mourra le 28 no-

12. Guerre. Archives administratives, Dossier 15333.

13-14 *Ibid.*

15. Guerre. Archives historiques. Dragons de la Reine.

vembre, à quarante-sept ans, dans son Champlâtreux familial¹⁶, munie, en façon de viatique, d'une croix étoilée de Marie-Thérèse¹⁷ accordée le 14 octobre. Ses obsèques se feront le lendemain, à Notre-Dame de Corbeil, en présence du maréchal¹⁸.

Le 22 décembre, celui-ci, qui multiplie ses démarches, reçoit de Versailles une lettre ministérielle¹⁹ :

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 19 de ce mois au sujet de M. le Comte de Clermont-Tonnerre. L'intention du Roy n'est pas d'accorder des commissions de capitaine, et je ne puis proposer cette grâce à Sa Majesté. Lorsque le travail général concernant la cavalerie et les dragons sera fait, je chercherai les moyens de procurer le grade de capitaine à M. votre petit-fils dont j'ai l'avancement aussi à cœur que vous pouvez le désirer. Je vous prie d'être bien persuadé que je ne le perdrai point de vue et que je profiterai des premières circonstances qui pourront lui être favorables. »

Le 28, autre promesse, de Montbarey²⁰ sans doute, pleine d'obséquiosités. On n'est pas pour rien doyen des maréchaux et chef de leur tribunal ! Comme l'autre jour, l'auteur répète les phrases du ministre, et s'engage à lui rafraîchir la mémoire au bon moment. Le 21 avril 1777, tant d'efforts ont leur récompense : Stanislas, nommé capitaine aux dragons de la Reine²¹ contre un versement de 3 500 livres, vaut-il prendre ses épaulettes au sérieux ?

V

« Le savoir dont il a besoin n'est point cette érudition que l'on acquiert aux bibliothèques; ce qu'il doit connaître, ce sont des hommes vivants, des Etats, chez soi et à l'étranger, en exercice et en place. Pour y parvenir, il n'y a qu'un moyen, c'est de les voir soi-même... par la fréquentation des chefs de service... Si l'on est jeune, on ne fréquente ces gens-là, chez soi et à l'étranger, qu'à condition d'avoir un nom, une famille, de la fortune, l'éducation et les façons du monde. Il faut tout cela,... pour prolonger à l'étranger des séjours dispendieux et instructifs,... gratuitement ou à peu près. Ainsi élevé, un homme même ordinaire vaut la peine d'être consulté. S'il est supérieur, il peut, avant trente ans, être homme d'Etat, devenir le

16. *Mercure*, janvier 1777, page 213.

17. *Gazette de France*, 1^{er} novembre 1776.

18. *Ibid.*, 23 décembre (date à tort le décès du 29 novembre.) Cf. Creuzet, 125.

19. Guerre. Archives administratives, Dossier 15333.

20-21. *Ibid.*



M. Rigal phot.

MARIE-ANNE DE LENTILHAC DE GIMEL,
MARQUISE DE CLERMONT-TONNERRE.

Peinture, vers 1757.

(A M^{me} la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

pilote unique, seul capable... de trouver la place entre les récifs ou de donner juste à temps le coup de barre qui sauvera le navire. »

Taine²², qui semble parler ici de Clermont-Tonnerre, n'exprime cependant que des vues générales sur l'éducation du jeune homme accompli, Cyrus idéal que Xénophon décore d'une double épithète intraduisible : καλὸς κάγαθός. Ce jeune homme-là n'est pas rare en France, à l'automne du siècle. Il encombre les salons, les ambassades, les séminaires, les collèges, les jardins où l'on cause devant des tasses de café. Il arrivera demain au bel étage de la vie, paraissant au balcon juste à l'heure où le spectacle de la rue vaut surtout d'être regardé. Selon son caractère, il sourira aux foules, ou refermera la fenêtre, s'il ne harangue les passants dans un langage étranger pour ceux-ci, qui le lapideront, fatigués de l'écouter sans l'entendre. Ou encore endossant quelque habit grossier, il descendra sur le pavé pour se confondre avec la masse, voire avec ce qu'elle offre de plus criard, de plus vil. Car le grand seigneur parfois se déguise en portefaix : et malheur à lui, si sa démarche dément ses dehors ! Les timides qui d'abord auront démenagé, par défiance ou dédain, constitueront pour un avenir plus calme une réserve d'élite qui pansera les blessés et relèvera les morts.

Pour réussir dans ce monde, il y faut connaître force gens influents, en trouver parmi ses parents ou alliés. Ces cousinages expliquent bien des destins.

Toute grande famille compte plusieurs membres à même de jouer un pareil rôle d'initiateur. L'oncle de Stanislas, Charles-Henri-Jules, fils aîné du maréchal, avait épousé le 4 juin 1741 Julie Le Tonnelier de Breteuil, dame du palais de Marie Leczinska, fille de l'ancien ministre de la guerre et cousine, par la branche de Preuilly, remontant à l'intendant de Louis XIV, de notre ambassadeur à Vienne²³. Le 26 octobre 1776, celui-ci a quitté son poste, laissant les affaires à Barthélemy²⁴, pour passer à Paris quelques mois de congé, et ne regagner la capitale autrichienne que le 9 avril suivant²⁵. On doit profiter de sa présence pour lui vanter son jeune parent, pour arracher par lui à Vergennes, un ami, la promesse d'un emploi au profit de ce petit dragon si habile à esquiver les vilaines garnisons. En mai, quelques

22. *Origines*, III¹, 226 et suiv.

23. La Chesnaye des Bois, art. Tonnelier.

24. Arch. Aff. étrang. Corresp. Autriche, Vol. 330, ff. 167, 187, 225.

25. *Ibid.*, Vol. 332, fol. 128.

semaines après le retour de l'oncle, le neveu, installé à Vienne, remercie sans hâte le ministre des Affaires étrangères²⁶ :

Vienne, le 10 Aoust 1777.

Monsieur le Comte,

« Vous me pardonnerés sans doute mon silence, depuis mon arrivée dans le pays. Vous êtes trop juste et me connoissés trop pour l'attribuer à l'oubli de vos bontés. J'ai respecté votre temps, et si j'ai quelque tort, c'est peut-être, Monsieur le Comte, celui d'être aujourd'hui moins réservé. Vous ne pouvés voir dans mes lettres que des protestations de zèle, de bonne volonté et d'ardeur pour tout ce qui pourra me mériter vos bontés. Ce sont de faibles titres auprès de vous, Monsieur le Comte; j'espère par mon travail m'en acquérir d'autres; je n'épargnerai aucune peine, et sous les auspices de Monsieur l'Ambassadeur, je ferai l'impossible pour qu'il puisse un jour vous rendre de moi un compte avantageux. C'est là mon plan; Monsieur le Comte, vous ne pouvés que l'approuver, mais avant de l'avoir mis à exécution, je n'ai aucun titre auprès de vous que votre amitié pour ma famille. Je suis avec un profond respect, etc...

« Permettez-vous, Monsieur le Comte, que Mad. la Comtesse de Vergennes trouve icy l'hommage de mon regret, et M^{rs} vos enfans l'assurance de ma fidélité à notre ancienne amitié ? »

Tel est le premier billet de lui que je connaisse. — Quelle habileté dans ces excuses, dans ces promesses de minet qui fait patte de velours ! Le mentor à l'œil sur son élève. Le 2 octobre, il envoie son bulletin de bonne conduite à Vergennes²⁷ :

« Vous savez, Monsieur, que j'ai avec moi le Comte de Clermont-Tonnerre, petit-fils de M. le Maréchal de Tonnerre. Quoiqu'il ne se destine pas à offrir ses services au Roy dans la politique avant d'avoir fait connaître son zèle dans la carrière militaire, je ne puis me refuser le plaisir de vous dire que ce jeune homme se livre avec la même application à tout ce qui peut le rendre propre à l'un et à l'autre métier. Il a autant dans l'âme que dans l'esprit tout ce qui conduit au succès. »

En même temps, l'ambassadeur écrit au père, le veuf morose de Champlâtreux. Et celui-ci de remercier le ministre, la main tendue, avec des regards sollicités²⁸ :

« Monsieur le Comte, je viens de recevoir une lettre par le courrier de M. le Baron de Breuteuil, qui m'annonce que vous devez avoir

26. *Ibid.*, Vol. 332, fol. 128.

27. *Ibid.*, fol. 187-8.

28. *Ibid.*, fol. 196-7.

maintenant celle qu'il a eut l'honneur de vous écrire en faveur de mon fils, propre à être mise sous les yeux de Sa Majesté. Vous sçavez, Monsieur le Comte, que le voyage et séjour de mon fils à Vienne me coûte plus de 6.000 livres, vous m'avez fait espérer une gratification pour lui, que je désirerois qui fût de 4.000 livres pour récupérer les emprunts que j'ai été obligé de faire; d'un autre côté, vous connoissez, Monsieur le Comte, mes faibles ressources, ne croyant pas qu'il y ait en France ny nul part quelqu'un en mon grade et en ma place aussi peu pourvu pour le présent des faveurs de la fortune que je le suis; mais ce secours que vos bontés me procureront m'en mettra à même d'en trouver d'autres pour que mon fils puisse rester encore l'année prochaine dans le même pays et éviter un séjour ici, qui lui serait aussi nuisible pour son avancement que pour son éducation. Daignez d'avance, Monsieur le Comte, agréer toutes les assurances de ma vive reconnaissance et du respectueux attachement avec lequel je suis, etc... Ce 12 Octobre 1777, de Champlâtreux

« J'ose, Monsieur le Comte, prier Madame la Comtesse d'agréer mon profond respect. Tout ce qui habite ce séjour où je suis, me charge de les rappeler dans votre souvenir et celui de Madame la Comtesse et de tout ce qui vous appartient. »

Pas d'argent ! Voilà l'écueil, malgré les quartiers, les grades, les amis de cour. Les étrennes²⁹ viendront du trésor royal : quatre mille livres d'extraordinaire, le chiffre du marquis, pour l'application avec laquelle Stanislas « se livre à l'étude des matières du ressort de la politique ». De cette application si bien récompensée, on verra tout à l'heure quelques marques.

Les « matières » la réclament. Quand, le 28 décembre 1774³⁰, Vergennes a envoyé Breteuil auprès de l'Impératrice, c'est un traité de politique qu'il lui a remis en guise d'instructions. Il s'agit de soutenir l'alliance autrichienne, de la ramener à son objet, oublié depuis 1756, grâce aux abus de Vienne. L'intérêt de la France paraît moins d'étendre les frontières que de s'entourer d'Etats faibles, ses clients, et de les mener contre les gros. L'alliance dresse l'Empire contre la Prusse, la France contre l'Angleterre. En 1772, l'affaire du premier partage polonais a fait craindre une entente austro-prussienne contre les petites puissances. Il s'y faut opposer, et au démembrement de la Turquie : Joseph II bientôt, allié à Catherine contre le Sultan, mécontentera Vergennes et Louis XVI. Demain le traité de Teschen et le règlement de la question bavaroise réduiront les

29. Arch. Aff. étrang., personnel (secret).

30. A. Sorel, *Instructions données... Autriche*, p. 27 et suiv.

prétentions de Vienne aux districts qu'englobent le Danube, l'Inn et la Salza; l'électeur palatin Charles-Théodore sera appelé à Munich, et la ligne des Deux-Ponts à la succession éventuelle de ce prince, tandis que l'influence française suspendra le conflit russo-turc par la convention de Kainardji.

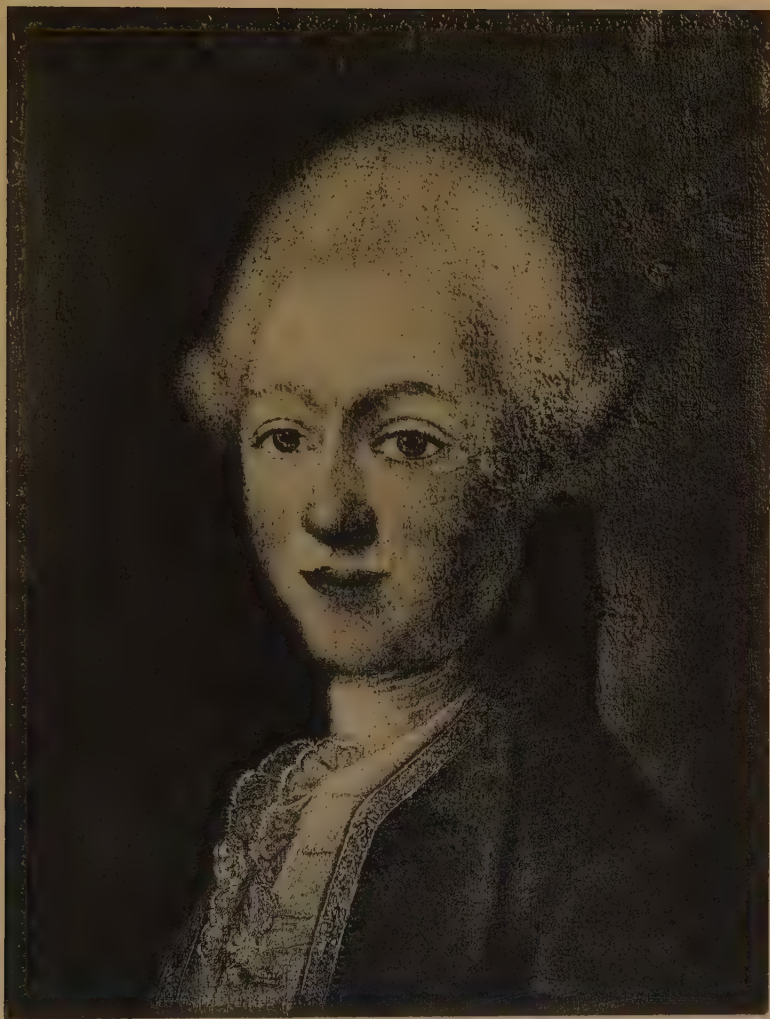
Tout cela est bien grave pour une âme de vingt ans à qui répugnent déjà l'étiquette et les exigences de la société, à plus forte raison les chinoiseries diplomatiques. Mme de Chastenay, qui a connu Stanislas longtemps après, nous dit³¹ qu'il fuyait seul jusqu'aux Carpathes, enflammé de notions philosophiques, armé de livres, heureux de se sentir sans frein. Quels livres ? *L'Esprit des Lois*? *Le Contrat social*? « La hauteur naturelle reprochée aux Clermont était en lui; avec cela beaucoup d'esprit et la passion de l'indépendance. »

Cette étoffe-là fait d'excellents diplomates, de mauvais aussi. Cependant, le jeune homme monte parfois à cheval, seul ou avec son ami Bouchard, le beau ténébreux, comme dit Duveyrier; nous retrouverons cet intime, pour l'instant secrétaire d'ambassade. On joue à la petite guerre, on se met de faux nez d'attachés militaires. Ecoutez le récit de ces exploits :

Du camp de Melklendorf, à midy.

« Monsieur, j'ai couru toute la matinée, au risque de me casser le cou, sur un maudit cheval de louage qui craignoit beaucoup le feu et la musique. Je dîne aujourd'hui je ne sçais où, peut-être même à l'auberge : des généraux autrichiens très honnêtes, qui d'ailleurs n'ayant pas pensé à nous faire manger aujourd'hui, j'ai eu bien de la peine à suivre votre avis. Enfin, je me suis déterminé, mais en enrageant; actuellement je m'applaudis de mon courage. Demain matin à 5 h. la grande manœuvre ; c'est une chose à voir, mais il faut être arrivé à 4 h. ou à 4 h. et demie. Si vous étiez seul et que vous souhaitiés prendre un coucher dans la paille, j'ai de la place; je vous offrirais même un cheval, tant bon que mauvais, pour voir la manœuvre : au reste, comme il vous plaira. J'ai dormi fort bien, uniquement occupé de mes amours; ils me tourmentent souvent, mais cette nuit, ils m'ont agréablement bercé. Je vous prie de demander au cocher de M. l'Ambassadeur une selle rouge pour moi et de la donner à mon domestique. Je voudrais bien aussi pouvoir compter sur l'habit de velours vert de Bouchard pour la comédie; je mettrais un autre habit demain, et si vous venés, nous nous servirons de votre voiture. Adieu. Si vous voyés le soir ma *Fraulein*, parlés lui un peu de moi, sans

31. *Mémoires*, I, 101.



M. Rigal phot.

STANISLAS A QUATORZE ANS.

Peinture, 1771. Signée J.-H. Profilla-Beaulieu.

(A M^{me} la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

que cela paroisse. Mes complimens à ces messieurs. Au demeurant, je demeure, Monsieur, comme votre *Polonnès*, votre très humble et très obéissant serviteur³². »

Il y a donc une « *Fräulein* » pour faire diversion.

Ces mugnets d'ambassade, avec leurs grands noms, entrent partout, peuvent prétendre à tout. La reine de France n'est-elle pas une archiduchesse ? Plus d'une mère, promenant sa fille au Prater, rêve sans doute au passage des élèves de M. de Breteuil ; plus d'un magnat, peut-être, riant aux marivaudages des artistes amateurs qui jouent à la perfection — leur vie n'est-elle pas une comédie ? — s'enquiert sous main des rangs, des fortunes... Eh ! bien, non : tout cela est vain. Plus d'héritières, plus de généalogies impeccables. On a lu Rousseau ; on est ivre de nature, de vérité, d'une simplicité rustique ou crue telle ; on fuit, comme Saint-Preux, ces femmes du monde que la civilisation a corrompues dès le berceau. Et l'amour est aveugle. *Fräulein* est d'une naissance inférieure, d'une famille vertueuse ; elle est de celles qu'on épouse, et Stanislas a voulu épouser³³. Mentor veille : cette mésalliance n'aura jamais lieu. Breteuil gronde et menace, dans les meilleures intentions. Son élève et parent en demeure exaspéré. Le jour luira du cataclysme, où le mépris tombera, du haut d'une tribune ébranlée d'accents inouïs, sur le protecteur d'antan, devenu pour cent heures le ministre exécré, bientôt le bouc expiatoire. Ce jour-là comme à Vienne, sans doute, on parlera tout bas de fausseté. La prétendue fausseté de Clermont-Tonnerre, c'est la victoire perpétuelle de son impression du moment.

Après cet éclat, comment demeurer en Autriche ? La bourse paternelle est vide. Des bruits de guerre circulent : la France va tirer l'épée pour de lointains révoltés, sans rien calculer ni recouvrer ; les philosophes pleurent de tendresse au récit des événements qui se déroulent là-bas, derrière l'Océan. Un bon Iroquois est venu à Versailles, son bâton à la main, pour parler au Roi en faveur de l'émeute. Il faut rentrer. Le 27 juin 1778, Stanislas prévient Vergennes.

« Monsieur le Comte, l'amitié que je vous connois pour mon père et l'intérêt que vous avés la bonté de prendre à moi, et dont vous m'avez donné des preuves, me font un devoir d'avoir l'honneur de vous instruire de la résolution que j'ai prise, pendant les treize mois que j'ai passé à Vienne ; il est impossible d'être traité avec plus de

32. Cette lettre est chez Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.

33. Mme de Chastenay, I, 101.

bontés que je n'en ai éprouvé de S. E. M. l'ambassadeur : il a bien voulu me servir de père; je n'oublierai jamais ses avis, et ma reconnaissance est au-dessus de ce que j'en pourrais exprimer. Quelques soient les avantages que j'aye retiré de mon séjour ici, et ceux que j'en pourrais encore espérer, je pense que je ne puis y rester plus longtemps sans me faire tort; mon devoir et mon inclination ne m'ont pas permis d'oublier que je suis destiné au militaire, et dans un moment où il est peut-être plus nécessaire que jamais de prendre des leçons, je me ferais un reproche de perdre mon métier de vue plus longtemps. Je me flatte, Monsieur le Comte, que vous ne me désapprouverez point. Je vais rejoindre le régiment de la Reine à Bayeux, et je ferai ce qui dépendra de moi pour y mériter les suffrages de mes chefs; j'ai le malheur de n'être qu'à la suite, je désire bien vivement mon remplacement, mais ma famille m'assure qu'il est impossible actuellement. M. l'Ambassadeur a bien voulu m'offrir de me garder encore ici, il a même eu la bonté de m'engager à y rester; mais je pense que mon départ est le seul parti qui me convienne; mon père n'est pas en état de me soutenir ici; les secours que le Roi m'a accordé et que je dois à vous, Monsieur le Comte et à M. l'Ambassadeur, seroient insuffisants, quand même à la fin de l'année j'aurois pu espérer une pareille gratification. D'ailleurs le militaire est le seul état qui dans ce moment-cy puisse être le mien; et ce ne sera qu'après avoir fait mon devoir dans cette carrière, que je pourrai, avec assurance, me proposer pour servir le Roi dans celle des négociations, si je me trouve avoir les qualités nécessaires. Je vous prie, monsieur le comte, de me conserver vos bontés : elles me sont infiniment précieuses et je serois trop heureux de les mériter un jour³⁴. »

Le 12 novembre, il a quitté Vienne, suivi de ce certificat, envoyé par Breteuil au ministre :

« J'aurois dû, Monsieur, avoir l'honneur de vous informer plutôt que M. le Comte de Clermont est parti d'ici pour se rendre à son régiment. L'envie de se rendre utile pendant la paix avoit engagé ce jeune homme à venir dans ce pays : mais dès qu'il a su qu'il y avoit en France des mouvemens de troupes, il a pensé, et j'ai été aussi de cet avis, qu'il n'y avoit rien de plus pressant pour lui que d'aller se présenter à l'instruction militaire. M. le Comte de Clermont a certainement tout l'esprit qu'il faut pour acquérir des connoissances utiles dans l'un et l'autre genre; et j'ai lieu de croire que le désir de servir le Roy en toute occasion lui fera mettre beaucoup de suite dans l'application et le travail nécessaires à cette noble ambition³⁵. »

Va -t-il passer l'Océan, suivre La Fayette en Amérique ? La vie est trop douce en France pour qu'il s'expatrie. Il a vingt et un ans, l'âge des espoirs sans bornes; il ne songe

34. Aff. étrang. Corresp. Autriche. Vol. 336, p. 193.

35. *Ibid.*, Vol. 337, fol. 282.

au métier des armes que comme à un moyen de monter plus haut. Et il y a ces philosophes de qui les idées lui emplissent la tête. La guerre n'est-elle qu'un prétexte à quitter l'Autriche, à retrouver des amis, à oublier peut-être l'aventure du mariage manqué ?

VI

Champlâtreux devient morne. Un nonagénaire qu'on y voit peu, un homme mûr en lutte contre la gêne, un abbé philanthrope plus occupé de ses tenanciers comtois que de son neveu, une pâle jeune fille de qui l'on cherche à se défaire, tels sont les hôtes de la maison. La sœur de Stanislas trouve enfin un époux : le 28 février 1779, Louis XVI, Marie-Antoinette et la famille royale signent le contrat de mariage de Christine avec Antoine-Nicolas-Philippe-Tanne-guy-Gaspard Le Compasseur, comte de Créqui-Montfort et marquis de Courtivron, capitaine au régiment de Royal-Pologne cavalerie³⁶. Ce gentilhomme, né à Dijon le 13 juillet 1753, mourra le 28 octobre 1832 à Bussy-la-Pesle, en Bourgogne. Les Courtivron, vieille famille parlementaire, comptaient déjà les Clermont-Tonnerre parmi leurs alliés : en 1697, Marie-Madeleine - Pierrette - Françoise, sœur du maréchal, avait épousé le marquis Jean de Courtivron, président à mortier à la cour de Dijon³⁷. Le beau-frère de Stanislas, qui a étudié à Douai et à Heidelberg, est sorti en 1771, comme lieutenant d'artillerie, de l'école d'Auxonne; en 1777 il est passé capitaine au Royal-Pologne. On le trouvera lieutenant-colonel des carabiniers, membre de l'académie de Dijon en 1782, et ami des réformes : qui ne le serait dans ce Sénat littéraire où l'on a découvert Jean-Jacques ? En 1790, à Nancy, il sauvera le chevalier de Malseigne, menacé par ses soldats. Craignant lui-même pour sa vie, il fuira la tourmente, réfugié à Munich, et ne reviendra que sous le Consulat. Maire de Bussy-la-Pesle, lieutenant de l'ouvèterie de la Côte-d'Or au temps de l'Empire, la Restauration le fera maire de Dijon en 1816. Ecrivain de mérite, il a traduit la *Jeanne d'Arc* de Schiller et les *Essais politiques* de Rumford.

Ce mariage ne laisse à Saintry que des gens peu faits pour s'entendre. Le marquis François-Joseph a d'ailleurs un pied-

36. G. de Braux, *loc. cit.*, p. 6. Biographie Didot, v. Courtivron.

37. Archives nationales, MM 810. *Extrait des preuves de noblesse*, I, 611.

à-terre au Luxembourg³⁸. Le maréchal, qui sent la tombe, relit son testament³⁹ : le 20 août 1778, il a laissé par codicille, à son petit-fils, Champlâtreux, Saintry, ses meubles, son argenterie. Si Stanislas meurt sans enfant mâle, le tout doit passer à son cousin Gaspard-Paulin, fils de Charles-Henri-Jules, le futur chef de la famille. Ces dispositions, qui laissent « M. Joseph » légataire universel, mais restreignent ses droits sur le fief à un simple usufruit, deviendront, dans le nouvel ordre de choses, un redoutable nid à procès. On verra Gaspard-Paulin et les siens défendre l'ancien droit avec une âpreté de robins...

Cependant Stanislas a repris son service en amateur. Le 18 septembre 1779, il est absent de la revue que passe à Bayeux le comte de Barrin, maréchal de camp⁴⁰. Le 20 décembre, un brevet, contresigné le 28, lui confirme sa pension lorraine de mille livres, de 1766, en la réduisant d'un dixième. En août on lui a payé l'annuité échue au 1^{er} avril 1778 : il lui reste dû 675 livres des neuf mois révolus au 1^{er} janvier suivant⁴¹. Entre temps, il a reçu des Affaires étrangères une nouvelle gratification de quatre mille livres⁴².

Car il songe encore à la diplomatie. En avril 1780, il est « malade » et tient garnison à Meaux, loin de son régiment, dans l'abbaye Notre-Dame, occupée par les chanoinesses régulières de Saint-Augustin. Cette congrégation, établie en 1234 à Ormont, près Fismes, avait été transférée à Meaux en 1629 : l'abbesse, Mme de Lentilhac de Gimel, parente, du côté maternel, du singulier petit capitaine, gouverne paisiblement vingt-cinq dames et douze sœurs⁴³. Au bout d'un mois, son pensionnaire casqué saute le mur, bien guéri, à en juger par ces lignes adressées sans doute à Bouchard :

Paris, le 2 may 1780.

« Je viens de recevoir votre lettre du 24 avril, mon cher Alphonse, Vous avez tort de m'accuser d'oubli; j'arrivé hier de la ville de Meaux où j'ai végété dans un couvent d'Augustines pendant un mois; cette végétation a rétabli ma santé : elle est à présent très bonne. Mes projets pour Vienne tiennent toujours. Je verrai l'ambassadeur demain matin. J'ai la meilleure et plus forte envie de vieillir. Dieu veuille que la fortune me seconde !

38. *Almanach de Paris*, 1777. B. N. Lc ⁿ 372-3.

39. Chez Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre. Double chez Trudon, notaire à Paris. Cf. Creuzet, *op. cit.*, p. 125.

40. Guerre. Archives historiques, Dragons de la Reine.

41. Guerre. Archives administratives, 15333.

42. Arch. Affaires étrangères. Dossier personnel (secret).

43. *Almanach de la Ville et du Diocèse de Meaux*, 1780.



R. de Longueval phot.

STANISLAS EN DRAGON DE LA REINE.

(Peinture, vers 1777. - A M. le duc de Clermont-Tonnerre.)

« Je vous instruirai des événements à mesure qu'ils éclorront. Le baril d'huile est payé. Je me charge avec plaisir de votre commission relative à M. de Rémusat. Adieu, mon cher Alphonse, je suis très pressé et vous quitte avec regrets⁴⁴. »

Il manque, par habitude, la revue du 1^{er} septembre, que M. de Coigny passe à Bayeux. Cet inspecteur s'étonnera peut-être de le trouver à Vesoul le 15 août suivant : car le régiment a changé de garnison⁴⁵. Mais le souci de l'exactitude ne doit pas seul avoir guidé Stanislas. Il y a, non loin de Vesoul, un château ami où des propriétaires accueillants l'ont probablement invité, pour le bon motif cher aux parents qui voient leurs enfants grandir, et, j'imagine, sur avis d'en haut, donné par quelque Breteuil inquiet d'un retour possible à Vienne qu'il faut éviter à tout prix. Pour ensevelir à jamais *Fräulein* dans l'oubli, pour fixer le cœur et consolider la position de son ancien soupirant, on va mobiliser l'une des plus séduisantes nymphes de Versailles.

44. Cette lettre est à Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.

45. Guerre. Archives historiques. Dragons de la Reine.

CHAPITRE II

LA « DOUCEUR DE VIVRE »

(1782-1788)

- I. *Mariage de Clermont-Tonnerre avec Delphine de Rosières-Sorans.* — II. *La lune de miel.* — III. *Les Essais de poésies de Stanislas.* — IV. *Son rôle à l'Assemblée de Corbeil et au bureau intermédiaire.* — V. *Il entre dans la franc-maçonnerie : ses rapports avec Couthon.* — VI. *L'agonie de l'ancien régime : la fin du bureau de Corbeil.*

I

JEAN-LOUIS d'Alsace, comte d'Hénin-Liétard et Blincourt et marquis de Saint-Phal, était le premier mari d'Elisabeth d'Anglebermer de Lagny. Restée veuve avec une fille, qui devint plus tard la marquise du Muy, la jeune femme s'était remariée à Donatien de Maillé, marquis de Karman, chevalier de Saint-Louis. De cette union naquit Marie-Louise-Elisabeth. Elle épousa Henri-François de Rosières, marquis de Sorans, colonel du régiment d'Artois et chevalier des ordres, qui lui donna quatre enfants : Louis-Joseph, mort en bas âge, Delphine, née en 1766, Athénaïs, sa cadette de deux ans, mariée en 1786 au comte de Lanans, lieutenant-général, et mère de Flavie, comtesse de Clermont-Mont-Saint-Jean, Elzéar enfin, chevalier de Saint-Georges et soldat de Condé (1770-1817). Dame de compagnie de Mme Clotilde jusqu'au mariage de celle-ci avec le prince de Piémont en août 1775, la marquise de Sorans passa deux ans après au service de Mme Elisabeth : elle mourra en 1812, à Chamarande, chez M. de Talaru, son second gendre. Sorans est, près d'une forêt de la Haute-Saône, une résidence sans prétention, accostée d'une

ferme gothique, à sept lieues de Vesoul et plus loin de Rosières : elle est demeurée à la famille jusqu'en 1923.

En quittant Versailles pour Turin, « Gros-Madame » ne s'est pas séparée sans regrets de sa dame de compagnie. Une correspondance s'établit, où les enfants de la marquise ne sont pas oubliés.

« Je vous prie d'embrasser la petite Delphine, le petit Elzéar et l'autre petite de ma part, et de me mander s'ils se portent bien et s'ils sont toujours jolis et aimables¹ » (3 mai 1776).

Delphine a dix ans; à douze ans, Mme Clotilde lui cherchera prébende. Le 14 mars 1778, la bonne fée écrit de Turin :

« Je suis très sensible, Madame, à la confiance que vous me marquez en vous adressant à moi pour demander à ma tante la prébende de chanoinesse que vous désirez pour votre fille. Je suis enchantée d'avoir cette occasion de pouvoir vous être utile, et si nos souhaits sont exaucés, vous ne tarderez pas à obtenir ce que vous demandez. J'ai écrit dès hier à ma tante Christine, et je l'ai pressée le plus qu'il a dépendu de moi : tout ce que je crains, c'est que ma lettre n'arrive trop tard. Je crois que vous ferez très bien d'en écrire vous-même à la princesse Christine; elle doit se ressouvenir de vous avoir vue à Versailles et à Plombières. De plus, étant la belle-sœur d'un homme aussi respectable que le marquis du Muy, et qui était attaché à ma mère, ce sont de gros titres auprès d'elle, et j'ai tout lieu d'espérer... Je vous prie d'embrasser vos enfants de ma part². »

La tante Christine, c'est la Saxonne, sœur de la feue Dauphine, abbesse de Remiremont et marraine de la sœur de Clermont-Tonnerre. L'affaire échoue, d'où vive désolation. Gros-Madame persévère; elle écrit le 9 juin :

« J'espère que nous penserons bientôt à Delphine. Mandez-moi si elle est toujours embellie³. »

Petite, comme Stanislas, coquette, pétillante, enjouée, la fille aînée des Sorans laissera dans la société le renom d'une grâce incomparable⁴ : trente ans après sa mort, on citera encore ses mots. Des mains illustres l'ont tenue sur les fonts du baptême : son parrain est Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé; sa marraine, Marie-Louise de Rohan-Soubise, veuve de Charles de Lorraine, comte de Marsan. Pen-

1. Feuillet de Conches, *Louis XVI, Marie-Antoinette...* IV, 390. (Papiers de la marquise de Perthuis, née de Sorans).

2. *Ibid.*, p. 392.

3. *Ibid.*, p. 395-6.

4. *Ibid.*, p. 396. Note.

dant six mois, sa mère remue tout pour la caser. Mme Elisabeth promet de la prendre comme dame de compagnie; mais il faut forcer Remiremont⁵. Le 2 février 1779, c'est fait.

« Ma tante Christine m'a aussi mandé que les preuves de Delphine avaient été reçues à son chapitre (ce dont je n'étais pas en peine) et qu'elle avait une grande joie de la voir bientôt au nombre de ses chamoines. Je suis enchantée qu'elle se soit bien tirée de la rougeole. »

Au début de juin 1780, la fillette entre en fonctions chez Mme Elisabeth. Mme Clotilde admire l'heureuse chance de sa sœur :

« Je voudrais bien, écrit-elle, le 20, de la Vénérie, qu'elle eût toujours auprès d'elle des personnes aussi bien élevées et d'une société aussi bonne et utile que votre fille. Le portrait que vous m'en faites est charmant, et me paraît être bien naturel d'après ce que je l'ai connue, quoiqu'elle fût encore bien enfant. Je vous en remercie et je l'ai lu avec grand plaisir, puisqu'il me rappelait si bien un original qui m'est cher. Je vous prie de la bien embrasser, cette aimable Delphine, et de lui faire tous mes complimens. Je comprends aisément sa joie d'avoir assisté à la procession du Saint-Sacrement et à la fête du Petit Trianon; c'est bien naturel à son âge, et je la partage de tout mon cœur. J'imagine que vous n'aurez pas de peine à obtenir que la petite Athénaïs la remplace au chapitre de Remiremont. Tout ce que je puis vous offrir est, si vous le voulez, d'en écrire à ma tante Christine⁶. »

La princesse engage Mme de Sorans à ne quitter pas la cour, comme font toutes les mères, leurs filles placées : Mme Elisabeth est jeune, il faut la guider. La petite suivante, plus jeune encore, craint l'orage, un malheureux orage de sept heures, et sa nouvelle protectrice en informe la mère⁷, un moment retirée de Versailles, en dépit des conseils de Gros-Madame.

Là-bas, au Grand-Montreuil, au bout de l'avenue de Paris, la comtesse Diane de Polignac gouverne une petite cour en paniers. L'abbé Delille chante les jardins, dessinés en riant par les Grâces, des jardins fous, aux airs de forêts vierge, avec leurs pelouses coupées de ruisseaux d'opéra qu'enjambent des ponts rustiques, leur lac, leur île, leurs labyrinthes propices aux médisances et aux jeux innocents. De belles bavardes y caquettent : Mmes de Bombelles, de Raigecourt, que la reine du logis appelle Bombe et Rage, Mmes de Souci, de Mackau. Chacune reçoit quatre mille livres par an⁸, et les

5. *Ibid.*, p. 398-9.

6. *Ibid.*, p. 400.

7. *Ibid.*, III, p. 73.

8. Archives nationales, O¹ 3787, chemise 1.

touchera jusqu'au bout. Dans cet Eden, on ignore, pour l'instant, la politique ; on se pare, sans luxe ; on court d'église en fête intime, mendiant faveurs et pensions.

Delphine a quinze ans : c'est le moment de l'établir. Mme Elisabeth⁹ y songe : elle sollicite de Louis XVI une récompense due, pense-t-elle, aux services des Sorans, une dot pour parler net. Toute cette noblesse a les poches vides. A sa sœur, le Roi ne refuse rien : la petite chanoinesse aura six mille livres de pension¹⁰. Quant au prince charmant, les parents l'ont découvert : la dame de Montreuil lui intéressera la Reine et les princes. Il est d'une naissance illustre : son vieux grand-père, brouillé avec son père, ne donne pas au jeune homme de quoi soutenir son rang. L'élu a de l'esprit, de l'instruction, paraît zélé pour le service du Roi. On lui obtiendra place et pension ; il sera mis à portée d'entrer dans la diplomatie qui lui plaît fort. On espère tout de sa reconnaissance : son ingratitude l'emportera, ne lui laissant à l'âme qu'orgueil et ambition. Les gens mêmes qu'il aura séduits le puniront de ses crimes : il sera massacré, trop tard pour le repos de sa patrie. Faut-il nommer ce vilain personnage ? Celle qui juge ainsi Stanislas a ses raisons d'être sévère : elle s'appelle Diane de Polignac.

II

Le maréchal de Clermont-Tonnerre était mort à Paris, le 16 mars 1781, dans sa quatre-vingt-treizième année. Le 23 décembre, son petit-fils recevait ce cadeau de Noël :

« Je viens, Monsieur, de rendre compte au Roy de votre position et S. M. a bien voulu, pour faciliter votre mariage et en considération des services de feu M. le maréchal de Tonnerre, vous accorder une pension de 3.000 livres. Je vous en donne avis avec plaisir¹¹. »

En même temps la comtesse Diane est avertie du succès de sa démarche. « Je me flatte que vous ne doutez pas du plaisir que j'ai à vous annoncer cette grâce, à laquelle vous portez intérêt¹². » Le signataire n'est plus Saint-Germain, mais Ségur. Une note confidentielle arrive au bureau du fonds :

9. Ms. de la comtesse Diane de Polignac, cité par J. Fennebresque, *Versailles royal*, p. 204.

10. Etat des pensions. T. I, p. 174.

11. Guerre. Archives administratives, Dossier 15333.

12. *Ibid.*

« Il est question pour cet officier d'un mariage, il n'a point de fortune, il a recours aux bontés du Roy dans cette circonstance très essentielle pour luy. On propose à S. M. de luy accorder une pension de mille écus, en considération des services de M. le maréchal de Tonnerre, et du fort traitement qui s'est éteint à sa mort¹³. »

Louis XVI, économe et complaisant, a écrit : « Bon » en marge. Vient-on pas de faire Stanislas gentilhomme d'honneur de Monsieur, maintenant l'hôte du Luxembourg où demeure le marquis François-Joseph, et de Brunoy qui n'est pas loin de Saintry ?

Neuf cents livres de pension polonaise au filleul des Leczinski, trois mille au petit-fils du maréchal, quatre mille à la dame de compagnie, six mille à la fille des Sorans, cela fait près de quatorze mille livres, peut-être cent quarante mille francs d'aujourd'hui. Le maréchal laisse 270 000 livres mais aussi un fils aîné¹⁴. Pour Stanislas, Champlâtreux et Saintry constituent le plus clair de l'héritage ; et le marquis en conserve l'usufruit. On va tout tenter pour l'y faire renoncer.

Le 24 février 1782, les souverains et leur famille signent le contrat de mariage¹⁵. Deux mois après, le beau-père de Delphine abandonne son droit d'usufruit, ouvrant la substitution au profit de son fils. L'abbé de Luxeuil et les Bourbon-Busset attaquent le jugement : le bénéficiaire n'obtient qu'au 8 mars 1783 la possession incontestée par sentence du palais. Les autres se rebiffent : la décision sera maintenue par arrêt du 8 janvier 1784¹⁶, à l'encontre de cette thèse que le neveu et cousin des demandeurs ne peut, son père vivant, demander la substitution à son profit. Le marquis et l'abbé vont habiter à Paris¹⁷, rue des Vieilles-Tuileries, un hôtel qui deviendra celui de Stanislas. François-Joseph l'a acquis le 28 avril 1781 de M. Ravelle d'Esclapon¹⁸. L'entrée principale est rue de Vaugirard ; les jardins donnent sur une partie de notre rue du Cherche-Midi, vis-à-vis la rue Saint-Romain¹⁹.

Le 19 janvier 1783, « Gros-Madame » se réjouit, à Turin, d'une naissance qu'on n'attendait pas encore :

13. *Ibid.*

14. Estimation du 20 septembre 1781 ; mémoires annexés au testament (chez Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

15. *Gazette de France*.

16. *Creuzet*, p. 127.

17. *Almanach de Paris*, 1782.

18. Archives nationales, S 2857 (communiqué par M. Ch. Saunier).

19. N° 93 actuel ; on y voit quelques pilastres encastrés dans un mur et marquant l'entrée. La surface était de 255 toises (environ 1020 m²).

« J'apprends l'heureux accouchement de Mme votre fille; ainsi je change en compliments de félicitations les souhaits que je me proposais de faire pour son heureuse délivrance. Elle a été un peu prématurée, mais puisqu'elle se porte bien, il n'y a pas à s'en inquiéter. Piémont ne peut comprendre que vous soyez grand'maman; j'ai aussi peine à me le persuader²⁰. »

Mme de Sorans est bien conservée : La Harpe l'appelle la mère des Amours. Petite, bien prise, ravissante de grâce et d'esprit, elle est affligée de vertu. Voilà une belle-mère à souhait ! Sa petite-fille et filleule sans doute, Louise-Elisabeth-Célinie, marquise de Lancosme, mourra cinq ans avant sa mère, en 1827.

Clermont-Tonnerre, seigneur de village, va réaliser le gouvernement paternel à la Voltaire. Delphine et lui se plaisent à Saintry, se mêlent aux paysans, paraissent aux fêtes, les provoquant à l'occasion. Ce château est sans faste ; le maréchal a aidé à construire et inauguré une église neuve le 12 septembre 1780²¹.

« En arrivant à Champlâtreux, écrira Stanislas, je regardai comme un devoir de soulager les misères de plusieurs habitants, j'assemblai les vieillards et leur proposai d'élire trois d'entre eux pour distribuer, d'accord avec M. le curé, des bons d'alimens, de pain, de viande que je paierais. Ce mode convint à la paroisse et déplut à M. le curé²². »

Le prêtre incriminé s'appelle Doye : il se dressera plus tard contre le bienfaiteur des pauvres, et celui-ci connaîtra, mais ailleurs, le danger qu'il y a parfois à distribuer des bons de pain...

Bien entendu, le service de garnison reste son moindre souci. M. de Coigny relève son absence à la revue de Falaise, le 15 août 1783²³. Notre capitaine tâche à sortir d'un grade aussi inférieur. Nommé le 1^{er} janvier 1784 mestre de camp en second de Royal-Navarre, aux appointements de 1.800 livres²⁴, il troque l'habit vert du dragon contre le frac polonais bleu, paré de blanc, ouvert sur une veste blanche aussi, comme les boutons et le galon du chapeau et de la selle²⁵. Il évite encore la revue de M. de Livron, du 3 juillet ! Delphine

20. Feuillet de Conches, IV, p. 404.

21. Creuzet, p. 126.

22. *Mémoire pour M. Stanislas de Clermont-Tonnerre contre la Vve Hardy*, Paris 1791 (chez M. Allorge, à Montlhéry).

23. Guerre. Archives historiques, Dragons de la Reine.

24. Archives administratives Guerre, dossier 15333. — *Etrennes intéressantes... pour l'année 1778. (Nouvelle revue rétrospective, 1888*, p. 235).

25. *Etat militaire, 1774*, p. 348.

est plus séduisante que ces provinciales exilées avec leurs patauds de maris, gens sans appui, aux murs de lave de Clermont-Ferrand !

Et il y a tant de salons à courir, d'étrangers à entretenir, de philosophes à interroger ! Le 17 juin par exemple, la duchesse de Chartres donne à souper à Monceaux : les convives sont Mmes de Talleyrand, de Ségur, de Boufflers, de Beauvau, de Luxembourg, la baronne d'Oberkirch, qui prend des notes, Delphine et quelques hommes. La duchesse, encore heureuse et gaie, fait des mots d'enfant avec la petite mariée, si vivement originale. On rit en les écoutant. Mme de Chartres conte une plaisanterie de 1770 : son mari et deux amis, déguisés en ours, avaient effrayé toute la table, chez la duchesse de Bourbon à Vanves ; les masques ôtés, chacun de boire à la santé des ours, devenus rois du festin.

« C'est égal, dit Mme de Tonnerre, c'est un vilain déguisement que celui de bête féroce, et si mon mari s'avisait de le prendre, je le musellerais si bien qu'il n'aurait plus la force de rompre sa chaîne. »

Le lendemain on se rend à Chantilly chez le prince de Condé, parrain de Delphine : Mme d'Oberkirch est de la partie. Le voyage est délicieux avec cette intarissable causeuse qui raconte la cour et la ville, les histoires de chacun, les aventures, les familles, les querelles, les raccommodements et leurs suites ! « Une pointe de malice assaisonnait ses récits. » Mais l'Alsacienne sent sa pruderie germanique, que Paris et Versailles lui laisseront ; elle n'est pas « libre » et on la dit gourmée. Chantilly atteint, grâce à d'excellents relais, on fait honneur au dîner du prince. M. de Baschi du Cayla, premier écuyer, guide aux écuries la calèche des dames : il y a cent cinquante chevaux, un chenil, une ménagerie, une île d'amour au parc, et les eaux et la forêt... Delphine confesse :

« Si je me promenais seule à pareille heure, en ce beau lieu, avec un joli garçon, qu'il fût pressant et pas trop maladroit, ma foi... »

Pas d'écho : la provinciale reste de glace, la pauvreteuse se tait. L'autre ne s'adaptera jamais à tant d'élégance, en dépit de la chaleur douce, des fleurs qui embaument et de la nature qui sourit.

Après le reversis, on gagne les appartements commodes et bien meublés que dessert un nombreux personnel plein de prévenances. Le 19, par un temps commandé exprès, on déjeune au hameau, dans la grande chaumière. La crème est



M. Rigal phot.

STANISLAS-CHRISTINE DE CLERMONT-TONNERRE,
MARQUISE DE COURTIVRON.

Peinture, vers 1775.

(A M^{me} la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

exquise ; les fruits conservés, mêlés aux primeurs enveloppés de mousse, alternent avec les fleurettes des champs. Aux angles de la table, des nids d'oiseaux complètent l'illusion. Mme d'Oberkirch retient cet arrangement pour en étonner Montbéliard. Au retour, on va voir Ermenonville et l'île des Saules : la tombe de Rousseau a peu de succès et M. de Girardin s'en pique. Delphine alors de se confondre en éloges sur quoi le maître renchérit, la prenant au sérieux.

« Tout cela est vrai, conclut-elle. M. Rousseau était un bien grand homme, mais pour le résumer en un mot qui le peint tout entier, c'était un cuistre ! »

Mécène déchanté et ne dit mot²⁶.

Pourtant il faut s'arracher à ces douceurs et prendre la route d'Auvergne. Le 4 octobre, le nouveau mestre de camp de Royal-Navarre assiste enfin à la revue d'état-major²⁷. Le lieutenant-colonel commandant est le marquis de La Roche-Aimon, brigadier des armées du Roi²⁸ ; les subalternes, gens obscurs, quoique très instruits et d'esprit excellent, savent mieux la théorie que la pratique. Les cavaliers, beaux hommes du reste, ont une position lâche et de travers à cheval. La tenue, la discipline, la police intérieure sont satisfaisantes. On a promis un régiment à Stanislas, mais la diplomatie le hante : il veut une place d'ambassadeur. Il a déjà vingt-sept ans ! Persuadé de son mérite, il s'étonne d'attendre si longtemps, lui qui tient à tant de gens influents. Encore quelques semestres d'inutile espoir, et il passe à l'opposition²⁹. Le Roi est bien aveugle, qui s'entoure de ministres malapris au point d'obliger un Clermont-Tonnerre à tenir garni son dans une vilaine ville toute noire et sans plaisirs !

III

Encore les congés s'obtiennent-ils aisément.

Est-ce de Clermont ou plus tard d'Auch, que le jeune ménage va séjourner à Barèges, où chaque année arrive un Anglais, « mylord Piéton », qui parcourt les Pyrénées ? L'amour a rendu fou cet insulaire, de qui parlent sans cesse les belles

26. Baronne d'Oberkirch, *Mémoires*, éd. 1883, T. II, p. 107-110.

27. Guerre. Archives historiques, Royal-Navarre, pièce 5.

28. *Etat militaire*, 1785, p. 376-7.

29. D'Espinhal, *Mémoires inédits. Notes historiques sur la Révolution* (Bibliothèque de Clermont-Ferrand, ms 211 bis). Cité par Mège, *Correspondance inédite de G. Couthon*, p. 6, n° 2.

baigneuses sensibles, dans l'attente de sa venue. Mais quand elles aperçoivent un amoureux blanchi, triste, taciturne et qui ne leur accorde aucune attention, elles l'accablent de risées, tels des oiseaux au beau plumage, au doux ramage, à l'abord d'un chat-huant. Cette petite cruauté inspire à l'heureux Stanislas des vers que sa femme, très bonne musicienne, mettra sur un air agréable :

Je suis natif d'Angleterre
Et je voyage en tous lieux,
Fuyant la douleur amère
Qui suit un cœur malheureux.
.....

J'ai longtemps traîné ma chaîne
Errant loin de mon foyer.
On m'a dit : Porte ta peine
Chez un peuple hospitalier.

Là finira ton martyre.
Là le calme aura son tour.
J'arrive : on n'a fait que rire
De la victime d'amour.

Si pour vous l'amour prospère
N'eut jamais que des faveurs,
Songez que, souvent sévère,
Il sait arracher des pleurs.

Craignez les maux qu'il nous cause
Et plaignez un insensé
Qui n'a pas cueilli la rose
Et que l'épine a blessé³⁰.

Saintry repose de l'Auvergne : il est bon de se montrer à ces gens qui peinent pour payer leur fermages. Le 24 janvier 1785, les châtelains assistent au mariage du vigneron Fessou³¹. Mais le curé trouble la paix. Le 26 février, il écrit, charitable : « Je n'assisterai jamais à une association de paysans parce que je me compromettrais en m'assimilant à eux³². » Le seigneur philosophe veut ramener le prêtre à ses devoirs; ses exhortations semblent produire quelque effet ; il croit avoir persuadé l'adversaire. Mais celui-ci saisira toutes les occasions de montrer sa rancune. Il envenimera les procès engagés par des tenanciers retors. Le 22 mai

30. Th. de Lameth, *Notes et souvenirs*, éd. Welvert, p. 1. (Notes sur les mémoires dits de Mme de Créqui [où, p. 7-8, ces vers ont été pillés par Courchamps]).

31. Registres paroissiaux de Saintry, Creuzet, p. 131.

32. *Mémoire pour M. Stanislas de Clermont-Tonnerre...*

pourtant, le maître de Saintry se trouve encore au mariage de François-Charles Charot avec Françoise-Angélique Jobard, fille d'un carrier, élue rosière quelques jours auparavant, et conduit, dit-on, lui-même, la mariée à l'église³³. Le soir du vote on a dansé au parc de Champlâtreux. Le jour des noces, on élit un « bon vieillard », Jean Bourlet, que Delphine couronne de ses mains. Toute la famille est là : la belle-mère de Sorans, la petite belle-sœur Athénaïs, l'oncle Hubert de Lentilhac, prévôt de Remiremont ; l'ombre heureuse de Julie, conduite par Jean-Jacques, plane sur la fête. — La comtesse est aussi fort occupée de son portrait, confié naturellement à Mme Vigée-Lebrun, qui n'a qu'à laisser courir ses pinceaux sur la toile, devant un pareil modèle. Au Salon³⁴, l'image fera fureur. Le 25 juillet, à Clermont, M. de Livron, inspecteur à plume cavalière, passe une revue : il trouve au jeune mestre de camp « plus d'intelligence que de zèle » et à son colonel « plus de zèle que de talent ». Parmi les officiers, un moment désunis, la concorde est revenue³⁵.

Stanislas regagne le palais du Luxembourg³⁶ où il demeure alors : en novembre il lui naît un fils, Charles-Louis-Gaspard. Les parents, jeunes et délicats, conserveront-ils cet héritier³⁷ ?

Le 25 janvier 1786, la comtesse est marraine, à Saintry, d'Armande-Delphine-Marie Bouquet, fille du garçon jardinier de Champlâtreux³⁸. Le parrain est Bouchard, notre vieille connaissance de Vienne, officier de cavalerie et commensal du ménage. Les invitations pleuvent, et les quiproquos : Sérant, Sorans, Soran, la marquise, une jeune femme présentée au Roi l'an dernier, Delphine que certains ne connaissent encore que comme la fille du maréchal de camp, tout cela embrouille lettres et visites, et Mme d'Oberkirch s'en plaint³⁹.

Que faire de ses loisirs ? Un livre a couru Paris, feuilleté des belles qui regrettent de mal savoir les langues et rêvent parfois aux brumes d'où viennent ces rois de la mode : les Anglais. C'est la traduction, par Le Tourneur, des prétendus

33. Registres paroissiaux de Saintry. Creuzet, p. 131.

34. Livret du Salon de 1785 (réimpression), 29-30. Aujourd'hui à Mme la marquise de Perthuis.

35. Guerre. Archives historiques, Royal Navarre.

36. *Almanach de Paris*, 1785.

37. Registres paroissiaux de Saintry.

38. *Ibid.*, Creuzet, p. 132.

39. 3 mars 1786, t. II, p. 254.

poèmes d'Ossian. Vieux bardes, héros et vierges du Nord, voilà qui rappelle les Gaulois des *Commentaires* et les travaux de l'abbé Du Bos dont parlait Montesquieu. On est las de l'Olympe. Depuis vingt ans, la lumière vient d'ailleurs. Clermont-Tonnerre a parcouru la traduction : Delphine l'a peut-être entr'ouverte, songeant à certain petit cousin breton morfondu aux murs de Combourg et qu'on dit si mélancolique. La version en prose semble incolore, et le pasteur suisse Bridel, doyen de la vieille église de Montreux, qui a traduit en 1782 les chants de Selma, non sans goût, s'est heurté au morceau le plus difficile, malgré l'intérêt qu'offre l'épisode de Colma⁴⁰. Pourquoi ne chercher pas à rendre le mouvement de l'original ? Stanislas est novice, mais le fabuliste parle bien d'un renard qui voulut jouer au loup :

D'abord, il s'y prit mal, puis un peu mieux, puis...⁴¹

Le jeune écrivain n'ose ajouter : *bien*, mais sa plume étouffe mal le mot. Au début d'avril, le libraire Gueffier expose, rue de la Harpe, une *Traduction libre du 1^{er} chant de Fingal, poème d'Ossian*⁴², dont l'auteur garde l'anonymat : le monde jaserait. C'est un début : la préface le dit. Le dessinateur et le poète copient des modèles avant de voler de leurs ailes, sauf à quitter le métier en cas d'échec. Si Ossian n'est pas Homère, sa lecture peut former un poète. La nature et son génie, voilà l'auteur : ses héros sont hospitaliers, amoureux, guerriers.

« Tels ont probablement été les hommes, avant que l'invention des arts, les réunissant dans des villes immenses, les eût fait ployer sous le joug de la civilisation : tels ils sont encore dans les contrées où l'âpreté du site et la dureté du climat ont arrêté les entreprises de ceux qui auraient voulu les arracher à leur liberté primitive. »

Jean-Jacques est partout là-dedans, romantique exaspéré. « Une sorte de respect religieux », tel est le sentiment qu'inspirent le poète et ses personnages. Pour garder la « physiologie sauvage » de l'original, les noms barbares ont été en partie respectés. Mais Ardan est devenu Artan et Cuchullin Trémullin, par euphonie ! L'alexandrin à rimes suivies domine la traduction ; le seul récit de Carril est en vers libres, à cause de l'accompagnement de harpe. Les rimes sont né-

40. La Fontaine, XII, 9.

41. *Poésies helvétiques*, Lausanne, 1782. Cf. P. Van Tieghem, *Ossian en France*, I, 351-2, 373, 380.

42. Quérard et le catalogue de la Bibl. Nat. attribuent cette traduction à Clermont-Tonnerre.

M. de Lemaire

Paris le 27 Juin 1778 1793

52

Monsieur Le Comte



L'amitié que je vous honore pour mon père, et l'intérêt que vous
avez la bonté de prendre à moi, et dont vous m'avez donné des preuves
me font un devoir de vous l'honneur de vous instruire de la résolution
que j'ai prise. pendant les trois mois que j'ai passé à Vienne, il est
impossible d'être traité avec plus de bonté que je n'en ai éprouvé de S. E.
M. L'ambassadeur, il a bien voulu me servir de père, je ne blâmerai jamais
les amis, et ma reconnaissance est au-dessus de ce que j'en pourrais exprimer.
quelques soient les avantages que j'ai retirés de mon séjour ici, et ceux que
je pourrais en espérer, je pense que je ne puis y rester plus longtemps
sans me faire tort, mon devoir et mon inclination ne m'ont pas permis d'oublier
que je suis destiné au militaire, et dans un moment, où il est peut-être plus
nécessaire que jamais de prendre des hommes, je ne ferois un reproche de perdre
mon métier de vue plus longtemps. je me flatte, Monsieur le Comte, que

P. Lemaire phot.

LETTRE DE STANISLAS
(Archives des

Vous ne me désaprouvez point. J'aurais rejoint le Regt. de la reine
 à Bayeux, et j'aurais celui qui dépendra de moi pour y réintégrer les suffrages
 de mes chefs, j'ai le malheur de n'être qu'à la suite, je désire bien
 vivement mon remplacement, mais ma famille m'assure qu'il est impossible
 actuellement. M. L'ambassadeur a bien voulu m'offrir de me garder en
 ici, il a même eu la bonté de m'engager à y rester, mais je pense que
 le port, est la seule porte qui me convienne, mon père n'est pas en état de
 me soutenir ici, Les secours que le roi m'a accordés, et que j'ai à Paris, M.
 Le Comte, et à M. L'ambassadeur, seraient insuffisants, quand même à
 la fin de l'année, j'aurais pu espérer une petite gratification. L'état
 de militaire est le seul état qui dans le moment cy puisse être le mien,
 ce ne sera qu'après avoir fait mon devoir dans cette carrière, que
 je pourrai avec assurance, me proposer pour servir le roi dans les
 négociations, si je me trouve avoir les qualités nécessaires. Je vous prie,
 Monsieur Le Comte, de me continuer vos bontés, elles me sont infiniment
 précieuses, et je serois trop heureux de Les mériter un jour.

Je suis avec un profond Respect

Monsieur Le Comte

Vostre très humble
 très obéissant serviteur
 De Chambray

A VERGENNES (27 Juin 1778).

Affaires Étrangères.)

gligées, la monotonie de ces 672 vers tout faits, coulés dans le plus banal moule classique, va de pair avec l'incompréhension des héros, qui, sous leur écu et leur armure, prennent un air féodal. Faut-il rappeler le sujet de ce premier livre, le conseil de guerre tenu par Cuchullin, tuteur de Cormac, roi d'Irlande, à l'approche des Scandinaves de Swaran, contre lesquels il réclame l'aide de Fingal et des Calédoniens, la bataille indécise qui s'ensuit, la veillée où le barde Carril dit l'histoire de Guidur et Brassolis aux guerriers qui s'endorment, gardés d'une attaque nocturne par leurs sentinelles ? A supprimer les comparaisons dont Ossian abuse, on l'eût dénaturé ; ce génie spécial s'explique par le temps, le climat, les événements. Les dogues de guerre rappellent au lecteur de Marmontel les chiens dressés par les Espagnols à chasser l'Indien. Pris de remords, le traducteur ajoute quelques vers « qu'il a eu la sagesse de supprimer ».

Une critique amie remarque ce début⁴³. Le 25 avril, le *Journal général de France*, par la plume, sans doute, de l'abbé de Fontenai, déclare le sujet ingrat, quoique le Nord vaille bien le Midi. L'idée est bonne de respecter les noms propres, au lieu de « se soumettre à de petits effets d'un goût superstitieux ». Il ne faut pas dire *une épisode intéressante*, faute courante du reste. Comment ne goûter pas ces vers et ce portrait ?

Le superbe Swaran lève sa tête altière
Et semble dominer sur la nature entière ;
Son aspect est celui des rochers imposans
Que prennent les glaçons entassés par les ans.
Ce sapin est moins haut que sa lance éclatante ;
Et le disque brillant de la lune naissante
Ressemble au bouclier dont est armé son bras.

Et cette peinture d'une jeune beauté ne sent-elle pas son Nord ?

Tes yeux sont un ciel pur ; ta blancheur éclatante
Efface de nos champs la neige éblouissante ;
Tes cheveux sur ton sein négligemment jetés,
Par le souffle des vens doucement agités,
Ressemblent aux vapeurs qu'élève la tempête
Et qui du noir Cromba vont couronner la tête.
Le marbre de Malmor est moins beau que ton sein.....

« Il est certain que le traducteur annonce du talent. »

43. Van Tieghem (*op. cit.*, I, 351), semble avoir ignoré cet article.

Le succès est douteux, néanmoins : Le Tourneur l'a épuisé. On reconnaît de la facilité, du goût aux morceaux qui suivent *Fingal*, une imitation du *Chant séculaire* d'Horace, en vers libres alternés, et *La Liberté, ode à Nice*, avec palinodie en regard, d'après Métastase, que Clermont-Tonnerre pouvait avoir connu à Vienne. Un avis, précédant le premier ouvrage, rappelle la musique « aussi pompeuse que touchante » composée par Philidor pour le poème latin, musique qui laisse les vers perdus, inintelligibles, interprétés qu'ils sont sans costumes, loin d'un pays « où tout prenait une teinte de grandeur à laquelle nous n'avons ni le désir, ni le pouvoir peut-être de parvenir ». Imitant Horace, le traducteur espère qu'on mettra son œuvre en musique, avec le poète, les chœurs et coryphées pour acteurs. L'ode de Métastase n'a jamais été traduite en entier, même par Rousseau, « âme éloquente et sublime » qui « ne pouvait s'asservir, même dans les plus petites choses, à agir d'après les autres ».

Tout cela est réuni sous le titre : *Essais de poésies*⁴⁴. Le succès doit être mince : la suite ne paraîtra pas. Mais Stanislas a, dit-on, perpétré une *Virginie* jugée par lui-même indigne de la scène⁴⁵, bonne tout au plus à reposer de la philosophie Bouchard ou Duveyrier. Le premier rimera un acte, *Les Arts et l'Amitié*, attribué parfois à Clermont-Tonnerre⁴⁶. Celui-ci se sent une vocation de poète léger : laissant Rome et l'Ecosse, il regarde autour de soi avec le cœur et les yeux. D'Auvergne, il a retenu certaine « montagnarde » en dialecte de Riom; sa plume l'enjolive :

Aurai longuement souvenance
Du beau Damoisel de Servance,
Cil qui me disoit l'autre jour :
Petite, à bel ami donne retour
D'amour.

.....
De damoisel de haut parage
Gardez-vous, filles du village.
M'a menti, qui m'a dit un jour :
Petite, amour que sens veut du retour
D'amour⁴⁷.

Le cousin René, jugeant ces strophes de son goût, s'en

44. Bibl. Nat. Yn 122. In-8°, 74 p.

45. Duveyrier, *Anecdotes historiques*, p. 84-5.

46. Paris, Brunet, 1788, in-8°. *Intermédiaire*, 1880, p. 264.

47. *Mon voyage au Mont d'Or* (sic) (par M. de Salabery). Paris, 1802, in-8° (Bibl. Nat. Lk⁷ 5027), p. 245-6. *Ibid.*, p. 162.

emparera pour le compte d'un Abencérage, quand il sera sûr de l'impunité.

Sans quitter son foyer, Stanislas trouve l'inspiration : à qui, mieux qu'à sa femme, adresser ces couplets ?

Quatre ans y a que trouvai ma Delphine :
Quatre ans y a que trouvai le bonheur !
Or, dans quatre ans, souvent bonheur décline :
Chez moi quatre ans ont doublé sa douceur...

A nous aimer nous passons notre vie ;
La vie est douce à la passer ainsi :
D'un autre bien n'avons aucune envie,
Avons bonheur, avons plaisir aussi.....

Point n'est besoin de peindre son visage.
Si la voyez, la reconnaîtrez bien ;
Car c'est l'amour avec un maintien sage
Et la sagesse avec un doux maintien.

Or quand le sort voudra couper la trame
De ces beaux jours qui coulent doucement,
Sans murmurer lui remettrons notre âme,
Pourvu que soit dans le même moment !⁴⁸

Qu'il est poignant pour nous, ce vers inexaucé ! Des époux qui s'aiment : voilà l'annonce d'un âge nouveau.

IV

Le 30 avril, Delphine a tenu sur les fonts de Saintry le premier-né des Charot-Jobard, l'heureuse rosière et son mari⁴⁹. En décembre, une fille augmente la famille du Luxembourg : Athénaïs-Henriette-Esther dut avoir pour marraine sa tante de Sorans. Mais le bonheur parfait n'est pas de ce monde : le 3 mai 1787, à dix-sept mois, le fils unique, l'héritier du nom, meurt au palais de Monsieur; on l'inhume dans la chapelle seigneuriale, à l'église de Saintry⁵⁰. Le 25 juillet, le père se retrouve à Clermont-Ferrand pour la revue de M. de Livron, qu'il a manquée le 24 août précédent⁵¹.

48. *Intermédiaire*, 1880, col. 430 et 463. Publié p. 117 de « *Mon portefeuille, dédié à ma femme* ». Paris, Valade, 1791 (réimpression des *Essais* de 1786 ?) H. de l'Isle, auteur de l'article de l'*Intermédiaire*, répondait à une question de M. de Monrepos, en quête de la romance depuis 25 ans ! Je ne l'ai pas trouvée, ni le recueil. Quérard l'attribue soit à Stanislas, soit à Bouchaud (Bouchard ?) qui peut-être y avait collaboré.

49. Registres paroissiaux. Creuzet, p. 131.

50. *Ibid.* Creuzet, p. 130.

51. Guerre. Arch. hist., Royal-Navarre, n^{os} 12-13.

Entre temps, de graves événements s'accomplissent. Vergennes est mort le 13 février : le 22, Louis XVI a ouvert l'assemblée des notables⁵². Dans cette graine d'Etats généraux, comme dit Ségur, figure le duc de Clermont-Tonnerre, oncle de Stanislas. Plus d'argent, mais des abus à foison, gémit Calonne, ce grand méconnu. Il est tard pour chercher des remèdes. On l'essaye, on veut organiser une représentation régionale : la paroisse, le district, la province constitueront des unités électorales, pourvues d'assemblées recrutées parmi les propriétaires. Les membres des assemblées paroissiales jouiront d'un nombre de voix proportionnel à leur revenu : on pense qu'ayant compté, il faut peser. Par malheur, l'argent sert d'étalon. Plus haut, l'assemblée du district, l'assemblée provinciale répartiront les impôts, les travaux, les aumônes, dans des sessions annuelles. Un bureau intermédiaire de six membres gérera les affaires dans l'intervalle. Cet essai servira les Constituants, souvent issus des assemblées locales, écoles des orateurs de demain. Mais les notables, privilégiés aveugles, crient au scandale; Calonne, qui veut avertir l'opinion, a contre soi la Reine et le parti de Necker : il part le 8 avril. Le Roi, sentant que Calonne peut tout sauver, songe à lui substituer un homme de paille, Fourqueux; il échoue, la France tombe en Loménie. Alors, tout est perdu : les notables, opposants têtus, s'en vont le 25 mai. La place est aux Grandes Robes : empêtrées de sacs vides, elles s'écrouleront. La Fayette, revenu d'Amérique, a parlé d'Etats généraux, d'Assemblée nationale, et le comte d'Artois a frémi.

Les notables, au vrai, ont adopté le projet de représentation locale. En juin, un édit crée les assemblées de département : les départements comprennent des arrondissements formés de municipalités.

Là encore, la Révolution reprendra pour régulariser. Département, arrondissement, municipalité, c'est déjà l'échiquier que certains jugent aujourd'hui si étroit. En 1787, on espère beaucoup de cette nouveauté. D'après le règlement du 8 juillet, l'assemblée de l'Ile-de-France doit s'ouvrir à Melun : elle dure du 11 au 19 août; un bureau de neuf membres s'occupe de former les assemblées départementales. Le 18, on décide que l'élection de Paris comprendra les départements de Saint-Germain et de Corbeil. Pour ce dernier, l'assemblée, présidée par le duc de Crussol, comptera vingt-

52. Consulter : Renouvin, *Les assemblées provinciales de 1787*.

quatre membres, six du clergé, autant de la noblesse, douze du Tiers. C'est déjà, au profit de celui-ci, la double puissance. On s'obstine à en louer, à en blâmer le seul Necker : un ministre français, Breteuil, en a signé la charte, inspirée, semble-t-il, de ces Etats de Languedoc dont Mirabeau le père admirait déjà la composition⁵³.

Les membres des assemblées départementales, recrutés parmi les municipalités sortantes dont les seigneurs font partie de droit, sont élus pour trois ans : on les renouvellera ensuite annuellement, par quarts. Clerc ou noble, le président est nommé par le Roi, pour quatre ans; on vote par tête, on choisit deux syndics — un privilégié, un membre du Tiers — pour trois ans, et un greffier, qui sera aussi celui du bureau intermédiaire. Elu pour le même temps, ce fonctionnaire rend compte à l'assemblée, par les syndics, de ses opérations, subordonnées, avec celles de l'assemblée elle-même, à l'assemblée provinciale et à sa commission.

Le 17 novembre, dans une session présidée par le duc du Châtelet, l'assemblée de Melun prend connaissance d'un règlement interprétatif arrêtant que les assemblées départementales siégeront chaque année, avant le 15 octobre, pendant quinze jours; par leurs bureaux ou par elles-mêmes, elles serviront de canal entre la province et les municipalités. Les bureaux n'imprimeront rien pour ces dernières sans l'aveu de la commission provinciale, dans l'intérêt de l'unité de vues. Leur grosse affaire est de répartir l'impôt : audessous de cinq cents livres, il suffira du visa de l'intendant sur la délibération de l'assemblée provinciale ou de sa commission. L'édit de septembre 1787, confirmant celui de mai 1749, soumet aux vingtièmes tous les biens fonds : on se plaint d'abus. La couronne payera sa part : les rôles de 1788, établis pour 6 mois, feront place en juillet à des rôles définitifs. On n'accordera l'abonnement aux communautés qu'en cas d'offres proportionnelles à leurs facultés. Le chiffre fixé pour l'ensemble des impôts de la province est de 5 433 000 livres. L'assemblée départementale enverra les mandements avant le 1^{er} octobre; son bureau s'acquittera de la correspondance; les syndics rendront compte des besognes effectuées hors session. Le 12 décembre, on demande la réduction à 200 000 livres, pour vingt ans, des 494 000 livres prévues pour les vingtièmes. Le 19, il est établi que les assemblées départ-

53. V. L. Dutil, *D'où est venue l'idée du doublement du Tiers aux Etats généraux de 1789*. (La Révolution française, 1929, p. 48.)

tements ou leurs bureaux auront des correspondants habituels. Les commissaires aux impositions, conservés comme guides, rectifieront les évaluations des intendants, réuniront au greffe les plans d'arpentage : rassemblés avant la fin de mars, par les intermédiaires, ils recevront d'eux les rôles transmis par l'assemblée provinciale. Les correspondants expliqueront les choses aux contribuables : on compte sur le temps pour habituer le public au système. Avant le 20 octobre, la taille sera répartie par l'assemblée départementale : la commission, du 20 septembre au 1^{er} octobre, distribuera les capitations des privilégiés.

Clermont-Tonnerre, membre, pour la noblesse, de l'assemblée du département de Corbeil, y représente l'arrondissement de Brie-Comte-Robert. Le bailli de Crussol, MM. du Luc, de Champigny, de Bullion, de Brou, sont les autres députés nobles; dans le bureau intermédiaire, présidé aussi par Crussol, figurent, avec Stanislas, MM. de Noyseau, l'abbé de Saint-Farre, Lebrun, Leduc et Ginoux. Les réunions se tiennent à Paris, le mercredi, chez le secrétaire Aubert, 12, rue Boucherat⁵⁴. Une première séance de l'assemblée départementale a eu lieu à Corbeil le 13 octobre⁵⁵. Le 31 janvier 1788, le bureau rappelle au syndic de Corbeil, son correspondant, que ses membres siègent rue Boucherat. Le 14 février, les procureurs syndics du département envoient aux 227 paroisses un placard contenant les moyens de secourir les noyés: en 1788, cela n'est pas sans malice. Le bureau, faute d'argent, se fait écrire port payé, au mépris de l'usage.

C'est comme membre du bureau intermédiaire que Stanislas débute dans la politique. Il fait peut-être partie, vers la fin de 1787, de ce groupe des Trente qui se réunit rue du Grand-Chantier, chez Adrien Du Port. On y voit le duc d'Orléans, Fitz-James, Laclos, Noyseau, Ducrest, Semonville, Lussignan, Saisseval, Dampierre. Lauzun et Mirabeau ont imaginé ce « Club constitutionnel » d'accord avec l'anti-Necker, l'universel Gênois, l'ancien banquier Panchaud. Le plus assidu semble Lauzun, introducteur de la plupart des membres. La parlotte prend air d'assemblée; la régénération y tourne les têtes, en attendant de les faire tomber⁵⁶.

54. Rue de Turenne.

55. Arch. Mun. Corbeil, AA 19, n^{os} 10 et suiv.

56. V. Maugras, *Le duc de Lauzun et la cour de Marie-Antoinette*, 1895, p. 375.

« L'autorité, écrira plus tard Clermont-Tonnerre, nous avait confié les plus chers intérêts du peuple⁵⁷. »

Subordonné à l'assemblée provinciale, le bureau ne lui doit qu'une obéissance « raisonnée ». Peut-il exécuter les ordres de la commission intermédiaire au sujet de l'abonnement d'impôts de la généralité de Paris, répartir les 50.000 livres réclamées du département de Corbeil ? Délégué de l'assemblée départementale, il lui faut, en cette matière « grave et douteuse », demander des ordres précis, n'ayant qualité pour disposer de la propriété publique « d'une manière subreptice, clandestine », et en dérochant ces taxations illégales à la loi et aux commettants. Donner au bureau pouvoir d'assemblée sent son ancien régime (on en parle déjà comme d'une chose morte); le zèle des répartiteurs a doublé les impôts, à l'insu du peuple et des parlements. Le bureau, simple instrument d'accélération, doit attendre des ordres : s'agit-il pas de partir d'une loi écrite pour faire ce qu'elle n'a point ordonné ? L'édit enregistré en parlement porte que les deux vingtièmes seront perçus *comme avant*, sans égard aux privilèges, sur déclaration des propriétaires. En acceptant l'abonnement, on préjuge, on impose arbitrairement sept quinzièmes de plus, on viole la nouvelle et l'ancienne loi. Le rapport de l'impôt actuel avec ce qu'il doit être ne saurait résulter que des vérifications et arpentages faits contradictoirement avec les contribuables.

« C'est une chose bien bizarre que de voir quelques personnes qui, sans estimation ni vérification... estiment les biens et acceptent hardiment, au nom des propriétaires, une surcharge de sept quinzièmes ! »

Les propriétaires n'ont choisi ni autorisé le bureau, intendait à six têtes qui a plus de considération et moins de pouvoir que l'intendant ordinaire, plus de désir et d'espoir que lui de mériter confiance, et point d'ordres du Roi d'imposer.

« Si nous méritons d'être accusés devant les tribunaux et peut-être décrétés comme des taxateurs arbitraires, ce sera en notre et privé nom que nous en subirons l'ignominie..., désavoués par le Roi qui ne nous a rien ordonné... en exécration du peuple qui ne nous a point chargés de ses pouvoirs. »

Mais on va nous forcer à établir un cadastre, des vérifications ? Il faudra bien finir par là, répond Clermont-Tonnerre, du jour où notre complaisance sera lassée. Ce mal que nous voulons éviter, nous le demanderons un jour.

« Et il est malheureusement plus que possible qu'il en arrive qui diront comme les anciens, en matière d'impôts : Encore ! encore ! et jusqu'à ce que l'on ne puisse plus ; et alors quel mal n'aura pas produit notre abstention ? Il sera tous les jours et successivement augmenté, le refus nous deviendra impossible... Réduits pour toute réponse ou à payer ou à souffrir une vérification, il faudra choisir entre ces deux maux, avec certitude que le premier se reproduira jusqu'à ce que nous ayons choisi le second. »

Il n'y a plus qu'à faire convoquer l'assemblée départementale. Stanislas écrit le mémoire à l'assemblée provinciale. Celle-ci cependant multiplie ses messages à sa commission, lui attribue tous les pouvoirs sans lesquels l'autre bureau est inutile. Le bureau nomme des commissaires pour examiner la situation : Stanislas, leur rapporteur⁵⁸, juge possible d'accepter certains articles, nécessaire d'en discuter d'autres. La commission, se conformant aux arrêtés de l'assemblée provinciale, peut suivre les affaires auprès des ministres, régler les séances bi-hebdomadaires où l'on s'occupe des chemins, des aumônes, des honoraires à attribuer aux commissaires d'impositions, des frais de rôles limités aux sommes fixées par les anciens préposés. La commission prétend encore intervenir dans la fixation des séances où s'assemblent les avocats-conseils de l'assemblée. Le bureau, en cas d'affaires contentieuses, consultera-t-il ce conseil ou s'en choisira-t-il un autre ? Les procureurs-syndics répondront. La corvée répartie, la commission doit en envoyer copie au bureau, qui laissera aux commissaires d'impositions de son département la confection des rôles. Ceux-ci arrêtés, le bureau les enverra, par ses procureurs-syndics, à l'intendant pour exécution, et ils repasseront par cette filière en vue du recouvrement ! Dans tout cela, le bureau ne joue aucun rôle actif : lui qui connaît les localités, demeure étranger à la répartition, spécialement à celle de la corvée, domaine ignoré de la commission provinciale « qui n'aura jamais là-dessus que les lumières données par nous ». Autant vaudrait, pour les commissaires aux impositions, recevoir les ordres directement de la province, d'où ils tiennent leur mandat. Chargé de veiller à l'établissement des rôles, le bureau sera entravé à chaque pas, faute de pouvoir étendre sur tout le département une influence bornée aux paroisses.

Puis il y a les vingtièmes ! Les six derniers mois de 1788 paraissent devoir supporter l'augmentation de toute l'année,

58. *Recueil*, I, 13 et suiv.

résultant de l'abonnement. Comment la répartir ? Il faudra la réduire de moitié, dit la commission. Alors, s'écrie Stanislas, à quoi bon le bureau, si les vingtièmes, comme les tailles et les corvées, regardent la province ?

« Nous sommes des subdélégués spendieux et les anciens ne l'étaient pas..., inutiles..., sans considération, puisque sans influence. »

Et quel mépris pour les commettants, dans cette façon de nous apprendre indirectement que l'assemblée provinciale a consenti l'abonnement des vingtièmes sans formalités légales !

« C'était peu d'avoir consenti qu'un impôt qui doit finir en 1791 fût assujéti à une augmentation prolongée jusqu'en 1808, d'avoir accepté, au nom d'une province qui ne lui a donné aucun pouvoir, un surcroît d'impositions. »

Avec cette maigre réserve qu'il sera expédié à ce sujet toutes lettres nécessaires. 1791, 1808, dates pour nous effrayantes, dans la bouche d'un membre de bureau intermédiaire ! Mais des lettres l'assemblée n'a cure : elle ordonne à sa commission de répartir l'impôt, odieux emploi que celle-ci accepte sans vergogne. Et voilà la première nouvelle qu'on apporte au bureau, sans le consulter, ni son assemblée, ni les électeurs.

« Nous sommes entièrement étrangers à toutes ces opérations et n'en serons que les tristes témoins, tandis que nous en paraîtrons les complices aux yeux de la nation entière. »

Convoquera-t-on l'assemblée de Corbeil, pour la consulter sur l'abonnement et l'inutilité du bureau ? Celui-ci se plaindra-t-il à la commission provinciale de la nullité pratique de ses fonctions à lui, en passant l'éponge sur l'abonnement ? Se concertera-t-il d'abord avec les autres bureaux de l'Ile-de-France ? J'ignore ce qui fut décidé⁵⁹.

Stanislas, arrivé au terme de son congé, regagne l'Auvergne, en méditant sur les réformes et les embarras croissants de l'Etat. Partout, corps et particuliers entrent en effervescence. A Grenoble, où le duc de Clermont-Tonnerre est aux prises avec le parlement, les tuiles ont raison des baïonnettes hésitantes. Barnave, Mounier, obscurs robins, se posent en rois de la rue. A Toulouse, à Dijon, en Béarn, en Bretagne, à Paris, où l'évêque de Châlons, cousin de Stanislas, mêle son

59. Cf. Bournon, *L'assemblée provinciale de l'Ile-de-France. Les départements de Saint-Germain et de Corbeil, 1787-1790*. (Corresp. hist. et archéol., 1899, p. 258-306 et tirage à part).

camail aux hermines, les Grandes Robes s'agitent, furieuses, recommencent la Fronde. Tout ce désordre ne présage rien de bon.

V

A la fin du dix-huitième siècle, la franc-maçonnerie française compte comme siens le Roi, les princes, la moitié de la cour, tout ce que Paris et la France renferment de mécontents, d'ambitieux, de gens à distraire. Elle mène l'opposition, derrière le duc d'Orléans, son grand-maitre, un cousin à surveiller quand on s'appelle Louis XVI. Outre les loges d'Ecosse, ces hérétiques, il y a des loges militaires, des loges d'adoption ouvertes aux femmes, tout cela groupé autour du Grand Orient, dont le marquis de Clermont-Tonnerre, père de Stanislas, est l'un des fondateurs. Le soldat initié prend air d'officier; bourgeois, marchands, robins sont heureux d'entrer dans ces salons où l'on cause, où le moindre sujet se dit, se croit l'égal des grands. Cette prétendue fusion des classes se fera toujours au profit d'en bas. L'homme de mérite perd son temps dans ces parlottes où l'égalité avec ses inférieurs le fait douter de soi-même. Dans cet échange d'idées, il donne plus qu'il ne reçoit; inutile et dangereux commerce ! Les grandes idées se rapetissent, qu'il vulgarise. Le travail de loge le détourne de sa vocation, le pousse à l'impasse des mécontents et des médiocres. Le noble laisse glisser à la rue l'égalité des ateliers, antichambres des assemblées révolutionnaires. L'orage survenant, le gentilhomme détruit son ordre, inconsciemment.

« Quant à lui, démoralisé, émasculé, il sera devenu un combattant inutile; il n'aura pas le courage actif qui provoque la résistance nécessaire, mais seulement le courage résigné à la mort. Avec lui, il aura entraîné toute l'ancienne France, depuis le Roi jusqu'au dernier gagnedenier. Ossature de la monarchie, il s'étonne, après s'être supprimé avec élégance, de voir cette monarchie s'écrouler⁶⁰. »

Sur l'officier, les idées égalitaires feront les ravages les plus pernicioeux et auront les conséquences les plus dangereuses pour la société qu'il est appelé à défendre. A fréquen-

60. G. Bord, *Histoire de la franc-maçonnerie en France*, I, p. 297-299. J'ai tenu à citer en entier ces passages qui semblent s'appliquer plus particulièrement à Clermont-Tonnerre et à son monde. V. aussi G. Martin, *La franc-maçonnerie et la préparation de la Révolution*, 2^e éd., 1928. In-12, (sympathique) et A. Cochin, *La Révolution et la libre-pensée*, 1924, (hostile).

ter les loges, où sous-officiers et soldats, FF. : « servants » ou FF. : « à talents », sont admis, d'ailleurs avec réserve, il perdra prestige et autorité auprès des subordonnés, ses égaux souvent, ses supérieurs parfois dans l'atelier, en même temps que ces inférieurs perdront, avec le sens de la hiérarchie nécessaire, l'esprit de l'indispensable discipline. Il subira encore une autre transformation mentale, néfaste à l'égard de ses supérieurs, analogue à celle de ses inférieurs envers lui. Lorsque viendra la Révolution, la désorganisation intellectuelle et hiérarchique sera complète, en attendant le désordre matériel que les Jacobins provoqueront et entretiendront.

Il serait cependant téméraire, malgré la part qu'elle prit visiblement à la rédaction des cahiers de 1789, d'attribuer à la franc-maçonnerie une influence dominante sur la Révolution, bientôt hostile aux sociétés secrètes, et qui tient, dès l'origine, à des ressorts autrement puissants. Mais le symbolisme maçonnique, au début du moins, pénétrera le nouvel ordre; les membres des loges transporteront tout naturellement à Versailles les termes d'assemblée, de procès-verbal, de départements, de décret, de corps législatif⁶² dont ils n'ont pas, au reste, le monopole. Beaucoup de maçons, parmi ceux qui n'auront pas émigré d'abord, siégeront au Manège, agissant, votant moins, sans doute, en vertu de l'obédience secrète que sous la pression de la peur, de l'émeute, des complots, de l'invasion, des circonstances, tandis que leurs frères du dehors se disperseront, selon leur rang, dans les clubs jacobins ou dans les sociétés populaires. Il semble difficile de retenir autre chose, avec cette singulière identité de personnes, que l'empreinte imposée aux principes, aux lois, aux mœurs parfois de la France nouvelle.

Au vrai, les loges, ateliers de réformes et centres électoraux pour une élite d'initiés, seront surtout, pour beaucoup de leurs simples membres, des cercles mondains et des écoles de rhétorique.

« Ce n'est pas, dira le duc de Lévis, que les sujets vagues et obscurs que l'on y traite soient utiles pour se perfectionner dans la logique, base de la véritable éloquence. Mais en parlant devant un grand nombre d'auditeurs, on se guérit nécessairement de cette inexplicable timidité qui nous prive tout à coup de la mémoire et des autres facultés de l'esprit⁶³. »

61-62. *Ibid.*, p. 289-90.

63. *Souvenirs et portraits*, p. 229.

Est-ce parce que Stanislas s'est senti gauche et timoré chez Du Port ou devant les députés de Corbeil, ou par mécontentement de la cour, ou pour suivre l'exemple paternel, ou simplement par mode ou pour adoucir l'ennui de la vie de garnison que la franc-maçonnerie l'attire ? Passé au camp des frondeurs, il tient au milieu des officiers, à son retour en Auvergne, les propos les plus révolutionnaires contre le Roi et ses ministres⁶⁴.

Et il n'est pas le seul à se plaindre.

Il existe alors à l'Orient de Clermont-Ferrand, sous le titre distinctif de Saint-Maurice, une loge très active, dont les constitutions, remontant au 10 juillet 1753, ont été renouvelées le 13 mars 1773 par la Grande Loge de France et le 20 février 1777 par le Grand Orient. En 1776, elle comptait quarante-six membres. L'an d'après, le premier surveillant s'appelle Gaultier de Biauzat, qu'on reverra sur les bancs de la Constituante. A la fin de 1784, la loge s'est fondue avec l'ancienne société de Saint-Sébastien, devenue société des Chevaliers de la Flèche, confrérie d'archers amateurs qui s'exercent au détriment d'un papegaut de bois peint. Celle-ci comprend quarante-huit membres, dont dix officiers nobles. On a dès lors mêmes finances. Un règlement commun, approuvé les 15 septembre 1784 et 27 avril 1785, établit quatre banquets d'obligation, aux deux Saint-Jean d'hiver et d'été, à la fête de Saint-Maurice, patron de la loge, et le jour du tirage de l'oiseau; une cotisation personnelle de 24 livres par an, payable par moitié aux deux Saint-Jean, dispense des menus frais désormais pris sur la bourse commune. Les travaux, interrompus comme ailleurs en 1793, reprendront sous l'Empire, et la loge adoptera le nom de « Franche Amitié⁶⁵ ».

En 1788, le vénérable est un certain Moranges le jeune, greffier des insinuations ecclésiastiques. Son prédécesseur, maintenant maître des cérémonies, M. de Montorcier, lieutenant particulier, assesseur civil et criminel de la senéchaussée et présidial d'Auvergne, lui succédera l'an d'après dans le grade suprême. Le médecin Doulcet est garde des sceaux. Parmi les FF. ., on remarque Bancal des Issarts, le futur correspondant de Mme Roland, le procureur du Roi Dalbiat, et l'obligatoire gentilhomme anglais, père du compositeur qui sera membre de l'Institut, Onslow. Les fonctions d'orateur

64. D'Espinchal, *loc. cit.*

65. G. Bord, I, p. 421. Cf. Mège, *Les populations de l'Auvergne au début de 1789*. (Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1905, p. 76 et suiv.)

sont dévolues à un jeune avocat infirme de fortune et de réputation médiocres, gendre de Brunet, lieutenant du bailliage d'Orcet. Ce plébéien, obscur et « vertueux », fera parler de soi; il s'appelle Georges Couthon⁶⁶.

C'est lui qui a harangué Clermont-Tonnerre à son entrée. Le gentilhomme ne s'attendait point à un discours; atteint déjà de cette difficulté d'improviser que le temps augmentera, il s'écarte un moment pour préparer sa réponse, où il ne manque pas de distinguer l'orateur. Il va le voir, demande son amitié, croyant sans doute avoir trouvé un homme propre à servir ses desseins. Il assure Mme Couthon du plaisir que Delphine éprouverait à la connaître, et finit par proposer au mari une correspondance particulière, à dater du jour où lui-même changera de garnison. Qui des deux est le disciple de l'autre, à supposer vrai ce qui précède ? Le jeune, l'imprudent Stanislas doit donner plus qu'il ne reçoit : il a affaire à un Auvergnat. C'est sans doute à Couthon que Delphine devra la vie, aux jours de la Terreur⁶⁷.

Le départ envisagé a bientôt lieu; Royal-Navarre, sous le duc de Crussol, son nouveau colonel, quitte Clermont pour Auch, où le comte de Jumilhac l'inspecte le 13 août, d'un regard malveillant, à en juger par un rapport où il taxe le régiment d'indiscipline, de mauvaise instruction⁶⁸. La loge, les rêves nuisent aux chevauchées. Notre mestre de camp, devenu le 17 mars colonel attaché, assiste à cette revue⁶⁹, loin de Saintry où Athénaïs, sa fille cadette, morte le 9 août, a été inhumée le jour même auprès de son frère dans la chapelle seigneuriale de l'église, en présence de deux témoins obscurs⁷⁰. Les parents d'alors perdent leurs enfants comme ils en ont, facilement. Néanmoins Célinie demeurera fille unique. Et puis Delphine s'inquiète si fort d'un académicien, d'un Vaudois qu'elle a entrepris de convertir ! Elle ne prévoit pas qu'il sera un jour, à la Conciergerie, son voisin de cellule. Ce rimeur mécréant, c'est le bon M. de La Harpe, l'oracle du *Mercur*e⁷¹.

66. *Tableau des F. de la R. L. Saint-Jean, sous le titre distinctif de Saint-Maurice*. Imprimé à Philantropie, chez J. B. Maillet, aux deux colonnes d'airain. Cf. Mège, *Correspondance inédite de Georges Couthon*, p. 6, note 1.

67. B. de Vincens, *Réflexions politiques...*, cité par F. Mège, qui s'en méfie. (*Correspondance inédite de G. Couthon*, p. 7-8.)

68. *Etat militaire*, 1788, p. 358. Guerre. Archives historiques, Royal Navarre.

69. Guerre. Archives administratives. Dossier 15333.

70. Registres paroissiaux de Saintry. Creuzet, p. 131.

71. Frénilly, *Souvenirs*, p. 91.

Dans Auch, Royal-Navarre fait les quatre cents coups. Ses cavaliers rossent les citadins; ses officiers maltraitent la municipalité⁷². Stanislas s'y endette à plaisir, si l'on en croit des accusations plus tard formulées contre lui. Il donne, paraît-il, mille sujets de plainte à sa cuisinière, au bon chanoine qui l'héberge. Mais qui ne blâmerait la manie bourgeoise de régler ses comptes ?

VI

Cependant le bureau intermédiaire, qui, comme une simple loge maçonnique, paraissait tombé en sommeil, continue tout bas ses timides opérations. Le 14 juillet, le contrôleur général Lambert lui fait savoir que des assemblées paroissiales auront lieu désormais chaque dimanche, et tiendront registre de leurs débats⁷³. Le bureau imprime, pour ces nouvelles municipalités, une instruction en ce sens. Le 28 octobre, une déclaration de Louis XVI maintient les formes antérieures de la répartition des impôts.

L'assemblée provinciale de l'Ile-de-France, qui tient dans l'automne de 1788 une seconde session, renouvelle ses doléances en matière financière. A propos de l'abonnement aux vingtièmes, elle prie le Roi de restreindre le total à 200 000 livres, en tenant compte des frais, d'y comprendre les domaines de la couronne, des princes, de Malte, des hôpitaux. Paris exclu, les impôts montent à 9 425 000 livres. On réclame la suppression des privilèges des maîtres de poste, que l'intendant taxera comme les autres, le maintien de la taille, des dédommagements pour les particuliers expropriés par les opérations de voirie, la création d'une pépinière dans chaque département. A côté de ces projets on trouve des prétentions féodales ; il s'agit d'exclure les anoblis de la représentation de la noblesse, et les nobles de celle du Tiers. On prône la réforme des casernements de la milice, le remplacement de l'aumône par la bienfaisance officielle, l'interdiction de la mendicité, la chasse aux pauvres, leur renvoi au bureau municipal qui les occupera aux travaux des routes, l'internement des mendiants professionnels surpris hors de leurs paroisses⁷⁴.

72. Brégail, *La garnison d'Auch au cours du XVIII^e siècle*, (Bull. Soc. archéol. du Gers, 1911, p. 145.)

73. Archives Corbeil, AA 19.

74. *Résumé des procès-verbaux des assemblées provinciales*. Paris, 1789, in-8°, p. 19, 108, 142, 225, 259, 269.

Il est bien tard. Le vieil édifice craque; demain, il s'écroulera. On sent bien que les choses tournent mal, mais tandis que philosophes et politiciens en herbe couvrent les tables de dénonciations et d'utopies, le monde paraît se soucier assez peu de la situation. Jamais il n'a tant ri, jamais il n'a mieux joui de la douceur de vivre. Delphine, à vingt-deux ans, peut-elle s'inquiéter de ces graves objets ? Elle va, dit-on, après souper, donner de petits soufflets d'amour à son Stanislas, les mains toutes parfumées du poivre et du vinaigre de la salade qu'elle retourne avec ses doigts, à la mode du temps. Et le mari charmé se répand en actes d'adoration⁷⁵. Le réveil sera brutal.....

Pourtant les notables ont jeté le cri d'alarme. L'absentéisme, voilà l'ennemi ! Pour un Clermont-Tonnerre à qui plaît Saintry, combien de seigneurs ignorent leurs vassaux, ou ne les voient que par des intendants rapaces ! De leur vrai rôle bien peu semblent se soucier. Cependant c'est à eux surtout que conviendrait, pour de longues générations, l'emploi de représentants. Dans leurs noms, dans leur sang, ils incarnent nos villages et leurs destinées. Au chœur de l'église, dans la chapelle seigneuriale, leurs ancêtres gisent parmi les lionceaux familiers et noircis. Au château, demeure pas toujours fermée, eux-mêmes retrouvent les souvenirs d'antan, vieux meubles, épées rouillées, parchemins peuplés de redevances dont les siècles et l'or avili font parfois de maigres aumônes. De père en fils, d'oncle en neveu, paysans et curés se succèdent autour d'eux. Ces maîtres peuvent devenir des chefs naturels, des avocats pour leurs vassaux émancipés. Etrangers de naissance aux partis de l'auberge et de la place, supérieurs, somme toute, à leurs tenanciers, quels beaux jours encore leurraient pour eux, si les maladresses, l'inconduite, l'asservissement de la masse noble amené par la révolte d'une élite huguenote ou frondeuse, n'avaient rasé les forteresses, drainé aux villes, sous l'œil d'un Richelieu sans pitié, les énergies domptées, les ambitions qu'aiguise seulement la faveur ! Les gens qui roulent de leurs terres à Paris, créanciers odieux et inutiles, les laquais à quartiers de Versailles, ressemblent à ces arbres que les jardiniers du Nôtre transplantent des forêts natales aux sables du grand parc factice, coupable et victime de leur mort.

75. Coursen, dit le comté de Courchamps, *Souvenirs de la marquise de Créquy*, VI, 219-220 (compilation apocryphe.)

CHAPITRE III

LES ÉLECTIONS DE 1789

I. Clermont-Tonnerre est élu député suppléant par la noblesse de Meaux. — II. Son rôle aux assemblées partielles de la noblesse de Paris. — III. Les cahiers de l'ordre, la campagne électorale. — IV. Clermont-Tonnerre est élu premier député de la noblesse de Paris. — V. Son discours de clôture, ses illusions, ses craintes.

I

UNE joie délirante s'empare de la France au Jour de l'An de 1789. Depuis le 5 juillet, on attendait la convocation des Etats généraux ; le 8 août, on a su qu'ils se réuniraient dans dix mois ; le 27 décembre, on connaît le « résultat du conseil », le doublement décidé du Tiers. A Paris, on s'embrasse dans les rues, on fait de Louis XVI un Dieu, de Necker un ange. Les cafés exultent, le Palais-Royal pavoise ; les amis de M. Du Port se frottent les mains, fatiguent les imprimeurs ; les privilégiés aspirent au suicide.

Clermont-Tonnerre est du nombre.

« Au moment où la convocation des Etats généraux fut certaine, j'en attendis, avec toute la France, la destruction des abus et l'établissement d'un ordre de choses dans lequel la liberté et la propriété seraient défendues de toutes les attaques arbitraires ; dans lequel la puissance et la prospérité publique seraient établies sur le bonheur des individus¹. »

Qui ne parle ainsi, hors de la cour ? Ces mécontents se réunissent depuis quelque temps dans des clubs dont il est convenable de faire partie. L'assemblée de Saintry, les loges, le bureau de la rue Boucherat pâlisent auprès du passage de

1. *Recueil*, p. VII.



Cl. du propriétaire

DELPHINE DE ROSIÈRES-SORANS,

COMTESSE DE CLERMONT-TONNERRE.

Peint par M^{me} Vigée-Le Brun, 1785.

(Copie, à M. le marquis de Châteaubrun.)

Valois, où un idéologue à rabat, faiseur de mots faciles, l'abbé Sieyès, vient de fonder une chapelle politique sous le vocable du duc d'Orléans. Installé le 11 février chez Frestel et Menneville, ce club compte bientôt six cents membres, notables de robe et d'épée, bourgeois à projets, lecteurs des feuilles littéraires et des journaux. On y est royaliste à l'anglaise, par mode ou pour avoir lu *l'Esprit des Lois*. Bergasse, Boisgelin, Cormeré s'y rencontrent avec d'Espinchal et le duc de Luy-nes². Stanislas y a peut-être été introduit par le bailli de Crusol, président du bureau de Corbeil. Il reçoit parfois d'Auvergne des lettres auxquelles il répond sans signer. A Clermont, le petit avocat Couthon, qui s'enthousiasme des réformes prônées, songe aux moyens de les faire triompher dans les assemblées bailliagères³.

Des conversations du club, Clermont-Tonnerre a dû retenir qu'un homme comme lui possède des chances de jouer un rôle aux Etats. Il risque l'aventure : deux propriétaires lui donnent une procuration pour les représenter à l'assemblée de la noblesse de Meaux. Le 9 mars, les trois ordres se réunissent dans l'église des Cordeliers ; vingt-huit gentilshommes sont présents et trente-sept représentés ; en y joignant huit femmes que remplacent des délégués, on a soixante-treize voix : cent dix propriétaires de fiefs font défaut⁴.

La noblesse se forme en chambre particulière, sous la présidence de M. du Coudray, doyen d'âge, que remplace bientôt M. d'Aguesseau de Fresnes. Le marquis de Montesquiou lit un mémoire relatant l'irritation contre les privilèges, l'hostilité du Tiers contre un ordre « qui ne songe pourtant qu'à le défendre ». Avec le marquis de La Châtre, Stanislas et M. de Constant, l'orateur porte au Tiers un vœu des nobles renonçant aux privilèges, à toute distinction dans l'impôt et soumettant leurs propriétés à une juste répartition⁵.

Aussitôt on s'occupe des cahiers : Stanislas figure parmi les rédacteurs.

« Nous y consignâmes des principes vrais ; aucune exagération n'y fut admise, aucune foiblesse ne les souilla ; nous y réclamâmes tous un droit et nous ne passâmes point les limites que la raison nous prescrivait⁶. »

2. Challamel, *Clubs contre-révolutionnaires*, p. 42.

3. B. de Vincens, *Réflexions politiques...* dans Mège, *Correspondance de G. Couthon*, p. 7-8.

4. Brette, *Documents relatifs à la convocation...* t. III, p. 334 et suiv.

5. Bibliothèque de Meaux, registre 19 (minute).

6. *Recueil*, I, p. VII-VIII.

Les ordres se communiquent leurs délibérations par des commissaires : Clermont-Tonnerre est l'un d'eux.

Le cahier, remis le 14 mars à d'Aguesseau, traite d'abord de la Constitution, gros souci du moment. Ni impôts, ni emprunt, avant qu'elle soit établie ! Les Etats seront permanents ou renouvelés périodiquement sans convocation préalable : on ne fera rien sans eux en matière de finance. Il y aura des Etats provinciaux. Sauf en ce qui regarde la dette publique, les impôts ne seront accordés que pour un temps limité. On séparera l'exécutif du législatif. On garantira la liberté individuelle. Les fonctionnaires seront responsables devant la nation. La liberté de la presse existera, aux risques et périls des écrivains.

Ces articles paraissent aussi nécessaires et inviolables que les lois de la succession au trône. On veut aussi régler la dette, soumettre sa caisse à l'inspection des Etats généraux ; les impôts existants, jugés illégaux, subsisteront provisoirement. On fixera les dépenses des ministères, pour un an ou pour la durée des Etats, en priant le Roi de modérer les siennes, sa dignité sauvegardée. Les frais d'administration, versés au Trésor, feront l'objet d'un compte rendu aux Etats. La noblesse demande encore l'égalité devant l'impôt, la responsabilité financière des ministres, la suppression des capitaineries ; elle gardera ses honneurs. Les lois seront communiquées aux paroisses ; on rédigera un catéchisme civique ; le secret des lettres sera respecté. Meaux deviendra le siège des Etats de Brie ; on en finira avec les révocations arbitraires d'officiers ; les monnaies, enfin garanties, ne se verront pas substituer du papier sans le consentement national⁷.

Le clergé veut des Etats périodiques dont les effectifs seront proportionnés à la population ; il demande le consentement public aux impôts et emprunts, le concours en matière législative de la nation et du Roi, la création d'Etats provinciaux, la garantie de la liberté et de la propriété individuelle.

Les gens du Tiers, persuadés de l'existence de la Constitution, entendent la remettre en vigueur. Reconnaisant la France pour une monarchie héréditaire, ils jugent nécessaire la collaboration aux lois du monarque et du peuple. La personne du Roi, dépositaire du pouvoir exécutif, sera sacrée. Les ordres, distingués par leur rang, éliront librement des députés aux Etats généraux : chaque citoyen sera admissi-

7. *Recueil*, I, p. 25.

ble à toutes places. Les Etats, réunis au moins tous les cinq ans, consentiront pour un temps limité des impôts à répartir également, ceux de même nature étant réunis sur un rôle commun. Le Roi pourra convoquer les Etats, extraordinairement, pour un objet donné, sous quinzaine en cas de régence, par les soins du premier prince du sang. Les pouvoirs des députés dureront un an. La liberté individuelle sera « maintenue ». Elle existe donc ? On punira les porteurs et exécuteurs d'ordres arbitraires et les geôliers leurs complices ; chacun pourra réclamer un prisonnier victime de leurs rancunes. Plus de commissions, plus de lettres de grâce sans jugement définitif, plus de flétrissures aux parents des condamnés ! Les abus seront détruits des gardes-gardiennes et *committimus*, les causes des pairs réservées au parlement. Les juges seront inamovibles. On veut enfin des Etats provinciaux délibérant par tête.

Ces demandes sont examinées le 14 par la commission mixte, après lecture de ce qui regarde la Constitution⁸. Le Tiers préfère la périodicité à la permanence des Etats, où il entend figurer dans la proportion normale⁹ ; il veut limiter à un objet donné la convocation d'Etats extraordinaires. On incline pourtant vers la permanence. Il semble inutile, dangereux d'énumérer les attributions des deux pouvoirs : le clergé refuse au Roi les fonctions législatives, même provisoires, dans l'intervalle des sessions ! La liberté de la presse lui fait craindre pour la foi et les mœurs : il ne réclame qu'un régime préservatif. Au cahier de la noblesse, le clergé, qui a ses raisons, propose d'ajouter un projet de loi pour la conservation des propriétés.

On insiste sur les doléances du Tiers. Le principe de la co-législation approuvé, il est reconnu inutile d'énoncer des idées monarchiques : en mars 1789, qui douterait de l'éternelle fidélité de la France à son Roi ? Les délégués des privilégiés référeront à leurs chambres à propos du doublement du Tiers ; celui-ci ne prétend-il pas choisir ses élus dans son sein ? Noblesse et clergé réservent encore l'admissibilité aux emplois. En matière fiscale, ils préfèrent la permanence ; ils parleront à leurs chambres de la conversion en argent de toutes les charges, de la réunion des impôts sur un rôle commun. Ils jugent inadmissibles les Etats extraordinaires, même en cas de régence, inutiles à la Constitution les articles sur les

8. *Recueil*, I, p. 40.

9. *Ibid.* p. 47.

arrêts arbitraires et leurs conséquences, susceptibles d'être soumis aux ordres privilégiés ceux qui parlent de juges inamovibles et de monnaies. Mais nobles et prêtres s'accordent à rejeter la délibération par tête, « inutile et prématurée ». Le danger leur saute aux yeux.

La noblesse jugeant impossible de fondre en une rédaction commune des cahiers si différents, on décide de se communiquer des copies en évitant de se contrarier. D'ailleurs certains abus sont unanimement condamnés : les trois ordres réclament la réforme des pensions et des anoblissements par charge, l'abolition des intendants, le droit pour la noblesse de travailler sans déroger, la suppression des privilèges juridiques, le redressement des torts en fait de lettres d'état et de finance, la revision des droits du domaine incorporel, l'abolition des privilèges des maîtres de poste et autres, des modifications à la jurisprudence, à la régie des biens fonciers du Roi, la fin des péages, douanes intérieures et loteries¹⁰...

Le 19 mars, d'Aguesseau est élu député de la noblesse, avec Clermont-Tonnerre pour suppléant. Le 21, le nouveau député procède à la clôture des travaux. A ses remerciements, Stanislas répond. Quelque chose domine les soucis de ces gentilshommes, officiers pour la plupart : l'un d'eux, depuis neuf mois révoqué par Brienne, demande en vain des juges. La province du Dauphiné, avant-garde de la France mécontente, appuie sa réclamation. Il fait appel au peuple : le bailliage de Meaux l'écouterait. Est-il officier qui soit à l'abri de semblable disgrâce et ne doive s'émouvoir pour le colonel de la Fère-infanterie ? Mais M. de Moreton-Chabrillan n'est pas du pays : belle affaire ! « Tous les intérêts particuliers, s'écrie Clermont-Tonnerre, doivent disparaître devant l'intérêt national. » Il invoque Solon : « L'Etat est bien constitué, disait ce législateur, lorsque chaque citoyen ressent l'injustice faite à un autre comme s'il en était personnellement la victime. » Sans quitter la France, Stanislas pourrait parler des Gaulois de Strabon, de ce peuple franc et simple où chacun ressent si fort les injustices faites à son voisin, que tous se rassemblent promptement pour le venger !

Au fond, il s'agit de toute l'armée : « Les lois, en abandonnant à la discipline militaire les détails de notre régime, doivent au moins protéger notre état. » Il faut que le soldat soit citoyen ou que celui-ci craigne avec raison celui-là. Comme

10. *Recueil*, I, p. 35.

le prêtre et le magistrat, le militaire a droit à un traitement régulier. « Dans le chaos d'inconséquences qui formait ce que nous avons depuis si longtemps appelé notre constitution politique, des hommes inattentifs ont pu se contenter de cette existence précaire. » Aujourd'hui le militaire

« doit se mettre sous la protection des lois au maintien desquelles sa force doit être employée; il doit participer aux avantages dont jouissent les citoyens à la défense desquels il a consacré sa vie.... La nation elle-même n'a pas un moindre intérêt à s'attacher l'armée entière par des liens indissolubles... L'armée est la force exécutive; l'homme sans état est aussi sans justice; l'opprimé devient facilement un instrument d'oppression... La distribution des grâces n'est-elle pas, dans la main des ministres prévaricateurs ou trompés, un moyen suffisant de pervertir les hommes... sans leur livrer la force publique, sans l'attacher à leur char par les deux liens indissolubles de l'espérance et de la crainte ? »

Et Clermont-Tonnerre propose cette addition au cahier de la noblesse :

« A l'avenir, tout citoyen revêtu d'un office civil ou militaire ne pourra en être privé que par jugement; il sera formé par les Etats généraux un tribunal chargé de prononcer sur toutes les destitutions à l'avenir et sur celles qui auraient pu être prononcées illégalement¹¹. »

Le Tiers fait sien cet article. La Constituante accordera plus tard à M. de Chabrillan le conseil de guerre qu'il demandait.

II

Il est beau d'être suppléant : encore faut-il qu'il y ait lieu à suppléance. Clermont-Tonnerre veut des réalités. Paris va le satisfaire, au-delà de ce que son âge peut attendre.

Dès le 15 avril, la noblesse du Luxembourg s'assemble aux Grands-Augustins. Le lendemain, cent gentilshommes, réunis chez le duc d'Aumont, protestent contre le règlement relatif à la députation de Paris, illégal, « inconstitutionnel », contraire au droit de la Ville de former une délégation communale. On l'adopte pourtant, en haine des retards. Il ne faut pas laisser les seuls électeurs s'occuper des cahiers. Supposé qu'on arrête de lire les desiderata aux assemblées de la noblesse, les électeurs seront forcés de suivre un canevas à eux remis par leurs assemblées respectives, de se borner à un exposé de motifs. La noblesse, qui a établi tous les articles, ne

11. *Recueil*, I, p. 51 et suiv.

saurait plus se plaindre de n'avoir pas rédigé ses cahiers. Résultat : un mandat impératif pour les électeurs.

Afin d'unifier les cahiers, Stanislas, propose « avec beaucoup d'éloquence et de douceur » d'arrêter séance tenante le sommaire des demandes de la noblesse. On l'approuve : les députés des quartiers soumettront le brouillon à leurs assemblées. L'orateur lit le canevas d'un cahier résultant de ceux déjà publiés ; après quelques observations, il réunit tous les suffrages. Aucun tumulte : d'Eprémèsnil échoue, qui veut un autre règlement. D'abord, il faut aboutir. On ne signe pas de procès-verbal¹².

Qu'a donc de blâmable ce règlement de convocation du 28 mars ? La Commune réclame en faveur de son droit de députation directe, sans distinction d'ordres, ce qui ne permettrait d'envoyer de députés qu'à la chambre du Tiers. Le Roi n'admet pas cette prétention : il y aura trois Etats, comme ailleurs. La ville et les faubourgs d'une part, la prévôté et vicomté de l'autre, formeront chacune une circonscription, déléguant ensemble vingt privilégiés et vingt membres du Tiers. Le règlement interprétatif du 13 avril fixe depuis au 20 l'assemblée de la noblesse répartie en vingt quartiers. Chaque assemblée partielle sera présidée par un magistrat du Châtelet. Pour y assister, il faut être Français ou naturalisé, âgé de vingt-cinq ans et avoir fief à Paris. Ces assemblées éliront un représentant par dix membres ; les trois ordres se réuniront le 23. L'aveuglement des privilégiés est tel que l'arrêt royal destiné à sauvegarder leurs droits de classe leur paraît injuste ! Ils ne veulent plus être eux-mêmes : ils se disent bourgeois de Paris, sans plus. En se suicidant, ils croient sauver l'Etat.

Le 17 avril, au matin, l'Américain Gouverneur Morris entend La Fayette lui conter sa campagne électorale d'Auvergne. On sait la réunion de la noblesse ajournée à l'après-midi ; La Fayette dit que Clermont-Tonnerre doit y parler, qu'on essayera de le faire élire député, qu'à cette fin on le fait connaître comme orateur. Il a du génie, affirme le héros d'Amérique, un grand nom, peu de fortune. Le soir, Morris dîne chez M. de La Bretèche : au dessert, M. de Durfort arrive de la réunion, où l'on avait admiré le discours de Stanislas. Malgré le parti de Necker, une énorme majorité l'a acclamé¹³.

12. Chassin, *Elections et cahiers de Paris...*, I, p. 457-8.

13. Je ne sais rien de cette séance, qui eut peut-être lieu chez le duc d'Aumont, entre amis.

Le 20 avril, quarante-sept membres de la noblesse du Luxembourg, formant le quinzième département, s'assemblent aux Grands-Augustins, en présence de Choppin, conseiller au Châtelet : le duc de La Rochefoucauld est élu président, et Condorcet secrétaire, qui lit le règlement incriminé. Faut-il lui donner force de loi, ou négliger ce qui semblera contraire aux droits de la noblesse ou à l'intérêt commun ? A l'unanimité on repousse la première proposition. L'article X, relatif à la convocation, « violait à notre égard, écrit Clermont-Tonnerre, toutes les règles d'une représentation légale ». Mais, à vouloir le changer, on retarde les états. « Je pensai qu'il fallait consacrer nos droits par une protestation formelle et prouver notre patriotisme par une prompt obéissance¹⁴. »

A cette fin, Stanislas prend la parole, montre que le règlement prive les nobles de Paris, comme nobles, du privilège reconnu à leurs pareils de déléguer directement et sans réduction, et, comme Parisiens, de leur droit de s'assembler en commun, en bourgeois assimilés aux gentilshommes. Pourquoi le gouvernement, qui annonce partout le vœu de la réunion des ordres, les divise-t-il à Paris ? Pourquoi, ordonnant de nommer des électeurs, défend-il de leur remettre un cahier pour l'assemblée générale, quand la moindre paroisse en a la faculté ? Et quelle précipitation ! Arrivés à onze heure, les électeurs ont perdu leur temps en formalités ; il est quatre heures. Pour se décider il leur reste la soirée. Le lendemain, le Tiers, dix fois plus nombreux, ne disposera que du même délai. Le mercredi, ce sera le tour du clergé, convoqué le dernier, lui, le premier ordre de l'Etat ! Le jeudi, ces électeurs nommés en hâte viendront sans instructions ni cahiers à l'Hôtel de Ville : et voilà dans quelles conditions on leur confiera la chose publique ! Il est permis de renoncer aux droits, faute de les pouvoir conserver sans retarder les Etats ; aux cahiers, non !

« Les vérités constitutives doivent être dites par tout le monde ; ce serait une monstruosité que de voir des citoyens, nobles français, se réunir, exprimer un vœu, et que ce vœu ne contint pas expressément les bases de la Constitution. »

A la rigueur, les nobles peuvent se présenter à l'assemblée de la vicomté de Paris, y élire leurs députés, rédiger des cahiers, comme tout le monde ; bourgeois de la capitale, il leur reste la chambre du Tiers. Ils peuvent revendiquer ces

14. *Recueil*, I, p. viii.

deux droits, transmettre ce vœu aux autres assemblées partielles, courir le lendemain, simples citoyens, à la réunion du Tiers « qui certainement vous accueillera » et le vendredi à la vicomté; le gouvernement sera obligé de modifier, pour celle-ci, la proportion de la députation. — Mais il ne faut pas retarder l'époque de l'Assemblée nationale¹⁵ : conciliant droit et devoir, on formulera une protestation, tout en nommant des électeurs selon le règlement. Contre lui, on rédigera des cahiers, en demandant l'adhésion des autres assemblées de quartier.

Quelles doléances formuler ? Traduisant les vœux de la noblesse du Luxembourg, Stanislas réclame des Etats périodiques, légiférant avec la sanction royale; aucun subside ne sera accordé sans leur volonté. Il veut la liberté individuelle, des ministres responsables, la liberté de la presse; il ne sera pourvu à la dette, au budget qu'après la Constitution votée. Clermont-Tonnerre propose de remettre aux électeurs les observations personnelles des assistants; on leur enjoindra, si l'on nomme des commissaires rédacteurs pour chaque ordre ou pour tous, d'exiger un nouvel examen des cahiers dans l'assemblée générale, non sans réclamer en cas d'oubli ou d'altération une autre séance où ils rendront compte. Facile à exécuter, ce plan

« concilie l'avantage de conserver nos droits... avec celui de ne point contrarier la marche générale que le Roi n'a sans doute provisoirement adoptée... que parce qu'il n'a pas cru qu'il en pût en exister une meilleure... Il faut, dans notre décision, sagesse et célérité; les circonstances semblent se réunir pour nous interdire l'une et l'autre. Nous marchons entre des écueils..., des malheurs affreux peuvent suivre une mauvaise résolution... Montrons que des nobles français... peuvent trouver la gloire et la sûreté au sein même des circonstances difficiles qui ne semblent annoncer que des événements désastreux¹⁶. »

On rédige une protestation en forme; vu le petit nombre de présents, la députation à élire s'adjoindra des membres en quantité voulue. Soudain arrive le chevalier de Séran, proposant au nom de l'assemblée des Récollets de réunir le soir, à l'Oratoire, des députés de la noblesse entière. Il est cinq heures; à l'unanimité, on accepte. On sera au moins trois cents. Stanislas et le comte de Bruni, dépêchés à l'Oratoire, reviennent en annonçant l'impossibilité de la réunion projetée : plusieurs assemblées ont décidé d'envoyer à neuf

15. Le mot y est. Mais le *Recueil* est de 1791.

16. *Recueil*, I, p. 57 et suiv.

heures à une autre conférence chez le prévôt. Le Luxembourg y délègue deux représentants.

Le scrutin de liste, ouvert aussitôt pour l'élection à l'assemblée générale, fait triompher, avec Clermont-Tonnerre, La Rochefoucauld, Narbonne, Condorcet et le vicomte de Gand. Comme subsidiaires, on choisit le prince de Léon, le comte de Sarsfield, le marquis de Saint-Vallier, La Rochefoucauld-Bayers et le comte de Bruni. Stanislas et M. de Gand iront à la séance du prévôt. Et l'on s'ajourne au lendemain¹⁷.

A dix heures, le prévôt Boulainvilliers reçoit les quarante-six députés nobles des assemblées partielles. Par vingt-trois voix contre onze, la noblesse refuse de se réunir en entier. Par vingt-six voix contre huit, elle décide d'observer le règlement décimateur tout en protestant « énergiquement, d'une manière libre et indépendante ». On transmettra au Tiers la protestation en faveur du maintien de la Commune, le vœu pour l'égalité devant l'impôt. Clermont-Tonnerre signe le procès-verbal, avec Moreau de La Vigerie¹⁸. La séance est levée le 2 avril à quatre heures du matin.

A huit heures — on ne dort plus ! — Stanislas et M. de Gand se retrouvent aux Grands-Augustins, porteurs de l'arrêté pris chez le prévôt. La noblesse du Luxembourg, maintenant sa protestation contre le règlement, décide de nommer des électeurs dans la proportion indiquée, de réclamer une convocation légale de l'ordre, et charge ses délégués de solliciter même vœu des autres quartiers. La protestation consignée aux cahiers, les députés en parleront aux Etats « comme d'un monument éternel de l'injustice qui nous environne et du patriotisme qui nous modère ». Les articles du cahier sont arrêtés; le procès-verbal sera publié. On se rendra en corps chez le président; le lendemain, une députation remerciera le secrétaire. Ce qui sera fait le 22 à midi¹⁹.

En même temps, des députés transmettent au Tiers, dans ses assemblées voisines, la protestation en faveur du maintien de la Commune et de l'égalité fiscale. L'accueil est généralement aimable; le Tiers promet des remerciements. Aux Carmes-Déchaussés, pourtant, Clermont-Tonnerre et M. de Montbrison, conseiller au Parlement, reçoivent une douche glacée :

17. Procès-verbal de Condorcet (B. N. Le ²³ 246). V. Chassin, II, 154-6.

18. Archives nationales, B₁113, fol. 702-4. Chassin, II, 165-7.

19. Archives nationales, *ibid.*, 957-961. B. N. Le ²³ 246. Chassin, II, 194.

« Depuis l'origine de notre monarchie, vous avez exercé sur nous le pouvoir le plus absolu; ce n'est que d'aujourd'hui que nous commençons à secouer le joug... Nous ne voulons en aucune manière former un corps avec vous. Votre noblesse est, comme vous dites, trop antique, et vos privilèges trop grands pour que notre ordre puisse s'unir avec le vôtre. Presque toutes les provinces se reposent particulièrement sur les citoyens de la capitale, et si, bassement, le tiers état de cette ville acceptait les insinuanes promesses que les nobles font... ce serait fait de lui; il reprendrait de nouveau ses fers, sans pouvoir jamais les briser. »

L'orateur parle « au nom de son district et de la nation entière ». Mais les députés, aveugles et sourds, ne l'entendent pas²⁰.

Le 22, à midi, La Rochefoucauld annonce à la députation chargée de le remercier qu'il a reçu des arrêtés favorables de la noblesse des Minimes et des Petits-Augustins. On les annexe au procès-verbal, avec un mémoire de M. de Maison-Rouge sur l'administration municipale de Paris²¹.

Le premier acte est joué.

III

Trois cent douze nobles de banlieue assemblés à l'Archevêché, le 24 avril, à dix heures du soir, sous la présidence de Boulainvilliers, entendent des délégués du clergé et du Tiers exprimer le vœu de leurs ordres en faveur de l'union. Stanislas, d'Aiguillon, Gouy d'Arsy, le duc de Guiche, les présidents de Nicolaï et Hocquart, désignés par le prévôt, vont remercier le Tiers, lui promettre le concours de la noblesse. Clermont-Tonnerre, orateur de la troupe, signale au retour que tout s'est bien passé. Il est minuit; on s'ajourne au lendemain matin²².

Le dimanche 26, les trois ordres, enfin réunis, prêtent serment et se retirent dans leurs chambres.

Boulainvilliers préside provisoirement la noblesse. Quatorze départements sur vingt ont, en plus du dixième de leurs membres, nommé des électeurs subsidiaires, presque tous présents. On discute longtemps : faut-il procéder à réduction ou demander aux départements dissidents de nommer aussi

20. *Le Véridique*. B. N. Lb ³⁹ 7015. *Reproches au Tiers Etat de Paris*, V. Chassin, II, 251.

21. Chassin, II, 196.

22. Rondonneau, ADI 10. Chassin, IV, 301.

des subsidiaires ? Il est décidé que les assemblées partielles se réuniront le lundi pour égaliser les proportions²³. Le 27 a lieu l'élection du bureau. Boulainvilliers, comme prévôt, réclame la présidence; Clermont-Tonnerre l'obtient, par cent voix. « L'élú, faisant toutes réserves sur son âge et ses forces, déclare n'accepter un tel honneur que mû par son devoir et le courage des votants. » Pendant l'appel arrive une députation du clergé, conduite par l'abbé de Montesquiou : son ordre renonce à tout privilège pécuniaire. Stanislas, remerciant, s'extasie sur ce concours de bonnes volontés. A ses côtés se placent, l'instant d'après, les deux secrétaires Duval d'Eprémèsnil et Lally-Tolendal. Une députation va remercier le clergé. Le débat donne bientôt au président l'occasion de constater que le vœu général est pour la réunion de la Commune. Opinera-t-on sur ce sujet par tête ou par département ? Par 159 voix contre 3, la première forme l'emporte²⁴.

Le lendemain soir, tandis que les nobles de banlieue nomment Clermont-Tonnerre le premier des dix-huit rédacteurs de leurs cahiers²⁵, une émeute, au faubourg Saint-Antoine, saccage la fabrique Réveillon. Les gens à principes délibèrent; la plèbe affamée agit. En ouvrant, le 29 au matin, la séance de la noblesse de Paris, Stanislas déplore l'événement, traduit l'inquiétude générale : d'après ses informations, le calme règne depuis minuit. Reste, avec la douleur du passé, la crainte de l'avenir, témoin la motion déposée à l'instant sur le bureau : faut-il remettre les séditieux à la justice ordinaire ? Par 131 voix contre 59, on s'y refuse : les dispositions du gouvernement paraissent « légales et sûres ». L'assemblée revient à la réunion des ordres en Commune : douze commissaires représentant la noblesse se chargeront des cahiers. Entre Gouy d'Arsy, avec une délégation de Saint-Domingue, réclamant pour les coloniaux l'appui des nobles parisiens. Clermont-Tonnerre répond : l'impôt ne sera attaché à personne; le despotisme ministériel écrasé, la liberté appartiendra à tous²⁶. A quatre heures, dans une seconde séance, La Rochefoucauld est élu en tête de la liste des commissaires. On renonce à la réunion de la Commune : il suffira d'envoyer « fraternellement » les délibérations aux autres ordres²⁷. Déjà,

23. *Recueil*, I, 83.

24. Arch. Nat. Bm 114, f. 299-469. Chassin, III, 25 et suiv.

25. Chassin, IV, 348.

26. Arch. Nat. Bm 114. Chassin, III, 144 et suiv.

27. Chassin, III, 147.

dans la journée, les commissaires rédacteurs de la banlieue ont tenu deux conférences²⁸.

Le 1^{er} mai, après trois scrutins, la noblesse rédige son arrêté sur les rapports entre les ordres, et le transmet au clergé et au Tiers. Celui-ci n'est pas assemblé; le clergé, qui a voté des sacrifices pécuniaires, doit délibérer sur les fonctions de la Commune. D'aucuns s'inquiètent de l'arrêté : Clermont-Tonnerre les rassure. La liberté des opinions s'accorde au vœu des consciences : on ne peut faire une loi, aux nobles réunis, de la forme d'opinions judiciaires de tel ou tel tribunal; ils régleront seuls leurs délibérations. Avant tout, il s'agit de faire connaître le vœu général, par n'importe quel moyen²⁹. On approuve neuf articles de constitution avant de s'ajourner au surlendemain³⁰.

A Versailles, les tapissiers donnent le dernier coup de marteau. Le 2 mai, Louis XVI reçoit la noblesse. Il faut aboutir. Le 3, au matin, Clermont-Tonnerre, Boulaingvilliers et les commissaires suburbains signent le cahier de la banlieue. On y réclame la liberté des individus et de la presse, l'inviolabilité des correspondances et des biens, des Etats au moins triennaux, concourant avec le Roi en matière législative, accordant seuls les subsides, déférant la régence. Les impôts seront votés pour un an; les fonctionnaires seront responsables. Les lois une fois votées par les Etats, le Roi les acceptera ou non, sans motiver sa décision. Nul ne songe aux suites possibles d'un refus ! Le vote aura lieu par ordre; des lois régleront la convocation des Etats, formés proportionnellement à l'importance des circonscriptions, et sans bureaux intermédiaires. Sauf les forêts, le domaine corporel sera aliénable; on réglera les apanages, les dotations, les domaines engagés. Les juges seront inamovibles, les officiers garantis de l'arbitraire. Il y aura des Etats provinciaux. On consolidera la dette, on réglera le déficit, on discutera le budget, on publiera l'état des pensions. Les impôts réformés, unifiés, l'impôt sur le revenu établi, la loterie et la mendicité disparaîtront. Protestant de leur respect pour la religion, les nobles de banlieue veulent restaurer la discipline ecclésiastique et régler le sort des non-catholiques. Ils réclament la réforme judiciaire, un tribunal pour le comte de Chabrillan, l'épuration de leur ordre, la fin des dérogations professionnelles et

28. Chassin, IV, 348.

29. *Recueil*, I, 119.

30. Chassin, III, 149-152.

du droit de franc-fief. Au reste, ils ne renoncent qu'à leurs privilèges pécuniaires.

Ils veulent encore la suppression des capitaineries, la destruction des fauves, la réparation, par les propriétaires des chasses, de tous dégâts à eux imputables. L'impôt de chaque province ne sera affecté qu'à ses dépenses. On extirpera les abus des eaux et forêts; la maréchaussée sera augmentée; des poids et mesures unifiés auront cours dans la vicomté de Paris; les municipalités, élues, verront reflourir l'édit de 1764. Il y aura une représentation coloniale; les droits domaniaux, les arrêts de surséance et autres seront corrigés. En matière locale, on réclame, avec l'abandon du projet de canalisation de l'Yvette, des encouragements à l'agriculture, la liberté enfin du commerce des grains. La restriction des privilèges d'inventeurs, l'amélioration des prisons, la fin des servitudes personnelles, une éducation politique nationale, tels sont les derniers vœux exprimés.

Le cahier adopté, on discute l'éligibilité de suppléants d'autres bailliages. Clermont-Tonnerre et plusieurs de ses collègues n'ont accepté d'être suppléants qu'à la réserve de leur mandat éventuel de député : l'affaire ne les regarde pas. Aucune décision n'intervient³¹.

Le 3 mai, La Rochefoucauld-Liancourt et une délégation des nobles de Paris conviennent avec le Tiers de remettre au surlendemain l'assemblée générale des électeurs, annoncée pour le jour même, et rendue impossible par la présence, dans la salle, de la noblesse de banlieue. Le 4, à Versailles, la plupart des députés assistent à la procession des Etats : la province avait devancé Paris.

A quatre heures du soir, le 5 mai, Stanislas ouvre la séance retardée. On lit le cahier de la noblesse parisienne; on adopte la périodicité des Etats, leur convocation par le Roi. Des envoyés du clergé et du Tiers, conduits par l'abbé de Montesquiou et M. Anson, remercient leurs collègues, insistent, en promettant de communiquer leurs cahiers, sur la nécessité de tout réduire à la qualité de citoyen.

« Nous sommes tous enfants de la patrie, répond Clermont-Tonnerre. Ce n'est qu'en vous précédant dans la carrière où nous allons tous entrer, que nous montrerons que vous nous reconnaissez avec raison pour vos aînés. »

31. Chassin, IV, 353.

Peut-être s'abuse-t-il sur la bonne volonté du Tiers, qui ne paraît pas si désireux de jouer au cadet³².

Au même moment, à Versailles, dans la salle des Menus, douze cents députés, porteurs des vœux de la France, écoutent, soucieux, le Gênois débiter des chiffres menaçants. Par delà le noir troupeau des habits et des soutanes, au-dessus des panaches et des manteaux brodés, que la pourpre des cardinaux parsème de taches sanglantes, là-bas, au fond, affalé sur un fauteuil doré, un gros homme attire les regards. Venu entre deux chasses, il parlait hier de justice; il parle aujourd'hui de bonté seulement. Endeillé de violet, noué d'un cordon bleu, ce Roi, déjà, n'est plus le maître.

IV

Le 6 mai au matin, la noblesse de banlieue élit ses députés. Sur 239 voix, que les tours suivants portent de 281 à 270, puis à 266, Clermont-Tonnerre en obtient successivement 85, 123 et 51; les élus sont d'Eprémèsnil, le duc de Castries, le président d'Ormesson, ce dernier le 7 mai au soir³³.

Déjà le pouvoir s'inquiète de la longueur, du retentissement des débats, et sans doute aussi de ces réunions chez le duc d'Aumont, rue Caumartin, où Stanislas, le conseiller Du Port et les nobles libéraux protestent si fort contre le règlement royal et contre l'ouverture des Etats avant la fin des élections parisiennes³⁴. Un arrêt du Conseil supprime le nouveau *Journal des Etats généraux*. Le Tiers proteste le 8 à l'Archevêché. Target et Camus, à la tête de deux délégations, transmettent le vœu à la noblesse et au clergé, leur communiquent la partie achevée des travaux du Tiers, où l'on parle de Constitution et de déclaration des droits. Clermont-Tonnerre, en accueillant Target, reconnaît nécessaire, pour la noblesse, de délibérer sur l'affaire du journal³⁵.

Les envoyés du Tiers ont interrompu la discussion sur le vote par ordre ou par tête. Un orateur craint l'arrêt du travail constitutionnel par le veto d'un seul ordre. Des gens prévoyants combattent l'opinion par tête, la jugeant funeste à la monarchie, à la liberté, invoquant contre elle les Grecs, les

32. *Recueil*, I, 124.

33. Chassin, IV, 356.

34. Cf. Michon, *Adrien Duport*, p. 37, note.

35. Chassin, III, 157.

Romains, les Etats de 1355 et de 1360 avec leurs « lois fondamentales ». Les intérêts étant contraires, qui empêchera la destruction, par le Tiers et le clergé, des privilèges honorifiques de la noblesse ? Les partisans du vote par tête, conciliants comme tous les irrésolus, proposent d'arrêter les lois générales en réunions plénières, et dans chaque ordre les lois spéciales. On vante la liberté des Suisses, — eux, toujours ! — qui votent par tête ; on énumère les abus que maintiendra le veto. Finalement, une grosse majorité adopte un amendement contraire à ce malheureux veto, dont le nom bientôt exécré commence d'emplir les bouches. Deux ans après, Clermont-Tonnerre, relisant ces débats, rappellera l'avis donné à la noblesse, que l'amendement adopté, de l'aveu de ses auteurs, menait à l'opinion par tête. Et c'est ce texte fatal qui triomphe³⁶ !

Le soir, on discute l'arrêté du Tiers sur la liberté de la presse, à propos du journal supprimé. On y adhère en principe ; une adresse dans ce sens est portée aux autres ordres. La noblesse et le clergé désapprouvent d'ailleurs, comme susceptibles de répandre la division, les numéros déjà parus³⁷.

On reprend, le 9, la rédaction des cahiers ; les articles sont admis, qui réclament une enquête sur le déficit et suppriment les dérogations professionnelles. Mais si l'on désire la publicité des procédures criminelles, une majorité d'une voix rejette l'identité des peines. On évoque l'affaire Moreton-Chabran : le héros, présent, remercie. Les noirs reçoivent de belles promesses. A minuit, la séance est levée, après que Clermont-Tonnerre a rendu grâces au clergé, pour un arrêté approuvant le règlement dont parlait la décision royale du 6, qui condamnait le *Journal des Etats*.

Le lendemain dimanche, les cahiers de la noblesse sont enfin établis.

Le cahier général contient des articles impératifs. La Constitution sera faite ; les Etats généraux décideront sur la régence ; le Roi seul aura le pouvoir exécutif. La noblesse gardera ses honneurs. On nommera des juges inamovibles. Là où n'existent pas encore les Etats provinciaux, il en sera créé, subordonnés aux Etats généraux. On publiera un état nominatif des pensions ; les emplois inutiles disparaîtront. La Bastille sera démolie, le cabinet noir supprimé. Sous les Etats provinciaux fonctionneront des assemblées de districts et de

36. *Recueil*, I, 131 et suiv.

37. *Ibid.* p. 138 et suiv.

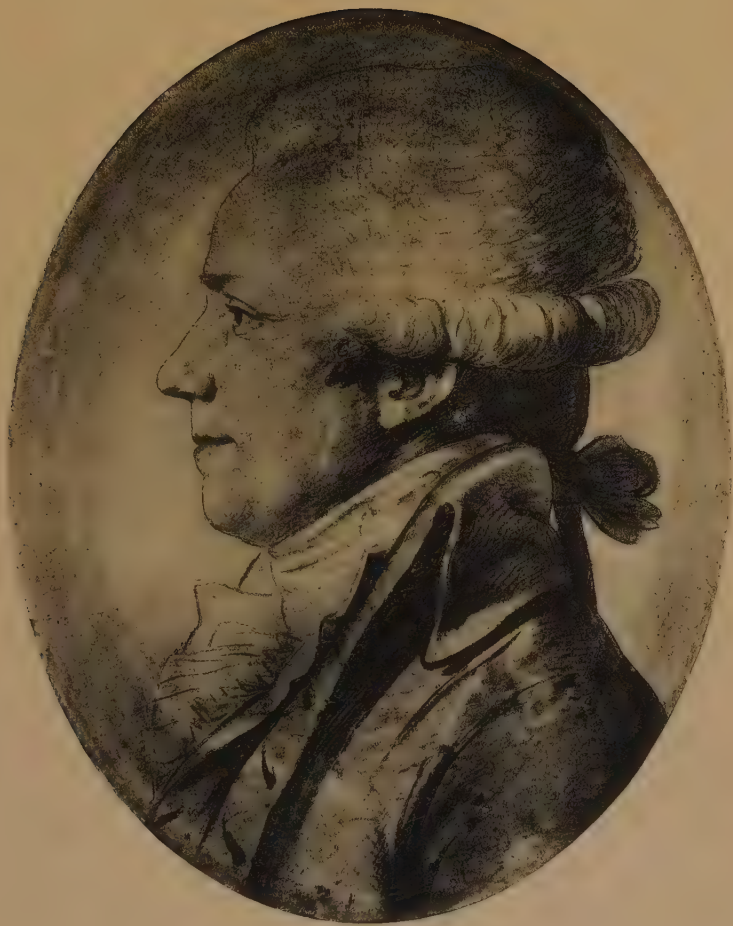
communautés. La mendicité s'éteindra; les fêtes seront réduites, les droits des nobles étrangers abolis, les nobles pauvres secourus, les dérogations supprimées, comme l'achat des titres. En améliorant l'édit de 1787 en faveur des non-catholiques, on s'occupera du sort des Juifs, de rétablir les mœurs publiques (cela paraît du ressort d'une assemblée !), de perfectionner l'instruction, de rédiger un catéchisme civique, d'instituer une fête nationale pour rappeler la signature de la charte attendue. Ce ne sera pas une signature, mais le triomphe d'une insurrection que la fête nationale, un jour, commémorera !

La noblesse veut aussi diminuer les frais de justice, les pouvoirs exorbitants des juges, adoucir le sort des prévenus en prison, faire motiver obligatoirement les arrêts criminels, supprimer la confiscation des biens, raréfier, adoucir la peine de mort — on sait ce qu'il en advint —, réhabiliter la mémoire du chevalier de La Barre, abolir capitaineries et tribunaux d'exception.

Des libertés encourageront l'agriculture et le commerce : il n'y aura plus de traites à l'intérieur; l'unité des poids et mesures sera établie, le prêt à terme à intérêt autorisé. Dans l'armée, la peine des coups de plat de sabre disparaîtra. La subordination et la liberté conciliées deviendront les bases d'une constitution militaire « digne de l'esprit national ».

Le cahier particulier proteste contre le règlement de convocation; la noblesse y demande la suppression des impôts distinctifs, l'égalité fiscale. Tous les députés de Paris, sans acception d'ordres, pourront dresser en commun les cahiers de la Ville. Le corps municipal « vraiment constitutionnel et librement élu » aura la police et représentera comme il convient cette capitale qui absorbe le trentième de la population, le sixième des richesses du pays. Les Etats généraux périodiques auront un journal officiel. Soustraites au département de la Marine, les colonies, déclarées provinces de France, enverront leurs députés aux Etats : alors seulement on parlera des noirs.

Il est recommandé aux futurs élus de modérer leur zèle pour le rendre fructueux, de ne rien compromettre par précipitation. Ils se garderont de vouloir trop changer à la fois, d'ébranler l'édifice social sans être assurés des moyens ni de l'opinion..... Jamais meilleurs conseils ne seront moins suivis. Cependant, quelques assistants s'inquiètent de voir omis du cahier général certains articles de leurs cahiers par-



STANISLAS VERS 1785.

(Crayon. - A M^{me} la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

M. Rigal phot.

tiels. On leur répond qu'ils y sont impliqués; on leur en donne acte. Sur les articles non impératifs, on s'accorde à laisser les députés émettre des vœux personnels; tout est livré à leur conscience, à leur sagesse, à ces circonstances qui vont tant faire ! Clermont-Tonnerre, en 1791, remarquera, en relisant, que l'opinion par ordre n'est point placée parmi les articles impératifs; sa conscience en sera soulagée³⁸.

Il annonce, le soir à cinq heures, la clôture des travaux; il remercie le Tiers, et lui envoie par M. de La Tour-du-Pin Gouvernet le cahier de la noblesse. Sa voix doit trembler d'émotion quand il invite au vote définitif. Après trois heures de discussion sur la forme, on opine par oui ou non sur le plan proposé qui contrarie le règlement du 24 janvier. Un scrutin collectif, par listes de vingt noms, formées par chaque votant, remplace le scrutin individuel prévu. Il y a cent soixante-trois votants. Le lendemain matin, on nomme six scrutateurs. Stanislas déclare le scrutin ouvert pour toute la journée.

Le soir, il regrette que le prévôt Boulainvilliers n'ait pas assisté à la délibération où l'on exclut de l'éligibilité les suppléants de la banlieue, dont l'absent fait partie : a-t-il accepté ? Il aurait eu des voix si on l'avait cru éligible : il convient de s'affliger de l'incident, de donner au prévôt une marque officielle de sympathie. Boulainvilliers est là, qui réclame la seule estime de l'assemblée. Il reçoit en hommage une copie du procès-verbal, avec autorisation de la publier.

Le scrutin clos, il se trouve deux cent treize listes. A ce moment, une délégation du Tiers, conduite par Rimbart, vient annoncer que cet ordre s'en tient au règlement : les élus du peuple donnent l'exemple du respect des lois ! « Vous avez pris une route différente, réplique Clermont-Tonnerre; nous nous retrouverons tous au même but, et nous nous y verrons avec le même plaisir³⁹. » Le dépouillement occupe la journée suivante. Le 13 mai, à neuf heures du matin, on connaît le résultat.

Stanislas de Clermont-Tonnerre, ce jeune homme de trente et un ans, qui depuis quelques semaines fait tant parler de lui, a conquis d'emblée le premier rang : cent cinquante voix lui confient le mandat de premier député de la noblesse de Paris ! Il est le champion de l'Elite. Quelle joie doit ressentir l'élu, quelle admiration doit emplir le cœur de Delphine, de-

38. Chassin, III, 321 et suiv. *Recueil*, I, 150.

39. *Recueil*, I, 155 et suiv.

venue soudain la première grande dame de la capitale ! Le plus bel avenir leur semble ouvert. Adieu les vilaines garnisons de province, les échecs aux ambassades, l'insuccès de *Fingal* et les querelles villageoises du curé Doye !

Grandes robes et belles épées escortent dignement le chef de file : le duc de La Rochefoucauld, Lusignan, fils illustre des croisés, Dionis du Séjour, le conseiller Du Port, le duc d'Orléans lui-même, premier prince du sang, le franc-maçon par excellence, à qui l'on prête tout bas d'étranges desseins, les présidents de Saint-Fargeau et de Nicolaï, évoquant l'héroïque résistance des parlements au despotisme ministériel. L'hôte du Palais-Royal opte le lendemain pour Crépy-en-Valois, tout en assurant Clermont-Tonnerre de son amitié personnelle. Craint-il de se montrer vexé d'arriver si bas sur une liste qu'il espérait ouvrir ? Le président de Nicolaï décline l'honneur : son nom sans doute, héréditairement le premier au Palais, ne peut supporter d'être ici le dernier. Stanislas l'assure de l'estime de tous : une copie du procès-verbal le console, donnant pour motif à son refus sa préférence pour ses fonctions à la Chambre des Comptes. Mirepoix le remplace, et Montesquiou le duc d'Orléans. Le cahier, relu au milieu de l'émotion générale, est porté au Tiers, qui ne pense pas terminer le sien avant quelques jours⁴⁰. Le 14, à sept heures du soir, commence l'élection des suppléants, qui remplit encore la journée du 15. Le premier, Beauharnais, est le mari d'une petite créole, que demain va grandir...

V

Le cahier vise surtout des généralités. Mais comment passer sous silence, à propos du journal suspendu et de l'affaire Moreton-Chabrillan, les principes déjà grands de liberté, de résistance à l'oppression ? Deux mémoires sont lus le 16 mai : l'un traite de la liberté des consciences, de la liberté de la presse et des personnes ; l'autre, celui du marquis de Loyac, consacré aux besoins du « militaire », rappelle la conquête de la Gaule par les Francs, « dont la noblesse descend », les usurpations du clergé et du Tiers depuis Charlemagne et Louis le Gros, non sans une longue et vigoureuse protestation contre l'arbitraire à l'égard des officiers. On parle de

40. *Recueil*, I, 166 et suiv.

Lally le père : le fils se fait acclamer en appuyant la demande de conseil de guerre pour le colonel de la Fère. Clermont-Tonnerre, très applaudi, veut joindre ces mémoires aux cahiers, les remettre aux députés. Il s'en excuse auprès de Loyac : il faut observer la forme, solliciter un assentiment inévitable. On imprimera les mémoires.

Le cahiers du Tiers arrivé, Stanislas lit une adresse demandant la présence, qu'il juge inadmissible, des suppléants aux Etats; pour lui, on exclut par là les autres citoyens, et chez un peuple libre, constitué, l'Assemblée nationale doit être ouverte à tous. Mais on peut réclamer pour les suppléants, dans l'assistance, une place d'honneur, indiquer ainsi à la nation ceux en qui elle met son espoir, ceux qui, témoins assidus des travaux parlementaires, semblent désignés pour les continuer, lors du renouvellement des mandats. Sans doute, il ne faut pas enjoindre aux suppléants d'assister aux séances : en nommant les uns, on a voulu encourager leur bonne volonté; d'autres ont reçu la récompense de longs travaux qui les occupent encore utilement. Cette proposition rallie la majorité : par 63 voix contre 38, une place est accordée, dans les chambres de la noblesse, aux suppléants, sans leur donner ni voix délibérative, ni voix consultative. Les députés emportent, avec leurs cahiers et celui du Tiers, les mémoires particuliers, parmi lesquels Clermont-Tonnerre a dû remarquer un éloquent plaidoyer du Juif Zalkind Hourwitz en faveur de ses frères⁴¹.

Tout est fini : on peut attendre l'achèvement des travaux du Tiers. La présidence de Stanislas s'achève au milieu d'un cantique d'enthousiasme. Il se lève, résume la situation. Deux ans plus tard, ces pages lui feront bien de la peine à relire : tant d'espoirs auront fait place à tant d'angoisses⁴² !

Il insiste d'abord sur les principes consignés aux cahiers, sur ce rétablissement demandé d'une Constitution qu'on croit exister.

« Vous en avez assis les bases sur des vérités éternelles..., aucun sophisme ne vous a égarés; vous n'avez point regardé comme impossible ce qui était nécessaire. En vain des maux partiels, des abus de tous les genres semblaient appeler votre sollicitude et menaçaient d'égarer votre patriotisme : les yeux uniquement fixés sur le but, vous avez marché. Ils subsisteront encore quelque temps, ces ulcères... mais avec le retour de la Constitution, notre guérison est certaine... Vous avez

41. *Recueil*, I, 193 et suiv.

42. *Ibid.*, p. 70.

dû armer vos députés d'une limitation impérative, vous leur avez ordonné d'obtenir avant tout la reconnaissance de vos droits... à laquelle il ne manque véritablement qu'une force légale; elle ne peut ni ne doit être refusée. »

Ensuite, on sanctionnera « cette dette immense que vous n'avez ni consentie ni même connue »; on accordera les subsides; la méfiance éloignée, le monarque et la nation pourront causer...

Mais les bénéficiaires des abus vont manœuvrer :

« Des courtisans qu'alimentaient d'anciens désordres, des subalternes qui jouissaient du doux plaisir de commander, quelques hommes blanchis dans les emplois d'une administration tour à tour oppressive et servile et toujours mystérieuse, enfin tous ceux que la liberté épouvante, dépouille ou démasque, essayent encore de la bannir. »

Les députés en auront sans doute raison. Triompheront-ils des défauts du caractère national ?

« Vous êtes Français et l'aspect d'un grand danger fut toujours pour vous le présage d'un grand succès. A cet amour de la gloire qui nous a fait souvent embrasser les fantômes qui nous en présentaient l'apparence, à cette passion inaltérable pour les rois que nous avons mis à notre tête, à cette valeur essentiellement française qui a si souvent frappé l'Europe entière... se joignent malheureusement des défauts qui parurent longtemps s'opposer à toute régénération politique.

« Le caractère national est, depuis treize siècles, un obstacle à la liberté. Tour à tour asservis ou séditeux, nos pères ont adoré des rois absolus, mais bons, ou se sont agités sous des rois despotes ou méchants. »

La Fronde, après tout, ne voulait qu'éloigner un ministre...

« Ce peuple insouciant et léger ne peut accuser que lui-même de son asservissement. »

Selon Clermont-Tonnerre, l'indifférence fit perdre aux Francs l'habitude des Champs de Mai. Il descend le cours des âges, découvre que la mécontente des ordres amena l'échec des Etats de Philippe le Bel, constate que l'affranchissement de l'Angleterre date du rapprochement de la noblesse et des communes. Le roi Jean obtint des subsides des gens de langue d'oc et de ceux de langue d'oïl, pour les avoir consultés séparément : réunis, ils refusaient. Si les Etats de 1484 furent négligents, ceux de 1560 surent charger des intérêts nationaux les députés de Paris. Ce ne fut qu'en jouant double jeu à propos de religion que Catherine de Médicis extorqua des fonds à l'assemblée de 1561. En 1614 enfin, on

n'obtint rien, pour avoir tout demandé. Depuis ont régné la torpeur et l'agitation.

Aux grands maux, les grands remèdes ! Le peuple doit réunir tous les moyens d'atteindre le but sans le dépasser, s'armer contre les obstacles qui arrêtent, contre les succès qui entraînent.

« Pouvons-nous nous reconnaître à ces traits ? Quels sont les moyens d'en faire pour nous des traits nationaux ? »

« L'esprit public naîtra, mais quels maux peuvent précéder sa naissance !... Créons-le parmi nous. Il est dans le caractère français de méconnaître l'impossible... C'est surtout dans cette capitale qu'il faut... dénoncer au patriotisme les vices qui l'étoufferont s'il ne peut pas les détruire... Nos vices s'opposent... à toute Constitution possible... Les anciens combattaient *pro aris et focis*... C'est lorsqu'ils eurent perdu ces sentiments patriotiques que leur expression fut remplacée par ces cris avilissants : *panem et circenses*... Tel est déjà parmi nous le cri de la classe la plus ignorante et la plus corrompue... A côté de cette insouciance brutale marche toujours l'égoïsme réfléchi de la classe la plus éclairée. »

Stanislas dénonce les jeux, les tripots, l'impunité, si différente de la liberté, d'une presse qui colporte l'athéisme et l'obscénité, la prostitution effrénée, l'espionnage de la police, commère des brigands. Il s'arrête, exhorte, remercie, pense à lui-même.

« En encourageant un essai timide, vous m'avez fait une loi de prendre un vol plus hardi⁴³... »

Qui donc a dit que nul n'est prophète en son pays ? Jamais plus terribles vérités ne furent pressenties avec plus de clairvoyance ; ce discours aurait-il été revu en des temps plus noirs ?

Le 20 mai, les députés et leurs suppléants, sauf ceux de ces derniers que le Tiers n'a pas encore élus, prêtent serment devant l'assemblée générale, non sans force condoléances à Boulainvilliers qui, par méprise, a renoncé à son éligibilité⁴⁴. Clermont-Tonnerre, comme toute la France, n'a plus de regards que pour Versailles, d'où le drame va chasser l'idylle. Et dans cette catastrophe, la noblesse inconsciente aura sa responsabilité.

43. *Recueil*, I, 220 et suiv.

44. Chassin, II, 213.

CHAPITRE IV

LES QUARANTE-SEPT

(5 mai-25 juin 1789)

I. A Versailles : les querelles de la noblesse. — II. Stanislas échoue dans ses tentatives de conciliation. — III. Le serment du Jeu de Paume, la séance royale et la scission. — IV. Entrée de la minorité, conduite par Clermont-Tonnerre, dans la chambre du Tiers.

I

A VERSAILLES, déjà, c'est la discorde, au moins parmi les nobles; et il ne s'agit que de vérifier les mandats. On connaît l'opinion des députés de Paris.

« On savait, écrivait Clermont-Tonnerre, que le plus grand nombre d'entre nous regardait comme une querelle inutile et dangereuse celle de la vérification des pouvoirs; les nôtres à Paris avaient été vérifiés en commun, ce qui n'avait pas empêché les ordres de délibérer ensuite séparément, et avait entretenu la paix et l'harmonie si nécessaires aux travaux politiques. On sentait combien d'influence ce souvenir devait avoir sur notre conduite; on savait encore que nos cahiers voulaient, sur toutes choses, la Constitution, et que nous nous opposerions de toutes nos forces à ce qui pouvait fomenter la discorde entre les trois ordres et retarder la Constitution qui ne pouvait naître que de leur accord¹. »

Naturellement la majorité de la noblesse, d'avis contraire, refuse la vérification en commun. L'admission de la minorité en sera différée.

Stanislas, toujours opposé aux mesures susceptibles de retarder la réunion, se plaindra bientôt d'être constamment repoussé par une majorité « inflexible ». Il annonce pourtant

1. *Recueil*, I, p. VIII, IX.

un talent; il se trouve formé pour la véritable éloquence avant d'avoir pu en acquérir l'usage. Au bureau, ce petit homme semble grandi; une figure pleine de feu, qu'un long nez et des marques de petite vérole empêchent d'être parfaite, une grande dignité de maintien, une facilité d'expression trop vite disparue, le feront bientôt distinguer. Sa charmante femme, élevée à la cour, attachée, par ses fonctions et sa protectrice, à l'ancien ordre de choses, retiendra souvent son mari dans la limite des opinions de société, au lieu de le laisser suivre les siennes propres². Dans la chambre de la noblesse, c'est un débutant héroïque.

On le sait, à côté. Dans ces premières querelles entre ordres, Mirabeau dit un jour à Duveyrier : « Quel effroyable conspirateur que ce Clermont-Tonnerre, s'il pouvait conspirer ! » Il conspirera, par nécessité. Pour l'instant, il continue à Versailles les causeries du Palais-Royal. Il rencontre chez Sieyès le porte-parole du Tiers; il s'amuse à faire aux assistants des plans de conjuration contre les aristocrates, près desquels tous ceux des Catilina, des Fiesque, contre les nobles romains et génois, n'étaient que bouffonneries. Le député d'Aix admire cette profondeur, ce génie inventif. Mais déjà il découvre chez Stanislas cette apathie de cœur pour l'exécution, son écueil³.

Dès le 7 mai, des gens du Tiers, conduits par Mounier, un énergumène pour certains hobereaux, au fond un enthousiaste imprudent, sont venus inviter les privilégiés à vérifier les pouvoirs en commun. Les commissaires de la noblesse en parlent à la séance du 11. Le lendemain, par précaution, la chambre refuse le droit de vote aux députés non encore admis. Cependant le Tiers insiste; le 19, on élit huit commissaires conciliateurs, dont les ducs de Luxembourg et de Mortemart, et un simple officier anobli qui les dépasse de cent coudées : Cazalès.

Le 25, les députés de Paris, Clermont-Tonnerre en tête, entrent à la chambre. Pour leur début, ils entendent le rapport des conciliateurs; à ceux-ci le Tiers n'a pas manqué de proposer la vérification en commun, avec une étrange obstination. Ces avocats en noir, agrémentés de bavettes blanches, ne parlent que d'Assemblée nationale; ils laissent entendre que la nation, c'est eux, eux surtout, eux seulement. Comme quiconque se voit en mauvaise posture, nobles et prêtres,

2. Mme de Chastenay, I, 101, 102.

3. Duveyrier, *Anecdotes historiques*, p. 85.

faisant patte de velours, prêchent la concorde. Le 26, commence l'examen des élections de Paris; le procès-verbal manque, on l'attendra. Deux jours après, une lettre du Roi engage à presser la conciliation. Evidemment les choses s'annoncent mal; et puis on ne sait quelle odeur de révolte arrive par bouffées, s'insinue aux escaliers de marbre, flotte aux antichambres du château. La cour se sent incommodée.

En province, on embrasserait les courriers de Versailles. Le 27, à Clermont-Ferrand, il y a grande « mastication » dans la loge Saint-Maurice. La santé de Necker y est portée, celle aussi du très respectable F.^o comte de Clermont-Tonnerre, affilié à la loge.

« La confiance, l'estime et la célébrité (déjà !) qu'il a acquises dans les Etats généraux actuellement séant à Versailles, par ses lumières, son activité et son dévouement à la nation française, ont rappelé aux FF.^o l'agréable souvenir d'avoir possédé et compté parmi eux un F.^o aussi illustre que respectable. »

A l'unanimité, on lui vote une « planche » de félicitations, que « tracent » l'orateur Dijon de Saint-Mayard et les autres commissaires⁴. Les francs-maçons d'Auvergne n'ont guère, à cette date, de nouvelles que de Paris; par anticipation, ils parlent de Versailles, en bons prophètes.

Le 28, après que les députés nobles de la capitale ont rendu compte de leur élection et réfuté, par la bouche de Stanislas⁵, les arguments opposés à sa validité, on les admet à la chambre de leur ordre. Entrés les derniers, ils sortiront les premiers, en claquant la porte.

II

Les commissaires conciliateurs ne concilient rien. D'une souris, ils font une montagne. Chaque député parle à son tour; il est pour ainsi dire défendu de répliquer, de discuter; les opinions s'en ressentent⁶. Le 3 juin, on se demande gravement si le procès-verbal de la commission mixte sera signé par le plus ancien conciliateur noble. Stanislas pose la question; d'Eprémesnil, méfiant, insiste pour que le mot « communes » soit enlevé; le Tiers s'entête à prendre ce nom et a

4. *Statuts... pour le gouvernement de la L.^o Saint-Maurice*, communiqués par M. F. Boyer, de Volvic, à F. Mège (*Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, 1905, p. 76).

5. Castellane (?) *Journal*. B. N. Mss, Nouv. acq. franc. 4121, p. 25.

6. *Recueil*, I, 236.

réclamé le premier ces signatures que les commissaires hésitent à donner. Une petite majorité approuve le fougueux parlementaire. Communes, mot de révolte, qui sent sa Grande Charte et son Moyen Age turbulent, son Etienne Marcel au chaperon rouge et bleu; cela vous évoque des prélats assommés derrière des tonneaux, des châteaux assaillis, des Flamands revenant en triomphe, chargés d'éperons d'or, vers leurs beffrois où ricanent les carillons...

Le lendemain, c'est plus grave.

Deux députations se présentent au nom du bailliage d'Amont en Franche-Comté. La première paraît seule légitime à Clermont-Tonnerre; mais invoquant en dernier ressort le jugement des Etats, elle doit, pense-t-il, être renvoyée aux conciliateurs. Pourquoi deux députations? Les ordres ont pris séance, le 6 avril, devant le lieutenant général du bailliage de Vesoul; le Tiers et quelques nobles exigeaient une rétractation écrite des gentilshommes qui d'avance protestaient contre la légalité des assemblées bailliagères; les parlementaires es retireraient, dans leur incapacité à rétracter comme individus les arrêtés de leur corps. On voulait que l'assemblée fût, par tous, tenue pour légale. Le lieutenant général repoussa les deux propositions; d'où rupture de l'assemblée par le départ immédiat du Tiers, du clergé presque entier, et de la majorité noble. Le Roi informé, son délégué a annoncé pour le 7 une réunion où seraient vérifiés les pouvoirs et reçus les serments des non-protestataires; les autres pourraient jurer dès la veille. Cette ordonnance du lieutenant général est, aux yeux de Stanislas, la pièce décisive. La minorité du clergé et les nobles dissidents ont boudé; le 8, ils reconnaissent pour légale l'assemblée annoncée; et ils n'y allaient pas! En devenait-elle illégale? L'absence incriminée était-elle voulue ou amenée par l'ordonnance du lieutenant général qui prescrivait non un serment nouveau, mais un serment subséquent et séparé, du moins pour les dissidents? Et ceux-ci maintenant proclament la légalité de la réunion; la clause de l'ordonnance en devient illusoire! Par une soumission momentanée, ils pouvaient se réserver, réclamer un serment commun; ils n'en ont rien fait. L'assemblée tenue sans eux est donc légale.

Pourtant Clermont-Tonnerre se défie de son opinion; il est tout entier dans cette défiance sceptique. Les vérificateurs, délicats à l'excès, n'ont pas motivé leur avis. Stanislas inclinait à l'admission, mais la demande d'appel aux Etats, faite

par les intéressés, l'oblige à proposer le renvoi de l'affaire aux conciliateurs⁷.

La majorité « inflexible » repousse ces nobles qui ont pactisé avec le Tiers. La Constituante, pour le même motif, les admettra plus tard.

C'est pour notre libéral un premier échec. Evidemment il devient suspect, il sent son Palais-Royal; mais puisant dans son investiture un crédit particulier, lui, le premier député noble de la capitale, il devient aussi un chef d'opposition aux exagérations, aux retards, aux ténacités de son ordre⁸. Au château, on s'impatiente; le Roi propose des commissaires à lui, pour concilier les conciliateurs, qui en ont besoin. C'est terminer la querelle en compromettant l'indépendance des Etats. Le 5 juin, la question se pose; acceptera-t-on le plan du souverain? Clermont-Tonnerre cherche un moyen terme. L'adoption des anciens usages, à son avis, éviterait ces ennuis. En attendant, il rejette l'arrêt des conciliateurs nobles, qui, sous couleur d'acquiescer au projet de Louis XVI, le repoussent au fond, dans leur entêtement à réserver à leur chambre ce que, pour un temps, le Roi demande de sacrifier à la paix. Et le plan royal a ce défaut, de soumettre à l'arbitraire du monarque les contestations des ordres.

« Il est de principe que les Etats généraux sont partie intégrante de la souveraineté. Il est dangereux et inconstitutionnel de soumettre aucun de leurs actes à un jugement quel qu'il soit. »

Où donc est écrite cette Constitution menacée? Stanislas l'ignore et pour cause; reconnaissant au Roi et à la noblesse la faculté de vérifier les pouvoirs des députés, il engage la chambre à consacrer l'existence de son droit propre, en suspendant l'exercice de ce droit. On ne jugera pas, pour n'avoir pas à soumettre le jugement à un arbitre; on se regardera, par déférence, comme ayant décidé ce que le souverain décidera! Ce moyen abrège tout; il n'a pas d'autre valeur. La chambre arrête de s'expliquer, d'amender la proposition. Mais le mal gagne⁹. Le lendemain, Clermont-Tonnerre conduit au clergé une délégation chargée de cette belle trouvaille.

Il court le dimanche à Paris, avec presque tous les autres députés de la capitale. A quatre heures, dans la grand'salle de l'Hôtel de Ville, le prévôt des marchands Flesselles haran-

7. *Recueil*, I, 236.

8. M. de Castellane, *Gentilshommes démocrates*, p. 134.

9. *Recueil*, I, 253.

gue la petite troupe, qui tourne le dos à la cheminée, face aux gens de la Ville. L'archevêque Juigné répond. On nomme des commissaires, dont Stanislas, Du Port et l'abbé de Barmond, pour l'examen du cahier spécial de Paris. Dans une nouvelle réunion, le dimanche suivant, 14 juin, il sera rendu compte du travail; Clermont-Tonnerre n'y assistera pas¹⁰.

A Versailles, tout empire, dans l'hôtel des « Menus Plaisirs ». Une province attire les rancunes des privilégiés conscients, celle qui depuis deux ans fait scandale par l'attitude de ses représentants, la province de Vizille et de Grenoble, le pays de Barnave et de Mounier, où parlement, assemblées, populace et seigneurs s'accordent si bien à demander des choses par dessus les maisons : le Dauphiné, patrie des Clermont-Tonnerre, héréditairement ses premiers barons, quelque chose comme l'ainé des fiefs de France. On s'acharne en haut lieu contre ses députés; ils ont mandat de voter par tête ! Des frères combattent leurs frères comme des ennemis odieux. Avec la « constitution » dauphinoise, on attaque les mandats, l'élection. Le 9 juin, le débat occupe la chambre. Stanislas ne peut se dispenser d'y prendre part.

Sans doute, les Etats doivent régler la constitution des futures assemblées provinciales, là où elles sont à créer, revoir au besoin les statuts existants. Mais nous n'en sommes pas là. Selon les opposants, les ordres mendiants et cinq diocèses sur sept ne sont pas représentés; pourtant la liste des mécontents ne contient pas de mendiants, et sur le procès-verbal des assemblées dauphinoises, une convention concentre la délégation diocésaine dans deux sièges à occuper successivement par chaque évêché. D'ailleurs aucun procureur des diocèses lésés ne réclame; de quel droit les autres se plaignent-ils ? Par similitude, il faut passer sur la non-représentation des anoblis, fermiers et veuves. On invoque un arrêt du conseil pour protester contre l'exclusion des agents fiscaux :

« Je ne suis pas surpris, remarqué Clermont-Tonnerre, que le conseil demande l'admission de ses propres agents dans les Etats; mais je le serais beaucoup de voir une assemblée de citoyens accueillir de pareils principes et désirer comme représentants de la nation des hommes qui n'ont à paraître devant elle que pour lui rendre compte de leur conduite. »

Du reste, la sanction royale a légitimé la « constitution » dauphinoise; le règlement présenté par les premières assem-

10. Chassin, III, 396-8.

blées a été agréé; le Roi a notifié son acceptation des vingt-quatre élus à la commission intermédiaire.

Mais on blâme l'objet des mandats ? S'ils se contrarient, chacun suivra le sien, en respectant celui du voisin. Mais ce vote par tête, que les Dauphinois sollicitent du Roi lui-même ? C'est le gros grief des opposants. Stanislas le repousse, indigné; il ne l'excuserait que par

« les excursions indiscrettes que quelques-uns des membres de cet ordre se sont plus d'une fois permises contre l'opinion par tête que vos arrêtés ont promise... Il vous a été dit que l'opinion par tête, contraire aux lois constitutives, conduisait nécessairement aux plus grands désordres..., que c'était en opinant par tête que les Communes d'Angleterre ont pris les délibérations funestes qui ont préparé l'exécution terrible de Charles I^{er}. De semblables exagérations n'auraient jamais dû vous être présentées... le scandale a porté jusqu'à l'indécence. »

Le rapport des commissions aurait dû écarter ce moyen, véritable insulte pour la chambre.

Charles I^{er} ! Le nom fait tressaillir... Et ce Tiers qui s'intitule Communes, à quoi vise-t-il au fond ? Plus d'un auditeur doit songer aux statues de l'Ecriture. Clermont-Tonnerre déclaré l'élection légale, nargue les douze cents prêtres hostiles aux Etats dauphinois et incapables de se réunir pour formuler leur opposition, traite de fantôme la majorité muette de la noblesse locale. Qui sont les opposants sérieux ? Des signataires qui se rétractent, des votants qui contestent l'élection où ils ont voté, dix-neuf individus enfin, contre qui les Dauphinois ne trouvent rien. Les reproches tombent d'eux-mêmes; si l'on s'est trompé, il faut se repentir, revenir au bien. D'accord; mais quel pouvoir représentent ces dix délégués de cent trente mécontents ? Lisez leurs cahiers : rien n'autorise les députés à attaquer tant de choses et de gens. « Leur petit nombre était déjà une présomption contre eux. » Ni opposition, ni contestation réelle : il faut admettre les élus incriminés¹¹.

La chambre en juge autrement: les conciliateurs reçoivent mission d'arranger l'affaire. Le clergé, entre temps, où Stanislas compte parmi les députés en vue son cousin l'évêque de Châlons, propose à la noblesse de nommer un comité de subsistance : encore ou déjà, des gens pratiques songent aux affamés, qu'ignorent l'*Esprit des Lois* et la Grande Charte. Ecoutez comme notre député accueille, le 10 juin, le duc de

11. *Recueil*, I, 243 et suiv.

Mortemart, pauvre conciliateur ballotté d'une chambre à l'autre avec ses dossiers en souffrance et la proposition qu'il transmet de la part des hommes d'Eglise : « On pourrait l'appeler un piège si elle n'était pas une erreur ! » Assurément Clermont-Tonnerre est sensible aux souffrances du peuple, mais les principes, les devoirs avant tout ! Entre deux écueils il choisit celui qui ne détruira ni mandats ni consciences. Autrement la confusion des pouvoirs perdrait le pays aux mains des Etats comme elle a manqué de le faire aux mains du Roi. On murmure; Stanislas exhibe un arrêté de sympathie, refus poli retranché derrière des mandats impératifs et des craintes de confusion d'offices.

« Dépositaire des biens des pauvres, le clergé peut dans toutes les circonstances leur distribuer ce patrimoine. L'ordre de la noblesse ne peut disposer des propriétés de ses commettants que d'après les mandats... qui règlent impérieusement sa marche¹². »

On se sépare sans voter¹³.

Un franc-maçon de marque, le duc de Montmorency-Luxembourg, conciliateur officiel, lui aussi, est élu le surlendemain président de la chambre, dont le doyen Montboissier a jusqu'alors dirigé les débats. Ce jour-là, Mortemart propose de dénoncer au Roi la délibération du Tiers, nouvelle et menaçante injonction de venir vérifier en commun. Quelques-uns appuient la demande ; Stanislas se lève : « Messieurs, moi vivant, cette délibération ne passera pas ! » Elle est renvoyée au lendemain; au fond, on craint ces voisins sans épées, qui trouvent des complices si résolus.

Le plan du Roi n'a été admis qu'avec des modifications « destructives ». Les conciliateurs présentent un arrêté long et... inconciliant. Pour cette discussion, notre orateur a préparé un discours qu'il ne peut prononcer; arrivé en retard — pas pour la dernière fois — il demande en vain la parole.

Il voulait déclarer inadmissible le premier amendement des commissaires, un « vrai refus ». Avant d'examiner les différences entre la proposition des conciliateurs et le plan de la chambre, Clermont-Tonnerre envisage les choses de plus haut. Sans doute, il faut être logique; mais la logique commande le respect du serment prêté. On a juré de procurer le bien du royaume, la liberté, d'obtenir la Constitution, la reconnaissance des droits « éternels et imprescriptibles » de

12. *Recueil*, I, 256.

13. *Castellane*, p. 36.

l'homme. Cela vaut le sacrifice des arrêtés, à le supposer nécessaire; après tout, aucun d'eux ne condamne le Roi à désirer seul paix et concorde, ni la chambre à refuser l'examen sommaire des mandats par les Etats réunis, toutes réserves faites.

S'il doit y avoir des difficultés, le nombre aussi des pouvoirs à vérifier est plus grand; et l'on ne s'engage à rien, en somme : le Roi a l'initiative. Mais un arrêté de la noblesse ne s'attache-t-il pas au vote par ordre ? On en reparlera aux Etats, sans enchaîner par là les commissions particulières. Admettez une victoire de l'opinion par tête, préjugéant en faveur de la question générale : une réserve, énergiquement formulée, parera au danger. Pour l'instant, il s'agit de concilier dans l'intérêt de la paix. L'amendement des commissaires réservant à la chambre le jugement souverain sur l'admission de ses membres suppose un arrêté en ce sens, inconnu de l'orateur et détruisant toute conciliation. Peut-on l'appliquer ? Il cherche à soustraire les contestations au jugement des ordres, tout en admettant le Roi comme suprême arbitre. Dès lors, que deviennent les décisions particulières des chambres ? Exigeant du Tiers qu'il renonce à vérifier en commun, on réserve à la noblesse la vérification à part; est-ce concilier ? Cette réserve, au fond, rejette le plan du Roi : le prince prononcera sur ce que le Tiers et les nobles veulent faire juger par tous; et ce dont le Tiers conteste aux nobles la connaissance exclusive sera seulement jugé par ceux-ci. Chambre et commissaires ont accepté le plan du Roi, « remède bien inconstitutionnel que nos divisions ont rendu malheureusement admissible ». Les commissaires, qui d'abord ne concluaient pas, présentent maintenant un arrêté hâtif, qui permet de saisir les divergences.

D'autre part, l'arrêté s'oppose à ce qu'on délibère en commission sur les difficultés à exposer dans le rapport, donc à la rédaction même de celui-ci : un avis commun exige une délibération préalable ! Il exclut enfin l'examen rapide, dans chaque ordre, des vérifications faites par les ordres voisins; quelle méfiance ! Les circonstances, la lenteur dont le Roi gémit, exhortent à l'entente. Ne parlons ni d'ordres, quand on les a sacrifiés tous (qui cela, on ?) ni de ces droits de la noblesse qu'on semble préférer à ceux du peuple tout entier.

« Le besoin de la paix est mon premier sentiment... C'est le dernier effort du courage que de braver des opinions que l'on respecte. »

Stanislas rejette l'amendement « destructif de toute conciliation » et contraire au plan du Roi¹⁴.

Le 13, d'aucuns veulent se raccrocher à l'avis de Clermont-Tonnerre du 5; lui, croyant qu'il est trop tard, conclut à l'acceptation pure et simple. L'arrêté des conciliateurs, qui cherche à justifier la noblesse, répond au Tiers. C'est à tort, prétend l'orateur, qu'on dit avoir suivi les vieux usages : les anciens Etats étaient vérifiés par le Roi avant leur constitution en ordres. Aujourd'hui, c'est le contraire : l'ouverture des Etats n'a été que celle de la salle; Louis XVI a admis tout le monde avec « une effusion de confiance ». Mais les commissaires exposent les raisons de la noblesse; c'est moins leur rôle que de faire des ouvertures conciliatoires. On parle d'abandonner les privilèges d'argent : vœu de cahiers, sans plus, et il y a des protestataires. Et le plan royal n'a pas été reçu avec la hâte et les précautions qu'on dit : les précautions l'ont même détruit ! Ne vouloir rien sacrifier n'est pas accepter. Il ne s'agit pas d'une simple instruction : le mot *arrêté* y est. Les commissaires veulent tout changer : où est l'accord des principes aux actes ? On veut demander au Roi de vérifier les pouvoirs; on promet d'adhérer à son avis. Le principe fondé annule les précédents arrêtés de la chambre : au vrai, il importe peu, il s'agit du bien général. « La chambre doit se faire une seule loi inviolable, celle de prendre successivement toutes les routes qui peuvent y conduire. » La route du jour, c'est l'acceptation, sans phrases¹⁵.

La motion Mortemart reparait le 15. Clermont-Tonnerre l'a trouvée subversive : elle arme le Roi, les privilégiés contre le Tiers, contrariant les principes de la noblesse qui précédemment a repoussé la médiation du monarque. Deux ans plus tard, notre désabusé persistera dans ces sentiments, relevant toutefois ses erreurs d'expression, « erreurs graves qui prouvent à quel point j'étais encore loin d'avoir des idées faites en politique ». Il dit en 1789 :

« *Le Roi est, avec la nation, partie intégrante du pouvoir législatif.* »

Il corrigera en 1791 :

« Il fallait dire : *le Roi est avec les Etats généraux...* La nation, de qui commencent tous les pouvoirs, n'est partie intégrante d'aucun d'eux et n'en peut exercer aucun. »

14. *Recueil*, p. 271 et suiv.

15. *Recueil*, I, 261.

Il dit :

« Le Roi ne peut exercer aucune juridiction sur le pouvoir législatif duquel il tient sa puissance. »

Il corrigera :

« On n'a que trop souvent confondu et voulu confondre la nation avec ses représentants. Cette erreur est une des plus funestes que les factieux aient propagée; il n'est pas de maux où elle ne mène. Le Roi tient sa puissance de la nation et non pas du corps législatif. »

Par malheur le corps législatif de 1789 représente l'opinion générale : la France a voté et voté librement. En 1791, une autre assemblée, qui laissera faire le 10 Août, ne sera que l'émanation d'une poignée de bourgeois à idées.

Pour l'instant, Stanislas nage dans « l'erreur », nie toute suprématie du Roi sur la nation, de celle-ci sur celui-là, leur refuse le droit de s'entrejuger. Seul dépositaire de l'exécutif, le monarque ne peut juger le législatif qui l'a fait ce qu'il est.

« Tels sont les principes que la nation a établis... et qu'elle doit respecter pour son bonheur. »

La motion Mortemart les détruit. Clermont-Tonnerre déplorait que l'arrêté du Tiers, étranger à la noblesse, fût par elle envoyé au château que le Tiers a eu tort d'informer. Il n'y faut pas porter non plus la protestation de la noblesse, à moins de la joindre à tous les précédents arrêtés de cet ordre. « L'envoi de tous est un hommage, l'envoi d'un seul est une dénonciation, une plainte. » Stanislas affirme contre le motionnaire l'unité des sentiments de la chambre, où il ne voit aucun de ces hommes faibles signalés par Mortemart, qui a dû le regarder en parlant : ne dit-il pas, ce fâcheux, qu'il serait bon que le Roi s'expliquât, que les meneurs du Tiers égarent les hommes faibles en leur criant : « Le Roi est avec vous ? » Le Tiers a des illusions¹⁶... et pourtant dit vrai : l'ave-nir le prouvera.

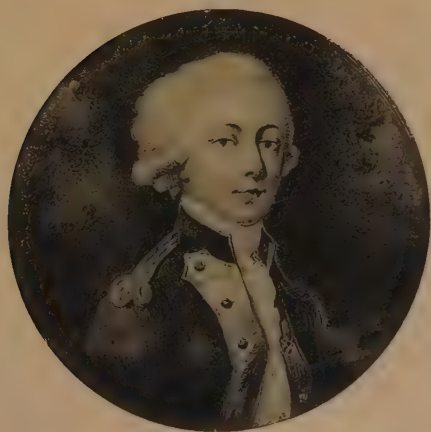
De ces discordes, l'inconscient libéral veut donner le spectacle à la foule. Le lendemain, 16 juin, il réclame la publicité des séances, quand le local s'y prêtera ; le clairvoyant Cazalès observe qu'il faut régner sur l'opinion avant de la prendre pour guide. Nul ne conseille de restreindre la publicité à la noblesse, comme le demande la logique. Le jour approche où Stanislas, peut-être, regrettera d'avoir attiré la colère des tribunes. Les tribunes, autant parfois que les discours, mèneront



STANISLAS VERS 1788.

(Miniature. - A M^{me} la marquise de Nieuil.)

R. de Longueval phot.



LOUIS-ELZÉAR DE ROSIÈRES-SORANS,

BEAU-FRÈRE DE STANISLAS.

Miniature, vers 1789.

(A M^{me} la comtesse B. de Clermont-Tonnerre.)

M. Rigal phot.

les assemblées révolutionnaires après les avoir protégées. La motion est ajournée¹⁷.

Une nouvelle tentative conciliatrice de Clermont-Tonnerre échoue le 19.

« Je vous ai souvent déplu, avoue-t-il à ses collègues, mais je ne vous ai jamais flattés... Vos arrêtés, qu'on vous présente sans cesse comme des *faux certains* (ceci pour d'Eprémèsnil) sont la première cause des malheurs qui nous affligent. »

A qui persuadera-t-on que ces arrêtés sont conciliants ? Ni au Tiers, qui trouve en eux la base de sa conduite, ni au Roi, qui les blâme, paraît-il.

« Si vous persistez à vous le persuader à vous-mêmes, je n'ose vous présenter l'effrayante série des maux qui doivent encore se succéder. »

Les secrétaires et M. de Croÿ ont voulu tout arranger : l'orateur les dédaigne. On va députer au Roi : que lui dire ? De longues phrases qui crient gare ? Merci, sans plus, d'avoir convoqué les Etats, « ce grand bienfait dont nous ne sommes pas encore mis dans la possibilité de jouir ». Tout au plus peut-on s'affliger, devant le souverain, de la peine que l'arrêté dénonciateur lui a causée¹⁸. 174 voix contre 74 adoptent l'idée d'un discours plus étendu : 172 optent pour celui de M. de Croÿ que 60 s'obstinent à rejeter¹⁹.

Battu, Stanislas se rebiffe, et avec lui quarante-six membres de la minorité, dont le duc d'Orléans, malade, qui adhère par lettre à une protestation collective. Les signataires s'appellent Montesquiou, d'Aiguillon, Crillon, Alexandre de Lameth, le prince de Broglie, Montmorency, La Tour du Pin, La Tour-Maubourg, Castellane, Noailles, La Rochefoucauld-Liancourt... Les députés de Paris signent Lally-Tolendal, Rochechouart, Du Port, Beauharnais, La Rochefoucauld... Cette noble troupe, qui fait les affaires des voisins, proteste de son respect pour le Roi, repousse le discours adopté, déclare avoir remué ciel et terre pour obtenir un simple remerciement à Sa Majesté, pour écarter ces paroles où perce la division des ordres, ces insinuations au sujet de la légalité des impôts, ces cris contre les démarches du Tiers. Les mécontents demandent acte de leur protestation : ils se réservent d'apprendre leur refus à leurs électeurs.

17. Lauzun, *Lettres sur les Etats généraux*, p. 5. Cf. Journal de Sillery (Arch. Nat. KK 641, fol. 182), cité par Rouanet, *Les débuts du parlementarisme français* (Annales révol., 1916, p. 189).

18. *Recueil*, I, 283.

19. Lauzun, p. 8. Procès-verbal, p. 249.

Le lendemain, la protestation est dénoncée : la minorité, se résignant, la déchire ; elle reproduit aussitôt la motion litigieuse : « Vérifions en commun. » Elle veut à tout prix jeter l'ordre dans les bras de ce Tiers qui, le 17, s'est déclaré Assemblée nationale et, le 19, a nommé quatre comités ; on n'en fait rien. Un historien royaliste jugera peu après en ces termes le discours de la veille :

« Parler ainsi, c'était ne rien dire du tout, car dès qu'on était venu aux Etats généraux, la noblesse n'avait pas tort de vouloir retenir cette forme constitutionnelle — la vérification séparée — qu'il ne lui était pas libre d'abandonner. Si ces arrêtés n'étaient pas conciliants, ce n'était pas sa faute ; ceux du clergé l'étaient-ils davantage ? Et y a-t-il aucune conciliation à espérer, quand on a affaire à un ennemi qui veut qu'on se rende à discrétion²⁰ ? »

« L'ennemi », ce 20 juin, fait parler de lui. Necker, qui inventerait un tremblement de terre pour aboutir, songe à une séance royale : « Telle qu'il la voulait, écrira Stanislas, il était peut-être trop tard pour qu'elle réussit complètement²¹. » Des tapissiers, comme en 1614, viennent chasser les avocats de leur arène : mais ils ont affaire à gens têtus. Le noir troupeau envahit le Jeu de Paume : jeu de mains, jeu de vilains. Bailly l'astronome, qui regarde la lune et ne pense pas alors à certaine lunette où l'on met son cou, par une aube glacée, monte sur une table. On jure des choses solennelles. Un seul, Dauch, fou de peur, refuse ce serment qu'il croit peut-être un parjure. Venu de Castelnaudary, ce pauvre ignoré s'appelle Martin, comme beaucoup de braves gens de France : on ne lui élèvera point de statue²².

Le lendemain, on raconte que Stanislas va se battre en duel, qu'on l'a provoqué à propos de sa conduite : pareille aventure est arrivée au prince de Poix²³. Le 23, il dément l'incident, chez Necker, où il a rencontré une ancienne connaissance d'Auvergne, un camarade de loge, Gaultier de Biauzat, maintenant député du Tiers.

La Saint-Jean-Baptiste tombe le 24 juin : la franc-maçonnerie d'alors a une prédilection pour ce bienheureux solsticial, qu'elle fête, au moins à Clermont, par un banquet d'obligation. A Versailles, si l'on ne mange guère, on s'agite. La veille, l'avant-veille ont vu des actes décisifs. Après l'éclat du

20. Montjoye, *Histoire de la Révolution*, cahier II, p. 60.

21. *Recueil*, I, p. X-XI.

22. Cf. Rouanet, *Martin Dauch, fou de peur* (*Ann. révol.*, 1916, p. 561).

23. F. Mège, *Gaultier de Biauzat*, t. II, p. 137.

17, après le serment du 20, qui retentit jusqu'à Marly, où la cour pleure le Dauphin mort à Meudon, ç'a été le coup du 22. Cent cinquante curés à portion congrue ont capitulé aux mains du Tiers dans l'église Saint-Louis. Cette défection n'est pas la dernière qui mêle le noir des soutanes râpées au noir des habits sans broderies. Le 23, le Roi a parlé, parmi d'inoffensives baïonnettes. Il en a assez de ce tumulte : il l'a dit, en montrant aux députés leurs salles respectives ; il a présenté ses réformes à lui, vagues promesses et demandes d'argent, en Roi qui menace d'une voix sans force, en Louis XVI, sans fouet ni bottes ni mère espagnole !

Ce jour-là, le maître a joué son vatout. Il pouvait, et dès le 17 juin, envoyer les privilégiés à la chambre du Tiers, déchaîner contre les opposants la popularité, auréole de sa massive personne, se muer, de gros Louis, en Louis le Gros, redresseur de torts et forceur de bastilles, devenir « le directeur du nouvel ordre de choses, se débarrasser de l'aristocratie, son ennemie historique, se procurer les moyens d'être un Roi libre et agissant, au lieu de rester le Roi opprimé et impuissant qu'il avait été jusqu'alors²⁴. » Cette solution, il n'a pas su l'admettre, lui né dans la soie, nourri entre un gouverneur noble et des abbés à quartiers : il ne voit la France qu'à travers les vitres de Versailles, embuées d'écussons et de crosses ; il ne l'entend que par d'infidèles truchements. Il trahirait famille, laquais, parasites, confesseur, archevêque ! — Il peut, drapé dans sa dignité, fermer les yeux aux mains tendues, les oreilles aux cris de la foule, vaincre ou périr en Roi. Héroïque solution qui le dépasse ! Bon, faible, hésitant, ballotté des coteries, il a chassé Turgot, Calonne, Neckér, rappelé celui-ci avant de le lâcher pour le reprendre. Au fils, enfin, de qui le deuil de Meudon fait un Dauphin de quatre ans, son père pourra donner pour mentor quelque duc d'Orléans, quelque Monsieur même, — un finaud — bien tenu en laisse, encadré de ces libéraux fidèles dont Clermont-Tonnerre n'est pas le moindre. Louis XVII deviendra le Roi de la Charte. Mais le successeur de trente Capétiens ne peut abdiquer sans déchoir. Au carrefour périlleux, il hésite : il s'appelle Louis XVI !

Il a quitté la salle, suivi des privilégiés, non du Tiers, qu'un polichinelle or et satin, constellé de lys héraldiques, pense chasser en montrant sa trique enrubannée. Mais alors, de la masse noire et muette un homme s'élance, avec une face de

24. A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution*, p. 34.

cauchemar et des yeux fous, qui rugit, l'écume aux lèvres : devant Mirabeau-Tonnant, Dreux-Brézé fait demi-tour. Le Roi, médusé, d'un juron, signe sa défaite : « Ils ne s'en vont pas ? Eh bien ! f..., qu'ils restent ! » — Il faudra dix ans pour chasser leur monnaie. Dans un soir de brume, les baïonnettes auront raison des toques de carnaval et des manteaux couleur de sang...

La lecture des « réformes » consenties fait tomber les bras des Quarante-Sept. Le cahier du Roi déchire ceux des nobles, leur reproche en quelque sorte les sacrifices qu'ils offrent. Hostilité de la chambre, défiance du trône, tout est contre la minorité. Sans doute, quand Clermont-Tonnerre trouve Biazat chez Necker, vient-il examiner la situation. Il n'y a plus qu'à se livrer aux habits noirs et à ces soutanes, leurs husses : autrement, on ajourne la Constitution aux calendes grecques.

Voilà pourquoi, le 24 juin, Stanislas brûle ses vaisseaux : pour d'autres raisons aussi, comme on va voir.

IV

Derrière le Montreuil de Mme Elisabeth où officie Delphine, les arbres de Viroflay cachent, avenue de Paris, une maison de campagne, louée par le duc d'Aumont. Là, les « Amis réunis » de M. Du Port et de Target, les conspirateurs inconscients de la rue du Grand-Chantier, au nom symbolique, ont transporté leurs pénates et parlent du « progrès des lumières ». Gens prudents, ni Du Port, ni Target ne sont de la bande : mais ils l'inspirent, ils l'hébergent, ils assistent aux dîners politiques offerts à divers députés de la noblesse et du Tiers.

Clermont-Tonnerre, un des affiliés, court de là chez Necker se frotter d'hésitations ; il a, comme les autres, juré de garder les secrets de la parlotte, omnipotente sur ses membres. Le matin du 24, il demeure indécis : des clubistes de Viroflay viennent rue du Vieux-Versailles, où il a un pied-à-terre au n° 26 du temps, lui rappeler la nature solennelle de ses engagements. Peut-être, sans cette visite, renoncerait-il à franchir le Rubicon : après tout, il est gentilhomme et royaliste, et gêné sans doute de cet entourage hostile à l'alliance d'Autriche, donc à la Reine. Celle-ci, plus tard, apprendra le com-

plot, par la défection d'un conjuré, si l'on en croit Alexandre de Lameth : s'agit-il de Stanislas²⁵ ?

Les Quarante-Sept, réunis chez le marquis de Montesquiou, décident que tous ceux auxquels leur mandat le leur permet déclareront à la chambre leur intention de rejoindre le Tiers; Clermont-Tonnerre parlera en leur nom. Dès l'ouverture de la séance, il est facile de voir que la majorité est instruite du projet : figures et discours sentent la poudre. Des allusions flétrissent les dissidents : Cazalès, en soldat, parle rude et franc : « Vous n'oserez pas. » La minorité crie ; le duc de Caylus s'élance au milieu de la salle, dégainé à demi son épée. On se précipite : quarante-sept lames sortent des fourreaux ! Le duc de Luxembourg rétablit un peu de calme, fait asseoir tout le monde. Cela ressemble à une diétine de Pologne. Les regards des affidés foudroient l'orateur désigné, qui hésite. Il balbutie une motion : d'Eprémessnil accuse la minorité de tous les maux, des incendies, des vols, des assassinats qui vont s'ensuivre²⁶. Clermont-Tonnerre se lève et sort avec Lameth, d'Aiguillon, Castellane et Mathieu de Montmorency. Il s'explique : pouvait-il prononcer des mots décisifs dans l'état d'exaspération des esprits, amener une scène sanglante aux conséquences incalculables ? — C'est juste, répond la bande : mais le défi de Cazalès compromet notre honneur.

On convient de rentrer : Stanislas demande la parole. A ce moment, un huissier remet un billet roulé au président, qui le lit avec précipitation, lève la séance et sort, suivi du bureau. Longtemps après, Sillery s'avouera l'auteur de cet avis, et confiera à Lameth son effroi de la scène qui allait s'ensuivre. Voulant l'empêcher à tout prix, il a écrit au duc de Luxembourg : « Levez sur le champ la séance, et pour cause; je vous l'expliquerai plus tard²⁷. » Et il a défendu à l'huissier de le nommer. Le président croit à un avertissement de quelqu'un de la majorité : il suit le conseil et personne ne reste sur le carreau !

Les Quarante-Sept se retrouvent chez Montesquiou. Il faut se hâter : qui sait si une scène de violence n'amènera pas une dissolution ? Naturellement, on persiste : au lieu de parler, on écrira, par respect pour la chambre et dans l'intérêt public. Clermont-Tonnerre court au Tiers, où la séance s'achève : il promet à Bailly de lui amener vingt-deux complices, sinon

25. *Histoire de l'Assemblée Constituante*, I, 34-36, notes.

26. Castellane, p. 46.

27. Castellane, p. 412, notes.

plus²⁸. La motion arrive enfin à la chambre de la noblesse; elle est pleine de dévouement à la nation, au Roi; elle veut concilier les mandats et le patriotisme; elle parle latin, appelle loi suprême le salut du peuple et donne congé à la majorité; car jamais celle-ci n'acceptera ce qu'on lui propose :

« Se transporter sur-le-champ aux Etats généraux — la chambre de la noblesse n'en est donc pas ? — pour y faire connaître les pouvoirs de ses membres et connaître ceux des autres ordres, et y siéger. »

On a beau assurer que les députés attachés impérativement au vote par ordre attendront l'avis de leurs électeurs pour voter; on veut insister pour que les délibérations de l'Assemblée nationale, antérieures à la réunion de toute la noblesse, soient regardées comme provisoires; pourquoi voulez-vous que la majorité adhère à une formule déclarant « insolite » le langage du Roi, de quelque révérence qu'on accompagne ce soupçon, de quelque serment qu'on rassure l'Europe, informée de l'anathème royal lancé contre ceux qui refusent leur concours au bien public ? Lally, l'un des signataires, pourra bien approuver Stanislas et sa prose à précautions : il se trouvera cinquante-huit gentilshommes pour l'entendre. Cent quatre-vingt-douze se boucheront les oreilles en criant trahison²⁹.

Des Quarante-Sept responsables, combien survivront ? D'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? Sept seront massacrés, avec ou sans signature; quatre mourront émigrés, un se démettra, un succombera prématurément, trois traverseront la Terreur, une douzaine s'éteindront oubliés. Le reste, s'adaptant aux nouveautés, ramassera manteaux, galons et places, jusqu'au temps de Guizot, rentrant plus ou moins tard pour être parti plus ou moins vite, servant le Directoire, l'Empire, les Rois de la Charte et des barricades.

Ils viennent des provinces à fortes têtes, des villes en ébullition : huit Parisiens idéologues ou rêveurs, autant de Dauphinois, cinq Comtois, qui gardent rancune de leur échec à la majorité « inflexible ». Ils s'appellent Louis-Philippe d'Orléans, prince du sang, d'Aiguillon, Luynes, La Rochefoucauld, des ducs; d'Aguesseau, Lancosme, Montesquiou, Sillery, Latour-Maubourg, des marquis; d'Agoult, Crillon, Castellane, Clermont-Tonnerre, Champagny, Lally-Tolendal, Lusignan,

28. *Journal d'Adrien Duquesnoy*, I, 127.

29. J'ai suivi Lameth : il écrit sous la Restauration. Lauzun seul parle de Lally. Castellane dit que « le président, se doutant du départ d'une partie de la minorité, a levé la séance » et que « les dissidents ont écrit le soir même leur lettre de rupture. » (p. 46).

Montmorency, Virieu, Rochechouart, des comtes ; plus un menu fretin de tortils et de casques tout neufs, Beauharnais, Toulangeon, Menou, Lameth, Bureau de Puzy, Dionis du Séjour, d'André, Fréteau, sans compter l'ouvrier de la première heure, Du Port, qui mourra en Suisse, on s'en doutait. Des élus de Paris, seuls ont voté contre : le bailli de Crussol, Mirepoix et le président d'Ormesson.

A dix heures du matin, le 25, Clermont-Tonnerre et le duc d'Orléans, précédant les transfuges, franchissent le seuil de la salle où préside Bailly. Stanislas parle :

« Le peu de mots que je prononçai... montre combien mon âme était émue de la douloureuse séparation que nous venions d'opérer. De longues hésitations avaient précédé cette démarche : je la crus nécessaire et je la fis³⁰. »

Dans son discours, il met en avant « l'impulsion des consciences » et le devoir patriotique, tout en insistant sur le « sentiment douloureux » qui déjà fait regarder en arrière.

« Cette conscience qui nous amène à retenu un grand nombre de nos frères. Arrêtés par des mandats plus ou moins impératifs, ils cèdent à un motif aussi respectable que les nôtres. Vous ne pouvez désapprouver notre tristesse et nos regrets. »

Comme joyeuse entrée, c'est funèbre.

« Nous vous apportons le tribut de notre zèle et de nos sentiments, et nous venons travailler avec vous au grand œuvre de la régénération publique. »

Le Grand Œuvre sent son Mesmer ; la régénération évoque les loges, la lumière du Temple. Et cela finit par une promesse de Normand :

« Chacun de nous se réserve de faire connaître à l'Assemblée le degré d'activité que lui permet sa position particulière. »

Le *Journal de Paris* trouvera la harangue « noble et touchante³¹ ». Pour Montjoye, bientôt, elle sera rien moins qu'héroïque, et il s'épandra en anathèmes contre l'orateur.

« Comment voyez-vous la réunion des ordres dans une assemblée où il manque la saine partie du clergé, la majeure partie de la noblesse ?... Il faut se résoudre à de bien pitoyables sophismes, lorsqu'on se fait une fausse conscience. »

Et il le nommera l'interprète des déserteurs³².

Dans la salle, on doit pleurer d'aise, couvrir des yeux les arrivants comme l'araignée fait la mouche. Si Mirabeau

30. *Recueil*, II, 3-4.

31. 27 juin, p. 803.

32. *Histoire de la Révolution*, II, 103

exulte, le père Gérard, brave paysan breton, s'extasie sans doute; et dans son coin, la face d'un obscur petit avocat s'illumine d'un sourire énigmatique. Cet inconnu débarqué d'Arras, ses voisins l'appellent Robert-Pierre. L'humide Bailly répond par quelques mots de bienvenue; Sillery lui succède, réclamant au nom des nouveaux hôtes le concours du clergé et du Tiers. On fait honneur aux transfuges; Clermont-Tonnerre s'assied à la gauche du président³³, qui met à sa droite l'archevêque de Vienne, Le Franc de Pompignan : tout le Dauphiné encadrant Paris. L'appel de la noblesse donne l'occasion de huer l'absent : d'Eprémèsnil, deux ans plus tôt demi-dieu³⁴ !

On vérifie les pouvoirs : Barnave réclame le renvoi de la garde³⁵, que plus tard, peut-être, il serait heureux de rappeler. A cet instant il se produit du bruit au dehors : la foule commence son œuvre. Le bureau lui fait la révérence; l'archevêque l'apaise, promet pour le lendemain le libre accès de la salle³⁶. C'est bien le moment ! Les curieux se dispersent dans Versailles, « pour y calmer les esprits³⁷ ». Avant de lever la séance, la noblesse fait déclarer que ses membres se contenteront jusqu'à nouvel ordre de leurs voix délibératives. Stanislas et les Parisiens annoncent au *Journal de Paris* les événements dont ils instruiront incessamment leurs électeurs³⁸. A peine entrés dans la caverne, ils sentent le besoin de se justifier.

C'est là fin de l'autorité. Louis XVI cédera pour n'avoir su ni gouverner, ni « se placer à la remorque de cette Révolution dont il pouvait être le directeur³⁹ ». Mirabeau songera à Charles I^{er}, à l'invasion de la démocratie, qui déjà frappe aux portes, quand le monarque, deux jours après, ordonnera à ses « fidèles » privilégiés de capituler. Ordre ou tête, on a joué là-dessus : les têtes tomberont, le désordre régnera.

Le soir du 25 juin, les bonnes gens de la rue du Vieux-Versailles qui, sur le pas de leurs portes, guettent et commentent les allées et venues des députés, doivent se montrer et suivre d'un regard sympathique le petit homme aux courts favoris blonds, aux yeux clairs, radieux d'espoir, qui regagne son logis au bras d'une belle jeune femme attendrie. Ce jour a vu son triomphe : et ce triomphe est une défaite.

33. Bailly, *Mémoires*, I, p. 296. Procès-verbal, p. 26.

34. *Bulletin d'un agent secret (Révol. franç., XXIV, 72)*.

35. *Moniteur*, I, 98-99.

36. *Bulletin d'un agent...* loc. cit.

37. Boullé, dans *Rev. de la Révol.*, 1888³, p. 76.

38. *Journal de Paris* du 26, p. 799.

39. Aulard, *Histoire politique*, p. 35.

CHAPITRE V

AUTOUR DE LA BASTILLE

(25 juin - 17 juillet 1789)

- I. *Physionomie de la Constituante. Clermont-Tonnerre et la réunion des ordres.* — II. *Les troubles de Paris et les premières difficultés.* — III. *Les prodromes du 14 Juillet.* — IV. *Le renvoi de Necker et la prise de la Bastille.* — V. *Clermont-Tonnerre à Paris : l'affaire des gardes françaises.* — VI. *Le suicide de la monarchie.*

I

A PRÉSENT, les hommes noirs sont les maîtres. Leurs prisonniers doivent se justifier auprès de ceux qu'ils ont « trahis ». Le 26 juin, les Quarante-Sept écrivent au duc de Luxembourg, président de la noblesse. Regrets, douleur, désolation d'avoir dû montrer la route au lieu de la suivre : cette lettre est une élogie ! Leur départ prouve leur zèle pour la nation ; c'est au Roi qu'ils songent, « en proposant et procurant, dans les affaires qui regardent le bien général, une réunion d'avis et de sentiments que S. M. regarde comme nécessaire dans la crise actuelle et comme devant opérer le salut de l'Etat. »

Ces nouveaux hommes publics, comme ils s'appellent, souhaitent d'être suivis. « Nous appartenons à la France entière qui veut par-dessus tout les Etats généraux. » La poissarde d'octobre demandera tout à l'heure à Mounier : « Tout cela nous donnera-t-il à manger ? » Les transfuges s'excusent de n'aller pas eux-mêmes s'expliquer de vive voix. Castellane et Clermont-Tonnerre ont pris l'avis de Luxembourg, qui, paraît-il, leur a conseillé comme « plus respectueux » de donner le papier¹.

1. *Recueil*, I, 291.

Aux Menus, on vérifie les mandats : le curé Bluget, des Riceys, déclare admis, au nom du comité, Stanislas, Dionis du Séjour et Rochechouart². Cependant de nouveaux arrivants prennent place, dont M. de Crécy, député du Ponthieu, l'évêque d'Orange, Du Tillet, et celui d'Autun, qui boîte... Moreau de Saint-Méry, conduisant une délégation d'électeurs de Paris, lit un procès-verbal d'adhésion aux arrêtés de l'Assemblée : Bailly remercie, invite les délégués à la séance et proclame les Dauphinois admis. On touche à la grosse difficulté, l'opinion par ordre : Lally fait des réserves, Target demande une décision sur les pouvoirs impératifs. Mais il faut achever la vérification commencée.

Clermont-Tonnerre parle au nom des nobles de Paris.

« La majorité de la noblesse ayant pris voix dans l'Assemblée, nous pouvions, aux termes mêmes de nos cahiers, adopter l'opinion par tête. »

Il a trouvé cela dans les cahiers !

« Notre mandat contient, comme mandat impératif, l'ordre formel d'obtenir une Constitution et l'énonciation des bases sur lesquelles elle doit être assise; elle exige que nous opinions par ordre, soumis à la majorité de votre ordre sur cette question. »

Mais, ajoute le même article, les Etats empêcheront que le veto d'un ordre ne s'oppose à l'établissement des lois qui intéressent le bonheur public. Or, la noblesse adopte le veto de chaque ordre comme principe constitutif de la monarchie : les principes du Tiers sont contraires, d'où l'impossibilité du concours des ordres. Mais aussi le mandat est « obscur » : munis de notre voix consultative, attendons l'avis des électeurs³ !

C'est non pas au « bonheur public », mais à la vérification en commun, que s'opposait la noblesse. Stanislas se croyait, sauf l'avis, présumé favorable, d'électeurs opinant sur un fait accompli, lié impérativement au vote par ordre : pourquoi est-il passé au Tiers ? Montjoye le lui demandera sans douceur, et à ses collègues. — L'Assemblée que préside Bailly, plus discrète, veut encourager les transfuges : dix d'entre eux sont admis au comité de rédaction, Clermont-Tonnerre en tête, que suivent Mathieu de Montmorency, Montesquiou, Alexandre de Lameth, Toulangeon, Sillery⁴. On fête l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé, qui amène son collègue de Paris, Juigné.

2. *Procès-verbal*, p. 12.

3. *Recueil*, II, 2.

4. *Procès-verbal*, p. 25-26.

Le lendemain, les avocats laissent entendre que la plaisanterie a suffisamment duré : les fauteuils de l'archevêque de Vienne et de Stanislas sont retirés du bureau.

« L'Assemblée, écrit Bailly, avait voulu reconnaître, par cet honneur, les obligations particulières que nous avons tous aux premiers députés réunis..., mais il n'y avait plus qu'un corps, il ne fallait plus qu'un seul président¹. »

Et naturellement, celui de la masse ! Il ruisselle de joie sur la famille complète, quand les nobles et le clergé « sains », obéissant au Roi, qui jette manche et cognée, viennent se livrer aux vainqueurs. Les discours s'allongent, chacun exhibe son programme. La Rochefoucauld, Target, Biazat veulent avec Clermont-Tonnerre imposer à la France ses colonies comme des provinces, et brandissent, comme lui, leurs cahiers en l'honneur des nègres....

A Paris, les commentaires vont leur train.

« Un ami des trois ordres », qui a voté pour Stanislas en avril, dans son district des Minimes de la Place Royale, lui adresse des conseils. Le vicomte de Toustain-Richebourg, Breton d'adoption, avait paru en 1786 aux assemblées de la noblesse de sa province; il n'a pu, appelé à Bruxelles par un deuil, remplir ses devoirs dans son pays d'attache. Ne connaissant Clermont-Tonnerre que de nom et de réputation, il lui demande, le 28 juin, de transmettre au président de l'Assemblée, et à tels autres qu'il voudra, le plan que lui-même a naguère soumis au duc de Luxembourg. Certes, il s'est réjoui de la réunion des ordres ! Parmi tant de libellés de discordes, il écrit quelques pages de justice et de paix. Il redoute toute aristocratie, et aussi l'anarchie populaire, « le plus affreux des despotismes ». Démophile, non démocrate, il plaide pour les « nuances civiles indispensablement nécessaires au maintien de la société », pour le patrimoine honorifique de la noblesse. Il compte sur le Tiers « pour ne pas écraser le citoyen noble et pauvre qui cultive le petit champ de ses pères sans payer la taille, alors que la notable riche est déchargé du franc-fief ». Auteur d'une lettre à l'abbé Brizard, de la Société patriotique bretonne, sur la conservation des trois ordres, et d'un essai sur l'histoire de Normandie, il se défend d'empiéter sur le terrain de l'Assemblée; il n'a rien publié depuis l'ouverture des Etats, content de pré-

cher la soumission à leurs futurs décrets et plein d'espoir dans un prochain accord.

Le duc d'Orléans, son protecteur, lui laissant toute liberté, ne lui en veut pas d'avouer des principes contraires aux siens. M. de Toustain demande que la partie impérative des mandats soit changée dans les articles non essentiels à la « véritable et ancienne Constitution » que tant de gens croient exister : si, avant de révoquer les ordonnances de 1355, 1356 et 1360, on décide de voter par tête, il faut, pour sauver le trône et le peuple de la démagogie, du tumulte, et assurer la « nationalité » des délibérations, décider de n'arrêter rien qu'à la majorité des trois quarts.

« La coalition hypothétique des deux premiers ordres aura toujours besoin d'une entière moitié du troisième, ou le doublement du troisième ne pourra se passer d'un tiercement (*sic*) complet tiré des deux autres. »

Ainsi conclut ce « père de famille », chevalier de Saint-Louis et ancien commissaire de la noblesse aux Etats de Bretagne⁶.

Stanislas ne tardera pas à connaître la réalité des craintes exprimées par le digne électeur.

Pour l'instant, il lie connaissance avec ses voisins. Ce rêveur, un des plus grands de son siècle⁷, en est encore au premier moment d'effervescence : sous un bouillonnement de surface, il cache déjà une rectitude de principes, une modération où Malouet, son ami politique, trouvera la juste mesure du « vrai » patriotisme⁸. — Dans la noblesse, le seul Cazalès, né roturier, s'exprime alors avec autant de facilité. Mais cette qualité commune ne leur donne aucune ressemblance : le calme, la dignité de l'un contrastent avec la vivacité de l'autre. Clermont-Tonnerre a beaucoup d'esprit, des manières nobles comme son origine, mais il doit plus à l'art qu'à la nature le talent de la parole; l'improvisation dépasse ses forces. Peut-être, comme le croit Lévis, a-t-il acquis cette aisance dans les assemblées des francs-maçons, qu'il fréquente assidûment. L'ambition le tenaille, la même qui pousse Lally, Rochecouart, Saint-Fargeau, Du Port, monarchistes à l'anglaise éblouis, comme le chef de file, de cette Chambre haute où il y a des pairs, séduits par l'appât grossier, imaginaire,

6. *Lettre d'un ami des trois ordres à M. le comte de Clermont-Tonnerre.....*

7. M. de Castellane, *Gentilshommes démocrates*, p. 171.

8. *Mémoires*, I, 271.

du manteau des lords⁹. Voilà ce qui a grossi la minorité, et mis Stanislas en relief.

Ses adversaires de droite et de gauche lui reconnaîtront, comme ses amis, comme lui-même, les qualités et les défauts que le temps accentuera. Pour Mme Roland¹⁰, qui aime les belles voix, il est plus parfait que Mirabeau, que personne aux trois assemblées successives. Le rancunier Montjoye, qui lui trouve un caractère irrésolu, un esprit étranger aux soupçons, le montre au début « pénétré des obligations que lui imposaient son nom, sa reconnaissance pour les bienfaits dont les Rois n'avaient cessé de combler sa maison, son serment envers ses commettants, les espérances que son ordre entier fondait sur ses talents. » Et il souligne cette ambition de se faire remarquer, d'arriver aux honneurs, aux richesses, grâce au parti dominant, — celui du Roi, dans sa pensée¹¹. Longtemps notre orateur gardera l'illusion de cette loyauté nationale qui doit ramener les cœurs au souverain : il mourra de l'avoir perdue.

II

La capitale remue. Au Palais-Royal, il n'est bruit que de la cherté du pain, un mot qui n'a tout son sens qu'en France. Dès le 7 juin, un architecte qui a lu les cahiers présente à l'Académie un projet de monument à élever sur l'emplacement de la Bastille. Le 17, la police et la troupe arment contre le jardin des frondeurs, où l'on raconte que les nobles veulent « monter à cheval » pour défendre leurs privilèges. Ce serait leur rôle. Paris mène le sabbat : des Parisiens, ces mécontents qu'apaisera l'archevêque de Vienne, ces insulteurs de Juigné, ces gardes françaises qu'une étrange aberration charge de contenir la multitude dont ils sont complices, et qui acclame les robins en conspuant la « calotte ». On craint pour le Gênois Necker : des illuminations saluent son maintien, mais on pétitionne contre les princes français. Il faut un exemple : quelques mutins en uniforme prennent le chemin de l'Abbaye. Le 30, la populace les délivre, une populace choisie, où il y a des noms et du bien. Vite, elle demande à Versailles la grâce des libérés.

C'est le 1^{er} juillet, au début de la séance. Les nobles se dé-

9. Clermont-Gallerande. *Mémoires*, I, p. 67, note.

10. *Mémoires*, éd. Perroud, II, 232.

11. *Histoire de la Révolution*, II, 60.

fient, les habits noirs gémissent en faveur des « malheureuses victimes ». Champion de Cicé veut renvoyer l'affaire à un comité. Clermont-Tonnerre, plongé dans Montesquieu, auteur peu lu aux faubourgs, affirme que « l'impassibilité la plus absolue doit être le caractère essentiel de l'Assemblée dans une circonstance aussi pénible. » Ces choses-là ne regardent pas le législateur : à l'exécutif le soin du militaire !

« Ce serait manquer au plus pressant de tous les devoirs que de s'amuser à nommer un comité pour examiner une révolte ouverte. Les troubles populaires ne peuvent être soumis à un pareil examen. »

Crillon et Boufflers approuvent; on relit la lettre des délégués, que Bailly a refusé d'admettre en personne : lui aussi tient pour un comité. Fréteau et Mounier ouvrent leurs cahiers : l'incident regarde l'exécutif. Et Stanislas de pontifier :

« Laissons gronder autour de nous les orages. Soyons impassibles sur nos sièges : faire de bonnes lois, assurer à nos concitoyens le bonheur qu'ils nous ont confié, tels sont les grands travaux auxquels nous sommes appelés¹². »

Il propose d'attendre que le Roi, le jugeant nécessaire, sollicite l'Assemblée d'intervenir ! Evidemment, il n'a guère le sens du réel, le prince de Poix non plus, qui parle comme lui. Mirabeau, Desmeuniers, Target veulent calmer l'émeute avec des mots ou des papiers : Le Chapelier, Breton optimiste, pense qu'on s'arrangera avec les ministres. L'affiche l'emporte; Bailly invitera les Parisiens à prêcher dans les rues l'union et la paix.

Cependant, la cour s'inquiète. Sous main, on rassemble des troupes fidèles, quarante mille étrangers, sans lien avec leur adversaire : la nation. Un vieux soldat les commande, grand seigneur au nom exotique à qui le château, jadis, a fait perdre des batailles en Allemagne : le maréchal de Broglie.

Le lendemain matin, il y a un beau tapage aux Menus-Plaisirs, quand le cardinal de La Rochefoucauld, orateur du clergé tard venu, prétend ne renoncer pas aux réunions particulières. Pétion, s'appuyant sur l'omnipotence de la nation, « demande ce qu'est cet ordre venu pour obéir au Roi ». « On ne fait pas de réserves contre la nation ! » renchérit Mirabeau. Pour Clermont-Tonnerre, théologien subtil, l'Assemblée a le pouvoir législatif.

12. *Moniteur*, I, 111. Le *Recueil* date ces discours du 2 et en donne un texte un peu différent (II,9).

« Personne ici ne peut individuellement dire : *je veux*; personne aussi ne peut rappeler la discorde dont il faut perdre le souvenir. »

Légaliser une opposition à la volonté générale lui paraît inconvenant : il faut refuser acte de leurs réserves aux protestataires, tout en les laissant manifester à leur guise. Les entendre, c'est acquitter leur conscience¹³.

Ce langage modéré calme un peu les opposants¹⁴. Mounier refuse d'admettre toutes les protestations. L'Assemblée décide de considérer comme un vœu individuel les réserves du cardinal.

Elle choisit ensuite, pour quinze jours, un président ré-éligible et six secrétaires élus pour un mois. Le scrutin s'ouvre à six heures : le duc d'Orléans, qui a la majorité, se retire devant l'archevêque de Vienne. Stanislas a obtenu deux voix¹⁵. Il est élu, le 3, le dernier des six secrétaires, par 219 suffrages. Ses collègues sont Grégoire, Mounier, Lally, malade et absent, Le Chapelier et Sieyès.

Notre orateur a oublié la chambre de la noblesse, les protestations de cette minorité dont il faisait naguère partie, et qui elle aussi demandait acte de ses refus; ce qui n'empêche pas Duquesnoy, homme du Tiers, de trouver aujourd'hui à son collègue une noblesse de grand seigneur jointe à une loyauté de gentilhomme député¹⁶. Le *Mercur* fait dire à Stanislas que les pouvoirs impératifs, les mandats, nuls et illégaux, sentent leur volonté particulière et n'ont qu'à s'incliner devant la volonté générale¹⁷. Un agent secret, qui parle de tumulte soulevé par la protestation du prélat à Versailles et à Paris, enregistre une opinion courante plus éclairée :

« Cette question, a-t-on dit, est décidée pour toujours par le fait et les circonstances. Plus d'ordres, plus de rangs, plus de distinctions.¹⁸ »

Cette fois, Clermont-Tonnerre a eu le sens du réel : l'Assemblée juge comme lui, en établissant trente bureaux sans distinction d'ordres.

Les députés nobles de Paris songent à informer leurs électeurs. Saint-Fargeau et Mirepoix sont maintenant réunis par les circonstances aux ci-devant transfuges. Le mandat impératif disait : Ni impôts, ni emprunts avant la Constitu-

13. *Recueil*, II, 11.

14. Castellane, *Journal*, p. 55.

15. Duquesnoy, I, 156.

16. Duquesnoy, I, 161.

17. P. 80.

18. *Relation d'un agent secret...* (Rév. fr. XXIV, p. 83).

tion. Il prescrivait bien de voter par ordre, mais surtout d'empêcher que le veto d'un ordre arrêtât les opérations. Or la noblesse s'est mise dans ce cas : le mandat est muet sur la vérification des pouvoirs. Tandis que les Communes (on ne dit plus : le Tiers !), renforcées du clergé, agissaient, la noblesse réclamait. « Alors il est devenu évident qu'il existait deux systèmes contraires. » Et ces réclamations s'annulaient d'elles-mêmes : l'Assemblée nationale ne reconnaissait le veto à aucun ordre. — Il y avait donc déjà une Assemblée nationale ? — Elle seule pouvait constituer : qui voulait la Constitution devait se réunir à la majorité. On a préféré attendre la séance royale et ses suites : les députés nobles de Paris, alors, ont agi pour la sauvegarde des Etats, se rappelant qu'aux assemblées électorales on avait seulement protesté contre le règlement, pour éviter tout retard. Aujourd'hui, aucun d'eux n'ose prendre voix délibérative : ils sollicitent une convocation régulière permettant aux électeurs de les approuver¹⁹.

Voilà ce qu'ils écrivent le 4 juillet. Le 6, Stanislas est élu l'un des trente membres du comité de Constitution, où figurent, outre Lally-Tolendal, Virieu, Bergasse et Mounier, ses amis politiques, des gens d'opinions plus ou moins avancées, Pétion et Bailly, Emmery, d'André, Bouche, Volney, La Revellière-Lépeaux, Alexandre de Lameth, Lanjuinais et Treilhard : on n'y voit personne du clergé. Cet ordre refuse les six places qu'on lui offre par courtoisie. Le même jour, Clermont-Tonnerre lit le rapport du comité des subsistances : celui-ci a entendu les boulangers de Paris, conduits par le chevalier de Rutledge, et jugeant insuffisamment fondées leurs plaintes et observations, les a renvoyés au directeur des finances²⁰.

Cette question des subsistances domine tout. Le président américain Jefferson vient d'en écrire à La Fayette : il offre des facilités pour le commerce des grains entre les deux pays. Du moins Stanislas l'assure, le 8 juillet : on le croit, on le sait ami du héros d'Amérique.²¹ Mirabeau apporte la lettre : elle n'offre rien formellement, mais le tribun saisit l'occasion d'accuser une fois de plus le gouvernement d'impéritie. Cependant l'affaire des mandats inquiète les consciences même faciles. Talleyrand en fait table rase, au grand scandale de

19. *Recueil*, I, 293.

20. *Mercure*, 127-8.

21. Gorsas, I, 68.

quelques nobles, qui croient à la destruction des ordres et s'indignent de voir « changer la Constitution ». Ainsi parle Clermont-Lodève, qui dispute à Stanislas son tour d'opinion. Celui-ci défend les intentions de l'évêque d'Autun : il lui semble « qu'on ne s'entend plus ». Il s'enfonce dans des distinctions de casuiste : le mandat, impératif pour le député, est nul pour l'Assemblée !

« La majorité ne peut être paralysée par les mandats impératifs que la minorité a reçus; celle-ci... ne peut sans démençe exiger que l'Assemblée nationale se paralyse jusqu'à ce qu'il ait plu à une petite portion de Français de lui envoyer des députés en état de délibérer. »

L'effet du mandat sur le député est « un mal qu'il importe à ses commettants de faire cesser ». Mais l'affaire les regarde seuls²². L'Assemblée dédaigne la question.

Clermont-Tonnerre excelle dans ces exercices. Quand, à l'ouverture de la séance du 10, on lit le procès-verbal de la veille, qu'il a rédigé, paraît-il, avec un art consommé²³, les applaudissements éclatent. L'archevêque de Vienne, approuvé des journaux de salon²⁴, s'écrie que de telles manifestations ne font qu'augmenter le tumulte. Le tumulte grandira encore !

III

Ce qu'on applaudit, c'est la sommation de Mirabeau. Le 6, les « Etats », comme dit encore le château, ont été menacés de dissolution. Le 7, les troupes du maréchal de Broglie sont venues camper au Champ de Mars; on doute de leur esprit, on prend des mesures contre les « séductions » de la capitale. Breteuil parle de brûler Paris, en homme de gouvernement qui sait le prix de la force et la croit de son côté. Les habits noirs s'inquiètent : leur porte-parole réclame le renvoi des régiments. « Jamais le peuple n'a dû être plus calme, plus tranquille, plus confiant. » Tout allait pour le mieux, avant la séance royale. Pense-t-on maintenant réduire les soldats français, fils du peuple, à n'être que de purs automates ? Le soldat doit-il frapper sans savoir quelles sont les victimes ? Le tribun propose une adresse au Roi, en ce sens, et parle de confier aux citoyens la répression de l'émeute, d'organiser

22. *Recueil*, II, 13.

23. Mais v. Aulard, *Rév. fr.*, t. XVI, p. 202-3 : les *Archives parlementaires* ont estropié le texte.

24. *Journal des Etats généraux*, I, 446-7.

une milice bourgeoise. Tout applaudit : par crainte de la potence, on se serre les coudes.

Le 9, une délégation est chargée de l'adresse à Louis XVI. On y voit toutes les fortes têtes de la veille, du jour et du lendemain : l'archevêque de Vienne, Clermont-Tonnerre, le duc de La Rochefoucauld, l'abbé Grégoire, Regnault de Saint-Jean d'Angély, Barère de Vieuzac, de Sèze, Tronchet, Buzot, Pétion, Robespierre... et Mirabeau lui-même. Chacun pense bien plus au dépit que la démarche excitera en haut lieu qu'au rapport lu ce jour-là par Mounier, au nom du comité de Constitution dont Stanislas fait partie. Cet avocat de province raconte que depuis quatorze siècles il y a un Roi en France, que le sceptre n'a pu être créé par la force, mais par la volonté nationale, que le peuple, dès les premiers temps de la monarchie, a fait choix d'une famille pour la destiner au trône !

Il ajoute :

« Les Français ont toujours senti qu'ils avaient besoin d'un Roi : on n'a jamais cessé de l'invoquer contre l'injustice. »

Par malheur, ce grand juge aujourd'hui est prisonnier de l'« injustice ». On en aura la preuve : mais Mounier ne peut le soupçonner. Il énonce les points principaux qui ont occupé le comité : droits de la nation, du Roi, des citoyens, tout le refrain des cahiers ; on vote l'impression de ce rapport. C'est aussi la lecture du procès-verbal de cette séance, où pour la première fois l'Assemblée a travaillé, qui a valu tant d'applaudissements à Clermont-Tonnerre.

La France cependant entrave, dans les meilleures intentions, la besogne de ses représentants. Les adresses arrivent de partout. A les lire on perd son temps : faut-il les imprimer ? Appuyé par Le Chapelier et Fréteau, Target propose, le 10, de confier cette besogne à un comité. Stanislas observe que le comité, susceptible de ne transmettre à l'Assemblée que ce qui lui paraîtra intéressant, prend air de censure. Marguerittes veut faire un hors-d'œuvre de la lecture des adresses : on s'en acquittera à l'ouverture des séances²⁵.

Il est huit heures et demie²⁶, ce soir-là quand la troupe de Mirabeau arrive au palais, Clermont-Tonnerre en tête, porteur de la sommation respectueuse qu'il lit au Roi, dit-on, d'un accent tour à tour ferme et sensible : ce délicat est un séduc-

25. *Mercure*, p. 162.

26. *Moniteur*; Gorsas dit : 8 h. 3/4.

teur. Mais il se heurte au monarque irrité, qui d'une voix tremblante invoque contre les députés « l'amour et la sensibilité de ses peuples²⁷ ». Louis XVI promet de réprimer les troubles : à Versailles, à la porte de la capitale en rumeur, il déclare la force nécessaire à maintenir l'ordre, à protéger l'Assemblée. Quand les vingt-quatre rentrent en séance le lendemain, porteurs de la réponse, c'est un murmure général. Un repentir de la première heure, le comte de Crillon, propose de renoncer au renvoi des troupes : on fera confiance au Roi. L'orateur doit paraître suspect. Il y a autre chose dans le discours de Louis XVI. Le Roi a parlé d'envoyer les avocats à Noyon ou à Soissons, et de les surveiller de Compiègne. C'est cet exil à la Maupeou, loin des « fidèles » Parisiens, qui fait peur.

Là, pourtant, pouvait être le salut. Car les gouvernements et les assemblées travaillent à leur perte, qui se fiant à des foules irritables ou affamées, se laissent enfermer par elles dans ces traquenards de pierre : les grandes villes. L'histoire de France était pleine, déjà, des exploits du Paris populaire. Qui retient ces leçons demande des plans à Mansart ; qui les oublie perd son trône et sa tête à l'endroit même où des issues s'offraient aux ancêtres en débandade.

Mais s'abriter n'est pas s'écarter. Point n'est besoin de Noyon ou de Soissons ; Versailles constitue un choix merveilleux. Ni trop éloignée de Paris, comme Compiègne et Fontainebleau, ni trop voisine comme Sceaux ou Saint-Cloud, la ville royale a sur Saint-Germain l'avantage d'une grandiose solitude, d'une vie déjà séculaire de capitale. Mais il s'y faut garder sans en avoir l'air, et pour ce être sûr de ses gardes. Et les gardes ne sont plus en 1789 une sûreté : l'indiscipline règne dans leurs rangs ; les privilégiés n'aspirent qu'à fuir leurs garnisons ; la cour mange toute valeur et dégoûte l'officier sans appui ; la noblesse, depuis huit ans, s'est réservé les hauts grades ; on emploie l'armée à réprimer l'émeute incessante...

Reste le soldat étranger, le seul qui soit encore au Roi. Mais ces trognes armées, ramassées aux villages d'Allemagne, ces vachers d'Helvétie, ces mercenaires d'Irlande et d'Alsace, de Corse et d'Italie sont odieux à la plèbe, à ses serviteurs talonnés de rouge. Belle affaire ! N'est-ce pas le plus inquiétant des métèques, ce « bougre d'étranger » odieux au comte d'Artois

27. Bailly, *Mémoires*, II, 60. — Le *Moniteur* ne fait pas parler ce jour-là Louis XVI lui-même.

— qui ne pense pas revenir un jour en France dans les fourgons ennemis — ce Necker moins Gênois que Prussien, ce beau-père d'un diplomate Vandale, flanqué d'une épouse, d'une fille qui tiennent salon pour tout ce qui conspire ? C'est bien aux fauteurs de l'émeute, aux maçons anglomanes, à Brissot le quaker, aux Suisses de tout acabit, aux démagogues belges comme Robert, aux émigrés de demain, qui se démènent si fort aujourd'hui, aux prôneurs de Franklin, aux admirateurs de Washington, c'est bien à cette Babel qui peuple le Palais-Royal de crier en toutes langues : « Sus à l'étranger ! » L'étranger est partout, comme hier, comme demain, comme toujours dans ce carrefour de l'Europe : la France ! Il est de tous les partis, selon son rang ou son intérêt. Il règne, il gouverne : trop tard, le canon d'alarme du 10 Août voudra le chasser. Car le Roi, gros Saxon de Pologne et mari d'une Autrichienne, n'a d'un Bourbon que le robuste appétit ; il est chez lui pourtant à Versailles plus qu'à Vienne le Lorrain ou l'Allemande à Pétersbourg. L'étranger ? Demain encore, il règnera, hissé de son maquis au trône par l'émeute hors d'ha-leine.

IV

Le Roi enfin a chassé Neckèr. Maintenant il y a un ministre français, avec Breteuil qui voulait faire arrêter le Gênois, même avec Broglie, l'homme de l'heure, qui a dit le mot de la situation :

« Une salve de canons ou une décharge de coups de fusils aurait bientôt dispersé ces argumentateurs et remis la puissance absolue qui s'éteint à la place de l'esprit républicain qui se forme. »

Il n'y a qu'à faire marcher les régiments fidèles, incarcérer les chefs de l'Assemblée, expédier les autres dans leurs provinces. Quelle résistance pourraient faire les Constituants ? Des attitudes romaines, des mots historiques ne détourneront pas les baïonnettes. Sans doute, cette dispersion de l'Assemblée n'aura pas l'assentiment de la France, indispensable à la royauté pour obtenir l'argent qui lui manque, sans lequel elle ne peut vivre. Le Roi sera forcé plus tard de convoquer d'autres États généraux. Mais en attendant, l'ancien régime continue, la Révolution est ajournée, de l'aveu des moins sus-

pects. Pour que l'Assemblée se tire de ce pas hasardeux, il faut une sorte de miracle²⁸.

Clermont-Tonnerre, au fond, doit penser comme Crillon : les choses se gâtent, on indispose le Roi, comment cela finira-t-il ? Ce tumulte ne rappelle guère le bureau de Corbeil, ni les causeries chez Du Port, encore moins la belle ordonnance des loges. Sans doute, il s'agit d'un mauvais moment à traverser. Stanislas est convaincu, en aristocrate, que ses collègues, que le peuple feront dans leur cerveau les compromis d'idées, les balancements de pouvoirs qu'il fait dans le sien, comme si l'acrobatie intellectuelle était la science des législateurs et des foules²⁹ ! Le 12 juillet, il reçoit des félicitations de la municipalité d'Essonne³⁰. Pour ces braves gens, il est le bon maître de Saintry, l'homme influent qui approche le Roi.

Cependant les amis de Necker ameutent tout Paris. Le 12, au Palais-Royal, Camille Desmoulins monte sur une chaise et arrache des feuilles d'arbre. « Le renvoi du ministre est le signal d'une Saint-Barthélemy de patriotes ! » Broglie défend à ses soudards de se commettre avec la foule ; les husards de Lambesc, qui devaient tout faire rentrer sous terre en deux temps de galop, ne renversent qu'un vieux pion ; la force bat en retraite devant les hurleurs ; les Invalides laissent tomber leurs épées. C'est le suicide du vieil ordre.

Necker chassé, Paris en feu, que va faire l'Assemblée ? La séance du 13 dure jusqu'au lendemain matin. Mounier propose de demander au Roi le rappel du ministre : jamais les députés de la nation ne consentiront à la banqueroute. On s'exclame : on sait à quoi s'en tenir sur les adresses au Roi ! Lally se fait applaudir en parlant d'un échec possible — il n'ose dire certain — et préfère une plainte sur le départ du Gênois. Virieu croit que Louis XVI écouterait ceux qui oseront crier gare... Le Roi pensait partir à la tête de ses troupes, sur l'avis du duc de La Vauguyon. Broglie a fait des difficultés. Breteuil, comptant peut-être sur l'influence de son parent Stanislas, espère aboutir par des négociations³¹.

Clermont-Tonnerre est plein d'illusions.

« Dans les temps de calamités publiques, déclare-t-il, il faut s'attacher aux principes. »

Au fond, le tumulte est chose secondaire ; le Roi, maître

28. A. Aulard, *Histoire politique*, p. 36.

29. M. de Castellane, *Gentilshommes démocrates*, p. 139.

30. Corbeil, Archives municipales, EE 13 (8).

31. Saint-Priest (*Revue de Paris*, 1^{er} février 1929, p. 573).

de son conseil, n'a que des « indications » à recevoir des députés ; ceux-ci, étrangers à la formation du ministère, ne peuvent que lui marquer confiance ou improbation. Inutile de renouveler le serment du 20 Juin.

« La Constitution sera ou nous ne serons plus, mais il est des maux plus pressants. »

Pourtant Stanislas voit dans Paris

« des Français indisciplinés qui ne sont dans la main de personne, et des Français disciplinés qui sont dans la main du despotisme. On a voulu nous rassurer... mais les troupes sont alternativement cause et effet. »

Il rappelle qu'en août 1788, comme vient de le dire Lally, il n'y avait plus ni tribunaux ni justice : alors le renvoi des troupes a rétabli l'ordre « par l'effet seul de l'esprit public et du redressement des griefs³² ».

Oui, mais les temps sont changés. Et, l'orateur l'oublie, l'ordre n'a régné, naguère, qu'ensuite des salves ordonnées par Biron, un chef celui-là, de qui les soldats révoltés d'à présent veulent parfois consulter l'ombre, avant de passer à l'émeute. Quant au redressement des griefs, c'est le pseudonyme donné au rappel de Necker ; l'esprit public enfin, d'il y a dix mois, agissait avant les faits décisifs, avant les 20 et 23 juin, avant la « famille complète » chère à Bailly, avant l'assaut de l'Abbaye, avant la mobilisation, avant le déluge des pamphlets.

Le tumulte s'accroît aux nouvelles de Paris, où la foule s'arme. Custine et Biauzat trouvent ce remède héroïque : bâcler la Constitution ! Grégoire réclame un comité qui dénoncera l'entourage du Roi ; Saint-Fargeau et Gouy d'Arisy se rangent derrière Mounier. Le Chapelier énonce la formule fatale : « C'est le peuple qui doit garder le peuple. »

Cependant l'archevêque de Vienne, qui préside, est allé au château demander le départ des troupes et l'établissement d'une milice, en insistant sur l'impopularité du renvoi des ministres. Louis XVI l'a éconduit, engageant l'Assemblée à hâter ses travaux. On murmure, on vote des couronnes funèbres à Necker, on s'entête dans les arrêtés de juin : Assemblée nationale, la Constitution ou la mort, les députés inviolables à perpétuité, pas de banqueroute, pas de troupes, des milices, et gare aux responsables ! La Fayette réédite le mot

32. *Recueil*, II, 16.

de Clermont-Tonnerre : « La Constitution sera quand même ou nous ne serons plus³³. »

Le matin du 14 juillet trouve les députés à leurs bancs. Il s'agit de préparer le travail constitutionnel. Comme secrétaire, Stanislas parle au nom du président. Nommera-t-on un comité restreint ou fera-t-on dans chaque bureau un plan pour le présenter ensuite à l'Assemblée ? Pétion propose un comité de huit membres choisi proportionnellement aux trois ordres : le travail de ces délégués passera par les bureaux avant d'être soumis à la discussion générale. Cet avis l'emporte presque à l'unanimité³⁴.

Les bureaux, aussitôt formés, donnent leurs suffrages à cinq anglomanes : Clermont-Tonnerre, Lally, Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, l'avocat lyonnais Bergasse, et Mounier, le grand homme du parti. On leur adjoint le Breton Le Chapelier, épouvantail des gens paisibles, et deux inquiétantes soutanes : Sieyès et Talleyrand.

Certains ont voulu confier le travail au comité de division. Stanislas, pour qui ce corps a fini de jouer un rôle, n'a pu faire triompher son propre système : il voulait un comité de seize membres pour examiner les projets, un bureau de correspondance qui centraliserait les rapports des autres bureaux. Il se défiait des parlottes à huis clos, trouvant dangereux de leur confier de grands travaux qu'il jugeait devoir être publics. L'Assemblée donnerait les idées : le comité se bornerait à rédiger, à présenter des articles. Autrement c'était le règne d'une aristocratie d'opinions³⁵. Et il avait ajouté qu'il fallait abandonner la déclaration des droits de l'homme pour finir de vérifier les pouvoirs et aller de l'avant³⁶.

Mounier croyait nécessaire de laisser au Roi toute la puissance convenable ; pour Malouet le bureaucrate, les petits comités soustraits aux influences du dehors faisaient la meilleure besogne ; la « sagesse » et l' « expérience » y triomphaient de la métaphysique... et ils étaient peuplés de gens prudents comme lui.

Les députés siègent en permanence : Grégoire croit nécessaire de dénoncer la conspiration tramée au château par les « suppôts du despotisme ». Le jour baisse. Soudain, à la porte, un brouhaha s'élève ; on entoure le vicomte de Noailles

33. Duquenoy, I, 197.

34. *Mercur*, p. 188.

35. *Recueil*, II, 18 (où ce discours, daté du 15, ne contient pas la phrase sur les droits de l'homme).

36. *Mercur*, p. 186-7.

arrivé de Paris à bride abattue. Des mots effrayants courent les bancs : on s'interroge, on se lamente, d'étranges sourires, dans l'ombre, éclairent peut-être quelques faces de robins... Les cahiers l'emportent, le vœu des démolisseurs et des maçons s'accomplit : la Bastille n'est plus.

V

Sur le pavé de marbre, les délégations se succèdent ; elles n'obtiennent du souverain que regrets et mots vagues. Il en vient une encore à minuit, avec un luxe de détails sur la catastrophe, qui semble produire plus d'effet. Barère est du cortège. Le Roi fixe constamment des yeux Mirabeau, tandis que Clermont-Tonnerre débite l'adresse à la place de Pompignan qui ne peut lire aux flambeaux. Louis XVI, debout au milieu de son cabinet, entouré des nouveaux ministres, balbutie quelques mots bienveillants d'un ton sec et froid. Il se dit prêt à exaucer le vœu de Paris et de l'Assemblée. Il se retire dans une pièce voisine pour en conférer : les députés, à travers les grands verres de Bohême et grâce aux rideaux mal joints, voient le jeu des physionomies inquiètes³⁷.

Le Roi a ses raisons de regarder Mirabeau, sur qui courent des bruits singuliers. On l'accuse de tramer une conspiration en faveur du duc d'Orléans ; on lui donne pour complices La Touche, Talleyrand, Laclos, qui recevront en cas de succès le ministère de la marine, la feuille des bénéfices, la grande-maîtrise de l'artillerie, le chef du complot se réservant les finances. Clermont-Tonnerre deviendra « ministre de Paris » : on le compte déjà au nombre des subalternes de Mirabeau, et avec lui les Lameth, Castellane, d'Aiguillon, Lusignan, Menou, Noailles, à qui l'on dénie toute « vertu », comme à la majorité de l'Assemblée³⁸ ! Ceux qui croient ces soupçons fondés doivent accuser les libéraux d'avoir fait tomber la Bastille. Se trompent-ils, au fond ?

Le lendemain matin, c'est au Roi de gagner la salle des « Menus Plaisirs », au nom ironique. Quoique le silence des peuples doive lui servir de leçon, il est acclamé. Il vient se rendre, annoncer le retrait des troupes : on lui accorde les honneurs de la guerre en le reconduisant au château. C'est une révolution : quand La Rochefoucauld éveilla Louis XVI la nuit précédente, il le lui dit tout net.

37. Barère, *Mémoires*, I, 259.

38. *Les crimes de Paris* (Ch. des Dép. Bfin 222, t. 20, p. 18, note 20 et p. 6-7.)

Barnave alors prône le renvoi des ministres « indignes ». Il veut qu'en prévenant l'inévitable geste de Paris on ne paraisse pas agir sous la pression de l'émeute. Trop tard ! L'« émeute » règne pour dix ans. Mirabeau appuie le Dauphinois, que Clermont-Tonnerre a le courage de combattre. Il se défend de prendre le parti des ministres. Soutiendrait-il un Breteuil, son parent pourtant, qui n'a pu lui donner une place d'ambassadeur, qui, jadis, à Vienne, l'a séparé de *Fräulein* ? Il traite le cabinet en grand seigneur dédaigneux : le mépris public devait suffire à de pareils valets ! Ce mépris platonique paraît suspect, sans doute, à quelques-uns : la majorité le partage. Quatre-vingt-huit députés iront le jour même à Paris ; ils refusent l'escorte que leur offrent les gardes du corps : sait-on les secrets de cette troupe ? Stanislas et ses amis se sentent sûrs de l'opinion : des bailliages, renonçant aux mandats impératifs, donnent toute liberté à leurs élus, témoin celui de Villers-Cotterets, dont notre orateur vient de lire le vœu³⁹.

La grande députation, conduite par La Fayette, vice-président de l'Assemblée, est reçue aux Tuileries par les délégués des électeurs parisiens, et menée à l'Hôtel de Ville à travers une cohue que maintiennent difficilement les gardes françaises, les Suisses, le guet à cheval et les officiers de la prévôté. On pleure, on jette des fleurs, on acclame la nation, les députés, même le Roi. Pons de Verdun et Moreau de Saint-Méry attendent le cortège devant le palais municipal. Au bureau, dans la grande salle, se placent La Fayette, Bailly, l'archevêque Juigné, Sieyès, La Rochefoucauld-Liancourt, Clermont-Tonnerre. La foule envahit tout. La Fayette félicite les électeurs et Paris d'avoir « reconquis » la liberté⁴⁰. — Lally exprime la confiance de ses collègues aux Parisiens. On lui jette des bouquets ; il doit paraître à la croisée.

La Rochefoucauld-Liancourt profite d'une accalmie pour annoncer que le Roi autorise le rétablissement de la milice bourgeoise⁴¹. Mais quand il ajoute qu'un pardon général sera accordé aux gardes françaises, on murmure. Des habits bleus, nombreux dans la foule, s'élancent vers le bureau. Ils ne veulent pas de pardon ; servant la nation, ils ont entendu servir le Roi, de qui les intentions prouvent assez qu'eux seuls ont été vraiment fidèles au prince, à la patrie.

39. *Mercure*, p. 8.

40. Chassin, III, 557. Bailly, *Mém.*, II, 185.

41. Bailly-Duveyrer, II, 456-8.

Il faut réparer le mot : Clermont-Tonnerre s'en charge et paye d'audace. Sans doute, on a vu des soldats égarés, un moment, sous les drapeaux du patriotisme. Tout cela doit être oublié ; il n'y a pas de pardon à demander là où il n'y a pas de coupables ! Les soldats de la liberté ne peuvent être des déserteurs. Stanislas vante la fidélité de la nation qui, haïssant les agents du despotisme, n'en adore pas moins son Roi : les députés, le matin, à Versailles, ont « porté dans leurs bras » le monarque jusqu'au château, « aux acclamations d'un peuple immense⁴² ».

Jamais l'éloquence du moment ne fit plus d'effet. Ainsi, pour le colonel de Royal-Navarre, des soldats en révolte, mêlés à l'émeute, attaquant d'autres soldats, ne sont pas coupables : on n'a rien à leur pardonner qu'un peu d'entraînement ! Il regrettera ces mots...

L'archevêque y va de son *Te Deum*. Bailly est acclamé maire de Paris ; La Fayette commandera la milice bourgeoise. On gagne Notre-Dame après que le bureau a prié Moreau de Saint-Méry de désigner quelques électeurs pour instruire les députés de Paris de ce qui a été fait, et concerter ce qui reste à faire. Stanislas reçoit des palmes : il a si bien parlé⁴³ !

Dès six heures du matin, le 16, le comité permanent s'assemble dans la salle des gouverneurs⁴⁴. Il y a là, avec La Fayette, Target, Du Port, La Rochefoucauld, Tracy, La Coste, Latour-Maubourg, Clermont-Tonnerre, venus vers neuf heures. Ayant établi un règlement pour la sûreté de Paris, on décide, sur la demande de Thuriot de La Rosière, envoyé du district de Saint-Louis de la Culture au Marais, que la Bastille sera démolie⁴⁵. La foule a commencé : il faut bien la suivre ! Quelques députés signent l'ordre : on les arrête, ils ne sont rien ici. Ils regagnent Versailles.

Là-bas, Juigné a rendu compte des événements de la veille⁴⁶. Mirabeau propose une motion contre le ministère ; Barnave et Mounier rappellent Necker à grands cris. A Stanislas, annonçant la démission du garde des sceaux Villedeuil et la retraite de Broglie, Pompignan, de son fauteuil, fait observer que cela n'empêche pas de discuter le projet Mirabeau. Des naïfs craignent la confusion des pouvoirs, odieuse à Montesquieu : Mirabeau invoque les droits du peuple, seul juge et

42. *Mercure*, p. 12-13.

43. *Les deux amis de la liberté*, II, p. 85.

44. Chassin, III, 561.

45. Bailly-Duvevriér, II, 3. Bailly, *Mém.*, II, 216.

46. *Procès-verbal*, p. 3.

souverain. Les nobles, un moment absents, rentrent en séance, avec une motion anonyme, présentée peut-être par Clermont-Tonnerre⁴⁷ : vu les circonstances, ils réclament leur voix délibérative. Quelques prêtres font chorus. Selon Gleizen, on ne peut demander le renvoi des ministres; il faut les dénoncer seulement. Stanislas pense comme lui : les regrets instruiront assez le Roi des vœux de l'Assemblée. On attendra la démission certaine de tout le cabinet. L'Assemblée ne peut quitter son terrain; elle ne parle pas dans le désert. Le Roi sait tout, même ce qu'il doit faire ! Autrement, à vouloir légiférer et exécuter les lois, on court à l'abîme⁴⁸. Mais Lally, qui a l'oreille de la rue, parle du cri de Paris. « Les prières d'un peuple sont des ordres. » Il ne pense pas si bien dire. On court au château; ils veulent leur Necker, là ! Clermont-Tonnerre a obtenu qu'on annonçât aussi à Louis XVI les nominations de La Fayette et de Bailly, en lui demandant la sanction⁴⁹.

L'après-midi, Pompignan fait part d'une lettre reçue du président de Saron, le Premier du parlement de Paris. Ces robins ont toutes les audaces ! S'avisent-ils pas de traiter de corps à corps avec les élus de la nation, d'envoyer leur chef de file chez le Roi, en négligeant l'Assemblée ? Stanislas s'indigne. Les « usurpations » des parlements sous l'ancien régime et leur pouvoir personnel, « enfin la certitude que jamais un corps ne renonce sincèrement et sans retour à ce qu'il a possédé », (l'orateur ne croit pas parler pour lui-même) ont de bonne heure amené Clermont-Tonnerre à juger incompatible avec la Constitution, à combattre « avec chaleur » ces hermines obstinées. Quand il a bien fulminé, parmi les applaudissements même des magistrats députés, pénétrés « d'esprit public », on lui dit que la lettre est l'œuvre d'un individu, non d'un corps, ce qu'il ignorait et ne pouvait prévoir⁵⁰.

Cependant, à Paris, l'assemblée des électeurs siège toujours. La Fayette lit une lettre de Clermont-Tonnerre accompagnant la copie des démissions de Broglie, Villedeuil et Barentin. Il s'y trouve joint un arrêté du district des Filles-Saint-Thomas, directement adressé à Versailles, et dont j'ignore l'objet⁵¹. Stanislas invite La Fayette à s'en faire rendre compte :

47. Il l'insère (*Recueil*, II, 6-7).

48. *Mercure*, p. 17.

49. *Mercure*, p. 10.

50. *Recueil*, II, 171. *Point du Jour* du 17, p. 229.

51. Arch. Nat. C 27 (202).

« Il est à désirer qu'il ne nous arrive de demande directe que du Comité permanent et par vous. »

A Paris, la voie légale est déjà hors de saison; l'écriture bientôt sera démodée, et la parole : la clameur restera, et le cliquetis des piques. La lettre ajoute :

« M. Guinebaud, négociant à Nantes et député aux Etats généraux, me charge de vous assurer que si l'exportation des cent mille livres est impossible ou dangereuse, il offre de les payer à Paris, chez M. Le Leu, rue des Jeûneurs, à vue, d'après la traite des négocians hollandais; cette offre patriotique de la part d'un négociant d'une solidité connue peut vous donner quelques facilités. On présentera à huit heures au Roi l'adresse pour demander le renvoi des ministres et le rappel de M. Necker. »

L'impression de cette missive est ordonnée⁵². L'argent, c'est ce qui manque le plus !

VI

Maintenant, il y a un ministère populaire, avec le « f... bougre d'étranger », retour de Bâle. La force d'en bas, les argumentateurs à cocarde panachée ont détruit le vieil ordre. Louis XVI, sous la pression de l'émeute, a fait lui-même ce que Clermont-Tonnerre trouvait coupable de lui arracher⁵³ : il a rappelé Necker.

« Pourquoi le Roi ne vient-il pas ? » se demandent les Parisiens ce soir-là. Les candides vainqueurs de la Bastille s'étonnent de l'absence du monarque, père de la nation, pour qui chacun pense s'être battu. Dans leur enthousiasme naïf, ils se félicitent d'avoir sauvé l'Etat, la monarchie; « rétabli » la Constitution; ils viennent d'applaudir les députés à l'Hôtel de Ville; ils attendent le souverain qu'ils croient leur grand ami reconnaissant. Ah ! s'il était venu plus tôt.... Pourquoi serait-il venu voir tomber sa Bastille ?

Il fait son entrée pourtant, sans éclat, le 17 juillet, en méchant équipage, peu soucieux de brèches et de potences. Sur son passage, Paris en armes monte la garde, formidable et muet ou s'acclamant soi-même aux portières du carrosse royal. Dans ce guet-apens de bonnes gens en quête d'un beau geste, le Roi s'est venu jeter, qui n'en saurait sortir intact.

52. *Ibid.* C 134, doss. 4. Bailly-Duveyrier, II, 45.

53. *Recueil*, I, xv.

Le lunatique Bailly, par la grâce de la foule premier maire de Paris, parle du grand ancêtre, fait de Louis XVI un Henri IV à l'envers. Nul ne relève l'impertinence : pour tous, le peuple a reconquis son Roi et le traîne à l'Hôtel de Ville. On le harangue, on tâche de le faire parler : il bredouille, se laisse imposer le sceau, ciel et sang, de la Ville en révolte, pousser au balcon par Lally qui pour lui répond aux badauds enfin décidés à battre des mains. Quand il a, tout à l'heure, gravi les marches, quelque chose d'étrange s'est passé. Devant la foule surprise, vingt lames soudain jaillies des fourreaux se sont croisées sur la tête du monarque. La franc-maçonnerie triomphante, honorant l'un des siens, écrasait de sa protection suspecte le très chrétien Roi de France, courbé sous la voûte d'acier des glaives comme sous des fourches caudines.

Derrière la victime, perdus dans le chaos, Clermont-Tonnerre et quelques autres crient : « Vive le Roi ! » Dans l'immense étendue de la rue Saint-Honoré, leur voix n'a trouvé que peu d'écho⁵⁴. En voyant Bailly offrir au prince les clefs d'argent de la Ville, croisées sur le velours rouge d'un coussin, Stanislas a dû tressaillir. Il retrouve là comme les armes de sa maison, passées aux mains d'un vieux bourgeois d'Académie. Quelle allusion du hasard au rôle du gentilhomme ! Ne semblait-il pas l'intermédiaire désigné entre Paris et le Roi, lui, le premier député de cette Elite qui a tant fait, consciemment ou non, pour la cause nationale ? Mais Bailly, sûr de ses gens, n'a plus besoin d'un truchement noble. Ce coussin, ces clefs, choses précieuses qui brillent, passives et partagées entre deux maîtres, figurent, dirait-on, Clermont-Tonnerre lui-même, son talent et sa destinée.

54. Lacretelle, *Constituante*, I, 103.

CHAPITRE VI

VERS LA GRANDE CHARTE

(17 juillet - 17 août 1789)

I. Anglo-Normands, Bretons et Dauphinois. — II. Clermont-Tonnerre et ses amis politiques; portrait du groupe, sa situation après le 14 Juillet. — III. Inquiétudes et illusions : les anglomanes et leurs projets constitutionnels. — IV. Retour de Necker : l'incident Bezenval. — V. Menaces contre la famille de Stanislas : la nuit du 4 Août et la suppression des capitaineries. — VI. La peur et l'enthousiasme. Clermont-Tonnerre est élu président de l'Assemblée.

“**E**NTRÉ le premier dans l'Assemblée nationale... je n'y ai voté par tête que le 16 juillet 1789, après que la totalité de mon ordre, ayant déclaré prendre voix, m'a donné toute liberté, aux termes mêmes de mon mandat. Je n'ai rien à me reprocher ni comme citoyen ni comme mandataire : constamment guidé par ma conscience, j'ai suivi la route qu'elle m'a tracée; la faveur n'a pas hâté ma marche; la persécution ne l'a pas ralentie... Je me suis arrêté au point que je m'étais promis de ne pas dépasser, et c'est ce qui m'a successivement mis en butte aux vicissitudes d'opinions qu'une conduite uniforme fait naître¹. »

Ce programme de Clermont-Tonnerre est celui de son parti, monarchique et constitutionnel, dont le succès a été quelque temps possible, probable même aux yeux des gens qui regardent sans voir, et qui, pour trop voyager au loin, perdent parfois la notion de leur pays. Qu'est-ce que ce parti ? Quels sont ses hommes, ses idées, ses ressources ?

1. *Recueil*, Avant-propos, I, xiii.

I

Sur la carte d'Europe, un triple royaume détache ses îles du continent, qu'il précède aux Occidents neufs, comme le chef sa troupe : c'est l'Angleterre. Derrière elle, la France semble lui tendre sa Normandie, plus vieille Angleterre où l'autre est née, qui n'en fut séparée qu'assez tard et deux fois, par un cataclysme et par une confiscation. Verte et grise comme sa sœur, cette province contraste avec sa voisine de granit, l'autre Bretagne, détournée vers l'infini des mers.

Gens et pays diffèrent. Le Breton, rêveur ou fougueux, marchant à l'aventure, dépasse son but, s'il en a un. Cet individualiste, religieux ou religieusement anti-clérical, abonde en possibilités diverses parmi lesquelles on peut ranger l'anarchie. Crédule, fanatique à l'occasion, il laisse son imagination courir : c'est un Celte. A la Constituante, il a nom Le Chapelier. Homme de jugement, de bon sens, le Normand, Français tard venu, réfléchit avant de prendre un parti, le plus prudent. Esprit pratique, défiant des exagérations, plein du sentiment de ses droits, sceptique un peu, il se défie du progrès, sans le nier, ni le confondre avec la nouveauté, dont il n'use qu'après que le mieux, qu'elle apporte lui est bien démontré. Patient, tenace contre l'infortune, il voit son but, le gagne à pas lents, l'atteint à coup sûr. Religieux, tolérant, il sait régler son imagination. Parce qu'il connaît et défend ses droits écrits et scellés, on le dit chicanier. Ce libéral craint les extrêmes; contempteur des principes théoriques, c'est un whig égaré. A la Constituante, il s'appelle Thouret plus souvent que Buzot².

Dans le Parisien, le Breton trouve un allié contre le Normand, leur voisin commun. L'allié du Normand, c'est l'Anglais, l'homme de l'*habeas corpus*, son frère, son fils d'en face. Qu'est-ce que l'Angleterre ? Une colonie normande, partagée par des rois normands entre leurs barons. Que ces rois oublient leurs devoirs, tout crie haro, tout se ligue et s'arme; il faut signer la Grande Charte. Jean sans Peur peut invoquer Rome, appeler l'étranger : il succombera, et, pour de longs siècles, la grande île sera sauvée.

Notre monarchie ne connaît que trop ses Normands fidèles,

2. P. Joanne, *Dictionnaire géographique de la France*, v. Bretagne, Normandie. A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la 3^e République*, 1913, p. 131.

mais prêts à invoquer leur Grande Charte à eux contre le moindre abus. Elle rend ses édits « nonobstant clameur de haro, charte normande et autres choses à ce contraires ». Cette charte, Louis Hutin l'a consacrée après force émeutes, roi faible, aîné de trois frères dont les courts règnes enterrent une dynastie, époux d'une reine calomniée venue du Danube, père d'un fils mort au berceau... Hier on remuait les souvenirs, on s'agitait aux herbages, sous les pommiers; des manifestes réclamaient la charte désuète; et la France comptait mainte Normandie ! Le nouvel héritier du trône a d'abord porté le titre du vieux Rolf; on dirait cet enfant né pour accueillir les espoirs, les plaintes de tous les Rouens, de tous les Vizilles. Le petit duc de Normandie est maintenant Dauphin.

Du Dauphiné viennent les fâcheux, Mounier, Barnave, Virieu, Bergasse, Clermont-Tonnerre, Dauphinois du dehors ou de l'intérieur. Leur pays est un pays de Nord-Est, en dépit des latitudes, un pays de gens braves, prudents comme on l'est aux sentiers alpestres, guettés par le précipice, exposés à ne trouver, pour y échapper, qu'un roc branlant où s'accrocher, au risque de l'entraîner avec eux dans l'abîme et de périr sous son poids. D'autres montagnards les avoisinent, un Malouet venu d'Auvergne, un La Luzerne, du plateau langrois. Un Parisien d'Irlande, un demi-Celte, Lally-Tolendal, cimente leur union de sa fougue, tâche à guider ces provinciaux sur le pavé de la capitale, plus glissant que leurs chemins familiers. Ils y trébucheront bientôt.

II

Barnave, pour l'instant, malgré ses réticences et sa crainte des foules, est l'adversaire du parti. On l'y verra, trop tard, après Varennes.

Virieu, député de la noblesse de Grenoble, soldat à jurons, irrégulier, indiscipliné comme tout soldat politicien, est le plus conservateur de la bande. Sa figure sympathique montre le front bombé d'un Chénier. Il s'obstine, taquine, s'emporte³. Bergasse, célèbre avocat, député de Lyon, prend la tribune pour une barre, y parle beaucoup, sans grand succès, en robin dépaycé, prétentieux, assez vide. En octobre, il quittera l'au-

3. Aulard, *Orateurs de la Constituante*, 373 et suiv.

dience; le public est trop bruyant : « Les tyrans sont à l'Assemblée. » Prenant son audace pour du génie, il inondera la province de libelles hostiles à la Constituante⁴. Lally, le seul qui ait l'oreille de la rue, est avant tout le fils d'une victime : député de la noblesse de Paris, nerveux, larmoyant, plein de bonnes intentions vagues, c'est l'homme d'avant le 14 Juillet, l'adorateur d'un saint Louis, qui, sous son chêne, entre deux Chambres, présiderait à l'embrassade nationale. L'échec du système tuera chez lui l'optimisme. Il émigrera, regretté, pleurant son Sénat mort-né, sa liberté anglaise à muselière, victime des circonstances et du caractère français. Improvisateur éloquent, vide, emphatique, ample, joufflu comme ses discours où il sert son père à toutes sauces, cet amoureux du drame, rhéteur sincère, sympathique, s'il n'est homme d'Etat, sent son pair à la Martignac. Il finira dans cette peau⁵.

Mounier, d'une étoffe plus solide, fils d'un drapier, comme Jourdain, veut, comme lui, jouer au seigneur. Au collège on l'appelait Caton. A Vizille, à Romans, il a tout fait, tout enregistré; roi du Dauphiné, il se croit roi de France : dans l'été de 1789, il en a l'air, pour ses amis. Mais il regrette le Jeu de Paume, il craint la lutte; Paris l'effraye, le Palais-Royal le menace, l'Assemblée lui multiplie les désillusions, la foule les huées; incapable, du fond de sa province, de concevoir la duplicité du Roi⁶, il remportera dans Grenoble son Montesquieu navré de coups, qu'il brandira vainement; pour le conserver, il s'exilera. Naïf, solennel, persuadé de l'incapacité de la nation à se gouverner soi-même, c'est encore un anglomane presbyte.

La Luzerne, évêque de Langres, dit sa messe pour le succès de la troupe, brave cardinal en herbe, à qui le bruit fait peur et qui lâche son fauteuil présidentiel au moindre incident, pour se faire rappeler avec excuses.

Mounier a trente-et-un ans, Virieu trente-cinq, Lally trente-huit, Bergasse trente-neuf. L'homme mûr, avec le prélat à peine quinquagénaire, c'est Malouet, né en 1740. Intendant de la marine à Toulon, diplomate au Portugal avec le comte de Merle, poète à la Marmontel, honnête homme à phrases, il a l'intelligence nette, le jugement droit, l'esprit un peu borné,

4. *Ibid.* 370. V. Et. Lamy, *Un défenseur des principes traditionnels sous la Révolution : Nicolas Bergasse* (1910.)

5. *Ibid.* 358; cf. Michelct, *Révolution*, II, 236, Châteaubriand, Mallet du Pan cité par Montlosier, II, 234.

6. *Ibid.* 352. V. L. de Lanza de Laborie, *Un royaliste libéral en 1789 : Jean-Joseph Mounier, sa vie politique et ses écrits*. 1887.

sans imagination ni élan. Bon administrateur en lutte contre la routine, il réforme chez Necker et Montmorin, comme à la tribune, un peu à la machine. Il croit Louis XVI capable d'initiative, et le passé ne lui donne pas toujours tort. Mais il a l'illusion d'être soutenu d'en haut, quand le Roi est nul et la cour sans plan précis. La prétendue capacité populaire l'inquiète; son écritoire, son sable à sécher l'encre ne valent pas les trente ans de ses collègues, ignorants audacieux et hâbleurs à pétarades. Lui, orateur prudent, donc inoffensif, qui lit ses discours comme des rapports, échappera par miracle au 10 Août et reviendra, raisonnable, servir l'Empire.

Clermont-Tonnerre dépasse ce monde où l'on parle anglais. Lui aussi parle anglais, et croit que la France l'entoure en le suppliant, et ses amis, d'ouvrir un cours pour la nation ! Il faut n'avoir pas trente-deux ans pour errer à ce point, pour s'obstiner, lutter, périr, victime de son rêve, en demeurant plus représentatif de son parti qu'aucun autre, parce qu'on vient de plus haut et qu'on sacrifie davantage. Dans la bataille, Stanislas jette sa parole, à défaut d'épée. Spirituel, ambitieux, entreprenant, vite rebuté, insouciant, difficile à fixer, chimérique, ne voyant le despotisme que dans l'abus, non dans la nature du pouvoir, il croira facile d'allier la liberté politique du peuple à l'autorité constitutionnelle du monarque, la liberté indéfinie de l'individu au caractère extrême du Français, porté naturellement à la « licence ». Eloquent, précis, lorsque, inspiré par le sujet, son génie dominant sa pensée captive son imagination, s'élançant alors aux conceptions les plus vastes, mais ne saisissant jamais les rapports secondaires, mauvais politique, ne connaissant les hommes et les choses que dans les sociétés et l'opinion de son petit Paris, s'attachant dans l'exécution aux moyens les plus bizarres, mécontent de la cour parce qu'il n'y est rien, ami pourtant du Roi et de l'Etat, il veut une Révolution pour le plaisir de la faire. Il travaille à la décider sans en prévoir à temps les suites, espérant la conduire et s'y rendre nécessaire. Flatté d'être chef de parti, d'occuper les salons, il croit avoir tout fait en désertant sa classe, en obtenant, pour sa part, le rappel du Gènevois, son grand homme, son modèle et celui de sa plume. Le génie ne perd point son temps en discussions : qui descend dans l'arène s'y doit mesurer à la populace, public et lutteurs. L'homme d'Etat est plus mystérieux.

Stanislas perdra la confiance de la foule sans reconquérir

celle de la cour. Flottant, armé de sa balance, entre les partis, il les mécontentera tous. Par inexpérience, présomption ou courage, il osera défier l'opinion dominante, impitoyable à l'adversaire. Ses efforts pour se relever achèveront sa perte⁷ : suspect aux Tuileries, traître à la rue, presque seul contre une façon de France consciente qui vocifère, il sortira, découragé, du Manège, le dernier des siens, oublié de la masse indifférente, non de la contre-élite dont il sera la première victime.

En relisant ses opinions, il se convaincra de la difficulté de combiner, à douze cents, un plan, au milieu de l'influence des circonstances. Du moment où la décision d'un premier article est portée, tous ceux qui, ne l'ayant pas approuvé, discutent le second, doivent raisonner dans une donnée qui n'est pas la leur. Il en résulte, entre leurs opinions du jour et celles de la veille, une sorte d'incohérence; on la sauverait dans une assemblée, en rappelant à chaque opinion l'hypothèse où l'on est forcément placé, celle qu'on a quittée forcément; mais aux assemblées jalouses, impérieuses, cette marche si simple, si loyale, paraît une coupable affectation. Il faut, pour réussir à les convaincre, n'employer que les arguments qu'elles adoptent, quitte à s'entendre dire : « Ce que vous avancez n'est pas vrai, car nous avons décrété le contraire⁸. »

Les circonstances ! Voilà le grand mot. Les événements de Paris ont exalté les têtes; sur les ruines de l'« arbitraire », s'est élevée une nouvelle forme d'administration que Stanislas juge défectueuse, ouvrage du hasard et des accidents. La Grand-Ville renferme tous les éléments combustibles. Jusqu'ici son « asservissement » avait seul contenu sa corruption, empêché des explosions désastreuses. En un jour, tous les ressorts compressifs rompus, on a vu s'abandonner à la licence des hommes que leur éducation, leurs vices n'avaient nullement préparés à la liberté. Une main téméraire saisit le vase au feu sacré; il lui échappe, la flamme consume le porteur au lieu de l'éclairer⁹.

Le 14 Juillet a fait peur aux modérés. Ils vont s'organiser pour en conjurer l'effet. Réunis, au nombre d'une quinzaine, chez La Luzerne, chez Malouet à Auteuil, chez Virieu aux Petites Ecuries¹⁰, ils prétendent correspondre avec trois cents

7. Ferrières, I, 97-8.

8. *Recueil*, II, 198.

9. *Ibid.*, I, xvii.

10. Aulard, *Orateurs*, p. 323.

députés du Tiers. Ils vont chez Louis XVI, au nom d'une soi-disant majorité, reparler du transfert à Soissons ou à Compiègne, et ils échouent¹¹. La masse confond d'avance avec les aristocrates purs ces bicaméristes à réformes, qui vont osciller et verser à droite sous la poussée de gauche. Car le parti « populaire » réduit la question au plus simple terme : « Nous voulons la liberté. » Voilà toute la force, toute la magie de la Révolution. Qui conteste conditions et moyens s'étiquette ennemi du bien public et, fût-il plus libéral que le timide Malouet, ne saurait échapper aux proscriptions d'une démocratie parvenue bien vite, en l'absence de tout frein, à cet excès d'ivresse et de fureur qui n'admet plus de composition¹². Les anglomanes croient l'ancien régime désarmé : la réflexion, un mouvement involontaire les attachent aux puissants, tombés dans le malheur, que d'augustes souvenirs environnent¹³. Réduits bientôt à la juste mesure du « vrai » patriotisme, celui de Malouet¹⁴, ils sont en butte aux attaques des privilégiés dépossédés. Nobles le plus souvent, ne doivent-ils pas à la royauté leur fortune, leur existence, leur noblesse, ces « entrepreneurs d'avilissement, aux sentiments dégradés comme leurs mœurs, honte de leur caractère et du siècle¹⁵ ? » Pourtant ils répugnent d'abord au concours d'un Mirabeau, vicié à leurs yeux par son souci de popularité. Trop tard, tout se fendra.

Ces liseurs bavards ignorent l'action. Beaucoup de députés bien intentionnés ont si peu d'énergie qu'on ne peut obtenir d'eux d'entrer dans la salle à l'ouverture des séances, ni d'y demeurer jusqu'à la fin : leur dîner en souffrirait¹⁶ ! Joignez-y l'influence, sur l'Assemblée, des spectateurs des tribunes, de moins en moins modérés et impartiaux, qui font circuler, dit-on, la liste des « traîtres » et pèsent, trop souvent, comme pouvoir d'à côté, sur la délibération des gens « raisonnables », l'inexpérience enfin de ces utopistes qui se croient en Angleterre et qu'une France en révolte entoure, dépourvue, de l'ossature d'une aristocratie habitant ses terres¹⁷, France acéphale, affolée, affamée, qui s'empêtrera demain aux nasses providentielles des Jacobins. Entre le marteau et l'enclume,

11. Malouet, I, 338-43.

12. *Ibid.*, I, 252.

13. Mme de Stael, *Considérations*, éd. 1862, I, 211.

14. *Mémoires*, I, 271.

15. Clermont-Gallerande, *Mémoires*, I, 158.

16. Mounier, *Recherches sur les causes*,.... II, 64.

17. Castellane, *Gentilshommes démocrates*, p. 144.

les modérés sont voués à l'écrasement. L'Angleterre, avec eux, paraît vaincue; la Normandie, avec Thouret, semble triompher; le vainqueur vrai, c'est le Jacobin unitaire, l'animal théologique. Qui dit Jacobin dit Breton, Celte, indigène. La victoire de la Révolution est bien française en dépit de certaines apparences. Mais l'idée anglo-normande, pendant un siècle, a mené le monde civilisé. Elle semble décliner aujourd'hui, sous la poussée d'un idéal nouveau, qui peut-être ne se réalisera, partiellement, qu'en l'épousant pour l'absorber, ou pour s'y absorber, comme le christianisme dans le monde romain.

III

Le 18 juillet, La Rochefoucauld-Liancourt remplace au fauteuil l'archevêque de Vienne, l'emportant de peu sur Clermont-Tonnerre, qui avait obtenu cent soixante-trois voix au premier tour¹⁸. Les affaires de Paris continuent d'occuper l'Assemblée. A Bertier massacré, la foule cherche des complices. Aubert, secrétaire du prétendu accapareur, passe pour l'avoir aidé dans ses opérations. Stanislas lui facilite sa justification par une lettre écrite, le 21, au président de l'assemblée électorale de Paris, qui la lit le 26 à l'Hôtel de Ville. Clermont-Tonnerre connaît l'inculpé, se porte garant de son civisme : dès avant la Révolution, Aubert s'est déclaré en maintes occasions l'ami du bien public¹⁹.

Cet universel soupçon angoisse tout le monde. Le jour où l'on disculpe Aubert, notre député assiste, à l'Hôtel de Ville, à l'ouverture, par le comité provisoire, d'un paquet saisi sur M. de Castelnau, qu'on a arrêté, le 23, sur le Pont-Royal, et emmené au corps de garde des Petits-Augustins²⁰. Ce terrible paquet contient, avec divers papiers, une lettre du duc de Dorset, ambassadeur d'Angleterre, au comte d'Artois, lettre que l'inculpé a voulu déchirer sur le moment. Bailly a d'abord informé l'Assemblée : Liancourt ne défait pas même la liasse! Le 27, M. de Châtenay réclame les lettres : on s'en occupera plus tard. « L'Assemblée, prononce Reubell, doit connaître des crimes intéressant la nation. » Réclamons les lettres ! « Il faut discuter le fond », insinue Bergasse. « Et

18. *Mercur*, p. 27.

19. Archives nationales, C 134 (dossier 14). Bailly-Duvevriér, II, 437.

20. *Point du Jour*, I, 298.

le secret des correspondances ? » s'indigne Camus le janséniste. Boufflers et Du Pont de Nemours crient casse-cou : une fausse correspondance a perdu Turgot. Tant pis pour le secret des lettres, déclare Gouy d'Arsy : les circonstances justifient tout. Là-dessus arrive un billet de Castelnau lui-même. Apprenant le transfert du paquet à l'Assemblée, il a demandé à Dorset, pour les méfiants, l'autorisation de tout ouvrir : on ne trouvera que des compliments au comte d'Artois !

Mais Robespierre est là : « L'Assemblée ne doit pas ménager les conspirateurs ! »

Clermont-Tonnerre intervient ; la lettre lacérée seule intéresse, et il n'y a rien dedans²¹. On a d'autres soucis : que signifie ce désordre ? Pourquoi les tribunaux se taisent-ils ? Leurs députations et hommages ne valent pas le moindre arrêt. La justice ne fait rien pour le bien public, ni pour l'ordre. « Que ce silence est coupable ! Que ce silence est alarmant²² ! » Stanislas, « toujours si sage et dont l'opinion est toujours si bien motivée, semble cette fois s'écarter quelque peu de la justesse de ses principes²³ ». Il ne comprend pas encore que « l'ordre » est suspect à la foule, odieux à l'Assemblée, comme l'armée royale, comme les tribunaux d'ancien régime, comme tout ce qui existe et dont on a souffert. Et ce n'est pas fini. Voici une lettre des édiles de Nogent-sur-Seine, qui annonce, en demandant des instructions, l'arrestation de l'abbé de Calonne, député suppléant du clergé de Melun, déguisé en « M. Héraut, allant à Spa », car il craint pour sa vie. On l'a reconnu, appréhendé, trouvé nanti de lettres à son adresse, en français, en anglais, voire même de chansons : encore un conspirateur ! C'est non pas vers les juges officiels que l'instinct populaire se tourne, mais vers les guides réunis à Versailles, qui ont la confiance des masses. Clermont-Tonnerre n'en peut revenir, ni Volney : « Depuis huit jours, nous ne nous occupons point des affaires de l'Etat. Il faut renvoyer tout cela à un comité. » Comité, le nom est lâché, de la terrible machine à compliquer. On remet l'abbé en liberté, malgré son nom que Stanislas trouve suspect, lui, suspect de demain. Bientôt on ne relâchera plus²⁴.

Cependant il faut travailler. L'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé, rend compte des premières séances du

21. *Journal de Paris*, du 28, p. 943.

22. *Assemblée nationale*, II, 202-3. *Point du Jour*, p. 315. *Mercure*, p. 66.

23. Gorsas du 28, p. 13.

24. *Assemblée nationale*, II, 205. *Mercure*, p. 67.

comité de Constitution. Le passé est aboli : la régénération est à l'ordre du jour.

Clermont-Tonnerre a compulsé les cahiers. Pour satisfaire à leurs demandes, il est nécessaire de définir, d'établir les pouvoirs, d'énoncer une déclaration des droits de l'homme dont on puisse à tout moment rapprocher la Constitution. La mode en vient d'Amérique (du moins beaucoup le croient); les projets affluent. Sieyès a fait imprimer le sien : en phrases solennelles, il a parcouru tout le cycle humain ! Le prélat, onctueux, couvre de roses et d'épines cette prose d'idéologue, « sagace, précise, sévère, trop belle, avec tous les inconvénients du parfait ». Mounier, plus facile à suivre, enchaîne moins les choses et s'attache aux idées de La Fayette. Peut-être faudrait-il concilier Paris et Grenoble. Les cahiers réclament des Etats périodiques; le Comité veut des Etats permanents. Les uns demandent une seule Chambre, les autres plusieurs. Ici l'on craint une nouvelle aristocratie; là, on pense que deux Chambres offriront plus de stabilité, de maturité, dans la délibération. L'intervention du Roi, que les hommes prudents agitent à l'arrière-plan, serait vaine contre la « masse nationale » d'une assemblée unique dont ils craignent le caractère primesautier. L'Angleterre et l'Amérique ont deux Chambres, insiste l'archevêque, en cédant la parole à Stanislas.

« Nous marchions avec les idées et les principes, écrira plus tard celui-ci : pénétrés de respect pour les vœux articulés de la nation, nous ne concevions même pas qu'il fût possible de vouloir suivre une autre marche, et la nuit du 4 Août ne nous avait pas encore appris que l'on pouvait se livrer aux circonstances, prendre avec elles le vol le plus haut, le plus rapide et le moins réglé, jouer pour ainsi dire, au hasard, la régénération française, et abandonner la génération présente à toutes les chances de ce jeu cruel. L'avenir indiquera si nous avions bien ou mal vu²⁵. »

Tous ces gens-là se croient fontainiers de Jouvence : « Messieurs, débute notre rapporteur, vous êtes appelés à régénérer l'Empire français. » L'Empire, déjà²⁶ ! L'expression est courante en 1789; elle sent sa Rome et son David. Le comité présente la moelle des cahiers, avant de donner son avis et d'écouter les faiseurs de chartes. Les uns veulent la réforme des abus, « le rétablissement d'une Constitution vieille de qua-

25. *Recueil*, II, 20 et suiv.

26. Ce mot figure dès 1637 au titre d'une carte de France de Tavernier (B. N., Cartes. Ge. D. 7679).

torze siècles ». Les autres, ne conservant que la forme monarchique « chère à tous les Français », demandent un bateau neuf, à cloisons étanches, avec enseigne exotique. L'enseigne, c'est où l'on se heurte, les joues gonflées « de ces droits imprescriptibles pour le maintien desquels la société fut établie ». Et Clermont-Tonnerre égrène le chapelet national : monarchie, Roi sacré, inviolable, hérédité mâle, pouvoir exécutif au Roi, fonctionnaires responsables. Quelques cahiers reconnaissent au prince un pouvoir législatif limité par la Constitution, un pouvoir de police provisoire, bon pour les vacances si les Grandes Robes le veulent bien, et si les commissions intermédiaires des districts y consentent à deux contre un. La sanction est généralement accordée au souverain, comme à l'Assemblée le pouvoir législatif. Charlemagne ressuscite pour le dire en latin : « *Lex fit consensu populi et constitutione Regis.* »

Même désaccord au sujet de la convocation des Etats, par eux-mêmes ou par le Roi, sous réserve, en ce cas, d'un nouvel appel après dissolution. La majorité des cahiers, tenant pour la périodicité, se méfie des commissions intermédiaires. Ici, on conserve les ordres, on veut réunir les privilégiés en une seule Chambre; ailleurs, on propose de répartir le clergé entre les deux assemblées ou de donner à la noblesse une représentation double de celle de l'Eglise, le tout étant égal aux Communes. Un bailliage plaide pour « l'ordre des campagnes ». D'autres excluent des Etats les gens de la cour, sans doute au nom des droits imprescriptibles, et déclarent les députés inviolables. Sur le vote par tête, les faits ont décidé : mais des hommes à précautions exigent une majorité des deux tiers. Par contre, on s'entend à ne consentir l'impôt, l'emprunt que jusqu'à la prochaine session. « Cette clause impérative a paru à tous vos commettants le garant le plus sûr de la perpétuité de vos Assemblées nationales. »

On réclame des Etats provinciaux, des droits civiques : liberté, propriété, liberté de la presse, suppression des lettres de cachet, du cabinet noir; de ces deux derniers points surtout il faudra tenir compte,

« rassurer ce sentiment de l'honneur français qui, par son horreur pour la honte, a quelquefois méconnu la justice, et qui mettra sans doute autant d'empressement à se soumettre à la loi, lorsqu'elle commandera aux forts, qu'il en mettait à s'y soustraire lorsqu'elle ne pesait que sur le faible. »

Il faudra calmer les inquiétudes de la religion sur les libellés. Le clergé,

se rappelant que la licence fut longtemps la compagne de l'esclavage, reconnaîtra lui-même que le premier et naturel effet de la liberté est le retour de l'ordre... et du respect pour les objets de la vénération publique. »

Il ne tardera pas à s'en apercevoir, en effet !

Stanislas l'avoue : tout cela manque d'ensemble, de précision; il n'y a que des ébauches. Personne n'a parlé d'organiser la représentation, l'éligibilité,

« La nation a voulu être libre, et c'est vous qu'elle a chargés de son affranchissement : le génie de la France a précipité pour ainsi dire la marche de l'esprit public, accumulé pour vous en peu d'heures l'expérience que l'on pouvait à peine attendre de plusieurs siècles. »

Après Clermont-Tonnerre, Mounier se fait applaudir en débitant les vingt-trois articles du catéchisme civique, les trente-cinq paragraphes où le Roi de France est naturalisé Anglais ! L'impression de ces documents est votée et les lecteurs doivent pleurer de tendresse, ceux du moins qui, sachant les langues et ayant voyagé, croient comprendre l'idiome des Menus...

Clermont-Tonnerre lit le lendemain, avec force extraits d'adresses laudatives, le texte des nouveaux pouvoirs donnés à leurs députés par les nobles des divers bailliages²⁷. Déjà, un peu partout, le peuple refuse l'impôt. Ce jour-là on établit le comité des recherches, que Stanislas jugera plus tard illégal et qualifiera de monstrueuse inquisition.

« Il s'est érigé en chambre ardente... La postérité ne prononcera son nom qu'avec horreur : son existence et ses excès nous ôtent à jamais le droit de reprocher la Bastille à l'ancien régime... L'abus coupable qu'il a fait des pouvoirs qu'il a usurpés m'a inspiré pour lui un sentiment de mépris qui est quelquefois devenu de l'indignation... Si jamais la véritable liberté arrive en France, elle s'étonnera bien que l'on fasse remonter son ère à l'époque où il existait une aussi méprisable tyrannie²⁸. »

Le 29, on s'occupe des archives, qui déjà grossissent. Notre secrétaire, élu président de la commission, aura trois employés sous ses ordres²⁹, les sieurs Aubusson, Egasse et Vigneux, payés 150 livres par mois; Egasse, bientôt passé, sur l'ordre de Stanislas, au service de la correspondance, sera

27. *Mercure*, p. 74, 81.

28. *Recueil*, I, xxx; III, 291.

29. Arch. Nat. C 27 (198).

remplacé par Le Coq de Cauville, protégé de Camus. Le 4 août seulement, l'Assemblée élira pour archiviste ce même Camus, honnête érudit bourgeois, qui aura le premier la garde des titres de noblesse de la France. Il eût semblé naturel de choisir quelque bénédictin; mais on ne pensera qu'aux fragiles paperasses des procès-verbaux et des adresses. Deux voix iront à Stanislas et deux à La Rochefoucauld : pourquoi les 531 électeurs du religionnaire Camus désigneraient-ils de grands seigneurs pour conserver les parchemins des ancêtres ? Cela se passe à six heures du soir, quand s'annonce la nuit qui va tout bouleverser.

IV

Necker est de retour, porté sur les épaules des foutes. Le 30 juillet au matin, Paris lui fait un accueil enthousiaste. Douze députés sont venus de Versailles pour le recevoir au nom de l'Assemblée. La musique militaire joue; les cris d'allégresse couvrent la voix des cuivres. Le héros du jour monte à la grande salle de l'Hôtel de Ville, suivi de son compère Saint-Priest, le nouveau ministre de la maison du Roi, de Lussignan, de Clermont-Tonnerre et d'un tas de gens chers au pavé. Mme de La Fayette est là, — une Noailles — avec tous les métèques, avec tous les Barbares, Helvètes, Vandales, Sarmates, la femme du Génevois, sa fille, son gendre, les princesses Potocka, Ezewiska, Lubomirska : celle-ci dévore Stanislas des yeux³⁰ ! On dirait déjà la horde des vingt nations que le Corse enliserait sous les neiges moscovites. C'est, dans la maison du peuple de Paris, le triomphe apparent de l'Etranger, de son œuvre, de ses idées, de ses intrigues. Et, sur la défaite de la vieille France, la France nouvelle hurle sa joie. Car on sent ce que les événements ont d'universel : et le caractère européen, humain de la Révolution n'échappe à personne. Il faut que le revenant paraisse au balcon, qu'il salue les curieux dont la Grève est noire. Dans ce tumulte, Stanislas lit un papier municipal déclarant férié le jour de l'heureuse rentrée. L'autre en larmoie, et tout avec lui³¹.

C'est l'heure du pardon : Clermont-Tonnerre le pense. Les meurtres de Foulon, de Bertier, lui ont paru des taches.

30. Duveyrier, dans Chassin, III, 655, Lacroix, *Actes*, I, 46.

31. *Mercure*, 129-30, *Journal de Paris*, p. 952.

« Je craignais que nous ne devinssions atroces : je me rappelais la Saint-Barthélemy, le maréchal d'Ancre, et je me disais avec douleur : Ne sommes-nous donc pas dignes d'être libres ? »

Car, avec tout son temps, il flétrit le geste national de 1572 et, ce qui est plus curieux, le coup de pistolet libérateur de Vitry.

Stanislas va plaider pour Bezenval, un Suisse encore, serviteur de l'ordre abattu. Ce malheureux est prisonnier ; il a voulu sauver la Bastille, et Clermont-Tonnerre en a fait hier un ennemi. « Alors il commandait, il pouvait être dangereux. » Tout est changé : notre député, venu en témoin, derrière Necker, ignore la rivalité des électeurs et des représentants de la Commune. A ceux-ci le ministre demande la liberté de son compatriote ; son discours séduit. « Un seul homme, et je n'ai jamais demandé et ne demanderai jamais son nom, fit quelques observations et parla d'inconvénients. » Que craindre, quelles lumières tirer d'un soldat étranger, agent aveugle et forcé d'une autorité à laquelle seul il doit répondre³² ? Necker a parlé, électrisant Stanislas, qui va persuader, obtenir un ordre favorable.

« Pardonnons aux vaincus, s'écrie Clermont-Tonnerre, comme nous avons combattu les superbes..... Daignerons-nous encore haïr des ennemis quand nous n'avons plus à les craindre ? Que peut-on nous opposer ? Des armées ? Nous les battons. Des injures ? Nous nous taisons. Montrons à l'Europe le Français dans toute sa gloire, dans tout le charme de son caractère. »

On l'écoute, on s'élance, on crie pardon, amnistie ! Chacun veut rédiger l'ordre de libérer Bezenval³³. Stanislas sort, content de soi et du caractère national « qu'il est si facile d'égarer, mais qui revient avec tant d'énergie à sa générosité primitive ». Les principes sont saufs, car les criminels de lèse-patrie — la nouvelle Majesté — quoiqu'on doive penser demain, ne reçoivent pas leur grâce. Lèse-nation, l'orateur n'a point parlé de ce crime, qui, dira-t-il dans deux ans, « a servi nos nouveaux tyrans comme celui de lèse-majesté Caligula ». Il n'a songé qu'aux gens de qui Paris voulait encore la tête. Pour lui, Foulon, Bertier, les invalides de la Bastille, toutes victimes de la fureur d'en bas, ne sont pas des criminels de ce genre. « On n'en voulait juger aucun, mais ils étaient des ennemis ; la haine les avait proscrits, les aurait immolés. » La

32. *Recueil*, I, xviii et suiv.

33. Lacroix, I, 46-51.

nation, délivrée par le retrait des troupes, peut-elle refuser le droit de grâce à la capitale, auteur de son salut ?

« C'était par des traits semblables qu'il fallait honorer cette Révolution, et non pas en souillant une marche triomphale par d'abominables trophées. Ces raisons n'ont pu l'emporter sur la peur. A la Ville, on a craint les districts; dans les districts, on a craint le peuple; à l'Assemblée, on a craint Paris. »

Bailly va défaire ce que Clermont-Tonnerre a fait. Rentré dans la grande salle, il refuse de signer l'arrêté « inconstitutionnel, dangereux, déplacé³⁴ ». Il n'est pas seul de son avis : les Menus l'écouteront, feront ramener Bezenval. Cette première faute de la Constituante, Stanislas la dénoncera d'une voix faible, car on le soupçonne, de son aveu, de défendre son œuvre³⁵. Ajoutez l'erreur irréparable du Gênois, que son ami, répliquant un jour à Brissot, reconnaîtra, en l'attribuant « aux ennemis de la paix, aux envieux³⁶ » — lisez Bailly — gens à vaines subtilités. Necker cesse d'insister sur ce qu'il a obtenu en récompense de ses « services » et comme condition à son retour. C'est ouvrir les portes à toutes les attaques, se montrer capable de céder, abdiquer les droits dévolus par la confiance publique, et qu'on eût respectés si leur veule détenteur les eût voulu défendre.

Aussi un libelliste, qui signe « Le Véridique », blâmera demain Stanislas, cet homme sensible qui, oublieux des maux passés, des dangers présents, laisse son cœur vaincre sa raison, cet homme de qualité qui profite de la faiblesse du ministre pour séduire les électeurs de Paris, leur faire dicter des lois à la France. Bientôt les « Véridiques » ne protesteront plus aussi fort à ce propos.

« Quoi ! Monsieur le comte, vous faites une motion en faveur des traîtres qui ont voulu égorger la moitié de la nation, dans l'orgueilleux espoir de donner des fers à l'autre ! »

L'Evangile dit bien de tendre la joue gauche, mais Clermont-Tonnerre n'est point évêque : « Cette morale ne doit pas être celle des Empires. » Parler d'amnistie générale, quand tous les « traîtres » ne sont même pas connus, pardonner à des ennemis qu'on n'a pas réduits à l'impuissance, en faire des citoyens quand ils conspirent encore peut-être contre la liberté, quand ils n'ont fui que la menace à la bouche, quand

34. *Mém.*, II, 363.

35. *Recueil*, I, xxvii-xxix.

36. *Ibid.* III, 377.

cette menace n'est pas vaine, comme on vient de l'apprendre : quelle folie ! — Certes, il y a lieu de croire aux bonnes intentions du gentilhomme : mais a-t-il parlé le langage d'un député en proposant une décision que l'Assemblée ne se fût jamais permise ? Il doit avoir demandé sans l'intention d'obtenir, pour faire le généreux, en dédaignant les circonstances. Cependant il faut du zèle civique chez un élu de la nation, chez un Français digne de ce nom.

« Lorsqu'on n'embrasse pas de tout cœur la cause de la liberté, on doit bien se garder de se montrer trop favorable à l'aristocratie, ce qui aurait un air de complicité. »

C'est Necker qui a commencé ? J'entends : mais Auguste ne fut-il pas sanguinaire, avant sa clémence ? Necker a eu tort, et Clermont-Tonnerre, et les électeurs ; leur arrêté est simplement ridicule, qui regarde comme seuls ennemis de la nation les fauteurs de désordres : s'agit-il pas des aristocrates en personne ? Le « Véridique » se garde d'ajouter que les « aristocrates » sont les complices inconscients de l'émeute. Il ouvre son histoire grecque, parle d'on ne sait quels Abdéritains rendus fous par le soleil. Pitié ici, fureur là, il n'est homme sensé que l'arrêté ne révolte. On pardonne pour cette fois au motionnaire ; mais gare à lui s'il récidive ! L'œil de la nation est ouvert sur les avocats de Versailles : tant pis pour Stanislas s'il ne se conduit en homme éclairé, en honnête homme, en député, en « vrai » citoyen, puisqu'on veut bien encore le reconnaître comme tel, et non sans le saluer respectueusement³⁷.

Le « Véridique » n'est pas seul à voir clair. En quittant l'Hôtel de Ville, Clermont-Tonnerre s'est promené au Palais-Royal : une estampe l'a un moment arrêté, qui figure cinq têtes abattues aux pieds d'un calculateur : « Qui de 20 paye 5, dit la légende, reste 15. » Sur le public qui tout à l'heure applaudissait, le bruit répandu de l'arrêté en faveur de Bezenval fait bientôt mauvais effet, grâce aux menées des « apôtres de l'insurrection » empressés à montrer Necker, Stanislas et le Conseil de ville comme des traîtres, complices des privilégiés³⁸. Contre cette manœuvre, le rêveur s'indigne :

« Alors, écrira-t-il, se démasqua pour la première fois cette faction

37. *Lettre à M. le comte de Clermont-Tonnerre sur sa motion...* B. N., 8° Lb ³⁹ 7538.

38. Gorsas du 4 août, p. 116. — *Correspondance d'un député de la noblesse de Marseille avec la marquise de Créquy*. 1^{er} août. (*Revue de la Rév.* 1883, 103).

qui voulait une nouvelle Révolution dans la Révolution, dont les calculs nous condamnaient à passer par toutes les horreurs de l'anarchie. Elle s'attacha premièrement à renverser M. Necker, à tromper le peuple sur ses vrais amis, à le conduire au crime par la défiance. Ce changement me frappa, je conçus pour la première fois des doutes, et bientôt les premiers succès des factieux les changèrent en certitude³⁹. »

Et la Constituante se laissera prendre au piège :

« On ne cachera pas à la postérité les fautes nombreuses qui dès lors ont écarté l'Assemblée de la route qu'elle devait suivre invariablement : elle a été quelquefois faible et quelquefois exaltée. »

Clermont-Tonnerre ne semble pas voir, de son cabinet, que l'Assemblée, image si souvent fidèle de la nation, partage les enthousiasmes et les craintes de ses commettants.

V

Les fonctions de secrétaire de Stanislas prennent fin le 3 août, jour où Le Chapelier est élu président. Avant de quitter le fauteuil, le duc de Liancourt doit entendre la proposition de Bouche, député d'Aix, qui l'invite à placer sur son bureau un sablier d'une durée de cinq minutes : le premier bassin rempli, l'orateur sera averti que son temps est passé. Les muets applaudissent, comme les gens pratiques ; les bavards s'indignent. La Rochefoucauld proteste, et Clermont-Tonnerre après lui. Quoi ! venus pour « rétablir la liberté », ces gens veulent supprimer le droit de parler ? Il faut du courage pour combattre une motion tendant à faire gagner du temps, à éviter de l'ennui, ajoute plaisamment l'orateur. Mais voyez les Anglais — eux, toujours ; — ils parlent pendant deux heures et plus.

« Je n'en saurais dire davantage. J'en demande bien pardon à la nation, mais la crainte de passer les cinq minutes m'empêche de rallier aucune idée : cet exemple vaut mieux que toutes les raisons⁴⁰. »

Bouche remporte son sablier, et Target le console, qui accordait jusqu'à dix minutes. Pétion fait décider que partisans et adversaires des projets de loi parleront tour à tour.

Clermont-Tonnerre reprend la parole pour affaire personnelle. En province, la jacquerie a commencé. Des nouvelles terribles arrivent d'un peu partout. Le comte de Courtivron, beau-frère de notre député, était avec sa famille aux eaux de

39. *Recueil*, I, xv-xviii.

40. *Logogr.* II, 326.

Luxeuil, chez l'oncle Aynard, abbé du monastère, lorsque, le 10 juillet, cinquante paysans de Fougerolles ont fait irruption, démolissant tout chez un huissier et chez un receveur des aides. Le maire a signifié aux nobles et parlementaires en villégiature d'évacuer la ville dans les vingt-quatre heures, ayant reçu avis qu'on incendiera leurs logis. Le 11, la garde bourgeoise laisse entrer la bande et forcer l'abbaye, piller les caves, brûler les archives, extorquer au vieux commendataire, en brandissant des haches, tous ses droits seigneuriaux sur vingt-trois domaines. Il réside là depuis quarante-six ans et passe dans son monde pour un bienfaiteur du pays ! Courtivron et lui s'enfuient dans la nuit, poursuivis au son du tocsin, et peuvent à peine gagner Plombières, d'où les bourgeois, craignant de se compromettre, les obligent à déguerpir. Sur la route, deux cents forcenés pensent briser la voiture. Les malheureux touchent enfin Porrentruy où ils se savent en sûreté. Quand Courtivron peut revenir, il essuie la fusillade de la bande qui a pillé l'abbaye de Lure, au cri de : « Mort à la noblesse ! ». Sa femme Christine, sœur de Stanislas, a été portée, malade, au château de Vauvillers, propriété de la branche aînée des Clermont-Tonnerre⁴¹, qui est dévasté de fond en comble par des Vosgiens étrangers au pays ; on la cherche partout ; elle n'échappe qu'en se cachant dans un grenier à foin tandis que la duchesse de Tonnerre est péniblement sauvée par les chasseurs de Vesoul. Courtivron veut emmener sa femme en Bourgogne : mais il apprend qu'à Dijon la foule bloque les nobles, et que dans les campagnes les châteaux risquent l'incendie⁴².

C'est pour l'abbé de Luxeuil que son neveu demande un passeport : le vieillard écrit de Bâle. Stanislas gémit d'avoir pour parent un homme d'opinions rétrogrades ; mais ce n'est pas un crime, dit-il, de penser ainsi. L'abbé ignore, à coup sûr, les menées des ennemis de la nation : muni du passeport sollicité, il va venir à Paris. L'Assemblée accueilli cette prière par un murmure favorable, mais Noailles craint de compromettre l'autorité de ses collègues ; ne risque-t-on pas de créer un précédent ? Il faut examiner la question. Mirabeau renchérit : les passeports ne regardent pas l'Assemblée. On a inquiété le duc de La Vauguyon, arrêté au Havre, M. de Dam-

41. Chef-lieu de canton, arrondissement de Lure; bâti au XVIII^e siècle par les C.-T., ce château sert aujourd'hui de mairie (Joanne, *Dictionnaire*, V. Vauvillers).

42. Taine, *Origines*, éd. in-12. T. III^e, 120-21 (sans références). Mgr de Beauséjour, *Les Clermont-Tonnerre comtois*, p. 54-56.

pierre à Moret. Lally réclame pour tout le monde la liberté des routes. Le comité des rapports accorde la sauvegarde demandée⁴³.

Clermont-Tonnerre n'assiste pas, le 4, à cette partie de la séance qui voit s'écrouler huit siècles de féodalité : il n'a donc point part au « suicide » de la noblesse, dont, si souvent, on exagérera la portée. Il le jugera sévèrement, déclarant l'Assemblée « exaltée » en cette circonstance :

« Attaquant toutes les propriétés en même temps et renversant l'ordre ancien dans toutes ses parties, elle a ouvert à l'anarchie le champ que la liberté seule devait occuper⁴⁴... Ce qu'on décréta de raisonnable aurait pu l'être avec plus de temps et de réflexion; et le temps et la réflexion auraient empêché d'admettre quelques dispositions injustes. »

Dès le surlendemain, à la séance du soir, il intervient à propos de la suppression des colombiers, proposée par Du Port. L'Assemblée est partagée; l'un veut la fermeture des colombiers pendant les semailles, sauf dans le cas où le propriétaire possède au moins cent arpents. L'autre réclame en faveur des provinces où le droit de colombier est universel. Sieyès est mal reçu, qui demande pour chacun le droit de tirer sur ses terres.

« Hier on supprime les colombiers, opine un cultivateur, aujourd'hui on veut les conserver. Ce ne sont pas les Etats généraux, mais les Etats éternels ! »

Tumulte à ce mot : Le Chapelier veut s'en aller. Clermont-Tonnerre crie qu'il faut adopter le projet du comité ou supprimer les colombiers. Rabaut-Saint-Etienne prêche l'abolition du droit exclusif ; les pigeons, renfermés aux époques fixées par les communautés, seront pour ce temps-là sacrés fauves et voués aux fusils de la nation. Ce compromis plaît à la majorité ; pour en arriver là, on a siégé jusqu'à onze heures !

Le 7 au soir, c'est bien autre chose : il s'agit des armes de chasse. L'évêque de Chartres, Lubersac, prône des engins « innocents ». Buzot, reconnaissant qu'« on craint l'effervescence de gens armés », s'inquiète de savoir à qui accorder ou refuser le port d'armes qui, par endroits, n'offre aucune gêne. Pour Custine, il y a lieu de favoriser la destruction des bêtes

43. *Nouvelles du Versailles*, du 5. *Correspondance du Palais-Royal* n° 3 du 6, p. 15.

44. *Recueil*, I, xxxi.

nuisibles. « Vite, un règlement ! » insinue Malouet, qu'appuie Target.

« Les moyens employés pour défendre les propriétés, déclare Stanislas, ne doivent pas nuire à la chose publique, mais aucun détail ne peut être fait dans ce moment. »

Il propose l'adjonction de réserves invoquant les lois de police éventuelles, et fait assez bon marché de l'inquiétude des gens paisibles :

« Il ne faut pas s'étonner que le ressort de la liberté, comprimé par deux siècles de pouvoir arbitraire, se détende aujourd'hui avec impétuosité. Mais tout va rentrer sous l'empire des lois. »

Et l'optimiste passe aux capitaineries,

« régime qui a mis les hommes au-dessous du gibier, précipité dans des cachots ceux qui avaient blessé le privilège exclusif; vous n'avez rien fait si vous n'abolissez pas les capitaineries. Une seule idée mérite l'examen : les plaisirs du Roi. »

Il veut faire libérer les braconniers par l'Assemblée⁴⁵. Le prince de Poix l'appuie ; le duc d'Orléans, pour ennuyer le gros cousin, englobe les capitaineries royales dans l'exécution. Le pratique Montboissier parle de rembourser les charges. Le président ayant fait passer l'article qui abolit le droit exclusif de chasse et autorise chacun à détruire le gibier sur son héritage, on réclame pour le Roi l'honneur de sacrifier un plaisir que d'autres lui laissent, malgré Mirabeau pour qui le Roi n'est pas constitutionnellement grand veneur. Pas d'exception ! Fréteau vient à la rescousse; les capitaineries succombent. Le remboursement ne regarde que les tribunaux. Pourtant, on pense que les capitaines des chasses doivent l'opérer. Un vague article rassure les gens spoliés et le monarque, à grand renfort de « moyens compatibles » avec le respect des biens particuliers et des plaisirs du Roi. Clermont-Tonnerre a perdu et gagné.

Ce même jour il plaide avec succès pour l'emprunt de trente millions. On implorera Necker, qui croit pouvoir aidé de ses amis, conduire l'Assemblée et maîtriser les événements⁴⁶. On écoute Stanislas ; Clermont-Lodève l'appuie, n'objectant que la nécessité de discuter la forme. Seul, Camus préfère attendre le rapport du comité des finances, que le duc d'Aiguillon lira le lendemain. D'Entraigues prêche l'économie;

45. *Point du Jour* du 8, p. 61.

46. Ferrières, I, 191. *Mercur*, p. 226.

Lally trouve l'emprunt indispensable. Mais comment le garantir ? Pour Barnave, il faut supprimer l'impôt annexe. Pour Mirabeau, très applaudi, la fortune personnelle des députés est la meilleure couverture.

Mais, insinue La Coste, les biens ecclésiastiques sont d'une tout autre solidité. On sursaute; la nation n'a qu'à revendiquer le domaine de l'Eglise; l'audacieux marquis brandit déjà un projet remplaçant les dîmes et les revenus du clergé par des pensions et honoraires, et supprimant les ordres religieux. Alexandre de Lameth approuve; les soutanes interrompent. Mirabeau-Tonneau veut diminuer les pensions et prêche d'exemple, offrant ses deux millions de la guerre d'Amérique: il songe à constituer un comité pour cette besogne, et on l'appuie. Grégoire, filant entre deux eaux, plaide pour Lameth et les droits du clergé.

Clermont-Tonnerre, à jamais persuadé que le consentement du clergé est le seul titre de propriété de la nation sur les biens de l'Eglise⁴⁷, retient seulement qu'on aura besoin d'argent. Sans doute les électeurs ne veulent rien entendre avant le vote de la Constitution.

« Mais ce qu'on doit appeler Constitution est déjà fait, car S. M. a annoncé qu'elle sanctionnerait toutes les décisions de cette Assemblée. »

Il faut accorder l'emprunt, que Necker propose d'établir en titres au porteur. A l'unanimité, on le vote. « Adroit et peut-être captieux », tel paraît à quelques-uns l'argument de Stanislas⁴⁸.

VI

A Corbeil, comme partout, on a peur. On a formé une garde nationale, métamorphose de la garde bourgeoise d'antan. Il y a des brigands dans les bois, hussards ou pandours, on ne sait: mais tout le monde les a vus. On s'arme, on bat la campagne, on prend à Champlâtreux les vieux canons, trophées du maréchal, et l'on attend. Mais que dira M. le comte ? La Ville lui écrit une lettre patriotique: il répond le 8 août. L'Assemblée, annonce-t-il, a supprimé le droit de chasse et les capitaineries. Aux citoyens de l'aider dans son travail si difficile en maintenant la paix, en n'ajoutant pas foi aux

47. *Recueil*, I, xxxii.

48. Gorsas du 10, p. 218.

mauvaises nouvelles répandues dans le dessein d'ameuter le peuple. Il n'y a plus ni despote ni soldats à craindre, la féodalité s'est suicidée; il faut éviter de souiller la Révolution, « œuvre de justice et de patriotisme ». Tout en se disant « fort aise » que ses gens aient remis les canons aux trembleurs, il doute que ces armes soient nécessaires; néanmoins, la Ville pourra les garder aussi longtemps qu'elle le croira bon, et même conserver définitivement les deux plus gros à l'Hôtel de Ville comme un hommage personnel du propriétaire⁴⁹.

Avec la peur règne l'enthousiasme. De braves gens, inquiets de ce long cri de détresse financière qui a retenti dans toute la France, s'imaginent combler la mer avec une larme patriotique. De pauvres paysans apportent un don gratuit de huit cents livres; on pleure, on applaudit, « émotion qui est le véritable hommage qu'on doit à la vertu » : on leur accorde les honneurs de la séance. Clermont-Tonnerre leur exprime en termes heureux combien cet exemple, donné par une classe si utile, touche l'Assemblée sans l'étonner.

C'est le 10 août au soir⁵⁰ : le matin on a parlé du serment à exiger de l'armée, car la hantise du coup de balai persiste. Stanislas observe que les troupes de Brest ont déjà juré; il faut que tout le militaire les imite : l'Assemblée donnera la formule⁵¹. Vite, un décret : le serment sera prêté à la nation, entre les mains des municipaux. Le 13, les commentateurs affluent : ce texte obscur veut-il dire qu'on jurera en présence des municipalités, ou que c'est à elles que l'armée réserve son hommage ? Virieu réclame une correction; Clermont-Tonnerre demande si les troupes pourront être appelées à la réquisition des autorités civiles *ou* municipales ou des autorités civiles *et* municipales ? Il tient pour *et*. Mirabeau fonce sur les municipalités, dont une formule maladroite porterait la tyrannie au comble : les forces militaires ne doivent jamais être subordonnées aux forces civiles, ou bientôt il n'y aurait plus d'armée. On adopte les amendements de Virieu et de Stanislas. Le grand coupable est Mounier, rédacteur du décret primitif. Les curés, truchements entre l'Assemblée et le peuple, liront au prône ce décret qui brise l'épée du Roi, et montreront du zèle en sa faveur !

Cependant l'idée de La Coste fait son chemin. Le 13, au

49. Corbeil, Archives municipales, BB 10, fol. 226, marge.

50. *Journal de Paris* du 12, p. 1157.

51. *Point du Jour* du 11, p. 88.

soir, on traite du remplacement des dîmes : un arrêté se prépare, et le terme de remplacement fait les frais de la séance. Le projet a été imprimé « tout au moins très inexactement », affirme Clermont-Tonnerre, et ce « tout au moins » signifie plus qu'on ne voudrait dire et que certains ne voudraient entendre⁵². On vérifie : il n'y a pas d'erreur. N'a-t-on pas voulu dire *traitement*? Pour un peu, la délicatesse de certains députés serait en cause⁵³. Le clergé, sortant d'un silence suspect, éclate bientôt en récriminations. Jamais la salle n'a entendu pareils cris.

« L'Étranger qui arrive des provinces avec le sentiment de vénération si bien dû à l'Assemblée, qui s'attend à voir de graves sénateurs immobiles et silencieux sur leurs sièges, doit être bien surpris d'entendre une multitude de voix confuses qui roulent avec fracas; de voir des membres se lever avec vivacité et parler quelquefois avec emportement. C'est cependant au sein de ce tumulte et dans des moments de silence que se forment laborieusement ces lois sages qui doivent régénérer la France⁵⁴. »

Les Douze Cents ont la sagesse bruyante. Les curés se jettent à l'eau comme Gribouille; leur sort est aux mains de la nation; ils ne veulent rien remplacer; ces subtilités visent à les desservir; ils savent quels égards le peuple montrera pour les mérites, l'âge, l'ancienne aisance des ministres du culte. Tout s'arrange : on ne délibère plus, et *remplacement* signifie *traitement honnête*⁵⁵. Stanislas jugeait qu'à remplacer les dîmes par autre chose, le décret d'abolition paraîtrait illusoire et onéreux. D'où le tumulte qui n'étonne guère Mirabeau :

« Cette orageuse constatation est bien caractéristique, bien propre à faire sentir qu'au milieu du bruit, du mouvement, tout est sujet à l'erreur, et qu'on ne doit point prononcer de cette manière les lois qui font le destin des peuples. »

On est surpris d'entendre Sieyès défendre la dîme. Le remplacement, pour lui, pesant sur tous et non plus sur les seuls privilégiés fonciers, favorisera les riches : quelqu'un ne remerciait-il pas l'Assemblée de lui donner 30 000 livres de rente par son décret ? « Ils veulent être libres, ils ne savent pas être justes. » Mirabeau l'avoue : « Il y a toujours quelqu'un qui gagne au malheur public. » Mais il se console si c'est le riche.

52. Gorsas du 17, p. 330, *Mercur*, p. 287.

53. *Ibid.*

54. *Courrier national*, supplément, p. 7.

55. *Courrier de Provence* n° 27, p. 8 et suiv.

Le 14, Clermont-Tonnerre rappelle la décision de l'Assemblée au sujet de la déclaration des droits. Les questions posées tiennent à d'autres articles fondamentaux : les ajouter maintenant, c'est établir les conséquences avant le principe. Le comité travaille d'arrache-pied. On est au vendredi : le lundi 17, le rapport sera prêt; il faut l'attendre pour délibérer. On applaudit⁵⁶. L'orateur est sympathique : les couloirs le font succéder à Le Chapelier⁵⁷, président sortant. Les scrutins s'ouvrent; le recensement est long. Le bruit court que Stanislas a la majorité⁵⁸. Le 17, à l'ouverture de la séance, il est proclamé élu par 473 voix sur 812 votants⁵⁹; sa sortie de l'autre jour contre les secrétaires et le clergé, à propos du remplacement des dimes, semble à quelques-uns expliquer son succès⁶⁰. Un tiers déjà de l'Assemblée se désintéresse des débats. Les nouveaux secrétaires sont Fréteau, Pétion, Emmercy, Sieyès, Lally, l'abbé de Montesquiou. Le moment critique est arrivé; les anglomanes l'emportent; on va poser les assises du nouvel ordre. Et le plus brillant rêveur dirigera le travail.

56. *Mercur*, p. 291.

57. Boullé, *Correspondance*, 14 août (*Rev. de la Révolution*, 1889² 101.)

58. *Journal de Paris* du 16, p. 1031.

59. *Procès-verbal*, p. 1-2. *Mercur*, p. 332.

60. Castellane (?) p. 118 (B. N. Mss, Nouv. acq. franç. 4121).

CHAPITRE VII

L'APOGÉE

(17 août - 14 septembre 1789)

I. La première présidence de Clermont-Tonnerre. — II. Les menaces du Palais-Royal. — III. La discussion sur les deux Chambres et l'incident La Luzerne. — IV. L'échec du veto absolu. Stanislas président par intérim : sa réélection.

I

IL faut du courage pour présider la Constituante, sonner à chaque minute, élever les mains, demander silence, répéter mille fois les mêmes choses, parler sans pouvoir se faire entendre, s'épuiser, s'enrouer pour crier à l'ordre, proposer une question de mille manières, lui donner toutes les tournures qu'exigent les amateurs de mots, enfin conduire pendant quinze jours les séances bruyantes de nos douze cents représentants qui ont quelquefois douze cents avis¹. Voilà le métier : ne l'exerce pas qui veut. « Les deux partis m'ont successivement accusé d'être partial et les deux partis m'ont réélu². »

Un Clermont-Tonnerre compte au fauteuil : c'est l'avis des belles, qui lorgnent, des tribunes où elles se pressent, le jeune homme aussi distingué par sa charmante figure et son éloquence que par son esprit et son caractère. Le voici, il parle, il a parlé, il n'a rien dit que de banal, mais énergiquement; remercier dépasse ses forces, à ce qu'il prétend, mais il promet :

« Fort de la loi dont je ne me suis jamais départi, ma conscience

1. *Fouet national*, 6 octobre, p. 11.

2. *Recueil*, I, xxxiii.

ne se démentira jamais. Vos bontés me donneront du courage pour remplir les fonctions..... et l'exemple de mes prédécesseurs me soutiendra. »

La chambre de la noblesse est loin !

Beau discours, certainement improvisé, dira la marquise de La Tour du Pin-Gouvernet : car enfin, si jeune, Stanislas ne pouvait attendre un tel honneur. A côté d'elle est assise la belle Polonaise de l'Hôtel de Ville, la princesse Lubomirska, qui reçoit le coup de foudre et s'éprend follement de l'orateur. Elle ne veut plus quitter Paris où la Terreur la guette³. Le nouveau président obtient l'admiration des petits gazetiers⁴. Il leur semble né pour faire époque dans sa patrie. La bousculade est telle que Clermont-Tonnerre se voit forcé de limiter l'assistance à la capacité des banquettes⁵.

Devant lui va se jouer le sort de la monarchie. Voici le rapport du comité de Constitution, auquel il a tant travaillé. Ces gens veulent un Sénat, pour être sénateurs. Il faudra trente-cinq ans d'âge pour y entrer, dit Lally, qui en a trente-huit et exige des candidats « un caractère éprouvé ». Mounier demande des gens riches, ayant dix mille livres de revenus fonciers : le « bien public » réclame une différence entre les Chambres, la fortune agira dans le même sens que l'âge ! Clermont-Tonnerre se tait sur la question d'argent, et pour cause : cet homme de gauche ne veut qu'un mandat de deux ans. Mandat viager, implore Lally. Six ans, concède Mounier. Les sénateurs seront deux cents, choisis à la fois par le Roi et par les Etats provinciaux qui présenteront les candidats au souverain. Nul ne craint l'« aristocratie ». Il y aura six cents députés ou représentants, âgés d'au moins vingt-cinq ans, Français ou naturalisés, — autour du Génevois on ne fait guère de différence entre ces deux catégories — domiciliés dans le ressort de l'administration provinciale, et propriétaires fonciers : Mounier les taxe à douze mille livres de capital.

Pour électeurs on ne veut ni indigents, ni vagabonds : les inscrits seront majeurs, Français ou assimilés, domiciliés depuis un an au lieu de l'élection, et payant un impôt direct de la valeur de trois jours de travail. — Personne ne pourrait dire ce que vaut « un jour de travail » ! — On reconnaît aux électeurs un seul domicile légal. Chaque district aura trois

3. Marquise de La Tour-du-Pin-Gouvernet, *Journal d'une femme de cinquante ans*, p. p. A. de Liedekerke-Beaufort, I, 143.

4. *Nouvelles de Versailles*, du 18.

5. *Les veillées d'un Français* : compte rendu du 19 août. Cf. Rouanet, *Robespierre en mai-juin 1789*. (*Ann. révol.*, 1916, p. 339).

élus et trois suppléants ; les grandes villes compteront un député par cinquante mille âmes, les districts, à peu près égaux entre eux, un par cent cinquante mille.

Voilà ce que les Huit avaient décidé, autour d'une table, dans un bureau bien clos.

Devant les tribunes, le système paraît moins admirable. Depuis quinze jours, on ergote sur des mots. Quand, le 17, Clermont-Tonnerre monte au fauteuil, Bergasse expose son projet de constitution du pouvoir judiciaire. Le lendemain, l'auditoire est plus attentif : il s'agit des droits « éternels et imprescriptibles ». Ce jour-là les secrétaires sont renouvelés par moitié : Stanislas proclame élus l'abbé de Barmont, l'évêque d'Autun et Mathieu de Montmorency. Il vient de remercier par lettre, l'abbé de Lubersac, retardataire qui, se croyant encore en 1788, a offert à l'Assemblée ses « vues politiques et patriotiques sur l'administration des finances » parues l'année précédente⁶. Il s'agit bien de théories : Cazalès vient d'être arrêté par la milice bourgeoise de Caussade, comme il se rendait dans sa circonscription pour faire révoquer son mandat impératif. Il implore l'Assemblée et le président reçoit l'autorisation de faire élargir le prisonnier⁷ : car le comité des rapports l'a jugé bon ! Le 19, on renvoie aux bureaux le projet du comité.

Alors Lally débite son formulaire anglais, Roi, Sénat, Assemblée que le Roi convoque, proroge, dissout, quitte à faire venir un nouveau corps législatif. Le prince soulève et les représentants discutent les questions financières. Le Sénat dit oui ou non, sans plus, et juge les hauts fonctionnaires que la Chambre accuse. Chaque assemblée s'occupe de sa police ; le reste est commun. L'initiative appartient aux législateurs, la sanction au Roi, après consentement des élus. Les Chambres ont la négative et le veto l'une sur l'autre, et le Roi sur les deux. On ne goûte point le système : les vingt-quatre articles du projet de déclaration rédigés par le sixième bureau l'emportent. En une matinée, le rêve de Lally s'est écroulé.

L'après-midi, on songe aux farines ; de Givet, les mécontents s'adressent tout droit à Versailles : on les renvoie à l'exécutif. Mirabeau veut rétablir la confiance publique par décret : c'est affaire aux bureaux. Clermont-Tonnerre signe, contresigne, remercie, félicite, répond, renvoie, au commandement.

6. *Journ. gén. de France*, 24 septembre, p. 474.

7. *Mercure*, p. 349.

Les démissions se multiplient : le 20, c'est le tour du marquis de Montesson. On se chamaille, Virieu apostrophe Volney, on vote le préambule du comité, corrigé par Desmeuniers, et les trois premiers articles que Mounier présente. Les tribunes se vident, on s'ennuie ! Ce n'est pas le moment de décréter les onze grands principes du rapport de Stanislas. La séance se prolonge ; le rapporteur, qui croit essentielle une délibération plus mûre, remet la chose au lendemain. Mal lui en prend :

« Le lendemain, d'autres intérêts prononcèrent. Je ne fis dans cette circonstance que remplir mon devoir de président, mais si j'eusse précipité la décision, fait cette heureuse faute, j'aurais peut-être rendu impossibles les exagérations qui ont depuis altéré la Constitution. On me l'a reproché souvent avec aigreur : je ne me le reproche pas..... mais je m'affligerai longtemps de savoir les hommes tels qu'il faille peut-être me repentir d'avoir fait mon devoir strictement⁸. »

Au lieu de clore la séance en vainqueur, le président ne peut que montrer une petite troupe de volontaires, qui a fait entrer du blé dans Paris !

Le 21, au matin, Alexandre de Lameth réclame des articles « énergiques » définissant la liberté et la valeur de la loi. Qui crie à raison : La Luzerne, Populus, Volney, Redon et leurs amendements mordent la poussière. Le boiteux d'Autun définit la loi pour l'éternité. Lally ne réussit qu'à faire admettre — sur le papier — les citoyens à tous les emplois « sans autre distinction que celle de leurs talents et de leurs vertus ». On part à quatre heures et demie, on revient à sept pour inviter Clermont-Tonnerre à remercier l'évêque de Saint-Claude qui a donné un état civil aux Jurassiens. Le président demandera un sursis pour quatre suspects arrêtés à Avesnes ; il se renseignera auprès du pouvoir exécutif sur l'attroupement de Versailles, qui a fait abaisser le jour même le prix du sel à six sous ! Voilà ce qu'on apprend dans Montesquieu. Un supôt du despotisme comme Anisson du Perron peut seul en douter : ce fâcheux, qui dirige l'Imprimerie royale, n'appelait-il pas Stanislas « Monseigneur » en lui envoyant les procès-verbaux des Etats⁹ ?

Le lendemain, beau tapage. Clermont-Tonnerre doit annoncer le vœu de l'Assemblée au sujet des pensions à Meunier de L'Erable, de la Chambre des Comptes, qui a dressé un tableau des bénéficiaires. Les articles VII à IX de la déclaration des

8. *Recueil*, II, 21.

9. Arch. Nat. O¹ 354^o.

droits adoptés, on aborde le trop célèbre article X. A peine La Borde a-t-il parlé de tolérance que Mirabeau répudie ce mot suspect, exprimant ses craintes de voir intriguer les « intolérants ». Il faut ajourner la question au milieu du tumulte et écouter le président qui annonce, pour le 26, l'arrivée de Necker. Le dimanche 23, au matin, comme on revient à l'article X, Mirabeau encore s'élève contre l'abbé d'Eymar qui proposait de remplacer la loi par la religion pour atteindre les « délits secrets ». Nouveauté contraire à l'ordre du jour, semble-t-il. Stanislas le nie. Mirabeau, soutenu par Clermont-Lodève et Talleyrand, s'en prend au vocable « culte dominant » dont on parle à tout propos. Quel est le culte dominant ? Le pasteur Rabaut-Saint-Etienne et Castellane concluent qu'il ne faut combattre ni les opinions ni le culte. Mais il y a cette restriction vipérine du respect de l'ordre légal, à quoi peu de gens songent : rien ne garantit que la loi, de son côté, respectera l'ordre religieux. La monarchie, la Révolution en pâtiront. Clermont-Tonnerre a vu le danger, en libéral indifférent et respectueux.

« L'attachement à la religion catholique alors exclusivement dominante, d'autres motifs non moins respectables ayant décidé la majorité pour la rédaction qui me paraissait défectueuse, j'eus la douleur d'en prononcer le décret : ceux qui le provoquèrent alors ne s'attendaient pas sans doute que l'on abuserait avant peu, contre la religion catholique même, de la loi qu'ils demandaient pour elle¹⁰. »

Le tumulte croît : vingt fois Stanislas se lève en suppliant pour ramener le calme : jamais ses fonctions ne lui ont paru si pénibles¹¹. A deux reprises il offre sa démission¹².

Cette journée l'a épuisé : il a encore présidé le soir. Il n'arrive le lendemain qu'à onze heures, fatigué des dix heures de séance de la veille. Le règlement est défectueux : on propose aujourd'hui d'entendre dix orateurs seulement pour et contre chaque motion. Madier de Montjau et Lapoule craignent l'obstruction. Clermont-Tonnerre prouve l'insuffisance du règlement, mais les bavards ont le dernier mot. Le comité n'obtient jusqu'ici le suffrage de l'Assemblée que pour son article XX, garantissant par la force publique les droits reconnus à l'homme et au citoyen.

Stanislas cependant harangue la garde nationale de Versailles, dont on admet, par exception, des délégués venus

10. *Recueil*, I, xxxiii.

11. *Courrier français*, p. 199.

12. *Mercure*, 368-9.

pour annoncer la souscription de ce corps à l'emprunt projeté. Car, dans la ville royale comme partout, les bourgeois jouent au soldat. Ils ignorent que le jeu, après vingt-cinq ans, finira là tout près, derrière Trianon désert, en ces plaines de Rocquencourt où peut-être un vieux chevronné versaillais, ayant parcouru l'Europe, tirera sur l'étranger, triomphant et vaincu, la dernière cartouche de l'Epopée...

Le sort désigne, sur la proposition du président, une députation chargée d'aller souhaiter sa fête au Roi, Clermont-Tonnerre se rend le lendemain au château avec soixante collègues. On leur ouvre les portes à deux battants¹³; ils sont la nation; ils ont droit aux mêmes honneurs que les frères de Louis XVI. Devant eux marche le pauvre Dreux-Brézé : autour du Roi, ils voient les maîtres de l'heure, La Fayette et Bailly, et dans un coin l'énigmatique duc d'Orléans soudain ressuscité. Le président lit l'adresse, que Saint-Fargeau a rédigée « touchante et analogue aux circonstances ». Le monarque y est comparé à son ancêtre et patron saint Louis, « ami de son peuple et de la liberté ».

Le 26, Clermont-Tonnerre rend compte de l'entrevue ; on reparle des droits de l'homme, après avoir écarté un projet de Montmorency « sur le droit du peuple de réformer périodiquement la Constitution ». Necker, malade, envoie le lendemain son mémoire sur l'emprunt. On vote ferme les trente millions ; on en décrète quatre-vingts autres, sans savoir s'ils viendront à l'appel.

Le même jour, l'Assemblée passe enfin à la Constitution : il y a bientôt quatre mois qu'on est venu pour la « rétablir », et quatre semaines que Stanislas en a déposé le projet. La question d'argent prime tout : Roland, qui a envoyé de Londres à l'Assemblée son *Financier patriote*, s'étonne des retards apportés à sa distribution. L'imprimeur a fait tout le mal, assure le président, qui propose par la même occasion de faire surveiller l'impression du procès-verbal. L'affaire le regarde ; Emmery et Camus sont désignés.

C'est le surlendemain que Mounier, l'âme du comité, lit au nom de ses collègues le projet de chapitre concernant le gouvernement français. L'auteur est l'archevêque de Bordeaux, ce qui n'empêche pas des ecclésiastiques d'insister en faveur du catholicisme et de se faire maudire autant que Robespierre, trop pressé de réclamer un nouveau règlement. Clermont-

13. Gorsas, du 26, p. 479.

Tonnerre a eu beau le rappeler à la question; l'autre n'a pu se faire entendre, malgré l'appui de Mirabeau. Et quand Mounier a terminé, c'est le déluge des contre-projets. Stanislas les résume, remet la discussion au lendemain. A sept heures, nouvelle séance : il s'agit des troubles d'Amiens, arrêtés par la garde nationale et le comité permanent. Le président lit la lettre de ce comité; l'Assemblée l'invite à y répondre. Il lit encore la missive accompagnant l'envoi de M. de Peyssonnel, ex-consul général à Smyrne, qui croit le moment venu d'exposer ses vues sur la situation internationale¹⁴.

Quand on reprend les articles constitutionnels, le 29, les tribunes sont combles. La contrainte de la foule va croissant; les assistants envoient au Palais-Royal et en province la liste des « mauvais » députés : on menace ces derniers, chacun d'eux répond de son vote à Paris, et dans son pays, de sa vie et de celle des siens. Si des gens du Tiers ont repoussé le projet Lally, si demain ils vont renoncer aux deux Chambres, c'est peut-être, souvent, pour sauver leurs familles¹⁵. Les tribunes interpellent les nobles, les traitent de mauvais citoyens, deux mois trop tard. Les motions se croisent : Clermont-Tonnerre, débordé, s'égosille à calmer la tempête. Le chevalier de Foucauld répond aux insulteurs. Noailles gémit sur le désordre des opinions relatives à la sanction royale. Redon, Deschamps exhument leurs cahiers d'avant le 4 Août. Pétion renvoie les amis de la sanction aux calendes grecques : l'organisation législative d'abord ! Pour Deschamps, qui s'entête, la sanction existe, il n'y a pas lieu à délibérer; pour Mounier, qui sent le sol trembler, il faut la discuter tout de suite. Le triple verrou, que les anglomanes essayent de fermer pour arrêter la démagogie et la liberté « despotique », se rouille et grince, mouillé de larmes. Roi, Sénat, Chambre des Communes, il suffit de quelques hurleurs de galeries pour tout anéantir. Les subsistances font tort à la sanction.

II

Le matin du 31, on apprend de terribles nouvelles. La Luzerne vient de succéder à Clermont-Tonnerre, remercié avec applaudissements. L'évêque de Langres installé, Lally

14. *Mercur*, p. 334.

15. Malouet, dans *Dépositions faites au Châtelet* sur les journées d'Octobre. Cf. Taine, III^e, p. 147.

lit une lettre par lui reçue dans la nuit, et adressée au président de l'Assemblée, à Stanislas, par la société du Palais-Royal, à qui déplaisent la sanction et les sessions périodiques. Si le clergé, la majorité de la noblesse et les cent députés des Communes « privilégiés, ignorants ou corrompus » qui constituent le parti « aristocrate » triomphent sur ces questions, du « parti national », tant pis pour les vainqueurs ! Deux mille lettres sont prêtes à partir, quinze mille hommes à marcher pour « éclairer » les châteaux et maisons de ces gens à veto absolu,

« veto que nous regardons comme destructeur de la liberté... Vos maisons répondront de votre opinion et nous espérons que les anciennes leçons recommenceront. Songez-y et sauvez-vous... en attendant que vos personnes et la vôtre, Monsieur, particulièrement connue et dévouée au parti aristocratique, soient reçues avec toutes les marques de distinction que méritera une pareille conduite. »

Les porteurs de ce message, auquel est jointe une motion de la même société, revendiquant le veto « non pour un seul homme, mais pour vingt-cinq millions », considèrent Lally comme un « bon citoyen » ; c'est à lui que s'adressent ces bourgeois, un avocat du district de Saint-Etienne-du-Mont, un ingénieur du district des Capucins¹⁶. Ils lui signalent quelques députés à proscrire, et parlent déjà de marcher sur Versailles.

Les signataires de l'épître sont, paraît-il, le marquis de Saint-Hurugue et quelques autres agitateurs. Clermont-Tonnerre, dès le mois d'avril, a rencontré un jour Saint-Hurugue au Palais-Royal, et celui-ci, à qui il demandait l'adresse d'un marchand, lui a crié : « Hé, Monsieur, que faites-vous ? Vous êtes déshonoré, si vous m'approchez : sachez que je suis la plus détestable compagnie de Paris¹⁷ ! » Il démentira pourtant bientôt sa signature « défigurée » : ce qui ne l'empêchera pas, ou son sosie, d'envoyer un second ultimatum aux secrétaires, parlant de tout brûler si la sanction passe¹⁸. Il finira par être arrêté.

L'effroi, l'indignation paralysent la majorité. Clermont-Tonnerre parle en son nom personnel « avec une salutaire énergie¹⁹ » que d'aucuns jugeront imprudente²⁰. Il prêche le pa-

16. Lacroix, I, 413.

17. Montjoye, *Hist. de la Rév.*, I, 80.

18. Arch. Nat., C. 86, n° 8. Furgeot. *Le marquis de Saint-Hurugue*, p. 127. *Révolutions de Paris* du 6-12 septembre.

19. *Mercure*, p. 118-9.

20. Gorsas, du 2 septembre, p. 21.

triotisme et le sang-froid. « Nous sommes sûrs de faire le bien, ou de mourir pour l'avoir voulu. » On demandera aux autorités de Paris si elles peuvent assurer la liberté des séances, ou bien on se transportera ailleurs. « La France entière est ouverte à ceux que le Palais-Royal poursuit. » L'orateur réclame la publication des noms pros crits par les motionnaires « afin que le blâme des méchants serve à la gloire des bons citoyens ». Il faut que les tribunaux informent contre Saint-Hurugue, et qu'on n'exécute leur sentence qu'après communication des charges au comité des recherches. Stanislas rappellera plus tard que sa motion fut combattue par Muguet de Nanthou, qui l'accusa de contradiction pour avoir prêché l'impassibilité lors de l'affaire des gardes françaises de l'Abbaye. Sans doute, la délivrance de ces prisonniers avait été un « scandale », mais non un danger pour les délibérations. Quand trente mille hommes entouraient l'Assemblée, elle avait demandé leur départ.

« Alors, si l'on vous eût présenté les raisonnements que pouvait inspirer l'exagération du courage (et on vous les a présentés et votre sagesse les a combattus), vous vous seriez dit : « Nous sommes venus « faire des lois,... la liberté... le sang-froid doivent caractériser nos dé-
« libérations, il ne suffit pas que nous soyons inaccessibles à la peur,
« il faut qu'aucun de nos décrets ne puisse être soupçonné de l'exagé-
« ration du sentiment contraire. »

Il en est de même aujourd'hui, l'orateur l'affirme : .

« Lorsque le despotisme armé vous commanda des bassesses, vous sûtes ne lui point obéir. La licence effrénée du peuple pourra vous commander des crimes, vous ne les commettrez pas davantage. »

Il faut s'assurer des chefs des factieux, réduire ceux-ci à l'impuissance pour délibérer à l'aise²¹.

On demande la question préalable que Clermont-Tonnerre repoussait. « Catilina est aux portes de Rome, s'écrie Goupil de Préfelin, et menace d'égorger les sénateurs, et l'on fait la futile et frivole question. » *On*, c'est notamment M. de Chassey, ennemi acharné de la dime : pour prouver que l'alarme est vaine, il vient de lire une lettre de menaces anonyme envoyée de Paris le 19²². Le duc de Liancourt veut d'abord entendre La Fayette. « C'est ici que nous devons sauver l'Etat », déclare Du Port, qui insiste sur la nécessité de rester à Ver-

21. *Recueil*, II, 51.

22. *Nouvelles de Versailles*, du 1^{er} septembre.

sailles²³ et propose, comme Mounier, un amendement. L'avocat de Grenoble, qui tient lui aussi à rester à Versailles, réclame trois cent mille livres pour qui dénoncera les auteurs des menaces. Il est facile de promettre des sommes fabuleuses dans un tel moment ! C'est alors que Muguet de Nanthou jette les gardes de l'Abbaye aux jambes de Stanislas. Celui-ci se disculpe, se fait applaudir, sans plus : une lettre de Saint-Priest, datée de deux heures du matin, annonce le rétablissement du calme. Les autruches se plongent dans le sable avec Target ; il n'y a pas de danger. Cent cinquante vagabonds ne dérangent pas l'Assemblée²⁴ ! Et le Roi, puisqu'il est le chef, suit la troupe et renvoie les timides à leurs cahiers. Aux trente Malouets de bureau, à Maury, d'Eprémèsnil, Mounier, Bergasse, Cazalès, Virieu, qui viennent avec La Luzerne le supplier de se garder, de les défendre ou de déménager avec eux, comme Stanislas y songeait d'abord, le monarque refuse son suffrage. Il en mourra²⁵.

Clermont-Tonnerre est rentré dans le rang, laissant à La Luzerne la conduite de cette diète polonaise où règnent la franchise et la colère, toujours prêtes, semble-t-il, à dégainer²⁶. Lui, d'un mot, calmait l'orage, opposait sa patience, sa fermeté, sa dignité à la fureur des partis, défendait le gouvernement en obtenant déférence et respect. Sa promptitude d'esprit, sa justesse, son naturel valaient tous les règlements. « L'organe de la loi obtenait plus de déférence que la loi même. » Des manières nobles, des discours faciles peuvent encore dominer une assemblée où l'on voit tant de camails et d'épées. Mais au lieu de ces brillants, il n'y a plus qu'une pauvre améthyste sans autorité hors de sa cathédrale. L'évêque de Langres, après Stanislas, a remercié ses collègues. Comme lui, il a parlé d'une voix embarrassée, songeant plus au Palais-Royal qu'à ses fonctions. Mais nul ne menace le prélat en personne, alors que son prédécesseur est directement visé²⁷. Sans doute, le député de Paris a déjà les ailes froissées : mais La Luzerne, brave homme timoré, ne conduira jamais les débats. Au premier éclat, il va fuir.

23. Cf. Michon, p. 63.

24. Castellane (?) p. 135.

25. Malouet, I, 339-42. Montlosier, I, 277. Cf. A. Mathiez, *Etude critique sur les journées des 5 et 6 octobre 1789* (Rev. hist., 1898 et tirage à part, p. 31.)

26. Lacrosette, *Dix années d'épreuves*, 1842, p. 41.

27. Journ. de Paris, du 2 sept., p. 1103; *Mercure*, p. 116; Journ. du Palais-Royal, 1^{er} septembre.

III

Désormais, les anglomanes sont suspects à la foule et à ses avocats. Le comité de Constitution, composé d'esprits sages et prudents, n'a plus la confiance de la majorité, parce qu'il a voulu ajourner la déclaration des droits ou la réduire à l'énoncé de quelques garanties politiques. Lally, Mounier, Clermont-Tonnerre et leurs amis ont pris le parti judicieux d'appuyer leurs principes monarchiques sur les cahiers : mais qui parle des cahiers, après le 4 Août ? On veut des lois qui portent l'empreinte du canon de la Bastille²⁸. Les disciples de Montesquieu, dépassés, ont beau s'appuyer sur bon nombre de gens du Tiers, sur La Fayette, Bailly parfois, des municipaux et des chefs de la garde nationale, sur tout ce qui désire moins un changement de régime que des places à prendre; ils ont beau se renforcer de femmes, de journalistes, de rimeurs, de doctrinaires à traités, crier que la Révolution — la leur — est finie, se dire qu'ils l'ont conduite au terme nécessaire à l'exécution de leurs projets : ils s'épouvantent de la sentir déchaînée, de se voir enveloppés dans la destruction générale²⁹. Lally l'avoue; pour la Constitution rêvée, ce sont d'étranges bases que la peur d'être assassinés et l'envie de la faire crouler³⁰. Car voilà les forces en présence. Beaucoup de ces hommes honorables que juin a laissés au premier rang du parti populaire, occupés à tout échauffer, à remuer, comme les autres, des éléments de désordre, septembre les trouve consternés, abattus, ne sachant plus de quel côté se tourner ni quel parti prendre, pour la liberté, pour le Roi, pour eux-mêmes³¹.

Pourtant rien n'est irrémédiablement perdu. Il n'est personne qui n'ait connu ces hauts et ces bas de la popularité. Un Clermont-Tonnerre, jeune, élégant, distingué, séduisant, peut toujours espérer. Il sort de charge avec prestige, en dépit des menaces du Palais-Royal. Qu'il parcoure la capitale en prêtant l'oreille gauche à l'opinion des rues; qu'il ouvre les yeux, il se rendra compte de l'état des esprits et trouvera Montesquieu démodé. Deux ou trois discours bien sentis, prononcés comme il sait les prononcer, auront vite re-

28. Lacretelle, *Constituante*, I, 155-6.

29. Ferrières, I, 208.

30. *Mémoire ou 2^e lettre à ses commettants*, p. 141.

31. Montlosier, I, 251-2.



*Collection Générale des Portraits de M. M. les Députés à l'Assemblée Nationale
tenue à Versailles le 4 Mai 1789.*

Paris chez Le Vachez, sous les Colonnades du Palais Royal, N.º 29.

M. Rigal phot.

STANISLAS EN GRAND COSTUME DE DÉPUTÉ
(Gravé par Le Vachez, septembre 1789. - Appartient à l'auteur.)

fait de lui l'homme du jour, à la confusion des clubistes. Ces discours, il ne saurait les commettre : il s'appelle Clermont-Tonnerre. Il a frêmi au 14 Juillet, déploré la « manière » du 4 Août; il s'inquiète des châteaux qu'on menace, des gens qu'on arrête, des libelles qu'on écrit, des colonnes mobiles qu'on organise en sourdine, de ce projet, qui prend corps, de marcher sur Versailles désarmé, où règne l'indécision. Et son parti fait comme lui. La première Révolution a rappelé les parlements; la seconde a convoqué les Etats; la troisième, celle de Stanislas, a « rétabli » la Constitution; la quatrième le dépasse déjà, qui a pris la Bastille et tué l'ancien régime; la cinquième, qui gronde, va faire du Roi l'otage de Paris, en attendant que la sixième l'enferme au Temple et que la septième le supprime. Necker a supplanté d'Eprémessnil, Mirabeau Necker et Paris Mirabeau. Demain les faubourgs, évinçant la ville, régneront, pour six ans, sur la France, sous les noms successifs des meneurs, devenus bien vite hommes de paille. Tout se tient, tout pousse, tout est poussé. Sous la robe rouge du parlementaire en rumeur, un œil exercé peut voir s'agiter l'homme à pique. Dans Montesquieu, il y a Carrier.

Pour l'instant, on en est à la sanction royale. Le 1^{er} septembre, Rabaut-Saint-Etienne, appuyé par Mirabeau, demande le renvoi du vote après la discussion de la permanence et des deux Chambres. Certains invoquent le règlement : mais Target et Clermont-Tonnerre proposent de traiter à la fois les trois questions, sans prononcer séparément sur aucune. Le 4, Mounier, porte-parole d'un bureau décrié, plaide pour son Sénat, pour ce veto absolu du Roi, que de Sèze croit exempt d'inconvénient. Target et Desmeuniers insistent sur la permanence de l'Assemblée. Rabaut, étonné qu'on songe à diviser le pouvoir législatif, accorde la sanction au Roi, lui refuse le veto, vante l'idéal Soliveau. Alexandre de Lameth tient pour le veto suspensif et l'appel au peuple. Du Pont de Nemours veut que les représentants proposent et que le Sénat discute, au besoin jusqu'à trois fois. Le Roi ne saurait refuser la sanction, si l'appel au peuple décide du bien-fondé d'un décret. Car beaucoup croient à l'infaillibilité de la foule. Mirabeau-Tonneau dénonce le Sénat, cet étranger qui pue le Grand Conseil. Et Dieu sait où l'on va avec les Grands Conseils : aux parlements, à la Révolution, tout l'enfer et ses cercles !

Clermont-Tonnerre, pour regagner les esprits, montre d'a-

bord cette timidité, cette modestie d'un habile orateur circospect en présence d'un orateur applaudi. Il affirme que la Constitution résulte de la balance des pouvoirs. Pas de balance sans permanence de l'Assemblée :

« La souveraineté réside essentiellement dans la nation. Dans les circonstances actuelles, il faut que l'Assemblée des représentants soit une. Les sacrifices qu'il faut faire à la patrie exigent cette unité. »

Sans la réunion des ordres, la féodalité n'eût jamais disparu. Mais on doit se prémunir contre les « oscillations populaires », se mettre en garde contre « une classe d'hommes méchants qui ne trouvent leur compte que dans les innovations et qui n'aiment qu'à faire le mal ». Pour conserver, il faut d'autres motifs que pour créer et détruire. Stanislas veut deux Chambres sans veto l'une sur l'autre : la Chambre des représentants proposera, le Sénat examinera les lois. La balance résultera de la permanence de l'Assemblée et de la responsabilité des fonctionnaires. Le veto absolu n'est qu'une garantie de l'exécutif contre les empiètements possibles du législatif. L'orateur se résume : « Une Chambre unique étant d'une activité et d'une force irrésistibles est nécessaire pour tout créer. » Certes l'« hydre aux trois têtes » ne permet pas de constituer. Mais quand il s'agira de conserver, et non plus d'acquérir, un organe modérateur s'imposera. Clermont-Tonnerre repousse le veto réciproque des Chambres, brandon de discorde; il concède à la deuxième Chambre un simple veto suspensif. Le Sénat sera formé d'hommes mûrs à qui l'âge donnera de l'expérience. La naissance, le rang demeureront étrangers à son recrutement. Les élections auront lieu tous les deux ans : un renouvellement partiel favoriserait « l'aristocratie et l'esprit de corps ». Notre député insiste sur la sanction absolue, sur la permanence de l'Assemblée; il craint la dissolution de la monarchie par deux pouvoirs ayant empire l'un sur l'autre, et susceptibles, par la nature même des choses, de s'entredéchirer perpétuellement³².

On l'écoute et l'on part³³. Il a été sage, « impartial³⁴ », d'autres disent imprudent et entêté. Sénat, veto, sanction royale, tout cet appareil à freins multiples n'a qu'un nom pour les tribunes : l'ancien régime, compliqué d'un mot latin que nul n'entend et d'une invention anglaise dont per-

32. *Moniteur*. Je ne trouve pas ce discours au *Recueil*.

33. *Journal des Etats généraux*, III, 302. *Nouvelles de Versailles* du 5.

34. *Mercure*, p. 146.

sonne ne veut. *Veto*, j'empêche, j'arrête, expliquent les gens qui ont fait leurs études. Et chacun dresse l'oreille : qui empêche ? qui arrête ? Le Roi. Le Roi, voilà l'ennemi, si le veto passe. Clermont-Tonnerre, néanmoins bon prophète, a compris que les circonstances veulent un pouvoir fort sentant la nation derrière soi ; il a entrevu un état plus paisible succédant prochainement à cette période de troubles ; il a deviné que les inconvénients d'une assemblée unique engageront à la création de deux Chambres ; il a prévu la Convention, le Directoire. Mais sa loyauté monarchique ne peut soupçonner le Roi de n'adhérer qu'à contre-cœur à la politique de l'Assemblée, de jouer double jeu, de donner pour chercher à reprendre, moins peut-être de son propre mouvement que poussé par un entourage de privilégiés mécontents ou inquiets. A plus forte raison, Stanislas ne peut-il songer au lendemain qui verra le Roi prisonnier, accusé, condamné, exécuté, la France assiégée, déchirée, obligée de tuer pour vivre, et de dévorer ses enfants, plongée pour trois ans dans le chaos où lui-même disparaîtra le premier. A Champlâtreux, au Luxembourg, à Montreuil, ni lui ni Delphine ne peuvent connaître cette foule qui va mener les assemblées à son but et forcer le pays à se sauver de soi-même et de l'ennemi.

De braves gens montrent un bel enthousiasme : quelques femmes d'artistes s'imaginent, comme l'autre jour les provinciaux, combler le déficit avec des perles. Mme Moitte les conduit le 7 aux Menus Plaisirs : elle avait écrit à Clermont-Tonnerre, lors de sa présidence, pour lui demander de fixer le jour de la réception.

Le lendemain on revient à la permanence de l'Assemblée, sur la demande de Target. Toutes les questions se présentent du coup. Permanent, qu'est-ce à dire ? Annuel, bisannuel, périodique comme le croit Camus ? Mirabeau réclame une définition. On ergote sur les néologismes : Assemblée nationale, législature, corps et pouvoir législatifs. Certains craignent qu'en déclarant l'Assemblée permanente, on ne laisse penser que les Constituants se déclarent permanents ! Clermont-Tonnerre voit qu'on se débat dans l'inconnu : « On vous a dit que l'Assemblée ne serait pas à l'avenir ce qu'elle est. Tout est nouveau pour nous. » Il pense, comme Beauharnais, qu'il faut dire : « Le corps législatif — ou : la législature — aura un caractère permanent et se renouvellera à date fixe³⁵. »

35. *Point du Jour* du 10, p. 338. *Mercure*, p. 215.

Rabaut propose l'annualité : on réclame, Camus et la permanence l'emportent. Mirabeau, l'ennemi des deux Chambres et de leur veto, s'écrie, applaudi de la majorité, que l'Assemblée a jugé par son présent arrêté qu'il y aura une seule Chambre et que toute délibération serait superflue.

Le 9, au matin, l'orage éclate par la faute du même Mirabeau, revenu avec sa motion de la veille. Du Pont de Nemours gémit, Regnault s'indigne; le tribun d'Aix déclare qu'en réclamant la question préalable, sur le nombre des Chambres, il n'a voulu qu'insister sur cette unité de l'Assemblée, que la permanence établit essentiellement. « J'ai toujours redouté d'indigner la raison, mais jamais les individus. » Personne ne proteste : on croit à l'existence d'une « raison » abstraite, extérieure au raisonneur. Clermont-Tonnerre veut répondre : on interrompt; La Luzerne s'évertue à rappeler à l'ordre. L'orateur, « pressé par sa conscience », réclame « sur la foi publique » contre une surprise, contre un « escobardage » où Mirabeau ne voit qu'une tournure piquante destinée à faire ressortir le vice de l'énoncé du premier article, la transposition opérée en le traitant avant le second, et plus généralement le système adopté d'étouffer les discussions, de poser des questions obscures ou « niaises³⁶ ». Stanislas l'affirme, l'Assemblée est avec lui-même, puisqu'elle a suivi Camus :

« S'il en était autrement, je n'aurais plus qu'à pleurer sur les ruines de ma patrie. Il est impossible de dire que l'Assemblée, en votant la permanence, a voulu prononcer son unité. »

Ce langage fait oublier Mirabeau et son contradicteur, et cesser les murmures³⁷. La question des deux Chambres demeure entière : une dans ses décisions, l'assemblée légiférante peut se partager en sections pour délibérer et discuter. On a réclamé contre l'idéologie de Sieyès : l'esprit pratique semble avoir le dessus³⁸. Virieu va tout détruire.

« Faut-il donc, s'écrie-t-il, qu'une Assemblée nationale soit emportée par des démagogues et une fougue populaire ? Non, messieurs, f..... »

Le brouhaha est indescriptible. « A l'ordre ! Le règlement ! La censure ! » Biauzat gesticule; Foucault réclame la parole pour l'homme aux jurons; La Luzerne, empêtré dans son camail, brandit son papier, et obtient le silence.

36. *Courrier de Provence*, 39, p. 5-6.

37. *Journal des Etats généraux*, III, 366-7.

38. *Journal de Paris* du 12, p. 1155.

« Il n'est pas plus permis aux nobles, dit quelqu'un, d'appeler les représentants des Communes démagogues, qu'aux Communes d'appeler les nobles aristocrates. »

Un chœur de mécontents rappelle Virieu à l'ordre : on lui accorde la parole pour se disculper ; mais un homme du Tiers, voisin de la tribune, continue de l'accabler de reproches. L'autre s'obstine : la salle se vide, malgré les efforts du président pour détourner l'orateur de toute personnalité. La Luzerne a beau reconnaître que Virieu a eu le mot un peu gros, la majorité est contre lui.

On rejette pourtant la motion Mirabeau, on va voter sur l'unité de l'Assemblée, on écoute Alexandre de Lameth, avant d'interrompre Target. Le président fait la sourde oreille quand des gens excités le somment de remplir ses fonctions de modérateur. Comme Lally aborde la tribune, certains assurent que l'évêque l'a invité, par un huissier, à intervenir. Un inconnu va plus loin : « N'êtes-vous pas las de fatiguer l'Assemblée ? » Le prélat se lève, convoque ses collègues dans leurs bureaux pour nommer un autre président, et quitte la salle. Quelques enragés ont le mauvais goût d'applaudir³⁹.

La consternation est grande. Il faut un président ; Liancourt se récuse : le fauteuil, de par le règlement, revient à Clermont-Tonnerre, prédécesseur de La Luzerne. On l'appelle ; fort agité, il parle, ému et digne.

« Si la conduite de M. le Président n'était pas légale, s'il n'avait pas été autorisé à lever la séance, il serait excusé par les motifs qui l'ont entraîné, par une sensibilité qui a préexisté à toutes les lois, qui a longtemps tenu lieu de Constitution et qui anime le cœur de tout Français. Il n'était pas permis à un individu de lui parler de la sorte. Le règlement m'appelle à la présidence : mais si l'Assemblée m'ordonne de la remplir, ce sera pour donner sur-le-champ ma démission ou pour lever la séance. »

Stanislas prend ce dernier parti, au milieu de l'approbation unanime⁴⁰, et ajourne l'Assemblée à sept heures du soir, après avoir, comme vice-président, signé le procès-verbal.

Cette séance du soir, il l'ouvre en lisant la lettre de démission de La Luzerne, que lui-même propose de rappeler. La grande majorité partage son avis : si l'offensé ne défère pas à l'invitation, Clermont-Tonnerre le remplacera.

39. Boullé, dans *Revue de la Révolution*, 1889², 109.

40. *Mercur*, p. 217-8. *Journal des Etats*, III, 370. *Journal de Paris* du 12, p. 1156.

Ce jour-là, l'envoyé de Parme, parent du Virieu qui avait tout ébranlé, écrivait à son gouvernement :

« Le Roi est presque un fantôme. Peu s'en faut que le président de l'Assemblée ne se croie au-dessus du souverain⁴¹. »

IV

Malgré le vote d'excuses de ses collègues, La Luzerne ne reviendra pas. Clermont-Tonnerre préside par intérim. Le 10, il lit une lettre où le comte d'Estaing, le héros d'Amérique, maintenant chef de la garde nationale de Versailles, annonce des mesures de précaution pour la sûreté de l'Assemblée. Il y répond en termes élogieux :

« Accoutumé dès longtemps aux triomphes militaires, vous avez trouvé un nouveau moyen d'ajouter à votre gloire, en consacrant à vos concitoyens devenus libres des jours souvent exposés pour la patrie. Il est beau et heureux, Monsieur le Comte, d'être craint des ennemis de l'Etat et d'être loué par l'Assemblée nationale⁴². »

Ces éloges conduiront d'Estaing à l'échafaud. Pour l'instant, sensible à cette « dignité », à « cette politesse, à cette noble liberté » qui caractérisent Stanislas, le commandant de la milice versaillaise entoure les Menus de sa maréchaussée et de ses dragons mêlés aux habits bleus des bourgeois à épaulettes; il se présente lui-même, à cheval, à la grande porte, pour saluer les « vertueux défenseurs de la liberté publique⁴³. »

Cependant le veto inquiète. La ville de Rennes envoie une adresse hostile à son adoption, et Garat de jeter les hauts cris, renforcé de Maury et de Mirabeau. Ce dernier, grand ennemi des municipalités, incrimine les députés bretons habitués du café Amaury. Le Chapelier crie à l'ordre : on insulte sa province ! L'autre réplique : il n'est pas de ceux qui disent *breton* pour *violent*, et, puisqu'il parle à un Breton, il s'entête. Le Chapelier défend sans succès l'adresse de sa bonne ville, remise par un élu de Dinan, sans mandat direct. Clermont-Tonnerre le remarque; on vote le retrait de ce papier par son dépositaire. Et l'on revient aux deux Chambres : quatre-vingt-neuf anglomanes les prônent, cinq cents adversaires les rejettent. La partie semble perdue.

41. Bailli de Virieu, *Correspondance*..... dépêche du 9.

42. *Journal des Etats*, III, 383.

43. *Courrier français*, p. 338-9.

Le soir, Stanislas reçoit huit cent livres de dons patriotiques, offrande d'un hameau : il harangue ces bons citoyens. Un comité s'occupera de la publicité à donner à la procédure criminelle que Paris réclame contre les prisonniers détenus depuis les derniers troubles.

Et le lendemain, le régiment de Touraine offre mille écus sur sa subsistance du mois; Mme Pajou, femme du sculpteur, sacrifie de nouveaux colliers, cette fois sans parade. Stanislas remercie. Mirabeau propose de délibérer sur la sanction. Est-elle nécessaire ? Le Roi pourra-t-il la refuser, être contraint de l'accorder, et par qui ? — Lally vient à la rescousse. Le veto sauvegarde non le Roi, mais la nation : il faut obliger le prince à l'accepter, lire bien vite la délibération du conseil que Necker vient d'envoyer. Ce conseil, tenu en présence du Roi, s'est occupé des faits et gestes de l'Assemblée et du veto suspensif que le Génevois réclame pour Louis XVI. Mais parler du conseil et de ses projets, dans la Constitution, quelle hérésie ! Beaumetz et Mirabeau l'assurent; Pison du Galand en doute; pour Mounier, le veto ne regarde pas le Roi. — Mirabeau a raison : la nation n'est pas une partie, elle est le tout. Que raconte Necker avec son veto suspensif ? On rejette la lecture proposée du mémoire.

Clermont-Tonnerre veut ramener l'Assemblée à la sanction; existera-t-elle, suspensive ou indéfinie ? Tumulte : que veut dire le président ? Il s'explique : il s'est engagé à définir les questions qu'il pose; mais n'ayant pas posé celle-ci, il ne se sent pas obligé de la définir; il ne peut que chercher à l'entendre⁴⁴ !

« La sanction royale aura-t-elle lieu ou non ? Sera-t-elle suspensive ou pure et simple ? »

Mirabeau amende, déchire les voiles :

« Le Roi aura-t-il ou non le droit d'arrêter la promulgation et l'exécution de la loi ? Ce droit aura-t-il un effet absolu ou suspensif ? Si son exercice est absolu, pour combien de législatures le sera-t-il ? »

Clermont-Tonnerre accourt :

« La sanction royale est-elle nécessaire pour la promulgation des lois ? Le Roi aura-t-il ou non le droit d'arrêter la promulgation et l'exécution de la loi par le refus de la sanction ? Ce droit aura-t-il un effet absolu ou suspensif ? »

On l'approuvait... en le désapprouvant. Quelqu'un propose

44. *Journ. des Etats*, III, 393.

indéfini au lieu d'*absolu*, en haine de l'adjectif d'ancien régime. D'autres demandent cette formule : « Le consentement du Roi est-il nécessaire à la Constitution ? » Mirabeau encore, qu'appuie Lally, veut remplacer le mot *lois* par la périphrase *actes du pouvoir législatif*; Tronchet au mot *sanction* préfère *consentement*. Guillotin retourne l'amendement Tronchet : *consentement* au lieu de *sanction*. « Le Roi n'a pas à consentir à la Constitution, antérieure à la monarchie », prononce le naïf Mounier. C'est le chaos. On renvoie l'article après les autres, et l'on rejette quelques amendements à ceux-ci.

Alors, le clairvoyant Hébrard, d'Aurillac, prend la parole. On veut, dit-il, hors des deux pouvoirs, en élever un troisième, ce veto, leur négation même, ce veto, dont l'exercice amènerait la nation à cesser de regarder pour son Roi celui qui cesserait de lui rendre ce qu'il lui doit.

« Nous parviendrions bientôt à une dissolution totale, où nous aurait conduit le veto intolérable que le Roi n'a jamais eu, qu'il ne demande point — il le fait demander — mais que des gens inconsiderés veulent absolument lui attribuer. »

L'orateur vante le Roi, agent suprême et inoffensif, partageant la gloire, les erreurs de son peuple. Louis XVI est bon, mais un mauvais souverain peut venir : quelle calamité s'il dépasse le simple exécutif ! Cet Auvergnat ne cache pas les vices de son système : à côté de la gloire, il a mis les erreurs, et l'impuissance à faire le bien à côté de l'innocence forcée.

Dans le désordre, Chasset propose de ne se séparer pas avant d'avoir décidé sur le veto. On l'acclame. A quatre heures, un vote par appel nominal donne au veto suspensif 673 voix contre 325. Il est huit heures et demie. Clermont-Tonnerre lève la séance, battu sur toute la ligne, mais avec une vague lueur d'espoir.

Il accueille, le 12, le cardinal de Rohan, retardataire qui vient siéger. Un curé lorrain apporte 264 livres, un M. Boucher des bijoux et un louis, de la part de deux fillettes; un Charolais, le chevalier de La Guiche, donne douze mille livres. Des gouttes d'eau dans la mer !

On revient au veto. Pour le fixer, il faut, dit Saint-Fargeau, qui a son idée, fixer la durée des législatures : il propose un an ! Robespierre approuve : le peuple doit changer le plus souvent possible ses représentants. Maury demande quatre ans, Buzot deux ans au plus : autrement les seuls riches se-

raient élus. Desmeuniers se range à cet avis. Virieu réclame trois ans, Maury « plusieurs années » ; ce terme vague obtient les préférences de l'Assemblée, qui songe aux vingt-et-un mois de l'exercice financier, et sent la nécessité, pour les députés, de s'instruire en suivant la gestion des ministres. Déjà la sanction va jouer : le soir, on décide de soumettre au Roi les arrêtés du 4 Août. Clermont-Tonnerre a beau résumer l'état des questions, analyser les propositions avec l'exactitude d'un comptable ; on a perdu six quarts d'heure à contester la manière de poser le problème⁴⁵. Le matin, le président a reçu les démissions de Mounier, de Bergasse, de Lally, en qualité de membres de ce comité de Constitution que l'Assemblée a désavoué. Clermont-Tonnerre y a joint la sienne. Talleyrand et Sieyès n'ont pu que l'imiter⁴⁶. C'est la faillite du système anglais.

Pendant les populations de Corbeil et des environs gardent leur confiance à Stanislas, pratiquement leur élu. Le 13, les municipalités de Morsang et d'Evry approuvent le projet de le nommer commandant des gardes nationales de la région. Celle de Ris se récusé : sa garde n'est pas formée. Celle de Juvisy félicite Saintry de jouir d'un tel seigneur : elle se rangera sous lui, dès que les patrouilles régulières, supprimées depuis un mois, seront rétablies dans le pays. Le curé Doye lui-même se joint, le 15, à ses paroissiens pour envoyer à Corbeil le vœu de la commune en faveur du comte, demandant seulement avec eux que la proclamation soit différée de quelques jours pour la rendre plus générale ou unanime ; Es-sonnes adhérera le 20, en rappelant l'hommage du 12 juillet⁴⁷.

L'Assemblée aussi sent le besoin d'un chef, d'un guide qui sache garder son sang-froid, diriger les débats orageux. Le 14, Clermont-Tonnerre est réélu président, par 380 voix contre 123 à Pétion et 80 à Redon, sur 727 votants⁴⁸.

Le vainqueur doit sentir qu'on a pensé à ses qualités personnelles plus qu'à ses opinions. C'est une couronne funèbre, un peu, qu'on lui décerne, avant de le précipiter dans l'abîme qui va s'ouvrir.

45. M. R. Maupetit, député ; *Lettres*, p. p. Quérureau-Lamerie (*Bull. com. hist. et arch. Mayenne*, 1903, p. 242.)

46. *Mercure*, p. 236.

47. Arch. mun. Corbeil, EE 13. B. N. 8° Lk⁷ 8292.

48. *Mercure*, p. 235.

CHAPITRE VIII

LE CRÉPUSCULE DE VERSAILLES

(15 septembre - 6 octobre 1789)

I. Seconde présidence de Clermont-Tonnerre. — II. Son conflit avec Sieyès au sujet des municipalités. — III. Son intervention en faveur des Juifs d'Alsace. — IV. Les journées d'Octobre et l'échec du système anglais.

I

« **A**INSI cet homme illustre, âgé d'environ trente ans, est pour ainsi dire deux fois successivement président de l'Assemblée,... place où toutes les actions, tous les mouvements même sont observés, examinés, jugés avec une sévérité plus souvent outrée que raisonnable. Les amis de M. le comte de Clermont-Tonnerre voient avec inquiétude la position où il se trouve, et ils craignent l'injustice qui veille sans cesse autour des honnêtes gens. »

M. de Beaulieu, qui tient ce langage¹, examine Stanislas du dehors. De plus près, un député manceau le déclare seul capable de contenir l'Assemblée dans ce moment d'effervescence². Notre président se proclame élu; les nouveaux secrétaires sont Desmeuniers, l'abbé d'Eymar et Mirabeau-Tonneau. Voici les actions de grâces aux électeurs :

« Ce qui m'eût payé des services rendus pendant ma vie entière devient l'encouragement de ma jeunesse. Je me flatte de mériter un jour ce que vous faites aujourd'hui pour moi. Comblé de vos bontés, il ne me reste plus qu'un seul vœu à faire à la Providence : c'est qu'elle puisse doubler mes forces. »

1. *Nouvelles de Versailles* du 5.

2. Maupetit, dans *Bull. hist. et arch. de la Mayenne*, 1903, p. 245.

Car ce délicat a besoin de forces pour officier devant de telles ouailles.

Des donateurs écrivent ou viennent : il faut les recevoir ou leur répondre avant de songer à la Constitution. Les arrêtés du 4 Août amènent Barnave à la tribune : il craint pour eux le veto, demande qu'on les sanctionne ou qu'ils soient soumis au veto suspensif. Il s'agit de principes, non de lois, objecte Mirabeau; la sanction doit précéder le renforcement des prérogatives royales. Lally rappelle ce discours du 19 août, où Mirabeau trouvait la discussion sérieuse des droits féodaux préférable à l'acte irréfléchi de la fameuse nuit, dans l'intérêt des propriétés et des revenus de l'Etat. Ce fâcheux exige la sanction, « nécessaire si jamais elle le fut »; repousse le reproche d'aristocratie, défend une autorité « dont on n'a rien à craindre ». Les circonstances sont graves, tout est bouleversé, il n'y a pas de temps à perdre si l'on veut rendre sa force à l'exécutif.

Virieu, plus calme aujourd'hui, rappelle la préexistence de cette puissance royale qu'il importe de fixer. Pour Maury, les arrêtés du 4 Août sont des lois dont il demande la discussion. Pétion veut attendre la sanction. Mirabeau, invoquant « la volonté générale qui fait la loi », demande la priorité pour Barnave. Stanislas rappelle à l'ordre Malouet, aux yeux de qui les décrets du 4 Août sont des préliminaires sans caractère exécutoire, d'où les lois naîtront. Le président résume la situation et semble hostile à la noblesse, qui réclame. Il réplique : il doit demeurer impassible, — c'est son grand mot, — poser les questions, avertir qui s'en écarte : il n'a rien fait d'autre. Mais Virieu s'agite : ses voisins le retiennent à grand peine; son attitude compromet la cause qu'il défend. Barnave accouche enfin d'une rédaction : la promulgation d'abord ! On va surseoir à l'ordre du jour. Clermont-Tonnerre veut faire voter là-dessus : il a cru voir une majorité en faveur de la délibération, mais de grands cris le font taire, la salle se vide au milieu du bruit et les méchantes langues reprochent au président sa partialité en faveur d'anciens adversaires³.

Le soir, on entend Prieur et Mirabeau soutenir Barnave, Le Chapelier réclamer avec un *Te Deum* une sanction définie et Maury déclamer contre le 4 Août, cependant que Malouet dit impossible le consentement du Roi. Enfin, Clermont-

3. Castellane (?) p. 152.

Tonnerre reçoit l'ordre de porter au château la sommation de l'Assemblée.

Il s'y rend le lendemain soir, à huit heures et demie, laissant La Luzerne au fauteuil; il a reçu deux nouvelles adresses contre les deux Chambres, défunt^{es} qu'il faut qu'on tue, et essuyé une apostrophe de Mirabeau. Il s'agissait de la régence dont un député voulait exclure la maison d'Espagne. L'ami du duc d'Orléans proposait d'ajourner la question; Stanislas le pressant de renoncer à ce moyen dilatoire, il avait répliqué : « Cette question n'est pas si indifférente à l'ambassadeur d'Espagne qu'à l'Assemblée ! » La majorité l'avait suivi, excluant loi salique et traité d'Utrecht. Clermont-Lodève avait obtenu l'ajournement. Le président revient à onze heures : « Le Roi examinera. » Telle est la formule du veto suspensif.

Des « citoyens-soldats » offrent, le 16, de garder l'Assemblée contre les séditeux..... à condition d'être nourris. On ergote sur l'hérédité du trône : Cazalès et Bouche veulent une Convention nationale. On crie, les amendements se croisent; Mirabeau réclame une décision; Emmery, expliquant son vote, est interrompu par le président. Celui-ci, à qui ce droit est contesté, s'excuse en invoquant la nécessité de rétablir le calme, besogne où il échoue. Deux épreuves douteuses demeurent sans résultat, l'appel nominal s'impose. Clermont-Tonnerre lit le décret soumis au vote; personne ne saisit un mot; on murmure; le président est obligé d'entendre « les choses les plus désagréables⁴ »; le clergé, la noblesse ne veulent pas aller contre le prétendu décret. Quatre heures ! il faut partir : les ecclésiastiques ont jeûné. Le tumulte reprend le soir autour de la gabelle qu'on supprime.

Le président doit aussi s'occuper de Corbeil. Car le bureau intermédiaire existe toujours : le 11, la municipalité lui a envoyé la liste de ses membres. Stanislas et ses collègues demandent, le 16, des détails sur ce personnel, sur les conflits de limites avec Essonne, et proposent aux deux villes en litige de nommer une commission à ce sujet. Il faut réparer le quai Saint-Laurent : l'architecte dressera un devis⁵.

L'hérédité du trône passionne une Assemblée qui se croit monarchiste. Mais le tumulte fatigue : Clermont-Tonnerre, qui propose de diviser la question, l'emporte le 17 à une assez

4. Castellane, p. 157.

5. Corbeil, Archives municipales AA 19 (29).

forte majorité. La veille au soir, il n'a pu obtenir la réponse du Roi sur le 4 Août^e.

En attendant que les orateurs « régénèrent », le peuple a faim : à Bernay, il arrête de prétendus accapareurs de blé. Stanislas recommandera l'affaire au garde des Sceaux. Voici enfin, le 18, à trois heures et demie, la réponse désirée, sinon celle qu'on désire. Sans doute le Roi approuve le 4 Août, mais il fait toutes ses réserves sur les droits féodaux, mais il veut que les décrets soient rédigés sous forme de lois : alors il sanctionnera. La déception est vive. Camus veut confier l'affaire à quatre comités; Le Chapelier s'en tient au 4 Août, tout ou rien, appuyé par Mirabeau, qui insiste sur le danger du système d'examen par le Roi et découvre qu'il y avait une France même avant le 20 Juin.

« Nous ne sommes point des sauvages arrivant nus des bords de l'Orénoque pour former une société... Nous avons un Roi préexistant, des préjugés préexistants. Il faut autant que possible assortir toutes ces choses à la Révolution. »

C'est ce qu'on ne voudra bientôt plus faire, en présence de « choses » qui ne demandent rien moins qu'à être assorties. C'est ce qu'on fera pourtant, inconsciemment, comme malgré soi. Mirabeau, d'accord avec Robespierre, veut que Stanislas aille séance tenante réclamer la promulgation au Roi ! Celui-ci s'expliquera lui-même ou par son chancelier, exige Pétion. Il y a du d'Eprêmesnil là-dessous, insinue Volney. L'accusé implore un rappel à l'ordre, mais tout se lève pour le blâmer. Le soir, on renvoie Clermont-Tonnerre au château demander la promulgation de l'arrêté sur les grains.

Le malheureux ne peut voir le Roi. Le lendemain, à Du Port, à Fréteau qui réclament, il essaye de répondre en posant la première question : « Faut-il sur le champ solliciter la promulgation des décrets du 4 Août ? » Malouet s'y oppose; l'évêque de Chartres, Lubersac, lit le règlement : la décision sur un objet soumis le jour même à l'Assemblée ne peut être immédiate qu'en cas d'urgence. Il y a urgence ! crie-t-on de toutes parts. Le président offre la parole au prélat, puisque la question est posée. On proteste, la discussion est close; mais sur le 4 Août seulement, insiste Le Chapelier. Stanislas reconnaît son erreur, et, lisant l'arrêté rédigé par Du Port, se retire pour l'exécuter. Louis XVI le renvoie au jour sui-

vant, avec cette promesse arrachée par le garde des Sceaux, Champion de Cicé, présent à l'entretien et conscient du péril : l'Assemblée peut être assurée des bonnes dispositions du monarque. Elle en voudrait quelque preuve ! La sanction donnée à son décret sur les grains est peu de chose, la promulgation décidée de l'arrêté du 4 Août sent sa défiance.

Mais il faut poursuivre, aborder le veto suspensif, parler de sa durée. Guillotin propose, le 21, une nouvelle rédaction ; Clermont-Tonnerre, qui craint ce novateur, observe que l'Assemblée, par son arrêté, a clos la discussion. « Sur l'ordre de travail seulement ! » riposte Mirabeau. On vote. Une grosse majorité accorde la suspension pour deux législatures. Le Roi a envoyé son argenterie à la Monnaie, et Mirabeau apprend le soir que ces plats, par un singulier tour de passe-passe, se retrouvent à Londres ! Qu'est-ce à dire ? Il vaut mieux que le château garde ses richesses : ordre au président de l'aller dire. Le voici qui revient : « Le Roi s'obstine ; ni la Reine ni lui n'attachent d'importance au sacrifice⁷. »

II

Ces ambassades empêchent Stanislas de participer activement à une discussion où il n'a guère le temps de se préparer : il doit s'occuper de Corbeil, des impôts qui ne rentrent pas, des désordres, inviter les municipaux à éclairer le public, leur répéter que le décret du 17 juin ordonne de continuer la perception des droits au lieu de la défendre comme on se l'imagine, leur énumérer les nécessités auxquelles les impôts répondent, exhorter les collecteurs, par l'intermédiaire des maires, à faire des tournées exactement, mais avec « ménagement » pour éviter les « affaires » et engager les curés à lire ces instructions au prône⁸. La fermentation générale rend ces conseils illusoires.

Mais si l'orateur ne peut toujours empêcher les « erreurs » de l'Assemblée, du moins s'efforce-t-il, quand le manque de temps ou les circonstances ne lui ont pas permis d'intervenir, de pallier les « mauvais » effets des résolutions adoptées. C'est ainsi qu'il publie le 21 des *Réflexions* en réponse au

7. *Journal général de France*, p. 478.

8. Lettre du 20 septembre, du bureau intermédiaire aux municipalités du département de Corbeil (Corbeil, archives municipales, AA, 19 (30)).

discours de Sieyès du 7 sur les municipalités et le veto; il l'imprime et le distribue, par acquit de conscience, n'ayant pu parler, deux semaines plus tôt, pour être venu après la clôture. Il recommandera un jour ces pages à l'attention :

« L'anarchie la plus cruelle n'a que trop prouvé combien j'avais alors raison. »

L'adoption du projet Sieyès

« a changé la monarchie en une multitude de petites portions détachées qui ont leurs intérêts, leurs préventions, leur régime, n'obéissant à personne, et qui regardent ce qui reste du pouvoir exécutif plutôt comme un ennemi commun que comme un centre de réunion ».

On dirait qu'il s'agit de la féodalité !

Le discours de l'idéologue a étonné Stanislas sans le convaincre par sa logique. Notre auteur, qui voit dans la formation préalable des municipalités, considérée par Sieyès comme élément du corps législatif, un principe « inexact et dangereux », emprunte les armes de son adversaire. Si, comme celui-ci l'a prouvé, la France ne peut être une démocratie, si un Etat où la volonté générale résulterait des volontés locales, directement prononcées sur chaque objet, est une démocratie, — il est évident que les municipalités ne sont pas les éléments du corps législatif. Leur organisation en diffère : c'est comme citoyen français et non comme citoyen d'une municipalité que chacun est « membre électeur » du corps législatif. Le corps législatif, au-dessus des pouvoirs locaux, « ne doit en recevoir que des pétitions respectueuses ». Tels sont les principes de Sieyès et de Clermont-Tonnerre : les conséquences diffèrent.

Car les municipalités, simples administrations sans influence législative, sont en quelque sorte sous la tutelle des deux pouvoirs d'en haut. L'auteur répète avec Sieyès : Ni démocratie, ni fédération. Malgré les novateurs qui voudraient renverser la monarchie, confondue avec le despotisme, la nation conserverait « le gouvernement qui convient à notre position géographique et politique et à notre esprit national. » Le système de Sieyès, c'est la démocratie pure. Quelle unité établir sur l'anarchie locale ? Les municipalités constituées avant le pouvoir législatif supporteront-elles celui-ci ?

Passons au fait. Paris a d'abord eu des districts, puis une Commune, et les districts ont persisté, obstacles parfois à la municipalité et à l'unité administrative. Certains « se sont permis d'articuler une opinion impérieuse sur les objets qui

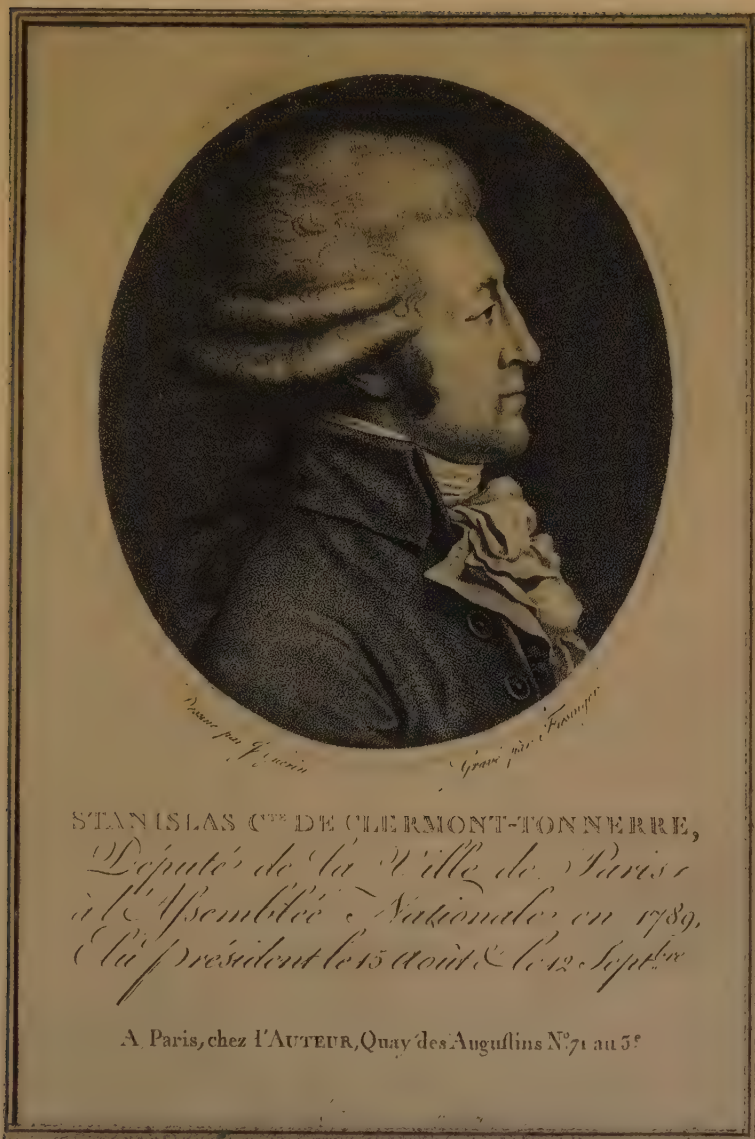
occupent actuellement l'Assemblée nationale. » Que sera-ce donc lorsque dans toutes les parties de la France il existera de semblables corporations ? Quel moyen pour les perturbateurs du repos public ! Quel danger pour la Constitution ! Clermont-Tonnerre devine que les sections vont tout mener. On verrait bientôt, ajoute-t-il, arriver de toutes parts des mandats impératifs, caractère distinctif d'une démocratie, de l'aveu de Sieyès. Il faut ajourner la question municipale, ne fixer les droits et devoirs des corps locaux qu'après ceux des pouvoirs législatif et exécutif.

Mais le veto ? Sieyès refuse au Roi cette « lettre de cachet contre la volonté nationale », ce suffrage susceptible d'étouffer tous les autres, de faire de la loi l'expression de la volonté d'un seul, ce droit d'empêcher, équivalent à celui d'agir. Oui, mais la majorité, en rejetant une proposition, n'use-t-elle pas d'un veto, elle qui exerce le pouvoir législatif ? La précipitation dangereuse peut être arrêtée par la réunion d'une « convention constituante » à la réquisition d'un des pouvoirs constitués, par la division de l'Assemblée en trois Chambres détaillant les débats et pesant la résolution : tel est le remède de Sieyès.

Clermont-Tonnerre, reconnaissant que le Roi doit faire un avec la nation, ne peut comprendre que le veto, même absolu, l'en sépare !

« Nous convenons tous que le veto le plus absolu est nul contre la nation, mais on nous ajoute que le vœu de la législature est le vœu national. »

Il voit là-dedans une pétition de principes ; à ces principes il oppose les siens. La France est une monarchie où la volonté générale est celle de la représentation nationale, extraordinaire et constituante, ou ordinaire et constituée en législature. Notre critique oublie que l'Assemblée de 1789 est venue pour constituer. La Constituante « extraordinaire », antérieure à la Constitution ou venue pour la « réparer », serait évidemment, croit-il, la représentation nationale, dépositaire d'une souveraineté que le peuple ne peut exercer soi-même sans tomber en démocratie. A cette assemblée-là nul veto ne saurait s'opposer. On peut la former pour créer la Constitution, ou lui défendre d'en attaquer tel principe : en tout cas, cette souveraineté collective, illimitée en nature, demeure limitée dans son objet. Ainsi la Constituante actuelle, si elle ne peut détruire la monarchie, doit fixer souverainement les bornes



M. Rigal phot.

STANISLAS EN OCTOBRE 1789.
 (Gravé par Fiesinger d'après Guérin. - Appartient à l'auteur.)

des pouvoirs. La législature, au contraire, établie par la convention nationale dont elle dépend, n'est pas souveraine : sa créatrice peut l'entraver, même par un veto confié à un autre pouvoir « et dont l'action dirigée contre un pouvoir constitué ne peut jamais passer pour dirigée contre la volonté générale. »

Le raisonnement de Sieyès sur le suffrage « étouffant » perd de sa force si le veto ne s'applique qu'à la législature, étant délégué au Roi, placé comme modérateur dans la machine législative par le pouvoir constitué, législateur lui-même. Il faut réduire la question à l'utilité nationale du veto.

La forme absolue de celui-ci, par son impopularité seule, inquiète Stanislas, « le peuple voyant dans la Constitution même une espérance de la cessation du veto ». La forme suspensive, dérisoire, limitée dans son effet, amènera la défaite du Roi. La forme itérative, acceptable, réduit la durée du veto à deux législatures en droit, à une en fait, par la réflexion que son premier essai suggérera au public : le souci de la dignité royale en modérera l'usage. Les décisions seront lentes et réfléchies, mais il n'y aura pas oppression d'un seul. — Sieyès propose entre autres moyens de renvoyer les lois des pouvoirs constitués au pouvoir constituant : système dangereux, affirme Clermont-Tonnerre. Une Constitution ne doit être revue qu'à longs intervalles : le pouvoir constituant invoqué voudrait prononcer, non sur l'objet de sa convocation, mais sur toute la Constitution, la changer, la refaire ! Serait-il prudent, en cas d'effervescence, d'en appeler à un « terrible arbitre » susceptible d'amener le despotisme du Roi ou d'une aristocratie ?

Ces trois Chambres, enfin, qu'on prône, amèneront trois esprits ; le terme de leurs délibérations, s'il est fixé, supprimerait le veto réel ; s'il est indéfini, il produirait le veto de la majorité « séduite » d'une seule Chambre ; une minorité exercerait le pouvoir législatif. Le critique novice ne voit pas que c'est toujours en fait une minorité qui gouverne ! Il suppose six cents députés partagés en trois sections munies chacune d'un droit illimité de délibérer : que le Roi corrompe cent un membres de l'une d'elles, voilà le débat éternisé.

Clermont-Tonnerre conclut : il faut organiser d'abord les deux pouvoirs législatif et exécutif, et admettre le veto itératif°. Qu'on puisse faire à son Sénat même reproche qu'aux trois Chambres de Sieyès, il ne semble pas s'en douter.

Et, au vrai, est-ce bien le système de Sieyès qu'il expose ?

L'intéressé le niera, dans deux ans; recevant de son adversaire le recueil imprimé de ses opinions¹⁰, il se rebiffera contre ces *Réflexions* qu'il lira « sans y rien comprendre ». C'est à tort, affirmera-t-il, que Clermont-Tonnerre lui attribue le système des quarante-quatre mille municipalités, « celle de toutes les fausses idées qui m'a fait le plus de peine » et au fond, à l'en croire, la plus opposée à son plan. Il se plaindra de l'avertissement où Stanislas, déplorant « l'anarchie », en rend Sieyès responsable. Il prétendra que son système a toujours été aux antipodes de celui-là, rappelant que le décret sur les municipalités, perpétré à l'Archevêché, seulement en novembre 1789, l'emplît d'indignation et de douleur :

« Depuis ce moment je ne crois pas avoir passé un seul jour sans le manifester et peut-être sans fatiguer de mon inutile affliction la plupart de mes collègues. »

A ce mécontentement, Sieyès attribuera la « jolie réputation d'humeur qu'on lui a faite. » Jamais il n'a parlé des quarante-quatre mille municipalités à Clermont-Tonnerre :

« Vous m'avez fait quelquefois l'honneur de me dire que vous aviez lu toutes les opinions que j'ai eu le malheur de faire imprimer... Comment n'y avez-vous pas vu que mes municipalités à moi, que j'appelais souvent communes, grandes communes, communes centrales, n'étaient autre chose pour l'étendue que ces arrondissements territoriaux formés ensuite sous le nom de districts ?... Mon système n'a point varié : on m'a toujours entendu demander de petites provinces et de grandes communes. »

Sieyès se plaint des imputations gratuites de Stanislas, destinées sans doute à « combler la douleur que doit nécessairement ressentir à cet égard un homme qui mettait toute sa passion au succès du véritable ordre social ». Ce n'est pas quarante-quatre mille, mais six à sept cents « municipalités » qu'il a demandées peu après la mise au jour des *Réflexions*, le 29 septembre 1789, en qualité de rapporteur du second comité de Constitution : il s'agissait de « fondre dans un seul grand intérêt communal tous ces petits intérêts divers des paroisses d'un même district. » Quelle différence avec « ce chaos politique où l'on ne voit goutte, avec cette mer de sables mouvants sur lesquels il est impossible de fonder solidement une véritable monarchie » ! Les quarante-quatre mille municipalités, cela regarde Malouet, Crillon, Biauzat.....

10. V. *infra*, 3^e partie, chapitre VII.

Mais le 21, Clermont-Tonnerre ne pouvait juger que d'après le discours de Sieyès du 7, relatif, pour qui l'entendait, à la division du royaume.

« A cette époque, la nation entière avait pris part à la Révolution; tous les pouvoirs publics qui échappaient aux mandataires de l'ancien régime avaient été recueillis par les villes, bourgs et villages, chacun dans son territoire respectif. Je ne sais si cet événement ne vous présente qu'usurpation et anarchie. Pour moi, je trouve au contraire que c'était, dans une telle circonstance, le seul moyen d'empêcher l'anarchie la plus effrayante de se porter dans les derniers rameaux de l'organisation sociale. Je pense que la patrie doit une éternelle reconnaissance aux hommes courageux qui ont su se montrer en cette occasion..... Nous pensons vraisemblablement l'un et l'autre qu'un tel ordre de choses ne pouvait pas rester longtemps le même et surtout que le législateur ne devait pas en consacrer la permanence... A l'époque dont nous parlons, les quarante-quatre mille municipalités se trouvèrent exister tout à coup, non par l'effet d'aucun système philosophique, mais par une suite inévitable de l'insurrection générale..... Le 7 septembre, je voulais empêcher qu'on ne vint à les établir de droit; je tentai la seule voie par laquelle on aurait pu y substituer promptement une constitution raisonnable de provinces et de communes ou municipalités. Taire ce mot eût été une grande imprudence. Car on ne parlait que de municipalités, on n'existait que sous cette forme et ce n'était que sous cette dénomination qu'on pouvait espérer l'établissement d'un ordre quelconque. »

Sieyès espérait alors l'adoption de son plan. Il avait dénoncé le danger de « laisser les municipalités s'organiser en républiques complètes et indépendantes », proposé la nomination d'un comité chargé de présenter le plus tôt possible un plan tel « qu'on puisse espérer de ne pas voir le royaume se déchirer en une multitude de petits Etats sous forme républicaine et qu'au contraire la France puisse former un seul tout, soumis uniformément dans toutes ses parties à une législation et à une administration communes ».

Voilà ce qu'écrivait Sieyès, le 13 octobre 1791, de sa maison d'Auteuil, en rappelant le rejet de sa proposition hostile au veto¹¹, en gémissant sur le parti-pris de Clermont-Tonnerre. Celui-ci répondra le 23¹², Sieyès étant au château de Mahenon, dans la Creuse, en se défendant de toute malveillance et d'avoir voulu imputer à l'idéologue le système des quarante-quatre mille municipalités.

« J'ai cru que votre nom seul vous mettait au-dessus du soupçon

11. *Moniteur*, 18 octobre 1791.

12. *Ibid.* 7 novembre 1791 et *Feuille du jour* du 6, p. 1029.

d'une telle ineptie. Je pensais comme vous... que les quarante-quatre mille municipalités étaient la plus détestable des opérations. Je ne vous soupçonne pas d'en être le père et ne vous en ai jamais accusé. »

Sur l'ordre de travail il y avait eu conflit : Stanislas avait nié qu'on dût d'abord organiser des municipalités, croyant impossible de soumettre ces pouvoirs à celui qu'il plairait ensuite de former, et sans lequel les autres auraient existé au début. En 1791, il s'obstine dans cette opinion. Certes il fait grand cas de Sieyès :

« Ce ne sera jamais moi qui vous accuserai d'être l'ami du désordre ni le propagateur d'une doctrine fondée sur de mauvaises intentions. »

Mais, remplaçant système par proposition dans l'avertissement incriminé, il juge avoir fait amende honorable. Et il prie son correspondant de publier sa réponse : Sieyès s'exécute, non sans commentaires.

« M. de Clermont-Tonnerre convient qu'il s'est trompé, mais en homme d'esprit, et l'on sait qu'il en a beaucoup. »

L'adversaire, ajoute-t-il en substance, déforme la question : il s'agissait, le 7 septembre 1789, du veto royal et non des divers degrés d'administration ou de l'ordre à observer en discutant leur établissement.

« Je demandais un plan de provinces et de municipalités, et non de municipalités à établir avant ou sans les provinces... L'homme qui a un système ne s'amuse pas à séparer des pièces faites pour aller ensemble. »

Sieyès conclut à quelque nouvelle erreur de mémoire....

A la fin de septembre 1789, l'abbé n'avait guère remarqué les *Réflexions*, qui même sans l'avertissement auraient pu motiver sa réponse. Autrement eût-il attendu deux ans ?

III

Cependant notre président garde son prestige.

« D'une belle figure pâle, avec des cheveux tirant sur le roux, il charme par la noblesse de son maintien et la politesse de ses manières; il étonne par son inaltérable sang-froid. C'est un écueil qui brave les vagues de la mer en furie. Il est remarquable par l'étendue de sa mémoire, la rapidité de sa conception, la facilité avec laquelle il éloigne de toutes les questions qu'on discute ce qui y est étranger ou inutile, par l'ordre et la netteté avec lesquels il résume ces mêmes questions,

par la justesse de ses réflexions, par l'éloquente clarté de son discours, par son adresse à ramener la paix, l'ordre et le silence..... Il a le premier de tous appris aux présidents de l'Assemblée comment il faut se conduire vis-à-vis de ses membres¹³. »

Ainsi s'exprime le 21 l'ambassadeur de Parme. Le lendemain, Stanislas accueille M. de Montalembert, ce précurseur de la fortification moderne, qui a refusé les offres de l'étranger pour réserver à la nation ses documents, ses plans-reliefs, ouvrage de trente ans :

« L'Assemblée jugera, dans sa sagesse, à quoi doit être destiné le fruit de votre louable travail, dans un moment où l'éducation publique, participant à la régénération générale, s'étendra à tous les objets d'utilité nationale¹⁴. »

Le travail se poursuit au milieu de ces intermèdes : tandis qu'un garde national dépose ses boucles d'argent sur le bureau, Mounier déclare dangereux de dire que le seul pouvoir législatif appartient à la nation : celle-ci, de par les droits de l'homme, détient tous les pouvoirs ! Des observateurs, comme Duquesnoy, sondent les cœurs et les reins :

« Ce serait un ouvrage assez curieux qu'une nomenclature de tous les députés, avec indication, en marge de chaque nom, des motifs qui ont déterminé tel avis... Il est évident... que le comte de Clermont-Tonnerre veut être ambassadeur, Talleyrand ministre et que le comte de Mirabeau veut s'enrichir¹⁵. »

Puis il y a Paris qu'inquiète ce régiment de Flandre, récemment arrivé, et connu pour son esprit de discipline; on passe outre. Le soir du 23 septembre, le président reçoit mandat de présenter à la sanction royale le décret sur les gabelles. Le 24, il lit une lettre du duc de Charost, qui donne cent mille livres : il faut écrire, remercier. Voici Necker, tout gémissant : l'emprunt a échoué, l'argent se cache, la détresse est générale; il s'agit de trouver des ressources, d'assurer l'exécution des lois, de ramener le calme à grand renfort de décrets. Clermont-Tonnerre y va de son coup d'encensoir :

« Quel que soit le malheur des circonstances, répond-il au Génevois, la confiance du Français peut encore s'appuyer sur des bases solides : l'Assemblée nationale, le Roi, et j'ose dire le ministre qui a bien mérité de l'un et de l'autre¹⁶. »

13. Bailli de Virieu. *Correspondance*, éd. de Grouchy et Guillois, p. 134-138.

14. *Procès-verbal*, p. 19.

15. *Journal*, I, 356.

16. *Procès-verbal*, p. 8.

Mais est-ce un moyen de calmer les gens que de les retrancher d'un quartier, comme la cour et Necker le demandent ? Du Pont de Nemours aligne des chiffres, on surseoit à la proposition. A neuf heures du soir, le président court au château. Louis XVI promet sa sanction au décret des gabelles. Stanislas écrit aux municipaux d'Amiens, à propos des malheurs du maire, Jourdain Deléloge; coupable d'avoir importé et vendu des grains à bas prix, ce magistrat victime de calomnies, en fuite pour sauver sa vie, a envoyé au comité des rapports un mémoire explicatif qu'on transmet ce jour même au ministre avec prière de protéger l'intéressé. Le président conseille aux Amiénois de veiller sur leur maire, affirme l'honorabilité de l'inculpé qui, respectueux des lois, a mieux aimé se contenter pour ses grains d'un prix modéré que de spéculer ailleurs. Les concitoyens de Jourdain Deléloge suivront cet avis, appuyé d'un billet de Necker¹⁷.

Clermont-Tonnerre annonce, le 25, que le Roi a promis sa sanction. Le lendemain éclate, après cinq heures, le tumulte provoqué par la discussion du projet Necker. Des applaudissements convulsifs saluent le cri de Mirabeau : « La banqueroute, la hideuse banqueroute est là; elle menace de consumer vous, vos propriétés, votre honneur... et vous délibérez ! » simple écho de l'allusion récente de Goupil de Préfeln à Catilina. Aux riches de se sacrifier : un décret y pourvoira. Mais voici un autre sujet d'inquiétude, dénoncé par Mirabeau : les provinces « se convoquent » sans aucun rapport avec la nouvelle allure que leurs représentants doivent donner à la monarchie. Il faut y mettre ordre, s'informer des mesures que la cour a pu prendre à cet effet. Que se passerait-il, si la France s'apercevait que ses députés la « trahissent » en croyant la servir ?

Il y a toujours une affaire Bezenval. Le 3, La Luzerne a écrit à Bailly, qui a répondu le 11. Le maire sollicitera la Commune de le mettre en état de donner un avis. Le 26, Stanislas lui rafraîchit la mémoire¹⁸.

La présidence de notre orateur finit le 28. Mounier le remplace, battant Pétion et Target. Avant de regagner son banc, Clermont-Tonnerre remercie l'Assemblée :

« Je ne puis vous présenter que l'hommage d'une reconnaissance toujours renaissante et d'un zèle qui ne se ralentira jamais¹⁹. »

17. *Journ. gén. de France*, du 7 novembre, p. 551.

18. Arch. Nat. Dxxixb1, n° 8. — Tuetey, I, 1129.

19. *Nouvelles de Versailles* du 29.

Des journalistes « amis des grands talents » espèrent que pendant la session, le président sortant sera encore obligé de répéter sa harangue; son successeur et ami lui rend hommage:

« Celui qui m'a précédé m'inspire tout à la fois le désir de suivre ses traces et la certitude de ne pouvoir le remplacer²⁰. »

Stanislas intervient, le soir même, en faveur des Juifs d'Alsace. Comme ceux de Lorraine et des Evêchés, ils attendent depuis longtemps une audience, réclamant la protection de l'Assemblée contre les « persécutions » dont ils se disent menacés. Ces Juifs sont domiciliés en France,

« si toutefois on peut appeler domiciliés des hommes qui ne sont pas citoyens, qui ne jouissent pas même des droits de l'homme, et qui tantôt soufferts, tantôt persécutés, n'ont qu'une existence et une habitation précaires. »

L'abbé Grégoire a promis de les soutenir. Clermont-Tonnerre se défend d'usurper son rôle et réduit l'affaire à ceci :

« Il suffit d'être homme et d'être homme civilisé pour jouir du droit de citoyen. »

En attendant ce bel état de choses, il faut protéger les réclamants :

« La haine du peuple les poursuit, et cette haine, ils l'ont méritée. Tel est l'effet de l'oppression et de l'opprobre : l'homme opprimé devient injuste et l'homme avili devient vil. »

Le peuple ne cherche pas si loin; mais l'Assemblée, mieux éclairée sur la vraie source des torts imputés aux Juifs, empêchera qu'ils meurent pour avoir ressenti les effets d'un régime d'oppression.

« Vous ne voudrez pas que le décret qui devait en faire des citoyens n'ait plus qu'à consoler leur mémoire. »

On a pillé leurs maisons, outragé, violenté leurs personnes. Leur prochaine fête des Expiations les réunit aux synagogues où ils seront exposés sans défense :

« Le lieu de leur prière peut devenir celui de leur mort. »

Clermont-Tonnerre demande que les autorités d'Alsace reçoivent du président l'avis que l'Assemblée protège les Juifs et leurs biens. Et la séparation des pouvoirs ?

« Je désire qu'il soit enfin reconnu qu'un homme, quand même il ne serait pas citoyen, ne doit pas être impunément égorgé²¹ ! »

D'autres égorgeurs démentiront cette parole, qui, des tribunes, peut-être, applaudissent et l'orateur et la décision : Mounier reçoit mandat d'expliquer aux officiers publics de l'Est que « la déclaration des droits est commune à tous les habitants de la terre ». Pour la forme, l'appui du Roi sera invoqué. D'autres députés aussi ont reçu la supplique des Juifs, mais Stanislas est le premier à parler en faveur de ces « malheureux »²²,

Lors de sa présidence, il s'est occupé d'ordonner la mise sous presse d'un état des pensions contenant, avec les noms des bénéficiaires, l'exposé des motifs qui les leur avaient valus. L'imprimeur Baudouin a répondu : le travail coûterait une somme à stupéfier l'Assemblée. On se demande, le 29, quel parti prendre. Mounier annonce qu'une compagnie de libraires, moyennant un privilège exclusif, imprimera gratis. Le fournisseur habituel de l'Assemblée capitule²³. La « liste » va remplir cinq gros volumes.

On invoque au besoin les décisions de l'ancien président : le 30, quelques députés, réclamant l'appel nominal au sujet du droit « exclusif » de créer des offices qu'il s'agit de retirer à l'exécutif, rappellent ce mot de Stanislas, « que lorsqu'un membre invoquait cette forme de délibération, elle devrait être accordée ». Lui s'explique : il a dit qu'il n'y avait lieu à cette formalité qu'en cas de doute. On se désiste là-dessus²⁴. On enterre la monarchie anglaise. Là-bas cependant, derrière l'horizon où Paris guette Versailles, le linceul de la France royale se tisse dans l'ombre des clubs et la fumée des tavernes.

IV

Mounier, le 1^{er} octobre, va chercher la réponse du Roi sur la sanction demandée pour les derniers décrets. Clermont-Tonnerre reprend ce soir-là le fauteuil : l'Assemblée témoigne la plus vive satisfaction de le revoir à cette place qu'il a

21. *Recueil*, III, 32 et B. N. Le 29 234. In-8°.

22. *Journal de Paris*, p. 1240. (Certains cahiers du Tiers, en Alsace et en Lorraine, réclamaient des mesures contre la « nation » juive.)

23. *Nouvelles de Versailles*, du 30.

24. *Journ. des Etats gén.*, IV, 298.

remplie, dit-on, d'une manière désespérante pour ses successeurs²⁵. Il récidive le lendemain : Mounier est allé présenter la déclaration des droits²⁶. On s'inquiète bien des bruits de la capitale, de cette idée, qui prend corps, que là où est le Roi le pain ne manque jamais. Peu de gens néanmoins croient à un danger immédiat : n'ont-ils pas d'Estaing et ses soldats-citoyens ? Quel plus sûr rempart contre les « factieux » ?

Les forces humaines ont des limites. Stanislas a besoin de repos. On le réclame à Corbeil, et son bureau intermédiaire lui tient au cœur : il vient, de concert avec ses collègues, d'envoyer aux municipalités du département la proclamation de la Commune de Paris sur les approvisionnements et marchés. Le bureau recommande aux autorités de donner l'exemple pour le bonheur commun, de se renseigner, et de le renseigner lui-même, sur l'état des marchés : on craint la disette et les accapareurs²⁷. L'assemblée départementale fonctionne toujours, aussi peu que possible : les quarante paroisses de l'arrondissement de Brie-Comte-Robert y ont député, avec Stanislas, l'abbé Paillard, propriétaire à Combs-la-Ville, Delamotte, maire de Brie et un propriétaire de Mandres, Mauissant de Valmont. Saintry, qui relève de Corbeil, payera en 1790, 915 livres d'impôts, au lieu de 800 pour 1789. Tel est l'heureux effet de la régénération²⁸.

Le 3 octobre, M. le Député arrive dans sa circonscription. Le lendemain, « jour de la fête de Saint-François, solitaire », la milice et la garde bourgeoise de Corbeil, rassemblées place Saint-Guénault, prêtent le serment national en présence du comte, leur commandant élu ; celui-ci fait un précis éloquent des décrets touchant les chasses, le paiement des droits accoutumés et autres articles tendant au maintien de l'ordre²⁹. A Champlâtreux, Delphine attend son mari, en compagnie de Bouchard, maintenant garde du corps à la compagnie de Noailles³⁰. Trois beaux jours d'automne passent vite ; les deux hommes décident de gagner Paris, où Clermont-Tonnerre a son domicile chez Monsieur au Luxembourg, et où il veut se reposer quelque temps³¹.

25. *Nouvelles de Versailles* du 2.

26. *Procès-verbal*, p. 3.

27. Lettre du 30 septembre, Arch. mun. Corbeil AA 19 (33).

28. *Ibid.*, AA 19 (feuilles d'imposition).

29. Abbé Guyot, *Almanach de Corbeil pour 1789*. Calendrier et p. 143 et 147.

30. *Procédure criminelle du Châtelet...* 3^e partie, p. 15, B. N. 8° Le 2^o 980.

31. *Recueil*, I, xxxv.

Les voilà partis le soir du 5. A la porte de la « Cour de France »³² à Juvisy, on leur apprend que la capitale est en ébullition, qu'il leur sera impossible de la traverser. Qu'y a-t-il donc ? Il faut courir à Versailles : par la Croix-de-Berny, on est bientôt arrivé. A dix heures la voiture roule sur le pavé de la rue du Vieux-Versailles, où Bouchard demeure chez son ami. Devant sa porte, Clermont-Tonnerre et lui trouvent un homme en habit gris, armé d'un fusil de munition, qui leur raconte des histoires extraordinaires : les gardes du corps ont « massacré » les citoyens, la garde nationale de Paris va venir rejoindre celle de Versailles « pour se défendre ». Les craintes de septembre étaient justifiées : tout sombre dans la débâcle, la plèbe veut son Roi pour le garder, le convertir ou manger ! Et puis il y a eu le banquet des gardes du corps, aux fatales cocardes. Bouchard se renseigne, passe à l'Assemblée, voit effectivement arriver des Parisiens en armes qui s'installent sur l'immense place. N'étant pas en uniforme, il retourne aux Menus où Stanislas le rejoint. L'homme en gris, qui a répété son discours aux gens de la maison, rôde toujours dans la rue. Clermont-Tonnerre arrive du château où il s'est rendu avec Mounier et quelques collègues, traversant non sans peine la place d'Armes : un individu en veste bleue ou brune, armé d'une tringle de fenêtre, a failli les mettre à mal. Pour ce gaillard, il n'y a de bon député que Mirabeau; on fera justice des autres, il faut attendre à demain pour passer, et le « peuple » est enfin le plus fort !

Dans la salle, les députés, réveillés en sursaut pour une séance de nuit, se démènent parmi les poissardes affamées hurlant au milieu de la cohue. Mounier, malade, indécis, refuse de lever la séance comme le demande Mirabeau. La Fayette, de qui la horde parisienne s'est coiffée, malgré qu'il en eût, invite le président à le suivre dans un bureau; mais le Dauphinois, craignant en son absence un coup de force contre l'Assemblée, envoie Lally et Clermont-Tonnerre. La Fayette assure ces délégués des bonnes intentions de sa troupe, leur proteste qu'il n'y a point à s'inquiéter, que les postes sont gardés, qu'il répond de tout, et leur souhaite le bonsoir pour s'aller coucher³³ : Mounier n'a plus qu'à l'imiter.

32. Où Napoléon en 1814 apprit la capitulation de Paris.

33. Ferrières, I, 328. — Tous les faits et gestes de Clermont-Tonnerre et de Bouchard sont résumés d'après leurs dépositions de 1790 (*Suite de la procédure*, n° CCXXIV, p. 79 du 8 mai et 3^e partie, p. 15 du 26 juin).

Stanislas vient le lui dire de la part de La Fayette. On lève la séance, Mounier sort, trouve le général qui lui confirme sa réponse. A deux heures du matin, Stanislas et Bouchard regagnent leur logis. Chez le Roi, aux Menus, dans la rue, le premier n'a vu qu'irrésolution et désordre; pour son ami, tout est calme.

Un soleil d'agonie, déjà haut sur l'horizon, éclaire le réveil des deux hommes. Il est neuf heures ! Les nouvelles sont effrayantes. Les « brigands » et leurs compagnes ont forcé les grilles d'or, ensanglanté les escaliers de marbre où gisent plusieurs gardes du corps, menacé la Reine, qui a dû fuir affolée chez son piteux époux. Bouchard, qui n'est pas de service, s'inquiète de ses trois cousins, gardes du corps comme lui : l'un d'eux a eu son cheval percé d'un coup de lance. — Clermont-Tonnerre gravit le grand degré, rouge encore du sang d'une victime.

« Le voile qui n'était que soulevé se déchira devant mes yeux. Je vis dans cet horrible attentat tous les maux qui l'ont suivi. Aucune action n'était possible dans la situation d'esprit où j'étais³⁴. »

Là-haut, c'est l'effarement. Il n'est plus temps de fuir : après le 14 Juillet on le devait, après le 4 Août on le pouvait encore. Les modérés ont refusé, puis demandé le transfert à Soissons, et le Roi les a éconduits. Aujourd'hui le tigre est en bas, qui gronde..... La Fayette l'apaise pour un temps, en prostituant la Reine au balcon, face à Paris où les hurlements la réclament. Il faut céder ou périr : les carrosses sont prêts, les « traîtres » en habits bleus encadrent les fidèles gardes du corps. Cent deux députés, impuissants, résignés, anéantis par cette tourbe qui les dépasse, les entraîne et les noie dans ses remous, s'entassent pêle-mêle aux berlines royales. Parmi eux, le duc de Liancourt, Lally³⁵ et une foule d'autres rêveurs pour qui, comme pour Stanislas, le voile soudain s'est déchiré.

Clermont-Tonnerre accompagne le Roi, désolé du spectacle. Il voit s'écrouler l'œuvre de la liberté, les plus belles espérances s'évanouir par ses fautes, par celles de son parti, le trône avili, la Révolution souillée, l'Assemblée asservie, la liberté de la monarchie abîmée au même gouffre. Un mo-

34. *Recueil*, I, xxxv-xxxviii.

35. *Procès-verbal*, p. 6.

ment il va désespérer tout à fait³⁶. Voilà où l'ont conduit Jean-Jacques et Montesquieu, le rêve et l'idéologie ; voilà le fruit de quinze ans de réflexions et de menées ambitieuses. Lui qui pouvait, par sa naissance, apporter au trône branlant l'appui de sa jeunesse et de son enthousiasme, s'est laissé, comme d'autres, enliser aux sables mouvants du philosophisme. Officier médiocre et nonchalant, apprenti diplomate vite blasé, jeune marié qu'engluie l'interminable lune de miel de Saintry et du Luxembourg, il s'est jeté dans l'opposition par dépit, dans la franc-maçonnerie par mode, dans la politique par manœuvre et avec l'espoir de trouver un tremplin. C'est une chute qu'il vient de faire, et d'apparence mortelle, en compagnie de tous les Anglais de Versailles et de Paris, perdus hors de l'enceinte de leurs clubs. Ils se sont ligüés, gentilshommes, prélats, robins, ratiocinant et déclamant si fort avant d'agir, qu'ils ont brisé au lieu de cimenter. Ils ont gémi devant la cage, ouvert la porte à la Bête, en pleurant de tendresse. La Bête ne demandait qu'à sortir, à dévorer ses oppresseurs d'hier. La voilà plus grosse, plus affamée; elle ne fera qu'une bouchée de ses « libérateurs », acharnés à la vouloir encager, eux qui n'ont plus de fouet !

Sur la route qui longe Montreuil et la maison de Viroflay, le vent d'octobre secoue les arbres : les feuilles mortes jonchent les allées, le gazon défraîchi des pelouses où ne courront plus les belles amies de Delphine. L'effrayant et grotesque cortège s'avance, précédé, en guise d'étendards, de deux piques que surmontent des têtes coupées. Voici les canons avec leurs servants en jupons, les faubouriens, les bourgeois à cocardes, les députés tremblants, le prince qui songe à quelque cerf manqué. La France royale est morte, qui continuait l'Ordre antique.

En ce pays où Robespierre lui-même ne représente qu'un Artois « réputé étranger », l'étranger à présent semble tenir la place; il vient de fonder sur le Contre-ordre une France cosmopolite; à la tradition romaine des légistes, à la trinité mystique des Gaules, aux clercs héritiers des druides, aux chevaliers, fils des nobles celtes, au Roi des lys, successeur du grand Brenn des jours critiques, à cette alliance des forces matérielles et morales dont la philosophie, l'ambition, le despotisme ont relâché les nœuds et tempéré les abus, des rêveurs ont voulu substituer le dualisme de l'Elite et de la

Foule, leur conflit jusqu'alors atténué par le caractère national et par la bonne foi populaire. Au moment décisif, le chef a fait défaut. Les idéologues ont beau parler anglais, exposer, démonter leur machine : qui donc, dans la rue, les entendrait en un pareil moment ? Qui les suivrait, dans ce pays où simplicité semble toujours clarté, dans une France éprise d'unité parce qu'elle est monarchie, de nouveauté parce qu'elle souffre, et fidèle pourtant, parce qu'il lui plaît de s'incarner dans un symbole vivant, à sa dynastie huit fois séculaire ? Il faut fuir ou succomber si l'on se jette au-devant de la masse. Clermont-Tonnerre, l'un des premiers, payera de sa vie l'erreur de sa jeunesse, rachetée dans le sang du repentir.

C'en est fait du plus beau Royaume sous le ciel, qui a été pour tant de générations une si glorieuse demeure. Demain le trouvera déchiré par la guerre civile, jusqu'au fond de ses villages, et les enfants qui naissent en cet automne de Quatre-vingt-neuf, les fils de ces Français qui ont si longtemps vécu paisibles entre nos vignes et nos blés, verront au jour de leurs noces les feux des cosaques s'allumer dans leurs campagnes. Mais le monde, grâce aux armes de leurs pères, va connaître l'illusion des mots sonores et la magie des idées pures.

DEUXIÈME PARTIE

L'ERREUR LIBÉRALE

CHAPITRE PREMIER

UN DÉSEMPARÉ

(Octobre - novembre 1789)

I. *Psychologie du libéral : ses évolutions.* — II. *Clermont-Tonnerre et ses amis après le 6 Octobre.* — III. *Le salon de Mme de Staël, Stanislas et la liberté religieuse.* — IV. *La garde nationale de Corbeil. Opinions de Clermont-Tonnerre au sujet des ministres.* — V. *L'affaire du parlement de Rouen et la demi-conversion à droite.*

I

Aux peuples enfants, la main d'un guide est indispensable : indiscuté des foules, le chef s'impose à l'élite naissante. Les sociétés encore jeunes, éprises d'action, ignorent ou dédaignent la critique : discuter, pour elles, n'est-ce pas perdre du temps ? Il faut qu'enfin les siècles pèsent et que les haltes se multiplient : une étrange lassitude alors engage à réfléchir, à mesurer, à se méfier de l'extrême et du spontané. L'autorité, même sous le nom de tutelle, fatigue ou gêne ; la nouveauté s'impose aisément. Le libéral apparaît dans ces âges de déclin : c'est l'homme des temps gris.

De bonne maison, sceptique et frondeur dans la limite de son intérêt, formé à l'éloquence par une éducation soignée, il vient d'Athènes, de Rome et de Jérusalem. La tolérance religieuse et politique ne lui semble pas une faiblesse : la franc-maçonnerie, dont il est si souvent l'adepte, l'a conduit de l'indulgence au doute et jusqu'au bord même des négations finales. Fort de son savoir, il se lance sur la place publique, ignorant la foule et ses appétits, qu'elle nomme besoins. Il séduit plutôt qu'il n'est compris : il se pose en intermédiaire

des élites aux masses. A la conviction de sa nécessité sociale il joint le mobile moins noble de son avantage propre et la crainte perpétuelle d'aller trop loin. Car il n'est jamais un homme pauvre; et la liberté systématisée, qu'il prône, met tout, sans qu'il y paraisse, aux mains de l'individu fort, aux mains du riche, ce noble de basse époque. A la foule, déjà inquiète des mots mal compris, des promesses trop lointaines enveloppées de doute, il faut des certitudes de verbe que le démagogue lui donnera. Facilement vainqueur du libéral, qui contre lui s'allie à la vieille autorité, ce favori des multitudes tombe bientôt victime d'un programme trop chargé; ses soldats l'égorgent et se déchainent jusqu'au jour des revirements. Le libéral alors retrouve une clientèle épuisée, guérit ses ouailles de l'aventure et prépare consciemment ou non le retour des anciens chefs, compères ou successeurs rajeunis à l'occasion par l'expérience. Il mérite mieux que son rôle passager : seul capable de s'élever au-dessus des partis, il les unit trop souvent contre son idéal. Malgré lui, il prépare émeutes et répressions. Eunuque de la tribune, il a pris les hommes pour des anges et la désillusion le tue. Mais son erreur l'honore et l'excuse devant l'histoire.

II

Après le 6 Octobre, tout semble perdu. Il n'y a plus d'autorité sûre, plus de Roi pour commander, plus d'armée régulière pour maintenir l'ordre, plus d'argent à dépenser ou à emprunter, plus de tranquillité pour délibérer, plus d'élite qui encadre les masses affolées; il n'y a plus de confiance. Les faubourgs ont capturé le monarque au filet, l'ont cloîtré dans Paris, et tremblent qu'il en sorte, et s'alarment s'il ouvre la fenêtre, et s'inquiètent s'il lève les rideaux. Sa présence réelle, tout est là : le duc d'Orléans le permet, on aura du pain ! Et des otages.

De la Constitution anglaise nul ne souffle plus mot. Les deux Chambres appartiennent au passé. Les défenseurs du système, profondément abattus, songent à tout quitter. Lally part, et Bergasse, et l'évêque de Langres, et Mounier, qu'un vague bruit accuse de vouloir soulever son Dauphiné contre l'Assemblée¹. Comme la foule, l'aristocratie extrême combat ces amis d'une Constitution sage, libre, durable, qui lui sem-

1. Lameth, *Histoire de la Constituante*, I, 157.

blent dangereux². Beaucoup d'anciens privilégiés garderont éternellement rancune à Malouet de son intimité avec les anglomanes³.

A présent, il faut manœuvrer, si l'on veut vivre. Bientôt le génie sera nécessaire, car le danger accru se doublera demain d'un péril extérieur. Un seigneur libéral, philosophe de salon au langage élégant, se sent dépaysé dans le grouillement des bas-fonds. Toute grâce est surannée; on réclame de la force, et l'habile devient suspect. Pour réussir dans ce nouveau monde, on doit jouer à la brute ou témoigner d'une monstrueuse souplesse. Il faut avoir le succès pour Dieu, pour ennemi le scrupule et boîter comme le diable : il faut s'appeler Talleyrand.

Clermont-Tonnerre n'est pas de cette étoffe. Il a vu partir Mounier et Lally : il veut quitter lui aussi un poste où il ne se sent plus utile. Quelques jours de réflexion le ramèneront à d'autres idées. Il se réjouit du départ pour Londres du duc d'Orléans, un suspect qui doit en savoir long sur le voyage des poissardes; il pense pouvoir empêcher le pire et revient par devoir à l'Assemblée. Mais cette époque influera sur toute son existence ultérieure.

« J'ai fait mon devoir, écrira-t-il deux ans plus tard, mais il n'était plus un plaisir. S'il m'est arrivé encore quelquefois de présenter dans toute sa force l'abstraction des principes métaphysiques, il m'est arrivé bien plus souvent de faire sentir combien l'intérêt exigeait de mesure et de prudence dans l'application des principes, combien il était dangereux de permettre aux factions d'en abuser et de rallier autour de ce fanal respectable des hommes qu'elles précipitaient ensuite au gré de leurs passions secrètes ou de leurs coupables projets... J'ai constamment défendu les droits du Roi, parce que c'est par leur affaiblissement, c'est par l'avilissement de la royauté qu'on a voulu préparer les voies à un nouveau genre de despotisme⁴. »

Il ne peut ou ne veut comprendre d'abord que la majorité des Constituants est incapable de résister au mouvement populaire, qui a sauvé l'Assemblée. Il regrette cet abus de hors-d'œuvre dont l'impatience d'en bas entrave la marche des travaux essentiels :

« Il eût été bien à souhaiter, pour le repos public et le prompt achèvement de la Constitution, que tout ce qui n'en faisait point partie eût été envoyé à la prochaine législature. Il est dangereux et incon-

2. Mme de Staël, *Considérations*, éd. 1862, I, 237.

3. Malouet, *Mémoires*, II, 8.

4. *Recueil*, I, xxxix.

stitutionnel de prononcer sur un objet législatif avec tout le poids d'une convention nationale⁵. »

Maintenant, il n'est plus un chef, il n'est qu'un soldat travaillant de ci, de là, fidèle à lui-même, au trône, à la liberté⁶. Il va se ressaisir, remplacer Mounier au gouvernail, laissant ramer Malouet robuste et lourd. Mais que peut la petite barque des anglomanes ? Ces rêveurs, qui paraissaient appelés à tout régir, seront toujours écartés du pouvoir. Sans doute, Stanislas et son ami ont su maîtriser leur indignation, se réserver pour le salut commun, s'il est encore possible. Dans la bouche du premier, la modération est imposante. Nuls discours ne sont plus logiques que les siens, ni plus nourris de saines connaissances, ni mieux revêtus de cette élégance qui plaît aux sages, mais qui entraîne peu les hommes passionnés. La mélancolie est empreinte sur son front ; il semble à quelques-uns pressentir une fin prématurée : son destin est de mourir sur les marches du trône. Le seul hommage sincère que l'Assemblée ait rendu à ses vertus, à ses lumières, a été sa triple présidence. Pendant quarante jours, presque sans interruption, il a fait fonction d'Eole et contenu à peu près les orages. La démocratie naissante a dû reconnaître comme malgré elle cette éducation qu'on reçoit dans une cour française⁷. Elle ne profitera guère de la leçon, dans son mépris forcé de l'ancienne politesse.

Cette élégance séduit des patriotes à la foi solide, raisonnables donneurs de conseils. Voyez ce portrait qu'ils tracent de notre député, sous le nom de *Gosler*. Jeune encore, brûlant du désir de se faire un nom, il s'est lancé dans la carrière, armé du don rare de la parole et d'une grande clarté dans les développements. Il n'a pas prodigieusement étudié, mais il a beaucoup écouté ; il défend son ordre avec chaleur sans bien connaître tout ce qu'on en exige, persuadé que des méchants veulent anéantir les privilèges, dépouiller la noblesse et amener la démocratie à légiférer. Rien de tout cela n'est fondé, aucun pouvoir ne peut faire que ce qui est ne soit pas : si les démocrates songeaient à une égalité chimérique, ils feraient moins d'efforts pour être admis dans des corps distingués par l'opinion.

« Mais entre conspirer hautement contre la noblesse et lui disputer la totalité des grâces, il y a un intervalle immense, et c'est sur quoi

5. *Ibid.*, III, 1-2.

6. M. de Castellane, *Gentilshommes démocrates*, 157.

7. Lacretelle, *Dix années d'épreuves*, p. 48.

Gosler n'a point assez médité. Il a plus d'une fois dissimulé avec adresse cette distinction si essentielle. »

La richesse fait les tyrans, dispose des grâces, des volontés toujours réduites à céder aux besoins. Il est naturel que le peuple fournisse le métal de ses propres chaînes, et permette aux grands de balancer le nombre, sa seule force.

« La nation veut donc soutenir l'honneur du trône, préparer sa défense, fournir ce qu'exige une sage administration, mais non enrichir annuellement une foule de familles oiseuses, qui cherchent dans l'intrigue des moyens de fortune. »

Deux de ces familles reçoivent trente millions pour une besogne qu'un commis à dix mille francs ferait mieux ! Que Gosler y songe :

« Digne de se mettre au-dessus de l'opinion générale, de se placer parmi ceux qui ont la noble fierté d'exister par eux-mêmes, il a l'esprit qui subjugué, l'ambition qui fait passer par-dessus les obstacles, le talent qui justifie les essais audacieux, la considération qui en impose aux envieux, l'adresse qui fléchit les honnêtes gens entêtés, cet ensemble des qualités qui donne le succès⁸. »

Un historien royaliste a eu l'occasion, durant l'été, d'approcher Clermont-Tonnerre, encore intimement persuadé que son parti triompherait.

« Tout ce qu'il voyait parmi les députés du Tiers Etat ne pouvait le convaincre de la réalité des prédictions qu'on lui faisait sur les prétentions ultérieures de cet ordre. »

A présent, Stanislas ne peut plus se dissimuler les « horribles complots » qui se machinent; il a horreur des « forcés » qui les enfantent et se détache de leur société, mais aussi de la cour.

« Il en coûta infiniment à sa conscience et à ses penchants, pour abandonner un Roi infortuné à qui, dans la prospérité, il eût donné tout son sang, et à qui l'adversité devait le lier bien plus étroitement encore. Sa défection a été une grande perte pour les amis de la monarchie. Sans avoir fait des études sérieuses, sans avoir beaucoup voyagé, il connaît parfaitement les lois et les intérêts des divers peuples. Son esprit est orné, son travail facile; il approfondit sans peine les idées les plus abstraites et les rend avec clarté. Ses discours sont plus sages

8. La Galerie des Etats généraux, 6^{ème} extrait: Gosler, dans *Révolutions nationales*, 17-21 octobre, p. 86-7.

que véhéments; il montre rarement de la hardiesse, de l'énergie; mais il parle toujours avec grâce, avec urbanité, et ceux qui l'ont suivi pendant le cours de sa présidence se rappelleront toujours avec surprise la sagesse, la présence d'esprit, la dignité avec laquelle il en remplit les fonctions dans des circonstances orageuses, et qui pour lui personnellement étaient d'autant plus délicates qu'à cette époque il flottait encore entre les différents partis. Il sut si bien masquer son indécision que d'aucun côté on ne l'accusa de partialité⁹.

Quelque respect cependant que lui ait valu sa conduite en septembre, Stanislas ne manque ni d'ennemis ni de détracteurs. Mirabeau en est, qui bientôt se rapprochera de lui. Le tribun, parlant un jour à son ami Dumont, n'a guère ménagé l'élégant orateur du centre droit. Les éloges donnés aux talents jugés par lui médiocres l'impatientent : et Clermont-Tonnerre lui semble médiocre, parce qu'au fond, persuadé de sa propre supériorité, Mirabeau se sent piqué au vif. « Nous appelons Clermont-Tonnerre le Pitt de la France », dit à Dumont un jaloux; et le Genevois de répliquer : « Soit, mais il faut savoir si M. Pitt serait flatté d'être appelé le Clermont-Tonnerre de l'Angleterre. » L'homme d'Aix, enchanté, va partout répétant cette boutade¹⁰, « qui avait produit son effet ».

En octobre 1789, il y a quatre partis dans l'Assemblée : les gens qui veulent le Roi, ceux qui veulent la Constitution, ceux qui veulent la Constitution avec le Roi, ceux qui veulent le Roi avec la Constitution. Clermont-Tonnerre appartient au deuxième, Maury au premier, au troisième Mirabeau, au dernier Pétion. Nul ne parle tout haut de république, mais chacun est inconsciemment républicain ou peu s'en faut. Un monarchiste met le monarque au-dessus de tout. Peu de gens en sont là, au lendemain des jours tragiques. Le temps va venir où la malice des gazetiers d'extrême-droite demandera par anticipation l'avis de la prochaine postérité.

« Quelle sera dans dix ans la réputation des membres de l'Assemblée dont on a entendu la voix à la tribune, et dont on a lu les noms dans les journaux, et qui l'emportera des quatre partis dont quelques bibliomanes se sont déjà amusés à tracer le tableau ? »

Et le curieux d'énumérer parmi ses victimes les anglomanes, « monarchistes tempérés, amis de la paix, de l'ordre et de la raison, incorruptibles, blancs, mathématiciens politiques, anatomistes du cœur humain. »

9. Montjoye, *Histoire de la Révolution*, II, 551.

10. Dumont, *Souvenirs sur Mirabeau*, p. 300.

Ce qu'ils prônent ?

« Les trois pouvoirs indiqués par Cicéron, Tacite, Montesquieu, Hume et Rousseau; le monarque partie intégrante, indépendante et essentielle des trois pouvoirs. »

Qui sont-ils ? Clermont-Tonnerre, Bergasse, Malouet, Vireux, Montlosier, Lally, La Luzerne, de Sèze, Montesquiou, le garde des sceaux Champion de Cicé, Boufflers, Champagny, d'Abadie¹¹. Leurs auxiliaires, les gens du *Mercur*, se nomment Lauraguais, Mallet du Pan, Servan; joignez-y pour trésoriers Sartine le fils, le vicomte de Choiseul, et Bacular d'Arnaud, caissier, naguère, de ce prince de Guéménée qui a fait faillite ! « Dans dix ans..... » On sourit. Dans dix ans, viendront des grenadiers.

III

A Versailles, où déjà l'herbe pousse, l'Assemblée discute son transfert. A Paris, Stanislas court chez Mme de Staël, qui tient « chambre ardente », dans ce petit salon baptisé par elle *Mes Délices*. Le mardi on soupe, à douze ou quinze, entre amis : l'abbé Delille, la duchesse de Lauzun, Lemierre, le duc de Nivernais sont les invités habituels, rimeurs à petits vers, qui font de l'esprit. Au dessert, quand onze heures sonnent, ce menu fretin rentre sous terre. Quelque orateur, les laquais ôtés, lit ses projets de discours¹². Cette cérémonie que subissent les arguments en affecte la forme plus que la substance. Il leur faut l'approbation de ce groupe dont fait généralement partie la belle amie du député ou la belle dont il veut faire son amie. Poliment l'assistance applaudit, à moins que la dame qui donne le ton à ce cercle n'ait quelque chose à reprendre : dans ce cas le passage est changé, sinon amélioré¹³.

L'ambassadrice aussi va chez ses innombrables amis, avec ou sans son falot de mari, mais toujours escortée de ce qui fréquente sa demeure hospitalière. La dame sourit, les hommes causent. Le 8, on se retrouve chez La Fayette. Le maître de la maison est très entouré, en conférence, dans un coin, avec Clermont-Tonnerre; la marquise, le Suédois et M. de Semieu tiennent comité dans le salon, bien petit au gré de Gouverneur Morris, qu'on garde à dîner. En quittant la table,

11. *Actes des Apôtres*, Version 6^{ème}, chap. 166-7, p. 43.

12. Cf. les Goncourt, *Histoire de la Société française pendant la Révolution*, p. 9.

13. Gouverneur Morris, *Journal*, lettre à Washington, janvier 1790. Ed. Pariset, p. 345.

La Fayette l'entraîne dans son cabinet pour l'entendre proposer un nouveau ministère plus capable que l'équipe en fonctions. L'Américain, qui se mêle d'enseigner la politique en France, à ces Français, sonde l'amphitryon au sujet de Stanislas. Et les langues de jouer : « Ce n'est pas un homme de grande valeur, répond La Fayette. — Ajoutez que c'est un homme faux. » Le grand maître de la garde nationale en convient. « Donc, pas de difficulté à cet égard », conclut Morris¹⁴.

A Corbeil, on est moins méchant. Le 14, les députés du bureau intermédiaire écrivent à la municipalité leur joie de l'élection de Clermont-Tonnerre comme chef des milices de la contrée¹⁵. A Paris même, des étrangers, qui ne s'affligent pas de voir partir les droitiers, regrettent la « retraite » de l'évêque de Langres et de notre député.¹⁶ Morris cependant continue ses exploits : le 17, chez l'Egérie de ce beau monde, il ne trouve guère à qui parler dans ce salon si brillant. Narbonne a pitié de l'isolé; Mme de Staël s'approche : « Continuez-vous à penser, demande-t-elle à l'Américain, que j'aie une préférence pour M. de Tonnerre ? » Question embarrassante, qui provoque une réponse de pingouin sortant du prêche : « Narbonne et Stanislas ont chacun assez d'esprit pour deux, et feraient mieux de se séparer pour prendre chacun une compagne *un peu bête*¹⁷. » Le pataud l'avoue : il n'entre pas assez dans le ton de cette société où l'on a le caprice léger, où Narbonne et Clermont-Tonnerre peuvent papillonner autour de la fille de Necker, sans que Delphine soit jalouse, où l'on échafaude, en se jouant, des ministères qui ne verront jamais le jour.

L'Assemblée, cependant, arrivée à Paris, tient le 19 sa première séance à l'Archevêché. On discute la division du royaume. Depuis quelques années, la création des assemblées de départements, avec leurs arrondissements et paroisses, a ébauché un système qui semble préférable aux provinces, aux généralités. Il s'agit de régulariser les choses. Les théologiens géomètres du comité de division, qui ont, comme Sieyès, des théorèmes à la place du cœur, ne voient qu'une France aplanie, sans rivières ni montagnes, Amérique toute neuve qu'ils prétendent couper en quatre-vingts morceaux numé-

14. *Journal*, trad. Pariset, p. 91-93.

15. Arch. mun. Corbeil, AA 19 (35).

16. De Lescure, *Correspondance secrète*, II, 393.

17. Morris, p. 103.

tés, regrettant sans doute qu'il soit si difficile d'aligner les côtes à angle droit ! On s'étonne : Aubry du Bochet réclame deux comités pour vérifier les divisions proposées et entendre les observations des provinces. — Brillat-Savarin combat le plan des idéologues au nom des habitudes et de la physique. Le baron d'Harambure veut bien le damier, mais avec le consentement des provinces, subordonné, pense-t-il, à la présence des assemblées primaires dans les lieux de marchés. Au nom des habitudes encore, Jessé conserve les provinces et parle de municipalités provisoires.

Clermont-Tonnerre, qui fera, dans deux ans, du système départemental, « une des plus belles opérations de l'Assemblée », craint avant tout la rupture du lien monarchique par l'établissement de ces quatre-vingt-trois portions à tendance autonome. Il croit trouver un remède au mal en bornant la division aux rapports administratifs, à la police, à l'impôt, en partageant d'autre façon la France judiciaire, militaire et religieuse, à supposer qu'on admette, comme on l'a fait, un culte national. Le plan suivi lui paraîtra exposer fortement l'unité du royaume. Mais s'il écrit ainsi en septembre 1791, c'est qu'il a derrière lui l'expérience des faits. En octobre 1789, il s'agit de savoir si l'on suivra le plan du comité, qui attaque, semble-t-il, les habitudes et intérêts locaux. Mais les Français ne sont-ils pas séparés par les ressorts judiciaires et ecclésiastiques non moins que par ceux de l'administration civile ? Pourquoi ne pas enchevêtrer les divisions ? Le malheureux, pourtant épris d'unité, ne voit pas que de cet enchevêtrement on ne veut plus à aucun prix. Ne regardant pas comme chimérique la réunion des Français sous une même loi, il trouve le moment favorable pour résoudre la question, après le despotisme détruit, avant de passer à la Constitution, en se dépêchant, par peur de l'anarchie.

« Ce n'est pas dans des temps de calme qu'on ferait de grandes innovations. La paresse retient l'homme, et il préfère l'état médiocre au mieux possible. »

Il faut discuter le plan du comité; les principes doivent être clairs, généraux; l'exécution, lente et sage, ne doit pas être abandonnée aux provinces. A un seul pouvoir exécutif un seul pouvoir législatif doit répondre. L'orateur se borne à demander si l'on suivra ou non le plan proposé¹⁸.

Bouche veut pour chaque province des assemblées élues,

des municipalités « libres » renouvelables annuellement ; les provinces se diviseront à leur gré. Pour Du Pont de Nemours, il faut d'abord faire des villages et des villes : qui votera, et comment ? D'Estourmel se ralliant aux avis de Stanislas, on adopte, en principe, le plan du comité ; mais d'abord on s'occupera des règles d'éligibilité.

L'Assemblée aborde le lendemain cette discussion. Clermont-Tonnerre interrompt les débats, rappelle à ses collègues qu'ils ont décidé de consacrer deux jours par semaine aux finances et les autres à la Constitution : il serait bon de fixer un jour aux affaires diverses, aux interpellations dont le nombre s'accroît. Le dimanche paraît désigné. Car Stanislas sait bien qu'il y a peu de monde à l'Assemblée ce jour-là, et qu'on pourra souvent se tirer d'un mauvais pas en l'absence des gêneurs. L'orateur a toujours regardé la Constitution comme le travail exclusif de l'Assemblée, croyant qu'on abrégearait les troubles en renvoyant aux prochaines législatures la confection des lois, et à l'exécutif les décisions de circonstance. Mais personne ne songe à ce suspect, l'exécutif, le ministère, esclave du despotisme, et l'on entreprend tout contre lui ! Stanislas ne paraît pas s'en douter. On l'applaudit : mais voici Robespierre. Les circonstances ! Les alarmes ! L'évêque de Tréguier, Le Mintier, qui a presque allumé la guerre civile dans son diocèse ! Rouen, qui est en danger ! Les conspirateurs, qui menacent l'Assemblée ! Le mouvement national exige qu'on dénonce les coupables. Clermont-Tonnerre veut répondre, il semble excité ; ses adversaires le sont autant que lui, et, le voyant à la tribune, se mettent à la remorque de l'obscur Cottin, député de Nantes, pour le faire taire¹⁹. Sa motion est ajournée ; son inquiétude, sa rancune contre la gauche augmentent. Le 21, entendant Cazalès demander qu'on définisse le criminel coupable de lèse-nation : « C'est l'homme qui trouble l'ordre public, c'est l'homme qui jette l'alarme dans l'esprit du peuple », s'écrie-t-il²⁰ en fixant sans doute l'avocat d'Arras.

Aussi bien paraît-il fort abattu, le 23, chez Mme de Staël : Gouverneur Morris en est frappé. Stanislas lui ayant demandé s'il peut tenir son rang en Amérique avec soixante mille livres de revenu — songe-t-il à émigrer ? — l'Américain exprime ses idées personnelles sur la situation. Son auditeur

19. *Recueil*, II, 197. Cf. Rouanet, *Les premiers leaders parlementaires en France* (Ann. révol. 1916, p. 484).

20. *Journal des Etats généraux*, V, p. 124.

en est mortifié, car de fait « les malheurs des Français sont dus à leur folie. » L'étranger prononce cet arrêt; l'étrangère arrive à la rescousse, avec de discrets reproches à Clermont-Tonnerre sur la faiblesse d'esprit qui fait songer à la retraite. Morris, lui, espère avoir quitté pour toujours la vie publique; si quelque chose pouvait l'engager à la reprendre, ce serait le plaisir de rétablir l'ordre dans le royaume. Comment ? Au vrai, il n'a pas de plan défini, mais il se fixerait un but et, pour l'atteindre, se servirait des circonstances.

« La Constitution n'est bonne à rien et il faudra retomber dans les bras de l'autorité royale. C'est la seule ressource qui reste pour échapper à l'anarchie. »

Talleyrand dira probablement son avis là-dessus : il s'est invité à souper, avec Stanislas, chez la fille de Necker²¹. Notre député, au dessert, lira sans doute, avant de l'imprimer, ce discours, préparé pour le jour même, que l'affluence des orateurs l'a empêché de prononcer. Il s'agit de la propriété des biens du clergé.

Stanislas parle peu sur ce sujet. Il regarde les richesses « excessives » de l'Eglise de France comme une ressource dont elle ne manquera pas de faire part à la nation.

« Si j'avais voulu, écrira-t-il dans deux ans, que le clergé tint les paroles qu'il nous donnait, je n'avais jamais imaginé qu'on pût le spolier, réduire ses membres à un état approchant de la misère, et présenter ainsi à la nation une ressource inadmissible par son immoralité. L'événement a prouvé que je me trompais. »

Sans succès, l'orateur cherchera à détourner, à adoucir les mesures de dépossession. Son opinion du 23 octobre choquera les deux partis. La nation peut-elle contester la propriété du clergé ? Celui-ci peut-il se dire propriétaire ? Non. La nation, corporation sociale établie pour défendre les droits naturels, ne peut, par ses lois, que consacrer les vrais droits préexistants et les rapports résultant des relations naturelles entre les hommes, le tout sous peine d'oppression de sa part : la déclaration l'a dit. La loi doit ignorer les contrats privés qui ne lèsent ni les contractants ni la société. Quant au clergé, corporation dérivant, pour ses actes, d'une communauté d'idées, il possède des biens donnés ou acquis sans conteste.

« Il ne trouble point l'ordre public, il admet une forme d'hérédité qu'on ne discute nulle part. »

21. *Journal*, p. 111.

Ici, l'orateur met en cause Sieyès, qui ne sera pas content.

« Cet homme est resté comme un fanal à côté du principe, dans la plupart des discussions : les uns y reviendront, les autres l'atteindront et alors tout ira bien²². »

On objecte qu'il n'est pas de corporations sans la volonté nationale, que si un corps est détruit par cette volonté, ses biens reviennent à l'Etat. C'est faux : les droits de l'homme autorisent les conventions libres entre citoyens. Et c'est vrai : le consentement public est nécessaire à l'acquisition des droits politiques d'un corps. On veut distinguer les propriétés en individuelles et collectives : mais un corps se compose d'individus qui gardent leurs droits en se réunissant, excepté s'il s'agit de corps politiques dont la nation règle les capacités, témoin l'armée suédoise, propriétaire de biens-fonds dont on pourrait la priver en la payant autrement. Mais le clergé est un établissement religieux et non public; là-dessus, Sieyès s'est trompé. Sieyès s'expliquera sur son « erreur ».

Le clergé, de par ses principes évangéliques, poursuit Clermont-Tonnerre, n'est qu'un gérant des biens des pauvres, ce qui lui a valu l'inaliénabilité. Ces principes ont toujours été en vigueur. « Avant ce siècle de relâchement », nul prêtre ne s'est dit propriétaire comme individu ou membre du clergé. Examinons les choses dans l'esprit des donateurs : la seule bonne foi, présumée chez les contractants, enlève aux dons, par des motifs religieux, peur de l'enfer ou de la fin du monde, tout caractère de dol ou de lésion. Les acquits deviennent des cadeaux reçus et en ont le caractère. Les canons rappellent sans cesse, parce qu'on tend à la dénaturer, la destination des biens de l'Eglise : le culte, les pauvres, l'entretien du titulaire... Le clergé, « établissement public dans l'ordre religieux », n'est qu'un administrateur. Prouvez aux fidèles que ce but peut être atteint autrement : le corps résiliera les contrats faits avec ses mandataires. C'est affaire au concile, à la corporation des croyants qui, au contraire de la nation, peut reprendre les biens contestés.

« Cette double vérité repose sur un principe unique, longtemps méconnu et qui me semble de la plus grande évidence : c'est que la religion et l'Etat sont deux choses parfaitement distinctes... dont la réunion ne peut que dénaturer l'une et l'autre. »

C'est pourquoi l'Etat ne peut, en invoquant des lois reli-

22. Note de 1789 (B. N. 8° Le ²⁰ 285).

gieuses, saisir la propriété de l'Eglise. C'est pourquoi le clergé ne peut invoquer, contre ses propres lois, ses titres de propriété. L'Etat ne peut adopter ni rejeter un culte, sauf si celui-ci lèse les droits de l'homme. Comment concilier la résistance à l'oppression et l'ordre de rendre à César ce qui lui appartient, d'obéir à sa loi même injuste ? Les maximes des deux mondes diffèrent : le sanctuaire de la religion est dans la conscience de l'homme, « seule faculté que l'homme ne puisse jamais sacrifier à une convention sociale. » Le pacte social vise à maintenir les droits de l'homme; jugez-en par les articles de la déclaration sur la liberté contenue dans les bornes de la loi, la liberté des opinions même religieuses, sauf trouble apporté à l'ordre légal, la liberté de la presse, conséquence des autres. Le pacte social ne peut imposer aucune opinion, ni un individu en contraindre un autre à partager son avis. Le culte et son entretien regardent le seul croyant. Quel paradoxe plus dangereux que d'attribuer à l'Etat le droit de détruire, changer, spolier la religion et ses ministres qualifiés corps politique et institution nationale !

« Il est temps de dire toutes les vérités, et l'une des premières est celle-ci. Un Etat n'a point de religion, parce que le premier droit de chaque homme est d'avoir la sienne et de ne la soumettre à personne. »

Alors, à qui les biens du clergé ? On connaît leur destination. Une part revient aux ministres et à leurs ouailles, qui peuvent faire des économies de ce côté, « diminuer ce luxe, cette magnificence que l'Eglise elle-même désapprouve », les sacrifier à la société, aux pauvres, s'ils le jugent bon, réduire l'entretien des prêtres au nécessaire en revenant aux mœurs de l'Eglise primitive. Car Stanislas raffole des catacombes et ne veut pas que la maison de Dieu soit la plus belle possible. Une part intéresse les pauvres, sans doute « immédiatement soumis au régime social. » Ici, la nation peut contrôler : il ne s'agit pas d'un droit de propriété, la nation, comme telle, ne pouvant, ne devant posséder. Demandez à Thouret ! Un corps politique a pour mission de conserver les propriétés individuelles, mais le pacte social rompu ou changé, qu'arrivera-t-il ? Ce que dit Thouret contre le droit de l'Eglise vaut contre le droit de l'Etat. En somme l'administration du tiers réservé aux pauvres peut être revendiquée par la nation : pour le reste il faut s'en remettre à la générosité des prêtres. Refusent-ils ?

« Vous n'aurez qu'à gémir sur la dureté de leurs refus; leurs scan-

daleuses richesses, au sein des maux publics, témoigneront en faveur de votre irréfragable équité. »

D'autres moyens sauveront l'Etat.

« Et l'on dirait enfin ce que vous méritez qu'on dise : Ils seront libres, car ils sont justes. »

Stanislas conclut à la nomination d'un comité chargé de réformer l'administration des biens réservés aux pauvres, et de recevoir, pour le reste, les offres du clergé²³.

Quand, en octobre 1791, Sieyès lira ce discours, il s'élèvera contre la note incriminant son « erreur » relative au caractère du clergé catholique. Regardant l'assistance publique, l'instruction, l'état civil comme charges de l'Etat, il rappellera que l'ancien régime avait confié ces besognes à l'Eglise, que celle-ci, en les remplissant, constituait un corps de fonctionnaires. Mais la nation a tout changé « très sagement », attribué à des employés civils les fonctions naguère dévolues au clergé, « en quoi elle a toute raison. » Voilà le clergé réduit au culte, « tout à fait étranger à l'ordre public. » Si le législateur regarde encore les prêtres comme fonctionnaires, « ce sera bien sa faute, sauf toujours les indemnités dues aux titulaires usufruitiers que l'on dépouille. »

Et Clermont-Tonnerre se rangera à l'avis de Sieyès; dans sa réponse du 23 octobre, il prétendra l'avoir jadis mal entendu, il rétractera sa note, il reconnaîtra que le clergé était fonctionnaire seulement en raison de ses charges laïques, instruction, état civil. « Vous pensez comme moi que cela était un vice. » Et il renouvellera l'affirmation de son estime à l'idéologue, ce « patrimoine du siècle²⁴. » Ni Sieyès, ni son correspondant ne songeront que les rapports étroits de l'Eglise et de la monarchie, le Concordat de 1516, les liens de quatorze cents ans, le titre de Roi très chrétien, inséparable de celui de Roi de France, avaient en fait donné au clergé « gallican » le rôle de premier rouage dans l'Etat.

« Un Etat n'a point de religion. La religion et l'Etat sont deux choses parfaitement distinctes dont la réunion ne peut que dénaturer l'un et l'autre. » Ces paroles n'ont pas été prononcées de nos jours par un ennemi de l'idée religieuse. C'est le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre, filleul du Roi de Pologne et de la très pieuse Reine de France, neveu de l'abbé

23. *Recueil*, II, 60 et suiv. Cf. B. N. 8° Le ²³ 285.

24. *Moniteur*, 18 oct. et 7 nov. 1791.

de Luxeuil, cousin de l'évêque de Châlons, mari de la mystique Delphine et premier député noble de Paris, qui parlait ainsi, le 23 octobre 1789, « en présence de l'Être suprême. »

IV

Dans tout le royaume, les tailleurs sont sur les dents. Il faut habiller ces gardes nationales nées d'hier, faire beaux ces bourgeois si fiers d'être soldats. A Corbeil, on est prêt, on attend le « colonel général » du bataillon civique, un bataillon à sept compagnies, quatre du centre, seules formées pour l'instant, et bientôt trois de volontaires, — grenadiers, canonniers, chasseurs — renforcées d'une compagnie d'aspirants. Ils sont six cents qui s'alignent le dimanche 25 octobre, avec Baron, leur colonel, pour la revue de M. le comte; ils viennent de Saintry, de Morsang, de Villabé, d'Essonnes, d'Euvry, d'Etioles. Voilà trois mois qu'ils demandaient un uniforme, qu'ils montaient patriotiquement la garde, en espérant des fusils.

Il y a bien ces méchants garçons de Ris qui se dérobent; ils ont reçu des lettres, des visites pressantes des officiers de Corbeil et des municipaux de Saintry, les engageant à reconnaître pour chef le nouveau colonel général. Ils ont bien formé une garde, ils veulent bien entrer en relations avec leurs voisins; mais ils ne refusent ni n'acceptent celui qu'on leur propose avec tant d'insistance, ignorant, disent-ils, si leur paroisse restera dans l'arrondissement de Corbeil après les décisions attendues de l'Assemblée nationale. Certes, ils tiendront à grand honneur d'être aux ordres d'un aussi bon citoyen si les circonstances l'exigent. Mais — ils n'avouent pas ceci tout haut — qui dit Clermont-Tonnerre dit Anisson du Perron, leur seigneur de Ris, personnage impopulaire, qui a séduit dix-sept d'entre eux et les a laissés cinquante à refuser l'« union »²⁵.

Qu'importe ! Tout brille; les canonniers auront en août 1790 des épaulettes rouges et blanches, des plumets noirs et rouges, des canons avec des fleurs de lys dans un cœur sur leurs retroussis, des ceintures bleues bordées de rouge et de blanc; les simples gardes d'aujourd'hui portent l'uniforme bleu-de-roy à revers et parements chamois, avec passepoil rouge;

25. Délibérations des 13 septembre et 24 octobre (B. N. Lk ⁷ 8292, p. 32)

leur collet rouge s'agrémenté d'un passepoil blanc; les doublures sont blanches aussi, comme la veste et la culotte; sur leurs boutons jaunes on retrouve la fleur de lys et le cœur. Voilà bien éclipsée la milice de naguère avec ses quatre compagnies à drapeaux particuliers, dont une seule existait autrement que sur le papier ! Un étendard claque au vent, veuf de sa parlante devise latine « *Cor bello paceque fidum* », que pleureront les lettrés du cru.

La revue passée, Clermont-Tonnerre préside à la mairie un repas de corps. L'an prochain, sans doute, les nouveaux officiers recevront des brevets « d'un goût infini » enjolivés de trophées, de drapeaux, de faisceaux, de bonnets d'affranchis, de palmes, de lauriers, avec de grands mots tout neufs, Constitution, Fédération, Liberté, Union, Force; la loi y précède le Roi et l'Assemblée enveloppe l'appareil d'une double couronne de roses, tandis que la foudre frappe la Bastille et que les lys vainqueurs s'auréolent d'une lumière inconnue. « Vivre libres ou mourir ! » proclame la devise; et la bonne foi d'acquiescer en latin patriotique : « *Pignus felicitatis publicae* ». L'auteur de ces belles allusions, Gaucher, a gravé les *Fastes* d'Ovide de la traduction Bayeux. Le public admirera surtout les drapeaux qui « parlent à l'imagination, parce que leurs allégories sont le fruit du génie²⁶. »

Il s'agit de choses plus graves, le lendemain, à l'Archevêché. On est inquiet du Dauphiné, où Mounier est allé convoquer de prétendus Etats provinciaux; d'aucuns vitupèrent contre la commission intermédiaire assemblée à Romans, qui bat le rappel sans indiquer de motifs. Du Port s'affole : « Est-ce avec le consentement du Roi ? Sinon, comment les ministres empêcheront-ils la convocation ? » La Poule renchérit : à Vienne, on rassemble les trois ordres, on blâme le transfert des Douze Cents, on attaque leurs décrets : tout crie méfiance ! Mais voici Lanjuinais : il y a des réunions de réacteurs en Bretagne, en Languedoc, Qu'allons-nous devenir ?

La réponse est cinglante. M. de Blacons la fournit, lui, l'un des Quarante-Sept de juin : le Dauphiné a le droit de s'assembler, tout comme ces soixante districts parisiens qui « croisent » sans cesse les opérations de la Constituante. Du Pont de Nemours le crie bien haut : les provinces ont cru difficilement à la « liberté » de la translation du Roi et des députés, sollicitée par quinze mille hommes munis d'artillerie.

26. Abbé Guiot, *Almanach de Corbeil*, 1789, p. 94, 106-7 ; et 1792, p. 35.

Lavie parle de félicitations reçues : l'Assemblée est bien plus libre aujourd'hui au milieu de ses bons Parisiens. Mirabeau déclare la convocation des provinces « irrégulière » : il faut l'empêcher. Le 20 Juin, sans doute, était régulier ! Réguliers le 14 Juillet, le 4 Août, le 5 Octobre, cela crève les yeux ! Pour Pison du Galand, le Dauphiné ne s'occupe que d'impôts, fonction réservée aux Etats provinciaux. Alexandre de Lameth l'interrompt : la convocation s'est faite par ordre, sans le consentement royal ; une lettre des députés dauphinois prouve qu'ils s'occupent bien d'autre besogne que de répartir des contributions !

Du Port et Mirabeau proposent un décret empêchant la convocation « par ordre » et réglant les tenues d'Etats provinciaux ; Le Chapelier combat l'ajournement demandé de la seconde partie : « C'est à l'Assemblée seule à décider du sort de l'Etat. »

Clermont-Tonnerre répond. On doit attendre, pense-t-il, la séparation des assemblées locales de leur patriotisme. Il soutient le droit de réunion exercé sans contrevenir aux décrets. Mais cette contravention est une audace à réprimer, où qu'elle se produise : parlons plutôt du district parisien de Saint-Martin-des-Champs qui s'élève contre la loi martiale ! — Ces délinquants-là, que Stanislas signale au comité des recherches²⁷, demeureront impunis, « bons » accusés qui travaillent pour la rue. Mirabeau-Tonneau lui aussi les dénonce : demain Moreau de Saint-Méry rendra compte à l'Hôtel de Ville et il n'y aura d'autre ressource pour le district que de désavouer ses troupes, à la Commune et chez La Fayette, avec force promesses de fidélité²⁸. — Après notre député, Target se répand en distinctions : assemblées particulières d'une part, politiques de l'autre, lacération, démembrement de la monarchie. Cazalès et Virieu invoquent le droit de pétition, les intérêts locaux...

Soudain une tribune croule : trois législateurs en pâtissent, et quelques badauds. Voilà la salle en émoi.

Les Dauphinois n'en sont pas moins condamnés. Les inculpés de Saint-Martin-des-Champs renouvelleront leurs excuses le 31, et désavoueront une fois de plus l'« insurrection » du quartier²⁹.

Stanislas se tait le 2 novembre, pendant qu'on discute sur

27. *Mercure*, p. 20.

28. Lacroix, *Actes*, II, 494.

29. Lacroix II, 485. Je ne trouve la dénonciation de Clermont-Tonnerre ni dans le *Recueil* ni au compte rendu. Mais elle figure au *Mercure* et au *Journal des Etats généraux*, V, 207.

le clergé : il rappellera plus tard cette abstention volontaire³⁰. Le lendemain, il ne peut obtenir la parole sur la nouvelle division du royaume. Il a suivi l'exposé où Mirabeau reproche au comité de rompre les habitudes sans atteindre à l'unité rêvée, et ces reproches lui ont paru se contredire. On a parlé de l'inutilité des trois degrés électoraux ; nul n'a dit que la division étant calculée pour deux cas, il suffit que les trois degrés soient un bien dans l'ordre administratif pour être admis dans la division générale. Sans doute, Thouret a indiqué ce double moyen de ne conserver que deux degrés : établir une échelle ascendante, de l'assemblée primaire à l'Assemblée nationale — et une échelle descendante, du Roi aux municipalités. Election là, ici administration. Oui, mais s'il ne faut pas confondre les fonctions, il importe de rappeler par des différences sensibles que la source du pouvoir représentatif, c'est l'électeur et celle de l'administration, le Roi, premier délégué national ; on ne saurait non plus négliger les différences de population et d'importance, prétextes à remanier sans cesse ou à tuer l'égalité désirée.

Clermont-Tonnerre, hésitant entre les deux orateurs, aime mieux discuter le plan du comité, aux trois bases avantageuses : la superficie des circonscriptions étant invariable, les bases plus élastiques se fixeront. Le canton surpeuplé perdra son excès d'habitants « qui iront aux moins peuplés où il sera plus facile d'être élu ». Ignorant des lois économiques, persuadé que tout Français ne se loge ici ou là que pour s'occuper de politique, Stanislas croit que l'espoir d'être élu « égalisera » la répartition des habitants ! Tel est du moins le résultat qu'il attribue au projet du comité, en proclamant que Mirabeau, pour respecter la situation ancienne, a négligé la postérité, et que « les lumières vont plus vite que les hommes de cabinet ». Comment parler de localités, de provinces, là où on ne répète plus que le mot nation³¹ ? Voilà ce que notre député, travaillant « en homme de cabinet », voulait dire aux Béarnais, aux Bretons, aux Dauphinois, soudain baptisés Français et qui pensaient avoir chassé leur naturel au prompt retour. Le génie plus clairvoyant du tribun d'Aix, soucieux d'« assortir toutes ces choses à la Révolution », eût suggéré sans doute à celui-ci une de ces réponses foudroyantes dont il avait le secret.

Tout cela est fort bien, mais il faut vivre, payer les gens

30. *Recueil*, II, 81.

31. *Recueil*, II, 205.

et manger. Mirabeau encore, le 6, dans un long rapport, propose de demander du blé à l'Amérique, de créer une caisse nationale pour la dette, d'inviter les ministres à prendre voix consultative dans l'Assemblée, jusqu'au règlement de leur sort par la Constitution. « Anglomanie, s'écrie Blin ; la présence du lord chancelier au Parlement a toujours nui à la liberté. » — « Admettons le ministre des finances », concède Custine. Montlosier et M. de Richier veulent diviser, renvoyer la question ; La Rochefoucauld ajournerait l'éligibilité des ministres à l'Assemblée. Noailles rejette l'article sur les blés : les Américains eux-mêmes ne peuvent payer leurs dettes, les particuliers ne vendront pas de grain au Congrès dans ces conditions. Quant à l'idée d'admettre les ministres au Parlement, il n'est libéral anglais qui n'en sente le danger ; les ministres influenceront sur les élections...

Clermont-Tonnerre réfute l'orateur ; il suffit de recommander l'approvisionnement à l'exécutif ; les Etats-Unis ont fait de belles récoltes, et comment n'escompter pas leur loyauté ? Ne doivent-ils pas la vie à la France ? S'il n'y a rien à redire au projet de caisse nationale, on peut trouver dans l'admission des ministres à l'Assemblée un moyen de prospérité, de grandeur. On invoque contre eux la liberté ; on regarde à tort l'exécutif comme un ennemi fatal de cette liberté si ombreuse, alors qu'il y aurait profit à donner voix consultative aux premiers agents du monarque. Certes l'histoire engage à la méfiance :

« Nous avons été longtemps sous des ministres ineptes, qui sont le fléau le plus humiliant pour un peuple libre. »

Surveillés par des hommes de talent, les ministres se tiendront mieux.

« Admis parmi vous, dans quatre jours vous n'aurez pas un ministre, ou bien il ne sera pas inepte. »

Le talent est redoutable, au service du mal ; mais que peut cette alliance contre une Assemblée qui répugne à la flatterie ? L'embarras de l'homme corrompu le dénoncera d'abord :

« Rien de plus dangereux que d'avoir à se battre sur rien et contre personne... Le mal qu'on ne voit pas est plus funeste que celui qu'on aperçoit³². »

Stanislas pense-t-il à des ministres idéaux, métaphysiques,

32. *Recueil*, II, 427, où ce discours est daté du 7.

ou croit-il vraiment aux bonnes intentions des ministres du moment ? Il doit s'imaginer que la « régénération » a rendu purs et vertueux les bureaux du « despotisme », ces éternels bureaux qui durent alors que les assemblées passent, et qui, parce qu'ils durent, gouvernent seuls contre discours et décrets. Sans doute il est consolant de se dire que l'exécutif n'est l'ennemi de la « liberté » que lorsqu'il en franchit les limites ; mais l'exécutif qui fonctionne à Paris en novembre 1789, forcément hostile à une « liberté » qui par définition le ruine, a mille raisons de se défendre et d'attaquer : il combat pour vivre et parce qu'il vit. Ce n'est pas seulement dans le silence du cabinet, malgré l'avis de l'orateur, que les « brigues » sont à redouter : l'Assemblée aussi a son cabinet de mécontents, où la crainte, l'intrigue, l'ambition, la légitime défense, le plus naturel fanatisme se donnent rendez-vous, sous l'égide de la cour. L'Archevêché a ses Tuileries, ses faubourgs, son Palais-Royal, qui s'entendront pour ajourner la question alimentaire — d'Aiguillon ayant attribué l'embarras des Etats-Unis à leur manque de monnaie — et donner raison, le lendemain, à Blin contre Mirabeau, désormais inquiet et prêt à écouter la droite. On écartera, quitte à s'en repentir plus tard, les députés actuels de tout ministère, par crainte de la « corruption » et sans comprendre que ces députés-ministres peuvent servir de lien, dissiper les défiances. Un Barère, pourtant modéré à cette époque, partage le sentiment général :

« Si, dans les gouvernements européens, on pouvait croire à la vertu ministérielle, le discours de M. de Clermont-Tonnerre pourrait tranquilliser les citoyens faciles, mais les vieilles habitudes du pouvoir, le souvenir des privilèges antiques, l'esprit de corruption et d'intrigue attaché à toutes les grandes places permettent-elles d'espérer de bonne foi que les ministres ne porteront dans l'Assemblée nationale que des vues pures, des motifs raisonnables et des résolutions patriotiques ? Qui oserait se charger de cette garantie³³ ? »

Ce même jour, une correspondance secrète reproche à Stanislas son découragement, son excessive prudence, et lui prédit de longs regrets, à lui et à Lally, « déserteurs » de la cause populaire : « Comment se pardonneront-ils de n'avoir point coopéré à la libération de la Patrie³⁴ ? » Ils n'ont rien à se pardonner ; ils ont sur la « liberté » d'autres idées que la rue. Après une décision aussi grave, un déménagement nou-

33. *Point du Jour* du 7, IV, p. 75 et suiv.

34. *Correspondance secrète*, p. p. de Lescure, II, 397.

veau semble indiqué : la rupture morale avec les ministres, le vote de défiance qui rapproche Mirabeau de la cour, terminent les séances de l'Archevêché. Le 9, on s'installe au Manège des Tuileries, long boyau étroit, d'acoustique médiocre, où les mots seront mal compris, où les phrases parviendront dénaturées, les idées déformées aux oreilles souveraines des tribunes.

V

A la Révolution les parlements ont montré la voie : d'Éprémèsnil et Montsabert ont un moment parlé pour la France. Dépassés, refoulés avec leurs boucles et leur jargon, ils s'inquiètent à présent de ces avocats qui démolissent le vieil édifice. Arrêtez, Messieurs de la barre ! Hier au prince, à vous aujourd'hui, les remontrances ! Aussi bien, pourquoi le Roi prend-il votre parti ? Que signifie cette déclaration du 3 novembre prorogeant les vacances du parlement de Rouen ? Le parlement en vacances, lui, le défenseur des lois du royaume, tendis qu'au Manège, à l'Archevêché, aux Menus, on nargue écritures et coutumes ? Le 6, Rouen casse les vitres : sa chambre des vacations n'enregistrera l'ordre royal que par respect pour le signataire.

Voilà l'Assemblée en émoi : le 9, elle écoute, indignée, la lecture, par Alexandre de Lameth, de l'arrêt malsonnant. Barère réclame un procès pour forfaiture ; Clermont-Tonnerre l'appuie quand il demande l'attribution des pouvoirs parlementaires aux tribunaux du ressort de Rouen. Au Roi qui a « pros crit » l'arrêté des robins, Pétion voté des actions de grâces. Stanislas s'est contenté de dire son mot, pour donner un gage à la majorité. Quittant son ton modéré de naguère, il a trouvé trop faibles les termes les plus énergiques et déclaré honteux de parler encore d'un délit pareil, qu'il s'agit seulement de punir³⁵. Le lendemain Garat réclame le renvoi de l'affaire au Châtelet ; M. de Vrigny défend le parlement, veut borner le blâme à ce qui touche l'Assemblée. Clermont-Tonnerre éclate en reproches d'une dureté qu'il regrettera, qui étonnera même Duquesnoy :

« Le besoin de caresser les passions dominantes de l'Assemblée, l'ambition de tout ce qui égare les hommes, emportent celui-là au delà des bornes qu'il semble qu'il devrait se prescrire³⁶. »

35. *Mercure*, p. 185-6.

36. *Journal*, II, 36.

D'autres observateurs aussi seront surpris de cette fougue dirigée auparavant contre l'« esprit général³⁷ ».

A en croire l'orateur, qui relit le décret du 3, enjoignant aux cours souveraines de transcrire les décisions des Douze Cents, la réponse de Rouen sent la forfaiture. En vain on objecte l'incompétence du Châtelet : s'agit-il pas de lèse-nation ? Qui craint la justice parisienne nourrit « une arrière-pensée d'aristocratie ». Il ne suffit pas, pour blâmer les magistrats révoltés, de confier à des commissaires une vague enquête. Voyez les Anglais — nous y voilà ! — qui font décider par les Communes s'il y a lieu d'accuser : et le fait est patent, dénoncé, qui plus est, par l'exécutif même. On peut donc nommer un comité d'accusation. « L'Assemblée nationale, après avoir détruit les ordres, ne doit pas redouter les corporations. » Le procès montrera, en outre, s'il n'y a pas un ensemble de résistance dont cette manifestation ne serait qu'un acte. Ah ! certes, la forfaiture est flagrante ; l'obéissance « dérisoire » du parlement aux ordres d'enregistrement lui fait encourir l'*empeachment*. Comment douter du délit³⁸ ?

Lapoule est du même avis. Quelqu'un cite Montesquieu :

« Rien ne prouve plus le despotisme que la multiplicité des accusations de lèse-majesté. Il ne faut plus parler du crime de lèse-nation avant de l'avoir défini. » Un ensemble de résistance, voilà ce qu'on redoute. Mais un député se lève : c'est le président de la chambre accusée, M. de Frondeville. Il se défend d'avoir pris part au malheureux arrêt ; les magistrats, dit-il, ont obéi au décret de l'Assemblée. Il plaide les circonstances atténuantes pour « ces corps antiques » qui n'ont pas vu sans effroi « un torrent d'esprit public se transporter au-delà des bornes que votre sagesse voulait prescrire ». Il dépeint la situation difficile des parlementaires « livrés à la fureur du peuple, fugitifs, expatriés, séparés de leurs familles ». Le digne président pleure, on s'attendrit. Il relève le mot *insolence* échappé à Stanislas, « avec une modération, une décence et une sensibilité qui me pénétrèrent³⁹ », confessera celui-ci, dès lors repentant et prêt à réparer. Les magistrats se plaignent ; qui ne se plaindrait à leur place ? continue le défenseur des Grandes Robes : ils perdent leur état, leur existence. Barnave ne s'en émeut pas ; il crie encore : Lèse-nation ! Les larmes de Frondeville n'ont pu effacer le discours de Cler-

37. *Journal des Etats généraux*, V, 440.

38. *Recueil*, II, 171 et suiv.

39. *Recueil*, II, 172.

mont-Tonnerre. Les motions se croisent : selon le vœu de Pétion, le président ira remercier le Roi. On réclame un procès et une autre chambre qui enregistra sans commenter.

Le lendemain, Camus, qui préside, lit une lettre du Roi, envoyée par le garde des sceaux, ordonnant la formation à Rouen d'une nouvelle chambre des vacations; Louis XVI propose l'indulgence pour réconcilier les esprits. Tout applaudit : il faut voter. Clermont-Tonnerre, par politesse, veut faire rapporter le décret de la veille⁴⁰. Oui, dit Alexandre de Lameth, mais le jugement d'abord, le pardon ensuite. Blin approuve Stanislas ; Menou insiste sur le crime de lèse-nation, qui doit être puni d'où qu'il vienne ; autrement le peuple s'étonnera. De même pour la grâce. Mais, Crillon le rappelle, c'est le Roi qui a dénoncé le délit, c'est à lui qu'il faut laisser le pardon. Le Chapelier, qui parle d'ajourner la sentence, n'est pas écouté ; Stanislas retire sa motion ; Crillon l'emporte, malgré les mécontents, un quart de l'Assemblée, qui mènent grand tapage autour de ce changement à vue⁴¹. La volte-face de notre député fait la joie des mauvaises langues, qui se plaisent à distribuer des rôles à la troupe nationale : lui joue les capitans⁴² !

L'avancement des travaux constitutionnels tue peu à peu le bureau de Corbeil, qui après le 18, ne donne plus signe de vie⁴³. Le 19, La Tour du Pin, ministre de la guerre, annonce à la garde nationale du lieu qu'elle touchera ses fusils le 11 décembre, à l'Hôtel de Ville de Paris⁴⁴. Les riches patriotes, là comme ailleurs, ont versé leur argenterie aux autorités. Stanislas semble n'en avoir rien fait, par force majeure peut-être⁴⁵. Le 29, il est dans sa bonne ville, avec Delphine : on les reçoit à la Société philanthropique, qui siège le lundi chez M. Robert, commissaire du Roi au tribunal, et distribue du pain le mercredi à l'Hôtel-Dieu, depuis le 3 décembre 1788. Le président est M. de Courville ; le maire Marsault fait fonction de commissaire ; une vingtaine de membres les entourent, avec quelques dames admises à titre de donatrices⁴⁶.

« O mon peuple, que vous ai-je fait et pourquoi m'abreuveriez-vous d'amertume ? *Popule meus, quid tibi feci ?* » se demande le Roi, dans une brochure qui paraît ce même jour

40. *Recueil*, II, 181.

41. *Journal des Etats généraux*, V, 473-5.

42. Duquesnoy, II, 44, du 13.

43. Archives de Corbeil, AA 19, pièce 36.

44. *Ibid.*, EE 13, pièce 31.

45. *Ibid.*, CC 96.

46. *Almanach de Corbeil*, 1789, p. 33; 1792, p. 39 et 144.

et que le bruit public attribue à Clermont-Tonnerre⁴⁷. En vingt-deux points, l'auteur relate les bienfaits de Louis XVI : retour des parlements, renvoi du triumvirat, ministère Turgot, suppression du don de joyeux avènement et de la main-morte, rétablissement des bonnes mœurs, protection aux Américains, éloignement des ennemis de la nation, état civil accordé aux protestants, assemblées des notables, assemblées provinciales, Etats généraux, doublement du Tiers, rappel de Necker... confiance dans l'Assemblée !

« Est-ce parce qu'environné d'hommes qui m'eussent prodigué leur sang, certain d'une retraite si j'eusse voulu vous fuir, j'ai livré à la bonne foi de vingt mille hommes armés moi, mon fils et ma femme, que des calomnies lui avaient rendue odieuse, et qui a partagé mon courage et ma confiance ? Serait-ce parce que je n'ai jamais entendu le nom de Henri IV sans éprouver le désir de l'imiter ? Serait-ce parce que ce n'est qu'avec la plus vive émotion que je vous ai souvent vus me comparer à ce grand homme ? Mon peuple, ouvrez les yeux, voyez que j'ai besoin d'autorité pour faire le bien nécessaire, pour consommer la Révolution que j'ai voulue comme vous. Et vous, représentants de ce peuple, craignez d'affaiblir mon autorité légitime, fortifiez-la par des décrets ; si vous veniez à la détruire, la France périrait et ce serait ma dernière douleur. »

Ce langage émeut : mais à côté des élans du cœur, il y a la réalité, qui n'est pas toute monarchiste. Il y a la bonté succédant à la justice, le camp du Champ de Mars, les hussards de Lambesc, la Bastille, le banquet des gardes. Il y a la Grand'Peur aussi, et le grand espoir mal ranimé qui va s'éteignant chaque jour. Il y a les mécontents qui émigrent pour la vengeance, ceux qui restent et peuplent les Tuileries, les chaires, la tribune, les salons, les châteaux encore debout. Il y a l'universelle méfiance de l'honnête homme trompé, facilement mais pas deux fois, du privilégié dépossédé qu'aucun milliard ne console encore, du prêtre suspect et du paysan qui ne retrouve plus le portrait de son bon Roi d'hier. Et, planant ou rampant, il y a l'Etranger de droite ou de gauche, que chacun fait complice de l'adversaire, cependant qu'aux faubourgs en rumeur « bouillonne » la lie odieuse à Malouet. Tout ce monde, l'auteur présumé de *Popule meus* le connaît-il, le soupçonne-t-il seulement ? Parmi les brumes de novembre, la barque désemparée de Stanislas flotte au gré des vents contraires, dans l'attente d'un navire sauveur.

47. Duquesnoy, II, 108 ; *Rôdeur français*, n° 3.

CHAPITRE II

L'AVOCAT DES MAUDITS

(Décembre 1789)

I. Les chevaux au Manège : l' « Ombrageux ». — II. Le cursus honorum : polémique de Clermont-Tonnerre avec Barnave. — III. Les mécontents de Ris. — IV. Stanislas parle en faveur du bourreau, des comédiens et des non-catholiques : son plaidoyer pour les Juifs.

Au Manège des Tuileries, les douze cents « chevaux » livrés à eux-mêmes font un sabbat d'enfer. Nul dompteur ne les contient; le superbe cavalier des jours passés, alourdi d'un embonpoint précoce, gît désarçonné dans son palais, entouré de frelons qu'il dresse à piquer les coursiers déchaînés. Un observateur peut se glisser aux portes de l'arène, noter les ruades, les hennissements, les chutes, caractériser les étalons. Mais de mors, de licol, qui oserait parler ?

I

L' « Ombrageux », parmi les poulains, c'est Clermont-Tonnerre. Exercé avec succès à Versailles et à Paris, brûlant du désir de se distinguer, il est parvenu à se faire admirer. Un moment il a pris la tête de la bande, qui a gagné à sa suite, avec la souplesse du jarret, une allure élégante et nette. On l'accuse pourtant, devant les mangeoires vides, d'avoir eu trop de part au plan de course de ses camarades d'écurie, d'avoir peu songé à régénérer la race, d'être trop imbu de préjugés ataviques, de sentir son destrier, quand la mode est aux anglo-arabes, de garder sur sa robe claire et brillante

de séculaires taches de rouille qui, aux écarts, heurtent la vue : néanmoins elles sont la marque même de sa race. L' « Ombrageux » est fondé à regimber contre ses lointains parents de gros trait, de ferme et de vil bagage, trop empressés à lui reprocher ce cachet aristocratique, qu'ils disent imprimé par la guerre et le brigandage de jadis, mais qu'une longue possession a embelli et consacré.

Le bel animal a des torts plus graves : il fut, dit-on, un des membres secrets du comité de sédition naguère formé aux écuries de Marly; il était espion stipendié aux stalles de Versailles, où d'aucuns le prétendaient chargé d'induire en erreur ses congénères, et de rapporter au maître leurs bévues. Comme il appartient à la plus noble race de chevaux français, et qu'il ne lui faut que protection pour parvenir à des postes distingués, il rampe auprès du puissant, et on lui reproche de s'être incliné lâchement devant la fortune populaire, dès l'instant où les grâces aristocratiques ont cessé de couler pour passer en d'autres mains. — Malgré tout, on peut annoncer à l' « Ombrageux » une brillante carrière : noblesse d'origine, croupe élégante et fière, ambition, audace, adresse à tout surmonter et fléchir, estime même de la part de rivaux et d'envieux, cet ensemble de qualités lui présage des succès sans nombre¹.

Voilà le portrait qu'un plaisant assure avoir trouvé « dans le portefeuille de Mgr le prince de Lambesc, grand écuyer de France », un particulier qui n'a guère écouté, semble-t-il, les discours de Stanislas. Patriote raisonnable qui sait voir et entendre, un voisin de gauche de notre député, Duquesnoy, tracera bientôt une image plus exacte, pleine du bien qu'on a dit d'abord, du trop grand mal qu'on a dit ensuite de son collègue; il vantera ce talent, ce flexible langage, cette magie de parole, ces prestiges d'élocution qui produisent grand effet sur une assemblée nombreuse et nouvelle. Il le reconnaîtra d'ailleurs, cet effet diminue lorsque l'auditoire est plus habitué à de tels procédés, plus familier avec les ruses dont on s'est servi pour le conduire. On a dû accuser l'orateur d'ambition : il en a beaucoup et l'a trop laissé voir. On a dû lui reprocher de trahir les deux partis, parce qu'après avoir entraîné la noblesse aux Communes, il n'a pas suivi leur marche, parce que, la réunion opérée, il a proposé la division en parlant des deux Chambres.

1. *Les chevaux au Manège*, p. 9, B. N. 8° Lb ³⁹ 2463.

Retrouvera-t-il sa faveur ? Duquesnoy en doute un peu, tout en accordant à Stanislas beaucoup de netteté, d'ordre dans les idées, une grande présence d'esprit, une singulière facilité à réduire les questions, et surtout une aptitude prodigieuse à les présenter sous le point de vue le plus favorable à son opinion. Mais, ajoute-t-il, « les deux partis l'accusent d'escobarderie, et peut-être n'ont-ils tort ni l'un ni l'autre². » On est toujours le Jésuite de quelqu'un; mais quel ennui d'être l'Escobar de tout le monde !

II

Après six mois, les amis des noirs exhument leurs cahiers. Le 1^{er} décembre au soir, M. de Courrejoles demande l'établissement d'un comité colonial pour dresser aux Antilles une Constitution « propre au climat ». La Martinique, la Guadeloupe, Saint-Domingue s'agitent. Clermont-Tonnerre, qui appuyé la motion, propose un comité mixte formé, par tiers, de colons, de négociants, de particuliers quelconques : ces gens, épargnant à l'Assemblée des instants précieux, la mettront à même de se prononcer avec certitude sur une Constitution qui ne saurait ressembler en tout à celle du royaume³. Selon Blin, les colonies doivent agir par elles-mêmes, comme les Etats-Unis; leurs députés n'ont pas qualité pour s'occuper de l'affaire, car leur élection est vicieuse.

« Mais voilà six mois qu'ils votent ! » s'indigne Gouy d'Arsy, mis en cause. Les opposants sont des affidés de l'odieux La Luzerne, ministre de la marine et des colonies; lisez plutôt le mémoire des colons, réclamant les seules lois de l'Assemblée. On continue le surlendemain. Maury préfère attendre le vœu général des intéressés. Stanislas prône les avantages du comité, invoque la connaissance qu'on a de la valeur, du commerce des colonies. Il ajoute, en politique clairvoyant, que les décrets et notamment les droits de l'homme pourraient là-bas causer de grands maux⁴. On lui donne tort : il n'y aura pas de comité pour le moment.

Le 2, la séance a débuté par un hommage à notre député : il signera les procès-verbaux en retard que Mounier a laissés

2. *Journal*, du 25 décembre, II, 211-2.

3. *Mercure*, p. 145.

4. *Mercure*, p. 173-4.

inachevés⁵. Ce jour-là, les municipalités ont eu les honneurs du débat. Le comité de Constitution proposait l'incompatibilité entre les fonctions d'édile et celles de collecteur d'impôts ou d'officier de justice. Ango a renchéri, excluant militaires et gardes nationaux. Lelong tolérerait les magistrats aux assemblées de district et de département. Clermont-Tonnerre l'approuve : il s'agit d'une charge momentanée. Desmeuniers défend le comité : les magistrats à l'audience, les municipaux à la mairie ! Stanislas a envisagé les conséquences, l'inévitable exclusion des militaires, et il commande à Corbeil... L'Assemblée lui inflige un échec.

Pleins des souvenirs romains du *cursus honorum*, les Constituants écouteront bientôt Mirabeau parlant de réduire « dans dix ans », les éligibles aux législatures à ceux qui auraient d'abord occupé des places dans l'administration, les municipalités ou la justice. Barnave, avec assez peu d'égards aux idées réfléchies du tribun, combattrait cette motion à longue échéance. C'est le 8 : on ajourne la suite au 10. Clermont-Tonnerre, pour appuyer Mirabeau, prépare un discours. C'est sans doute le 9, à trois heures, au dîner de Mme de Staël, qu'il va en lire un autre, selon l'usage, un discours très pathétique, sur ce thème :

« Les châtiments étant la compensation légale des injustices et des crimes, un homme qui a été pendu, ayant de cette façon payé sa dette à la société, doit cesser d'être méprisé ; semblablement, celui qui a été condamné à sept ans de galères doit être de nouveau reçu dans la bonne société comme si rien n'était arrivé, dès qu'il a fini son apprentissage. »

« Vous souriez, écrira bientôt un convive ; mais remarquez que l'extrême auquel on s'est porté dans l'autre sens, en déshonorant des milliers d'hommes pour le crime d'un seul, a choqué le sentiment public au point de rendre cette thèse acceptable. »

Le discours est beau, sentimental, harmonieux. On crie, on applaudit. Tout bien fini, Gouverneur Morris déclare le morceau éloquent, les principes peu solides. On s'étonne : quelques remarques changent l'admiration en blâme universel ; Stanislas sort en claquant la porte. L'auditoire pense s'être fait un ennemi de cet orateur habitué à plus de succès, de ce magicien qui enlève parfois les votes dans une acclamation⁶. Est-ce la ruputure avec l'Etranger de l'intérieur ? Pas encore.

Clermont-Tonnerre ne peut parler le 10 : Barnave et Du

5. *Procès-verbal*, p. 7.

6. *Journal*, p. 151, 345.

Port font ajourner indéfiniment la question de l'éligibilité, que reprendront, espère l'évincé, les prochaines législatures.

« L'idée de Mirabeau est morale, écrira-t-il plus tard; elle est politique; mais il est des remèdes que l'on ne sait employer qu'après avoir senti le mal. En 1790, tout ce qui tend à restreindre les droits du Roi était accueilli avec transport parce que l'on se rappelle les abus de la royauté; il viendra peut-être un temps où tout ce qui tendra à restreindre les droits du peuple sera accueilli avec le même fanatisme, parce que l'on aura non moins fortement senti les dangers de l'anarchie. »

Stanislas comptait s'en prendre à Barnave. Selon le Daurinois, le système de Mirabeau détruit la séparation des pouvoirs. Cependant, répond Stanislas, on n'a pas dit : l'ex-juge ne sera point administrateur, ni ministre l'ancien député. Autrement on instaurerait en France les castes indoues, l'éternelle séparation des individus. Mirabeau propose un échelon d'apprentissage propre à former des capacités. — Selon Barnave, on va créer une aristocratie d'administrateurs, de riches, de désœuvrés : mais actuellement, les seuls hommes susceptibles d'attirer l'attention par leur compétence sont les anciens députés. Il se formera, par la force des choses, comme en Angleterre (toujours !) une coalition de notabilités d'autant plus dangereuse qu'elle ne cherchera qu'à accroître le pouvoir législatif. La graduation étend, affaiblit cette élite de quatre cent mille mandataires de toute catégorie, librement choisis. Ne montrez aux électeurs que la masse des éligibles actuels : l'intrigue, l'opinion ne laisseront bientôt qu'un petit noyau d'éligibles de fait. Graduer, c'est offrir carrière à l'émulation; le mérite distancera l'intrigue, il n'y aura point exclusivisme.

Selon Barnave, Mirabeau confond les spécialistes avec les hommes à idées générales. Les anciens pensaient et Stanislas pense que le subalterne prépare le supérieur. Administrer, c'est régir des hommes, à tout degré. Le général exige la connaissance du particulier, qui prédispose au général les gens de valeur. On ne se met pas assez sur le terrain. L'ancien régime éloignait les administrateurs, agents du despotisme, de détails qui ne leur eussent ménagé que remords et embarras. Aujourd'hui, on administre pour le bonheur de tous, somme des bonheurs de chacun : Clermont-Tonnerre en est persuadé. Il y aurait anachronisme à soustraire aux détails les jeunes gens d'avenir. — Barnave craint une ligue entre juges et municipaux. S'il s'agit de n'être étranger ni à la justice ni à l'administration, pour avoir exercé les deux, notre

député n'y voit que du bien; s'il y a ligue, pourquoi les prêtres, les soldats, les gens du fisc n'en seraient-ils pas ? Et contre qui, cette ligue ? Ni contre l'exécutif, de qui les ligueurs sont agents, ni contre l'Assemblée où ils sont susceptibles d'entrer, ni contre le peuple dont ils ont besoin. Stanislas a-t-il oublié la ligue des faubourgs contre certains Constituants, celle des Constituants contre les pauvres, celle de tout le monde contre le ministère ? En 1791, il recopie son discours sans l'annoter.

Mais, dit Barnave, le système proposé néglige les intérêts nationaux et populaires. Erreur, répond son contradicteur : nation et peuple, c'est tout un. L'admission de tous aux fonctions municipales rehausse les élus, au lieu de leur valoir cette corvée de jadis dont les privilégiés demeuraient exempts. — La loi projetée, continue l'autre, contrarie les décrets, sur la question de l'âge à exiger, vingt-cinq ans au lieu de vingt-et-un que demande Mirabeau : belle affaire ! Il s'agit d'un intérêt plus noble que celui du marc d'argent réclamé des éligibles. Le tribun d'Aix y renoncera volontiers. — Barnave déplore, sans doute parce qu'il a vingt-huit ans, que le système doive éloigner les « jeunes » de l'Assemblée. Tant mieux ! riposte Clermont-Tonnerre qui a trente-deux ans depuis quelques semaines et regarde l'avenir avec calme sans rien répudier du plus récent passé :

Quand toutes les habitudes attachent à un ordre vicieux, il faut des hommes sans habitudes pour parvenir à le changer. Quand tous les intérêts luttent contre une régénération, il faut, pour la produire, des hommes pour qui l'intérêt n'est encore rien; mais lorsque l'ordre est enfin établi, lorsque dix ans — chiffre rétrospectivement plein d'ironie — ont affermi la Constitution en démontrant ses avantages, il faut alors que le corps législatif soit composé d'hommes faits, attachés à l'ordre établi, ennemis des innovations, armés contre les prestiges d'une éloquence fastueuse et dédaignant d'en faire usage. C'est avec de tels hommes que vous conserverez ce que vous avez fait, et il est d'autant plus essentiel d'écarter de vos délibérations futures une jeunesse inconsiderée, que l'adoption d'une Chambre unique en rendrait les inconvénients plus sensibles. »

Dans tout révolutionnaire sommeille un conservateur !

Barnave enfin s'étonne d'une loi à échéance si lointaine. Mais elle agira dès demain, obligeant les citoyens à se préparer à leurs fonctions, les municipaux à mériter sans cesse confiance. Y aura-t-il assez d'éligibles au moment voulu ? Si l'on craint leur insuffisance, il faudra reculer encore la date pro-

posée. En somme, conclut Stanislas, suivre Mirabeau, c'est stabiliser la Constitution, écarter l'inexpérience des assemblées législatives, établir une élite nationale, « réunir le présent et l'avenir, pour le salut commun, et les enchaîner l'un et l'autre au maintien de la Constitution⁷. »

On n'enchaînera rien. Le 15, quand Mirabeau proposera ce texte : « A partir de 1797, il faudra avoir occupé des fonctions municipales, départementales, judiciaires ou avoir fait partie de l'Assemblée nationale pour être admis au corps législatif », Verchère de Reffye demandera l'ajournement. Clermont-Tonnerre aura beau réclamer la discussion, renforcé de Roederer et de Mirabeau lui-même; il aura beau distinguer l'exécution de l'effet, présenter comme plus utile à l'humanité le législateur qui embrasse le plus grand terme, rappeler l'effet immédiat du projet de loi sur les élections municipales, sur la conduite des administrateurs⁸..... Du Port et Mirabeau-Tonneau répondront en montrant les mairies comme des repaires d'intrigants et d'ambitieux. Et ce sera la mort sans phrases.

Cependant il faut organiser départements et municipalités, même à Paris. Le 13, Bailly a conféré avec les députés de la capitale : une entente préalable avec la Commune est nécessaire. Saint-Fargeau, Guillotin, Clermont-Tonnerre parlent tour à tour, recueillent « ce tribut de suffrages qu'ils sont accoutumés à mériter et à recevoir ».

Les délégués siègent jusqu'à dix heures du soir, et, le lendemain, décident que Paris sera le chef-lieu d'un département de dix-huit lieues de diamètre⁹. Autant en emportera le vent. Camus triomphera, grâce à son département de trois lieues, symbole de cette tête sans corps, la France du Manège.

III

A Corbeil aussi, on discute, et aux environs. Le dimanche 20 décembre, après la grand'messe, l'assemblée de la commune de Ris se réunit au banc d'œuvre. Il y a là « les principaux composant la plus saine et la majeure partie de la commune », avec le citoyen-soldat Vatar, faisant fonctions de secrétaire. A peine la séance ouverte, un bel officier se pré-

7. *Recueil*, II, 231 et suiv.

8. *Mercur*e, p. 333.

9. Lacroix, *Actes*, II, 185 et suiv.

sente : c'est le colonel-général de la garde nationale de Corbeil, Clermont-Tonnerre en personne, membre, comme M. Le Duc son compagnon, de la commission intermédiaire du département. M. Aubert, subdélégué de l'Intendance de Paris, les escorte. Le premier se dit chargé par la commission de présider l'Assemblée. Le syndic Sallin répond que les décrets de la Constituante réglant l'organisation municipale n'ont pas encore été adressés à Ris, où l'on s'en tient au règlement du 8 juillet 1787 attribuant la présidence au syndic : aucun article ne parle de la commission, et tout le monde proteste contre le mandat que ce corps a donné à Stanislas et à ses collègues. Comme par hasard, un flot d'envoyés surgit, gens de Villeneuve-Saint-Georges, de Grigny, d'Epinay-sous-Senart, armés de protestations à la grosse. Le colonel-commissaire en remontre à ces malcontents, qui ripostent sans timidité : le nommé Thomas de Dancourt parle de plaintes portées à l'Assemblée nationale contre la commission intermédiaire, qui a soi-disant enjoint aux municipaux de Villeneuve d'estimer les biens des ex-privilégiés au plus bas prix, par l'organe du sieur de Courcelles, commissaire aux impositions.

« Vous inculpez la commission ? Signez au moins votre dire. — Ce n'est pas moi qui accuse. C'est M. de Courcelles, voilà sa dénonciation. Je suis prêt à la signer. »

Il est difficile d'amadouër de pareilles gens. Stanislas essaye de transiger : il invoque son ordre de présider, mais veut bien laisser l'assemblée locale juge de la situation. Aux voix ! Un moment : le colonel propose de faire voter tous les particuliers sans exception. Syndic et municipaux de brandir l'article VI de 1787, déterminant la composition de l'assemblée de paroisse. Voici encore deux élus d'Yerres qui viennent protester contre les intrus ! M. le comte constate « le désaccord », déclare impossible de soumettre la présidence à la délibération et annonce son départ.

Là-dessus les gens des communes s'en vont, et ceux de Ris passent dans leur salle des séances où les rejoignent d'autres protestataires arrivant de Savigny-sur-Orge : le syndic enregistre ce fait que Clermont-Tonnerre est venu en uniforme avec dix hommes de la garde nationale de Corbeil et autant de cavaliers de la maréchaussée, et dade-dare la dénonciation gagne Paris où elle courra districts et couloirs, après avoir alarmé le Hurepoix. On n'a garde d'oublier le





R. de Longueval phot.

ENVIRONS DE CORBEIL ET DE SAINTY SOUS LOUIS XVI.

(Extrait de la carte des chasses au 28.800e gravée de 1782 à 1806.)

délinquant, qui en reçoit copie le 23 par les soins du citoyen Vatar, major de la garde de Ris.

Pourquoi tout ce bruit ? Anisson du Perron, par ses vexations de mécontent, a mal fait tourner les choses. Dénoncé le 17, à la Constituante, par ses ex-vassaux, il s'est adressé, pour les mater, à Stanislas, à Le Duc, à Aubert, privilégiés de la veille qui composent la commission intermédiaire et pensent intimider les populations en armant cent cinquante gardes nationaux de Corbeil et d'Essonne. Le seigneur de Ris a lui-même réuni des gens à sa solde, et les fait passer pour « la commune ». Est-ce à dire que les plaignants confondent sa cause avec celle de notre député ? Loin d'eux cette imputation à la légère :

« Même en rapprochant ces circonstances et l'autorité militaire de M. de Clermont-Tonnerre de sa commission particulière, son caractère de membre de l'Assemblée nationale nous semble devoir le mettre à l'abri de tout soupçon¹⁰. »

Mais pourquoi le membre du bureau de Corbeil a-t-il fait tort au législateur du Manège ? Cet ami des lumières est seigneur de Saintry ; la cause d'Anisson est sa cause. Il est homme enfin, peu disposé à sacrifier de gaité de cœur son patrimoine. Tout le monde en est là.

IV

Faute d'argent, on aura du papier, tout comme si Breteuil était ministre. Le samedi 19, on ajourne quelques articles sur le cours des billets de la caisse d'escompte. Il s'agit de nommer des commissaires de surveillance aux émissions ; ils seront six pour quatre cents millions d'assignats. La mesure semble à Cazalès destructive de toute responsabilité. Montlosier demande la question préalable. Clermont-Tonnerre l'appuie. « Il y a une différence énorme entre un ministère responsable et un qui ne l'est pas¹¹. » C'est affaire à l'exécutif : autrement que deviendra la séparation des pouvoirs ? On écoute l'orateur : la question préalable est votée.

Alors s'ouvre ce mémorable débat sur l'admission des

10. *Dénonciation à l'Assemblée nationale... procès-verbal qui constate l'opération de M. le comte de Clermont-Tonnerre et consorts...* In-8° (B. N. Lk 7 8292).

11. *Point du jour* du 22, IV, p. 192.

« non catholiques » à tous les emplois, dont nul ne prévoit les conséquences lointaines. L'édit de 1787 excluait les dissidents des municipalités. Virieu déclare inutile de spécifier. Roederer parle pour les comédiens; Stanislas propose un décret sur l'éligibilité sans distinction de culte ou de profession : on ne trouve pas qu'il y ait lieu à délibérer. D'aucuns s'inquiètent des Juifs qui « ne se croient pas citoyens », affirme Reubell, Alsacien bien informé; il ajoute que son collègue les exclut en réservant les emplois aux citoyens actifs. Notre homme bondit à la tribune, relève le gant, se dit prêt, quand on le voudra, à prouver que les intéressés jouissent du droit de cité. Reubell fait tête : le duel est remis au surlendemain, car il faut changer de président. Le caractère de Reubell fait présumer que la lutte sera chaude : incapable de faire et de demander grâce, l'adversaire de Stanislas pourra être vaincu, mais pour lui faire quitter l'arène, il faudra l'en chasser. Quelles raisons va-t-il fournir ? A parler contre les droits de l'homme, si éloquent qu'on soit, on risque de ne passer que pour rhéteur ou sophiste¹². Camille Desmoulins opine en faveur de Clermont-Tonnerre :

« Ne serait-ce pas en effet le comble de l'absurdité, si avec la quittance du marc d'argent, il fallait encore justifier d'un prépuce ?..... Il paraît que le congrès va arracher toutes ces haies de division entre le prêche, la synagogue et l'Eglise. Si M. de Clermont-Tonnerre n'avait employé son talent qu'à proposer de pareils décrets, sa réputation ne serait pas aujourd'hui si équivoque. Encore deux ou trois motions semblables et je lui donne l'absolution. Il ne faut jamais désespérer des gens d'esprit, avec lesquels il y a toujours de la ressource¹³. »

Quand Stanislas relira, en 1791, le discours qu'il va prononcer le 23 décembre, il reconnaîtra qu'il s'est laissé aller à l'exagération des principes, que les convenances morales — et qu'on ne doit jamais les négliger en politique — excluent le bourreau, les comédiens pour leurs mœurs actuelles, que la corruption générale ne reformera pas de sitôt.

Il a senti ces vérités en parlant, mais il croyait les Français assez sages pour distinguer le droit du fait et admettre des principes, sauf à ne les appliquer qu'avec réserve. Il ne pensait pas qu'un acteur dût faire bientôt partie du corps électoral, ni que la multitude des spectacles aggraverait le danger. Il reconnaîtra cette confusion d'idées qui lui faisait attacher une note d'infamie à la privation des droits politiques, per-

12. *Journ. des Etats gén.* VII, p. 47-8.

13. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 5, p. 204-5.

suadé qu'il était de cette vérité que « tout homme vivant sur un sol doit être citoyen. » Cela n'est ni exact ni possible, bien que paraissant inclus dans la déclaration. Mais l'usage et la raison pratique ne donnent droit de cité « qu'à ceux dont l'influence n'est dangereuse ni pour la liberté, ni pour la sûreté, ni pour la propriété, but de toute association ». Ainsi les citoyens « passifs » ne sont pas notés d'infamie. Et, singulière inconséquence, l'orateur persistera dans cette pensée que les « cultes » ne doivent pas priver des droits, ni le métier d'acteur, en s'y prenant autrement : mais le bourreau ne peut avoir de droits civiques¹⁴. C'est qu'en 1791 les richesses « excessives » du clergé sont loin. Quant au bourreau, il attend le moment d'entrer en scène.

Mais, le 23 décembre 1789, il ne s'agit pour Stanislas que d'appuyer les réclamations de non-catholiques écartés, en divers lieux, des élections par des préjugés solides, comme aussi les doléances de certains « corps de métiers ». Ou il y a des professions nuisibles dont on doit réprimer l'exercice, ou il n'y en a pas : et alors il faut admettre tous les métiers en légiférant au besoin. Ou encore certaines circonstances peuvent décrier des professions : les abus corrigés, il sera inutile d'« arracher l'arbre qu'il est possible de redresser ou de greffer ». Rapprocher le bourreau des comédiens fait rougir : mais les adversaires de tous ces gens sont seuls coupables. L'avant-veille, pendant la lecture du projet de décret, Roederer a défendu les comédiens; un autre s'est exclamé : « Et le bourreau ? » Clermont-Tonnerre, affligé de ce mot, mais raisonnant juste et suivant son principe, a dit : « Oui, et le bourreau. » La motion ajournée de Guillotin et ce qu'un comité de législation criminelle pourra proposer enlèveront à l'exécution son infamie. Le préjugé, attaché surtout à des formes, disparaît souvent avec elles. Il suffit de faire du bourreau un agent moins immédiat et de changer la pénalité : les supplices militaires ne flétrissent pas les soldats qui s'en font les instruments. Ces moyens supposés illusoi-res, il faudrait encore être vrai : « Ce que la loi ordonne est bien. » Stanislas en paraît convaincu. L'exécuteur n'est qu'un agent : sa punition légale serait injuste. Maury répondra que le métier de bourreau étant involontaire, ce langage de la loi : « Fais cela, et si tu ne le fais pas, tu seras infâme », ne vise personne en particulier. Mais est-il plus juste de dire :

14. *Recueil*, II, 211. Avertissement.

« Je veux qu'on exécute ma déposition; qui l'exécutera sera infâme... et je le reconnaitrai pour mon agent ? » Il faut se passer de bourreau, « ce qui se peut et accorde la raison et l'humanité », ou ne pas proscrire ce fonctionnaire. Cette fois, Stanislas fut mauvais prophète : on n'allait pas de sitôt remiser l'échafaud.....

Et les acteurs ? La licence des mœurs est imputable, selon Clermont-Tonnerre, à l'ancienne police des spectacles, agente du despotisme. Il parle de la « dépendance absolue où les acteurs sont de l'opinion publique qu'il était dans l'esprit de l'ancien régime de présenter comme une honte, et qui, présentée sous un point de vue plus noble, fait à présent notre gloire ». Une autre cause, c'est la frivolité dangereuse des spectacles : jugez-en par l'immoralité du *Légataire universel* et du *Mariage de Figaro* ! Le choix des sujets peut l'atténuer, en rehaussant la condition des interprètes. Maury encore invoquera la soustraction des jeunes comédiens à l'autorité paternelle. Il y a eu ce seul abus, répondra plus tard notre député, que les chœurs d'opéra ont servi d'asile aux libertins poursuivis par leurs parents. Pour lui, les seuls engagés volontaires et les moines ont pu se soustraire légalement et sans infamie à la domination des familles.

Il passe aux cultes et rappelle l'article X des droits de l'homme concernant la liberté d'opinion. Il pose en principe que la loi et la religion sont affaires séparées. « La conscience est la seule chose qu'on ne puisse pas mettre en société. » Il s'adresse au clergé catholique, à ces « ministres de la religion sainte que je professe et que je respecte » — on en douterait parfois — et les met à la place des dissidents, persuadé qu'ils protesteraient s'il leur fallait choisir entre leur foi et les fonctions publiques. Il dénie aux citoyens le droit de courber la volonté générale sous un joug étranger, si respectable soit-il, à supposer que des fidèles veuillent imposer leurs préceptes religieux comme loi de l'Etat.

« Osons, Messieurs, et pour la religion et pour la société, convenir des principes que j'établis : faisons des lois pour cette terre que nous habitons; que chacun de nous...., dirige ses pas vers la patrie que sa religion lui destine; mais ne confondons ni les guides ni les lieux, sans quoi nous nous égarerons. Dieu, en donnant aux hommes la faculté d'être unanimes sur la morale, leur a permis de faire des lois sur la morale. Dieu, ne leur permettant pas d'être unanimes sur le dogme, s'est réservé sans doute d'être seul législateur en fait de dogmes... Il n'y a pas de milieu possible : ou admettez une religion nationale, soumettez-lui toutes vos lois, armez-la du glaive temporel, écarterez de votre

société les hommes qui professent un autre culte, et alors effacez l'article de votre déclaration des droits, — ou bien permettez à chacun d'avoir son opinion religieuse..... Consultez encore la politique; elle vous dira : Attachez les hommes à la loi. Il faut donc détacher de la loi ce qui divise les hommes sans utilité sociale. Elle vous dira : « Prévenez l'esprit de corps et leur esprit se fortifiera... Eteignez les haines... état naturel de l'oppresseur et de l'opprimé. » Le système de tolérance, joint à des distinctions avilissantes, est tellement vicieux contre lui-même, que l'homme qui est forcé de tolérer est aussi mécontent de la loi que celui qui n'en obtient que cette espèce de tolérance. Faites contribuer tous les cultes au maintien de la morale; vous y parviendrez quand chaque prêtre..... n'aura de moyens de prosélytisme que sa vertu, la sainteté de ses mœurs et la force de sa doctrine. C'est avec ces armes sacrées que le Christianisme a conquis toute la terre..... Tout culte n'a qu'une preuve à faire à l'égard du corps social : il n'a qu'un examen à subir : c'est celui de sa morale. »

Ici on oppose à Stanislas la morale du Talmud. Il riposte que ce livre, sans prescrire l'usure, l'autorise seulement contre le gentil non domicilié. Il avoue que certains ont pris le fait pour le droit; il attribue aux lois du passé la responsabilité du fait.

« Des hommes qui ne possèdent que de l'argent ne peuvent faire valoir que de l'argent, voilà le mal ; qu'ils aient des terres et une patrie, et ils ne prêteront plus ; voilà le remède. »

Il espère que la « philosophie » et la « sociabilité » feront disparaître les « travers religieux » qui défendent aux Juifs d'épouser des étrangers ou de manger du lièvre et qui ne sont pas des délits. Clermont-Tonnerre ne pense qu'à ce côté des choses. Il ne songe ni au climat, ni à la physiologie, ni aux origines lointaines des religions. Pour lui, les lois et juges particuliers à ce peuple n'existent que par la faute des Français.

« Il faut refuser tout aux Juifs comme nation et accorder tout aux Juifs comme individus..... Il faut qu'ils ne fassent dans l'Etat ni un corps politique, ni un ordre; il faut qu'ils soient individuellement citoyens..... S'ils ne veulent pas l'être, qu'ils le disent, et alors qu'on les bannisse. Il répugne qu'il y ait... une nation dans la nation. »

Mais ceux des Trois Evêchés demandent le droit de cité; mais en Allemagne leurs frères peuvent obtenir des privilèges; mais en Guyenne ils ont voté aux assemblées primaires, et Nérac, l'un d'eux, autorise l'orateur à le dire; mais Clermont-Tonnerre lui-même, lors de sa présidence, a reçu un don patriotique d'un garde national juif, qui a plusieurs de ses pareils dans ce corps où ils servent avec zèle !

« Enfin, Messieurs, l'état présumé de tout homme domicilié dans un pays est d'être citoyen. »

Il faut attendre que les intéressés demandent leur radiation de la liste des Français. Il faut changer les lois, abolir les préjugés dont la loi consentie par tous triomphe toujours — notre homme est croyant à sa façon — alors que ces préjugés résistent à la loi d'un seul. Il faut choisir : se taire serait le pire des maux.

« Ce serait avoir vu la vérité sans la déclarer, asseoir sur le même trône... l'erreur et la raison¹⁵. »

Maury succède à son collègue. Reconnaisant la beauté du discours précédent, l'homme d'Eglise combat les prétendus droits du bourreau, invoquant « le préjugé appuyé sur l'honneur », cet honneur, ressort des monarchies de Montesquieu. Au nom de la morale et de l'autorité paternelle, le conservateur s'en prend aux comédiens.

« Les révolutions dans l'opinion ne peuvent être aussi promptes que nos décrets... Vous-mêmes avez exclu les serviteurs à gages. J'ai seulement été peiné de les voir sur la même ligne que les banqueroutiers. »

Quant aux Juifs « ce n'est pas une secte, mais une nation qui a encore des lois et veut encore les suivre. » Maury les montre dans le passé, chassés et rappelés sept fois depuis qu'un des leurs, le médecin Sédécias, empoisonna Charles le Chauve, vivant l'espace de dix-sept siècles sans se fondre dans la masse des nations, argentiers toujours, agriculteurs jamais, empêchés qu'ils sont de travailler par leur sabbat et leurs cinquante-six fêtes particulières, faisant labourer leurs champs de Pologne par des esclaves chrétiens, tandis qu'eux-mêmes pèsent des ducats avant de les rogner, vivant en corsaires barbaresques depuis David et Salomon, soldats qu'aucun général ne voudrait mener à la bataille au jour du sabbat, artisans médiocres pour les mêmes raisons qui les font mauvais cultivateurs, riches aujourd'hui de douze millions d'hypothèques sur les terres d'Alsace qu'ils tendent à absorber, gens qu'on ne saurait persécuter, mais qu'il ne faudra protéger que comme individus, non comme Français. — Sur « nos frères séparés » les protestants, il serait superflu de délibérer.

Ce réquisitoire d'un orateur impopulaire, mais vigoureux,

15. *Recueil*, II, 211 et suiv. Cf. B. N. Le 22 405.

qui prétend se fonder sur des faits, sur l'histoire, va-t-il arracher l'auditoire à l'idéologie ?

Robespierre veille : il n'y a qu'une question et non trois. Les comédiens souffrent de préjugés, les Juifs de calomnies; ceux-ci, désavilis, se montreront bons et honnêtes « quand ils pourront trouver quelque avantage à l'être. »

La Fare, l'évêque libéral de Nancy, voit les Juifs de près : ce sont des hommes, mais des étrangers, sans valeur pendant cent huit jours de l'année ! Ils ont rendu service en Lorraine : on voulait piller leurs biens, en septembre dernier, on les accusait d'accaparer le blé, de trop s'enrichir et s'étendre, d'acheter les plus belles maisons, et bientôt toute la ville. Un des séditieux a dit au prélat : « Si nous venions à vous perdre, nous verrions un Juif devenir notre évêque. » La Fare veut confier à un comité les lois concernant ce peuple.

Du Port intervient en faveur des principes, vainqueurs déjà sinon complices des intérêts. La nation juive, dit-il, vient comme toute autre demander les droits civiques : il faut lui faire accueil. Nos lois seules, voilà ce qu'ils devront observer : les leurs nous indiffèrent. On invoque les mœurs, hostiles à certaines candidatures. Elles empêcheront peut-être ces candidatures de réussir, mais elles leur permettront de se poser. Et le parlementaire lance une motion à laquelle Stanislas se rallie : « On ne pourra opposer à aucun Français, pour être citoyen actif ou éligible, aucun motif étranger aux décrets de l'Assemblée. — Mais c'est déjà délibéré, objecte Cortois de Balore, évêque de Nîmes. — Alors, réplique Clermont-Tonnerre, il faut dire qu'on n'adopte que parce que le principe est déjà décrété. » Brunet de La Tuque relit sa motion du 21 fondée sur le mot « non catholique ». Notre député demande le vote par appel nominal. Une majorité de cinq voix rejette la proposition Du Port.

La presse et les témoins commentent les débats qui se poursuivront le lendemain. Duquesnoy accuse la rédaction de Stanislas, vicieuse en elle-même, puisqu'elle suppose du doute sur le sujet.

« Ses faiseurs ont voulu y faire nommer expressément les Juifs. Cette maladresse a beaucoup nui à la question. Tel homme qui l'eût laissée passer si elle avait été exprimée d'une manière vague et générale, qui ne se serait même pas aperçu de la latitude qu'on voulait lui donner, s'y est opposé quand il a vu les détails. Le comte de Clermont-Tonnerre..... a soutenu la discussion avec tout l'esprit qu'on lui connaît, toute l'adresse, toute l'assurance et la facilité qu'il sait mettre

en usage au besoin, avec cet agréable charlatanisme qui lui est familier et qui ne sied guère qu'à lui¹⁶. »

Mirabeau est plus dur :

« Nous n'avons pas de doute sur la candeur de M. de Clermont-Tonnerre, sur la sincérité avec laquelle il s'est porté à réclamer en faveur des protestants de France l'admissibilité à tous les emplois; mais on conviendra qu'il n'était pas adroit de lier ainsi la cause des opinions religieuses à celle des professions, et de confondre ainsi dans une même catégorie le citoyen qui adore Dieu suivant sa conscience avec celui qui s'attache volontairement à des professions que des préjugés, mal fondés sans doute, ont flétries dans l'estime publique... S'il était indispensable de prononcer l'admissibilité aux emplois sans égard pour la différence du culte, une décision du même genre, quant à la différence des professions, n'était point du tout nécessaire. Car dans le premier cas, il y avait une loi subsistante à combattre,..... qui semblait avoir reçu une force nouvelle de l'article de la déclaration des droits. Rien de pareil dans le second cas : tant qu'aucune loi n'avait exclu personne de par la profession, il n'était pas besoin de loi pour déclarer qu'aucune profession ne pouvait exclure celui qui réunirait d'ailleurs toutes les qualités que le législateur avait exigées¹⁷. »

Barère insiste sur l'observation du président à propos des comédiens : l'Assemblée ne les a-t-elle pas reçus à sa barre avec leurs dons patriotiques ? Clermont-Tonnerre lui-même ne leur a-t-il pas accordé, au nom de ses collègues, les honneurs de la séance, et sa réponse ne figure-t-elle pas au procès-verbal¹⁸ ?

La discussion reprend le 24, veille de Noël; le prince Victor de Broglie, le grand homme du jeune club jacobin, se range derrière Du Port, en l'honneur des exclus, mais propose d'ajourner la question juive. Il est interrompu par la lecture d'une lettre de remerciements des Comédiens français, dont s'indigne l'abbé Maury. Clermont-Tonnerre appuie en partie la motion de Broglie. Reubell menace des pires événements en Alsace, si la motion est adoptée : la conduite des Juifs dans cette province leur a mérité, affirme-t-il, une haine séculaire. Mais Barnave montre ses droits de l'homme : contre ce mur tout se brisera. L'évêque de Clermont, François de Bonal, met à part les protestants, auxquels on semble plus sympathique. Beaumetz, comme Broglie, ajourne la question juive : il convient « de savoir ce que veulent les intéressés. » Quant aux comédiens, ils sont Français comme leur théâtre.

16. *Journal*, II, 202-3.

17. *Courrier de Provence*, n° 84, p. 1-2.

18. *Point du Jour*, du 25. p. 237.

« On parle de Rousseau, objecte le marquis de Marnésia : mais à côté du *Contrat social*, il y a *Lettre sur les spectacles*. » Mirabeau lit des extraits de pétitions : la requête des Juifs montre qu'ils veulent être citoyens. Ajournons, pour éclaircir; les Etats d'Orléans ont « ajourné » les droits civiques des acteurs : pourquoi Paris refuserait-il ?

On se lasse, on vote; les non-catholiques seront électeurs et éligibles, admis aux emplois civils et militaires à égalité avec les autres citoyens. Et l'on ajoute avec Beaumetz : « Sans entendre rien innover relativement aux Juifs. » La solution est différée.

Stanislas n'a pu parler : il avait préparé une belle harangue :

« Le fanatisme de M. Reubell et des députés d'Alsace n'a pas permis d'ouvrir la discussion... Je me suis toujours étonné de voir un homme qui croyait devoir sacrifier nos colonies à la rigueur du principe, en faveur des nègres et des mulâtres, méconnaître le même principe lorsqu'il s'appliquait avec beaucoup moins de danger aux malheureux Juifs d'Alsace. »

Le parti soi-disant populaire n'en a point voulu à Reubell : on ne s'en étonnera plus, selon Clermont-Tonnerre, quand on saura si ce parti reposait seulement sur l'amour des principes.

On ne peut avoir deux poids et deux mesures, aurait voulu dire notre député, pour les Juifs d'Alsace et pour ceux de Bordeaux, refuser aux uns ce qu'on accorde aux autres : les principes s'y opposent. Les intéressés pensent que ce qui parut juste une fois le paraîtra toujours. On peut considérer les Juifs comme une nation ou comme individus, sectateurs d'un culte ou membres d'une collectivité étrangère. Il faut les repousser s'ils prétendent, comme nation, conserver leurs lois en faisant partie de la cité, s'ils veulent être juges dans des tribunaux où ils ne plaideront pas, administrer sans obéir à l'administration, légiférer sans se soumettre aux lois.

Mais ils ne réclament rien de tel.

« Ils ne sont point une nation; épars sur la surface du globe, ils obéissent à toutes les puissances; ils n'ont ni chefs, ni rois, ni gouvernement à eux; unis par un lien religieux, souvent séparés de nous par des barrières religieuses, ils ont cependant soumis à l'ordre social ce que nous lui soumettons nous-mêmes, leurs possessions et leurs personnes; ils ont comme nous droit d'en attendre sûreté pour l'un et pour l'autre; les Juifs ne peuvent donc être considérés comme nation. »

En 1789, ils sollicitaient pour leurs syndics et autres représentants des privilèges d'ancien régime : ils ont cessé de le faire. On ne saurait pas plus imputer aujourd'hui aux

Juifs d'Alsace « ces restes d'ignorance et d'erreur » qu'à la France des bailliages les « demandes timides » et les préjugés de quelques cahiers.

Si on les considère comme individus, sous le rapport de leur culte ou de leur origine, les lois nouvelles suffisent. Sont-ils étrangers ? On a pourvu à leur naturalisation : n'ont-ils pas élu domicile parmi nous ? Ils ne demandent qu'à s'acquitter des autres formalités. S'agit-il de leur culte ? C'est, là encore, chose faite. Puisqu'on ajourne le sort des Juifs d'Alsace, Stanislas ne peut plus discuter le principe, mais il peut en obtenir l'application.

On ne saurait dire : « Repoussons un peuple proscrit dont la religion et les mœurs sont incompatibles aux nôtres, qui attend un roi et ne peut offrir au gouvernement qu'une solution précaire, forcée. » Le dernier décret a supprimé ces arguments. Mais les Juifs d'Alsace ne sont pas, comme ceux de Bordeaux, mûrs pour jouir de leurs droits ? Ils le deviendront ; leurs frères — des frères ennemis, parfois, ces Portugais, mais notre ignorant se tait là-dessus — ne se sont montrés citoyens qu'une fois en possession d'une jouissance de fait. Les députés des Juifs d'Alsace rappellent qu'ils attendent depuis six mois une décision : ils ont renoncé à leurs syndics, à leurs lois, ils demandent le droit commun. Comment douter de la perfectibilité d'un peuple qui en six mois a fait un tel progrès, changé si vite d'idées là où il est encore sous le joug, et vivifié le commerce là où l'oppression a disparu ? On craint que ces Juifs n'apportent au partage des biens communaux des droits qui effrayeront les habitants : mais voyez ces villages d'Alsace qui, anticipant sur les décrets, ont réservé la part de leurs Juifs dans le partage des biens en question. D'autres citent l'adresse de la ville de Strasbourg, qui prédit les pires malheurs en cas de triomphe des « Asiatiques » ; mais il ne faut voir dans ce papier qu'un résultat de la pression du fanatisme, étonnant dans une ville aussi éclairée. Sans doute, de pauvres circoncis ont renoncé par écrit à leurs futurs droits de citoyens : mais c'est le fruit d'une terreur facilement réveillée au souvenir de vieilles persécutions. Deux mille individus ont chargé leurs députés de réclamer le droit de cité « en leur enjoignant de vous remercier de ce bienfait, quand même il devrait devenir le signal d'une persécution nouvelle. »

On propose d'attendre qu'une autre organisation permette d'assurer aux Juifs la jouissance de leurs droits. Cler-

mont-Tonnerre y inclinerait, si la connaissance des « manœuvres » employées depuis trois mois, le courage, la résignation des intéressés qui vous disent : « Rendez-nous justice et nous nous soumettrons à notre sort, » ne venaient l'en détourner. On objecte les créances des Juifs d'Alsace :

« Repousser des hommes, parce qu'on leur doit, est d'une immoralité qui ne peut se produire sous aucune forme. »

On a exagéré : le tribunal nommé pour l'examen des créances a jugé, les décrets n'y changeront rien.

« D'ailleurs, que fait la qualité de citoyens à la qualité de créanciers ? »

Elle assure aux Juifs la protection de la loi :

« Et voilà ce qu'on leur envie, voilà ce que l'on veut qu'ils n'obtiennent jamais, oui, jamais, car un ajournement équivaut au plus cruel refus. »

En différant d'accorder satisfaction aux pétitionnaires, on les replongera dans l'avilissement; ils haïront avec fondement notre injustice. Chaque jour plus indignes de ce qu'on leur a refusé, ils seront éternellement usuriers, mauvais citoyens, attachés à leurs erreurs et superstitions.

« Enfin, ils mettront toutes les espérances rabbiniques à la place des biens réels que vous pouvez leur accorder, et vous savez à combien de vices et d'absurdités la superstition attache les espérances qu'elle présente. »

Ou plus probablement, « outragés de nos refus et éclairés de nos lumières », ils iront en Allemagne « où les droits les plus illimités leur appartiennent », et s'y fixeront comme des témoins vivants d'une grande injustice nationale. L'Assemblée ne le voudra pas :

« Les Juifs d'Alsace seront citoyens parce qu'ils sont hommes et Français, et parce que vous avez décrété que tout homme Français est citoyen, quand il a prêté le serment civique et rempli les conditions de la loi¹⁹. »

Au nom de ces théories, si souvent étrangères à la réalité d'alors, Stanislas combat le même jour un amendement de M. de La Galissonnière, admettant aux emplois et sièges électifs les « chrétiens non-catholiques », restriction qui préjuge l'exclusion des Juifs²⁰. Il lui a paru important de distinguer cette nation des individus qui la composent, désirable de ne pas écarter ceux qui prêteront le serment civique ou

19. *Recueil*, III, 37 et suiv.

20. *Mercure*, p. 63.

rempliront les conditions légales, d'ajourner tout au plus la demande des envoyés juifs comme représentants de leur peuple, et possible d'adapter sa propre motion à celle de Brunet de La Tuque²¹. Il n'échoue qu'à demi : le renvoi autorise toutes les espérances.

« On voit avec douleur que l'Assemblée nationale perd un peu de son éclat : comment n'être pas étonné d'entendre soutenir qu'aucune profession ne peut exclure de l'éligibilité, de sorte que le bourreau même pourrait être un jour président de l'Assemblée ! M. de Clermont-Tonnerre l'a cité et ne l'a pas excepté. On lève les épaules, mais cela circule dans les provinces, qui se moquent de nous²². »

Entre un couplet où Talleyrand se propose pour le rôle de Judas, et un autre où Guillotin vante déjà sa machine, un gazetier de droite va insérer ce Noël imprévu, sur l'air des *Bourgeois de Châtres*²³ :

Clermont, comme Pilate,
Veut s'en laver les mains,
Mais sa malice éclate
Dans ses propos humains.
« Puisqu'il faut, je le vois, que l'innocent périsse,
Appelons, dit-il, parmi nous,
Les Juifs et les bourreaux jaloux
De faire cet office. »

Notre anglomane, si prompt à chercher des modèles de l'autre côté du détroit, s'est gardé d'invoquer Lords et Communes. Il sait, et Maury le lui a rappelé, que le droit de cité accordé aux Juifs du Royaume-Uni en 1753 leur a été retiré au bout d'un an, devant le soulèvement de l'opinion.

Insensible à la prétendue leçon des faits, l'Assemblée, un moment esclave des idées, ouvrira aux Juifs du Midi, puis à ceux d'Alsace en 1791, les portes de la Cité. En faisant des citoyens, elle croira faire des Français. La problématique fusion, les inconvénients inévitables d'une juxtaposition soudaine inquiètent peu : l'universelle candeur se fie, non sans raisons, à la reconnaissance des obligés. On néglige ce que certains appelleraient aujourd'hui la question de race ; on ignore la question de mentalité. On ne prévoit pas quelle importance le règne prochain du veau d'or, déjà dénoncé par Marat, va donner à un peuple alors composé de marchands et d'argentiers. Stanislas a tonné contre l'Eglise, sans voir

21. *Recueil*, II, 227.

22. *Anecdotes curieuses... relatives à la Révolution*, 1791, p. 65.

23. *Actes des Apôtres*, version seconde, n° 31, p. 15.

que ses foudres atteignent la synagogue, elle aussi hôtesse du monde.

En vain Reubell, Maury, La Fare ont montré le danger. Parmi les hommes graves qui sortent du Manège, en cette veille de Noël, combien songent aux suites lointaines d'un vote favorable ? Quelques députés n'ont-ils pensé qu'au côté pratique des choses, à leurs propres dettes, à la richesse supposée de ces autres privilégiés, qu'il s'agit d'attirer par des bienfaits aux caisses vides de l'Etat ? « Tout refuser aux Juifs comme nation, tout leur accorder comme individus. » Voilà bien la note juste donnée par Stanislas. Or, c'était vraiment la « nation » qu'on naturalisait en bloc. Pouvait-on choisir en ce cas, introduire des personnalités de valeur dans la famille française, en récompense de services rendus, établir pour le reste un régime d'équivalence, un patronage de sympathie, une représentation spéciale, analogue à celle des Universités anglaises, qui eût donné à l'éloquence d'un Zalkind Hourwitz, orateur des Juifs de France, une singulière autorité ? A ces arguments de nos théoriciens, les Constituants ne se fussent point rendus. La tendance était à l'uniformité, au nivellement des lois, des hommes, aux grandes idées jugées commodes, plus qu'aux distinctions dont on avait souffert.

Comme Robespierre le prévoyait, les Juifs se sont montrés bons citoyens dès qu'ils ont trouvé avantage à l'être. Mais s'il est vrai que « chaque pays a les Juifs qu'il mérite²⁴ », le nôtre a droit sans doute aux meilleurs d'entre eux. Ils ont répandu dans le monde, avec notre langue, nos idées les plus hardies, sinon toujours les plus heureuses. Alliés naturels d'une Révolution qui les a faits libres, ils ont donné à la France des droits de l'homme cette élite de penseurs, de savants, d'artistes, de philanthropes, que leur ont refusée des nations moins hospitalières ou plus prudentes. Dans l'acte décisif du Manège, Stanislas eut sa bonne part d'influence : est-ce à dire que toutes ses prévisions se soient réalisées, et qu'il se réjouirait de certains résultats inattendus ?

24. Cf. Th. Reinach, *Grande Encyclopédie*, art. *Juifs* (le mot est de Napoléon). Voir Z. Hourwitz, *Apologie pour les Juifs*, Paris, 1789. In-8°. Ph. Sagnac, *Les Juifs et la Révolution française* (*Rev. d'hist. mod. et contemp.*, I, 1899-1900) et R. Anchel, *Napoléon et les Juifs*, 1928 (importante bibliographie.) M. le rabbin consistorial Mathieu Wolff, que je remercie vivement ici, me signale qu'au temple du rite « sephardi », rue Buffault, une inscription sur marbre noir rappelle les noms et le rôle de Mirabeau, Clermont-Tonnerre, Grégoire, Du Port et Malesherbes.

CHAPITRE III

LES IMPARTIAUX

(Janvier-mars 1790)

- I. *Malouet et ses amis fondent le club des Impartiaux.* —
II. *Adhésion de Clermont-Tonnerre : son attitude jugée par l'opinion.* — III. *L'affaire du parlement de Rennes.* —
IV. *L'affaire de Toulon.* — V. *Stanislas et la peine de mort.* —
VI. *Ses espoirs après la séance royale du 4 février.* —
VII. *Sa lutte contre Robespierre et Mirabeau, à propos des désordres ; il combat toute intervention à l'extérieur. Sa clairvoyance. Echec du plan de travail.*

I

Pour Malouet, qui rallie gratuitement à son avis les « hommes sérieux », la Terreur date du 14 Juillet. Pour ce bureaucrate, bourgeois à courtes vues, le transfert à Paris a accentué ce désordre que la Constituante appelle système.

« J'étais, ainsi que nos amis, dans la consternation; nous voulûmes sortir de cet état. Je proposai aux chefs de la minorité de nous réunir à la saine majorité en convenant d'adhérer à tout ce qui était fait, d'arrêter là la Révolution et d'en réparer, de concert, les désordres. Je rédigeai une suite d'articles dont Cazalès et d'Eprémèsnil rayèrent la moitié; mais quarante députés de la minorité, parmi lesquels six archevêques ou évêques, se réunirent pour les accepter. Telle fut la naissance du club des Impartiaux. »

Le 29 décembre, Malouet va chez La Fayette¹, lui expose ses idées, l'invite à se joindre au groupe des La Luzerne, des

1. Théodore de Lameth (*Mém.*, éd. Welvert, p. 113, n° 2) mêle cette histoire à celle de la fondation du club de 1789 par La Fayette, Talleyrand, Le Chapelier et autres.

Lubersac, des La Fare, des Boisgelin. L'autre adhère, projette une conférence : on convoque Thouret et Latour-Maubourg, justement en visite chez la marquise, et tous décident d'aller voir le duc de La Rochefoucauld. Celui-ci, ses hôtes et le duc de Liancourt, Boufflers, Redon, La Chêze, La Coste, nouvelles recrues, écoutent et approuvent un réquisitoire de Virieu contre la « scélératesse » si différente du « vrai » patriotisme, parlent d'anarchie, de violences, d'horreurs, gémissent avec lui sur les divisions de l'Assemblée, l'état de la France, la situation du Roi et des ministres, les méfaits des inventeurs de complots, pleurent comme l'orateur leurs espoirs évanouis et décident de sauver l'Etat.

Il leur paraît nécessaire de « rétablir la royauté » par un chapitre spécial de la Constitution, faisant suite à celui qui organisera le pouvoir judiciaire : on ne saurait déterminer le rôle de l'exécutif que pour mettre en action la machine législative. On s'inquiète des « aristocrates ». Des commissaires aussitôt nommés combattent tout délai : différer d'agir serait risquer une dissolution de principes. L'inertie du gouvernement s'oppose à un rétablissement de l'ordre. La liberté, affirme le bureau, consiste à admettre ou à rejeter à son gré tout ce qui n'est pas une loi. A la loi on ne saurait désobéir : il suffit ne n'agir pas contre la Constitution pour n'en être pas l'ennemi. Les Impartiaux veulent rendre le système viable, s'entendre avec les partis en vue d'une tolérance mutuelle et soutenir une monarchie dénuée d'idées rétrogrades.

La fondation du club excite le malaise à droite et à gauche. On refuse les sacrifices demandés. La majorité craint d'être écrasée en « rétablissant » le Roi avant de consommer les innovations qu'elle renvoie d'ailleurs jusqu'après l'achèvement de la Constitution, toute pleine qu'elle est du désir d'« entraver » la monarchie. L'habitude est une puissance : la gauche veut tout mettre en question, en créant plus qu'en réformant. Nobles et prêtres répugnent aux nouveautés, Malouet aussi, bien qu'à un moindre degré, car il est résigné à faire la part du feu. Mme Adélaïde l'assure des sympathies de Louis XVI, étranger d'ailleurs à la formation de la société; mais, à une nouvelle séance, les commissaires trouvent leur monde refroidi. Montesquiou, agent général du clergé, déplaît comme président. On ne décide rien.

Cependant la société fait des conquêtes : Rulhières, l'historien des troubles de Pologne, le Gênois — il en faut un — Mallet du Pan, journaliste et littérateur, Fontanes, lauréat

de l'Académie française, qui doit rassurer non-catholiques et gens tolérants, l'avocat Hutteau, novateur qui vote souvent avec la minorité. On élimine des suspects : Maury, d'Epréménail, Mirabeau-Tonneau, précaution qui ne trompera guère les « patriotes ». Un journal que rédigeront Salles de La Salle et Fontanes, au nom « de la Justice, de la Vérité et de la Constance », va soutenir la politique des Impartiaux, qui n'en sera pas un aux yeux de leurs adversaires, témoin cette apostrophe aux droitiers :

« Je vous ai abandonnés pour me ranger dans le parti des Impartiaux; je n'y suis pas resté longtemps, parce que j'ai toujours ouï dire qu'il fallait être quelque chose, et que je n'ai pas tardé à voir qu'ils n'étaient rien. Je me suis ennuyé de ne jamais voir que des avis dictés par les circonstances². »

C'est un peu le cas de tous les avis, mais un homme à principes ne saurait souscrire à cette vérité, le cardinal de Rohan non plus, qui un moment « impartial », se retire peu après, ne voulant pas adhérer à un groupe institué uniquement en vue de l'opposition³.

Avant tout, il s'agit de faire contrepoids à ces Bretons de Versailles qui maintenant siègent aux Jacobins, rue Saint-Honoré, et commencent à faire parler d'eux, monopolisant la sympathie au nouvel ordre de choses et attirant, avec de gros personnages, un Broglie, un Noailles, un d'Aiguillon, la masse des moyens bourgeois et des politiciens de profession. Couvent contre couvent, cela sent la Ligue, la bulle *Unigenitus* : Malouet abrite sa troupe aux Grands-Augustins, vieille maison du quai où parlement et Etats généraux ont palabré jadis, alternant avec le haut clergé, les gens des Comptes et les chevaliers du Saint-Esprit. Un journaliste de gauche écrira bientôt :

« Depuis un mois, deux associations libres s'occupent sans relâche l'une du bonheur de la nation, l'autre du bien-être de quelques particuliers. La première se rassemble aux Jacobins de la rue Saint-Honoré; la deuxième, formée par des évêques et de gros bénéficiers, se rassemble aux Grands-Augustins. Les bons citoyens craignent l'Augustine, les mauvais ont peur de la Jacobine⁴. »

2. *Avis aux aristocrates du côté droit, par un démocrate du côté gauche*. In-8° 7 p. Ch. des Dép. Bf III 222, t. LV. — Tout ce qui précède d'après Malouet, *Mémoires*, II, 27-47, *passim*. Cf. Challamel, *Les clubs contre-révolutionnaires*, p. 90 et suiv.

3. Buchez, *Histoire parlementaire*, cité par Challamel, p. 92.

4. Feydel, *Observateur*, n° 70, du 9 janvier

L'autre son de cloche est donné par le *Mercur* :

« Nous avons mis autant de soin que d'intérêt à nous procurer des informations sûres du résultat des conférences tenues chez M. le duc de la Rochefoucauld; mais quelque confiance que nous ayons au rapport qui nous a été fait, il suffit que nous ne puissions en garantir tous les détails pour ne pas le publier. Il est seulement certain qu'il y a eu, de la part des députés qui ont pris le titre d'Impartiaux, un exposé de leurs principes que nous regardons nous-mêmes comme ceux de tous les bons citoyens..... Nous ignorons encore si cette société est nombreuse et si elle inspire quelque confiance aux différents partis, mais nous osons prédire qu'elle s'étendra rapidement dans la capitale et dans les provinces aussitôt que l'on connaîtra le bon esprit qui la dirige. »

Ce « bon esprit » ne dit rien qui vaille à la contre-élite « consciente et organisée » qu'incarne l'autre groupement. Entre l'aristocratique réunion des Grands-Augustins et la tumultueuse assemblée de la rue Saint-Honoré, bientôt étayée de sociétés populaires ouverte à la rue, la lutte est inégale. Là on s'arrête, on s'archoute à des murs branlants; ici l'on s'appuie sur la foule, reine de l'heure, on l'inquiète, on la dirige sans en avoir l'air, on se glisse dans son sillage au lieu de la contrarier. Un opportunisme affecté règne au camp des Jacobins : monarchistes constitutionnels pour l'instant, ils seront demain constitutionnels seulement, républicains après-demain, robespierristes plus tard, thermidoriens en thermidor; mais alors la manœuvre aura trop servi, Fleurus aura tué la Grand'Peur et le charme se rompra pour la joie des muscadins à bâtons. La France, pourtant, grâce à cet écrasant filet protecteur jeté sur elle par des gens résolus à tout pour la conserver à leur profit, sera sortie, un moment plus grande que jamais, d'une crise sans précédent. Elle ne songera plus, dès lors, qu'aux injures subies, au sang versé, à l'abominable tuerie, à la brutalité inouïe, mais, semble-t-il, fatale de ces sauveteurs que leur cher fardeau, dans son effroi, menaçait d'engloutir avec lui. Les nations, comme les hommes, vivent d'ingratitude et de rancunes trop souvent compréhensibles.

II

L'un des premiers, Clermont-Tonnerre se range parmi les Impartiaux. Son caractère l'y dispose.

5. 13 janvier, p. 235.

« Je vis bientôt, écrira-t-il, que la faction ne se croyait pas encore assez forte pour nous permettre de respirer; les calomnies contre le Roi se renouvelèrent, l'Assemblée continua à se livrer aux impulsions exagérées de quelques-uns de ses membres; ceux-ci continuèrent à suivre les conseils d'une vaine popularité... Les idées républicaines faisaient des progrès rapides; les opinions et le caractère du peuple de Paris s'altéraient journellement. La vue de tant d'excès, la nullité des corps administratifs, le silence de l'Assemblée, la protection qu'elle accordait à son comité de recherches, l'audace effrénée et impunie des écrivains, tout nourrissait mon découragement. »

Les almanachs de 1790 ne sauraient négliger Stanislas.

« Quelques efforts que la raison fasse, dit l'un d'eux, on tient encore, comme par instinct, à ses préjugés, à ceux de son corps ou de son ordre, à l'intérêt personnel, ce ressort puissant qui agite et fait mouvoir le monde. Ces réflexions ne portent pourtant pas positivement sur M. de Clermont-Tonnerre : au contraire, sa conduite pleine de sagesse et de dignité lui a mérité notre estime⁶. »

Montjoye lui reprochera son adhésion au club :

« Il laisse trop souvent fléchir ses principes et son âme ne sait point se fixer irrévocablement à une opinion. Si la conduite et les projets des démagogues lui eussent inspiré moins d'indignation, il chercherait encore à se ménager leur faveur. Les Impartiaux se félicitent de l'avoir attiré à eux; mais c'est une conquête qu'ils n'eussent pas faite si moins d'humiliations, moins d'infortunes, moins de dangers environnaient ceux qui préfèrent l'opprobre et la mort au reproche d'avoir abandonné leur Roi⁷. Les démagogues eux-mêmes, écrivait d'abord Montjoye, crurent longtemps qu'il leur était dévoué. Moins courageux que brave, il ne craint ni les menaces ni le poignard. »

« Grand orateur, mais un peu incertain », proclame un citoyen actif, « ci-devant rien », qui s'adresse à Mme de Staël.

« Souvent, c'est le patriotisme qui l'anime, mais quelquefois aussi c'est la conscience, et on a remarqué que cette dernière ne le sert pas si bien. Sublime quand il défend les droits du peuple, il n'est plus le même quand il défend ceux du Roi. Cette inégalité de talent ne prouve-t-elle pas à quel point il est né républicain⁸ ? »

Voilà l'avis d'hommes sérieux. Voici le dire des faiseurs de bons mots, désuets par ce temps grave, gens qui procèdent à l'appel nominal des députés, sur l'air de la marche du Roi de Prusse ou de M. Charles de Lameth : « Clermont, fautif. »

6. *Recueil*, I, xliii-xliv. *Almanach des députés*, p. 144 (B. N. Lc ²² 12.)

7. *Histoire de la Révolution*, II, 550-551.

8. *Petit dictionnaire des grands hommes de la Révolution*, p. 19 (B. N. Lb ³⁹ 3899).

Ces plaisants accouchent d'un drame en vers civiques, où Populus et Mirabeau s'apostrophent en rivaux⁹ : « Cède-moi ma Théroigne », réclame le premier. « Ah ! que demandes-tu ? répond le tribun. Tu rendrais plutôt... Clermont moins équivoque. » Les railleurs dérobent « dans le portefeuille d'un aristocrate » une imitation de Boileau :

Si l'on cherche pourquoi Clermont mit tant d'adresse
A trahir tour à tour et prêtres et noblesse,
Rien de plus naturel : son cœur franc et loyal
Crut, servant deux partis, réussir bien ou mal.

Ils annonceront de soi-disant « Nouveaux éléments de tactique et de guerre nationale, ou l'art de bien marcher et d'emporter d'assaut tous les cloîtres, communautés, couvents et monastères » dus aux grands hommes du siècle. Clermont-Tonnerre y traitera des chemins couverts et palissades ; pour rendre, comme ses collaborateurs, l'étude de ces sciences plus facile, il ouvrira un cours public et gratuit, rue des Deux Portes, la nuit, afin de compléter l'illusion. Au commerce on signalera l'armement du brigantin l'*Antigallican*, en partance pour Marie-Galante ; le capitaine réclamera des moules à oublies, des savonnettes à vilains, vantera ses agrès, réparés aux dépens de la chose publique, ses œuvres mortes fournies par le comité de Constitution, ses balancines apportées du club des Impartiaux, sa girouette, cadeau de Clermont-Tonnerre, ses pompes, du travail de Necker¹⁰.

Comment accorder ces railleries aux cancanes des salons, où l'on remarque l'assiduité à Saint-Sulpice des Lameth que Delphine y croise trois dimanches de suite ? Stanislas le dit à Mme de Staël, qui s'écrie : « C'est vraiment comme à la naissance du puritanisme¹¹. » Il est bon d'aller à l'église pour rassurer les masses et les curés patriotes, fût-on sceptique ou franc-maçon : mais il faudra bientôt choisir entre deux offices. La jolie comtesse est toujours chez Mme Elisabeth, pour quatre mille livres par an, qu'on lui payera jusqu'en octobre 1792¹². Argent plus que jamais précieux, car un décret vient de rogner les pensions : après le 4 Août, le 4 janvier ! Le monde, naguère enthousiaste, commence à murmurer. Le 7, M. de Moustier donne à dîner ; Gouverneur Morris est in-

9. *Théroigne et Populus ou le triomphe de la démocratie.*

10. *Actes des Apôtres*, nos 36, 38, 91, 96, 132.

11. *Mémoires de Condorcet*, II, 155.

12. Arch. Nat., O¹ 3787^a.

tivité, avec le comte de Croÿ, le prince Victor de Broglie et Clermont-Tonnerre. Les deux derniers ne cachent pas leur irritation contre l'Assemblée : mais le Flamand obstiné défend en brave les décrets qu'il a pour la plupart combattus¹³. Broglie est Jacobin, notre député Impartial : ces deux mondains se fréquentent comme devant. Mais ils ne commandent point aux mêmes troupes.

III

Ce jour-là, on s'est occupé, au Manège, des municipalités : devant elles les gardes nationales doivent prêter serment à la Constitution, jurer fidélité à la nation, à la loi et au Roi. Virieu se défie de ces « prétoriens » qui ont le nombre et la force. Barnave observe que l'armée de ligne s'occupera de défendre le pays, la garde nationale de maintenir la Constitution : il lui paraît superflu — ou dangereux — de nommer, dans le serment, le Roi « compris dans la Constitution ». Voilà un monarque bien terne. Mirabeau pense de même, et critique le « maintien » proposé : le système est si sujet à changer ! Montlosier, Malouet, Clermont-Tonnerre se rangent derrière Virieu, montrent que la formule fait dégénérer la Constitution en « démocratie militaire¹⁴ ». Pour Robespierre, chaque corps a son rôle dans le maintien du régime : il pourra arriver que lorsque la voix du magistrat se fera entendre, les milices se sentent obligées de « maintenir » à leur manière ! D'accord, concède Montlosier, mais si les gardes nationales se livrent à des mouvements « spontanés » dangereux pour le système ? Il faut brider ces gens armés, avec l'aide de l'administration. Target fait passer une longue motion minutieuse : on jurera entre les mains des municipaux, devant le peuple, fidélité à la Trinité nouvelle ; on s'engagera à défendre la Constitution si le pouvoir civil le requiert. Tout cela est fort beau, à la tribune.

Le lendemain, Thouret parle du fonctionnement des assemblées administratives : la sanction accordée sur un point, le Roi enverra le texte adopté aux corps et tribunaux. Mais ces municipaux, de qui l'on attend tout, seront-ils éligibles aux assemblées départementales, ou leur faudra-t-il payer dans le

13. G. Morris, *Journal*, trad. Pariset. p. 165.

14. *Mercure*, p. 212.

département même la contribution exigée ? A Regnault de Saint-Jean-d'Angély qui s'inquiète, le Normand répond : la quittance du percepteur servira de passe-partout. L'autre veut permettre l'option aux municipaux nommés à une fonction plus élevée, niant l'incompatibilité entre les degrés du pouvoir administratif.

« Il est incontestable, remarque Clermont-Tonnerre, que dans l'instruction du comité, les qualités d'éligibilité à raison des impôts doivent être réglées d'après les nouveaux rôles : autrement les ex-privilegiés seront exclus, ce qui serait une injustice. »

Ils seront exclus, de fait, en bien des endroits ! On continue le soir : Stanislas intervient entre Thouret et Regnault, pour proposer qu'une fois rejetées les cotes des contribuables pour l'année courante, par rapport à la taxe extraordinaire des anciens privilégiés, on fixe sur la même base les qualités des éligibles. Thouret promet un décret spécial, et enfouit la demande en ses cartons.

Le parlement de Rouen n'est pas seul mécontent des nouveaux maîtres. Celui de Rennes veut défendre les privilèges antiques de cette Bretagne, qui ne s'est point donnée sans conditions au mari de la duchesse Anne ! La Constitution, qui donc en parlait il y a trois cents ans ? Cela n'est pas aux registres, donc cela est nul. Le Manège crie haro ; mais l'expérience a rendu quelques gens prudents. Barnave fulmine ; Mirabeau, qui devient suspect, se réserve sur les moyens ; Clermont-Tonnerre va tomber, ce 11 janvier, de Charybde en Scylla, tiraillé qu'il est entre les idées et les intérêts. Il reconnaîtra plus tard ce contraste entre la sévérité de son discours et la douceur de ses conclusions ; il était persuadé qu'il ne fallait rien proposer de « dangereux ». Après tout, cette chambre des vacations n'est pas odieuse pour avoir vu sa conscience dans ses préjugés et cru faire son devoir en méconnaissant les décrets. Ces robins ont tort, c'est entendu : ils ont désobéi à des papiers sanctionnés. « Il a fallu sans doute de graves motifs pour y décider ces hommes respectables et vertueux. » Stanislas se console en leur rendant justice. On les a défendus par des moyens de forme, en invoquant la position politique de la Bretagne, devenue française par une convention écrite stipulant des franchises locales, par une manière de Constitution que maintiennent les Etats et le parlement. Celui-ci joue son rôle en réclamant le rétablissement de ceux-là.

« On a prouvé que cette doctrine était, il y a six mois, celle de la

Bretagne, celle des avocats de Rennes, celle de trois membres de l'Assemblée; tout cela est inattaquable. »

C'est la base qui pêche. Tous ces contrats, bons pour Anne de Bretagne et Louis XII, peuvent-ils effacer une déclaration qui « confie le pouvoir au peuple breton » ? Les parchemins ducaux sont périmés.

Selon l'orateur, ce que la dernière duchesse possédait en plus des droits légitimes de la monarchie n'était qu'usurpation : et qui peut conserver ou céder une usurpation par contrat ? Qui peut aliéner la volonté générale à celle de quarante-cinq citoyens sans mandat ? Néanmoins les Bretons ont soutenu et fait exécuter cette « absurde transaction ». Ni Stanislas ni personne ne se demande si la Constituante a la conscience tranquille de ce côté ! Notre député, dédaigneux des paperassiers têtus, leur crie qu'on ne saurait refuser à un prisonnier réclamant la « liberté de la cour » de jouir de l'entière liberté en lui objectant qu'il a seulement demandé l'autre. On dira que la chambre des vacations, n'étant pas juge de la Constitution, devait attendre le vœu de la province, exprimé par les Etats. Cela ne tient pas contre les principes :

« Qui de nous ne sait que les abus les plus intolérables existeraient encore si l'on n'eût attendu leur destruction que de ceux qui en profitaient ! »

Mais la noblesse bretonne n'a pas député à Versailles; la province n'a pas réclamé; considérant les nobles comme quantité négligeable. Alors que viennent faire les Etats ?

On allait voir bientôt que les nobles bretons n'étaient pas si « négligeables ». Mais Clermont-Tonnerre ne sera plus là pour le constater. Il rappelle que les députés de la province ont renoncé sans encombre à la « Constitution » locale, que douze cents paroisses et quarante-deux villes ont demandé l'abolition des Etats, la création d'assemblées administratives. Gardes nationales et comités permanents fonctionnent; la Bretagne a donc adopté la Constitution nouvelle ! Stanislas s'arrête au décret de Mirabeau qui juge et condamne, en le renvoyant au Châtelet, le « délit » de Rennes. Contradiction ! il ne faut qu'accuser; juger regarde l'exécutif : ce n'est pas à l'Assemblée de traduire des condamnés en justice. Quel que soit le tort des magistrats, il n'y a aucun danger :

« Soyons tranquilles sur le sort de cette Révolution inattaquable... C'est dans son sein que sont placés les écueils... La Révolution est faite. — Soyons calmes et modérés, et lorsque nous sommes forcés de sévir,

que ce soit avec le regret, avec la lenteur qui caractérise des hommes généreux et honore des législateurs. »

Craignons la confusion des pouvoirs ! L'orateur soutient avec Mirabeau, contre Barnave, que la Constituante ne saurait tout absorber. Mais elle peut « déclarer une vérité » et relever de ses fonctions un parlement qui refuse de reconnaître la Constitution. Il faut réprimer plutôt que punir, rappeler à la barre les magistrats des vacations, leur faire dire par le président que leur résistance les rend inhabiles à être les organes de la loi, jusqu'à ce qu'ils aient juré d'obéir à ces décrets que la signature royale canonise. En attendant, il n'y a pas lieu de remplacer ces révoltés¹⁵.

« Ces vives déclamations se sont terminées par un décret bénin..... Le projet a plu au quartier des prêtres et des nobles. On ne s'y est point laissé surprendre¹⁶. »

Car aussitôt « les amendements sont accourus en foule et se sont heurtés avec fracas dans une région de tumulte et d'orages¹⁷. » Clermont-Tonnerre l'emporte : un blâme bon enfant termine l'affaire.

Ce jour-là, dans la Rome des Papes, les sbires saisissaient chez un capucin nombre de lettres de divers Constituants, de Stanislas aussi, paraît-il, lettres étranges, pleines de signes mystérieux. Le moine qui détenait cette correspondance devait en savoir long sur bien des gens : son compère, arrêté dans la Ville éternelle le 27 décembre, en savait plus long encore, sans doute. Le capucin s'appelait le P. Loth; le maître de l'œuvre, Cagliostro¹⁸.

IV

Dans les ports de guerre comme aux garnisons, l'anarchie règne depuis six mois et plus. Instinctivement, tout se défie des troupes régulières qui sentent l'ancien régime. Leurs chefs, conscients du danger que court la discipline, se prémunissent contre les mutineries possibles, tâchent à maintenir un semblant d'ordre dans l'universel chaos. C'est en vain; suspects puisque nobles, ils sont condamnés d'avance.

15. *Recueil*, II, 183 et suiv.

16. *Courrier français* du 12, p. 95.

17. *Courrier de Provence*, n° 92, p. 11-12.

18. V. *Rôdeur français*, n° 22, du 28 janvier, p. 316. M. d'Alméras ignore la participation de C.-T. M. G. Bord me dit que « tout le monde écrivait à Cagliostro ».

Le 30 novembre, M. d'Albert de Rioms, commandant la marine à Toulon, a chassé du port deux maîtres d'équipage qui portaient la cocarde tricolore. A cette nouvelle, la ville et l'arsenal s'agitent. Le 1^{er} décembre au matin, une émeute éclate : il faut gracier les coupables. L'après-midi, autre échauffourée : M. de Bonneval est blessé. On accuse d'Albert d'avoir blessé un garde national, et Broves d'avoir commandé le feu aux troupes de la marine; on les emprisonne. Quelques jours plus tôt, M. d'Orville, du régiment de Dauphiné, a « provoqué » la garde nationale au moyen d'une cocarde noire; mis en prison, il est gracié à la demande des soldats citoyens eux-mêmes. Des bas-officiers de marine assurent le consul de Toulon qu'ils ne laisseront pas insulter leurs chefs. Le consul avise d'Albert, qui dénie toute importance à la question : le tumulte de la Révolution n'est-il pas apaisé? Le commandant reçoit une députation de la garde nationale conduite par le consul et renforcée d'une nombreuse « canaille » qu'indigne la déclaration des bas-officiers. Cette foule accuse d'Albert d'avoir interdit la cocarde tricolore aux travailleurs du port. Malouet, qui voit là deux affaires différentes, et connaît son Toulon d'intendant, demande à l'Assemblée réparation pour le chef lésé. On ajourne, on informe, on attend les envoyés toulonnais.

Le 15 décembre, une escarmouche oratoire lance Malouet contre Ricard, député « patriote » du grand port, où d'Albert est généralement estimé pour sa bienfaisance et ses talents militaires. Le ministre Saint-Priest a envoyé un ordre de mise en liberté : mais qui donc, en décembre 1789, prend au sérieux un ordre ministériel ? La mairie de Toulon veut un décret du Manège, les inculpés ayant été arrêtés à la clameur publique. La clameur publique, tout est là !

Ce même 15 décembre, un décret libère les officiers. Dans un mémoire, d'Albert affirme n'avoir agi que parce qu'il était mécontent des deux renvoyés et désireux, vu l'effervescence dans l'arsenal, de faire respecter son autorité. Il raconte son odyssée. Le 30 novembre au soir, le consul Roubaud est venu l'engager au pardon; au nom de la discipline, lui-même a refusé de céder, invoquant l'insubordination régnante; le lendemain matin, une délégation municipale l'a entraîné hors l'arsenal afin de lui parler; sorti avec ses officiers, il a trouvé une foule hostile qui l'a insulté en le suivant à son hôtel, où le consul a renouvelé sa demande. Il a résisté, ne voulant agir par faiblesse; il a cédé enfin, mais mandé sur l'heure cent

matelots canonniers pour maintenir l'ordre, ce qui a déplu à Roubaud, empressé du reste à promettre des mesures de sauvegarde. Les canonniers rentrent ; les pierres volent, au grand dam des vitres. Deux compagnies de gardes nationaux laissent malmener en place publique des officiers de marine. Bloqué, assailli par des volontaires que leurs chefs ne peuvent contenir, d'Albert est entraîné à l'hôtel de ville, emprisonné avec quelques-uns de son état-major : consul et municipaux jouent l'indignation..... et doublent la garde des cachots, après avoir refusé de proclamer la loi martiale.

Les captifs reconnaissent la bonne volonté des officiers de milice ; mais que peuvent ces braves gens sans autorité sur leurs troupes ? Et le naïf d'Albert se demande ce que deviennent les droits de l'homme !

Au Manège, on confie le rapport de l'affaire à Castellane, libéral à l'eau de rose, que la violence effraye. Le 2 janvier 1790, le Toulonnais Ricard défend la municipalité, Malouet rejette les fautes sur ceux qui « ont égaré le peuple », Maury plaide pour le commandant de la marine. Le 15, Champaign en fait autant ; on l'applaudit ; il réclame un blâme à la garde nationale de Toulon, qui trouverait facilement des imitateurs si elle conservait l'impunité. L'impression de ce discours est décrétée.

Le 16 au matin, Ricard répond. On demande à qui obéir ? A la loi et au Roi parlant en son nom. L'orateur raconte les événements. En juin déjà, les cabaretiers du port se sont agités, M. de Béthisy, alors commandant de la marine, ayant emprisonné leurs syndics. Son successeur, M. Du Luc, a calmé l'effervescence. Puis on a vu arriver M. d'Albert, qui a inquiété par des mesures militaires prises dans l'arsenal, mesures imprudentes au dire de Ricard, qui propose un ordre du jour d'approbation aux municipaux et à leurs gens. Le duc de Liancourt invoque les difficultés inhérentes à un changement de régime, défend l'inculpé, « un soldat, habitué à commander », reconnaît que la méfiance du consulat toulonnais est assez naturelle, vu la situation, plaide les circonstances atténuantes pour tous, et veut acquitter d'Albert en renvoyant cette histoire à l'exécutif.

« Oppression ! » proclame Robespierre, prompt à incriminer les principes réactionnaires des officiers : il l'avoue, l'événement ne regarde pas l'Assemblée, mais ces incidents concomitants, à Toulon, à Brest, à Marseille, sentent le complot. Acquitter d'Albert, c'est blâmer le peuple et ses élus.

Clermont-Tonnerre croit « servir la patrie, en défendant avec force ceux qui l'avaient défendue avec honneur ». Il va se ranger à l'avis de Champagny, compléter l'information tendancieuse de ce Ricard qui rend une élite responsable des troubles. Le 4 mars, on a brûlé le château de M. de Forbin à Sollier; le 24, les municipaux Lentier et Baudin ont pensé périr; l'évêque a dû quitter la ville. Emeute de pain cher, émeute à la Seyne, réprimée par M. de Coigny, émeute partout, et partout désordre, que le départ de ce dernier gentilhomme a augmenté, de l'aveu du député toulonnais ! Le 27, les cahiers du Tiers réclamaient la remise à la « journée du Roi » des travaux de l'arsenal. Le 15 avril, paysans et marins s'attroupent contre le régiment de Dauphiné parce que le consul de la Seyne a voulu rétablir le droit de piquet : voilà quatorze prisonniers à la Grosse Tour. Tel est le calme cher à Ricard, et que Béthisy a troublé. Stanislas cite les délibérations du conseil de ville du 23 juillet, le discours où le municipal Eynaud vantait les mesures de clémence obtenues par l'intervention de Béthisy, d'Albert, qui apaisa l'émeute du 23 mars, du marquis de Mac-Mahon et du comte de Baschi, colonels des régiments de Dauphiné et de Barrois : de grands coupables, en vérité !

Que reproche-t-on à d'Albert ? D'avoir voulu abriter dans l'arsenal, en cas d'émeute, les familles des ouvriers. Celles-ci crient qu'on va les égorger; la ville fait chorus, on répand le projet d'un bombardement : tout excite le port. D'Albert s'offre aux coups des mutins, leur rappelle ses bienfaits, leur demande le service de défendre l'arsenal : on lui en fait un crime. L'indiscipline régnante nécessitait cette mesure. — Mais il y a l'affaire de la cocarde : l'officier mis aux arrêts a été gracié à la requête de la municipalité. Le nommé Utic a fait signer à ses camarades, les bas-officiers de marine, une décision portant qu'ils défendraient leurs supérieurs de toute insulte. Le conseil de ville reconnaît la correction de ces gradés à son égard ; d'Albert les approuve, mais, par crainte de troubles, annule leur résolution. Et le fait de la cocarde est nié : M. d'Orville parle d'un vieux chapeau de chasse orné d'un ruban noir, long de sept aunes selon Ricard, avec une petite cocarde tricolore sur le nœud. Le porteur de ce couvrechef a été arrêté, insulté par la sentinelle et les volontaires, au mépris de leur consigne. Le chef de poste du régiment de Barrois a défendu la victime, d'où fermentation, arrestation de l'homme au chapeau, la sentinelle demeurant

impunie. Les officiers sont excusables de faire appel à l'esprit de corps contre une pareille injure. — N'oublions pas que Clermont-Tonnerre combat l'esprit de corps ! — Mais la coalition s'est bornée aux bas gradés des canonniers : il s'agit non d'un délit contre la nation, mais d'une peccadille militaire, commise par une assemblée paisible de citoyens que la nation ne saurait laisser insulter. On parle de signatures extorquées; les témoignages des signataires sont suspects; on juge criminelle la complaisance de ces soldats pour leurs chefs; on ne les interroge qu'après la « catastrophe », quand l'opinion est faite. On dit que l'Assemblée a provoqué la délibération en cause : c'est mal connaître son caractère. Le commandant de la marine ne saurait mentir en écrivant qu'il n'a connu la décision des canonniers qu'après coup. En tout cas, il l'a révoquée : puisque l'ordre règne, l'affaire est enterrée.

Stanislas revient aux ouvriers à aigrette renvoyés de l'arsenal, retrace le tumulte qui résulte de leur départ, la marche de l'enquête ordonnée par le Manège. D'Albert est à Paris : il demande des juges. Il ne s'agit pas de la cocarde tricolore : l'inculpé, son état-major, toute la marine la portent. Il s'agit du pouf, particulier à la garde nationale : entre le service régulier et l'enrôlement des hommes de l'arsenal dans la milice en vue de se soustraire à la discipline, il y a incompatibilité. D'Albert n'a pas interdit ce pouf que porte son secrétaire : mais il se trouvait en présence de germes d'insurrection, de mécontents réclamant un plus haut salaire, un nouveau mode de travail et de rémunération, témoin le cahier du Tiers rédigé en avril. On a murmuré, on s'est révolté; les renvoyés étaient des meneurs, il fallait un exemple. Refuser leur grâce, c'était montrer de la fermeté, de l'imprudence peut-être : mais où est le délit ? D'Albert, ne pouvant céder à l'émeute, a demandé la loi martiale contre les attroupements; sans user de la force, il s'est fié aux volontaires nationaux et il a eu tort. On a parlé de signaux secrets préparés dans l'arsenal : il y en avait déjà le 19 septembre 1788 ! On incrimine la mise du port en état de défense : mais la fermentation justifie les mesures prises par un chef responsable. Sur dix-neuf cents hommes dont il dispose, il en a commandé deux cents. On accuse M. de Broves d'avoir ordonné le feu : il faudrait le prouver. L'inculpé nie, son lieutenant nie, quatre-vingts témoins nient, et ce sont des soldats, et ils ont désobéi par patriotisme : ils devraient donc adopter la version qui les

honore. Dix-huit déposants prétendent avoir entendu le mot *feu*, prononcé par de Broves, par M. de Bonneval ou par quelqu'autre du haut du balcon où se tenaient les officiers. Supposez le mot proféré, songez aux circonstances, voyez cet homme qui, pour rentrer dans l'hôtel assiégé, escalade la balustrade, sous les pierres qu'on lui jette : il ne commande pas la troupe de garde, il n'aurait pas série les ordres réglementaires, de l'aveu des témoins; s'il a crié *feu*, c'est pour faire peur aux émeutiers, pour sauver sa vie.

Clermont-Tonnerre ne veut rien dire des volontaires, patriotes égarés, des municipaux qui se sont employés à ramener le calme. Leur grief, à ses yeux, est d'avoir refusé l'élargissement des prisonniers malgré l'ordre d'un ministre responsable, agissant d'après le décret du 24 août relatif aux gens arrêtés sans prévention. Que le fait se reproduise : les principes confondus, il n'y aura plus de pouvoir exécutif. « Vous êtes appelé à régénérer la France et non pas à la gouverner. » Mais, dira-t-on, il y a les circonstances; l'amour de la liberté engage à se méfier de l'exécutif. On exagère. Il faut choisir entre l'ordre et l'anarchie, recréer les pouvoirs, leur rendre l'énergie voulue, le premier tumulte passé. L'affaire n'existe pas pour l'Assemblée; il y a lieu de s'informer, de renvoyer les parties aux juges ordinaires. Mais il serait sage d'en finir, dans l'intérêt de la tranquillité, en donnant satisfaction aux innocents. On ne s'est pas borné à malmenier d'Albert; on a outragé son père octogénaire : « Vieillard, tu es bien vieux, mais ton fils est encore plus vieux que toi. » Clermont-Tonnerre se rallie à la motion de Champagny¹⁹. Adopter celle-ci, c'est donner tort à la « clameur publique », à ses élus, à la Révolution : l'Assemblée n'en fera rien, malgré Malouet. Elle reconnaîtra les bonnes intentions du commandant de la marine et de ses officiers; mais, supprimant l'accusation, elle félicitera les accusateurs de leur zèle patriotique. Car elle ne saurait se priver de ses appuis. L'autorité vient maintenant d'en bas : c'est écrit aux droits de l'homme. Mais des hommes ont été lésés ? Qu'importe ! ces valets du despotisme ont tort, puisqu'ils existent; ils sont suspects, puisqu'ils respirent. Demain on le leur dira tout net...

D'ailleurs on n'a pas retrouvé, dans la plaidoirie de Stanislas, cette adresse qui a plus d'une fois servi l'orateur²⁰ : de fréquents murmures l'ont interrompu, sans le troubler²¹.

19. *Recueil*, III, 75 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁰ 2028. In-8°.

20. *Assemblée nationale et Commune de Paris* (Perlet), n° 166, p. 5.

21. *Journal de Paris*, du 17.

« Il a parlé longtemps avec cette supériorité de raison, d'impartialité, de justesse dans l'application des principes, qui séparent l'orateur du déclamateur. Il a vengé M. d'Albert, la justice, la paix publique, la liberté et le peuple qu'on outragea en l'autorisant à mépriser les lois qui fondent les pouvoirs et la sûreté de tous²². »

Mais que peuvent ces mérites contre l'ennui inhérent à un étalage de cocardes, de poufs, de chapeaux, de rubans ?

« Jamais on ne fut plus hors de mesure... Le comte de Clermont-Tonnerre a excessivement fatigué l'Assemblée, parce qu'il n'a su ni s'arrêter, ni parler dans le sens d'aucun parti, ni garder une froide impartialité. C'est lui qui a parlé le dernier, et l'Assemblée, justement fatiguée, a voulu aller aux voix²³. »

Et elle a voté sous l'impression de ce discours, pour et surtout contre lui, par lassitude ou principe.

« Mauvais décret, dit un témoin, et cependant le moins mauvais qu'il fût possible de choisir dans un moment où il eût été si dangereux même pour M. d'Albert de donner suite à son affaire²⁴. »

V

Tandis qu'entre autres conspirations, un gazetier dénonce la plus vraisemblable à son avis, celle des mauvais plaisants qui, intervertissant les rôles, envoient les comédiens à l'Assemblée et les députés sur les planches où Clermont-Tonnerre jouera merveilleusement les Cicérons²⁵, tel disciple d'Esculape qui, dans son cabinet, met la dernière main à une machine crue de son invention, développe au Manège de belles idées humanitaires au sujet des supplices. Depuis Beccaria, la mode est à l'indulgence; on a renoncé à la torture, on songe à supprimer la peine de mort, à l'adoucir du moins, en faveur des criminels, victimes d'une société mal faite ! Stanislas a préparé un discours en réponse à Guillotin : il ne le prononcera pas, il se taira sur le code pénal en discussion.

« On me demandera peut-être pourquoi, écrira-t-il; à l'époque, avec les dispositions du moment, avec l'ensemble de nos circonstances, je n'aurais eu qu'un seul avis, celui de l'ajourner à la prochaine législation. Ce n'est pas au moment où le lien social est relâché de toutes parts qu'il faut discuter un nouveau code pénal, qui ne présente au criminel qu'une diminution de terreur. »

22. P. 294.

23. Duquesnoy, II, 290. Castellane (?) donne la même note : « Ce mémoire ne contenait que la répétition de ce qui avait été mieux dit la veille par M. de Champagny. » (p. 389).

24. Castellane (?) p. 390.

25. *Rôdeur français*, n° 17, du 17 janvier, p. 277.

L'égalité des peines, pour les délits semblables, quel que soit le rang des condamnés, semble à notre député une suite rigoureuse des droits de l'homme. Guillotin demande la mort simple, la suppression des flétrissures atteignant la famille du supplicié. Le second point est incontestable : Stanislas compte en reparler. Mais l'infamie, supplément de législation, ne doit pas frapper même le condamné, car le supplice serait double. L'infamie nuirait à l'action de la loi, limitée par la nature du délit, au lieu que l'opinion, avec une infamie vague et indéterminée pour compagne, poursuit le coupable et les siens. Frappé à la première faute, poussé à de nouveaux crimes, rejeté chez les brigands avec ce titre d'honneur, que deviendra le délinquant ?

« L'homme veut être considéré, et quand on le force à renoncer à l'estime des bons, il recherche les louanges des méchants. »

L'infamie, il faut la réserver à l'homme puissant, ennemi de la nation, insensible aux peines du peuple et de la patrie. Il faut abolir le préjugé par décret. (Un Constituant seul peut avoir de ces mots-là !) Décapiter, c'est bien, à supposer qu'on ait le droit de tuer ; mais un système entier de code criminel est nécessaire, par crainte de réformes incomplètes. La corruption des mœurs, l'idée despotique, l'entassement de la population, la prépondérance des riches ont jeté les criminalistes au delà des bornes de la justice et de l'humanité. Les erreurs du code sont dans les principes. La loi est mauvaise, qui sauvegarde autre chose que les personnes et les biens. « Réparer le dommage fait, prévenir le dommage à venir, voilà le but de la loi. » Le code ne distingue pas les délits réparables des autres ; l'homme volé n'obtient pas de dédommagement :

« Le travail et la propriété du coupable qui est devenu son débiteur sont consacrés par la loi, et de la manière la plus inutile, à des travaux prétendus publics, à moins que, plus absurde encore, la loi prive même la société de ce travail en exterminant le coupable. »

La loi devrait prévenir, mais l'infamie entraîne à l'échafaud. La sanction actuelle est inutile, dangereuse : au lieu de ressentir de l'amour pour la loi, de l'horreur pour le crime, de la pitié pour le coupable, le spectateur d'une exécution n'éprouve que haine pour le texte écrit, demeure insensible aux souffrances de la victime qu'on venge : il sort de là séditeux, ou féroce, et tant pis pour les mœurs. « La fréquence des supplices atroces doit nécessairement altérer le caractère na-

tionnal. » Clermont-Tonnerre ne pense pas si bien dire ! Il montre le danger actuel de la motion Guillotin qui punit de même le parricide, le meurtrier, le voleur. Si le dernier est soustrait à la mort, ses pareils useront impunément de l'effraction, du port d'armes dans leurs « spéculations ». Il faut quelque chose de plus complet, de plus réfléchi, qui se resente des heureux projets du comité de législation concernant la procédure criminelle. Stanislas s'en tient à un seul article détruisant l'infamie qui rejaillit sur les familles ; il ajourne la question des supplices²⁶. Voilà ce qu'il aurait voulu dire le jour où Guillotin exposa ses idées, le 21 janvier, trois ans jour pour jour avant le régicide.

Malgré ses insuccès, l'ancien président conserve bon renom : on dit, fin janvier, qu'il sera encore appelé au fauteuil, parce que la cloche attire le tonnerre, toujours bien placé au milieu des orages. On prétend aussi qu'il faudrait un paratonnerre à la tribune, mais le bourreau et les Juifs ont payé pour que cet appareil n'y fût placé que dans un mois²⁷. Ces allusions font rire les couloirs, mais non pas voter en fin de quinzaine. L'avocat du bourreau défraye les journalistes :

« Il se fait au sein de la ville de Rouen les menées les plus vives pour conduire l'exécuteur des hautes œuvres à quelque place dans la municipalité. Si cette nouvelle... est exacte, elle prouve jusqu'à quel point les ennemis cachés de la liberté peuvent porter les excès. »

Voilà où conduit l'indiscrétion d'un cœur généreux, trop pressé de réclamer « l'état civil » pour des gens plus ou moins intéressants : le système égalitaire en sombre sous le ridicule²⁸.

Cependant les Impartiaux continuent leurs palabres avec les honneurs de la guerre :

« Les énergumènes qui catéchisent la nation de Paris ont gagné leur argent en insultant cette Société qui n'insulte personne. C'est un scandale de plus que ces brutales hostilités dont le ton décèle des auteurs bien pervers ou bien ignorants... Sous peine de subversion prochaine, il faudra bientôt venir se reposer sur ces bases de tout gouvernement libre, mais libre comme peut l'être un empire de vingt-quatre millions d'âmes. Si quelques-uns font semblant de croire les Impartiaux des sectateurs de la démocratie, les fameux apôtres de celle-ci les intitulent des aristocrates. »

26. *Recueil*, III, 48 et suiv.

27. Lescure, *Correspondance secrète*, II, 419. *Rôdeur français*, n° 23, p. 324 (29-30 janvier).

28. *Spectateur national*, 5 février, p. 17-18.

Les gens mis en cause ne prêtent pas le moins du monde le flanc à un pareil soupçon, continue le *Mercur*, qui attribue mille vertus à ses amis : amour de l'égalité, obéissance à une Constitution susceptible de changements, subordination de la force armée au Roi, suffisamment armé lui-même contre l'aristocratie des cent mille tyranneaux groupés en factions, soumission de l'exécutif à la loi, qu'il a charge de maintenir dans l'intérêt général.

« Ah ! que ce mot d'aristocrate a de commodités pour les sots qu'il dispense d'avoir des idées, et pour les brigands qui pillent les châteaux²⁹ ! »

VI

Le 4 février, Louis XVI secoue sa torpeur. Il se rend au Manège; il exprime ses espoirs, sa confiance dans l'Assemblée pour mener à bien l'œuvre de « régénération ». La surprise est agréable : on applaudit à tout rompre. Menou demande qu'une ambassade aille remercier le Roi; Clermont-Tonnerre l'appuie, suivi d'une foule de braves gens émus qui se disputent la parole : « Il n'y a pas grand mérite, déclare Stanislas, à deviner ce qu'il y a dans le cœur de tout le monde... — Il a menti ! » s'écrie Mirabeau-Tonneau qui se défie de l'impartialité³⁰. L'abbé Gouttes propose de faire rentrer les émigrés « qui nourrissent le peuple ». On prête le serment civique au milieu d'un grand enthousiasme : tout le monde est debout, l'Assemblée désigne soixante des siens pour porter l'adresse aux Tuileries.

« Le 4 février 1790 ne donna la première lueur d'espérance que j'ai aperçue depuis la catastrophe du 5 octobre : le discours et la démarche du Roi me parurent devoir atteindre ou du moins suspendre les haines ; je le crus, mais cette illusion fut courte³¹. »

Ainsi parlera plus tard notre député, à propos de la « sublime » harangue du trône. Pour l'instant, il court à son club et rédige une apologie qu'il ne signera pas, mais que les Impartiaux feront imprimer.

Que de reconnaissance on doit au Roi pour sa profession de foi patriotique ! Jugez-en par la gravité des circonstances : pour sauver l'Etat, il faut faire vite. Le relâchement de l'au-

29. 3 février 1790, p. 59-60.

30. Duquesnoy, II, 350.

31. *Recueil*, I, xliii.

torité a produit l'anarchie; le pays est tiraillé par les deux ordres de choses :

« Il n'est pas une réunion d'hommes attroupés sur une place qui ne se croie la nation. »

Les passions égarent des « patriotes » plus inquiétants que respectables. La justice demeure inactive ou suspendue : l'esprit de corps a tué les anciens tribunaux qui les premiers avaient apporté la liberté; et le Roi l'a dit, le peuple a besoin de justice. Les privilégiés mécontents se livrent à une opposition « excusable, mais imprudente », fournissant prétexte aux violences. L'état des finances a causé la Révolution. On n'a rien amélioré : les essais échouent; il n'y a plus de règle, pas encore de liberté; aucune confiance n'est possible. Il faut aboutir sans accroître le trouble. Louis XVI et les Impartiaux espéraient tout de la « manière douce ». Mais qui n'a, plus ou moins, cédé à des impulsions étrangères ? Le bonheur, la gloire du Roi sont liés au succès des travaux de l'Assemblée qui saura mériter de réussir, et ne voudra jamais se séparer du monarque, trompé par quelques audacieux masqués de bonnes intentions. La volonté générale est claire. Le temps, l'esprit public feront les réformes désirées.

Là-dessus Clermont-Tonnerre se retourne vers les privilégiés. Allons, sacrifiez-vous ! Vous pouvez être plus que vous n'étiez; ne regrettez rien, devancez les autres en patriotisme, suivez l'exemple du Roi qui a renoncé à son pouvoir absolu. Sans doute la liberté s'est d'abord défiée de lui, mais aujourd'hui tout est d'accord. Le Français affranchi chérira davantage son souverain : le fils de celui-ci, consacré à la patrie, fera croire à la prochaine génération que Louis XVI règne toujours. Il faut organiser l'exécutif, assurer la dépendance des municipalités, empêcher la confédération des départements, les délibérations des milices, supprimer l'indépendance de leurs chefs, en les rattachant sans délai au gouvernement royal. Le retour à l'ordre sera difficile : partout la foule ne voit que le mal de l'ancien régime, le bien espéré du nouveau, exagérant l'un et l'autre, pressée de jouir de ce qui n'est pas encore obtenu, prompt à prendre par la force ce qu'il n'est ni possible ni juste d'accorder. L'exécutif rétablira la sûreté avec prudence : cela est nécessaire pour conserver de bons rapports avec l'étranger. Les Américains n'ont-ils pas dû renforcer la puissance du congrès, armer leur président d'une vraie souveraineté ? Pendant les six premiers mois de la Révolution, l'étranger nous a laissé la paix, persuadé que

nous faisons ses affaires en nous détruisant. Il s'est trompé. « Une nouvelle patrie s'est élevée sur des ruines. » Peut-être va-t-on lui chercher querelle : il faut permettre au Roi de la défendre, faire aimer la liberté, rassurer les personnes, les biens, les opinions, sous peine de voir le corps social se dissoudre.

A bon droit, continue Clermont-Tonnerre, Louis XVI a exhorté les Français à conserver au caractère national son renom de douceur. On va renoncer à la légèreté, au luxe, à la corruption, sans verser dans la barbarie qui dévaste et massacre arbitrairement. Douceur, confiance, bonté, telle sera la devise nouvelle que l'éducation nationale réalisera. A nous Jean-Jacques !

« La liberté est un aliment de bon suc, mais de forte digestion ; il faut des estomacs bien sains pour la supporter. »

Le Roi l'a déclaré : à l'Assemblée de donner l'exemple. Les privilégiés invoquent souvent le respect dû à la propriété légitime. Pourquoi ces désordres, quand le calme renaissait ? demande le monarque, qu'il faut aider à éteindre l'incendie. Les prêtres, les maires montreront au peuple le Roi affligé de ces excès : pères de famille et paysans liront son discours aux meneurs, aux émeutiers. Le père de la nation a promis confiance au nouvel ordre de choses : entre nous et le bonheur, il n'y a qu'erreurs et passions. La ligue des bons citoyens les combattrait, triomphera des factieux, des cabales. Aux modérés surtout il convient d'agir avec vigueur³².

Mais, quoiqu'en pensent les Impartiaux, jamais la vigueur ne fut l'arme des modérés. Nul ne se laisse prendre à ces belles réflexions.

« Les Impartiaux ne séduiront pas le peuple, réplique un ennemi de l'anglomanie. Ils voulaient être sénateurs et créer une Chambre haute. Ils sont les exécuteurs de ce projet dû à Brienne et perfectionné. On voulait ramener le régime des maires du palais... Le ministre, par l'armée, domine les villes qui dominent les campagnes. Les deux cents sénateurs voyageurs auraient épuisé la France. »

Car à tous les amis de Necker on reproche leur goût des fonctions et pensions viagères³³ !

Du reste, un peu partout, les municipalités s'organisent. L'anarchie ne saurait durer : Sieyès le dira.

32. *Recueil*, IV, 1 et suiv.

33. *Réponse à la lettre des Impartiaux* (Chambre des Députés, Bf 222-37).

Le dimanche 7 février, à l'issue des offices, le curé Doye convoque les gens de Saintry, en vue des premières élections, dans une chambre de la Mazeline, maison appartenant à M. le comte³⁴. Le propriétaire n'est pas là : il a, dit-on, quitté Paris pour Nantua en Bugey, d'où il écrit à son journal. Le 9, il assistait, raconte-t-il, aux déclarations des habitants de Layssard, paroisse voisine, pour la contribution patriotique. Il a retenu le propos d'un brave homme, Jean Bardet, journalier, père de douze enfants vivants, qu'il offre à la patrie, avec trente sous, en se recommandant à la bienveillance nationale. Curé et habitants certifient le dire de leur concitoyen, acclament celui-ci, chargent Clermont-Tonnerre d'être leur interprète à l'Assemblée, d'en obtenir les secours nécessaires à un aussi digne sujet de « notre bon Roi »³⁵. Stanislas est-il allé à Nantua pour quelque entrevue secrète avec Mounier ? Notre député n'assiste pas à la séance du 12 : il avait préparé un discours imprimé longtemps après. Ce jour-là on s'occupe du rapport de Treilhard, déposé le 17 décembre; la discussion, commencée la veille, amènera le 13 le décret qui supprimera les monastères.

Le comité ecclésiastique, aurait voulu dire Clermont-Tonnerre, indiquera sans doute les mesures canoniques légalisant, au point de vue religieux, la suppression de plusieurs couvents. Les corps religieux ne sont pas politiques; ils ne relèvent que d'un pouvoir moral. Par respect pour l'Assemblée, l'orateur se taira : il ne saurait raisonner que dans une hypothèse différente de celle qu'on adopte. Le décret proposé confond tous les ordres par les mêmes dispositions, sans tenir compte des diverses catégories de moines : Franciscains mendiants, Chartreux solitaires, Bénédictins aux occupations variées, tous personnages à qui l'on doit, avec la subsistance, la permission de vivre selon leurs principes, de garder leurs chaînes s'il leur plaît. Avant de les répartir en des maisons convenables à leurs intérêts, il faudra savoir combien il restera de moines dans chaque ordre, leur donner un traitement suffisant, mille livres au moins, en se fondant sur le caractère particulier de chaque congrégation. Stanislas rappelle les bienfaits des religieux, recommande à ses collègues d'être justes à l'égard de ces intéressants compatriotes victimes de la Révolution :

34. Registres de la municipalité de Saintry. Communiqué par M. Creuzet.

35. *Journal des Impartiaux* du 21, t. I, n° 5, p. 38-40.

« Leur crime est d'avoir vécu dans un état que les lois protégeaient et dans un siècle qui croit pouvoir se passer d'eux³⁶. »

Dans le public, les Impartiaux, s'ils rencontrent peu de sympathies, trouvent quelques marques d'intérêt.

Le 16 février, Gaultier de Biauzat reçoit d'Auvergne cette lettre signée d'un nom inattendu.

« Couthon embrasse et salue M. de Biauzat et le prie de faire remettre à M. de Clermont-Tonnerre la lettre ci-jointe à son adresse. Je m'abonne pour le *Journal des Impartiaux* que je ne connais qu'imparfaitement et que je suis jaloux de connaître à fond³⁷. »

Voilà comme on devient triumvir et guillotineur !

Quant aux ordres religieux, ils protestent contre les intentions que certains leur prêtent. A Meaux notamment, la parente de Stanislas, Mme de Lentilhac, abbesse des Augustines de Notre-Dame, le charge — est-ce sur sa demande ? — de rectifier les racontars des journaux.

« Permettez que nous profitons des droits de l'homme pour vous assurer que nous sommes toutes contentes dans notre état, remerciant très humblement Nosseigneurs des Etats généraux de nous laisser vivre et mourir dans nos retraites. »

Les saintes femmes lisent les gazettes : elles ont appris avec étonnement qu'on leur attribue une adresse de félicitations à l'Assemblée, quand elles s'affligent comme des Madeïnes³⁸ !

Corbeil est à la joie, par compensation. Le 21, les voûtes de Saint-Spire retentissent d'actions de grâces : c'est le discours du Roi que les populations honorent d'un *Te Deum*, sous les auspices de Stanislas³⁹, beau colonel-citoyen, bleu et or, qu'on se montre au banc d'œuvre, en ce jour d'enthousiasme.

VII

Personne n'a ri, le samedi, quand les pontifes du comité de Constitution, gravement, ont proposé de rétablir par décret la tranquillité publique. Barnave a crié à l'anarchie, Le Chapelier a remanié le texte soumis à l'Assemblée : on s'est agité autour d'articles qui rendent la loi martiale obligatoire et

36. *Recueil*, II, 113, Cf. *Ibid.*, p. 59.

37. Collection Desbouis. Cité par F. Mège (*Correspondance inédite de G. Couthon*, 1872, p. 6, n° 2).

38. *Journal des Impartiaux*, 21 février, I, 5, p. 39-40.

39. Registres paroissiaux. Creuzet, p. 129.

les communes responsables des troubles. La Fayette a demandé l'ajournement; Maury a exprimé ses craintes au sujet du désordre croissant; Pétion a plaidé pour ces pauvres édiles qui ne sauraient veiller à tout; Cazalès a parlé anglais, réclamé la dictature du Roi pour un trimestre; Malouet s'est contenté d'un prince solidement armé, à ministres responsables; Mirabeau, La Rochefoucauld, Clermont-Tonnerre se sont reconnus incompetents, arriérés pleins de Versailles⁴⁰. La Rochefoucauld passe son dimanche à étudier, et, le 22, se rallie au nouveau projet.

Il n'y a pas de troubles, affirme Robespierre : quelques châteaux brûlés, quelques coups échangés, ces vétilles ne sauraient justifier la lutte « contre le peuple » sous prétexte de maintenir l'ordre ! Les impôts odieux ont fait tout le mal, avec les rusés qui excitent les foules dans l'Ouest et en Belgique. Jamais révolution ne fût si paisible : pourquoi opposer la force à ces simples qui s'arrangeront bien eux-mêmes ? Manœuvres d'aristocrates que tout cela : on veut énerver le pauvre monde. En Angleterre, les troupes ne peuvent approcher des lieux de vote; qui sait si, au nom de l'ordre, des ennemis du peuple ne voudraient pas peser sur les élections ?

Stanislas répond. En 1791, relisant sa harangue, il constatera que Robespierre est devenu bien dangereux pour les amis de la séparation des pouvoirs qui parlent encore de « maintenir » l'exécutif attaqué :

« Il ne sera peut-être pas indifférent de savoir, remarque-t-il, que M. Robespierre, qui vient d'être nommé accusateur public, est le même à qui je reprochais alors d'avoir dit à l'Assemblée : « Lorsqu'il sera « porté quelque cause à votre tribunal, protégez les principes populaires. » Je crus cette phrase inconvenante ; je plains les accusés qu'on livre aujourd'hui à l'homme qui l'a proférée. »

Qu'eût-il dit, deux ans plus tard ? — Le 22 février 1790, la situation est différente : il s'agit pourtant déjà de remonter un courant. Jadis on ne parlait au Roi que de sa puissance : aujourd'hui on n'ose parler au peuple de ses devoirs. Clermont-Tonnerre aura ce courage.

Il le reconnaît avec Robespierre, mais non comme lui : jamais plus grand changement ne fût accompagné de pires maux. Il en louerait peut-être un autre peuple que les Français : mais il faut compter leurs fautes, non leurs vertus.

« Quand même une seule tête fût tombée, quand même un seul agent

40. *Journal de Paris* du 21, p. 207.

du fisc eût été immolé à la vengeance populaire, quand même une seule goutte de sang eût coulé contre l'ordre de la loi, cette catastrophe unique souille la Révolution. »

A ce compte, qui ne sera souillé ? — Notre député relève l'« erreur » du préopinant sur les principes populaires qu'on doit protéger.

« Le mot protection ne peut être rapproché du mot tribunal sans incohérence et sans danger. »

A la demande du Roi, le comité de Constitution a rédigé un décret rétablissant l'ordre. On n'a pu éviter le double écueil d'exposer l'ordre et la liberté. Le second texte, plus réfléchi, tient compte des circonstances; on parle de la dictature du prince. Liberté et sûreté sont les bases de l'état social. En ce moment, il n'y a ni impôts ni armée. Parons au plus urgent. On objecte que le pouvoir ne saurait sans despotisme être organisé d'après les vieux principes, qu'il faut attendre la proclamation des nouveaux. Rien n'est prêt ! Clermont-Tonnerre répond :

« Les impôts anciens étaient injustes, mal répartis, assis sur des bases fausses. Vous en avez modifié quelques-uns; mais jusqu'au moment où vous pourrez les changer tous, vous les avez tous consacrés, parce qu'un empire ne peut exister sans impôts. »

De même pour les lois civiles et criminelles, pour le pouvoir royal. Pas d'argent : voilà le secret de la situation. Cet état peut mettre la Constitution en danger : « J'ai dit la Constitution, car la Révolution est faite. » La Fayette l'a proclamé l'avant-veille, lui, l'homme à qui il appartient surtout de parler de liberté et de Constitution ! Organiser la force publique est le premier devoir de l'Assemblée : les législateurs, la raison maintiendront les ministres dans la légalité. Clermont-Tonnerre adopte le décret proposé, amendé par Malouet.

« A l'entendre, on aurait été tenté de croire qu'il ait jamais été le partisan de la liberté. Malheureusement ses preuves sont faites, et l'on ne croit plus les gens sur leur parole⁴¹ ! »

Prieur, de la Marne, ramène, comme Robespierre, les troubles à quelques faits divers, parle de bandits soudoyés par les aristocrates pour brûler leurs châteaux ! Pour Pétion, mieux vaut renoncer à la liberté que d'adopter le projet Clermont-Tonnerre. Le député de Chartres se méfie de l'arbitraire mi-

41. *Recueil*, II, 250. Cf. B. N. Le 29 479. In-8°. *Courrier français* du 23, p. 427.

nistériel, du système « inutile et dangereux » du comité : la loi martiale suffit. Mirabeau combat la dictature ; en vain on invoque les vertus du Roi. La monarchie est dissoute : il faut achever d'organiser les pouvoirs, ajouter à la loi martiale des articles contre les attroupements. D'Aiguillon, suicidé à qui l'on a brûlé son château, parle de faire l'éducation du peuple, assurant que tous les bons citoyens, qui pensent comme lui, aimeront mieux perdre leurs biens que la liberté. Cazalès prône la dictature. Blin se fait rappeler à l'ordre pour avoir accusé la droite de vouloir réprimer les assassinats grâce à des assassins ! Le lendemain, on accordera la priorité à un projet Boussion proposant de faire lire les décrets par les curés et maires, afin d'éviter les faux, et armant les municipalités de la loi martiale. Clermont-Tonnerre ne prendra la parole que pour trouver inutile l'envoi en province du discours royal déjà répandu partout : l'avis contraire sera soutenu par Virieu.

Camille Desmoulins, cette fois, n'applaudit pas au discours de Stanislas : et il a ses raisons. « Enragé », pourrait-il donner son suffrage à un ci-devant en deuil de son chapeau à plumet, du manteau de drap d'or « laissé chez Polyphème », soupirant en secret après leur retour, pleurant sa couronne et ses clefs en sautoir ? Quels temps que ceux où un citoyen parle si librement des rois ! Hélas ! que de larmes et de sanglots a dû refouler le pauvre courtisan dépossédé !

« Je voudrais bien que M. de Clermont-Tonnerre nous expliquât ce qu'il entend par le mot de souverain. Il me semble que c'est la nation qui est le souverain et que nous n'avons pas deux maîtres... Nous avons cessé d'être esclaves, mais nous avons conservé la langue et le dictionnaire⁴². »

Encore un dimanche, encore un voyage à Corbeil : Stanislas assiste, l'après-midi du 28, à la bénédiction, dans l'église Notre-Dame, du drapeau de la première compagnie de la garde nationale, que lui-même présente aux soldats et remet au porte-enseigne Louis Pannetier pour être déposé dans le chœur⁴³. A Paris, on fait grand bruit de l'arrestation du chevalier de Laizer, malcontent qu'on accuse d'avoir dicté à son secrétaire une prétendue protestation de Mirabeau, Clermont-Tonnerre et consorts contre divers arrêtés du Manège. A ce pamphlet, l'inculpé aurait joint l'analyse d'une pièce soi-disant jouée à l'Ambigu-Comique le 9 février, où il conseillait

42. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 15, p. 66, du 8 mars.

43. Registres paroissiaux. Creuzet, p. 129.

au public de purger la France des révolutionnaires, et une brochure intitulée « La Saint-Barthélemy des ministres ». Le tout plein de racontars extraordinaires sur le mode ironique ; Mirabeau et ses amis veulent être ministres, Talleyrand aura les finances, Clermont-Tonnerre ou Le Chapelier les affaires étrangères, Du Port sera garde des sceaux, Barnave prendra la maison du Roi, Montesquiou la marine, Castellane ou Alexandre de Lameth la guerre. Selon l'auteur, notre député se fonde sur ses présidences si dignement remplies « où il a montré tant de flegme que le marquis de Créquy le compara à un verre d'eau sur le feu ». Mirabeau l'a blessé à mort en le peignant petit dans les grandes choses et grand dans les petites. Que dire de l'invraisemblable escapade de Stanislas, arrivant de Corbeil, le 5 octobre au soir, en tenue de colonel, pour se donner du courage... pacifiquement ? Il songeait à chercher très loin la tranquillité, quand il fut reconnu et ramené en triomphe à l'Assemblée⁴⁴. Arrêté le 27 février, Laizer nie comme un beau diable ; et le malheur veut qu'on ne puisse lui représenter le manuscrit saisi. Tant pis pour Necker, ce nouvel Etienne Marcel, et pour Mirabeau, le plus infâme Français du Manège, le chef de tout ce qu'il y a dans Paris d'intrigants à projets !

Ce même Mirabeau va dénoncer les « conspirations » qui se trament dans sa Provence. Le 19 août, un homme a été tué par la garde nationale de Marseille. Le prévôt, M. de Bournissac, agissant comme, depuis, à Toulon, M. d'Albert, interdit pouf et port d'armes : la loi martiale est proclamée. Mirabeau s'empare de l'affaire, que le « coupable » instruit d'ailleurs publiquement. Le 8 décembre, l'Assemblée décrète contre le prévôt ; le 23 janvier, Maury fait un rapport favorable à Bournissac ; le 26 au soir, le député d'Aix requiert confirmation du précédent décret, réclame l'élargissement des prisonniers victimes du « tyran ». On renvoie le litige au comité des rapports, qui, le 6 mars, par l'organe de Breveu de Beaujour, se débarrasse de tout au profit de la sénéchaussée de Marseille. Le 9, Maury demande l'intervention du Châtelet : Mirabeau l'appelle faussaire, et, par son ascendant, ferme la discussion.

« Les calculs de cet homme célèbre semblaient alors l'avoir conduit à désorganiser la Provence. Pourquoi faut-il que la Providence nous l'ait enlevé, lorsque peut-être ses mêmes calculs le ramenaient à vouloir réorganiser la monarchie ? »

44. Arch. Nat. Y 10508. Cf. Lacroix, *Actes* IV, 273.

Clermont-Tonnerre, qui en septembre 1791, se posera cette question, a préparé à son ordinaire un discours qu'il n'a pu placer.

A l'en croire, Mirabeau ne veut qu'émouvoir en faveur des accusés. Il blâme le prévôt d'avoir instruit sur des faits antérieurs à l'amnistie accordée, malgré sa commission postérieure à cette amnistie : on n'a d'autre preuve de ces dates que le dire des témoins. Le prévôt aurait abusé des lettres politiques de l'accusé Chompré, qui constituaient pourtant un indice utile ; il aurait violé le décret du 5 décembre, proposé par Mirabeau et ordonnant de surseoir aux anciens arrêts : mais il s'agit d'une sentence de déboutement sur récusation du juge ; le décret est muet là-dessus, le vieil ordre subsiste. On aurait refusé aux inculpés communication de la procédure, contrairement aux décrets des 8 et 9 octobre. Le jargon des magistrats a été mal compris ; il y a eu sursis, non refus, et le prévôt, pour surseoir, a usé du décret ! Le nombre des accusés l'a obligé d'attendre, afin d'éviter des réponses concertées. Le prévôt encore, sur une dénonciation ignorée de lui, a été dessaisi de l'affaire, qu'il continue néanmoins d'instruire : on lui oppose un décret non sanctionné, sauf par le président et les secrétaires, donc non exécutoire, contraire à la Constitution. Mirabeau inculpe les idées de Bournissac : il faut juger un tribunal sur sa procédure, non sur les opinions de ses membres. Et où est le crime ?

« Il n'y a que deux états de choses, ou la loi existante ou point de loi. Et si l'empire des circonstances avait permis que les autorités anciennes, toutes vicieuses qu'elles étaient, subsistassent sans atteinte jusqu'au moment où elles seraient tombées devant la loi nouvelle... nous aurions à gémir de moins de maux. »

Mirabeau reproche au prévôt ses conversations privées : Bournissac aurait dit que l'autorité de l'Assemblée est sans principes. « Et sans bornes ! » aurait répondu son interlocuteur Jourdan. Une lettre intéressée fait seule connaître ce propos, qui dénote des notions fausses. L'accusation est peu solide : on ne peut condamner l'inculpé sans l'entendre, ni récompenser, comme le voudrait le tribun, les prisonniers de Marseille, auteurs d'adresses pleines de signatures extorquées même à des enfants ! Il y a eu attroupement, émeute ; le prévôt doit continuer sa procédure ; les délits sont graves. « Agent ministériel ! » crie-t-on à Bournissac ; mais vu les circonstances, pourquoi attaquer la seule justice qui fonctionne ? Pourquoi détruire toute justice prévôtale en invo-

quant le prétendu délit d'un prévôt ? Il suffit de surseoir à l'exécution du jugement, de rapporter le décret du 8 décembre, de rendre Bournissac responsable de l'obéissance aux décrets sanctionnés⁴⁵.

Voilà ce que Clermont-Tonnerre n'a pu expliquer le 9 mars. L'Assemblée, comme il était inévitable, a renvoyé la procédure à la sénéchaussée de Marseille. Un prévôt, fût-il un ange, c'est avant tout un homme d'ancien régime, forcément suspect, comme un haut officier de marine, comme un évêque breton, comme tout ce qui comptait hier et ne récolte plus aujourd'hui que défiance et mépris.

Mais tout ce qui se révolte contre le vieux système est sacré par définition. Les Brabançons le savent, amis du dehors qui vont les premiers, inconsciemment, provoquer l'universelle catastrophe où trois millions d'hommes périront. Leur congrès invite le Manège à reconnaître sa souveraineté : on se réserve, on sent le danger d'un appui donné à des étrangers contre leur souverain, frère de la Reine ; on refuse d'écouter leurs doléances. « La soumission des Brabançons, la désertion de leurs chefs montrent le caractère éphémère d'une révolution basée sur l'ambition, la cupidité, la duperie », écrira Clermont-Tonnerre, mauvais prophète en la circonstance, et qui n'a pu, cette fois encore, prononcer son discours. Songeons aux principes, voulait-il dire, méfions-nous des ivresses, si flatteuse que soit une démarche, moins déplacée si ses auteurs l'eussent adressée à l'exécutif. Secret, célérité, ces ressorts de la politique extérieure ne sont guère connus des assemblées délibérantes, et le moment où les nations ne se cacheront plus leurs secrets est encore loin. « Vous avez su désirer tout ce qui est juste, mais ne vouloir que ce qui est possible. » Il rappelle la traite, l'esclavage des nègres... Même en Amérique, c'est le président qui s'occupe de la diplomatie, mauvais terrain aux discussions ouvertes, dans l'état actuel de l'Europe. Quelle imprudence de parler des Brabançons, de leur demande, vu leur qualité et notre position ! Sans doute leur gouvernement a violé le contrat social, et ils ont repris leur antique liberté. Mais d'après nos principes, leur congrès exprime-t-il une volonté nationale ? Ce congrès des trois ordres sent son ancien régime, quoiqu'il se dise indépendant et souverain : c'est une aristocratie illégitime qu'il faut épurer, légitimer par un vœu national exempt de tout esprit de caste. La Belgique lutte dans ce sens ; mais si le congrès parle

45. *Recueil*, III, 108.

d'indépendance, si le pays insurgé se montre excédé de l'oppression, il faut reconnaître que les circonstances ont changé, qu'il y a lieu pour les mécontents d'examiner les déclarations où le nouvel empereur Léopold reconnaît la volonté du peuple comme seul titre des rois à exercer leur pouvoir, et offre de tout réparer. Que les Belges répondent : ensuite, on verra. Enfin notre politique nous lie à Vienne : nous ne sommes pas chargés de démembrer l'Empire. « N'attirons pas de guerre extérieure autour de la Constitution inachevée, entourée d'ennemis. » Ce serait faire le jeu de l'Angleterre, de la Hollande, travailler pour le Roi de Prusse⁴⁶. — L'Assemblée, par hasard, et sans avoir entendu l'orateur, écoute La Fayette, qui parle sur le même ton, et renvoie les Brabançons à Louis XVI.

Brabançons, Marseillais, Toulonnais, tous ces plaignants retardent le travail parlementaire. Pour avancer un peu, Menou propose, le dimanche 21 mars, de siéger à neuf heures du matin, de corser le menu : quatre jours de Constitution, trois jours de finances, les hors-d'œuvre se contenteront des soirées. La Fayette appuie le projet, chacun tenant à remettre de l'ordre sur la place et dans les coffres. Laissant Toulangeon réclamer en faveur du pouvoir judiciaire, Clermont-Tonnerre approuve Menou : la motion est si propre à rallier ces gens qui veulent avant tout une Constitution ! L'Assemblée applaudit ; Montlosier, dans le désert, demande la priorité pour la compagnie des Indes. Menou l'emporte, son plan de travail est adopté... « et deux jours après on n'y pensait plus et l'on travaillait *sans ordre* comme de coutume⁴⁷ ».

46. *Recueil*, III, 141.

47. *Recueil*, II, 261. C'est Clermont-Tonnerre qui souligne.

CHAPITRE IV

LA BATAILLE DES POUVOIRS

(Mars-juin 1790)

I. Clermont-Tonnerre et la compagnie des Indes. — II. Ses idées sur le jury ; l'affaire du parlement de Bordeaux. — III. Son intervention en faveur du Roi, à propos de l'élection des juges. — IV. Sa déposition sur les journées d'Octobre. Il réclame pour le Roi le droit de paix et de guerre. — V. Son avis sur le tribunal de cassation ; ses succès d'estime.

I

DONC, c'est le « désordre ». Pour varier, on va voyager aux Antilles, voir ce qu'y deviennent les principes suspects aux gens pratiques et chers aux belles âmes. Depuis que le Manège s'intéresse aux nègres, les colonies sont en ébullition. Le 8 mars, un décret a organisé pour elles des assemblées spéciales : on a envoyé ce papier à Saint-Domingue, avec la manière de s'en servir. Le 28, l'abbé Maury plaide pour les noirs, dénonce les séparatistes qui présentent les colonies comme « alliées » à la métropole : si le texte du comité combat ces fâcheux, il reconnaît par là leur force. Selon l'orateur, le pouvoir exécutif n'est pas le même des deux côtés de l'Atlantique.

Clermont-Tonnerre succède à Maury. Une assemblée, dit-il, ne peut régler son mode de convocation avant d'exister ; c'est affaire au pouvoir antérieur : « Nous avons été convoqués par le législateur provisoire. » Un provisoire de huit cents ans ! C'est au pouvoir national de convoquer les colons. Au fait, il ne s'agit que de connaître leur vœu. Maury l'a remarqué : nul n'a songé aux nègres. On veut une triple base de représentation, mais « les nègres, il faut le dire, sont une

propriété : si cette propriété était comprise dans la population, vous feriez pencher la balance en faveur de la base de la propriété. » Maury a parlé contre la résidence minima de deux ans, jugée suffisante pour l'éligibilité. « Un domicilié de deux ans, affirme Stanislas, n'est pas un étranger. » On a voulu enterrer le séparatisme : le nouveau régime est fait pour des hommes libres, à qui le législateur doit expliquer sa volonté. Notre député examine les articles, montre qu'ils établissent sur les noirs un impôt, « une capitation mise sur une partie très immorale de la propriété. » Puisqu'on demande l'avis des intéressés sur l'organisation des pouvoirs, il faut admettre l'instruction, l'envoyer sans tarder¹.

M. de Regnaud, séparatiste visé par Maury, reproche alors à l'homme d'Eglise sa méchanceté. Le colonial Gouy d'Arsy, séparant le décret du 8 de l'instruction annexe, juge celle-ci inutile à Saint-Domingue. On approuve l'envoi des deux papiers inséparables, mais Barnave obtient qu'on éclaircisse quelques articles.

Aux réclamations des colonies les doléances de l'étranger font écho. Le 2 avril, un secrétaire lit une adresse des Grisons, vieux alliés qui accusent l'ancien régime d'avoir, par des subsides secrets, corrompu leur gouvernement. On leur donne raison : Clermont-Tonnerre réclame l'insertion au procès-verbal, la suppression des abus incriminés, qu'il faudra demander au Roi. Mais Muguet de Nanthou, qui se défie de l'exécutif, invoque comme précédent la réponse directe faite à la Société anglaise de la Révolution. Le subtil anglo-mane réplique : il s'agit d'un Etat, non d'un corps privé. On décrète les deux propositions.

Cette séance voit se continuer les débats sur la compagnie des Indes, au grand plaisir de Montlosier. Le 31 mars, la discussion s'est ouverte sur le plaidoyer prononcé la veille par les administrateurs de la compagnie : les « députés du commerce » ont réclamé prompt jugement. Noailles, approuvant le comité compétent, a prôné l'abolition du privilège, mais d'Eprémèsnil a obtenu l'ajournement en invoquant l'intérêt national. Pour gagner du temps, Bouche proposait de voter par oui ou non sur la confirmation du monopole existant. M. de La Jacqueminière voulait remplacer la compagnie par une autre, sous le patronage du comité. Maury, ennemi du luxe et ami des finances publiques, tombe sur les produits de l'Inde, fléaux des maris économes, et veut frapper la compa-

1. *Mon.*, III, 732.. (Ce discours n'est pas au *Recueil*).

gnie à la bourse, au profit de l'Etat, tout en croyant possible, même avec la Constitution, le maintien d'un privilège économique ! Il révèle que Du Pont de Nemours a jadis adressé à Calonne un mémoire en faveur de la participation de l'Etat aux bénéfices de la compagnie.

Le 2 avril, l'abbé Romet, principal du collège Louis-le-Grand, réclame le maintien du privilège jusqu'en 1792, sous la surveillance de quatre commissaires. Neyrac, au nom des principes, conclut à la liberté du commerce.

Clermont-Tonnerre, comme il le fit souvent, va chercher une solution pratique et transitoire dans la conservation du passé. Il veut empêcher de détruire le seul moyen de commerce dans l'Inde avant d'être sûr de le remplacer.

Les principes posés en vue d'une décision finale ne vaudront, affirme-t-il, qu'au moment favorable. Le comité a prononcé la destruction du privilège ; un examen sérieux fait hésiter Stanislas, qui invoque son parlement anglais : il s'agit d'un privilège aussi nécessaire que la traite et l'esclavage ! Si l'on parlait de créer une compagnie, notre député réfléchirait : on veut détruire celle qui existe, il réfléchit aussi. L'expérience du passé laisse sceptique. Le commerce libre dit avoir envoyé 341 vaisseaux de 1769 à 1785 : 146, répliquent les actionnaires, les autres allaient à l'île de France. — Oui, mais de là dans l'Inde, ripostent les armateurs, et ils en sont revenus avec des produits du pays ! Selon la compagnie, le commerce a perdu 16 millions sur 80 ; d'autres rectifient, 12 sur 43. En 1785-87, les Bordelais ont crié à la ruine : ils doivent avoir raison. Eussent-ils tort, il faudrait distinguer l'ancienne compagnie de la nouvelle : celle-là aurait importé pour 28 millions de marchandises (21, dit le commerce). Il est difficile de conclure.

Et, au fond, que penser du commerce de l'Inde ? Maury le blâme, Neyrac l'approuve : rêve triste et rêve flatteur, sans plus. Ne peut-on mettre à part ce qui est matière première et ce qui fait concurrence à nos produits ? Il faut payer en argent, commander d'avance, avec des capitaux qui reviennent tard, dit la compagnie. Tout cela est peu probant : ajourner, détruire quelques vices, éclaircir la question, voilà ce qui s'impose avant la proclamation des règles générales. Sérier les questions expose à l'erreur. Un délai ne saurait nuire à la Constitution ! En précipitant les choses, on risquerait de servir les spéculateurs.

En 1769, le privilège de l'ancienne compagnie a été suspendu. Clermont-Tonnerre attaque Colbert, fondateur de

l'institution, « ministre auquel le commerce et les arts ont donné le nom de Grand, mais à qui la liberté et la morale peuvent faire de nombreux reproches. » Celui-ci s'opposait au système des trois Etats, dans une lettre à un gouverneur de colonie, parce que cette trinité sentait ses Etats généraux ! Il engageait à supprimer le syndic qui présentait les requêtes des habitants, trouvant bon que chacun parlât pour soi, et personne pour tous. L'orateur ne voit pas que cet égoïsme, c'est, par certains côtés, toute la Révolution bourgeoise. La détresse du moment, plus que les attaques du dehors, ont à ses yeux tué l'ancienne compagnie. Depuis 1770, le gouvernement a voulu la rétablir. En 1785, la nouvelle compagnie à peine née s'est sentie malade; on a eu tort de lui permettre l'alliance avec sa sœur anglaise, et de lui donner des garanties pour deux ans. Il faut lui supprimer toute faveur, et ne faire pas figurer, comme le voudrait Maury, un grand peuple dans une spéculation commerciale.

« On ne doit point accumuler les grâces sur une compagnie exclusive ; son avantage est dans son privilège même... dont l'existence ne peut être tolérée qu'autant que des circonstances impérieuses en rendent la suppression impossible. »

En somme, il s'agit de maintenir le *statu quo*, et, en supprimant toute faveur, de préparer un projet de loi².

Un protectionniste, M. de Cretot, appuie le comité. Tout en défendant le commerce de l'Inde, Bégouen veut la suppression du privilège sans indemnité. Cazalès renvoie l'affaire après l'achèvement de la Constitution et la renaissance de la prospérité publique. D'Eprémesnil, qui soutient la compagnie, se rallie aux vues de Stanislas, en invoquant, comme une manière de légalité, la durée de la jouissance concédée. Malouet, le lendemain, approuvera l'ajournement, au nom de notre alliance avec Tippou-Sahib. Les grands principes lui donneront tort : l'Assemblée décrétera la liberté du commerce.

Pour l'opinion, notre député a prononcé un discours d'Impartial³ : son scepticisme a été remarqué.

« Un pareil doute est rare dans les orateurs. L'éloquence, qui a l'ambition de régner, affirme très volontiers ; mais, on peut le dire, l'éloquence de ce genre sera l'un des despotes emportés et absurdes que les progrès des lumières et de la philosophie auront détrônés⁴. »

Jamais journaliste ne se trompa plus lourdement.

2. *Recueil*, III, 3, Cf. B. N. Le ²⁰ 548. In-8°.

3. *Courrier français*, du 3, p. 267.

4. *Journal de Paris*, du 3, p. 370.

II

Des Indes, l'Assemblée revient en France, et quitte le commerce pour la justice. Le 24 mars, Thouret a exposé le plan du comité : il y aura un juge de paix par canton, un tribunal royal par district. Le 5 avril, Jessé a parlé en faveur du jury, que Rugnon admettait au criminel, réservant le civil pour plus tard, cependant que Pétion voulait faire sanctionner par le juge, sur ce dernier domaine, la décision des jurés. A Mougins de Roquefort, qui, le lendemain, bornait le jury au criminel, Thouret a montré ce qu'il fallait attendre de l'opinion, et parlé d'un ordre susceptible d'exister avec ou sans jury. La politique, l'intérêt des individus libres, les mœurs veulent qu'on remette à plus tard la question du jury civil. Barnave tient au fond, quitte à différer l'application : de même Charles de Lameth, qui parle le 7. Ce jour-là, Régnier conseille la prudence et Robespierre la hâte; l'avocat d'Arras croit le moment favorable, par crainte de l'esprit aristocrate.

Quand s'ouvre la séance du 8, les anglomanes sont à la peine : Buzot admet les jurés au criminel et au civil, mais du jury anglais il ne veut à aucun prix. Le Chapelier annonce que le comité adopte le plan Sieyès, dont le texte a été imprimé et distribué. L'abbé développe son système. Au criminel, tout le monde est d'accord; au civil, beaucoup veulent ajourner, croyant un apprentissage nécessaire. Le jugement par les pairs était une belle chose; chacun traitait de sa spécialité. Mais l'ancienne justice est morte : en ajournant on ne la remplacera pas, et quel désordre en perspective ! Il faut admettre tout ou rien. L'idéologue veut un jury de citoyens actifs éligibles, recruté provisoirement parmi les gens de loi; ce jury se composera des pairs de l'accusé, mais ces pairs seront en majorité des légistes ! Conseil d'instruction, conseil de discussion, quelque caricature des deux Chambres honnies : et le juge ? Le juge, c'est un Roi en noir, une machine à exécuter; voilà comme le jury se divisera pour agir.

Clermont-Tonnerre écrira plus tard que ses idées personnelles ont eu peu de chance avec les décrets. Aujourd'hui, il demande en vain la priorité pour le plan de l'abbé. Pour Stanislas, l'opinion de Buzot devait changer la délibération : puisqu'il n'en est pas ainsi, notre député recommence le plaider de cet adversaire de l'anglomanie. Les principes dominant, mais la pratique a sa valeur. Thouret a fait des phrases, mais le comité cherche trop à imiter l'ancien système :



R. de Longueval phot.

STANISLAS EN MÉDITATION.

(Peinture, vers 1790. - A M. le duc de Clermont-Tonnerre.)

les projets exposés sont inexécutables. Pourquoi Sieyès, jouant les Newton, offre-t-il les articles avant les principes ? L'Assemblée semble lasse, c'est affligeant. « Il est des hommes qui sont le patrimoine de leur siècle et de leur pays. » Sieyès est du nombre.

Clermont-Tonnerre analyse le plan de son collègue; en l'adoptant, on établira pour le 1^{er} juin un ordre judiciaire susceptible de ménager, grâce aux légistes, la transition désirable. Mais qu'est-ce qu'un jury ? La question a été mal posée. Chacun a son avis : Desmeuniers blâme le système anglais, Du Port réduit les jurés à prononcer sur le fait, Sieyès leur donne tout le jugement, comme à des procureurs de justice. Nous voilà embarrassés. On oppose des difficultés pratiques, obscurité des lois, manque de jurés déduit du manque d'adjoints et de syndics. Le mot de *pairs* inquiète, qui sent ses ordres, son aristocratie de tribunal : il suffit de rejeter cette loi anglaise qui livre à l'arbitraire les décisions du jury, enfermé, affamé, tel un conclave, de rejeter le « banc du Roi », les évocations et autres vices. On parle des habitudes; mais quel régénérateur peut les respecter ? On croit nécessaire de remplacer ce qu'on détruit par quelque chose d'analogue : mais les agents de la nation doivent répondre à des nécessités réelles, et nous ne saurions dire comme Guise : « Ils ont besoin de moi, si je n'ai pas besoin d'eux. »

L'ordre naturel rétabli engage chaque citoyen à être « celui pour qui le gouvernement existe » et non pas celui qui existe pour le gouvernement. Clermont-Tonnerre continue d'énumérer les objections : le jury civil est inconstitutionnel pour certains, qui doutent qu'un mode vicieux de jugement détruise le nouveau régime. Mais si le peuple renonce à un droit qu'il peut garder sans danger, la Constitution est mauvaise. Avec Du Port, l'orateur ne voit aucun inconvénient au droit d'être juré. Il faut agir vite, à coup sûr, adopter le double jury de Sieyès et du comité, demander pour la semaine qui vient un ordre de discussion convenable⁵. De l'ordre ! c'est ce qui manque le plus.

Stanislas s'est relevé par ce discours de bien des succès⁶. On applaudit spécialement le passage sur Sieyès... et l'on refuse, après que Malouet s'est prononcé pour l'ajournement du jury civil, de se rendre à l'avis du comité et de ses avocats. Tout va se réduire à savoir s'il y aura des jurés au civil et au criminel.

5. *Recueil*, II, 303 et suiv.

6. Castellane (?) p. 528.

Le soir, l'ancienne justice prend sa revanche. — Après Rouen et Rennes, Bordeaux : c'est le complot des Grandes Robes. Le 20 février, la chambre des vacations du parlement a décidé d'informer contre les fauteurs de désordres du Limousin et de l'Agénois; dans un discours véhément, le procureur général a constaté les tristes effets d'une liberté prématurée. L'arrêt, signé du président Augeard, mécontente garde nationale et municipaux : Boyer-Fonfrède, aide-major général, dénonce le papier que Montmorency a lu le 4 mars à l'Assemblée. Le signataire, mandé au Manège, invoque les circonstances, le brigandage, la justice méconnue, la nécessité de résister aux ennemis de l'Etat, pour le bien public, pour consoler le Roi si malheureux : la chambre a d'ailleurs « agi dans la plénitude du pouvoir judiciaire. » La droite applaudit : M. de Croÿ proteste et veut renvoyer l'affaire au comité des rapports.

Clermont-Tonnerre a mal saisi les paroles du magistrat et s'indigne de l'entendre reprocher à l'Assemblée les peines du monarque. « Je fus dur, écrira-t-il, peut-être injuste. » Il se lève, appuie son collègue; le discours lui paraît moins excusable que l'arrêt. Qu'est-ce que la plénitude du pouvoir judiciaire ? Certes, il faut distinguer entre les avantages et les excès de la Révolution; mais le plus grand malheur de Louis XVI est d'avoir trop longtemps vécu trompé : maintenant un peuple libre l'entoure et l'adore pour le consoler. « Car le peuple sera libre, quelque chose qu'on fasse pour l'empêcher. » L'Assemblée doit d'ailleurs redouter les exagérations : le discours d'Augeard ne peut que l'engager à presser l'organisation de la justice⁷.

Quand Stanislas a parlé de la plénitude du pouvoir judiciaire, d'Eprémèsnil s'est agité, que Lameth a voulu faire rappeler à l'ordre, au grand scandale de la droite. « On ne doit pas nous faire un crime d'être de la minorité », crie Cazalès, qui défend son ami. Celui-ci s'explique, le tumulte croît, tous les « noirs » demandent à être, eux aussi, rappelés à l'ordre. A onze heures passées on se sépare. Le discours d'Augeard a paru calqué sur celui de Rennes⁸. Notre député

« a eu un sentiment bien vrai, bien prononcé, et un beau mouvement d'éloquence en dévoilant cette pitié perfide qui feint de gémir sur la situation d'un Roi qui reçoit tous les jours les témoignages du respect et de l'amour d'un peuple libre⁹. »

7. *Recueil*, II, 195, Cf. B. N. Le 2^o 557. In-8°.

8. *Point du Jour*, du 10.

9. *Journal de Paris*, du 10, p. 398.

La peinture qu'il a faite d'un monarque « adoré »

« a ému le cœur de tous les bons citoyens en même temps qu'il faisait écumer de rage quelques forcenés, dont l'unique but est de semer la division afin de dissoudre l'Assemblée¹⁰. »

Mais,

« si l'on remonte à quelques mois seulement, M. de Clermont-Tonnerre sera bien obligé de convenir qu'au milieu des factions qui divisaient alors la France, il n'était pas facile aux provinces éloignées de distinguer le vrai d'avec le faux, et qu'après les scènes inouïes qui s'étaient passées à Paris et à Versailles, l'imagination des meilleurs citoyens pouvait ne pas bien juger la véritable situation des choses¹¹. »

L'affaire renvoyée au comité des rapports, on « envenime » l'opinion de l'orateur, qui le surlendemain redemandera vainement la parole et, pour rétablir la vérité, imprimera son discours. Dans l'arrêt de Bordeaux, ce qui a indigné beaucoup de gens, c'est ce membre de phrase souligné par Boyer-Fonfrède : « *Les députés des bailliages* désignés pour être les représentants de la nation. » Aux oreilles des Constituants, ce rappel de leur vrai titre sonne comme aux oreilles d'un usurpateur de noblesse son nom roturier de la veille !

III

Nos Impartiaux jouissent encore d'un crédit enviable. Le 27 avril, le plus bruyant du groupe, Virieu, est élu président de l'Assemblée, par 393 voix contre 371 au duc d'Aiguillon. Il jure fidélité à la nation, à la loi et au Roi, selon la formule ; mais cet éternel maladroit ajoute que son serment ne s'applique qu'aux décrets acceptés et sanctionnés par le monarque. La gauche murmure ; les Lameth livrent un assaut décisif au nouvel élu, qui se démet par une lettre jugée impérieuse et compromettante pour la dignité de l'Assemblée. M. de Bonnay, son successeur, lit ce message le 28 : Voydel demande le lendemain qu'on mette aux voix la question d'insulte. Clermont-Tonnerre assure qu'il n'y a point de termes inconvenants dans l'épître de Virieu : l'Assemblée l'a reconnu en votant la question préalable. Après une courte intervention de Montlosier, on passe à l'ordre du jour.

Stanislas, s'il prépare soigneusement ses harangues, perd

10. Gorsas, du 9, p. 78.

11. *Modérateur*, du 10, n° 100, p. 398.

souvent, par négligence, l'occasion de les prononcer : le 30 avril, son absence momentanée le réduit à imprimer, avec mille regrets de la décision intervenue, une opinion sur le jury qu'il a vainement tenté d'exprimer le lendemain. Il voulait répondre à Thouret. L'avancement de la discussion rend le système suspect à beaucoup. Les partisans du jury nuisent à leur cause en rejetant un mode pratique de fonctionnement, en présentant comme seuls jurés possibles des hommes annihilés par mille précautions. Sieyès a dit vrai l'autre jour, quoiqu'en pensent Du Port et le Normand. Les jurés, affirme-t-on, pairs de l'accusé ou des parties, ne jugent que le fait, et non toute une affaire, contrairement au vœu de l'abbé. Qui a raison ? *Véritable* et *existant* sont deux, comme véritable et meilleur : il faudrait prouver que Sieyès a tort. On ajoute que son projet ne sépare pas les pouvoirs : mais est-il nécessaire de subdiviser à l'infini, « de regarder comme un attroupement la réunion des deux bras d'un individu ? » Mais on sépare le juge permanent, qui dirige, des jurés qui décident : il fallait d'abord parler du procureur de justice, idée grande et neuve. Thouret semble méconnaître la précaution louable du projet, de diviser le jury en chambres d'instruction et de jugement. On objecte encore que le fait est lié au droit : et la liberté ? Si celle-ci vit de la séparation de ces deux éléments, la chose est vraie au civil comme au criminel. Et Thouret ajourne le jury civil, renonce provisoirement à la distinction, repousse le système Sieyès où il ne la trouve pas. Quelle incohérence !

Est-ce bien là pourtant la base de la liberté ? Le plaideur veut un juge équitable, incorruptible, grâce à son indépendance, réduisant les questions « au terme où il est le plus difficile de les mal décider. » Si les jurés remplissent la première condition, la seconde est-elle remplie par cette séparation du fait et du droit, prônée depuis un demi-siècle ? Et si ces éléments sont inséparables où existent en quantité dans une contestation ? Sieyès seul prévoit le cas, quand il examine le nombre de questions à soumettre au jury, en confiant cette recherche, selon la difficulté, au procureur de justice ou à quelques jurés. Chaque point de droit formant question est, comme chaque fait, mis à part; instruction et jugement sont confiés à des individus distincts : voilà les garanties de la liberté. On dit à propos du projet Du Port : Si les juges du fait jugent le droit, une minorité réelle peut sembler une majorité, et l'être définitivement. Clermont-Tonnerre répond : « L'inconvénient est analogue si les mêmes jurés trai-

tent plusieurs faits et les juges plusieurs points de droit. » Ou Du Port n'a pas vu le mal, ou le mal n'existe pas. — On craint une disette de légistes ou leur manque d'influence dans le jury : mais les petits tribunaux supprimés pareront à ce défaut. D'ailleurs moins il y aura de gens de loi, mieux les choses iront. Les citoyens répugneraient-ils à être jurés ? Quelle calomnie pour la nation ! Serions-nous indignes de la liberté ? s'étonnent Stanislas et Chabroud. Il faut la vouloir, et sa rigueur, ou redemander « cette servitude tranquille qui permet à l'homme de dormir dans sa conception et de s'occuper de lui, exclusivement de lui et jamais de la société. »

L'orateur rappelle qu'on a opposé des raisons semblables à la division en départements, au nom de l'habitude, de l'intérêt, en invoquant l'expérience, — l'expérience des abus et de l'erreur, un recueil de fautes à éviter. On allègue les difficultés d'exécution : les Du Port et autres, qui combattent le jury de Sièyès et de Clermont-Tonnerre, font le jeu des adversaires de tout jury. En prononçant, on va, comme Thouret le redoute de son contradicteur, s'engager dans la voie de la liberté ou d'une nouvelle servitude. Ecarter le jury, c'est consacrer l'appel, la hiérarchie des tribunaux, ressusciter les parlements ! Le jury nécessaire, c'est celui de Sièyès, au civil comme au criminel.

A l'Assemblée, le jury criminel semblera suffisant. Clermont-Tonnerre, qui a échoué, échouera encore : on a rejeté le jury civil quand, le 3 mai, notre député parle sur la perpétuité des juges ; on a établi une justice civile à deux degrés, des tribunaux de première instance permanents ; on se demande si les juges seront amovibles ou viagers. Voilà qui modifie l'opinion de l'orateur, favorable à des magistrats temporaires, s'il ne fallait que de l'équité, des lumières naturelles. Mais, pour longtemps encore, juger est un métier ; il faut considérer l'homme qui juge. Pour avoir un bon fonctionnaire, il faut lui assurer stabilité et profit, le nommer à vie, mais avec précaution. Le métier exige un apprentissage difficile ; il y a lieu de faire respecter qui l'exerce, en écartant toute influence politique, en bornant la puissance de l'intéressé.

Et l'inamovibilité ? Ce fut jadis un mal nécessité par le despotisme, une garantie contre l'arbitraire : aujourd'hui, ce caractère répugne aux idées de liberté. — Mais juger, c'est appliquer la loi au fait. Si le juge s'acquitte mal de ce rôle, les tribunaux d'appel, de revision, rectifieront ses erreurs. Délit, forfaiture, corruption, usurpation, tels sont encore les

risques de l'emploi : les lois veillent à ces dangers. A qui le droit de révoquer le juge ? Sous peine de déférence ou de faiblesse, celui-ci ne doit rien au Roi ni au peuple, qui ne sauraient, dès lors, lui retirer sa charge. La foule peut s'égarer, calomnier par exemple l'intègre Châtelet : les tribunaux où subsiste l'esprit de corps ne pouvaient sans inconvénient être armés du droit de révocation. Il faut nommer les juges à vie, conclut Stanislas, ne les destituer que selon les formes, pour les causes prévues par la loi¹².

Comme l'Assemblée rejette la perpétuité, l'orateur se trouve le lendemain en mauvaise posture quand on discute la durée des fonctions judiciaires. Milcent déclare trop court le terme de trois ans et demande le décennat, par crainte d'intrigues. Muguet de Nanthou se contente de quatre ans, et se fie, pour avoir de bons magistrats, à la sagesse populaire. Clermont-Tonnerre constate qu'on a repoussé son système pour éviter l'abandon, par les électeurs, de leurs pouvoirs délégués. Il trouve trop brève une période de trois ou quatre ans, car il veut un juge « considéré ». Les consultations fréquentes qu'on estime nécessaires ont leurs inconvénients; l'orateur songe à l'intérêt du justiciable, désireux d'avoir affaire à des hommes mûrs et instruits, qu'une mission trop rapide n'encouragera guère. Nous sommes loin de l'ancien régime : contre le coupable, le juge n'a que l'arme de la loi; l'administrateur peut montrer plus d'arbitraire, abuser davantage de pouvoirs dont il faut limiter la durée en conséquence. On ne saurait comparer le juge instruit, homme de métier, au municipal qui n'a que des lumières naturelles. Huit ans semblent un chiffre convenable¹³, propre à dédommager le magistrat des études que ses fonctions supposent.

Succédant à Stanislas, d'André, Mougins de Roquefort et Chabroud réclament quatre ans; Fréteau, de quatre à dix; Garat aîné, deux ans, si l'on craint le peuple, sinon beaucoup plus; Buzot va jusqu'à quinze ans; Sillery demande la question préalable sur le décennat. 517 voix fixent, avec Voydel, le chiffre de six ans : Clermont-Tonnerre trouve 274 députés pour échouer avec lui.

Mais ces juges qu'on veut faire élire, n'est-ce pas au Roi, ce grand oublié, qu'il appartient de les désigner ? Goupil de Préfelin, le 5 mai, propose de présenter au monarque un certain nombre de candidats élus, mais d'André obtient la divi-

12. *Recueil*, II, 327, 342. Cf. B. N. Le ²⁰ 1622 et 2137. In-8°.

13. *Ibid.*, II, 348. Cf. B. N. Le ²⁰ 2138. In-8°.

sion de l'article; mais Bouche parle des Mérovingiens, qui laissaient choisir les juges par le peuple; et chacun de suivre. Car, Mougins de Roquefort le prédit, les ministres tromperont le souverain en favorisant les pires individus.

On réclame l'appel nominal, qui, selon Stanislas, compromet les intérêts de la patrie¹⁴. Le tumulte grandit : il s'agit du gouvernement tout entier. La Revellière-Lépeaux craint l'exécutif et donne tout au peuple, comme Barnave. Garat l'aîné dénonce, malgré les clameurs de la gauche et des tribunes, cet étrange besoin de popularité. Le judiciaire, c'est l'exécutif; on reprend d'une main ce qu'on donne de l'autre; pourquoi le Roi choisirait-il forcément mal ? « Avouons-le : c'est un fantôme de souverain que nous désirons. » Cazalès invoque l'Angleterre : le prince choisira entre trois élus. Maury est du même avis, mais il crie à la République, et Mirabeau proteste longuement. Si Goupil de Préfelin promet de tout arranger, Chabroud se méfie : il faut s'ajourner au lendemain. Beaumetz, le 6, reprenant une idée de Mirabeau, sépare l'investiture de l'institution : le Roi pourra-t-il refuser ? Choisira-t-il ? Clermont-Tonnerre veut discuter d'abord le choix, au nom de l'ordre naturel. L'autre se rebiffe : le peuple élit un homme et non trois ! Dumetz craint que l'influence royale n'infirme la volonté populaire; Fréteau limite le choix du monarque au premier tour et Charles de Lameth agite le spectre de la sanction. C'est l'anarchie à la tribune.

Notre député ne peut obtenir la parole dans la séance du 7. Il juge que la question tient aux principes fondamentaux de la royauté française; une monarchie est à ses yeux un Etat où la force publique appartient à un seul. Or, nous avons constitué une monarchie à pouvoirs séparés où la nation, par ses délégués, fait la loi — l'orateur regrettera plus tard d'avoir omis d'ajouter : avec la sanction du Roi. — Le prince réalise ce que les élus du peuple ont décidé, selon un mode convenu. Car il n'y a que deux pouvoirs : vouloir et exécuter.

Clermont-Tonnerre accuse Barnave d'avoir tronqué une citation de Montesquieu¹⁵ : la puissance judiciaire n'est qu'une division de l'exécutif, celle qui s'applique au droit des gens, aux matières du droit civil. Et l'*Esprit des lois* suppose les « trois pouvoirs » réunis aux mains du monarque : auquel cas, selon Montesquieu, tout serait perdu, même si le monarque est remplacé par un corps politique. Cette assertion n'est

14. *Mercure*, p. 193-4.

15. Liv. IX, chap. VI.

pour Stanislas « qu'une précaution sage contre l'ordre de choses vicieux dans lequel Montesquieu raisonnait » et non pas une séparation naturelle.

Puisqu'on cite des auteurs, parlons du *Contrat social*¹⁶.

« Le sort ni les suffrages n'ont aucun lien dans le gouvernement monarchique. Le monarque étant de droit seul prince et magistrat unique, le choix de ses lieutenants n'appartient qu'à lui. »

Rousseau ajoutait que les multiples conseils royaux de l'abbé de Saint-Pierre auraient, parce qu'électifs, changé la forme du régime. Mais la logique, pour Stanislas, vaut tous les écrivains. *Vouloir et exécuter*, répète-t-il, et rien n'existe hors de là ! Juger, c'est appliquer la loi après examen attentif. Les mêmes hommes doivent s'occuper du fait, de la loi, de l'application. Au dépositaire subordonné ou délégué de l'exécutif appartient la fonction judiciaire : Barnave, qui l'a senti, affirme néanmoins que le peuple, nommant les administrateurs, doit nommer les juges. L'administrateur cependant est, de par la loi, agent et serviteur du prince ; le juge, instrument de la loi qui le définit d'avance, n'est que délégué : toute subordination l'écarterait de charges qu'aucun arbitraire ne peut solidifier. Et la Constitution dit : « La justice sera rendue au nom du Roi. » Clermont-Tonnerre se plaint d'être calomnié, d'être accusé de pousser au despotisme : il en appelle au peuple et à l'histoire.

L'influence royale admise, comment s'exercera-t-elle ? Par simple investiture ? Par le refus, au besoin, du juge élu au vote populaire ? Par le choix sur une liste ? Le premier mode constitue une « prérogative dérisoire ». Avec Barnave, l'orateur proclame « qu'il ne convient pas à la majorité du peuple français que son Roi soit jamais forcé. » Un refus même motivé dresserait le peuple contre le prince : entre eux, qui jugera ? Choisir sur une liste est plus raisonnable ; le peuple élira ceux qui ont sa confiance. Mais popularité et probité sont deux, sans parler des études et de l'impartialité nécessaires : méfions-nous du « factieux, tribun du peuple. » Le peuple est esclave de l'opinion.

Voilà le grand mot lâché : cette opinion, « le plus puissant moteur d'un peuple libre », comment la caractériser ? Clermont-Tonnerre se recueille pour tracer la phrase lapidaire qu'il placera au frontispice de son œuvre oratoire, comme un résumé de sa doctrine politique, comme une image de son rêve si cruellement démenti par les faits :

16. Liv. IV, chap. III.

« Il est deux opinions publiques : l'une, précipitée, éphémère, fugitive, ne se compose que des préjugés et des passions. L'autre, lente, stable, irrésistible, se compose du temps et de la raison. L'une et l'autre cependant sont ce que l'on appelle l'opinion publique ; et quand, par une confusion d'idées, on suppose à la première les droits qui n'appartiennent qu'à la seconde, on expose le salut du peuple et l'on fait retomber sur lui le châtiment de ses erreurs. »

Objectez que les juges seront influencés par les ministres, les courtisans, les femmes : est-il de bonne foi, répond Stanislas, si l'on honore le trône, de salir les dépositaires de sa confiance, par besoin de popularité ? L'influence sera bien faible qui aura pour champ le choix entre deux hommes. Le Roi de Pologne, qui nomme les starostes, les prêtres, les officiers, les magistrats, pour n'être pas encore despote, fait beaucoup d'ingrats. Notre législateur ne songe qu'aux justiciables, d'accord, pense-t-il, avec le comité de Constitution qui a proposé un système analogue. Etonné des changements admis, Stanislas veut en connaître la cause : le comité, ce régulateur, ne serait-il qu'un thermomètre ? Il faut que la justice, par délégation, dépende de l'exécutif, puisqu'on a décidé de la faire rendre au nom du Roi. Il faut que le prince ait une influence réelle sur ses agents, qu'il règle le choix du peuple en donnant la préférence à un nom choisi sur une liste : autrement, il ne serait plus le chef suprême de l'exécutif, au grand dam de la Constitution. Le but sera manqué ou dépassé si, comme le craignait le premier comité dont Clermont-Tonnerre était membre, on s'écarte du fil pour s'égarer « dans la région orangeuse des intérêts humains¹⁷. »

Il y a beaux jours qu'on y erre, par nécessité. Quand le discours de notre Impartial, enfin imprimé, atteint ses collègues, il est trop tard : la machine, construite, paraît propre à fonctionner.

« L'ordre judiciaire actuel, écrit Stanislas, est, de l'avou de tout le monde, la partie la plus défectueuse de notre Constitution : on n'a adopté le système de personne ; les résultats de nos décrets successifs ont été l'assemblage le plus monstrueux¹⁸. »

Le peuple au Champ de Mars nomme les magistrats ;
César nomme les chefs sur la foi des soldats ;
Les tribunaux, jadis peuplés de sénateurs,
Ne sont plus habités que par leurs délateurs¹⁹,

17. *Recueil*, II, 353 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁰ 634. In-8°.

18. *Recueil*, II, 303.

19. Racine, *Britannicus*, I, 2.

avait dit Racine, que relit par hasard un journaliste facétieux²⁰.

IV

Le public ne pense guère à toute cette métaphysique : le Châtelet accapare l'attention. Une enquête s'y poursuit sur les journées d'Octobre, et chacun dénonce tout le monde. Le 8 mai au matin, Clermont-Tonnerre raconte ce qu'il sait. Depuis l'automne tragique, il a quelques renseignements nouveaux : voici trois semaines, une femme du peuple, de trente-cinq à quarante ans, au visage maigre, avec des yeux bleus, s'est présentée chez lui au Luxembourg, en casaquin d'indienne. Elle se nomme Andelle, femme ou veuve d'un certain Huezé, et demeure rue de la Chanvrière. Le 6 Octobre, elle était au bas de l'escalier de la Reine, en compagnie des poissardes : elle y a remarqué, et depuis à Paris, une grande rousse que notre député lui-même se souvient vaguement d'avoir aperçue à l'Assemblée. Un homme, aux yeux caves, assez grand, passablement édenté, porteur d'une croix de Malte et habillé en garde national, a donné de l'argent à toute cette bande, en l'exhortant à bien faire : Andelle l'a revu naguère aux Tuileries. Stanislas sait encore, par Mounier, lieutenant du génie, que le maire de Cherbourg donnerait à l'occasion des détails sur les troubles survenus en cette ville où commande Dumouriez, naguère officier dans un régiment du duc d'Orléans; ces troubles sont antérieurs à l'insurrection de juillet. Le déposant ajoute qu'un certain Besson, demeurant rue du Coq, à Paris, lui a remis, sur les mêmes événements de juillet, un mémoire que le tribunal pourra consulter : il y est dit qu'un groupe ayant porté au Palais-Royal les bustes du duc d'Orléans et de Necker, l'un des manifestants a crié : « N'est-il pas vrai que vous voulez que ce prince soit votre Roi et que cet honnête homme soit son ministre ? » Quelques badauds ont répondu oui.....

Si Clermont-Tonnerre n'a rien de plus à raconter, d'autres ont déjà parlé de la femme Andelle. Le 24 avril, l'avocat Paccard, du parlement de Dijon, député à la Constituante, a rappelé le premier cette affaire, dont il a eu connaissance le 19, indirectement, par une conversation à lui rapportée, de son collègue Du Reget, annonçant une nouvelle visite pro-

20. *Actes des Apôtres*, n° 109.

jetée de la poissarde à Stanislas. C'est sans doute à la suite de ce témoignage que notre député a été convoqué²¹. — On parlera bientôt d'une conspiration orléaniste, tout en suspectant les dépositions de Clermont-Tonnerre, de Malouet et de leurs amis qui, singulière coïncidence, se seraient trouvés quarante-sept à vouloir diffamer le prince, avec l'appui ou à l'instigation du procureur royal ennemi des « patriotes »²². Bouchard, interrogé le 26 juin, se bornera aux événements de Versailles.

En province, les désordres continuent. Le 17 avril, à Nîmes, des gardes nationaux ont arboré la cocarde blanche en « insultant la nation » avec la complicité tacite des municipaux. Le 2 mai, toujours munies de l'emblème jugé séditieux, deux compagnies du même corps ont déjeuné chez le maire, baron de Marguerittes, député à l'Assemblée. Au sortir du banquet, les cocardes ayant causé une bagarre sur le cours, la municipalité a proclamé la loi martiale pour rétablir l'ordre. Les Jacobins de Nîmes aussitôt envoient au Manège une adresse accusant Marguerittes de noblesse et d'aristocratie. Charles de Lameth demande qu'on invite celui-ci à s'expliquer, tout en confiant l'affaire au comité des recherches.

Clermont-Tonnerre, qui approuve le renvoi, voudrait différer l'audition de Marguerittes jusqu'à la venue d'une accusation en forme. Il propose, en attendant, d'inviter son collègue à regagner l'Assemblée pour rendre tels comptes qu'il jugera convenables. La gauche murmure. Si l'on persiste à réclamer le maire à la barre, Stanislas espère qu'on y traînera aussi les municipaux qui ont laissé assassiner. « On m'entend. » A Noailles, il déclare bientôt être d'accord avec Barnave qui demande maintenant à Marguerittes de s'expliquer, sans plus; Noailles en fait part à l'Assemblée, exigeant au reste le maintien à Nîmes du régiment de Guyenne. Martineau attribue le désordre au bruit, courant là-bas, que le Manège veut détruire le catholicisme : c'est à l'évêque de rassurer les fidèles. On ajourne l'audition du maire, qui arrivera le 17.

Et l'on revient à la Constitution. Il s'agit de savoir à qui appartiendra le droit de paix et de guerre, et de l'enlever au Roi, comme tous les autres droits. Il y a des raisons dynastiques à cette discussion : les Anglais ayant occupé la baie

21. *Suite de la procédure criminelle instruite au Châtelet... sur la dénonciation des faits...* du 6 octobre, p. 79 et 2^e partie, p. 35 (B. N. Le 20 980).

22. Ferrières, I, 447 et suiv. (*Mémoire à consulter pour le duc d'Orléans*, p. 4, 3 octobre 1790).

de Nootka, dans l'actuelle Colombie britannique, l'Espagne menace d'une rupture et réclame notre appui au nom du pacte de famille. Le 16, le duc de Lévis pose la question : « L'exécutif aura-t-il la défense ? Qui jugera de l'opportunité de la paix ? Qui s'occupera des alliances et traités de commerce ? — Le Roi », répond M. de Sérent, qui accorde à la nation l'examen des résultats. L'exécution seule intéresse le monarque, selon le duc d'Aiguillon : pour le curé Jallet, le Roi dirigera la défense nationale, en recourant, dans les négociations, au consentement de l'Assemblée. Il faut demander un plan au comité de Constitution. Custine veut des ministres responsables, Charles de Lameth un comité militaire; la guerre est affaire législative, l'exécutif est à surveiller. Le lendemain, Malouet, qui soutient le droit du prince de défendre le sol, concède à l'Assemblée la responsabilité de l'offensive et des alliances. Sillery demande un comité des affaires étrangères, Pétion un manifeste pacifiste adressé à l'univers, Montlosier aussi, qui refuse tout crédit pour l'offensive. Goupil de Préfeln prétend, en l'espèce, obliger le Roi à rendre compte de ses actes. Sinnéty s'en rapporte aux compétences, en invoquant le salut public.

Le 18, après le duc de Praslin, qui signale les inconvénients d'une discussion publique sur la diplomatie, et veut laisser agir le Roi, Robespierre parle : la nation est tout, elle seule a droit d'être écoutée en ces graves circonstances. On interrompt l'avocat d'Arras, qui parle du Roi comme d'un « commis » et ne craint rien tant que ses « usurpations ». De surprise, il tombe hors du sujet, en plein pacte de famille, dénonce les armements de l'Espagne, prédit le débordement de la Révolution sur le monde. D'Harambure veut placer cinq députés aux Tuileries pour surveiller les conseils de guerre qui s'y tiendront : l'Assemblée, à l'en croire, fera bien de donner au souverain un mandat valable pour la durée d'une législature.

Clermont-Tonnerre, les droits de l'homme en main, remonte aux principes qui commandent de repousser la force par la force, et les attentats particuliers par la force publique pour « résister à l'oppression ». Plus de guerres dynastiques ! Les peuples, aujourd'hui épris de tranquillité, ont abusé des alliances pour attaquer. Les alliances seront défensives : le dommage réparé, le territoire conquis restitué, la paix sera faite. Mais à qui déléguer ces droits ? On a séparé l'exécutif du législatif, et la généralité caractérise toute loi. A la loi de donner la règle que l'exécutif, par ses agents responsables,

appliquera aux circonstances. Les ministres, dit-on, pourront tromper le Roi. Mais ni celui-ci ni personne n'a le droit d'attaquer : il faut, au lieu d'une foule anonyme, un homme responsable. Corps législatif et nation font deux : le peuple, c'est l'opinion publique ou l'insurrection, étrangère à tout pouvoir organisé. On décide non pas entre tout et rien, mais entre deux pouvoirs supérieurs, indépendants, constitués par la nation et se partageant le gouvernement dans l'intérêt général. Mais le vœu national n'a-t-il pas plus d'influence à l'Assemblée qu'aux Tuileries ?

« Ne confondez pas, répond Stanislas, l'opinion publique réfléchie qui prépare les lois et dont je reconnais l'empire, avec les passions passagères auxquelles les peuples sont aussi sujets que les individus. »

Il est plein de son récent plaidoyer.

Rappelant les « brigandages » romains, appuyés du vœu national de l'injustice, il montre l'échec, contre un Parlement pervers, de l'opinion anglaise hostile à la guerre d'Amérique. En pareille matière, les assemblées sont vouées à l'impuissance par obstination ou entraînement. Démosthène a dénoncé sans succès les agents de Philippe; en Pologne, en Suède, diète et sénat sont en proie aux intrigues de l'étranger, que la ligue batave évite à peine en se réduisant à un petit comité de gens habiles. Comment une assemblée, délibérant tandis que l'ennemi agit, repousserait-elle une attaque par des moyens secrets et une action rapide, sans lesquels tout est perdu ? Un gouvernement, obligé par les circonstances à une prompté décision, imposera la guerre aux législateurs, mis en conflit avec la réalité, et par là se trouvera dégagé.

On dit la France assez forte pour se passer d'alliés : mais les faits, opposés à cette théorie, nous font dépendre de nos voisins. Il est beau de supposer les hommes équitables et philosophes : mais nous serions seuls de cet avis; mais les Anglais eux-mêmes, en pratique, ont démenti souvent leur doctrine; mais pouvons-nous jouer à l'homme isolé, égoïste, au milieu d'une foule qui bientôt nous détruirait, et nos idées avec nous ? Nos colonies seraient envahies, notre commerce serait anéanti. Pour sauver nos possessions d'outre-mer, ne faut-il pas sacrifier les principes ?

Notre député, sans prévoir le nouveau décret sur les noirs, ni le péril où seront bientôt les Antilles et les principes si vantés, n'envisage pas moins les résultats possibles de la « philosophie », la France rayée de la carte d'Europe, et semblable à la plèbe du Mont Sacré. Est-ce à dire qu'il prêche

un retour au despotisme décrié de Louis XV, encore qu'il regrette l'irrespect montré au grand-père du Roi ? Non : mais ce logicien fait bon marché des circonstances, « passions fugitives, considérations d'un jour », dont on ne peut composer des lois « éternelles ». On prétend que la liberté menacée exige l'adoption de principes provisoires : Clermont-Tonnerre proteste de son dévouement à la liberté. Il veut bien croire que « nous avons à soutenir la querelle des peuples contre les rois. » Quel plus sûr moyen d'attacher Louis XVI aux nouveautés que de lui donner un rôle digne de lui ? Pour l'en détacher, il n'y a qu'à le réduire à rien, comme certains le demandent, en prenant ses agents pour victimes expiatoires.

Sept articles pareront au danger, conclut l'orateur : on déclarera la paix au monde, en donnant au Roi la défense nationale, en renonçant aux alliances offensives, en se fiant au monarque pour conclure les autres et négocier la paix. L'Assemblée ratifiera les traités de commerce et ceux qui comporteront indemnité ou cession de territoire. Les agents de l'exécutif seront responsables, suivant un mode à déterminer par le comité de Constitution²³.

Reubell succède à Clermont-Tonnerre : il se méfie des ministres et d'une responsabilité que le veto rend illusoire. Le jeune Crillon laisse la guerre à l'Assemblée, la paix au Roi. Maury ressuscite le grand projet de Henri IV et n'accorde aux élus de la nation que le droit de refuser l'impôt. Volney réédite la déclaration pacifiste. Le lendemain, Saint-Fargeau reprend l'idée de M. d'Hambure : le Roi agit, l'Assemblée surveille et ratifie, les ministres pâtissent de leurs maladresses. Ratifier, c'est tout ce que peut faire une Assemblée, avoue Chabroud qui, en louant les vertus de Louis XVI, se fait applaudir des tribunes : pourquoi nous mêler à des traités de paix, dont deux Assemblées réunies mettraient deux siècles à établir le préambule ?

Mirabeau parle enfin, le 20 mai : le Roi, pense-t-il, doit veiller à la sûreté publique, mener les diplomates, avertir les députés en cas de guerre. L'Assemblée fera une déclaration pacifiste : après Volney, Du Pont de Nemours l'a répété ! Les législateurs, maîtres de l'argent et de la paix, pendant les hostilités, ratifieront les traités ; les ministres seront responsables. Cazalès va constater qu'on dépouille le Roi, réclamer pour lui au comité de Constitution ces droits essentiels d'un conducteur de peuples, d'un chef militaire : com-

23. *Recueil*, II, 263 et suiv. B. N. Le ²⁹ 654.

battre et traiter. Mais les lauriers de Mirabeau excitent la jalousie de Barnave : « Les moyens les plus odieux, écrira Clermont-Tonnerre, furent dirigés contre Mirabeau, placé entre sa popularité et ses principes²⁴. » Le Dauphinois déchiquette la harangue du Provençal. Le Roi n'est qu'un agent d'exécution : la paix, la guerre regardent la législature chargée de la volonté générale. Représentant du peuple, le souverain conserve les négociations, la direction des hostilités : l'état de guerre intéresse les élus, qui sauront montrer la promptitude et observer le secret désirables ! Il est plus aisé de corrompre un conseil que sept cents députés. On parle de Rome, d'Athènes, de Varsovie, de Stockholm : poussière que tout cela au prix de l'Assemblée ! D'ailleurs les « vrais » amis du peuple soutiennent le système, combattu par les candidats ambassadeurs, généraux en herbe et autres laquais du château.

Ces paroles font frémir Clermont-Tonnerre, directement visé. Mirabeau va, dans deux jours, triompher des projets qui s'entrechoquent ; mais lui non plus ne remplira « ni le vœu du principe ni celui de la politique²⁵. » Les gauches et la foule l'accuseront de trahir : de fait, il négocie tout bas avec le ministère. L'Assemblée décrétera ; le Roi aura l'initiative et la sanction. Stanislas voudrait répondre à Barnave : on ne lui en laisse pas le loisir, et il lui faut se livrer à l'imprimeur.

Le succès de son collègue l'a surpris. La représentation nationale, répète-t-il, suppose que le peuple renonce à donner son avis ; elle oblige l'Assemblée à chercher la « véritable » volonté publique, à épurer, à ne faire que des lois étrangères par nature à toute contingence. « Je veux la paix, la guerre. » Voilà ce que la nation ne saurait dire. « Si telle chose arrive, je veux la paix, la guerre », tel est son langage, un langage de circonstance : « C'est vouloir comme veut un homme et non comme veut une nation. » Barnave admet en toute occasion l'existence de cette volonté générale. Clermont-Tonnerre lui oppose ce syllogisme : il ne s'agit que d'un cas particulier, donc le corps législatif est incompétent, puisque le particulier, en législation, n'existe pas ! — Le pouvoir de négociier, laissé au Roi, ne lui permet pas de traiter. « Un ambassadeur sans pleins pouvoirs est un acquéreur sans argent », en pitteuse posture devant l'étranger : en Angleterre, le Roi s'assure une majorité avant de traiter, précaution nécessaire, malgré l'entorse aux principes.

24. *Ibid.*, p. 263.

25. *Recueil*, II, 263.

Contre Barnave, Mirabeau a justement identifié les hostilités et l'état de guerre et donné la défense au souverain. La déclaration de guerre, postérieure aux premières escarmouches, n'est qu'une formalité : les circonstances obligeront l'Assemblée à céder ou à s'humilier. Comment une prérogative aussi stérile trouverait-elle place dans une bonne Constitution ? — Barnave a jugé possible à des législateurs d'agir promptement et en secret, distinguant négociations et préparatifs..... et laissant ces besognes au Roi ! Il n'y a ni guerre ni paix sans ces facteurs qui se confondent : l'étranger intéressé au secret agira en conséquence, obligé qu'il sera d'attendre une rectification parlementaire. Louis XIV ne soudoyait-il pas les assemblées étrangères ? — S'il est facile de corrompre des conseillers, ces conseillers sont par contre responsables, et leur fortune est faite, alors que le parlementaire, irresponsable, peut, par une opinion « criminelle » s'enrichir, se retirer impunément, son mandat expiré. En combattant cette assertion, Barnave peut se faire applaudir, mais Stanislas le défie de la réfuter. — Les exemples historiques, que cite l'adversaire de Mirabeau, ne prouvent rien : n'avoué-t-il pas qu'il fallut une guerre à Périclès pour échapper à la responsabilité qu'exerçait le peuple athénien ? Donc, Barnave compare l'incomparable Assemblée, puisqu'il ajoute : « Nos ministres feront de même ! » Il faut tenir compte des applaudissements, du public qui écoute, du tumulte, du despotisme majoritaire « qui n'obéit à aucun règlement. » N'acclamait-on pas récemment un projet de croisade contre Alger ? Voilà qui rapproche singulièrement la Constituante des assemblées du dehors et d'autrefois.

Mais que dire des « vrais » amis du peuple, reconnaissables à leur sympathie pour l'omnipotence du Manège ? « Quelle cause que celle que l'on défend ainsi ! » L'argument pourrait atteindre les amateurs de popularité qui veulent doubler l'influence législative. C'est réfuter cette « personnalité tribunicienne » que de la dénoncer à son auteur. Pour Clermont-Tonnerre, le corps législatif ne peut s'occuper que des traités concernant quelque propriété nationale dont la Constitution le fait le gardien, et des lois réglant le droit public en ce qui touche l'étranger. Guerre et paix regardent l'exécutif et ses agents, dont la responsabilité ne serait illusoire que si la nation manquait de vertu, d'énergie à la leur faire sentir : nation digne de l'esclavage que celle-là ! Le secret, la célérité, ne peuvent exister que par le Roi : séparer les négociations de leurs conséquences, ce serait ne confier aux

mandataires qu'un pouvoir ici aveugle et là inefficace. Sous le nom d'un délégué quelconque, c'est la nation qui agit. Montesquieu donne à l'exécutif ce qui regarde le droit des gens. Le bien que fait le Roi peut seul le maintenir à sa place : faire obstacle au prince, c'est le détacher de la Constitution, lui permettre, avec l'autorisation même de Barnave, de refuser de régner à des conditions qui le rendent inutile²⁶. Stanislas persistera donc dans son opinion. L'autre jour, Garat le jeune lui a reproché ses subtilités, cette extension donnée au caractère général de la loi : « Une loi doit être particulière quand il s'agit d'un cas particulier : une loi qui statue sur les biens et la vie de deux nations qui vont s'attaquer est certainement une loi, une volonté générale²⁷. » Mais jamais théoricien en chambre n'entendit ce langage : et puis maintenant, c'est au monarque qu'on s'en prend. C'est lui qu'il s'agit de défendre : et toute subtilité juridique est bonne à un avocat.

« L'opinion de M. de Clermont-Tonnerre est un de ces discours auxquels on est à peu près sûr de procurer un succès à la tribune lorsqu'on prononce d'une voix éclatante et sans hésitation des vérités d'autant plus claires pour tout le monde qu'elles sont plus communes : on y apercevait une progression d'idées et un système de preuves... Il a fait des applications qui ne sont peut-être pas d'une parfaite exactitude, mais qui sont d'une grande sagacité. Nous sommes loin de croire qu'il n'y ait pas de bonne réponse à faire à ces raisonnements, mais en principe il nous ont paru les plus forts... On y voit... les divers aspects sous lesquels on envisage dans l'Assemblée les circonstances orageuses de ce moment, qui est peut-être la dernière crise de la Révolution²⁸... »

Les circonstances vont empirer, et la crise est à peine ouverte !

V

Tandis qu'un royaliste, parlant « aux Français de toutes les classes victimes de la Révolution », range parmi les « Jacobins » de droite, ou si l'on aime mieux, du centre gauche, Clermont-Tonnerre, Mirabeau, La Fayette, Le Chapelier, Talleyrand, Sieyès, tous défenseurs du pouvoir exécutif²⁹, — notre

26. *Recueil*, II, 290. Cf. B. N. Lb ³⁰ 3449. In-8°.

27. *Journ. des Et. gén.*, XI, 456.

28. *Journ. de Paris*, du 22, p. 570-1.

29. *Adresse aux Français de toutes les classes*... Paris, s. d. de l'imprimerie d'un royaliste (Ch. des dép. Bf III, 222, t. XXIX, pièce 29).

député gémit de priver chacune de ses idées de l'appui des idées « correspondantes », obligé qu'il est par chaque décision de se placer dans un nouvel ordre de choses. Le 24 mai, on s'occupe du tribunal suprême, ou conseil de cassation, que Merlin veut astreindre à la résidence, au nom de l'unité, et par crainte de divergences entre des sections dispersées, alors que Goupil de Préfeln parle de quatre-vingt-trois juges ambulants, partagés en huit escouades qui se retrouveront à Paris pour un trimestre. Le lendemain, l'ambulance chère à Mougins de Roquefort, ami des justiciables pauvres, est en partie combattue par Barère qui admet des assises circulantes et une « portion centrale » unifiant leurs décisions, par Tronchet qui cherche à concilier au moyen de chambres locales d'instruction correspondant à Paris à une chambre des jugements. Robespierre se défie des magistrats interprètes de la loi : sa cour de cassation se composera de législateurs, au grand dam de la séparation des pouvoirs.

Clermont-Tonnerre, réduit à s'attacher au côté pratique du système, voudrait ne recourir au tribunal suprême qu'en matière de manquement aux formes, l'employer seulement à renvoyer les causes : c'est bien ainsi qu'on l'entend. L'orateur réclame des juges érudits, impartiaux, indépendants, car les lois ne sont pas simplifiées, au contraire, et les nouveaux juges, élus à temps, se chargeront, par leur ignorance probable qu'aucun esprit de corps ne tempère, de fournir de la besogne aux gens d'en haut ! Voilà qui n'est guère conciliable avec l'ambulance, quand on connaît les imperfections de la fixité. Tronchet a montré les malheureux privés de leur bibliothèque de jurisprudence, désarmés sans leurs recueils d'arrêts : allez donc les obliger à des décisions uniformes, si plusieurs exemples d'un même procès surgissent ensemble en des lieux divers ! La cour leur fera la chasse, au grand complet : tant pis pour sa dignité. N'invoquez pas l'intérêt du justiciable ainsi rapproché des hauts juges : au fond, c'est un fléau qui s'abattra sur lui, par la facilité de ces appels à tout propos, bénis des praticiens « qui ont mis un cruel impôt sur les passions et l'ignorance du pauvre, qui dans une affaire de six francs au principal, savent faire pour cent écus de frais » et mangent le plaideur. « Quelque gratuite que soit la justice, la justice gratuite est encore énormément chère. » L'ambulance ruinera le paysan. Toutes les lois, même dans la France des présidiaux, rendent souverains jusqu'à un certain point les jugements d'un tribunal inférieur, car le bien du pauvre lui est plus cher qu'au riche son superflu : il faut éloigner

le premier des procès et de ce qui en vit, et les anciennes lois ont écarté « ce bienfait empoisonné », l'appel indéfini. Le rétablirons-nous en faveur du praticien retors ? »

Stanislas conclut à la fixité du tribunal de cassation, mitigée par des *missi dominici* à la carolingienne chargés de recueillir les plaintes, de compulser les greffes et d'en référer sous forme de simples conclusions : mais qu'on se méfie d'eux, car des *missi* d'antan descendent les intendants d'hier. Pas de « justice dans la justice » sous peine de dégénérescence³⁰ !

L'abbé Royer soulèvera grand tumulte en demandant pour le Roi le droit d'organiser la cour de cassation. Garat l'aîné et Chabroud lutteront le lendemain pour et contre la centralisation, qui l'emportera comme le veulent la logique des choses et cet esprit nouveau, fils ingrat de l'ancien régime. Les juges nomades et battant la province sentent leur féodalité : ils auront tort.

Notre député, parce qu'il flotte entre les partis, parce qu'il parle encore souvent le langage à la mode, retrouve ou conserve une estime qui se traduit parfois en actes. Le 15 juin au soir, il occupe le fauteuil présidentiel; il accueille le chirurgien L'Herminier, délégué des trappistes, qui lit une adresse d'hommages et de doléances :

« L'Assemblée ne peut se rappeler sans intérêt les pieux solitaires dont vous êtes l'organe. »

Après le froc, l'habit bleu : Durville, député de la garde nationale de Chaumont en Bassigny, reçoit des compliments :

« L'Assemblée aime à entendre dans la bouche de ceux qui se sont voués à la défense de la liberté le langage du respect à la loi. »

Mais voici un architecte qui veut dédier à Louis XVI un temple de la Concorde :

« C'est une idée douce à présenter aux Français que celle de la vertu dont vous nous offrez le temple. La liberté s'acquiert par le courage ; elle s'éternise par la concorde. »

Aux compatriotes les honneurs de la séance suffisent; il faut davantage à un étranger. Franklin est mort et le Manège en a pleuré, qui s'impose un deuil inattendu : nul ne proteste, nul ne s'étonne. Quand le peintre Petit de Coupray apporte à la barre l'effigie de l'Américain :

30. *Recueil*, II, 373 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁹ 671. In-8°.

« La mort d'un grand homme et d'un ami de la liberté, affirme gravement Clermont-Tonnerre en recevant l'hommage, est un sujet d'affliction pour toute nation généreuse et libre. »

C'est Franklin qui alluma « la première étincelle du feu sacré » : à lui l'honneur, à lui la salle ! On accroche le portrait du bonhomme au-dessus du fauteuil présidentiel, en face de la tribune aux harangues³¹. Où donc un étranger serait-il mieux à sa place que dans cette Assemblée, autrichienne à droite, anglaise au centre, prussienne à gauche en souvenir du Roi philosophe et de son hôte ? L'Etranger règne ici ; rien, peut-on dire, n'y est exclusivement français, tout y a subi l'empreinte du dehors, métaphysique, idéologie, conceptions échappées des Breagnes d'outre-mer, rêves et remèdes importés d'Helvétie, tous fléaux mal écartés bientôt par Brunswick menaçant et par le prochain « carnaval » gréco-romain. Inconsciemment, on soufflette le Roi, on adore en effigie le paysan de l'Ohio, le bon Iroquois sans manières. Voilà où l'on en est.

31. *Journ. de Paris*, du 17, p. 674, *Procès-verbal* du 15, p. 20-21.

CHAPITRE V

LES ILLUMINÉS DE SAINT-CLOUD

(Juillet-novembre 1790)

- I. *Inquiétude croissante de Clermont-Tonnerre : son opinion sur le traitement du clergé.* — II. *L'affaire de Ris. Encore le commerce de l'Inde.* — III. *Les illuminés de Saint-Cloud et Mme de Jumilhac. Les débuts de l'affaire d'Avignon.* — IV. *Polémique avec Brissot au sujet des illuminés.* — V. *Stanislas et les expédients financiers : son admiration pour Necker.* — VI. *Suite de la polémique avec Brissot.* — VII. *Clermont-Tonnerre défend les ministres : son découragement. Situation des modérés en novembre 1790 : leur impopularité, leur indécision.*

A la fin de juin 1790, il n'est plus guère question des Impartiaux, malgré la récente dénonciation, le 27 mai, par les municipaux de Poitiers, d'une adresse de cette société les exhortant à protester contre les décrets. Leur club végété ; le journal s'épuise en polémiques contre les *Révolutions* de Paris, de France et de Brabant chères à Prudhomme et à Camille qui accusent les gens de la Chaussée d'Antin de rechercher les faveurs d'un pouvoir exécutif renforcé, en courtisans de la veille à qui leur qualité de royalistes semble inavouable. L'impartial anonyme qui répond à ces attaques en invoquant la justice, la vérité, la liberté, idoles que tous réclament, pourrait bien être Clermont-Tonnerre. L'opinion, de plus en plus, le range parmi les plus tièdes partisans du régime.

I.

Une brochure paraît, qu'on attribue à Stanislas : « un membre de l'Assemblée nationale » l'adresse au peuple de Paris.

« Auras-tu donc toujours des yeux pour ne point voir ? » s'écrie l'auteur, qui a lu *Athalie* et réclame l'attention au nom de cette liberté à qui ses amis et lui ont tout sacrifié ; leurs voisins, pervers criminels, préparent un nouveau despotisme, dont le peuple ne sera pas complice. La Révolution est née de l'union des ordres : les réacteurs ont pensé que l'œuvre de Necker périrait avec lui ; leurs efforts ont amené le retour du fugitif et l'insurrection totale. Au despotisme les plaignants n'opposent que calme et « vertus ».

Qu'on songe aux circonstances extérieures : d'où viennent ces émissaires qui ont inventé de prétendus brigands ? On a tué Foulon et Bertier « dont peut-être on aurait fait des exemples en les jugeant et dont en les assassinant on n'a fait que des victimes ». Des factieux, à l'insu sans doute des intéressés, ont promené des bustes de Necker et du duc d'Orléans, armé la foule contre le veto, rempli les couloirs des Menus « d'hommes ameutés ou soudoyés dont les murmures et les propos étaient aussi coupables qu'indécents ». Les pires ennemis de la Constitution n'auraient pas mieux fait. On délivre un paricide, on pend une femme qui blâme les libérateurs ; les folliculaires « nés de la liberté comme la putridité naît de la chaleur » ameutent les faubourgs contre Bailly, La Fayette et les modérés. Les municipaux de Versailles demandent un régiment : celui de Flandre est choisi pour sa discipline et son patriotisme. « Attaché à la Constitution par son serment », il ne saurait être soupçonné. Après le banquet des gardes, on n'écoute plus La Fayette, on envahit le château : « A votre approche, le Roi n'opposa que le calme de la vertu, et il se jeta loyalement dans les bras de son peuple, comme il s'était précipité dans le sein de l'Assemblée. »

Voilà ce qui avouable, ce que Paris a fait. Voici ce qu'on a fait en dehors de lui : les « affidés », exagérant les détails du banquet d'octobre, ont montré des cocardes noires au Palais-Royal ; les « femmes cannibales », arrivées d'abord à Versailles, ont insulté les députés ; leurs compagnons ont raconté en ville que les gardes du corps massacraient le peuple. On a voulu tuer la Reine ; le duc d'Orléans a fui, laissant La Fayette à son poste. L'Assemblée a repris ses travaux, les réacteurs ont émigré ; le comité des recherches poursuit des chimères ; les agents de la « faction » répandent des libelles funestes ; ainsi font Linguet, naguère avocat de l'« oppresseur », d'Aiguillon, et ce Morangiès, qui, écrivant contre la liberté des Hollandais pour devenir baron allemand, ne séjourne à la Bastille que comme mauvais agent du despotisme.

De bons citoyens s'indignent de voir aux Jacobins, à côté d'hommes « vraiment généreux », un Linguet, un Marat, un Saint-Hurugue, un Desmoulins, un Prudhomme, un Danton, « infâmes soutiens » d'une bonne cause. Les amis de la « liberté » sont le nombre, un peu comme ces soldats de Darius qui l'embarraissaient dans sa marche, et le quittèrent durant la lutte pour l'égorger vaincu. Tout s'enchaîne : émeutes dans les ports et garnisons, à Montauban en mai, à Nîmes, à Tarascon, prise des forts de Marseille, massacre de Beausset, prise de la citadelle de Montpellier, meurtre de Voisins à Valence, emprisonnement de Martinet à Brest, de Glandevès à Toulon, dénonciation du Châtelet à Brignoles, à Marseille, aux Cordeliers où reviennent ces « brigands » d'octobre, assassins peut-être de Sainte-Colombe, qui hurlent autour de l'Assemblée, vivant de l'émeute et ne craignant que la paix !

Comment en venir à bout ? Il faut obéir à la loi, l'attendre des députés, respecter le Roi, ne porter à l'opinion que des résultats mûrement réfléchis, dénoncer les perturbateurs, craindre les attroupements. « En payant trente brigands, ils ont plus d'une fois réuni huit ou dix mille hommes. » On se défiera de l'insurrection, remède à la longue mortel ; on n'attendra pas pour se disperser le drapeau de la loi martiale. La garde nationale est pour la Révolution une garantie, le prince sait où est son intérêt. S'occuper de sa famille sera pour chacun un vrai plaisir, le sûr préservatif ! Ce n'est plus l'esclavage qu'il faut craindre, c'est la démagogie des faux amis du peuple ! On annonce pour le 14 juillet une « confédération » inquiétante : mieux vaudrait attendre l'achèvement de la Constitution pour célébrer cette fête. Rien de plus dangereux pour l'Assemblée que de délibérer parmi les baïonnettes, sous les cris des tribunes applaudissant les « factieux ». Il y aura des hommes pour dire la vérité et prêcher l'ordre. L'histoire le montre : la seule liberté rend les peuples heureux, avec la vérité et la raison. Mais il faut modérer le torrent, comme le proposaient d'abord quelques optimistes depuis bien déçus. La ligue, la fronde de la populace seront réprimées : « Leurs efforts seront vains ; sinon il faudrait voiler sa tête et désespérer des hommes¹. »

Si notre député n'a pas écrit cette brochure, il l'a sans doute inspirée. Qui, mieux que lui, mérite d'être compté parmi ces optimistes du début, à présent désillusionnés ? Il se berce tou-

1. *Au peuple de Paris, par un membre de l'Assemblée nationale* (B. N. Lb ³⁹ 3632). Une note ms. attribue cette brochure à Clermont-Tonnerre.

jours du rêve invraisemblable : il veut dire à la foule déchaînée qu'elle a tort. Il ne réussira qu'à épaissir l'atmosphère de défiance qui l'enveloppe : ses discours n'y auront pas peu contribué.

Car, il l'avouera, c'est bien impatiemment que la majorité de ses collègues l'écoute. L'heure est grave : il s'agit du sort de l'Eglise, du traitement de ses ministres, et c'est un membre du clergé, l'abbé d'Expilly, qui, le 22 juin, a parlé au nom du comité ecclésiastique. Les prélats, propose celui-ci, recevront de douze à trente mille livres, l'évêque de Paris soixante-quinze mille. Castellane réduit ces traitements au plus bas, laisse aux titulaires actuels la moitié de cette portion de leur revenu qui dépasse le minimum ; Roederer et Beaumetz retirent du tiers aux cinq sixièmes de ce superflu. Pour Robespierre, les prélats sont des fonctionnaires, qu'on réduira, comme les autres, à la portion congrue : trente mille livres. Boufflers propose une échelle d'impôts progressifs qu'il appelle cens national ; Treilhard trouve les chiffres énormes et les fonctions inutiles. Selon Du Pont de Nemours, qui lui aussi tient aux échelons, ces quatre millions représentent une maigre dépense, au prix des deux milliards, valeur des biens d'Eglise remis à la nation. Thouret s'en tient à un impôt progressif sur le revenu, fondé sur la déclaration des bénéficiaires.

La discussion reprend le lendemain. Delley d'Agier veut tenir compte, pour les traitements, de la situation antérieure des intéressés : avaient-ils des abbayes ou se contentaient-ils de leurs évêchés ? Ces orateurs ne songent qu'aux deniers publics ; seul, Du Pont de Nemours rappelle en économiste la confiscation des propriétés ecclésiastiques. Personne n'a parlé le langage du droit : il faut éviter de s'aliéner le populaire, paysans soulagés de la dîme, agioteurs qui guettent les domaines, spectateurs qui, s'ils respectent souvent les ministres du culte, trouveraient singulier qu'on criât trop haut la nécessité d'une équitable compensation. Clermont-Tonnerre parlera en théoricien de cabinet contre le comité, la majorité et les tribunes. Le 2 novembre, il s'est tu ; aujourd'hui il faut statuer en s'inspirant de la justice et de l'humanité.

Puisqu'on a changé la face de l'« Empire français », puisqu'on veut réorganiser le clergé dans l'intérêt de l'Etat, il s'agit de passer de l'ancien au nouvel ordre sans trop de déchirements.

« Nos travaux actuels portent l'empreinte de la destruction ; et cette

image toujours affligeante altère fortement l'éclat du bien qu'elle couvre. »

Le comité propose un traitement convenable pour ces hommes habitués aux richesses et qui ne sauraient sans dommage en être soudain privés...

On interrompt en protestant, à cet endroit, remarquera plus tard l'orateur, qui pourtant ne faisait que résumer le rapport du comité. Celui-ci, continue Stanislas, aurait dû penser que le maximum ne suffirait pas aux gros bénéficiaires. Ajoutez qu'avant le 2 novembre, tout ecclésiastique en possession paisible de son bénéfice a pu s'engager pour l'exercice suivant, que nul ne prévoyait le renversement de toutes choses, que voilà de ce chef bien des inquiets.

« Je ne comprends pas comment l'on prétend repousser cette objection. Il y aurait certes de l'impudeur à prétendre que le créancier n'est point recevable à présenter un titre que la mort de son débiteur aurait légalement annulé. »

On interrompt, on cria à l'ordre, rappellera Clermont-Tonnerre, qui en 1791, se défendra d'être infaillible :

« Si, lorsque la justice m'aura fait adopter un plan rigoureux, quelqu'un m'en présente un plus doux, je n'aurai pas l'impudeur de l'interrompre. »

Le créancier, poursuit-il, pouvait prévoir la mort, non la spoliation du débiteur : tel est le grand argument de notre député contre le maximum proposé. Réduit au dixième de son revenu, quel débiteur pourra, sans se ruiner, payer sa dette ? Le comité, pour se dégager, suppose rares ou minimes des obligations de ce genre, prêche aux victimes la sagesse et l'économie, sans songer au tort fait à tant de modestes créanciers intéressants :

« Vous sentirez avec moi que la ruine d'un grand nombre de familles, que le désespoir des individus, la violation des engagements sacrés et légaux ne peuvent jamais être les éléments dont se compose la prospérité publique. »

Puisque le traitement proposé est insuffisant, les circonstances en rendent-elles un meilleur impossible et les a-t-on invoquées en reconnaissant l'existence de cette dette au clergé, dont on ignorait le chiffre ? Le traitement des titulaires n'est rien auprès de la rapacité des créanciers vingt fois couverts d'avance par crainte d'insolvabilité, gens à qui, pour leur faire aimer la Révolution, nous avons promis qu'ils seraient payés et pourraient continuer leurs combinaisons.

« Vous vouliez alors être libres et vous saviez qu'il fallait commencer par être justes. Vous n'étiez pas encore à ce point de prospérité où la voix de la justice paraît moins impérieuse et où ceux même qui la réclament n'osent plus employer que les accents de la prière. »

Le comité, qui n'a pas donné tous les détails, reconnaît 170 millions de revenus au clergé, lui en laisse 140 et en prend 30 pour les frais à la charge de l'Etat, ajoutant que les revenus remis par l'Eglise ne permettent rien de plus. Preuves bien incomplètes ! Combien peut-on donner, et que restera-t-il ? Le clergé avait la dîme et les biens fonds. Retranchez charges et portions congrues, augmentez le salaire des curés en diminuant les gros bénéficiaires, tenez compte des religieux, des bénéfices vacants, des pauvres, des frais du culte : il reste quarante millions, que fourniront les biens nationaux. Les biens-fonds valent soixante-dix millions, l'impôt substitué à la dîme en rapportera cent trente ; cela fait deux cents, moins les charges représentées par les quatorze millions à provenir des biens nationaux et des ci-devant domaines de la couronne, moins les dettes du clergé, les frais du culte, les pensions aux religieux et les quarante millions proposés. En dernière analyse, la nation gagnera vingt-huit millions, sans parler des pensions éteintes par la mort des titulaires.

Et Clermont-Tonnerre prêche la justice à l'égard du clergé qu'on ne saurait rendre insolvable, de ses créanciers qui méritent mieux que la ruine, de tout ce monde qui reprocherait ses désastres aux législateurs. Les abus dénoncés laissent la masse du clergé digne d'éloge : en juin 1789, les curés se sont sacrifiés pour rejoindre le Tiers, leur corps « n'a pas mérité que le dernier de tous les sacrifices fût celui de son honneur... Etes-vous donc un homme, un roi, pour ne pouvoir faire entrer le temps comme élément dans l'exécution de vos projets ? » L'orateur veut fixer, en huit articles, une indemnité proportionnelle aux bénéficiaires lésés, de 40 à 50 %. Il imprimera, en suite de ce discours, un exposé des motifs : la religion est affaire personnelle et alors il n'y a qu'à laisser chacun libre, selon la déclaration — ou elle est affaire publique, et il existe une doctrine jugée vraie par la majorité : c'est la théocratie. Or le gouvernement nouveau, depuis le 2 novembre, a pris parti ; Clermont-Tonnerre en a tenu compte, sans renoncer à son idée. Aujourd'hui, il n'a voulu que dénoncer cette méconnaissance de la justice et de l'humanité dont le projet officiel lui semble rempli².

2. *Recueil*, II, 81 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁹ 725.

« Trente mille livres, c'est une somme ! » s'écrie le Toulonnais Ricard ; Pétion montre qu'il s'agit seulement d'une meilleure répartition. A Thouret qui rallie nombre de suffrages, Robespierre reproche de tout sacrifier à cent gros bonnets. Le comité triomphe ; l'Assemblée n'écoute ni Cazalès ni Stanislas. L'« équité » et la « justice » deviennent abus d'ancien régime.

II

Les mécontents de Ris n'ont pas désarmé depuis l'incident du 20 décembre : les désordres continuent autour de la mairie qu'occupent les ennemis du château. Clermont-Tonnerre passe quelques jours à Saintry : le 30 juin, comme il va regagner la capitale, les envoyés des gardes nationales de la région lui confient leur projet de se fédérer avec la milice de Corbeil, et le prient d'assister à la cérémonie. Il apprend presque aussitôt que Raby, maire de Ris, opposé à la démarche des habits bleus sous prétexte que rien ne doit se faire sans l'avis des municipaux, a été insulté et rossé par quelques citoyens-soldats de sa commune qui l'ont obligé de fuir dans une maison voisine. Notre député accourt, délivre l'homme à écharpe et croit avoir rétabli le calme. Le même soir, les partisans de Raby assassinent Moutier, vieillard de soixante-quatorze ans : la municipalité ne fait aucune enquête, le brigadier de la maréchaussée se plaint à Stanislas, qui le 1^{er} juillet en écrit à l'Assemblée. On renvoie la lettre au comité des rapports, on adresse aux autorités de Corbeil de platoniques éloges³. La paix règne pour un jour, à l'hôtel de ville où le commandant général de la milice est fêté le 14 juillet en l'honneur de la Fédération⁴. Mais le 19, le comité des rapports reçoit les doléances des gens de Ris, dénonçant l'irrégularité de leurs élections municipales et invoquant contre La Fayette les décrets qui défendent de confier à un seul homme le commandement militaire de plusieurs départements. S'ils ont adhéré le 30 juin au projet de réunion des gardes nationales du pays, c'était pour échapper à la « persécution » de Raby qui s'est opposé à leur dessein, les a provoqués, menacés. Vainement, sur les exhortations de Clermont-Tonnerre, ils ont reconnu leur erreur, et promis entre ses mains, devant leurs camarades

3. *Procès-verbal* du 1^{er}, p. 2. *Journal des Etats généraux*, XIII, p. 122. *Point du Jour*, du 2, p. 325.

4. *Ibid.*, p. 55.

de la ville, de n'exercer aucune violence contre le maire qui, de son côté, leur a juré de les laisser en paix. Dès le soir, il y a eu conflit et meurtre : le 1^{er} juillet, le juge de Corbeil a procédé aux constatations et fait inhumer la victime ; le 2, Raby et ses complices, venus de Montgeron, de Villeneuve-Saint-Georges et même de Paris, ont procédé dans l'église à une pseudo-réconciliation qu'ils ont obligé Anisson du Perron à contresigner⁵. Les troubles continueront malgré la fête patriotique du 8 août qui inspirera la muse d'un rimeur, prompt à gémir sur les événements en l'honneur du grand homme de Corbeil :

Même Clermont y perdit son latin,
Oui, ce Clermont, vertueux personnage,
Qui dans ces jours nous retrace l'image
Des anciens preux, la gloire des Français,
Était venu pour rétablir la paix⁶.

Au fond, c'est Anisson le coupable. Seigneur, il a ses clients; le maire, contre lui, a les siens. C'est la lutte éternelle des chaumières contre le château.

A Paris, les lampions du Champ de Mars éteints, après la plus enthousiaste manifestation populaire, l'Assemblée continue son œuvre. Le 19 juillet, on reparle du commerce de l'Inde. Le comité proposait un droit de douane de 5 % sur les produits de ce pays, un second droit sur les marchandises consommées en France, et le maintien de Lorient comme port privilégié. Ricard plaide pour Toulon, les économistes pour le laisser-faire et le laisser-aller, qu'ils appellent liberté du commerce. Une seconde fois, Stanislas le constate, le débat est entre le principe et l'intérêt : le comité adopte ce dernier point de vue en proposant de maintenir le monopole de Lorient, au nom de la limitation des apports et de la commodité douanière. Les Méditerranéens songent surtout à faciliter les réexpéditions. Mirabeau l'a dit : on parle d'adopter une précaution en la reconnaissant inutile !

Voilà pour la concentration : les manufactures, en proie à la concurrence de l'Inde, seront-elles protégées par ce moyen ? En attendant l'avenir, on ne peut lutter contre l'étranger que par la qualité du travail et le bon marché de la main d'œuvre. Faute de défenses, nous serons noyés. Les douanes n'ont pas l'importance qu'en prétend : « Les revenus nationaux n'ont

5. Arch. Nat., DXXIX, 68, art. Ris.

6. *Almanach de Corbeil*, 1791, p. 209 (ce poème ms comprenait 250 vers).

de destination, de but définitif que de pourvoir au maintien de la liberté et de la propriété des citoyens. » Méconnaître ce principe et augmenter les impôts, « c'est renoncer à être libre pour payer le maintien de la liberté et de la propriété. » Clermont-Tonnerre penche vers la liberté, mais en sceptique; il incline à suivre les partisans de la Méditerranée, pour établir un provisoire susceptible de préparer la « constitution générale du commerce », pour éviter de favoriser un monopole en permettant à la France d'approvisionner l'Italie et le Levant, en délivrant les armateurs du Midi de leurs hésitations entre le commerce et la nation. Il y aura moins de fraude et d'iniquité :

« Vous apprécierez ses avantages si vous daignez vous rappeler que toute violation d'une loi inutile est le crime de la loi plus que celui de l'infracteur. »

Il faut choisir Toulon, plus propice que Marseille aux gros vaisseaux, garanti de la contrebande par son enceinte, et muni de signaux perfectionnés visibles de loin : en outre, le commerce de l'Inde, donnant à la ville un regain d'activité, occupera, en cas de crise, les ouvriers de l'arsenal. Il s'agit de faire « non pas tout ce qui est bien, mais tout ce qui se peut' ». »

Là-dessus Roederer attaque Lorient au nom des principes. Maury voudrait sérier les questions, Malouet montre les « députés du commerce » qui veulent un port en Méditerranée. On lui donne raison, et à Clermont-Tonnerre : Mirabeau fait écarter Cette, Lorient et Toulon l'emportent.

III

Depuis quelques jours, on fait grand bruit de l'arrestation, opérée à Saint-Cloud, villégiature déjà suspecte du monarque, de deux particuliers aux allures mystérieuses que le comité des recherches de la Ville accuse de conspirer. L'un s'appelle d'Hozier, fils du généalogiste, et l'autre Petitjean. D'étranges histoires circulent : il est question de prophéties, de statues miraculeuses, de tableaux dont l'arrangement explique l'avenir du régime, de somnambules aux révélations compromettantes. Le comité des recherches de la Commune agit : Nancy et Limoges reçoivent des échos de l'affaire, à laquelle se trouve mêlée Mme de Jumilhac, femme du colonel

de Royal-Navarre, l'ancien régiment de Clermont-Tonnerre. Notre député s'informe : il a gardé le meilleur souvenir de l'inculpée, de son mari si indulgent aux officiers de fantaisie. Au comité des recherches siège un inquiétant quaker aux idées subversives, Brissot, pour le nommer. Il faut tout craindre de l'homme et de ses acolytes : aussi bien ce fâcheux comité des recherches de la Ville ne vaut pas mieux que l'autre. Le 29 juillet, le rapport sur l'affaire est lu par Brissot. Stanislas en élabore un commentaire.

Qu'a donc fait Mme de Jumilhac ?

A Nancy, en février, une somnambule lui dicte des phrases obscures qu'elle-même, une fois éveillée, ne comprend plus. Le 20 de ce mois, la pythonisse la décide à envoyer le grimoire à d'Hozier. La dame part en mars pour son Limousin ; elle écrit en juin à l'homme désigné et lui adresse les papiers. C'est tout.

Cette correspondance découverte, le comité des recherches sonne le branlebas. Deux capitaines de la garde nationale courent à Limoges, mobilisent des volontaires, des cavaliers de la maréchaussée et de Royal-Navarre (ceux-ci n'obéissent qu'à contre-cœur) et gagnent avec leurs quatre cents hommes le château voisin de Jumilhac. Tremblants d'être accueillis à coups de fourche par les paysans, les bourgeois à épaulettes notifient leur mandat à la châtelaine qui les suit de bonne grâce à Paris. Là, en dehors de toute règle, on l'interroge chez elle, on brandit les documents accusateurs en criant au complot. Notez que ces papiers sont connus par la seule déposition de Petitjean, à qui d'Hozier les a montrés, sans les lui remettre. On confronte d'Hozier et sa correspondante ; le premier convient qu'il n'y avait que des initiales, dont Petitjean a fait des noms. Bien entendu, on néglige d'amener celui-ci. Que penser d'un tel conspirateur, pour qui la Révolution est préfigurée dans l'arrangement des tableaux de Saint-Cloud ?

Le 4 août, les recherches s'arrêtent soudain ; tout le monde est relâché. On arrange un rapport, qui dans le second tirage, pour exciter le vulgaire, s'intitule : « Projet de contre-Révolution par les somnambulistes. » Où est la loi qui défend à Mme de Jumilhac d'aller chez la somnambule ? Les deux compères n'ont commis aucun méfait, sa lettre reçue. Le comité n'est pas un tribunal : de quoi se mêle-t-il ? Le passeport remis à l'accusée pour rentrer à Limoges ne proclame même pas qu'elle a été inquiétée à tort : malgré sa bienfaisance, l'esprit du temps l'expose aux soupçons. Demandez à Cujas : « Où il n'y a pas de vérité pleine, il y a pleine faus-

seté. » Et Brissot en personne l'a dit aussi : « Où il n'y a pas un corps de preuves bien complet, il y a un manque bien complet de preuves⁸. » Supposé que le comité fût un tribunal, la loi, en lui défendant d'arrêter sur témoignage unique et peu solide, lui ordonnait d'examiner le corps du délit, de confronter les inculpés, de condamner ou acquitter par jugement régulier. Il est inadmissible de blâmer les gens qui n'ont pas dénoncé un soi-disant complot, de publier un libelle, des fragments d'interrogatoire susceptibles de diffamer, inadmissible de prétendre que, par leur silence, les inculpés ont facilité la circulation d'une calomnie. O la belle circulation d'une lettre confidentielle !

Mais le comité n'est pas un tribunal; doit-on l'assimiler au comité correspondant de l'Assemblée, institué le 28 juillet 1789 pour recueillir des renseignements « tant sur le complot de Brest que sur les projets contraires à la sûreté de l'Etat et des citoyens, pour en rendre compte à l'Assemblée », unique juge en la matière. Le comité de la Ville ne saurait trouver dans ce texte aucun motif à ses actes. Voilà une inquisition qui restaure la Bastille. Dès le 16 août, Clermont-Tonnerre a vu le danger du système : il a proposé alors un pardon général.

« Je pensais que bientôt, les vices de l'homme se joignant à ceux de l'établissement, nous aurions des tyrans qui nous opprimeraient au nom même de la liberté... Je croyais la nation assez forte pour mépriser les traîtres sans les craindre,... je ne voulais pas de sang, pas d'inquisition ; l'inquisition crée des crimes et ne convient qu'au despotisme. »

Il pensait de même, le 6 octobre. Et le voilà quittant les conspirateurs pour son cher Necker, bien étranger à l'affaire.

« Je me rappellerai toute ma vie avec une sorte de satisfaction... d'avoir suivi l'impulsion de ma conscience et l'exemple de M. Necker... de cet homme qui a eu part à toutes nos vertus et à qui toutes nos fautes sont étrangères ; que nous avons aimé comme la liberté, et qui, dans la sorte de disgrâce populaire où ses ennemis l'ont jeté, est encore une grande leçon donnée à ceux qui aiment le peuple pour lui-même et à ceux qui ne cherchent que leur intérêt personnel dans la faveur de la multitude⁹. »

Laissons Brissot préparer sa réponse et Gorsas s'excuser d'une erreur, peut-être moins involontaire qu'il ne dit, commise par son *Courrier*¹⁰ : cette feuille inquiète a proposé au

8. *Bibliothèque philosophique du législateur*, t. IV.

9. *Recueil*, III, 293. Cf. B. N. Lb ³⁹ 3857.

10. 18-19 août, p. 252 et 277.

public de deviner l'énigme d'un prétendu voyage en poste à Aix-la-Chapelle, entrepris par Clermont-Tonnerre déguisé en valet d'un mystérieux compagnon. Le député proteste : il est demeuré à Paris; ce qui n'empêche pas le journaliste d'affirmer la véracité de l'anecdote, sinon l'identité du voyageur.

L'Assemblée cependant a commencé de discuter le sort d'Avignon¹¹. Héritière inconsciente des rois, elle va continuer leur politique, reprendre, au nom de la nation, l'idée traditionnelle des annexions qui doivent reconstituer l'ancienne Gaule. Les principes recevront mille entorses, là comme ailleurs : les intérêts néanmoins, ne seront pas toujours sauvegardés, car l'imprévoyance, l'ignorance des répercussions lointaines, l'irrespect des engagements passés feront, là aussi, leur œuvre.

Le voyageur qui, des brumes du Nord, gagne par le Rhône la mer latine, aperçoit soudain à sa gauche l'imposante masse d'une forteresse, dominée par le clocher roman d'une cathédrale. Ces tours qui se mirent dans le fleuve, ce palais fortifié placé en sentinelle sur les routes de l'invasion, protégé par l'icône qui le surmonte et le signale, racontent l'histoire de l'Eglise militante. La Campanie et l'Estrapade ont vu ce que Rome n'a pu voir : la Pape au service du Roi, le successeur de saint Pierre pupille du fils de saint Louis, les clefs de la Ville éternelle aux mains du maître des lys. Quand l'âge vient du retour au Latran, quand les galères sacrées, redescendant le Rhône, éloignent d'Avignon le Souverain Pontife, il semble que le deuil doive régner au palais désert. Mais la brusque rupture n'est point familière au monde apostolique. Le Pape garde et surveille de loin son domaine : le Roi peut l'occuper, le saisir, il le rendra en s'excusant, dussent en gémir légistes et trafiquants. Le peuple, qui a si longtemps dansé sur le pont Saint-Bénézet, garde le souvenir du monarque lointain, prince débonnaire aux légats sans rigueur, pourvu qu'ils pillent. L'Avignon du siècle galant est un paradis pour les gens paisibles, pour les amis des fêtes, pour les indépendants brouillés avec la justice : seuls, les marchands de cocons, gênés par les douanes, et quelques ambitieux à idées se plaignent, au nom de leurs bénéfices ou de leurs rêves.

11. Cf. A. Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante. La constitution civile du clergé, l'affaire d'Avignon*, 1911.



M. Rigal phot.

STANISLAS ET SA FAMILLE.

(Peinture, vers 1790. - A M. le marquis de Lambert.)

Un député d'Aix, Bouche, l'homme au sablier, va se faire l'interprète de cette opposition : l'annexion est pour lui une affaire de famille. Ce pauvre Comtat — un frère ennemi d'Avignon, qui lui envoie ses Etats généraux fantômes — gémit sous la crosse du fanatisme; voilà des siècles qu'une femme sans défense, la reine Jeanne, l'a vendu pour une absolution; une Assemblée amie des lumières doit faire cesser ces abus, répondre au vœu des Avignonnais excédés qui réclament leur annexion, leur délivrance. Dès le mois d'août 1789 des milices s'organisent, ensuite de troubles survenus en mars, faute de cocons et de blés, et l'exemple aidant des gardes nationales d'alentour. Le 12 novembre, Bouche revendique pour la France la propriété d'Avignon et du Comtat. Là-bas comme partout la disette règne : le Pape envoie du blé, mais c'est moins d'impôts qu'on réclame, tout en protestant contre l'amitié intéressée du législateur d'à côté. Les Etats venaissins prétendent disposer eux-mêmes de la liberté d'Avignon, vantent les bienfaits de Rome et font appel à leurs commettants.

En mars 1790, la situation s'aggrave : on prend les armes, Au début d'avril, deux mille voix portent à la mairie l'honnête Arnaud; le vice-légat approuve l'élection, Rome le blâme. Municipaux et gens des métiers réclament une Constitution à la française et nomment un directoire pour étudier les décrets du Manège. La noblesse s'inquiète : le 10 juin, le légat est chassé; des désordres éclatent, dont les gardes nationales voisines aident les édiles à triompher. Voilà les Français dans la place et la réunion proclamée : ses partisans, qui ont pour chef un certain Raphel, membre du conseil de ville, informent Bouche et Camus, envoient à Paris des députés solliciter l'annexion. L'Assemblée sè réserve et avertit le Roi. En Avignon, les troubles continuent. Le 13, une révolution chasse l'aristocratie; les habits bleus envahissent tout. M. de Rochegude, qui avait réprimé l'émeute de juin, est pendu comme conspirateur. Bouche lit à ses collègues les dépêches qu'il reçoit : Cazalès proteste. Le 22, une adresse de l'assemblée représentative demande encore l'annexion. Les Douze Cents promettent d'examiner ce vœu, admettent le 26 une délégation venue pour le renouveler : l'accueil est correct et prudent. Car toute cette affaire est liée au problème de la Constitution civile du clergé, où l'Etat pontifical du Rhône joue le rôle d'otage. Camus rompt des lances contre le comtadin Maury. Des organes modérés reconnaissent que les Avignonnais d'hier avaient tous les avantages, sans les charges, de la

qualité de Français, et que le Comtat, peuplé de malins, semble vouloir choisir dans la Constitution ce qui lui convient¹².

Mais Comtadins et Avignonnais sont deux. Le 23 juillet, un comité a été nommé pour suivre l'affaire : il comprend le Dauphinois Barnave, les Provençaux Bouche et Mirabeau — Riquetti l'aîné, comme on dit depuis peu. Tronchet fait fonction de rapporteur. Contre la ville les campagnes s'insurgent; contre la Révolution le Pape fulmine, qui parle maintenant d'une cause commune à tous les souverains. Au bout d'un mois, Tronchet expose les événements et laisse entendre que le vice-légat, en fuite à Carpentras, paraît avoir eu la main forcée : le 27 août, il invoque en faveur de Rome l'ancienneté de possession; il doute, en présence des troubles, de la réalité de ces vœux qu'on apporte. Il faut traiter avec le Pape et les habitants : autrement, on verse dans la conquête; et alors, que deviennent les principes ? Renvoyons l'affaire à l'exécutif ! Malouet applaudit; Bouche ressuscite la reine Jeanne, parle des ennuis douaniers, du tort fait au commerce par cette enclave, asile des voleurs et des intrigants : à vous Maury ! Puis il y a le cri du « peuple ». La tranquillité publique l'exige : la province sera occupée, le Roi en avisera le Pape et imposera facilement son protectorat.

« L'histoire, écrit Clermont-Tonnerre, conservera sans doute le souvenir de toutes les variations, de tous les subterfuges, de toutes les iniquités qui ont souillé la défense de la cause de la faction avignonnaise. » En combattant l'annexion, le 27 août, notre député croit défendre l'honneur de l'Assemblée. Il rend hommage à Tronchet, à son décret qui propose « ce qui est convenable, juste et possible ». La justice, la raison, les décrets repoussent la pétition d'Avignon : accueillir en vertu de droits anciens, ce serait reconnaître que les peuples peuvent appartenir à quelqu'un. Ceci doit suffire à réfuter M. Bouche qui ergote sur des absolutions fossiles et confond la terre avec les hommes. La Corse n'est-elle pas « constitutionnellement » française de par sa volonté, sans que les marchands de Gênes y soient pour rien ? On peut invoquer le vœu du peuple : mais il n'existe pas, mais soixante-douze communes acclament le Pape; la seule ville insurgée, avec trois malheureux villages, tient pour la France. Bouche parle de deux nations distinctes, Avignon et le Comtat : il trouve tout bon à prendre, il invoque nos intérêts, dans le langage de Louis XIV, il insiste sur la nécessité d'éloigner

12. *Moniteur*, 15 juillet, p. 126.

du pays les « extravagances ultramontaines ». Ah ! le plaisant philosophe de croisade, qui arme de superstitions la sacrosainte vérité ! Ce qu'il appelle vœu national n'est que trouble, incertitude, révolte : Avignon a, par violence, détruit son gouvernement; on a tué, emprisonné, établi un tribunal à la fois juge et partie, « dans le sein et dans le sens de la Révolution. » — « C'est ainsi que s'exprimaient, soulignera plus tard Stanislas, quelques-uns de ces fanatiques insensés qui ont prétendu servir la liberté par des excès, et que l'on a longtemps appelés les chefs du parti populaire ». Fidèle au prince, le Comtat veut la liberté, à la française, mais non sous la domination de la France, en ami, non en sujet. Tout cela regarde l'exécutif : n'avons-nous pas renoncé aux conquêtes ? Que pensera l'Europe ? Respectons le Comtat comme la maison du pauvre placée dans le domaine d'un grand roi. On propose avec raison de veiller à la sûreté des prisonniers d'Orange, victimes de l'émeute; les circonstances font de leur cachot un asile; on fait bien d'interdire aux juges du lieu de s'occuper de ces malheureux; on agit sagement aussi en envoyant, par précaution, des troupes à la frontière. Le Comité veut écrire aux Avignonnais; qu'il leur fasse connaître les caractères de la liberté : humanité, vertu, justice. » Car qu'est-ce que le bien général, s'il ne se compose que de malheurs particuliers¹³ ?

« Personne ne s'est levé pour répliquer », prétendra le *Mercur*¹⁴ qui admire ce discours de théoricien, « plein de raison et de dignité ». Voici une note analogue :

« Des chevaliers français tel est le caractère : ils ne veulent point de ces conquêtes faciles, à la chicane, mais qui honorerait peu une nation qui se régénère, et ne montreraient guère autre chose que le faible dépouillé par le fort¹⁵. »

« Ces vues sont très morales, concède le *Journal de Paris* ; pour savoir si elles sont justes, il faut examiner si l'on peut assimiler l'idée d'une conquête et celle d'une réunion demandée par le peuple même, ou du moins par la province qu'il est question de réunir¹⁶. »

Après Clermont-Tonnerre, Barnave et Malouet ont parlé des prisonniers d'Orange; Montmorency l'a emporté, pour qui le mieux est de faire libérer ces captifs en ajournant l'affaire. Mais quand à onze heures du soir on s'est quitté, bien des gens ont dû méditer ce mot de Lameth, partisan d'ail-

13. *Recueil*, III, 153.

14. P. 68.

15. *Journal général de France* du 29, p. 999.

16. Du 29, p. 983.

leurs de l'ajournement : « On veut libérer les oppresseurs qui, là comme à Paris, n'ont pas été les plus forts. » Oppresseurs, opprimés, opinion publique, vœu du peuple, c'est à qui criera le plus haut. Bien habile qui démêlerait la vérité dans ce vacarme. Et l'Assemblée n'a pas fini de parler d'Avignon, ni Stanislas non plus, qui bientôt connaîtra le danger d'un triomphe impopulaire.

IV

Mme de Jumilhac est rentrée à son château accompagnée pendant une lieue, par un bataillon de la garde nationale avec drapeau, accueillie par des discours, des couplets, des feux de joie¹⁷. Brissot va répondre à « Stanislas Clermont » ; car il n'y a plus de nobles en France. Le 28 août, l'homme du comité des recherches publie sa justification, et c'est tant pis pour la « diatribe » du ci-devant si empressé à défendre la femme d'un ami, si prompt à omettre, à altérer, à juger les temps d'anarchie d'après les temps de paix, à confondre les comités avec les juges. Au fond il s'agissait pour lui de défendre une personne de sa classe, de faire pièce à ces gens des recherches, terreur des aristocrates, à ces courageux citoyens qu'on ne saurait assez protéger contre les calomnies de l'Assemblée et de leurs adversaires, à ces municipaux qui n'opèrent jamais sans l'aveu de leurs correspondants du Manège. Si l'Abbaye était une Bastille, les patriotes qui ont détruit celle-ci ne pourraient lui souffrir une rivale. Brissot rappelle qu'il a réfuté M. de Pange et ses remarques sur la délation régnante; la Bastille renfermait des amis de la liberté, l'Abbaye est destinée à ses ennemis. Notre juriste l'assure : il y a peu de prisonniers, on les traite bien, toute inquisition est bannie de la geôle. En temps de crise il faut un comité des recherches : demandez aux dictateurs, aux consuls, à Cicéron luttant contre Catilina, à l'Angleterre du Long Parlement.

Aussi bien, l'ami de Mme de Jumilhac est un grand naïf. Comment a-t-il pu s'opposer à l'établissement d'une institution si utile, parler d'un pardon général, du concert des bonnes volontés ?

« Comment pourriez-vous croire que des hommes qu'on dépouillait de privilèges usurpés dont ils jouissaient depuis une longue suite de

17. *Mercur*, p. 343 d'après la « feuille de Limoges » (?).

siècles — voilà qui atténue peut-être l'usurpation — se soumettraient avec une patience héroïque à la volonté de ceux qu'ils oppriment ? Comment n'avez-vous pas vu qu'ils se révolteraient contre cette égalité de droits qui les faisait descendre au niveau des autres ?

« Etaient-ils donc des anges pour que l'on pût croire à une pareille vertu ?... Entre le peuple qui secouait ses fers et les privilégiés, il y avait contrariété d'intérêts, de principes, d'habitudes et de goûts. »

Clermont-Tonnerre voulait l'impossible : encore Brissot passe-t-il sous silence la ligue des princes, les manœuvres des émigrés, la guerre menaçante. Des comités extraordinaires s'imposaient pour agir, atteindre les coupables en temps voulu, prévenir les conspirations : qui veut la fin veut les moyens. Le comité, c'est le grand juré anglais qui emprisonne et déclare s'il y a lieu ou non d'accuser; l'intérêt des innocents exige qu'on aille vite. Dès lors, il n'y a pas contradiction avec la loi.

A tort Stanislas assimile les deux comités. Celui de la Ville, créé le 22 octobre, reçoit les dénonciations, les témoignages relatifs aux complots; il arrête et informe. Reportez-vous aux circonstances : songez à cette municipalité provisoire, issue du peuple et veillant à la sûreté générale; songez aux attentats d'octobre, vous qui ne parlez que de la marche sur Versailles, oublieux du banquet des gardes ! Qui discute le comité discute la Commune, contrairement à la tactique adoptée par l'Assemblée, par le chef de l'exécutif — le mot Roi répugne à Brissot — qui ont reconnu cet organe et entretiennent avec lui de bons rapports. L'examen de l'institution et des effets de la liberté sur les établissements publics aurait montré à Clermont-Tonnerre qu'il n'y a rien à redouter de leurs vices, grâce à la censure de l'opinion. Envisageant les faits qui démentent en 1790 ses prophéties de 1789, il n'aurait pas parlé de « tyrans » opprimant au nom de la liberté. Le comité de la Ville n'obtient-il pas les éloges des patriotes, des représentants de la Commune, du président de l'Assemblée ? Tout cela, pour Brissot, c'est la France.

Il passe à l'affaire Jumilhac. On a hébergé les dames à l'hôtel, on leur a donné des officiers pour gardes, on a tout payé, on les a questionnées à domicile. Mme de Jumilhac logeait Petitjean à Paris; on l'a mandée de Limoges pour l'interroger; voilà la vexation. Fallait-il faire arrêter cette suspecte et les autres illuminés ? Clermont-Tonnerre n'a rien dit du vélin saisi, portant que le Roi devait quitter la capitale; que de dangers là-dessous, prêtres, séides, ténèbres, fanatisme, égorgements ! Stanislas glisse sur les relations de Mme

de Jumilhac avec les inculpés, avec la somnambule, une amie intime, selon l'interrogatoire du 22 juillet; il semble ignorer cette correspondance Petitjean, que possède le comité et dont Brissot donne un extrait, et ces deux témoignages qui ont motivé l'arrestation. Pour Brissot, en temps de troubles, la simple indication d'un complot justifie tout; on n'a voulu qu'informer, on a opéré au grand jour, grâce à la *ferveur* des gardes nationaux de Limoges et aux craintes qu'on avait d'une révolte de paysans. Qui oserait parler d'inquisition ? La procédure est-elle condamnable ? Clermont-Tonnerre incrimine comme irréguliers les égards montrés à Mme de Jumilhac ; celle-ci se plaint, invoquant la Bastille. Mais Brissot peut parler de la Bastille; il l'a connue de près, lui qui, par les soins d'un Jumilhac, a languì dans la forteresse, sans pouvoir donner de ses nouvelles à sa famille, encore qu'on lui jurât que ses lettres arrivaient à destination ! — N'oublions pas que Brissot est l'ennemi de la famille. — Si l'inculpée n'a pas été confrontée avec d'Hozier, c'est qu'on l'a jugé superflu.

Malgré les dires de Stanislas, le détail du complot figure au procès; en vain, parlant d'équivoque, on cherche des atténuations. Mensonges est le mot convenable; d'Hozier a hésité entre ses amies et la vérité.

Peut-on s'en prendre aux décisions intervenues ? Le fameux vélin, somme toute, sent sa contre-Révolution. Sans doute, il n'y a pas assez de preuves pour qu'on parle de lèse-nation : il n'appartient pas au comité de juger sur la fourberie et la folie. Il n'avait qu'à relâcher les accusés en publiant les débats. Et Clermont-Tonnerre veut un jugement régulier; c'est qu'il confond comité et juges. Les gens du comité ont pour rôle de dénoncer. A Mme de Jumilhac réclamant un certificat d'innocence, ils n'ont pu que délivrer un passeport, « ce qui ne compromettait point leur opinion dans cette affaire. » On a diffamé, blâmé, oui : la mauvaise foi des inculpés ! Fallait-il des indices pour dénoncer ?

« Ce principe n'est pas toujours vrai ; quand l'Etat court un péril imminent, quand on a la certitude, on doit toujours dénoncer. La dénonciation peut faire acquérir des indices. »

Sans doute, menacé de la Bastille, Brissot eût parlé autrement. A son avis, si Mme de Jumilhac croyait à la révélation, au complot, elle devait les signaler. Elle s'est contentée de faire courir le bruit de cette malencontreuse révélation, commettant par là le double délit de propager une calomnie et de supposer une intervention divine. Clermont-Tonnerre crie

au ridicule, à la mauvaise foi. Mais, réplique Brissot, le ridicule est dans la croyance aux visions, la mauvaise foi consiste à en supposer; il n'y a ni ridicule ni mauvaise foi à regarder comme délinquants ceux qui les supposent.

Le comité a-t-il bien fait de publier son rapport, et ce rapport est-il un libellé ? Les peuples, affirme Brissot, ont le droit de savoir, leurs représentants d'informer, ce qui distingue le comité des recherches, institution de circonstance, de la perpétuelle inquisition. La publicité qui garantit la liberté, pourquoi ces inspirées la combattent-elles ? Pourquoi, dès son premier interrogatoire, Mme de Jumilhac réclame-t-elle le secret ? Cela prête au soupçon, comme de voir s'indigner quelques membres du comité des recherches de l'Assemblée, menaçant de dénoncer au Manège cette arrestation d'une femme de qualité. On ne pouvait répondre qu'en publiant tout, au vif mécontentement des inculpées, de leurs amis, de leur avocat, empressés à désavouer les menaces, à prétendre que la publicité les fera regarder comme aristocrates. — Ils ont leurs raisons de craindre ! — S'ils ont échoué, c'est que les commissaires étaient les agents du peuple, et Brissot s'écrie, ironique : « Qu'importe le ridicule aux illuminées ? » Il y a une cause secrète à leur attitude : les privilégiés d'hier répugnent aux écrits publics, aux tribunaux publics. Brissot conçoit mal cette répugnance, en quaker d'Ouarville étranger à toute pudeur mondaine; il lui semble naturel de traîner la femme d'un Jumilhac au prétoire; il parle de fausse délicatesse; il ouvre son Voltaire, pour malmenier les visionnaires, trouvant le ridicule préférable au bûcher d'antan. Il se défend d'ailleurs d'avoir tout imprimé.

A Necker, maintenant : un pas chancelant en avant, dix en arrière, voilà l'homme, réacteur déguisé en patriote, qui ne doit reprocher ses fautes qu'à soi-même. L'éloge que Clermont-Tonnerre en a risqué, hors de propos, est bien d'un courtisan, qui doit se consoler d'être méconnu, en admirant les autres.

« Est-ce ingratitude si vous l'êtes ? Le peuple lie tous les faits dans sa tête ; pouvait-il vous prendre pour un des siens, en rapprochant votre idolâtrie pour un ministre antipopulaire, votre amour de la modération (modération, impartialité ; signifie en terme d'académie : voir tous les jeux où jouer à coup sûr, et encore protéger les abus anciens contre les innovations utiles), vos clameurs contre ceux qui cherchent le suffrage de la multitude et contre ces comités des recherches qui servent si bien les intérêts du peuple, qui sont devenus la terreur de ses ennemis ? »

Trouard-Riolles, arrêté à Bourgoin, ne déclarait-il pas impossible de trouver des correspondants, vu la crainte qu'inspire le comité ? Brissot reproche à son adversaire sa défense des illuminées de qualité, son attachement aux noms de famille, à la particule que le polémiste croit aristocratique, ses « éternelles apologies » de la cour, des prélats, des partis mitoyens. Bon démolisseur, il lui lance son Montaigne, Girondin avant la lettre et pédant farci d'auteurs :

« Ceux qui, par respect de quelque obligation privée, épousent iniquement la mémoire d'un personnage meslouable, font justice particulière aux dépens de la justice publique ; et l'opinion publique fait à son tour justice d'eux¹⁸. »

Brissot a sans doute négligé de lire l'avis récent de Stanislas sur les deux opinions publiques, et il est persuadé qu'il existe une justice pour tous, opposée aux justices particulières. Avec une impudeur que les circonstances expliquent, il invoque en faveur de la délation les nécessités de la défense. Cette plaidoirie est de tous les temps.

« C'est une puissante autorité, pour quelques esprits faibles, de voir un membre de l'Assemblée nationale qui n'a jamais passé pour dévot, affecter une crédulité inexcusable pour les inspirés de Saint-Cloud, faire leur apologie et partir de là pour insulter deux comités auxquels nous devons notre salut. »

Hugou de Basseville, qui émet ces réflexions¹⁹, évoque Cagliostro et Mesmer, chers aux courtisans qu'intéresse seuls l'illuminisme, abandonné du public comme le diacre Pâris, comme les ventriloques, toutes sornettes bonnes pour le Brandebourg de Necker. Paris ne croit plus à la contre-Révolution, nouvelle pierre philosophale, ni à l'infailibilité des députés prétendus inviolables, pas plus qu'à celle du Pape. Brissot est du bon parti : son adversaire n'est que l'écho des écrivailleurs vendus aux Impartiaux. L'inquisition aux despotes, les comités aux peuples libres, en cas de crise ! Le journaliste rappelle que Frédéric II — une idole des philosophes — laissant impuni ce soldat qui avait volé la guimpe d'une madone, sur le consentement de celle-ci obtenu par une neuvaine, fit défendre à ses troupes de rien recevoir de la Vierge ! Clermont-Tonnerre vante Necker ; qu'il songe à Virgile, meilleur écrivain et aussi habile courtisan, prompt à

18. *Jean Pierre Brissot à Stanislas Clermont.....* Paris, Buisson. Bib. Nat. Lb ³⁹ 3974, 8°, 52 p. (28 août 1790).

19. *Révolutions de l'Europe*, n° 17, p. 538-9.

remplacer par Aristide, dans ses *Géorgiques*, ce Cornelius Gallus victime de la disgrâce d'Auguste. Au reste, quand nos poètes et écrivains voudront parler des ministres, ils feront bien de se dire que la nation les entend. — Et chacun lui sait l'oreille sensible.

V

Ces attaques contre le Génevois n'aboutissent qu'à le mettre en fuite. Depuis un an bientôt, il ne joue plus qu'un rôle obscur; il a perdu sa popularité de Versailles; dans quelques semaines, il regagnera son lac, déçu, persécuté pendant son voyage par ces municipaux naguère enthousiastes. Comment l'ami de Clermont-Tonnerre et des Impartiaux demeurerait-il l'ami de la foule ? Il était l'homme de l'emprunt et des expédients : l'emprunt a échoué, les expédients sont épuisés. On lance des écus de papier, car l'or émigre ou se cache. Il n'y a plus de place en France pour un « incapable », pour un modéré à réformes timides, pour un suspect, étranger par surcroît. Vingt journaux le lui font sentir.

Entre temps les désordres continuent. Le 31 août, la révolte du régiment de Châteaueux ensanglante Nancy : des gardes nationaux périssent dans l'affaire. Un peu partout, leurs camarades font célébrer des services religieux à leur mémoire : à Corbeil, la cérémonie a lieu le 13 septembre, dans Saint-Spire. Stanislas y assiste. Il rappelle aux citoyens présents que les gardes nationaux sont pour eux des frères, des protecteurs, « mais qu'en cas de troubles, chefs et soldats marcheraient à l'appel de la loi. En priant pour les morts, songeons aux révoltés victimes de la répression : quoique coupables, ils étaient aussi nos frères²⁰. » Cette mansuétude doit étonner même Corbeil.

Le 26 septembre, Emmery, qui préside l'Assemblée, annonce que Clermont-Tonnerre est élu, le second, membre adjoint du comité de Constitution, avec Barnave, Alexandre de Lameth, Du Port, Buzot, Pétion et Beaumetz²¹.

« Comme il fallait à l'aristocratie une sentinelle dans ce comité, observe Carra, MM. du Club de 89 et les noirs se sont réunis pour y postposer le champion des illuminés, le compère de Necker²². »

20. Creuzet, p. 129. *Recueil*, IV, 81.

21. *Procès-verbal*, p. 6.

22. *Annales patriotiques*, n° 362, (du 29), p. 471.

Mais notre député, sensible à cette marque d'estime, a d'autres soucis. Avignon l'occupe : ce même jour, il écrit au président de l'assemblée représentative du Comtat, en réponse à une lettre qui contenait sans doute des remerciements pour le discours du 27 août. Stanislas ne connaît l'assemblée que par ses œuvres.

« Je l'ai défendue avec zèle, comme on défend la justice quand on aime la liberté. La calomnie n'a qu'un temps, et vous me faites éprouver combien sont doux les sentiments d'approbation que reçoit une conduite pure et réglée par sa conscience. Vous êtes digne de recevoir les consolations que vous avez si bien données : tous les hommes honnêtes vous doivent un témoignage qui puisse vous rendre moins difficile le courage d'atteindre à la postérité. Voulez-vous bien mettre sous les yeux de l'assemblée l'hommage de mes remerciements et l'assurer que je saisirai toutes les circonstances de lui prouver qu'elle a ajouté à l'amour de la justice, qui m'avait seul inspiré, tout ce que la reconnaissance peut avoir d'influence sur le zèle d'un honnête homme ? »

Et il ajoute :

« Je savais que le Comtat était un état séparé de la ville d'Avignon ; je ne les ai réunis dans la défense que parce que M. Bouche, auquel je répondais, avait conclu du vœu de la ville à la conquête de la ville et du Comtat²³. »

Puis il y a le cauchemar financier, coupable, au fond, des ennuis de Necker. Comment payer la dette ? On offre du papier, des paroles, des biens confisqués pour garantir cet orviétan. Clermont-Tonnerre ne connaît de la matière que des bribes ramassées au salon du Génevois : il l'avouera sans détours²⁴. Depuis des semaines, le bruit court d'une nouvelle émission d'assignats. Le 27 août, le comité des finances propose d'en créer. Necker, étranger à l'affaire, écrit à l'Assemblée ; il prévoit mille malheurs. Pourtant, il faut rembourser la dette ! On réclame le ministre à la barre, mais il se retire en Suisse ; on prône les gros sous, les petites coupures ; c'est pendant un mois un désordre que Mirabeau domine mal. Le 29 septembre, faute de mieux, on suivra son avis, malgré Talleyrand, Maury et Du Pont de Nemours : huit cent millions en papier iront avilir les quatre cents déjà lancés. La dette non constituée, la dette du clergé, seront remboursables en assignats sans intérêts : on brûlera le papier qui rentrera aux caisses de l'extraordinaire. On jure de n'excéder jamais

23. Bibl. de Carpentras, ms. 1761, fol. 223 (copie). Communiqué par M. Divol, conservateur, à qui j'exprime ici ma vive gratitude.

24. *Recueil*, II, 118.

la valeur des biens nationaux, à supposer qu'il faille encore recourir au papier-monnaie. Et chaque jour accentuera la baisse.

Clermont-Tonnerre, à quatre reprises, demande en vain la parole : il imprime son discours. L'émission lui paraît dangereuse; ces deux milliards et demi de billets qu'on veut jeter au public en invoquant l'hypothèque des biens confisqués, ces petites coupures qui doivent attacher les gens à la Révolution ne lui disent rien qui vaille. Les assignats ne sont ni une marchandise, ni un article d'exportation. Ceux qui existent n'ont de pouvoir qu'en l'absence d'autre monnaie. Les quittances de finances, que d'autres croient plus favorables à la stabilité des fortunes et aux possesseurs d'offices, sont-elles de meilleur aloi ? Du Pont de Nemours le croit : Stanislas, qui se garde de le juger, loue son courage d'orateur impopulaire, déplore les insultes des hommes attroupés à la porte. Contre l'économiste, on déclare le système ruineux pour les créanciers, débiteurs eux-mêmes, grâce à la concurrence de porteurs qui leur auront acheté ce papier à vil prix. Talleyrand dit de son côté qu'en admettant la dette à l'acquisition des biens nationaux, on multipliera les acquéreurs : mais les créances dépassant la valeur du gage, la dette demeurera impayée, les titres baisseront. Et pourquoi réunir les deux dettes, exigible et constituée, puisqu'à la première seule un capital est dû ?

Une combinaison plus acceptable cherche d'abord à rétablir l'ordre et la prospérité selon le vœu de Necker : il s'agit de liquider en partie la dette exigible, de vendre les immeubles, de remplacer sans péril le numéraire. Il faut instituer un mode de paiement avantageux pour tous les créanciers, une concurrence d'acquéreurs qui soutienne les prix, un débouché sûr pour les assignats, un décret permettant aux intéressés de choisir entre les quittances de finances, les assignats et la reconstitution de rente, tous titres interchangeables. Il n'y aura pas trop de papier, puisqu'on pourra l'échanger contre des terres ou des capitaux. Les biens seront rapidement vendus. En limitant l'émission à huit cent millions, toute crainte sera dissipée. Tel est le projet de M. de Corméray que Stanislas voulait développer le 27 septembre²⁶. Il n'y manque qu'un article rétablissant par décret la confiance publique !

Certes la finance n'est pas le domaine de Stanislas. Il avait

préparé un discours qu'il n'a pas cru opportun de prononcer, voyant de plus compétents à la tribune : il s'agissait d'exposer le système de répartition des impôts apporté à Clermont-Tonnerre par le même M. de Corméré. Proclamant les défauts de l'ancien régime, la supériorité, dont chacun est convaincu en 1790, du vote des contributions par les élus du pays, l'orateur voulait rappeler le mot de Rousseau :

« Tout le peuple statuant sur tout le peuple et ne se considérant que lui-même, la loi a nécessairement le caractère de la justice. »

Il voulait montrer les conséquences d'erreurs possibles, insister sur le caractère, onéreux pour le pauvre et l'Etat, des impôts indirects, sujets à de gros frais de recouvrement, tout en ne cachant pas la difficulté de proportionner, en fait, l'impôt direct et personnel aux capacités des contribuables. Au lieu des 306 millions du comité, Stanislas en proposait 250, bornant au cinquième du revenu net l'impôt foncier, qui ne pouvait, à son avis, dépasser le point où il mettait la production nationale en mauvaise posture devant l'étranger. On ne pouvait remplacer la gabelle aux dépens des propriétaires, et le peuple voulait moins d'impôts.

Comment établir l'impôt sur le revenu ? On manquait de temps; il fallait éviter les secousses, en fixant un chiffre inférieur de 75 millions à celui de 1790, cette diminution représentant les dîmes, gabelles et redevances privilégiées. La répartition au marc la livre regardait les municipalités, qui se conformeraient, pensait le candide libéral, à la plus stricte équité, grâce à la surveillance des corps et individus. Voilà un remède à longue échéance : mais il serait tenu compte des 75 millions, de l'extinction naturelle des rentes viagères. Après dix ans tout s'arrangerait, pourvu qu'on se gardât des illusions, en confiant au temps ce que lui seul peut opérer. L'heureuse année 1801 verrait l'impôt réduit à deux cents millions²⁶. C'est bien à Clermont-Tonnerre à parler du danger des illusions !

Cependant les bureaux et le Châtelet continuent d'enquêter sur les journées d'octobre. Les dépositions de Clermont-Tonnerre et de Malouet n'articulent rien de positif. On parle de conciliabules tenus à Passy dans la maison du duc d'Orléans, où se préparaient les grands coups. Il y a bien les dires de la femme Andelle, relatifs à l'argent distribué dans l'escalier de marbre : mais ce que notre député en rapporte a-t-il un

grand poids²⁷ ? Le témoin va plus loin que Virieu. Il tient de M. de Besson l'anecdote des bustes promenés au Palais-Royal : or ce particulier affirme n'avoir rien dit de tel²⁸. Peut-être Besson a-t-il ses raisons de nier... La liste des déposants compte soixante-deux députés, dont cinq prétendus patriotes ; les autres sont impartiaux ou aristocrates : Bergasse, Virieu, Bonal, évêque de Clermont, et de vagues auxiliaires²⁹. Dumouriez se croit compromis par la récente déposition de Stanislas, où il est qualifié d'ancien officier d'un régiment du duc d'Orléans : et le témoin reconnaît avoir été induit en erreur sur ce fait³⁰. Comment ne s'étonner pas, cependant, de voir l'homme de Cherbourg choisir un journal franchement républicain pour publier la chose ? Il adresse d'ailleurs à l'Assemblée, où Chabroud est chargé du rapport, sa correspondance avec le maire de la ville, destinée à « éclaircir » la déposition gênante de Clermont-Tonnerre : le 16 octobre au soir, malgré l'opposition de gens pressés ou inquiets, on lit au Manège la lettre dont Dumouriez accompagne son envoi³¹. Le lendemain, arrive un flot d'adresses des gardes nationaux de Cherbourg qui, repoussant « avec ardeur et énergie » la dénonciation de notre député, trouvent dans la punition des coupables leur propre justification³². De cette polémique le duc d'Orléans sort bien suspect ; mais quel « véritable » ami de la Révolution prendrait au sérieux ces autres suspects qui crient à la trahison, qui s'indignent d'un complot où eux-mêmes, en juin 1789, ont joué leur rôle en inconscients ? Clermont-Tonnerre n'est pas le moindre de ceux-là.

VI

Vers le 1^{er} octobre, on peut voir aux librairies « un écrit qui traite M. Brissot de Warville dans le ruisseau. Comme M. Brissot est le dieu du fleuve, il n'a pas été fort ému de ce badinage³³, » affirme un journaliste d'opposition. Ces nouvelles observations de Stanislas sur les comités des recherches répondent à la brochure de Jean-Pierre. Pour notre député, les

27. *Journal des Etats généraux*, XVI, p. 147 (30 septembre).

28. *Mercure*, p. 107.

29. *Journal des Etats généraux*, XVI, p. 188-9 (2 octobre).

30. *Mercure national*, n° 28, p. 1012-3.

31. *Procès-verbal*, p. 14.

32. *Gorsas*, du 18, p. 262.

33. *Journal général de la cour et de la ville*, IV, p. 20 (du 3).

comités « sont la honte de la Révolution, le triste monument des passions haineuses... que la vraie passion de la liberté aurait étouffées sans retour... si nous l'avions eue telle qu'elle est, telle que Rousseau la concevait. » Mais, objecte l'adversaire, vous parlez pour des temps calmes, et l'anarchie règne. — A qui la faute ? À tous nos Brissots ! Clermont-Tonnerre conteste l'utilité de l'institution. « Il n'y a d'utile que ce qui est juste; il ne faut ni tromper ni opprimer l'homme, pas même pour son plus grand avantage », sous peine de revoir l'ancien régime. Aujourd'hui, contre la volonté générale souveraine, que peuvent les complots ?

« Nos surveillants sont l'esprit public, le vœu universel, l'amour de la liberté... Voulez-vous les suppléer par la terreur?... Vous n'avez pas plus le droit de me forcer à être libre à votre manière que l'on n'en avait de me tenir dans l'esclavage, qu'ils appelaient aussi la liberté. Eclairiez, persuadez, invitez, mais ne contraignez pas. »

Qui veut la fin, dit Brissot, veut les moyens : sophisme dangereux, mot à double entente. Ecouter, rendre compte, voilà le rôle du comité des recherches du Manège. Ni décret ni loi ne valent contre la justice, contre la loi antérieure : « Ce qui a été un crime le sera toujours. » — Le comité de la Ville s'attribue le pouvoir d'arrêter des accusés : ses amis font des représentants de la Commune un corps constituant, coexistant avec l'Assemblée : cela est absurde, insoutenable; ni les exemples ni les principes ne justifient le comité. Brissot parle du *long Parlement* anglais, odieux à notre auteur, et le proclame grand patriote, oui, ce ramassis de presbytériens usurpateurs de prérogatives, geôliers du Roi, destructeurs d'une chambre des Lords qui refuse sa complicité, assassins de Charles I^{er} ! Voilà les crimes, voici l'opprobre : accablé de son forfait, avili, insulté de l'armée, bravé du peuple, quand ce Parlement dont Cromwell se débarrassa fut-il donc patriote ? Brissot « aperçoit-il de loin ce Cromwell dont la coupable grandeur fut l'effet inévitable des crimes du long Parlement ? S'il le voit, qu'il le dénonce, afin que nous l'étouffions dans son berceau. » Tel est le modèle qu'on nous propose, telle est « l'assemblée régicide et lâche qui fit acheter le despotisme aux Anglais par sept années de trouble et d'anarchie. »

Ces sept années de trouble et d'anarchie, la France les connaît d'Août à Brumaire. Et si Brissot, pour l'instant, ne saurait dénoncer Cromwell, c'est que Cromwell attend encore son heure. Clermont-Tonnerre, qui lui non plus ne verra pas la dictature, reproche à l'homme du comité la nouvelle

Bastille où l'avras fut mis au secret, la publicité si vantée des « factieux » prompts à en faire un moyen d'oppression au service des haines populaires, en dénaturant les faits. Qui opprime ? Le fort. Le faible est opprimé.

« La Révolution a triomphé, vos prisons reçoivent ses ennemis ; et quelques excès qu'aient commis les révolutionnaires subalternes, pourvu qu'ils soient dans le sens de la Révolution, vous n'en arrêtez aucun. »

On allègue en faveur des comités l'éloge des patriotes, la paix impossible lors de leur création. « Il aurait fallu que les oppresseurs dépouillés remerciassent les vengeurs du peuple, ou que ceux-ci fissent grâce aux oppresseurs. » Or sur les cinq membres du comité le peuple n'a réélu que Perron : cette sentence vaut bien la louange des Cordeliers et de ce M. Danton « que le temps a jugé³⁴. » Et la paix était possible après la suppression des abus, le titre de citoyen suffisait aux anciens privilégiés. Contre Brissot et ses amis, les gardes nationales ont maintenu la paix, d'accord avec le vœu public.

Stanislas, retournant à l'affaire Jumilhac, se défend de faire l'apologie des illuminés. « Lent à croire, à condamner ou à approuver », il ignore leurs révélations aussi bien que les inspirations des quakers et les miracles jansénistes. Il vient au fameux vélin du 15 mai ; il en publie le texte en regard de celui de *l'Ami du Peuple*³⁵ dont le comité n'a rien dit. Ce vélin, signé de Mme Le Clerc de Thomassin, la somnambule, et à elle donné directement, paraît-il, « par la Sainte Vierge », engageait le Roi à se rendre au lieu de sa naissance — à Versailles — à réclamer sa liberté, le commandement de son armée, à renouveler le vœu de Louis XIII, à ne quitter Paris qu'avec des ministres sûrs, cependant que Marat, dans son journal, excitait les soldats à massacrer leurs officiers, ses amis à s'assurer du Roi, à exécuter les ministres pour n'en être pas opprimés, et se demandait si l'Assemblée soutiendrait l'idée de tant d'assassinats commis en son nom par le monarque et ses complices ! Le polémiste ajoutait, à propos du décret imposant aux boutons d'uniforme de la garde nationale la devise : « La loi et le Roi », que cette inscription sentait sa tyrannie, son mensonge :

« Si les citoyens étaient la loi, les décrets antidémocratiques n'existeraient pas. Le Roi n'est que le premier serviteur de la nation, le porteur de ses ordres, une espèce d'huissier sans pouvoir exécutif. L'As-

34. Addition de 1791.

35. N^{os} 214-215.

semblée nationale, antirévolutionnaire, est sans pouvoir pour attaquer les droits du peuple ; ses décrets hostiles sont nuls ; aucune obéissance n'est due aux lois injustes. »

D'ailleurs ce décret est l'œuvre de Rostaing, « aristocrate renforcé, complice des Malouet et autres archi-noirs cu archi-ministériels gangrenés. » Notre Impartial, effarouché de cette violence, réclame une sanction contre Marat, fauteur de rébellion qui, dénonçant des députés au peuple, l'excite contre les ministres et l'Assemblée. De tels fanatiques préparent toujours les excès de la populace, qui n'assassine que sur leur indication. N'y a-t-il pas complot en l'espèce ? Politique ici, mystique là, c'est toute la différence du journaliste aux illuminés. Le salut de l'exécutif exigeait, comme au 6 Octobre, mille précautions. Cette « exécration » nuit, Clermont-Tonnerre reproche à Brissot de l'assimiler au banquet des gardes, « scène d'ivresse et de délire », mais non pas « assassinat exécuté de sang-froid, que devait suivre un régicide. » Puisque la loi ignore la Reine, comment séparer le Roi-fonctionnaire du Roi-époux ? Quel prince voudrait régner à ce prix ? Mais pour en revenir à l'affaire — que fait ici Marat ? — comment Brissot possède-t-il, le procès fini et lui-même exclu du comité, la lettre de Mme de Jumilhac ? Joue-t-il pas les Laubardemont, ce prisonnier de naguère si heureux de rappeler à l'inculpée ce qu'un parent de celle-ci lui a fait souffrir, ce théoricien qui proclame le droit de dénoncer sans indice, sur simple conviction ? Il incrimine Necker : Stanislas répond au nom du Genevois, qui a pressenti la Révolution et la voulait pure, œuvre du temps et de la raison. L'injustice, la barbarie l'ont éloigné jadis : revenu en 1788, il a fait adopter la double représentation du Tiers. Notre député songe au beau rapport du 27 décembre, aux résultats espérés, vante le rôle de Necker aux Etats, ses qualités de financier, loyal, ami du Roi, du peuple, du bien, de la liberté, persuadé qu'il fallait soumettre le particulier au général ; ce n'est pas lui qui a conseillé à Louis XVI, lors de la vérification des pouvoirs, d'appuyer l'un des partis. Quand la cour l'a fait renvoyer en juillet, cet homme alors populaire s'est caché pour partir. Méconnu aujourd'hui, il annonce sa retraite.

Et Clermont-Tonnerre rappelle le discours de Lally contre le ministère de Broglie, sa propre opposition, au nom des principes, à la demande de l'Assemblée réclamant le retour de Necker, dans la certitude où il était que le Roi suivrait l'opinion publique, le triomphe du 30 juillet à l'Hôtel de Ville,



M. Rigal phot.

STANISLAS VERS 1791.

(Miniature. - A M. le Marquis de Lambert.)

le pardon général révoqué par les ennemis de la paix, abandonné par l'imprudent vainqueur qui fit ce jour une faute irréparable. Depuis, Necker a lutté pendant quinze mois avec plus ou moins de succès, combattant les chimères de M. de La Borde; il part maintenant, épuisé, quand sa démission ne peut plus nuire, quand les fonds publics paraissent stables, et néanmoins le peuple reste indifférent; peut-être même se sent-il soulagé ! Stanislas, qui s'est fait un devoir de résumer le rôle de son ami, annonce l'intention d'exposer bientôt sa conduite personnelle au public³⁶.

« Je suis âpre, mais vrai », réplique, le 8 octobre, Brissot citant Montaigne. Il ne s'occupera que de la prétendue tranquillité dont son adversaire prend prétexte pour blâmer l'existence des comités des recherches. Le patriotisme de Clermont-Tonnerre date de la ruine de l'autocratie. Où sont les vrais amis de la Révolution ? Avec Necker ? Les folliculaires de gauche ont-ils fait tout le mal ? Et le banquet des gardes, et le camp de Jalès, et les troubles de Nîmes, de Montauban, de Nancy ?

« Comment ne pas voir que l'anarchie est le résultat forcé d'une révolution qui ne peut s'opérer sans créer beaucoup de mécontents, qu'elle est le résultat des efforts faits par ces mécontents pour échapper aux réformes... qu'au milieu des débris de l'ancien gouvernement, tous les ressorts du pouvoir exécutif étant brisés, l'anarchie doit exister jusqu'au moment où d'autres ressorts seront substitués ?... Nous ne sommes pas encore arrivés à cet heureux moment... Tout ne pourra rentrer dans l'ordre qu'après l'achèvement de la Constitution. »

Cet achèvement est retardé, selon Brissot, par les aristocrates intéressés au désordre dont ils espèrent profiter, par les ministériels hostiles à la limitation de l'exécutif et aux assignats. Les journaux patriotes prêchent la paix, la soumission aux décrets, le paiement de l'impôt. Quand Clermont-Tonnerre rampait dans l'Œil-de-Bœuf, Jean-Pierre combattait le despotisme. À l'écouter, les journaux ont heureusement influé sur les événements.

« Non que je croie qu'ils aient tous été également purs et exempts de taches ; non que je croie que les principes n'aient pas été souvent exagérés, que souvent des énergumènes n'aient pas abusé de ce moyen pour échauffer les têtes contre nos ennemis, et exciter des scènes sanglantes. Mais ces scènes ont été rares. »

Et les aristocrates en faisaient autant. Stanislas méprise-

36. *Recueil*, III, 331, Cf. B. N. Lb ³⁹ 4520. *Nouvelles observations sur le comité des recherches*....

rait-il en Brissot un salarié ? Lui-même appartient à cette catégorie. Brissot n'a jamais prêché la guerre civile, mais il a conseillé la sévérité, versé « tout le fiel du mépris et de la haine sur ces aristocrates ou sur ces modérés qui veulent arrêter la marche de la Constitution par leurs manœuvres sourdes. »

C'est à tort, continue le journaliste, que Clermont-Tonnerre compare à la Bastille, créée pour l'utilité d'un seul, le comité des recherches, institué dans l'intérêt général et approuvé par l'Assemblée. L'adversaire confond toujours l'anarchie, le danger, avec la paix et la sûreté; il n'est pas fondé à reprocher aux gens de la Ville d'usurper le rôle de corps constituant. C'est le peuple de Paris que les municipaux représentent : voilà l'orthodoxie. Et quoiqu'en pense Clermont-Tonnerre, le peuple ne délègue que pour ratifier, quitte à obéir provisoirement : la Constitution ne vaudra que sanctionnée par lui, comme Brissot l'a exposé dans son *Plan de conduite* aux élus du Tiers. Au 14 Juillet, le peuple a renversé la tyrannie, créé une municipalité provisoire; ne voulant pas interrompre les travaux de l'Assemblée pour lui demander des édiles. Cette municipalité, en présence des complots, des circonstances, a institué un comité de recherches : quoi de plus légal ? Stanislas parle de prisonniers mis au secret : or, Augeard mangeait avec les siens, Bonne-Savardin voyait chaque jour sa femme. Favras seul a connu des rigueurs, « et le sort qui a terminé sa vie a suffisamment justifié cette mesure. » Pour Brissot, l'échafaud fait le crime : il ne lui souvient pas qu'on ait durement répondu à Mme Favras.

Cette publicité que le comité apporte à ses opérations, Clermont-Tonnerre la juge incomplète, insidieuse : qu'il cite des exemples ! Les accusés aussi peuvent en user, à supposer qu'on ne dise pas tout. Le public suspecte les acquittés; il a ses raisons. Ah ! vous voudriez qu'on ne poursuivit pas « dans le sens » de la Révolution ? Sommes-nous là pour faire le procès de la liberté ? Vous dites qu'on néglige Marat : il a été dénoncé par le procureur-syndic au Châtelet, que l'affaire regarde. Le comité, lui, s'occupe des conspirateurs, qui agissent en secret : Marat parle au public. Le comité doit « rechercher ce qui peut être dangereux, ce qui n'est pas connu ». Et Marat déchire le comité, l'armée, les chefs patriotes : le comité, impartial, ne dit rien. « C'est toujours le fort qui opprime », assurez-vous. « Mais à la force, ne joint-on pas ici la justice de la cause... l'humanité dans les procédés ? » Quelle idée se faire d'un homme qui met constamment sur la même ligne

la cause du peuple et celle des despotes, les précautions prises pour n'être pas replongé dans l'esclavage et les mêmes barbaries employées par les tyrans pour se maintenir ? Brissot, ferait un merveilleux casuiste : peu lui importe le geste, c'est le coupable qu'il considère, et ses intérêts. Tout crime est, à son avis, sacré, qui s'accomplit en faveur des nouveaux dieux. A qui lui oppose le secret de la Bastille, il répond dans une intention sans doute ironique : « Et en effet les inquisiteurs de la Bastille laissaient les prisonniers voir leurs parents, leurs amis, manger avec eux. » Se doute-t-il de la vérité partielle qu'il proclame ? Son comité, œuvre des élus du peuple, non d'un homme, ne juge ni ne punit directement, au contraire des embastilleurs. Et le peuple a réélu Garran de Coulon parce que celui-ci plaidait pour la culpabilité de gens absous par les tribunaux ! Les commissaires victimes du scrutin « sont peut-être fatigués ». Quelques districts ont désavoué la Ville, l'Assemblée a soutenu le comité : voilà qui répond à tout.

En se défendant d'être quaker comme il se défend d'être illuminé, Clermont-Tonnerre a visé l'apologie des quakers de Brissot. L'homme aux cheveux plats s'indigne : un illuminé, un quaker, cela fait deux. Ne touchez pas au second, bête sacrée qui vient d'Amérique ! Si Jean-Pierre a publié la lettre de Mme de Jumilhac, c'est que cette pièce appartient au procès, donc au public, et que lui-même remplit encore des fonctions municipales. D'ailleurs il respecte l'auteur, il n'est pas un juge d'instruction chargé d'inculper la parente du gouverneur de la Bastille. Et le comité a joué un tout autre rôle. Un patriote oublie les injures : Brissot, parce qu'il a connu l'accusée, n'a fait partie « qu'à regret » du comité, et c'est « par délicatesse » qu'on l'a chargé de dépouiller la correspondance saisie !

Il insiste sur le banquet des gardes, dût Stanislas s'en étonner. « Vous êtes surpris que je mette dans la balance des milliers de citoyens contre une seule citoyenne. » Il défend le peuple d'avoir jamais voulu la mort de Marie-Antoinette : ces bonnes gens réclamaient le Roi à Paris, sachant que, lui présent, on mangerait. Tant pis pour les deux gardes sacrifiés au 6 Octobre ; dans ce jeu de hasard ils ont servi d'holauste aux mânes d'un citoyen tué !

Mais le long Parlement anglais déplaît à Clermont-Tonnerre :

« Ah ! vous voulez savoir quand il fut patriote ? Ce fut quand il

se révolta contre Strafford et Laud, contre la chambre étoilée, contre Charles I^{er} ; quand, se prolongeant jusqu'à l'achèvement des réformes, il poursuivit et fit exécuter les ministres ; quand il éloigna les évêques de la Chambre haute, ne donnant de place qu'à ses partisans, licenciant les troupes étrangères, ordonnant au gouverneur de Hull de fermer la porte au Roi que des conspirateurs voulaient introduire, armant la nation contre les violences du prince, faisant inculper la Reine comme mauvaise conseillère, établissant la République, supprimant Chambre des Lords et monarchie... Alors, quand il fit décapiter le Roi ? Ceux qui, convaincus du principe, ne capitulent point lâchement avec les conséquences, entendront la réponse. La peine doit être en raison de la grandeur du crime : la tyrannie appuyée sur la guerre civile, juge Charles I^{er} ; demandez à Locke, à Milton, au jésuite Mariana ! Ce n'est pas le Parlement qui a condamné, mais il a donné tous pouvoirs à une commission de cent trente-trois citoyens de Londres, officiers et membres des Communes. Vous qui insultez le Parlement pour s'être laissé dissoudre par Cromwell, lisez Mme Macaulay³⁷ : tout allait pour le mieux quand le dictateur, bon soldat, sans plus, se voyant diminué par la paix et le gouvernement des hommes libres, et craignant l'établissement d'une bonne Constitution, résolut de s'y opposer. »

Ne pourrait-on parler du journaliste comme du soldat, et de Brissot comme de Cromwell ? Lisez Ludlow si vous tenez à connaître Hampden, Sydney et autres vertus, et les hypocrites de la conciliation, Clarendon, Essex : vous étonnerez-vous encore d'entendre citer le long Parlement comme modèle ? — Non pas en tout, ajoute le prudent Brissot. « Malheur à l'humanité, à la liberté, conclut-il, si les hommes de ce genre ne se multiplient pas, si on n'abjure pas les idées courtoisanes ! »

Il ne saurait finir sans charger encore Necker, « auteur de nos calamités financières », un moment favori du peuple à cause du doublement accordé au Tiers, à cause surtout du ministère des Cent Heures. Les moyens mesquins du Gênois, sa défense déguisée de l'ancien régime ont trompé : il a ergoté sur les assignats, protesté contre la suppression de la noblesse, tardé à rendre ses comptes. Haineux des grands remèdes, ami du peu à peu, il n'a jamais pu se mettre au niveau de la Révolution. Brissot a des lettres ; il ouvre son Platon, hostile aux réformateurs à la Necker « qui ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font autre chose que couper la tête de l'hydre. » Tous les pédants le savent, cette tête repousse ; ils conviendront que l'ami de Clermont-Tonnerre est préfiguré dans Platon, et que l'apologiste Stanislas en mord la poussière ! Cet exposé de sa conduite, qu'il annonce, ira s'enterrer

37. III, p. 99.

au-dessous des Mounier et des Lally, défunts champions de l'exécutif³⁸.

La réplique du Jacobin enflamme d'admiration Mme Robert, qui dans sa feuille s'exprimera bientôt en termes vertueux. Ah ! la piteuse défense de Stanislas Clermont !

« Brissot l'aurait sans doute abandonnée à l'oubli s'il n'eût été frappé que du mépris que méritait un fade persiflage revêtu du jargon qu'on appelait autrefois le ton du monde et qui faisait le mérite unique de nos jolies poupées frisées et fardées, marionnettes de cour... Aux ombres chinoises, on ne prend que douze sous par tête pour faire voir ces petits animaux de quatre pouces de hauteur, et l'on ne force même personne à donner... Il sied bien à Stanislas Clermont, pensionné de la cour, salarié par un seul homme, de nous reprocher de l'être par le public, quand un seul jour de Brissot nous est plus précieux que la vie de Stanislas, alors que Stanislas et ses pareils étaient payés sur nos impôts et que le public nous paye volontairement. »

L'épouse du Liégeois accuse le défenseur du Roi d'ignorer l'histoire tout en l'invoquant :

« Où l'aurait-il apprise, lui qui passait pour borné avant la Révolution ? Le cœur blasé d'un courtisan, qui en 1790, s'honore d'être membre du club de 89, deviendrait celui d'un citoyen ? »

En vérité, c'est impossible ; il n'est pires incendiaires que le ci-devant comte et ses amis³⁹.

Dans cette polémique où les leçons de grec succèdent aux leçons d'anglais, où les antagonistes se lancent à la tête Jansénius d'Ypres et les quakers de Philadelphie, Clermont-Tonnerre aura pourtant le dernier mot, encore qu'il prétende, le 14 octobre, ne répondre à Brissot qu'à cause du passage « dangereux » si flatteur pour le long Parlement. Brissot est Jacobin, crime impardonnable aux yeux d'un libéral : ne s'agit-il pas du plus néfaste de ces clubs que Rousseau regardait comme destructifs de la véritable volonté générale ? Jugez-en par l'éloge des Anglais régicides, émeutiers qu'on nous propose en exemple.

« La France est une monarchie, prononce Stanislas, où elle n'est rien. Le gouvernement monarchique a dans cet empire deux bases inébranlables : le caractère national et l'étendue du territoire. Si on altère momentanément la première de ces causes, la seconde agira tôt ou tard

38. *Réplique de J.-P. Brissot à Stanislas Clermont-Tonnerre*. In-8°, 58 p. (B. N. Lb ³⁹ 4206).

39. *Mercure national*, n° 31, du 19, p. 1104 et suivantes.

d'une manière décisive. L'Angleterre, après l'assassinat de Charles I^{er}, fut livrée au despotisme d'un usurpateur, et retourna bientôt après sa mort sous la domination de Charles II. L'Angleterre n'est devenue libre qu'en adoptant la monarchie tempérée. »

Les Américains, autres modèles qu'on nous offre, ont fait de l'exécutif l'élément liant de leurs Etats. En France, le républicanisme triomphant, « fanatisme politique », nous déchirerait vingt ans au profit de quelques ambitieux, et peut-être nous redeviendrions esclaves. Clermont-Tonnerre, prêt à verser son sang pour la monarchie libérale, ne craint ni la réputation d'un Clarendon ni les sarcâsmes presbytériens. « Liberté et fidélité, voilà ma devise constante. » Il ne se demande pas si l'hommage et la révolte sont faits l'un pour l'autre. Les premiers ennemis de l'autorité arbitraire, parmi lesquels il se range, doivent, pense-t-il, défendre les premiers l'autorité légitime. Nous voilà loin de Mme de Jumilhac ! Stanislas ne répondra plus à Brissot, vraiment trop mal instruit : au reste, les « courtisans patriotes » pourront dire au Jacobin « qu'ils n'ont vu mon visage que dans les premières assemblées de Paris, qui n'étaient pas tout à fait l'Œil-de-Bœuf⁴⁰. »

Mais les temps sont changés. Et elles sont loin, ces assemblées d'il y a dix-huit mois, avec leurs espoirs sans lendemain ! Hier, il fallait un comité pour déjouer les complots : aujourd'hui, faut-il des complots pour faire vivre le comité ?

VII

Le long Parlement d'Angleterre hante les cerveaux. Cazalès l'évoque le 19 octobre en plaidant pour l'autorité royale à propos du rapport de Menou sur la révolte de l'escadre de Brest. Les comités qui ont examiné l'affaire concluent à des réformes urgentes dans l'avancement des officiers ; ils blâment le zèle exagéré des municipaux brestois, qui jouent à l'exécutif, favorisant les mutins, intercédant pour eux ; mais ils réclament du Roi des ministres patriotes. « N'y a-t-il pas lieu d'accuser le ministère actuel ? Qu'on se le dise ! » s'écrie l'orateur de la droite, en demandant la question préalable.

40. Sur la dernière réplique de J. P. Brissot (*Recueil*, III, 382 et suivantes, Cf. B. N. Lb ³⁰ 4216. In-8°.

ble. Le lendemain, Malouet, qui connaît la marine, montre les dangers de l'anarchie, la nécessité de renforcer les pouvoirs publics, d'assurer l'obéissance aux décrets sanctionnés. L'inaction des ministres a fait tout le mal, prétend Beauharnais : qu'ils s'en aillent, puisqu'ils sont impopulaires !

Clermont-Tonnerre attaque le décret proposé par les comités : à ses yeux, la partie relative au renvoi des ministres « présente une démarche coupable, si son succès est certain; indigne de vous, si son succès est douteux. » La nation se défiant des gens du Roi, l'Assemblée proclamant cette défiance, quel despotisme collectif ce geste dévoile ! Si le prince garde ses ministres, le Manège tombe dans le ridicule. Beauharnais distingue à tort le pouvoir législatif du pouvoir constituant : une puissance illimitée dans son action, dans sa durée, s'appelle tyrannie. Pourquoi mêler le changement ministériel à l'affaire de Brest ? « Est-ce parce que les ministres sont mauvais que l'escadre refuse notre code pénal ? » Nul n'a prouvé leur culpabilité.

« Est-ce parce que l'on croit que la gravité des circonstances exige un acte de vigueur et qu'il est plus aisé de chasser des ministres que de réduire des séditieux... que l'on vous propose de faire des ministres un holocauste à la révolte ? »

Le vœu national s'est fait connaître en 1789, — contre Breteuil, précise l'ancien amoureux de *Fräulein*, qui rappelle son opposition personnelle (la seule) à la tentative de confusion des pouvoirs alors esquissée au mépris des principes. Le vœu national approuve le choix des ministres actuels, l'Assemblée l'a dit : « Le choix du Roi était celui que la nation eût présenté. » Le procès-verbal est là.

Mais à présent, où trouver ce vœu public ? Qu'on nous montre une pétition !

« Il y a six semaines que sous vos fenêtres, un soir, cinquante voix demandaient le renvoi des ministres, et j'apprends aujourd'hui que dans vos quatre comités, réduits par hasard à vingt-cinq votants, on a découvert, à une pluralité de quinze voix contre dix, que les ministres n'ont pas la confiance de la nation. »

Voilà le vœu du peuple ! Quel honnête homme voudra être ministre à ces conditions, risquer un tel vote ? Par contre, il n'y aura fripon qui n'accepte, assuré qu'il sera d'échapper à toute responsabilité. « Morts et fugitifs, » a dit Cazalès, parlant des ministres. « Quand il a prononcé ces deux mots, j'ai cru qu'il s'interdisait toute attaque. » Or le fougueux député a maltraité les Impartiaux.

« Je suis, s'écrie Stanislas, un de ces hommes faibles ou changeants qui n'épousent aucun parti, et je ne réponds qu'un mot à ce reproche. Montrez-moi le parti qui a toujours eu raison, et si je l'ai déserté, j'ai tort ; mais ce parti n'est ni là (à droite) ni là (à gauche). Et quand je suis arrivé ici, je me suis dit, comme plusieurs de mes collègues : Je combattrai le despotisme, et s'il succombe, je n'insulterai pas aux vaincus, je ne dépouillerai pas les morts ; je défendrai les droits du peuple, et s'il triomphe, je ne flatterai pas le vainqueur. »

Clermont-Tonnerre ne dit pas que le « despotisme » est de ces mots qu'il faut qu'on tue, et que le peuple vit de flatteries, comme un simple tyran. Notre député demande la question préalable⁴¹. Mais au nom du « droit des nations », Brevet accable les ministres, et ses diatribes auront les honneurs de l'impression. Virieu, qui a disputé la parole à Clermont-Tonnerre⁴², appuie Malouet. Barnave attribue la révolte à la méfiance qu'on a du Cabinet, méfiance générale qui, vu les circonstances, se passera bien des précisions demandées. Imitons la Chambre des Communes qui met les ministres en minorité, sans autre forme de procès ! L'Assemblée écoutera Beaumetz et fera grâce à Montmorin, rejetant par 403 voix la motion des comités. Un blâme suffit.

Le 9 novembre, Stanislas lira une adresse des commissaires d'équipage qui, prétendant parler au nom de l'escadre, affirmeront être rentrés dans l'ordre à l'arrivée des décrets ; les « vrais » marins, disent-ils, étrangers à l'affaire, ont travaillé à ramener le calme et demandent l'exclusion des révoltés⁴³.

Les belles paroles de Clermont-Tonnerre ont été froidement accueillies, note un Allemand des tribunes⁴⁴, qui remarque les allures calmes et posées de l'orateur.

« Que vous soyez un homme faible et changeant, on le sait, affirme Brissot ; que vous ne soyez d'aucun parti, c'est une erreur⁴⁵. »

L'ennemi des illuminés a de bonnes raisons à faire valoir.

« Le métis recueille une bordée de sifflets, renchérit l'*Orateur du peuple*⁴⁶ à propos de la même phrase ; voilà le moyen infaillible d'irriter les deux partis ; voilà où mène ce sot esprit d'impartialité qui prétend tenir la balance entre le peuple et les ci-devant privilégiés. Car ces MM. les modérés finissent par exciter le mépris de ceux qu'ils flattent et de ceux qu'ils dénigrent. »

41. *Recueil*, II, 429, Cf. B. N. Le ^{no} 1040.

42. *Journal de Paris* du 21, p. 1157.

43. *Moniteur*, VI, 339.

44. *Paris en 1790, Voyage de Halem*, éd. Chuquet, p. 222.

45. *Patriote français* du 21.

46. III, p. 43.

Camille Desmoulins est plus dur :

« Le grand prôneur de Necker est, comme lui, méprisé de tous. » L'homme faible et changeant « a été couvert d'applaudissements plus ironiques et plus expressifs que ces sifflets à sept tuyaux dont se servait le parterre d'Athènes. »

L'archéologue du Palais--Royal est aussi réputé logicien. Il arrache les deux « cornes » de l'argument contre le décret, ordre de despotes ou vœu d'impuissants : les députés sont les représentants de la nation, les exécuteurs de sa volonté, — le Roi peut rejeter les décrets inconstitutionnels.

« Comment un illuminé comme Clermont n'a-t-il pas vu que son dilemme ne prouve rien pour trop prouver ? En effet, la conséquence de ce dilemme serait que l'Assemblée ne pourrait porter au Roi ni ordre ni vœu, c'est-à-dire qu'elle ne pourrait jamais parler au Roi... Que sera-ce de nous, simples citoyens ! Il ne nous reste plus qu'à faire comme Rabelais chez le Pape, en voyant le cardinal de Gondy baisser la mule : il faut nous sauver à toutes jambes de peur d'être obligé de lui baisser le derrière. »

En dénonçant les ministres, l'Assemblée n'a fait qu'imiter les anciens parlements.

« Ne voyez-vous pas que ce n'était pas une fausse démarche, et que Louis XVI, le plus honnête homme de la République de France, n'aurait pas manqué de donner une audience attentive aux représentants ? »

Selon Camille, le Roi aurait tenu compte au Manège de demander le renvoi, non la pendaison des ministres : on sera forcé maintenant de leur faire un procès, et tel d'entre eux pourra être pendu, qui n'en aura guère de gratitude à M. Stanislas et à ses pareils⁴⁷ !

Gorsas parlant de la motion du comité, déclare : « M. Clermont-Tonnerre aurait pu ajouter : C'est le dernier coup porté aux amis de la liberté, si elle n'est pas adoptée⁴⁸. » Mais de Cazalès à Marat, qui donc ne se dit, ne se croit, à sa façon, un fervent de la nouvelle idole ?

Fatigué, Stanislas gagne Corbeil. Le 24 octobre, il obtient que le serment de la garde nationale soit prêté sur la place de l'hôtel de ville, « afin de donner plus de grandeur⁴⁹. » Le 31, à Paris, il assiste à l'assemblée générale du nouveau Lycée français, dont il est membre fondateur, avec soixante-six au-

47. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 48, du 25, p. 411 et suiv.

48. N° du 22, p. 321.

49. Arch. munic. BB11 (registre), du 24 octobre.

tres notables, Brongniart, le Prussien Cloots, d'Estaing, Fourcroy, d'Osmond, Pastoret..... Le président est Sieyès.

Ce Lycée, qui vient absorber la société d'émulation dirigée par Bourdon, a souffert des événements. Fondé en 1780 sous le nom de Société apollonienne, par le censeur Court de Gébélín, qu'assistaient des francs-maçons de la loge des Neuf Sœurs, il offrait à un auditoire payant des lectures hebdomadaires sur des sujets de science, de littérature et d'art. En 1781, il s'appelait Musée de Paris et siégeait rue Dauphine. La mort du directeur l'a fait périlcliter : ses principaux membres ont rejoint Pilâtre de Rozier à son Musée français de la rue Saint-Avoye, que protégeait le duc d'Orléans. Pilâtre mort en 1785, l'œuvre prenait Monsieur pour patron et Bon-temps comme chef; les maîtres s'appelaient Garat, Marmon-tel, Condorcet, La Harpe, Fourcroy, Monge. Au début de 1789, on s'installe rue de Valois; en décembre, on invite l'Assemblée nationale au cours de droit public professé par Delacroix. L'abonnement, pour les hommes, est de quatre louis : les dames payent demi-place. Les matinées sont consacrées aux cours, les soirées à la musique et aux réceptions. Cette société de conférences est un grand cercle mondain : sa réouverture aura lieu le 10 janvier 1791, avec le concours de Fourcroy et de La Harpe. Les « honnêtes gens » se défient pourtant du « vertige républicain » qui, à leurs yeux, compromet l'entreprise. La part de fondateur de Clermont-Tonnerre reviendra plus tard à M. d'Osmond⁵⁰.

Notre député garde des sympathies. Le 6 novembre, il obtient des voix pour la présidence : Chasset l'emporte au second tour⁵¹. On continue d'attaquer les ministres : le 13 au matin, Goupil de Préfeln propose d'entendre Saint-Priest au sujet de l'arrêt du conseil, rendu le 14 septembre, contre le séquestre des biens du chapitre de Saint-Quentin. Muguet de Nanthou, qui s'en prend au garde des sceaux Champion de Cicé, déclare inutile d'admettre à la séance des gens flétris dans l'opinion. Clermont-Tonnerre et Malouet réclament un rappel à l'ordre. « Les ministériels eux-mêmes méprisent les ministres, objecte l'interpellé qui vise Cazalès. — Nous ne sommes pas solidaires comme une faction », réplique l'homme « faible et changeant » indigné de ces injures aux agents du Roi. Le tumulte couvre sa voix : il n'a « ni l'habitude ni la

50. Bibl. Ville de Paris, ms. fol. A 14754, T. I, fol. 1-3. Cf. Lacroix, *Actes*, VI, 347.

51. *Procès-verbal*, p. 27.

volonté » de lutter de poitrine avec personne. Néanmoins la « sortie » de son collègue lui a paru « plus qu'indécente ». Il finit par obtenir la parole. Qu'est-ce que cette solidarité d'opinions qu'on exige ? A chacun son avis !

« Je suis ici ou là, suivant que je trouve qu'on a tort ou raison... Dans une assemblée délibérante, chacun est pour soi, parle d'après soi et ne répond pas de ce que les autres peuvent dire. »

Tout l'individualisme du siècle est dans cet axiome. Pour Clermont-Tonnerre, la Révolution a supprimé les corps : et voici que naissent les partis ! Son idéal s'effrite chaque jour sous les coups de la « faction ». Ce libéral, d'ailleurs, consent à suivre Goupil de Préfeln, il veut bien que l'on parle d'accusation, mais non d'insultes ! « On laisse colporter toutes les délations, on repousse toutes les apologies. » Champion de Cicé a demandé de quoi on l'accusait : nul n'a parlé. Pour perdre quelqu'un, il n'est maintenant orateur qui ne s'écrie : « L'opinion publique vous flétrit. » Qui donc a qualité pour flétrir au nom de l'opinion ? — L'Assemblée passe à l'ordre du jour sur la motion Goupil : l'inculpation se réduit à l'injure, on versera aux caisses de l'extraordinaire les sommes séquestrées⁵². Stanislas se plaindra, en imprimant son discours, des fréquentes altérations que la presse fait subir à ses paroles.

Voilà le législateur bien découragé, semble-t-il, après un an de lutte. On sent dans sa pensée une grande désillusion. Il a défendu tour à tour, selon qu'il le croyait juste, les deux pouvoirs en présence : ici les députés, élus de la nation, organes de sa volonté, de ses espoirs, de ces haines que des siècles ont accumulées — là le Roi et ses ministres, ceux-ci attaqués chaque jour, avec d'autant plus de violence qu'on affiche plus de respect pour celui-là. Mais ce respect s'exprime par des mots inouïs, cette affection se traduit par les termes de commis, de valet, d'huissier public. Qu'est-ce que ce culte du désordre si bien entretenu ? Là où une organisation existe, elle devrait être provisoirement conservée : elle représente la stabilité. Clermont-Tonnerre, convaincu de la sagesse de l'opinion publique — celle qui se compose du temps et de la raison — ne peut comprendre que la foule et ses meneurs, intéressés si violents dans leurs libelles, ont mille raisons de se lever contre tout ce qui représente le passé, de vouer à la même réprobation l'ancienne France à privilèges dont il s'agit

52. *Recueil*, III, 426, Cf. B. N. Le ²⁰ 2005.

de consommer la ruine au profit, croit-on, de la masse. Qu'un d'Albert donne un ordre, qu'un ministre l'approuve, tout se soulèvera forcément contre ces gens d'autrefois; que les Grandes Robes se plaignent ou veuillent calmer les esprits, il n'est homme de la rue qui ne crie au despotisme. Que les nobles, qui tiennent à leurs noms plus qu'à leurs terres, à leurs écussons plus qu'à leurs droits féodaux, se défendent et cherchent à demeurer les fils de leurs ancêtres, — que le clergé naïf des premiers jours veuille conserver ses biens, ses réservoirs à aumônes, et demain son orthodoxie, personne aux faubourgs ne l'admettra : ces favoris du sort n'ont-ils pas eux-mêmes demandé l'abolition des injustices, des usurpations, et tout ce qui élève ou distingue n'est-il pas un abus ?

Certes la plèbe ne désespère pas encore du Roi. Mais son Roi n'est plus celui de Reims ou de Versailles; c'est un rouage constitutionnel, une machine à signer, à parader, un soliveau doré, qui doit briller pour la joie des yeux, sans plus. Qui réclame pour le monarque un rôle actif devient suspect : renforcer l'exécutif, c'est outrager la nation, violer les dix-sept articles, narguer la souveraineté intangible du boutiquier, du colporteur, l'auguste majesté du croquant et du pâtre. Il n'est député soucieux de son avenir, de sa sûreté, qui ne se jette à plat ventre devant les tribunes et les journalistes. Qui songe encore aux cahiers ? De ce bouleversement, Clermont-Tonnerre s'effraye. Le langage d'un Brissot, la violence d'un Marat, les insultes de Mme Robert doivent l'atterrer : nous voilà loin de Montesquieu.

Puis il y a cet esprit de corps qui revêt une nouvelle forme. Il y a ces Jacobins, ces sociétés populaires, ces folliculaires qui dénoncent, surveillent, accusent, jetant chaque jour mille cris d'alarme et transformant la France en chambre sonore où le moindre bruit rencontre mille échos. Là est le danger, et aux salons bourgeois où l'on parle de République, d'Etats-Unis, plus que de monarchie anglaise ou de démocratie royale. Quelque répugnance qu'on y montre, il faut s'organiser pour la résistance, opposer club à club, journaux à journaux, combattre l'adversaire par ses armes, au nom des principes qu'il déforme ou méconnaît. Contre la ligue des appétits, des haines, des calomnies intéressées, il faut dresser la ligue des « honnêtes gens », amis de l'ordre et de la paix. Clermont-Tonnerre va l'essayer. Besogne difficile : l'impartialité ne court pas les rues. C'est une médiocre recommandation que cet appui donné tour à tour ou simultanément à tant de gens. Cette éloquence vagabonde tourne facilement tout con-

tre soi. La tribune n'est pas une chaire, l'Académie ne siège pas aux carrefours. La chambre de la noblesse et les Quarante-Sept crient contre « l'homme faible et changeant », transfuge hier, faux frère aujourd'hui, quelque chaleur et sincérité qu'il mette à proclamer l'honnêteté de sa conduite, la rectitude de ses principes. Il s'est épuisé à louvoyer entre les vents contraires : le souffle le plus violent le rejette aux écueils, où sa barque se brisera. En vain, le naufragé implorera les gens de la côte : ils verront dans cet Ulysse un ennemi déguisé pour mieux les perdre. Il ne ralliera qu'une poignée d'indécis, victimes et responsables de la tempête. Pour avoir introduit l'ennemi dans la cité, les naïfs libéraux périront.

TROISIÈME PARTIE

LA DÉFENSE DU TRÔNE

CHAPITRE PREMIER

LE CLUB MONARCHIQUE

(Décembre 1790)

- I. *Des affinités sociales et de leurs facteurs dominants : le patriotisme révolutionnaire et les Jacobins.* — II. *Clermont-Tonnerre à la fin de 1790 : ses défaites devant l'opinion.* — III. *Fondation du club monarchique : on reparle d'Avignon.* — IV. *La première séance du club et les intrigues de Mirabeau.* — V. *Impopularité des monarchiens. Les attaques du Palais-Royal et de la presse ; suspension de la société.*

I

ENTRE les hommes, le sang, le pays, le travail, l'idéal commun ont tour à tour constitué des facteurs dominants d'affinités. Ces facteurs, loin de s'exclure, coexistent en se superposant : la terre, dont la surface nous agrée, n'est solide que grâce à ces sols anciens d'où nous tirons subsistance et bien-être.

Sujettes, comme le globe même, à des cataclysmes soudains en apparence, les sociétés humaines semblent parfois méconnaître le caractère simultané des influences majeures : de brusques régressions passagères étonnent et affligent qui ne les voulait point envisager.

La Révolution française est sans doute un de ces cataclysmes : d'un idéal exotique elle a d'abord prétendu s'accommoder en naturalisant les rêves d'outre-monts et les réalités d'outre-mer. Cette Révolution est celle de Versailles, des premiers clubs et des derniers salons. Du jour où la foule s'en mêle, tout change, et il faut compter avec l'indigène. Le patriotisme de 89 tient moins aux droits de l'homme qu'aux intérêts matériels des multitudes et des meneurs ; sous cet idéal

humain, universel, que les philosophes proclament en termes pompeux, avec une réelle sincérité, se dissimulent les appétits des faubourgs et la rapacité des boutiquiers, qui comptent plus qu'ils ne méditent.

Pour soutenir le système, encadrer la masse et la défendre du dehors et d'elle-même, une puissante association est nécessaire : les Jacobins la formeront, geôliers protecteurs et maudits, qui s'aideront d'une fausse foule contre la vraie foule amorphe. Dans ce pays où l'on a cru détruire l'esprit de corps, la nécessité du moment oblige de recourir aux coteries. Contre les classes une classe se constitue, celle des ennemis du vieil ordre, ligüés, au mépris de la logique, au nom d'une liberté obligatoire. Il y a de tout dans cette levée qui s'effectue partout, sans plan concerté, en vertu du même instinct, l'instinct de la bête qui, pour vivre, défend l'os volé. Les Jacobins, ouvriers intéressés de l'idée patriotique, ont trouvé une France, monarchie née de la terre et de l'histoire, plus unie, malgré certaines apparences, qu'aucun Etat ou ramassis d'Etats juxtaposés. Cette France n'est pas la leur : c'est la chose du Roi, qui la cimente : ils n'en veulent pas, il leur faut une table rase, que journaux et cadavres aplaniront et que le sabre du dictateur mettra plus tard au goût du jour, pour l'éternité, penseront les rêveurs. Contre la France jacobine, enfant trouvée de l'émeute, les émigrés qui se défendent et les enragés qui attaquent vont lancer l'Europe. Contre elle aussi, mais, croient-ils, pour la sauver, les rares partisans de la transition vont tenter un assaut désespéré, au nom de la paix et de cet ordre chimérique que déjà les circonstances ont détruit. Pour armes, ils prétendent n'employer que le calme, la raison, la prudence, le respect qu'ils gardent à l'adversaire : tous engins de suicide.

A la tête de cette petite troupe, Clermont-Tonnerre va combattre et périr.

II

Il était un peuple, qui soupirant après la Liberté, décida d'envoyer à Philadelphie, résidence supposée de cette déesse, une députation pour implorer sa visite. Les délégués partirent sur un superbe navire, le *Royal-Louis*. La discorde se mit bientôt dans l'équipage. De vieux officiers mariniens, gens de bon conseil, mais en mal d'avancement, qui avaient navigué sous des chefs habiles, faisaient une bande à part, où l'on raisonnait

bien, au vif déplaisir des gardes-marine et de la plupart des gradés. Deux de ces ambitieux, Stanislas et Nicolas, dirent un jour au capitaine Jack :

« Mon commandant, nous aurons peine à gagner la Delaware; le vaisseau commence à être fatigué, sa batterie de 120 pièces l'écrase, il fera eau bientôt, les vivres pourront s'avarier, et nous ne sommes pas sûrs d'avoir du monde pour le service des pompes. La Liberté est peut-être restée en Angleterre : faisons voile pour la Manche. Si nous la trouvons à Londres, nous la prendrons et notre voyage ne sera ni long ni fatigant. »

Par gloriole, Jack, qui partageait leur avis, écouta les novices, et gagna l'Amérique d'où il ramena la Liberté : mais il s'agissait d'une sœur cadette ! L'ainée, comme le disaient Stanislas et Nicolas, était restée en Angleterre. Au retour, on se chamaille. On revoit Brest... le navire touche un récif : il coule, l'ingénieur Cazalet le renfloue, mais l'apothicaire Villet ne peut sauver la petite Liberté « qui lui pète dans la main ». Cazalet cependant, embarqué sur une corvette avec Stanislas et Nicolas, va chercher la sœur aînée en Angleterre : « Dès leur départ, un vent favorable leur souffle dans la Manche. » On attend de leurs nouvelles¹.

Nicolas, c'est Bergasse, maintenant hors de cause. Par malheur pour la liberté anglaise, ses fidèles vont succomber : leur corvette fera naufrage, comme le *Royal-Louis*, et nul ne la renflouera.

Depuis le 17 octobre, Clermont-Tonnerre est chevalier de Saint-Louis². La dignité de son air et de son discours, la vivacité brillante de son esprit font vive impression sur Mme de Chastenay, qui fréquente chez lui et trouve que Delphine le compromet sans cesse, moins dans l'intérêt de la cour que pour être mieux vue de Mme Elisabeth. Toute rayonnante de grâces et de séduction, la jolie comtesse semble une miniature à côté d'un très grand tableau. L'amie de la maison, demain « bouquetière du romantisme », se pique d'écrire : elle ébauche une histoire du temps, depuis détruite, dont elle lit des morceaux au député. Celui-ci réclame en vain le manuscrit que trop de confidences émaillent. Delphine gouverne; on ne voit jamais son mari sans elle; tout paraît neuf dans le spectacle que ce couple offre au monde. C'est l'amour aussi tendre qu'heureux : au piano l'épouse chante les romances du *Porte-*

1. *Actes des apôtres*, t. VIII, p. 41 et suiv. Villet désigne le marquis de Villette.

2. Arch. admin. Guerre, 15333.

feuille dont Stanislas est l'auteur, et lui, debout ou assis derrière elle, lui souffle les vers mal retenus, presque toujours les plus flatteurs. L'amie, qui n'a guère quitté ses parents, les sait unis et contents; mais qu'on puisse être amants dans le mariage, voilà du nouveau pour une fille du monde persuadée par son éducation qu'un mari est un maître à qui l'on obéit, quand on n'élude pas ses ordres ! Quelle surprise pour elle de voir cet orateur aider à garnir de guirlandes les robes de sa femme et présider à sa coiffure ! Ce spectacle bouleverse la jeune personne, qui aime en secret le député. Elle ne rêve plus que d'un désert, d'un mari bien épris; elle lit la *Chaumière indienne* et pleure sur le paria; elle compose sur ce sujet un drame, des romances, des élégies que sans doute elle ne soumettra pas à Stanislas, même devant Delphine³.....

Au dehors, Clermont-Tonnerre est moins heureux. Si sa faveur avait duré, il faudrait le compter au tout premier rang. Mais avec son crédit a baissé son talent : il lui sera bientôt impossible de dire deux mots sans un cahier à la main, et Young l'a entendu « répondre » à Maury sans laisser soupçonner au public ce que l'autre a pu dire : car il lit une harangue écrite d'avance, bien loin de l'abbé ! Mais l'ecclésiastique a ceci de commun avec Mirabeau, que la contradiction l'anime et accroît son énergie, au lieu qu'un mot hostile abat notre rêveur⁴, désarmé s'il sort de sa bibliothèque. Souvent, après un début imposant et heureux, le défenseur de l'exécutif tombe dans la déclamation, tout comme la bonne dame de Corbeil qui le glorifie en vers acrostiches⁵.

L'opinion lui est chaque jour moins favorable. De braves gens pourtant, qui le croient patriote, l'adjurent de les suivre et gémissent de son silence. « Transporté sur les bords sablonneux d'un torrent profond et rapide », l'un d'eux verra bientôt en songe, sur l'autre rive, des promeneurs qui se plaindront de l'abandon d'un Clermont-Tonnerre assoiffé d'or et d'honneurs et prêt à rétablir le despotisme, moyennant récompense à son ambitieuse avarice. L'inculpé, assis sur un tertre, demeurera pensif, sans répondre au curieux qui lui demandera s'il est traître ou ingrat, lui rappelant la réunion des ordres, la défense des Juifs, les présidences de Versailles, titres de gloire d'un homme déjà populaire avant la Révolution, lettré, philanthrope, ami de la justice, des arts, du bon

3. *Mémoires*, I, 141-2.

4. Montlosier, II, 233.

5. *Almanach de Corbeil* pour 1791, p. 73.

goût, des bonnes mœurs. N'est-ce pas lui qui a repoussé Maury, « dangereux et subtil orateur » offrant de la part d'une très grande dame de la cour — la Polignac ? — mille avantages personnels contre un appui donné aux privilégiés ? Dans Rome, asile de tous les despotismes, les libéraux ne le regardent-ils pas comme un régénérateur ? Ne chantent-ils pas ses louanges sous les portiques d'églises élevées « à des divinités méprisables » ?

Or, aujourd'hui, on l'accuse de prôner l'arbitraire, de former un club anticonstitutionnel, de répandre des aumônes scandaleuses, venues de la cour ou d'ailleurs ; car (chacun le sait), Stanislas n'a que trente mille livres de revenus, et des dettes criardes. Veut-il soulager ou révolter ? Songe-t-il à détruire la Constitution, « ce sublime ouvrage » ? C'est impossible ! L'auteur de si beaux discours ne peut regretter le vieux système ; il ne saurait supporter les dédains de la cour, la perfidie des despotes. Espère-t-il des honneurs ? Le peuple les décerne, ce peuple qui l'a défendu dans sa faiblesse : l'abandonnera-t-il, fort et généreux envers ses amis ? Des fourbes ont séduit le héros, devenu chef des conspirateurs : vait-il souffrir que la nation retombe sous le joug, la diviser, renverser la Liberté comme une Bastille ? Ce serait mal connaître le peuple que de nourrir de tels projets : la garde nationale veille à tout. Allons ! soyez sage, songez à votre intérêt réel, venez aux patriotes ! Clermont-Tonnerre ne dit rien, et le rêve s'évanouit⁶.

Ce club, anticonstitutionnel, dénoncé par le libelliste, notre député le fondera comme malgré lui.

« J'ai toujours pensé et dit, déclarera-t-il, que les clubs étaient la cause immédiate de nos maux et désorganiserait tout le royaume.... On prend comme remède dans la maladie ce qui, en santé, ne conviendrait pas comme aliment. On oppose à la pente trop rapide d'une montagne les pierres et les obstacles qui embarrasseraient dans un chemin uni et y retarderaient le voyageur. Voyant la France entière déchirée, dominée par les clubs, n'écoulant qu'eux et se livrant par leurs conseils à tous les désordres de l'anarchie ; voyant toutes les autorités muettes, tous les pouvoirs paralysés et la force publique tout entière dans l'opinion, j'ai cru, et plusieurs bons citoyens ont cru, comme moi, qu'il fallait chercher des moyens d'opposition semblables aux moyens d'attaque, combattre des clubs factieux par des clubs amis de l'ordre, et employer dans le sein du chaos ce qui n'eût été ni inutile ni admissible dans un état régulièrement organisé.... On me demande quel bien

6. *Le rêve d'un patriote à M. Clermont-Tonnerre....* B. N. Lb ³⁹ 9629, 8°.

ils ont produit..... Ils ont constaté la faiblesse ou la complicité des fonctionnaires publics, l'impuissance des lois et l'impudeur du parti dominant. Le club monarchique, n'opposant jamais que la raison aux persécutions et la vérité aux calomnies, a porté les premiers coups au républicanisme, démasqué les Jacobins, donné au public la théorie de leurs insurrections, et ce n'est qu'à la suite de ces attaques que l'on a vu s'opérer la scission qui a rendu les Jacobins moins dangereux⁷. »

Ces derniers mots font allusion à l'établissement du club des Feuillants, demain asile du modérantisme : mais ni les Feuillants, ni les « bons » citoyens amis de Stanislas ne rendront les Jacobins moins « dangereux ». Ceux-ci sauront bénéficier de l'universelle méfiance qu'excitent de tout temps les partis intermédiaires, exposés aux attaques du haut et du bas. Cependant il faut essayer de résister, comme le proclamera Malouet, « au torrent démocratique qui a tout renversé » — grâce à l'inconsciente et décisive complicité du Roi et des siens, ces grands apôtres de l'idée républicaine.

Écoutons l'ancien intendant :

« Il n'y avait d'autre moyen que de combiner une force armée réunie sous le nom de l'autorité royale, ce que M. de Montlosier a vainement conseillé, le Roi n'ayant jamais voulu y consentir, ou de rallier à une enseigne monarchique tous les patriotes raisonnables, en leur garantissant des bases dont ils pussent être satisfaits, et c'est ce que M. de Clermont-Tonnerre et moi avions entrepris. C'est même ce que nous aurions infailliblement réalisé, si les deux parties extrêmes ne s'étaient réunis contre nous... si bien que nous eûmes dans le même temps et presque dans le même jour à soutenir les attaques de MM. d'Epréménil et Barnave. Maudits par les aristocrates, lapidés par la populace, MM. de Clermont-Tonnerre, Mallet du Pan et moi restâmes seuls en évidence : tous les autres, découragés, se dispersèrent ou se réduisirent au silence⁸. »

Les « patriotes raisonnables » sont rares à la fin de 1790; tout conspire à les faire déraisonner. Les naïfs qui veulent grouper et faire agir ces hommes prudents prétendent s'appuyer sur des principes qu'ils croient populaires, sur de grands moyens oratoires dont l'effet leur semble certain. Clermont-Tonnerre, à leur tête, échouera, comme ont échoué Lally, Mounier, Bergasse : parlant au peuple de ses intérêts et de ses droits « légitimes », sans plus, il n'a aucune chance d'obtenir sa foi⁹.

7. *Recueil*, I. XL-XLI.

8. *Mémoires*, II, 96-97.

9. *Ibid.*, p. 123.

III

Regnaud de Paris, témoin oculaire, racontera un jour qu'à la première séance tenue chez Clermont-Tonnerre pour fonder ce club monarchique voué à l'échec, le maître de la maison a déclaré ne vouloir ni parlements ni noblesse.

« Je perdis patience, à son discours, écrira-t-il; et je lui dis publiquement : « Je ne connais qu'une vraie manière de servir son Roi. Il n'y en a pas deux pour se montrer un fidèle sujet. La noblesse est l'ornement du trône, le soutien de la monarchie, comme les magistrats en sont l'appui : il est étonnant qu'un Clermont-Tonnerre rejette cette noblesse et veuille un Roi à sa guise. C'est se montrer chef de faction. » Je sortis fort ému de l'Assemblée où il y avait au moins soixante personnes, tant de députés de qualité, et quatre ou cinq évêques¹⁰. »

Le narrateur assure qu'un député du Tiers, siégeant à droite, l'a engagé à lancer cette apostrophe. Voilà un récit suspect. Se représente-t-on Stanislas tenant ce langage, lui qui pleure sur son ordre aboli et qui a défendu les parlementaires après d'anodines attaques vite regrettées ? Toujours est-il que, vers le 15 novembre, l'Hôtel de Ville a reçu la déclaration des *Amis de la Constitution monarchique* — c'est ainsi qu'ils s'appellent — annonçant des projets de réunions au Panthéon de la rue de Chartres, près le Palais-Royal. Les associés réclament aide et protection, et se disent soumis aux décrets sanctionnés par le Roi¹¹.

Dans un prospectus, ils annoncent des principes invariables et un courage à toute épreuve. Etrangers aux préjugés de l'ancien régime et aux passions des novateurs, ils prennent pour devise : Liberté et fidélité. Pour ces monarchistes, la loi, par qui règne le Roi, est la suprême autorité. L'Assemblée a déclaré le prince inviolable et sacré, le trône indivisible, la couronne héréditaire, de par la Constitution. C'est cette Constitution-là que nos gens défendent. Ils voient avec indignation et repoussent les efforts hostiles à la monarchie. Ils combattent les écrivains incendiaires et les hommes plus coupables qui les font agir. Contre de mauvais décrets éventuels, ils attendent tout de la légalité. Ils auront un journal hebdomadaire.

Qui sont-ils ? Deux listes dénoncent aux patriotes ces « aristocrates de toutes les couleurs » qui pour l'instant siègent

10. *La journée du 10 août*, I, p. 75.

11. S. Lacroix, *Actes*, 2^e série, I, p. 639.

rue Saint-Antoine. Le président est Dubergier, ci-devant membre du Comité militaire de l'Hôtel de Ville, « orateur fallacieux et impératif ». Le vice-président, Hamelin, chef du bataillon des Récollets, est fameux par ses victoires remportées à Paris « dans les tripots et sur le cœur de quelques filles entretenues. » Parmi les membres, on cite Malouet, Bergasse, Boisselin, Montalembert, Foucault-Lardimalie, Murinais, les évêques de Chartres, de Clermont, de Châlons — ce dernier est le cousin de Stanislas —, Saint-Priest, Boufflers, Ségur, l'abbé Royou, Dreux-Brézé, Castellane, d'Agout, Mortemart, Caraman, Juigné, Augeard, Crussol, La Luzerne et le duc de Luynes¹². On leur adjoint Roger de Damas, d'Espinchal, Dumetz, le maréchal de Mouchy, Corméré, le cardinal de La Rochefoucauld, Boulainvilliers, d'Aligre, de Sèze et Meude-Monpas. C'est plus qu'il n'en faut pour dissiper tout malentendu. Bailly et son entourage doivent être perplexes. Vont-ils autoriser les réunions ? Et de quel texte s'armer pour les interdire, en présence d'une déclaration aussi loyaliste ? Le maire attend les événements.

Au Manège, la lutte a repris au sujet d'Avignon. Le 18 novembre, au nom du comité diplomatique, Mirabeau nie qu'il soit de l'intérêt national d'annexer le domaine du Pape : le comité propose d'envoyer sur les lieux des troupes pour opérer d'accord avec la municipalité. Montlosier s'écrie que ces soldats assassineront le peuple; le Comtadin Maury demande qu'on aide le Saint-Père à rétablir son autorité. Le tribun d'Aix observe qu'on ne saurait agir sans le Roi, sans un accord avec le pouvoir établi, — les municipaux d'Avignon —, et qu'à vouloir restaurer la souveraineté romaine, on trancherait la question. Le décret du comité passe malgré Robespierre, mais la discussion continue.

Clermont-Tonnerre n'a pu parler : on a ri en l'entendant risquer une remarque et vanter les « libertés antiques » laissées par le Pape à ses sujets, en échange de leur foi.

« Un de ces hommes les plus avilis, s'indigne Mme Robert, un de ces hommes dont le front, marqué du fer de l'esclavage, est accoutumé à ne plus rougir de sa propre bassesse, Stanislas Clermont, était à côté de la tribune, et de temps en temps, levant des yeux hardis sur le raisonnable Maillane¹³, il semblait se flatter de le vaincre; et comme j'observais son insipide figure, je prévis que les noirs¹⁴ avaient donné un

12. *Noms des aristocrates composant le club monarchique* (B. N. Lb³⁹ 3592). *Suite de la liste...*

13. Durand de Maillane, partisan de la réunion.

14. La droite.

rôle à l'automate... Tandis (que Robespierre) avait parlé, Stanislas Clermont, toujours collé à la tribune, jouait le rôle honorable de président des noirs. Chaque fois que les paroles de vérité, sortant de la bouche du défenseur des peuples, blessaient l'ouïe impure des factieux, chaque fois qu'ils voulaient murmurer, Stanislas étendait une main imposante, et ce geste ridicule faisait taire les oiseaux de nuit¹⁵. »

Le samedi 20, notre député combat l'annexionniste Pétion. On perd son temps à délibérer sur une injustice. Les Avignonnais peuvent s'offrir : les recevoir serait impolitique. Le préopinant invoque le droit naturel contre le droit positif du Pape, fondé, dit-il, sur un titre vicieux, sur une possession précaire; mais jusqu'ici les traités de cession, ratifiés par le serment des provinces cédées, sont valables, les princes représentant les peuples et le consentement tacite de ceux-ci exprimant en fait leur volonté. On attaque la reine Jeanne : on fait d'elle une Messaline, pour n'avoir lu que Villani, historien suspect. Sans doute son mari est mort assassiné : mais les meurtriers ont cru servir la reine Et les 80 000 florins, prix d'Avignon, ont bien vite été payés, affirme l'abbé Papon¹⁶. A qui objecte la révocation du traité, Clermont-Tonnerre oppose l'absolution donnée en 1351, trois ans après la vente. Avec mille détails il établit qu'Avignon n'est pas en Provence, que ce co-Etat du royaume d'Arles est aliénable, que la communauté du souverain a seule fait l'union, que les révocations dont on parle sont inapplicables à la vente, confirmée par les hommages postérieurs adressés à Rome, titres réels aux yeux de l'orateur, « convention libre et nationale ». Mais le pouvoir pontifical est jugé odieux : parlez-nous donc de l'usurpation de Louis XIV, de l'invasion de Louis XV..... et ces rois ont restitué les domaines un moment saisis ! Les colons français, les fermiers royaux du tabac et des gabelles n'ont agi qu'au compte du Pape, ensuite d'un traité avec le Roi. Voilà pour le droit positif.

Au droit naturel, maintenant. Sauf pour l'administration. Avignon ne fait qu'un avec le Comtat — Stanislas ne parlait pas ainsi trois mois plus tôt ! — comme le prouve l'alternance des élus. Où est le vœu du pays ? Le peuple se plaint; ses doléances choquent le vice-légat; les consuls parlent avec plus de modération. Soulèvement, répression, amnistie violée, nouvelle émeute, tous ces troubles amènent le départ des autorités. Les comités réclament la Constitution française

15. *Mercure national*, n° 42, p. 1617.

16. *Hist. de Provence*, III, 182 et charte 44 des preuves.

tout en renouvelant leur serment au Pape. Le vice-légat refuse, puis consent, installe une municipalité : désavoué, il est proscrit. Sur le désastre du 10 juin, Pétion a tiré le rideau : l'aveuglement de la foule, les insinuations perfides ont fait tout le mal. Quatorze cents signatures en faveur de l'annexion, qu'est cela en présence des supplices, de l'émigration des habitants aisés, « plus de la moitié de la ville » ? Peut-on articuler le nombre des gens « qui se sont rendus dans les districts où l'on ne souffrait que ceux de l'opinion dominante ? » — Ici l'on murmure. — Trente-six personnes prétendent que leur vœu, contraire au vœu des districts, est partagé par douze mille fugitifs, que les quatorze cents signatures comprennent celles des enfants inscrits aux écoles chrétiennes; qu'est-ce que cela pour exprimer l'avis de 25 000 hommes ? Il y avait des Français armés dans Avignon : s'ils ont empêché des crimes, ils ont nui à la liberté des délibérations.

« On repousse le vœu des émigrants, par cela même qu'ils sont émigrants : mais leur émigration a été forcée par des assassinats, et, sur un pays couvert de gibets, il ne peut rester volontairement que des bourreaux. »

On risque une conquête, grâce à des circonstances auxquelles Bouche et les députés partisans de l'annexion ne sont peut-être pas étrangers. Quel scandale en Europe que ces députés invoquant contre la liberté d'un peuple les droits du Roi, successeur du comte de Provence ! Les factieux n'ont-ils agi que poussés par l'espoir de la réunion, quand le sang fumait encore, à grand renfort de soldats délégués pour influencer sur le vote ?

« A tous ces symptômes, dira-t-on chez les nations jalouses ou ennemies, reconnaissez la marche des Français, de ce peuple entreprenant, courageux, qui sous les rois absolus nous menaça, nous attaqua, nous fit partager leur joug, et qui aujourd'hui, non moins injuste, vient avec toute la force de sa liberté, avec tous les moyens d'une politique vraiment romaine, nous enlever nos provinces, soi-disant pour les rendre libres¹⁷... »

Et les principes ?

Des voix réclament l'impression de ce discours prophétique. Stanislas le premier s'y oppose : l'argent de la nation n'est pas fait pour répandre des vérités que lui-même publiera bien à ses frais¹⁸. Au vrai, sa prose est plus éloquente

17. *Recueil*, III, 163 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁹ 1105, In-8°.

18. *Recueil*, III, 183, *Journ. gén. de Fr.* du 22, p. 1365.

que solide¹⁹. La gauche a d'ailleurs ses raisons d'invoquer la question préalable contre l'orateur, comme celui-ci de la demander contre l'annexion. Et cette séance cause à Mme Robert un nouvel accès de vertu :

« C'est lui, c'est cette âme froide, stérile et rampante, cet homme sans principe et sans génie, qui a fixé le destin d'un peuple et dicté un décret aux représentants d'une nation qui se croit libre. Il a osé réfuter M. Pétion... Pétion serait moins instruit, moins éclairé que Stanislas !... Newton aurait reçu des leçons d'un aveugle de naissance ! »

Après une explosion de fureur contre ce Mirabeau si corrompu qui insulte la nation, la petite femme fulmine sa sentence :

« Quant à toi, Stanislas, esclave des cours, rampant aux pieds des trônes que les peuples souffrent encore, vendu d'avance à tous les tyrans, à tous les ministres des tyrans, courbé sous le poids de l'orgueil, stupide adorateur des préjugés, si tu vis encore quand la France sera libre, et si nos voisins ont également secoué le joug des idoles que tu es digne de révéler, vas ramper aux pieds d'un sultan, vas garder les portes du sérail, baiser la main qui t'enverra le lacet ; ou bien vas grossir la cour stupide du roi de Calcutta, retiens jusqu'à ton souffle en présence de ce despote imbécile, et annonce, avec un peuple plus imbécile encore, que tous les souverains de la terre peuvent aller dîner, quand ton nouveau *maître* aura fini ses repas²⁰ ! »

En Avignon et alentour, on reçoit des échos de la séance. Antonelle, maire d'Arles et fougueux annexionniste, obtient grand succès par ses diatribes contre le « parlage imposteur, inconséquent, absurde, de l'un des plus modérés et plus perfides adversaires de la cause du genre humain. » Reconnaisant que le discours de Clermont-Tonnerre mérite seul, dans l'opposition, d'être retenu, il incrimine les arguments de l'orateur. Celui-ci ne veut pas des Avignonnais pour compatriotes : il est faux, dit-il, qu'un peuple puisse appartenir à quelqu'un. « Donc, conclut Antonelle à la place de Stanislas, Avignon est au Pape ! » Ses habitants sont condamnés à l'esclavage bien que, de l'aveu du député, « le gouvernement appartient au peuple dont il est l'ouvrage et que le peuple n'appartient pas au gouvernement. » Les malheureux réclament en vain, malgré les méfaits de Rome, car « le principe incontestable et non contesté de l'inaliénabilité du domaine de Provence n'étant plus, dit Clermont-Tonnerre, applicable à notre système actuel », on doit se garder de l'employer contre

19. *Courrier français* du 21, p. 166.

20. *Mercure national*, n° 42.

la légitimité des transactions anciennes. Le discours de naguère n'est pas oublié, ni la volonté des Corses, si étrangère au contrat de vente des Génois ! « On doit bien sentir que la vente radicalement nulle faite par la reine Jeanne a dû faire d'Avignon l'éternelle propriété du Pape », et que ce pays doit être séparé de la France en dépit du vœu des indigènes. Clermont-Tonnerre a dit : « Le vœu libre et national d'un peuple n'existant que par l'unanimité, je demande où est le vœu du peuple avignonnais. » Antonelle répond ironiquement qu'on ne peut trouver ce vœu « que dans la volonté de ce petit nombre d'égoïstes insolents » qui ont juré de n'être jamais de l'avis de la foule. » « L'assemblée d'Avignon tient à la domination du Pape », assurait Stanislas. Mais puisqu'Avignon et le Comtat sont deux, les vœux de l'un n'enchaînent pas l'autre ! Et une nation libre doit repousser la pétition en cause, « pour épargner un moment de chagrin à l'orgueil de l'humble successeur de Céphas. » La philosophie propose une croisade ; notre député s'en étonne. Le bon apôtre ! Va-t-on flatter l'esprit dominateur de Rome, laisser un foyer de réaction où se réchauffera la haine de tout ce que la France et l'Europe comptent de rois, de prêtres, de bourgeois, de fripons, de bas valets et de coquins, fanatiques de Montauban, de Nîmes et de Jalès, ligueurs et fauteurs d'iniquités ? Pour droits politiques, il n'y a plus que les fausses chartes de l'usurpation. Antonelle pleure sur ce peuple qui réclame ses droits avec « modération et persévérance », et qui, pour une fois qu'il se venge de tant d'excès, ne veut pas permettre à ses assassins de le massacrer à loisir ! Alors, parce qu'on a renoncé aux conquêtes, faut-il dépouiller ce peuple de ses droits essentiels, le repousser d'une France où il demande à entrer ?

Il appartient à l'Assemblée d'instruire Clermont-Tonnerre du passé d'Avignon, de lui montrer l'illégitimité d'une possession précaire, contestée, interrompue ou tolérée, de lui faire voir sur la carte que le Rhône est loin du Tibre, de le convaincre que le roc des Doms et le palais de Jean XXII sont plus près de Saint-Pierre et du Vatican que Rome ne l'est de la Constitution. Que l'orateur du Manège relise les dix-sept articles, bien oubliés dans son discours : il donnera raison aux Avignonnais²¹, conclut le maire d'Arles, voisin intéressé à l'annexion du Comtat.

21. *Quelques réflexions... sur l'opinion de Stanislas Clermont-Tonnerre*, par P. A. Antonelle... 3^e éd. Paris, 1790, 8° (B. N. Lb⁹⁹ 4343, p. 34 et suiv.)

Stanislas répondra plus tard. Découragé, en présence de la tournure que prennent les événements, il se tait quand on discute la Constitution civile du clergé, si étroitement liée à l'affaire : le décret du 27 novembre relatif au serment des prêtres est rendu sans son intervention.

« Je crois, écrira-t-il, qu'une nation qui exige des serments se livre à une grande erreur en morale et en politique; je crois que tout règlement civil, appliqué à un culte religieux, hors le cas de simple police, est un attentat contre les consciences et répugne à tous les principes d'une sage Constitution²². »

Le 7 décembre, il s'indigne. A propos des troubles de Nancy, Cazalès a rappelé un peu haut que le jeune de Silles, victime de l'affaire, appartenait à la noblesse, et attaqué le feu duc d'Aiguillon, l'homme du procès de Rennes : d'où fureur des gauches, qui réclament une sanction. Clermont-Tonnerre s'associe à ses collègues; mais où sera la liberté, si l'on ne peut parler des fautes d'un individu ? Il est inadmissible de blâmer Cazalès sur ce point. N'a-t-on pas outragé impunément à la tribune la mémoire de Henri IV ? L'Assemblée se rendant à cet avis, ne retient que l'évocation d'un ordre aboli; l'orateur de la droite se tire à demi de ce mauvais pas. Mais l'« homme changeant » ne saurait par de tels procédés s'attirer la sympathie des gazetiers.

A l'un de ceux-ci, un prétendu collectionneur signale des livres rares dont il veut se défaire : *L'art de n'être jamais vrai et de danser tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre. — Traité sur la tergiversation et l'irrésolution*. Ces ouvrages sont dédiés à Clermont-Tonnerre, assure le correspondant, qui a lu cette épigraphe de Charron au frontispice du dernier : « Ne suis que ton cœur, il te guidera bien mieux que ta tête²³. »

Depuis deux ans, on se conforme à ce précepte; il ne semble pas que tout le monde ait à s'en louer.

IV

Bailly s'est informé, dans l'incertitude où l'a laissé la déclaration du club monarchique; il transmet le résultat de ses recherches à Cochon de Lapparent, Jacobin aujourd'hui. Feuillant demain, un curieux qui veut des détails. Le 3 décembre, le maire lui apprend que la société siège maintenant

22. *Recueil*, II, 59.

23. *Journ. gén. de la cour et de la ville*, IV. 555 et 572, des 9 et 11 décembre.

chez Armand et Desnoyers, 17, rue du Petit-Vaugirard. Clermont-Tonnerre la préside; elle comprend plusieurs membres de l'Assemblée « qui seront très difficiles à connaître ». Les affiliés s'introduisent chez Armand par le jardin voisin de l'hôtel où demeure notre député²⁴. Cet Armand a, dès le 22 novembre, écrit à un officier municipal nommé Le Rouge, qu'il croyait de ses coreligionnaires politiques, et qui l'a vivement dénoncé. Un autre Armand, notre ami Bouchard, est délégué par Stanislas à la correspondance²⁵.

Tandis qu'à Corbeil, ce même 3 décembre, un club jacobin se fonde au prieuré de Saint-Guénault²⁶, Toulouse, Limoges, Perpignan voient s'ouvrir des clubs « fanatiques ». Dans cette dernière ville, on accuse les adhérents de provoquer des désordres, d'opposer à la douceur des patriotes une morgue d'aristocrates, de tenir des séances bruyantes au grand scandale des bons citoyens, qui, lassés, assiègent le local et ses occupants.

Ceux-ci tirent par les fenêtres : on leur répond à coups de canon, on blesse ou arrête quatre-vingts d'entre eux. On dit que le régiment d'Auxerrois, requis par la municipalité de protéger le club et de tirer sur la foule, a levé la crosse en l'air. Gorsas, qui enregistre ces exploits, croit tous les factieux d'accord. Il a eu vent du projet Clermont-Tonnerre, dont il craint beaucoup : club royaliste, qu'est-ce à dire ? Tous les bons citoyens n'aiment-ils pas leur Roi ? « Il est à parier que ce club ne sera composé ni d'amis du Roi, ni d'amis de la Révolution²⁷. » Stanislas inquiète aussi Marat, qui, trompé par le nom de Clermont, confond notre législateur avec le comte de Clairmont d'Esclaibes, député de Chaumont-en-Bassigny et auteur, paraît-il, d'une contrefaçon de l'*Ami du peuple*²⁸. Le parlementaire mis en cause proteste, le 16, dans un journal bien pensant²⁹. Le gazetier de naguère se rassure, en apprenant la fondation de la société : « M. de Clermont-Tonnerre a perdu son irrésolution. L'honneur prévaut toujours dans le cœur d'un vrai Français³⁰. »

Le 17 décembre, une première séance réunit trois cents amis de la « Constitution monarchique ». Le lendemain paraît

24. Arch. Nat. DXXIXb, 32, 328.

25. *Recueil*, IV, p. 40, note.

26. *Notice périodique de l'histoire de Corbeil*, 1792, p. 39.

27. *Courrier*, du 15, p. 226-227.

28. *Ami du peuple*, n° 309.

29. *Ami du Roi* (Montjoye) du 26, p. 859.

30. *Journ. gén. de la cour et de la ville*, IV, p. 624, du 17 (« Effets perdus »).

le premier numéro de leur journal hebdomadaire, dont Stanislas a pratiquement la direction. L'emblème du club est une balance; dans les plateaux, le bonnet rouge et la couronne royale sont censés s'équilibrer; mais l'or, plus lourd que l'étoffe, en aura bientôt raison, au détriment de l'irréalisable devise : « Libres et fidèles », qui accompagne l'appareil. Clermont-Tonnerre annonce aux correspondants de province que les Jacobins ont déjà dénoncé leurs rivaux, voués par eux à la méfiance des Jacobins de partout, à la haine des journalistes « patriotes » et du public, et que les sections de Paris ont été invitées à dissoudre le club concurrent.

« A la première démarche, nous n'opposerons qu'un redoublement de courage. Nos principes sont purs, notre but honnête; et à des opinions erronées ou factieuses, nous saurons opposer des opinions sages et pacifiques. A la seconde nous n'avons qu'un remerciement à faire, car elle démasquerait leur société, et un club qui armerait contre les autres des Desmoulins, des Carra, Marat... les avouerait par cela même; et un club qui avouerait de telles gens serait évidemment antimonarchique... évidemment inconstitutionnel et anti-français. »

Dissoudre la société serait contraire aux décrets, aux droits de l'homme : ne s'agit-il pas de résister à l'oppression³¹ ?

Dans le même numéro, Clermont-Tonnerre dénonce un libelle publié à Londres : l'Assemblée y est accusée d'avoir décrété le despotisme. Ce pamphlet républicain prétend que le Manège a rivé les fers du peuple français. Contre l'auteur, il faut prouver que la géographie et les principes font de la France une monarchie : ce factieux ne rend-il pas hommage à Louis XVI tout en attaquant la fonction royale ? A l'en croire, le régime censitaire fait mentir la déclaration des droits et compter pour rien la masse par des ambitieux intéressés. « Le dernier membre de phrase a du vrai, avoue Stanislas, et nous en gémissons souvent. » Mais quelle mauvaise foi dans cet écrit !

« Personne n'ignore que, par une suite de l'empire qu'a pris une faction plus républicaine que monarchique, et de l'espèce de paralysie partielle dont elle a frappé les agents du gouvernement..., les auteurs les plus exagérés, les plus séditieux, les plus incendiaires sont de tous les moins exposés à avoir besoin de courage. »

Or le libelliste n'a pas manqué d'insister sur sa propre audace. — Clermont-Tonnerre réfute la brochure, défend contre des attaques, à son avis indignes d'un honnête homme,

31. *Journal de la Société des amis de la Constitution monarchique*, n° 1, p. 9.

la monarchie et le monarque inviolable si différent d'un despote, le pouvoir exécutif confié à des ministres responsables pour la sauvegarde du prince et le repos de la nation, la sanction royale nécessaire, l'initiative du souverain en matière de politique extérieure, l'utilité même de ce personnage à qui l'on reproche de coûter vingt-six millions par an. Mais que dire des attaques contre la vie privée de plusieurs écrivains ? « Il est consolant pour nous de voir que la morale, les mœurs publiques et la monarchie ne comptent que les mêmes ennemis. » Et ce misérable auteur loue Barnave et Lameth, d'Aiguillon, Menou, Robespierre, Biazat, Camus, de partager son avis : quelle impudence !

« Nous nous affligeons pour eux et probablement avec eux... du nuage que ces éloges pourraient répandre sur la pureté de leurs principes et leur attachement à la Constitution monarchique³². »

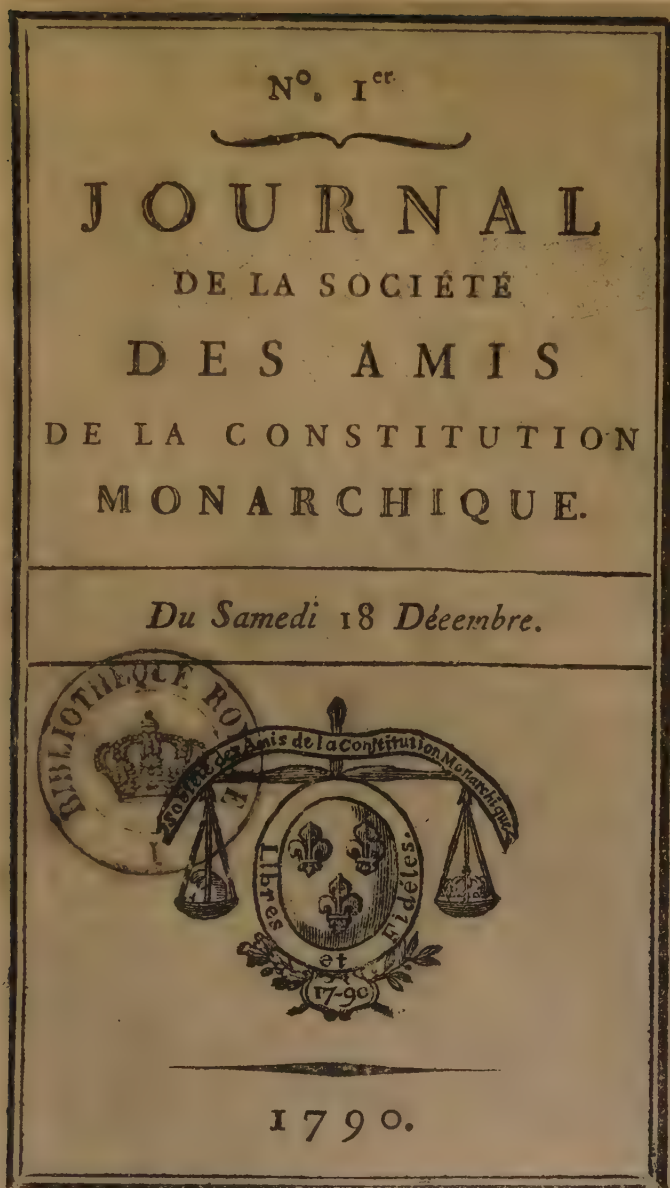
Ces monarchistes-là ne s'attendaient guère.

Le président officiel du club est Dubergier, assisté de divers comparses : mais il n'est journaliste qui ne songe à Clermont-Tonnerre en s'occupant de la nouvelle parlotte. Selon Gorsas, le but avoué de la troupe est de s'opposer à l'esprit de républicanisme qui germe, paraît-il, dans toutes les têtes : affirmation qui semble fausse et absurde. Son but secret est de créer une scission à Paris. Et le rédacteur du *Courrier* détaille les exploits d'un club monarchiste existant à Aix-en-Provence où il a causé de sanglants désordres ; comment douter des rapports que toutes ces sociétés entretiennent les unes avec les autres³³ ? Ces principes sentent le complot ; cette impartialité prend parti. En défendant le Roi, on attaque le peuple. — Que dirait Gorsas s'il lisait l'écrit rédigé trois jours après par le plus illustre des patriotes, par le grand homme maintenant suspect, par Mirabeau pour le nommer ?

Dans une note adressée à la cour le 23 décembre, le tribun insiste en effet sur la nécessité, pour le Roi, de s'assurer des amis dans l'Assemblée. Il en faut peu, mais des gens sûrs, MM. de Bonnay, Cazalès, l'abbé de Montesquiou, dans la droite ; et ailleurs, Clermont-Tonnerre, d'André, Duquesnoy, Talleyrand, Le Chapelier, Thouret, Barnave, Emmercy, Mirabeau lui-même. Ces douze députés correspondront avec Montmorin seulement, mais tous ne méritent pas une égale confiance, et il serait imprudent de laisser connaître à Clermont-Tonnerre, à d'André, aux droitiens, quels voisins on leur

32. *Ibid.*, p. 20-30.

33. *Courrier de Gorsas* du 20, p. 305.



R. de Longueval phot.

JOURNAL DU CLUB MONARCHIQUE,
AVEC SON EMBLÈME.
(Bibliothèque Nationale.)

donne. Aucun d'eux, pas même Stanislas, ne doit être mis au courant du plan d'ensemble, du but secret de la coalition : Montmorin, Mirabeau, c'est assez.

On répandra des libelles, non sans précaution et avec tout le secret possible : un chef suffit à cet atelier de propagande, et Stanislas doit être préféré. Il traitera avec Montmorin : on lui imposera le plus grand silence à ce sujet, en lui cachant le reste du plan, pour plus de sûreté. Il se procurera une nombreuse équipe d'écrivains, ne traitant avec chacun que pour un ouvrage, toujours par prudence. Il sera consulté sur les livres qu'il croira convenable de proposer : mais il devra s'obliger, sans examen, à faire remplir tous les programmes qu'on lui indiquera, après accord entre Montmorin et Mirabeau, selon les renseignements recueillis à Paris et en province. Clermont-Tonnerre aura besoin de deux copistes parfaitement sûrs et d'une imprimerie clandestine. La remise des livres au ministre terminera le rôle du député. De quoi n'a-t-on pas besoin ? Discours pour le Manège, mémoires pour le Cabinet, journaux pour Paris, dissertations pour les provinces, ouvrages plus étendus capables de soulever l'opinion : il n'est sacrifice qu'il ne faille consentir pour s'attacher de grands talents. — Un atelier de police renseignera sur l'état de la capitale, sur l'Assemblée, les clubs, le peuple et les diverses classes de la société..... Mirabeau termine par cette mention, donnée comme type de rapport à rédiger :

« *Club monarchique.* Il s'accroît sensiblement. On l'a servi par tel ouvrage. Il faut empêcher qu'il ne prenne tel parti. Les sociétés qu'il s'affilie augmentent tous les jours : le public voit ses progrès avec plaisir³⁴. »

Mirabeau est présomptueux, le Roi est à plaindre. Mais quelle méfiance partout ! Comment Clermont-Tonnerre pourrait-il réussir ? Le voilà bon tout juste à recevoir, comme les autres auxiliaires de Mirabeau, des copies de discours du tribun corrompu, retour de chez Etienne Dumont³⁵ !

V

Le bruit de la fondation se répand. Le 25 décembre, Gorsas dénonce un billet d'invitation adressé l'avant-veille par nos clubistes à leurs amis supposés, et orné d'une balance « hié-

34. *Correspondance de Mirabeau*, éd. Bacourt, t. II, p. 468 à 489.

35. J. Martin. *Quatorze billets inédits de Mirabeau (Révol. franç. 1925, p. 291.)*

roglyphique »³⁶. Ce même jour de Noël, une vertueuse indignation s'empare des Jacobins, au récit d'un certain Le Monnier. Ce septuagénaire, admirateur et jadis ami de Mably, explique que l'aristocratie a préparé un nouveau cheval de bois plein de Grecs perfides contre lesquels d'imbéciles Troyens ne sauraient défendre Paris. Les monarchistes de la rue de Chartres ont nommé quarante-huit commissaires qui se répandront aux sections de la capitale. Cormier, l'un d'eux, s'est présenté le 24 à la section de la place Vendôme, muni d'une carte signée Clermont-Tonnerre, et offrant de la part du club de distribuer chaque semaine aux pauvres du quartier deux cents livres de pain à un sou la livre. Au nom de la section, le « sage et clairvoyant » Leclerc, ancien commissaire des guerres et chevalier de Saint-Louis, a évincé le visiteur.

« Vous offrez du pain à moitié prix; il y aurait grand danger à ce que quelques boulangers livrassent du pain à un sou : les autres seraient exposés à la colère de la populace. Vous exigez sur cette carte le nom et l'adresse du nécessaireux secouru : nous hésitons à vous donner une liste de ces pauvres pour les quarante-huit sections. »

Et Leclerc propose une distribution d'argent jusqu'à concurrence de la valeur du pain offert, au besoin sous la surveillance de Cormier et de ses amis. L'autre se récrie « avec fureur » : on méconnaît la pureté des motifs de sa « congrégation ». Pourquoi refuser de tels secours, quand treize sections ont accepté ? L'orateur bat en retraite, laissant sa carte à balance qu'on porte à la police. Le Monnier dénonce la tentative : tout applaudit; on va imprimer l'histoire..... et c'est Mirabeau qui signe la décision, Mirabeau qui préside les Jacobins en bon Machiavel³⁷ !

Voilà donc la méfiance des patriotes portée au plus haut point : et ils sont déjà méfiants par nature, comme quiconque ne se sent pas très rassuré. Un curé s'est venu plaindre d'avoir reçu, lui aussi, la visite d'un particulier, membre sans doute du nouveau club : en quête d'amis très sûrs, le digne homme a préféré affilier sa paroisse à la société de la rue Saint-Honoré³⁸. — M. de Hautefort, l'un des commissaires qui entourent Stanislas, a protesté contre les racontars « fielleux » de Gorsas relatifs aux événements d'Aix et de Perpignan : le *Courrier* riposte : « Nous avons dit ce que nous craignons. » Ce club est bien calomnié, si comme le mécon-

36. *Courrier*, p. 387, note.

37. Aulard, *Société des Jacobins*, I, 437-8.

38. Gorsas, p. 403, du 27.

tent l'assure, tout le monde y professe de bons principes ! Obéissance à la loi, respect pour qui doit la faire exécuter, règlements qui respirent l'ordre, la soumission au pouvoir légitime, imposant silence à qui parlerait contre les lois, absence de but secret, de toute idée de scission, liberté, fidélité, par et selon la loi, pas de bruit, beaucoup de bien, aucune crainte de la calomnie, cette arme de lâches et de fourbes impuissants contre le courage et la vérité³⁹ : il n'y a rien à dire à cela ! — Pourtant Fontanes, qui rédigeait la feuille des *Impartiaux*, se défend de collaborer au journal de la société⁴⁰. — Les journalistes s'entendent, à gauche, pour jeter le cri d'alarme.

« Clermont-Tonnerre est suffisamment connu, déclare Perlet : c'est la fleur de l'impartialité, ce qui, en termes constitutionnels, veut dire le partisan d'une liberté tellement garrottée qu'elle ressemble, à peu de chose près, à l'ancienne servitude⁴¹. »

La société n'a pas davantage les éloges de Carra :

« On jugera aisément de ses principes et de son but, quand on saura qu'elle est fondée par Stanislas Clermont-Tonnerre, et composée de tout ce qu'il y a de roués, d'escrocs, de joueurs, d'intrigants et de partisans de l'ancien régime à Paris. Ces messieurs regrettent le temps où l'on pouvait obtenir des grâces et de l'argent sans rien faire et sans rien mériter : et comme ce bienheureux temps était celui du pouvoir arbitraire..... ils se proposent de rappeler cet arbitraire sous le nom de Constitution monarchique et de démontrer que jamais la nation n'a pu circonscrire le pouvoir royal dans les bornes que l'Assemblée lui a prescrites. Si Clermont-Tonnerre et ses affidés pouvaient parvenir à persuader à la nation qu'elle n'a pas la souveraineté absolue..... la cour donnerait à Clermont-Tonnerre une bonne pension et une grosse somme pour payer ses dettes criardes. Elle ferait aussi de beaux présents et de belles révérences aux rédacteurs du journal et surtout à M. Fontanes qu'on inviterait à dîner dans la cuisine..... et qu'on ferait bientôt gentil-homme. Allons, saute, marquis⁴² ! »

Les fondateurs, affirme Prudhomme, « sont les aristocrates gangrenés, des frondeurs connus des opérations de l'Assemblée, des partisans acharnés du veto et de tous les abus du gouvernement anglais⁴³. »

39. *Ibid.*, p. 404-406.

40. Lettres au *Moniteur* (Cf. Lacroix, 2^e série, I. p. 639) et à Perlet (n° 508, du 26, p. 7).

41. *Ibid.*

42. *Annales patriotiques*, du 27, n° 451, p. 841.

43. *Révol. de Paris*, n° 77, p. 627 (2 déc., 1^{er} janvier) Cf. Lacroix, 2^e série, I, 667.

Ces anglomanes, on les appelle maintenant *monarchiens*. Les attaques de la presse ont inquiété. La séance du club au Panthéon de la rue de Chartres est annoncée pour le 28 au soir. Ce jour-là, Lasalle, propriétaire du local, reçoit la visite d'un officier de la garde nationale qui le menace d'une descente du Palais-Royal. Craignant pour ses vitres, l'autre avertit Clermont-Tonnerre : l'habit bleu est un certain Dufrénoy, capitaine au bataillon des Récollets, que commande Hamelin, le vice-président même du club ! Les assaillants doivent se réunir au café du Caveau. Lasalle a fait remarquer que le club est en règle avec la loi.

« Nous ne voulons pas, a répliqué l'énergumène, que l'on s'assemble sous cette dénomination. — Mais puisque la Constitution est monarchique, un club peut porter ce nom. — On verra que nous sommes nombreux, et le club sera dissous. »

Tout le monde porte plainte au commissariat de la rue de Rohan⁴⁴.

Bailly serait fort en peine de prendre parti, si la section de l'Observatoire n'accouchait d'une dénonciation providentielle contre le club. Vite, un arrêté, une enquête : en attendant, les séances du Panthéon seront interdites. Dare-dare, Cahier de Gerville, procureur de la commune, expédie le papier à Clermont-Tonnerre que, comme tout Paris, il prend pour le chef de la bande. Celui-ci reçoit l'avis le 29 à deux heures : il en accuse réception et l'envoie à Dubergier. Le soir, il accueille à son domicile tout le directoire, Hautefort, de Ros-sy, Fontanes, de Vinezac, Cormier, d'Agieu, venus pour l'accompagner rue de Chartres où la séance a été ajournée de 24 heures. On ne saurait prévenir les sociétaires de la suspension prononcée. Tandis que nos gens se concertent, arrive M. de Bruges, procureur au Châtelet, qui propose de dénoncer la déclaration au procureur syndic; on rédige une lettre en ce sens, on décide de l'imprimer. Mais au Panthéon, les Monarchiens se sont heurtés à une porte close : ignorant les mesures prises, ils se réunissent dans une maison voisine, puis au jeu de paume de la rue de Grenelle-Saint-Honoré. Il est sept heures; ils envoient quelques-uns des leurs s'informer. Enfin voici Dubergier avec l'arrêté : on se sépare « par patriotisme » et pour respecter la loi⁴⁵.

L'aventure fait le tour de la presse.

D'après Gorsas, les clubistes ont inquiété le Roi et sa fa-

44. *Journal de la Société*, n° 3 du 1^{er} janv. 1791, suppl. p. 17.

45. *Ibid.*, p. 22. Cf. Lacroix, 2^e série, I, p. 620.

mille : l'un d'eux n'a-t-il pas parlé de revenir, le pistolet au poing, de forcer les consignes de la police, en dépit du « peuple »⁴⁶ ? Ouvrons l'œil sur les sociétés anti-civiques chères au *Mercur* ! La balance « hiéroglyphique » a perdu l'équilibre, par le fait du sou de pain. Le journaliste affirme que l'inquiétude a provoqué « une assez énergique insurrection dans la rue de Chartres » et que les arrivants ont dû fuir, malgré les promesses de secours à eux faites par les gens d'un district voisin⁴⁷. Pourquoi cette épithète de *monarchique* ? N'y a-t-il pas à Paris une société d'amis de la Constitution, assurément amis de leur Roi ? Gorsas ne se demande pas si ce Roi-là est bien le Roi ou le commis principal de la nation. — Sans doute quelques Jacobins sont républicains : cela prouve-t-il que leur club soit hostile à la monarchie ? Et pourquoi cette affectation de charité alimentaire, préjudiciable aux boulangers non affiliés ? N'était-il pas plus simple de faire donner du pain gratis ? « Les dangers du pain à un sou sont incalculables, les motifs paraissent équivoques. » Il s'agit de prosélytisme, témoin la carte d'entrée révélatrice : il y a rue de Chartres des gens opposés à ces principes constitutionnels qu'on doit propager tels qu'ils sont, même avec leurs vices que la prochaine législature reformera. Dites-nous donc si vous accepteriez chez vous Maury, Malouet, Marguerites, Foucault et compagnie, tous les forcenés du Manège ? Monarchique enfin, quel est cet adjectif ? Pensez-vous à la Constitution actuelle ? La nation est-elle libre, souveraine, en état de faire seule des lois pour soumettre l'exécutif comme le reste, ou bien avons-nous un Roi législateur et arbitre suprême ? Expliquez-vous : sinon, gare aux manifestations ! On vous détruira comme contraires à la volonté générale. N'objectez pas qu'à Dax toutes les assemblées sont autorisées : il est clair que le décret ne protège que les amis de la Constitution tout court⁴⁸.

Carra se livre à des calculs.

« On voit, écrit-il, que le bout de cette manœuvre séditeuse ne peut être que de corrompre la partie indigente du peuple, de la tenir prête à tout entreprendre au premier signal. »

Deux millions d'hommes à un sou la livre coûtent trois millions par an : en cinquante jours, ils seront mûrs pour une insurrection en faveur de l'absolutisme, et nous verrons

46. *Courrier* du 1^{er} janvier, p. 6.

47. *Ibid.*, 31 décembre, p. 469.

48. N° du 29, p. 439-442.

enfin ce beau Sénat d'aristocrates où Clermont-Tonnerre et ses amis, et Fontanes l'écuyer, feraient si bon effet⁴⁹.

Le 30 décembre, notre député, suivi de son directoire, porte à Bailly la protestation rédigée la veille, relatant les événements et demandant communication de l'arrêté pris par la section de l'Observatoire et non transmis par le procureur⁵⁰. Les monarchiens dénoncent Dufrénoy, promettent d'envoyer leurs statuts⁵¹ ; ils se soumettent à la décision du maire. Aussitôt, la municipalité qui justement tient séance, délibère sur la question : le procureur Cahier de Gerville écrira aux plaignants que le délit par eux signalé ne regarde que les tribunaux. — Ah ! s'il s'agissait d'amis de Brissot ! — Stanislas et consorts devront fournir les éclaircissements qu'ils offrent : on leur enverra copie du papier de l'Observatoire⁵².

Il ne reste plus aux intéressés qu'à raconter leurs pérégrinations à tout le club : ce qu'ils feront dans huit jours⁵³. Le *Mercure*, un ami pourtant, qui flétrit la nuée des *scriblers* et batteurs de pavés acharnés contre la société, trouve l'entreprise du pain à un sou imprudente autant que louable. « La réflexion ne peut l'excuser. » Cette maladie a provoqué les calomnies des folliculaires⁵⁴. Est-ce bien de calomnies qu'il faut parler ? — Mallet du Pan, étranger à l'association, et qui ne partage pas tous les sentiments de Clermont-Tonnerre, déclare au reste que l'exposé des faits révolte. C'est, à l'en croire, le caractère des factions, de briser leur joug pour en imposer un autre : à l'amour de l'indépendance succède le despotisme de la domination. Peu d'hommes ont le sens de la liberté : le projet des monarchiens méritait l'animadversion de la municipalité qui les a proscrits sans les entendre, au lieu de leur prêter main-forte. Encore cette violation des droits de l'homme serait-elle justiciable si le club menaçait la sécurité publique. Tel n'est pas le cas, au dire du Gènevois.

Mais à chacun sa sécurité. Mallet du Pan et les monarchiens ne peuvent s'accorder avec le Palais-Royal : qui craint l'émeute a pour ennemi naturel qui en vit. Qui parle d'apaisement devient nécessairement suspect à des gens inquiets, entourés de menaces. Le « peuple » s'est mis dans la peau du Roi, il veut régner ; les journalistes, de qui ces querelles as-

49. *Annales patriotiques*, n° 453, p. 848.

50. Lacroix, 2^e série, I, p. 663.

51. *Journ. de la Société*, suppl. au n° 3, p. 20.

52. Lacroix, *op. cit.*, p. 658.

53. *Journ. de la Société*, du 8 janvier, p. 1.

54. 8 janvier 1791, p. 143 et suiv.

surent l'existence, ne négligent aucune occasion de les entretenir. Que deviendraient Brissot, Camille, Marat, si tout rentrait dans l'ordre ? Il leur faudrait reprendre une vie normale et terre à terre, renoncer à la gloire facile que la dénonciation procure. Et il y a des Brissot, des Marat dans le meilleur monde, gens qui se nourrissent des regrets du passé, des projets de vengeance mis en petits vers, sur des motifs connus. Toute cette ruche bourdonne, surexcitée, hérissée d'aiguillons : un rien l'affole, et la tempête est encore à venir, qui la balayerait en un clin d'œil. Le pouvoir est, comme toujours, au plus fort, à celui qui se dit, qui se croit suivi de la foule, et que celle-ci craint ou domine. Le plus fort, c'est Dufrenoy, le bourgeois à épaulettes, dans son café du Caveau : « Nous ne voulons pas que l'on s'assemble, on verra que nous sommes nombreux, et le club sera dissous. » Contre de pareils arguments, que peuvent les principes et les décrets — même sanctionnés ?

CHAPITRE II

LE PAIN A SIX LIARDS

(Janvier 1791)

I. Clermont-Tonnerre et les Jacobins de Corbeil. Sa défense du club monarchique. — II. Le banquet de Corbeil et les distributions de pain aux pauvres de Paris. Barnave dénonce le club au Manège. — III. La manifestation du 27 janvier. — IV. Campagne de presse et dénonciations : reprise des séances.

I

MALGRÉ la suspension du club et les défiances de Mirabeau, la nouvelle année trouve le Roi dans de bonnes dispositions à l'égard de Clermont-Tonnerre. Versailles est si loin ! A la grand'messe des Tuileries, le 1^{er} janvier 1791, Delphine fait la quête¹.

Son mari, à Corbeil, harangue la garde nationale. Autres pays, autres mœurs. Les Jacobins de l'endroit, on le sait, avaient, le 3 décembre, ouvert un club sous la présidence de Moynet, vicaire d'Essonne; la population a vu sans joie cette nouvelle société, recrutée, assure-t-on, parmi des gens de mœurs équivoques, aux principes dangereux et turbulents. La garde nationale, à l'instigation peut-être de quelque officier zélé, a envahi le local, suivie des « bons citoyens », et dispersé le « sabbat »². Le 29 décembre, les Jacobins dissués sur l'ordre de la municipalité affirmaient, dans une adresse rédigée par leur chapelain, la pureté de leurs intentions, leur loyalisme, promettant de ne jamais troubler la paix, de maintenir

1. *Gazette de France* du 7, p. 8.

2. *Chronique de France*, n° 3. Citée par le *Lendemain*, n° 21, p. 380.

« le véritable esprit de la liberté publique », se plaignant qu'on leur eût proposé, sans succès, d'adhérer au club monarchique, « affiliation contraire et opposée directement à la tranquillité et au bien de l'Etat, puisque la création de ce club tend à faire une scission dangereuse entre les citoyens. » A la garde nationale, qui les avait rossés, les bons apôtres rappellent que les soldats, restés citoyens, ont mêmes intérêts, mêmes ennemis que leurs frères, qu'ils doivent être animés du même esprit public. Il y a un peu partout des « conjurateurs », des « murmurateurs » : qu'on les écarte d'une ville jusqu'ici paisible ! Répudiant tout désordre, toute licence, les expulsés protestent de leur attachement à la liberté, au meilleur des Rois, engagent les habits bleus à se joindre à leur société³.

L'existence du club jacobin de Corbeil « alarmait, écrira Clermont-Tonnerre, ceux qui ne prennent pas de l'exagération pour du patriotisme, et des inquiétudes pour de la vigilance. » Dans son allocution à la garde nationale, il rappelle d'abord son passé. Presque enfant du pays, il a embrassé de bonne heure les idées nouvelles : approuvé, il a continué « malgré l'inévitable calomnie des hommes vils ou trompés » qui ne sauraient l'atteindre. On a voulu éloigner le peuple d'un honnête homme, « et un honnête homme est rare, même parmi les amis du peuple. » Invités à parler, les mécontents n'ont rien dit. Après le renouvellement du serment civique, Stanislas, pour prévenir les désordres que fait craindre la fermentation provoquée par le club incendiaire, déclare tout club dangereux dans une petite ville « qui ne forme, pour ainsi dire, qu'une famille », et où les discussions tournent en disputes. Les clubs ne servent qu'aux ambitieux. Amis de la Constitution sans en prendre le titre exclusif, les gens de Corbeil vivent libres et tranquilles sans clubs : cette situation va-t-elle changer ?

Après l'ami, le chef. Tous les citoyens ont le droit de s'assembler : si, craignant de mauvais traitements, les Jacobins ont cessé leurs séances, ils ont agi en patriotes et en frères. La loi défend toute exaction : la municipalité doit laisser à chacun ses libertés, et la garde nationale protège tout le monde. L'orateur, qui s'excuse d'avoir parlé de lui-même, engage son auditoire à se méfier des calomnies, à laisser dire ses ennemis, « ceux de la patrie ». Il s'honore de ce que « ceux

3. *Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Corbeil...* In-4° (B. N. Lb 40 2654).

qui conseillent l'assassinat, l'incendie et le régicide le croient assez leur ennemi pour l'attaquer⁴. »

Ce discours est applaudi : on promet de respecter les Jacobins, « qui ont mis en œuvre des intrigues de tous les genres » contre le club monarchique de Paris⁵. Voilà un langage « noble et grand » à mériter les éloges du bon Roi Henri, jadis si jaloux des lauriers de M. de Givry, autre gloire locale :

Quo fortior usquam

Nullus erat.....

comme disait le poète Sainte-Marthe. L'abbé Guiot, lettré de l'endroit, songe à Clermont-Tonnerre en relisant les vieux vers oubliés⁶.

Pour leurs étrennes, les amis de la Constitution monarchique ont reçu une réponse de leur grand homme à certaines diatribes de la *Chronique de Paris* contre des principes jugés inconstitutionnels et dangereux. C'est bien parce que les monarchistes craignent le républicanisme jacobin qu'ils se sont assemblés : l'épithète incriminée est nécessaire pour éviter l'équivoque. On les accuse de ne se fonder que sur le premier décret relatif à la forme du gouvernement, de dédaigner ce qui limite le pouvoir royal et assure la souveraineté de la nation. Mais songez aux points établis : monarchie, inviolabilité du prince, Constitution acceptée par lui et faisant la loi pour les Français; où est l'équivoque ? Les clubistes ne sont ni hostiles à tout ou partie de la Constitution, ni enclins à s'en forger une idée spéciale.

« Si, du moment où une loi est faite, l'examen en était interdit, les mauvaises lois seraient éternelles. Une loi est portée : il faut lui obéir. Une loi est bonne ou mauvaise : il est permis de la discuter. »

Ces principes sont ceux de la Société, de tout peuple libre. La *Chronique* s'en prend à la composition du club, allègue « faussement » que les membres ont attiré des officiers de la garde nationale : s'il en est venu, c'est sans invitation. A tort on veut confondre la société de la rue de Chartres avec celle de la rue Royale : il n'y a sur les cartes d'entrée ni épée ni portrait du Roi, et la balance du journal a pour rôle de « rappeler, par une idée simple, deux principes souvent méconnus : la monarchie doit restreindre la liberté dans les limites de

4. *Recueil*, IV, 83. — *Almanach de Corbeil*, 1792, p. 147.

5. *Chronique de France et Lendemain* n° 21, p. 380.

6. *Almanach de Corbeil* 1792, p. 103-104.

7. N° 361.

la loi, et la liberté doit restreindre le pouvoir monarchique dans les limites de la Constitution. » Comme l'a dit M. d'Hautefort, « nous sommes libres par la loi et fidèles selon la loi. Mais je me plaindrai avec quelque raison qu'il faille expliquer le mot fidèle à des Français. »

Clermont-Tonnerre affirme que la place Vendôme a tendu un piège à Cormier, la veille de Noël, en dénonçant sa proposition après lui avoir demandé de la formuler par écrit. Jamais Leclerc ni Cormier n'ont dit ce qu'on leur fait dire. Le fond de l'affaire regarde la loi. Depuis quand est-il défendu de secourir les pauvres en payant une partie de leur pain ? Cela offre-t-il rien de commun avec le procédé des meneurs coupables qui distribuent du vin aux cabarets, de l'argent aux ateliers publics ? A en croire la *Chronique*, les monarchistes racontent qu'on veut brûler leur salle, et annoncent à ce propos un horrible carnage. Certes, tel n'est pas leur vœu : mais des faits récents montrent un tel malheur possible. La société compte sur les pouvoirs publics, sur l'opinion. Elle peut être attaquée : du moins n'y aura-t-il pas provocation de sa part⁸.

A ce plaidoyer, la presse de gauche riposte par de nouvelles attaques. Que restera-t-il du beau projet ? Un surnom à son auteur, celui de Jean-Farine⁹. Prudhomme crie à l'hypocrisie : La Fayette et Bailly, amis de tous ces gens-là, ne cherchent qu'un prétexte à dissoudre toutes les sociétés pour isoler les citoyens¹⁰. — C'est bien là le but de la Révolution, en un certain sens ! — Cependant il faut ne s'inspirer que de la liberté, respecter toutes les réunions paisibles, même aristocratiques, sans acception de personnes¹¹. D'ailleurs le club n'a pas même séduit les bénéficiaires du pain à un sou, remarque Villette : ses adversaires sont autant que quiconque monarchistes, mais ennemis de l'arbitraire et de cette royauté dont les aristocrates se feraient les agents, en admirateurs de Montesquieu et de son adage : « Pas de monarchie sans noblesse. » Le masque de la popularité ne fera pas de dupes : méfions-nous de la Chambre des pairs que ces messieurs instaурeraient à grand renfort de panaches, de manteaux d'or et d'airs protecteurs.

« C'est alors que, semblables aux sénateurs vénitiens il faudrait se ranger sur leur passage : de leurs loges, ils cracheraient sur le parterre. »

8. *Journal de la Société*, n° 3, p. 11, du 1^{er} janvier.

9. *Courrier extraordinaire* du 1^{er}.

10-11. *Révolutions de Paris* du 8.

Pour chasser ces seigneurs, il faudrait un tyran.

« Je ne me fiera pas même à plusieurs d'entre eux qui voudraient bien revenir sur les sacrifices qu'ils ont faits. »

Est-il plus ardents royalistes que ces Jacobins applaudissant une Assemblée qui parfois semble oublier la déclaration des droits, une Assemblée qui donne au Roi 80 000 livres par jour et lui conserve tous les objets de la vanité ? Allons ! nous sommes plus franchement amis du prince que ses amis prétendus¹², qui sans doute seraient moins généreux.

Puisqu'on parle de Venise, il est peut-être permis à un Vénitien de donner son avis. L'ambassadeur de la Sérénissime, Almore Pisanī, écrit le 3 janvier à son gouvernement :

« Tous les clubs sont également protégés non par la loi, mais par la licence... Celui des amis de la Constitution, composé des plus violents démocrates, a vu avec jalousie s'élever un contre-autel à son culte... D'où mille manœuvres secrètes pour abattre cet édifice naissant, grâce à l'habituel engin de la fermentation populaire. Le peuple s'est ému ; le district, comme s'il se fût agi d'une révolte, a eu recours à la municipalité... Le droit favorise le club monarchique, la violence le menace, et les gens prudents n'augurent rien de bon de cette contradiction en ce qui touche la tranquillité publique, d'autant plus que les chefs de la garde nationale sont divisés entre les deux partis¹³. »

Cependant on colporte des histoires extraordinaires : les monarchistes prônent le Scioto comme un paradis terrestre ; de prétendues lettres de colons auraient été adressées à M. de Marnézia, à M. de Beyerlé, conseiller au ci-devant parlement de Nancy¹⁴. Camille Desmoulins accuse les clubistes d'égoïsme, leur reprochant de préférer leurs intérêts à ceux du peuple.

« Y a-t-il rien de plus ridicule que ce Clermont-Tonnerre, malgré ses deux clefs en sautoir, son chapeau à plumet et son manteau de drap d'or, noyé de dettes, plus famélique mille fois que nous autres journalistes, faméliques en titre d'office, mettant le pain à un sou six deniers la livre, et offrant de payer le boulanger des autres lorsqu'il ne saurait payer le sien ? Je suis loin de lui reprocher un déficit personnel qui n'est point à la charge du trésor public et dont il n'est point comptable aux citoyens ; mais pourquoi a-t-il préféré l'espoir plus qu'incertain de vivre fastueusement de la contre-Révolution, en se faisant président du club des monarchiens, à l'espoir de mériter, par ses talents, de la reconnaissance publique, qu'elle payât de ses dettes et que la nation lui continuât ses dix-huit livres par jour¹⁵ ? »

12. *Courrier de Gorsas* du 2, p. 21-22.

13. *I dispacci degli ambasciatori...*, éd. Kovalevsky T. I, p. 203-4.

14. *Courrier français* du 3, p. 23.

15. *Révolutions de France et de Brabant*, n° 58, du 3 janvier, p. 267-269.

Gorsas fait remplir par Clermont-Tonnerre de maigres bouts rimés ou *étique* répond à *cynique* et *pitoyeux* à *souffreteux*¹⁶. Le *Lendemain* devance les récriminations de la société dissoute : le repos public exigeait la fermeture du club, et l'on fut prudent de décourager ces éternels contradicteurs qui, avant les décrets sur les assignats, soutenaient que le peuple payerait le pain vingt-quatre sous la livre, et maintenant le lui offrent à un sou¹⁷ !

Stanislas ne peut laisser passer cette assertion sans intervenir, quelque habitude que ses amis et lui aient d'être « calomniés » par la majorité des gazettes : aussi bien s'agit-il d'une feuille respectable.

« Par quel hasard, écrit notre député, seriez-vous devenu si promptement différent de vous-même ? Relisez vos derniers numéros : le défenseur de La Fayette et de l'ordre public ne peut pas être aujourd'hui le détracteur d'une société dont la conduite est inattaquable et que lui-même a louée hier... Le moment où, par respect pour les dépositaires de la loi, nous consentons un sacrifice momentané d'un droit... n'est pas celui où il est juste de nous calomnier. »

D'ailleurs aucun clubiste n'a médité des assignats; aucun ne prétend donner le pain à six liards sans payer de sa poche¹⁸.

De ce pain litigieux, Clermont-Tonnerre et ses amis vont continuer la distribution, au moins sur le papier. Le 1^{er} janvier, ils ont ouvert une caisse et un tronc; leurs boulangers savent que les assistés seront munis de cartes portant trois signatures, cartes qu'on obtient en justifiant, auprès des sections, d'une bonne conduite et d'une réelle indigence. La distribution commencera par les Tuileries.

Mais dès le 29 décembre, la section des Tuileries, renseignée par le Jacobin d'Aubigny, a jeté le cri d'alarme. Le 8 janvier, dans son journal, Stanislas se livre à des réflexions philosophiques, s'indigne contre ces gens qui n'entendent qu'une cloche et qu'un son, persuadés que leurs seuls amis disent vrai. Certes les monarchistes associés font de la propagande par lettres, comme tout le monde depuis des mois; mais loin de répandre des « nouvelles fausses et propres à échauffer les esprits », ils ne publient que des faits exacts, l'énoncé de leurs principes auxquels doivent se rallier tous les citoyens, des avertissements salutaires sur le désordre, ses causes, ses remèdes, la justification des calomnies. Est-ce

16. *Courrier* du 4, p. 59.

17. N° 3, du 4, p. 27.

18. *Ibid.*, n° du 4, p. 39.

un délit ? — La correspondance est inviolable : c'est comme correspondance qu'elle paraît suspecte à la section des Tuileries. Est-ce un délit de vouloir fixer l'attention, de rechercher la bienveillance de la foule ? C'est le peuple qui a fait la Révolution ; les Jacobins n'y sont pour rien, Plaire au peuple ne devient une faute que grâce à certains procédés. Donner du pain gratis ou en vendre à bas prix n'a rien d'illégal : on n'a donné ni vin ni argent, il ne s'agit pas d'armer les habitués des tavernes. On s'occupe de nourrir, non d'exciter. La Constitution et les décrets servent de base à l'action du club : or, la Constitution est monarchique. Mais les Jacobins accusent surtout leurs rivaux de s'opposer à eux-mêmes, « patriotes purs et éclairés, dévoués à la liberté, appliqués à préparer, à combiner les matériaux du grand édifice de la Constitution. » Cette rivalité serait-elle le vrai motif de leur colère ? Faut-il que ce soit toujours par eux que les défenseurs de la monarchie se trouvent attaqués ? Est-ce un délit que cette concurrence ?

« Le danger de la tyrannie n'est-il pas évident lorsqu'une société, un club est environné de tant de forces, défendu par tant de puissance, et lorsque le tort de lui résister devient un véritable crime ? »

Ce ne sont pas les Jacobins qui ont préparé la Constitution ; c'est un comité qui l'a ébauchée. — Et de ce comité, Clermont-Tonnerre était membre. — Où est la « folle présomption » ? Les mécontents eux-mêmes ont dû se déclarer monarchistes, malgré eux sans doute.

« Ne pas croire que la monarchie soit attaquée, lorsque des libelles de tous les genres, dont plusieurs même sont signés, prêchent le républicanisme, lorsque les tentatives les plus opiniâtres sont mises en œuvre pour environner d'opprobre et d'outrages le trône que la Constitution a affermi, lorsque l'Assemblée elle-même est dénoncée à l'opinion publique pour avoir conservé un Roi, comme si elle eût consacré le despotisme : ne pas croire que la monarchie soit attaquée, c'est se refuser à l'évidence ; s'empresse à la défendre, c'est se livrer à l'accomplissement d'un devoir et non pas à une présomption folle. »

Qu'est-ce que ce « pain empoisonné » qu'on veut comparer à l'épée de M. de Castries¹⁹ ? Faut-il répéter que le club n'a rien de commun avec les « Capucins », ni avec le club de la rue Royale, ni avec les « Amis du Roi » ou du clergé qui s'agitent en province ? L'arrêté des Tuileries est odieux, tyrannique.

19. Il s'agit du duel où Castries blessa Lameth, ce qui amena le pillage de l'hôtel du vainqueur, rue de Varenne.

« C'est le vœu d'une véritable proscription. Est-ce donc pour ramper sous un nouveau joug que nous avons brisé l'ancien ? Mérite-t-on la liberté pour soi quand on ne respecte pas celle des autres ? Qu'importe si le tyran qui m'opprime s'appelle section ou ministère ? C'est la tyrannie que je hais : ce n'est pas d'aujourd'hui que je sais qu'elle prend toujours le nom auquel l'opinion du moment attache le plus de faveur. »

Cet arrêté est un firman de despote oriental : des hommes, plus que des principes, ont entraîné, dominé le peuple à qui le naïf député fait appel, déplorant l'envoi de la dénonciation aux journaux prétendus patriotes de Marat, de Carra, de Prudhomme, de Camille Desmoulins.

« L'opinion publique fera justice de cet acte, dont j'accuse encore moins les hommes prévenus qui l'ont rédigé, que les citoyens négligents et véritablement coupables qui désertent les assemblées primaires, et qui, au lieu d'aller y faire entendre le langage de la raison et d'y ramener l'ordre par leur influence, se bornent à crier lâchement dans leurs foyers contre les maux qu'ils devraient empêcher. »

Ces gens-là, ce sont les éternels trembleurs qui ont quelque chose à conserver. Clermont-Tonnerre met le comble à sa candeur quand il croit les Jacobins « trop éclairés » pour accueillir la dénonciation des Tuileries²⁰. Comme si leur club était autre chose qu'un creuset où les dénonciations viennent se fondre, une incarnation de la méfiance générale !

Ce même jour, le *Mercur*e dément les bruits de dissolution répandus par les gazettes « patriotiques ». L'atteinte à la liberté du club prouve qu'il est nécessaire. A Grenoble et ailleurs, on a, au nom de la liberté, ordonné la dissolution de diverses sociétés : ce concert révèle une tactique dont les ministres de naguère auraient à peine usé. Et pour justifier ces fermetures, on nous inonde de projets contre-révolutionnaires : à Aix, on invente une conspiration des victimes de récents massacres. Devant ces emprisonnements, en présence de cette inquisition, il n'est homme qui ne quitte une ville où il se connaît un ennemi.

Malgré les criailleries de la presse et les dénonciations, le corps municipal, qui n'a pu relever aucune charge contre nos inculpés, se résigne ce soir-là à déclarer que rien ne les empêche de reprendre leurs séances, pourvu que, comme ils le promettent, ils renoncent à distribuer du pain²¹. Que va-t-il se passer si les intéressés prétendent jouir de la permission ? Contre eux les diatribes se multiplient, et c'est naturellement

20. *Journal de la Société* du 8, p. 16 et suivantes.

21. Lacroix, 2^e série, II, p. 68, *Journal des clubs*, I, 411.

leur vrai chef qu'on épargne le moins, ce métis, ce quarteron, ce noir, distributeur de petits cachets, qui songe à faire sortir la réaction de la gueule des fours. Si « Jean-Farine » refuse de présider son club, ce n'est pas modestie de sa part : il veut manœuvrer, gouverner, à l'abri des éclats qui frappent les sommets. Président, secrétaires, directoire, autant de pantins dont M. Stanislas tient les ficelles, et qui ne parlent qu'à son commandement. Ah ! il n'est pas donné à tout le monde d'avoir des conceptions sublimes, et de raffiner à ce point²².

II

Laissant le *Mercury* annoncer l'imminente réouverture du club²³, Clermont-Tonnerre va présider, le 16 janvier, un banquet qu'il offre à la garde nationale de Corbeil dans son domaine de Champlâtreux. La municipalité autorise les invités à accepter; ils se rendront en armes au château, pour donner une garde d'honneur à leur chef; des piquets seront détachés aux portes de Corbeil, à l'intention des délégués du voisinage²⁴. Les cinq cents convives du banquet inquiètent les amis du ménage Robert-Keralio : n'a-t-on pas chanté au dessert des couplets du curé d'Evry, sur l'air de *Vive Henri IV* ?

Brave Tonnerre,
Nous suivrons tes drapeaux !

M. le curé trahit, son héros conspire. Comment une garde nationale peut-elle suivre les drapeaux d'un individu²⁵ ? La fête indigne aussi un vague cousin du *Père Duchêne* qui, prompt à enrôler tous les patriotes, soupçonne une manœuvre :

« N'y a-t-il pas là quelque ruse de guerre, à donner une fête dans le temps que les lapins grignotent dans leurs terrains ? Quoi ! sacré Dieu ! le collègue du fuyard Mounier qui voulait que l'Assemblée fût composée de deux Chambres comme le Sénat de Venise, afin de devenir un jour doge de France, projetterait-il de faire de Corbeil une république aristocratique ?... Les braves habitants de cette ville aiment trop la liberté pour se laisser sangler comme des ânes... »

Que va faire Stanislas ? Songe-t-il à gagner avec du vin les soldats-citoyens mécontents de ses menaces de despotisme ? Ils ne seront pas si « dindons ». Mais ce brave père Duchêne

22. *Orateur du peuple*, IV, n° 11, p. 82, du 11 janvier.

23. N° du 13, p. 156.

24. Archives municipales Corbeil, Registre BB 11, fol. 39, du 14 janvier.

25. *Mercure national* du 1^{er} février (lettre de Corbeil du 27 janvier).

veut bien supposer une réconciliation : il affirme que Clermont-Tonnerre avait voulu se démettre de son commandement, et que le banquet lui donnera l'occasion de se « rapatrier » en jurant d'être bon citoyen²⁶.

Carra, plus inquiet, se demande, à propos de l'élection de Mirabeau au grade de chef de bataillon de la Grange-Batelière, s'il ne faudra pas bientôt envoyer l'orateur et sa troupe « remettre de l'eau » aux moulins de Corbeil que Stanislas est capable d'accaparer pour affamer Paris²⁷. Gorsas rappelle la dissolution du club jacobin, l'« inquisition rigoureuse » exercée contre cette société par une garde nationale dévouée à son commandant, et traite de « grosse malice cousue de fil blanc » les réclamations des monarchiens en faveur de la liberté de réunion. Voyez tous ces Tonnerre conjurés contre la Constitution civile du clergé : l'un forme des complots dans des clubs; l'autre, l'évêque de Châlons, écrit des lettres pastorales contre l'Assemblée et ses décrets²⁸. — Cependant le banquet a lieu, sans trouble; Carra s'en fait rendre compte.

« On a remarqué, assure son correspondant, dans la mine hypocrite et dans les yeux égarés de Clermont-Tonnerre, qu'il espérait plus sur les effets du vin que sur ceux du pain à un sou... Il avait des convulsions quand il parlait de la société des amis de la Constitution : puis, tout d'un coup, prenant le ton patelin, il conjurait les convives de vivre en paix avec leurs frères en se réunissant tous au club monarchien. Mais le Judas est démasqué : la plupart de nos gardes nationales, en prenant le vin qu'il a pris à crédit, rient sous cape de ses pantomimes. Nous espérons que toutes ces farces... finiront bientôt et que nos concitoyens prendront le parti de nommer un autre commandant²⁹. »

Intime de Necker, confident de La Fayette, de ce « Mottier » dirigé, joué par la Reine, voilà Stanislas, au dire de *l'Orateur du Peuple*, qui rapporte la dispersion du club monarchique de Corbeil, « rendez-vous de tous les conspirateurs », et ajoute que le grand homme du lieu dirige sous main cette dissolution, au profit de sa garde nationale, le tout dans un beau déluge d'adverbes³⁰.

A Paris, les amis de la Constitution monarchique, forts de l'autorisation municipale, se sont entendus, le 19, avec Mellan, entrepreneur du Wauxhall d'été, boulevard du Temple : ils ont loué pour un mois la salle et le café, en versant mille li-

26. *Père Duchêne* (de la rue du Vieux-Colombier) du 13 janvier, p. 78.

27. *Annales patriotiques*, n° 471 du 16, p. 922.

28. *Courrier*, n° du 16, p. 243.

29. *Annales patriotiques*, n° 473 du 18, p. 932.

30. T. IV. n° 16, p. 122.

vres d'avance et à la condition de ne rien faire d'inavouable ou de contraire à la loi et au Roi. Le club avait échoué dans une tentative de location de l'hôtel Richelieu, partiellement occupé par la section de la Bibliothèque et le district des Filles Saint-Thomas³¹. Le 22 janvier, une première séance a lieu³². Aussitôt c'est un concert de dénonciations. Mellan, comme Lasalle, son associé de la rue de Chartres, craint pour son matériel : il déclare que les syndics de ses créanciers s'opposent à l'exécution du bail, en raison de la campagne entreprise par les feuilles de gauche. La fermentation, à l'en croire, est si grande qu'on ne saurait espérer le secours de la garde nationale en cas d'accident. Mellan assure tout Paris de son civisme, de son respect pour l'opinion, pour le vœu de sa section. « Ces vicissitudes, gémit le *Mercur*, prouvent que la liberté est encore dans l'enfance³³. » Le 24, l'entrepreneur ferme ses portes, offrant de rendre les mille livres : les clubistes le citent en justice, et ajournent la réunion qu'ils projetaient pour le surlendemain.

La reprise des séances indispose moins que la persistance à distribuer du pain. « Pourquoi y a-t-il tant de monde chez M. Clermont-Tonnerre ? » demande une brochure de propagande. Ce député n'est ni un aristocrate qui a miné sa cour pour faire sauter les bons citoyens, ni un fripon qui donne du pain avec le million qu'il a gagné au Manège; c'est un modeste bienfaiteur, commissaire du club monarchique, qui fait vérifier à domicile l'indigence des pauvres inscrits sur sa liste : et il y en a trois mille, tout ce que les ressources de la société permettent de secourir. *Vivre et ne pas troubler l'ordre*, telle est sa devise³⁴.

Ce qui n'empêche pas les sections de s'agiter. Le même 24 janvier, la place Vendôme dénonce le club « dont la seule dénomination est une injure pour les vrais amis du Roi, qui seront éternellement ceux de la Constitution³⁵. » La section du Louvre, réunie dans Saint-Germain l'Auxerrois, fait imprimer et transmettre aux bataillons de la garde nationale une requête adressée à la Ville « au nom de tout Paris », prônant la destruction, *par tous les moyens*, de ce « foyer de séduction » où les monarchistes « présentent à la misère avide le poison de l'aristocratie³⁶. » A la Croix-Rouge, section

31. *Courrier de Paris* du 21-22.

32. *Mercur* du 5 février, p. 70.

33. *Ibid.*

34. *Pourquoi y a-t-il tant de monde...* (B. N. Lb ³⁹ 4531).

35. B. N. Lb ⁴⁰ 2061, Cf. Lacroix, 2^e série, II, 358.

36. Brit. Mus. French Revol. 12, 10. Cf. Lacroix, *op. cit.*, p. 357.

dont Clermont-Tonnerre dépend, on reçoit des envoyés de l'Observatoire : les deux quartiers dénoncent au procureur de la Commune « les attroupements alarmants » remarqués le matin même devant l'hôtel de notre député, rue du Petit-Vaugirard, les enregistrements suspects de pauvres opérés sous prétexte d'aumônes³⁷, et réclament des mesures en conséquence. Mais il reste onze mille livres au club. Le soir, deux de ses commissaires viennent à l'Hôtel de Ville offrir par écrit cette somme aux comités des sections, qu'ils veulent charger de les répartir entre les pauvres inscrits sur les listes. Le substitut du procureur de la Commune en réfère au corps municipal, qui, désireux de tâter l'opinion, ajourne prudemment la discussion³⁸.

Pourquoi faut-il que le plus fâcheux incident vienne compliquer les choses ? Une bagarre éclate à la porte de La Chapelle entre contrebandiers et chasseurs de la garde nationale : ceux-ci font usage de leurs armes et tuent trois hommes. Les Jacobins crient au complot, annoncent que dix ou douze citoyens ont été tués et que les monarchistes, coupables de ce désordre, ont payé les meurtriers. Victor de Broglie, Beauharnais, Voydel qui certifient la chose, insistent sur la nécessité de surveiller dans toute la France des gens aussi redoutables³⁹. Clermont-Tonnerre et ses amis, indignés, déplorant l'échauffourée, souhaitent que la justice intervienne et proclament que leur crime est de ne courber pas la tête sous le joug du club rival. De ces deux sociétés, « l'une veut régner, l'autre n'être pas esclave. Si les Jacobins règnent, nous étions les derniers hommes dignes d'une véritable liberté. » Avec cette protestation, les monarchistes adressent à leurs adhérents la lettre des Jacobins : mais que peuvent-ils ?

Au Manège, Barnave les dénonce le 25 :

« Une autre secte s'élève : elle invoque la Constitution monarchique, et sous cette astucieuse égide, quelques factieux cherchent à nous entourer de divisions, à attirer les citoyens dans des pièges en donnant au peuple un pain empoisonné. »

Malgré les cris de Murinais, de Malouet et de la droite, l'orateur continue :

« Ce n'est pas ici le moment de traiter ce qui concerne cette insidieuse, perfide et factieuse association. »

37. Archives nationales. DXXIXb, 33, n° 39. Cf. Lacroix, *op. cit.*, p. 356.

38. Lacroix, *op. cit.*, p. 229.

39. *Mercure* du 5 février, p. 72.

En effet, on parle du serment des ecclésiastiques, qui déjà soulève mille difficultés; il faut donner tort à la justice et raison au comité des recherches, sacrifier une fois de plus les principes à la nécessité du moment. Barnave incrimine ces privilégiés qui se défendent, qui invoquent la liberté, la propriété, la religion, la monarchie dont leurs adversaires se disent les plus fermes soutiens.

Malouet s'élance en gesticulant : « Mettez à l'ordre M. Malouet l'intendant, qui fait le spadassin ! » crie Charles de Lameth. *L'intendant* : ce mot indispose. La gauche applaudit, Barnave réclame l'intervention du comité des recherches contre le club « factieux ». A droite, on renvoie l'orateur aux Jacobins. Malouet brandit les vieilles affiches de la liberté et de la sûreté ; Murinais proteste et veut dénoncer Barnave « qui a appelé le coutelas des assassins sur la tête d'hommes honnêtes. » Tous deux, membres du club, s'en prennent à leurs adversaires de la rue Saint-Honoré, à cette « domination » qui s'exerce contre les bons amis de la paix et sur toute la France. La droite entière quitte ses bancs, assaille la tribune et le bureau où Grégoire, qui préside, n'arrive pas à se faire entendre. « On a appelé sur une société pacifique les violences... » jette Malouet parmi les murmures et les applaudissements : il demande qu'on insère sa dénonciation au procès-verbal. A neuf heures et demie du soir, on se sépare sans rien décider, dans le tumulte des « claquements nerveux⁴⁰. »

Au fond, les valets de la foule sentent le terrain peu solide et craignent une discussion sérieuse : quelques hurlements bien scandés les servent mieux. Ajoutez que l'heure est grave. Port-Royal veut se venger de Rome : les jansénistes, étayés de philosophes, de huguenots, de gallicans, de tout ce que le Manège compte d'ennemis de l'Eglise, ont imaginé de réformer le catholicisme sans l'aveu de son chef. L'entreprise est dans la logique des choses : toute autorité doit émaner d'en bas, de l'omnipotente multitude. Le Roi mourra pour avoir protesté; la Révolution échouera, en quelque manière, pour avoir voulu mêler le sacré au profane en l'honneur ou au mépris des principes.

Barnave se repentira bientôt. Son mot sur le « pain empoisonné » n'a été qu'une métaphore; nul à la Constituante ne s'y est trompé; la langue imagée du temps est familière à ces

40. *Mercure*, du 5 février, p. 36.

avocats⁴¹. Mais dans la foule, on a pu se méprendre. Aujourd'hui, après un demi-siècle d'instruction obligatoire, prenez un homme dans la rue, dites-lui : « Aristide distribue au peuple un pain empoisonné : Cléon l'a dénoncé à la tribune. » Il y a gros à parier que le brave Démos, indigné, réclamera mille tortures pour Aristide. Et certes, en 1791, dans le Paris des illettrés, plus d'un Béotien doit comprendre de travers.

La dénonciation de Barnave donne à un soi-disant Jacobin l'occasion de se montrer « impartial ». Cet ami de la liberté, prenant fait et cause pour les victimes, proclame qu'avant de juger il faut s'éclairer, en se défiant de tout et de soi-même. Il ne partage pas le zèle aveugle de l'orateur, imprudent faiseur de martyrs qui use de moyens « ignominieux » s'il prétend s'appuyer sur les journalistes pour semer la défiance. Les porteurs d'eau eux-mêmes sont las de Camille, de Marat, de Carra, tous apôtres de la licence. N'est-ce pas retourner à l'ancien régime que de vouloir interdire aux clubistes de se rassembler ? Mais la volonté de Barnave n'a pas force de loi. Monarchiste, puisque la France est légalement une monarchie, mais ami des droits de chacun, le singulier Jacobin menace d'aller rue de Chartres si les persécutions continuent, persuadé qu'il ne sera pas le seul⁴². Le bon diable a ses raisons.

III

Dans les sections, le concert se poursuit. Le 25 janvier encore, les dénonciations affluent. Il en vient des Champs-Élysées :

« La liste des malveillants grossit chaque jour chez le ci-devant comte de Clermont-Tonnerre qui continue à faire circuler des billets pour les distributions de pain. »

La surveillance de ces agissements incombe à la section de Bondy, qui a le club dans son ressort⁴³. L'Arsenal dénonce le club « qui depuis longtemps prouvait qu'il n'avait que des vues anticonstitutionnelles. La défiance qu'il inspire devrait vaincre l'opiniâtreté qu'il montre, s'il n'était pas coupable, s'il n'avait pas conçu de mauvais desseins⁴⁴. » Aux Invalides, suivant le conseil des Jacobins, on sollicite des proclamations

41. Cf. Aulard, *Orateurs de la Constituante*, p. 480-481.

42. *Observations impartiales d'un Jacobin* (Aulard, *Soc. des Jacobins*, I, 449).

43. Impr. Arch. Seine D 787. Cf. Lacroix, *Actes*, 2^e série, II, p. 360.

44. Lacroix, *Ibid.*, p. 358.

municipales contre la société⁴⁵. A la Bibliothèque, on demande la convocation générale de la Commune, la permanence des sections pour le lendemain⁴⁶. Selon le *Mercure*, la foule de valets journalistes que les Jacobins ont la faiblesse et l'imprudence de souffrir et de protéger, n'ayant plus le choix des impostures, veut faire croire que les monarchiens ont soudoyé les chasseurs de La Chapelle, qu'ils préparent une rentrée triomphale aux princes émigrés, que Clermont-Tonnerre a reçu des millions pour acheter la multitude, que Malouet répand de faux brefs du Pape pour soulever les provinces, et cent autres horreurs ridicules qu'on hurle dans la rue « par amour »⁴⁷.

Stanislas est fort ennuyé.

« Il s'est présenté chez moi, écrit-il au *Lendemain*, une foule innombrable de pauvres... J'ai reçu toutes les demandes jusqu'à concurrence de trois mille, nombre que les fonds actuels de la société permettent de soutenir. On a saisi la circonstance pour alarmer jusqu'à M. de La Fayette, dont la prévoyance a envoyé chez moi un détachement de gardes nationales dont j'ai d'autant plus regretté les pas que leur présence était inutile... On a dit que ma cour est minée et que je dois faire sauter les pauvres ! »

La société, ajoute-t-il, ne distribue pas d'argent, se concerté avec la police au sujet des bons de pain et ne donne de cartes qu'après entente, pour rendre vraiment service aux indigents et éviter la calomnie⁴⁸.

Sept millions ! tel est le chiffre des fonds réservés aux assistés, si l'on en croit des habitants du faubourg Saint-Marceau qui se plaignent à Carra. Ces mécontents assurent que la société inscrit de préférence les hommes sur les listes : les femmes ne sont reçues qu'en donnant le nom de leurs maris. Sept millions ! les misérables endettés qui promettent cette somme ont tout l'air de vouloir donner une seconde représentation de leur farce : « *La contre-Révolution à crédit*⁴⁹. » Les pauvres enregistrés sont trente mille, dira-t-on demain en ajoutant un zéro : il faut dénoncer, poursuivre M. Stanislas⁵⁰ ! Tous les anciens gardes du corps sont admis au club, renchérit l'*Orateur du peuple*. Paris est à la veille de la contre-Révolution : un instant perdu, et nous mourrons

45. *Ibid.*, p. 360-361 (Bibliothèque Ville de Paris, collection Charavay, n° 112).

46. *Ibid.*, p. 359.

47. N° du 5 février, p. 73.

48. *Lendemain* du 24, p. 409 (la lettre est du 25).

49. *Annales patriotiques* du 26.

50. *Chronique de Paris* du 26.

jusqu'au dernier⁵¹. Il est prouvé, selon Gorsas, que des particuliers se sont fait inscrire sous le nom de boulangers, que les prétendus ouvriers sont vingt et un mille, et l'on raconte que l'homme aux millions n'est même pas en état de désintéresser le cocher que son cousin, l'évêque de Châlons, a congédié sans le payer, sans lui rembourser non plus un cabriolet acheté pour son usage⁵². Mais le père Duchêne ou son sosie s'en mêle : le voici qui casse tout, suivi du faubourg Saint-Antoine, et tant pis pour l'abbé Maury, tant pis pour M. Stanislas, « ce rhinocéros à langue dorée et à cœur tigré » avec son Sénat vénitien !

« Le pain qu'ils nous offrent à un sou pour nous leurrer, ils le mettront à six, le sel à quatorze... Tombez, portes infernales, brisez-vous, gonds diaboliques ! Te voilà, rusé Clermont-Tonnerre, sacré inventeur... Tu crois donc nous en revendre avec tes bougres d'enregistrements ?... Décampe vite d'ici, J... F..., et déchire devant moi tes sacrés mâtons de registres, ou du bout de mon doigt, je te change en bride de cheval⁵³ ! »

Les sections n'opèrent pas de tels miracles : elles se contentent de dénoncer sans trêve ni répit. Le 26, aux Jacobins, l'interdiction des cartes de pain est réclamée par la Halle aux Blés, qui promet des secours sans poison⁵⁴. Le Roule, plus modéré, invite le Manège et la Ville à une enquête⁵⁵. Les Gobelins, qui confondent monarchiens et Capucins, blâment une charité « illégale et criminelle »⁵⁶. La Croix-Rouge, sur la pétition de plus de cinquante citoyens actifs, se fait rendre compte des bruits qui courent : Clermont-Tonnerre, au dire de certains indigents, n'a cessé ses distributions que pour avoir remis l'argent aux commissaires de la section. Or, ceux-ci n'ont rien reçu. On affiche, on signale le démenti à tout Paris, au Manège, au procureur de la Commune, aux quarante-sept quartiers qu'on invite, si besoin est, à pareil désaveu⁵⁷. L'Assemblée nationale renvoie l'affaire au comité des recherches. Au Wauxhall cependant, les clubistes tentent de se réunir : la section de Bondy les fait disperser par la garde et la foule. Errants, proscrits par le public, dans quel désert vont-ils s'abriter⁵⁸ ?

Tout ce vacarme produit son effet. Le matin du 27, on s'at-

51. N° du 26. Lacroix, 2^e série, II, p. 237.

52. *Courrier*, XX, p. 411.

53. *Père Duchêne* (de la rue du Vieux-Colombier), n° 50.

54. B. N. Lb 40 445, Cf. Lacroix, 2^e série, II, 363.

55. Archives nationales, DXXIXb 33, n° 339; Lacroix, p. 365.

56. Archives Seine, D. 1634, Lacroix, p. 361-2.

57. Archives nationales, DXXIXb 33, n° 339.

58. Lettre du 28 à Marat (*Ami du peuple* du 30, n° 356, p. 6).

troupe devant le placard où la Croix-Rouge affirme n'avoir rien reçu. Mais recevoir et offrir sont deux : Stanislas fait afficher le manuscrit rétablissant la vérité. Il croit n'avoir rien à craindre : douze cents pauvres ne sont-ils pas restés, trois heures durant, dans sa cour sans incident ? La fermentation continue. A neuf heures, notre député se rend au Manège. A dix heures, il reçoit un billet de Delphine : son hôtel est assiégé par la foule, et un commissaire de la section est venu parler très violemment contre Stanislas. Celui-ci avertit Malouet et quelques amis, et court rue du Petit-Vaugirard : il n'y a plus que quelques femmes devant sa porte, et d'inoffensifs curieux. Au commissariat, on lui donne lecture du procès-verbal : on lui apprend que son portier et deux domestiques distribuaient des imprimés du club aux cinquante assistants, pour leur annoncer le refus des onze mille livres par la Ville. Le commissaire Gonon, envoyé sur les lieux, a fait remarquer aux trois hommes que si leurs intentions étaient bonnes, ils pouvaient distribuer l'argent eux-mêmes, sans éclat ni attroupement, au contraire de ce qui se passait depuis trois semaines. Le portier a donné un de ses prospectus au commissaire et au syndic : ni les faits ni les dates ne concordaient avec les dires des témoins. Un homme en bleu, assez bien mis, a soutenu aux magistrats que la Ville a refusé l'argent; il s'appelle Neveu, leur dit-on; c'est un peintre qui demeure chez Clermont-Tonnerre; il est actuellement dans l'hôtel. Or, des passants l'ont vu à l'instant rue de Sèvres, dans une « diligence brillante » à deux laquais. Convoqué à la section, le faux témoin disparaît. Commissaire et syndic, en repartant, trouvent à la porte l'affiche de la Croix-Rouge et le manuscrit qui la corrige, « lequel est évidemment incendiaire et fait pour causer des troubles. » Naturellement, à leur avis, la section n'a cherché qu'à démentir le faux bruit concernant les sommes versées.

Stanislas écoute sans commenter, raconte ce qu'il a fait et vu, son entente avec la police, ses offres à la Commune et le refus de celle-ci, communiqué par les domestiques aux sollicitateurs. Il n'a rien donné, il a offert; il craint un malentendu : son affiche manuscrite veut seulement rétablir la vérité « en détournant le danger qu'une erreur pouvait appeler sur sa maison. » Il est prêt à donner les noms des 834 pauvres du quartier, auxquels il revient 3750 livres, que lui-même leur fera volontiers distribuer, en bons de pain, par les commissaires de la section. Au total, il a inscrit 2548 personnes; cette affluence s'est produite sans autre excitation qu'un avis au dé-

partement de police. Il demande qu'on affiche sa déposition, pour sa tranquillité personnelle. Quant au peintre Neveu, il n'est sorti qu'avec lui, dans sa voiture bleue, pour venir au commissariat⁵⁹ — Cette voiture est bleue, comme celle de Léonce de Mondoville; la jeune femme de Stanislas s'appelle Delphine, comme l'héroïne de Mme de Staël, l'amie de la maison. — Sur ces entrefaites arrive Bailly, qui, prévenu, a engagé les curieux à se disperser : il s'agit d'un malentendu, le club a de bonnes intentions, Clermont-Tonnerre est patriote; il faut s'arranger, accepter l'argent... La section en délibérera. Le maire remonte en voiture et calme la foule qui stationne devant le commissariat. Stanislas rentre chez lui, dicte et signe son compte rendu, et sort pour regagner l'Assemblée.

Dans la rue, l'affluence est considérable. Le député traverse les groupes tout doucement, non sans haranguer les curieux. Au bout de cent pas, on crie derrière lui : « A la lanterne ! » Il se retourne, voit un homme étranger au quartier, semble-t-il, et lui déclare que s'il est payé pour amener le peuple, il ne gagnera pas son argent. « Le lanterneur s'est trouvé dans une grande minorité. » En fiacre, au petit pas, Clermont-Tonnerre se fait conduire au Manège. La séance est levée; personne n'inquiète l'arrivant, qui, après quelques courses, revient à son domicile : tout est illuminé, on patrouille, on redoute des suites à l'affaire des barrières⁶⁰.

Quelle vilaine chose que la calomnie ! L'autre jour, à propos de l'incident de La Chapelle, on accusait le club monarchique : pourquoi faut-il qu'aujourd'hui, un mouvement se produise à la porte de Sèvres, là, tout près, et oblige la cavalerie à intervenir ? Pourquoi faut-il qu'on parle d'un corps de partisans qui projette d'enlever la famille royale⁶¹ ? La vie a d'étranges rencontres.

A l'Assemblée, la manifestation a trouvé des échos. Le matin, la séance ouverte, Grégoire a lu une demande d'audience des commissaires du club; ceux-ci se plaignent d'avoir été outragés la veille au soir par des orateurs du Manège. La gauche a réclamé l'ordre du jour : c'est à Barnave que ces clubistes en veulent. Malouet et Clermont-Tonnerre ont crié au déni de justice, dénoncé une fois de plus la « faction ».

« C'est de votre côté, s'écrie Lucas, que sont les factieux.

59. Extrait du registre du commissariat de police de la Croix-Rouge (*Recueil*, IV, p. 69 et suivantes).

60. *Recueil*, IV, 52 et suiv. Cf. *Compte rendu par Stanislas Clermont-Tonnerre à ses concitoyens...* (B. N. Lb³⁹ 4551).

61. Lettre d'A. Pisani, éd. Kovaleski, p. 213.

— Monsieur le président, dit le curé Dillon, ne voyez-vous pas les gestes menaçants de MM. Malouet et Clermont ? — Vous êtes des lâches, riposte quelqu'un à droite. Si vous avez raison, pourquoi craignez-vous de nous entendre ? — Il est abominable, reprend Malouet, d'allumer la fureur du peuple contre d'honnêtes citoyens. — Quand nous donnons du pain, nous le donnons entièrement gratis », décoche Biauzat. Et à Goupilleau, qui engage les « amis » de la Constitution à obéir aux décrets, l'ex-intendant demande : « C'est donc une chose bien importante que d'être dénoncé à l'Assemblée ? » On passe à l'ordre du jour⁶².

Tandis qu'on discute le tarif des traites, le billet de Delphine arrive et Stanislas court rue du Petit-Vaugirard. Malouet avertit l'Assemblée; au milieu des murmures, il demande des secours et un décret rendant la municipalité responsable. Ce qui se passe est dû aux Jacobins : « Je vous signale les odieuses suites de ces dénonciations calomnieuses. » Babey invite son collègue à se modérer : que n'en disait-il autant à Barnave ! Malgré des éclats de fureur qui par moments couvrent sa voix, Malouet continue : on doit aide et protection aux victimes des calomnies, à ces innocents qu'on accuse de préparer une contre-révolution. Voydel, qui craint « des mesures indiscrètes », insinue que peut-être Malouet a été trompé : pour gagner du temps, il veut mander à la barre La Fayette et Bailly. Evidemment, en passant par le Manège, ceux-ci arriveront plus vite, s'il est vrai qu'on assiège l'hôtel Clermont-Tonnerre ! Quelqu'un trouve inutile de les retarder. Goupil de Préfeln dénie à l'Assemblée toute compétence en la matière. Boussion assure que point n'est besoin d'ordres pour engager la municipalité à faire son devoir, que d'ailleurs la personne seule des députés est inviolable. Pourtant on écrit au maire, sur l'avis de Lucas, appuyé par Dumetz. « Si la sûreté nous manque ici, dit Feydel, sortons de Paris⁶³. » Il faudrait pouvoir ! Et le 14 Juillet est loin, qui déjà menaçait Versailles. Louis XVI aujourd'hui ne parle plus de Soissons ou de Noyon. Il songe à Metz...

La gauche a cru, en voyant Malouet, à une nouvelle intervention en faveur du club. D'où ces cris qui ont irrité la droite⁶⁴. Pendant que la discussion continue, Malouet se jette dans un fiacre avec Tourniol, député de la Marche; rue du

62. *Moniteur; Logographe* (t. 19, p. 375). *Mercure* du 15 février, p. 46-7.

63. *Moniteur, Journal de Paris*, du 28, p. 113. *Mercure* du 5 février, p. 46-7. *Point du jour* du 28, p. 392-3.

64. *Journal de Paris*, p. 114.

Petit-Vaugirard, ils trouvent Delphine « ferme et courageuse, mais très éclairée sur le danger que court son mari. » Voici Bailly : il prêche le calme aux curieux et se rend à la Croix-Rouge, où il retrouvera Clermont-Tonnerre. Les deux députés, sortis de l'hôtel, sont insultés par un « honnête citoyen » habitué des tribunes, qui a suivi la voiture : « Voilà le b... qui a dénoncé le peuple : j'étais à l'Assemblée, je l'ai vu. » La foule s'accroît : des gamins crient : A la lanterne ! Malouet et Tourniol regagnent leur fiacre sans répliquer ; on ouvre les portières en criant plus fort.

« Un homme mal vêtu, écumant de rage, avançant et reculant comme pour nous arracher de là, et n'osant pas encore, nous disait avec des yeux couleur de sang : « Sacredieu ! vous avez des desseins, vous travaillez contre la nation, vous êtes de f... gueux. »

L' « honnête citoyen » derrière lui, continue en désignant Malouet : « Il mériterait d'être mis en pièces ! — Malheureux, répond enfin l'ami de Stanislas, si vous me connaissez, vous devez me respecter : retirez-vous. » Quelques hommes plus calmes se précipitent, ferment les portières, font fouetter les chevaux. De retour au Manège, Malouet veut raconter son aventure : on crie, on passe à l'ordre du jour, et « l'enragé » Bouche, l'avocat des émeutiers d'Avignon, renseigné par l' « honnête citoyen » qui dans trois jours sera encore aux tribunes, affirme « loyalement », malgré l'incrédulité de Montlosier, qu'il ne s'est rien passé, que tout était calme, que la seule présence de Bailly a pu attirer quelques badauds. On en a assez : la séance est levée⁶⁵.

« Il faut que je croie, aujourd'hui, écrira Malouet, la France régénérée et la liberté établie, quoique j'aie été au moment d'être assommé hier, ainsi qu'un de mes collègues, et que j'aie eu le plaisir de voir ce matin dans les tribunes un des patriotes qui m'ont accablé d'injures et de menaces. »

IV

Au premier bruit de l'événement, un rédacteur de la *Chronique de France* s'est rendu rue du Petit-Vaugirard. Il dit y avoir vu six cents personnes en divers groupes, écoutant les orateurs habituels des Tuileries et du Palais-Royal, qui criaient très haut : « Clermont-Tonnerre veut faire une con-

⁶⁵. Lettre de Malouet du 30 (*Journal de la société...* du 5 février, p. 11-13). *Mercur*, du 5 février, p. 74-5. *Journal de Paris* du 28, p. 115. Perlet, n° 541.

tre-Révolution; il a déjà enregistré trente mille personnes. » Ces insinuations trouvaient, paraît-il, peu d'écho : à l'annonce de l'arrivée de Bailly, les harangueurs ont fui par la rue du Regard. Le journaliste affirme que les deux cents curieux attroupés au commissariat étaient deux mille quand Stanislas en sortit, « traversant à pied toute cette multitude avec un grand air de dignité et d'assurance. » A l'en croire, tout le quartier aurait passé la nuit, prêt à secourir notre député en cas d'alarme⁶⁶. Dans la même feuille, Lapie de La Fage déplore l'affichage ordonné par la section; il rappelle le pillage de l'hôtel de Castries, et, se défendant de tout lien avec Clermont-Tonnerre, il accuse les sections de viser moins le club que l'orateur :

« On ne peut lui pardonner la supériorité de son génie, ses grands talents, la noblesse de son maintien, la dignité et le choix heureux des expressions qu'il emploie, et la sage et impartiale neutralité qu'il a montrée constamment au milieu de la fureur des factions⁶⁷. »

Toute la presse s'occupe de l'affaire.

Le Journal de Paris se réserve, craignant d'attaquer par la raison ceux qui se sont exposés aux violences de la multitude, avant que les faits ne soient suffisamment établis, encore que la manifestation du jour et les agissements du club justifient et au delà l'enquête du comité des recherches. Soupçons mal fondés ou danger certain ? On voudrait savoir à quoi s'en tenir⁶⁸.

Carra ne peut oublier les sept millions. Il adjure Clermont-Tonnerre de secourir son oncle, en réalité son cousin l'évêque de Châlons, qui a mis au Mont-de-Piété sa chapelle domestique et refuse mille livres de gages arriérés aux héritiers d'un certain Lejeune, son valet de chambre pendant trente ans. (Le prélat en a quarante-deux). Quand on vise, comme Stanislas, à la monarchie absolue, il faudrait au moins éviter le surnom de banqueroutier ! A coup sûr, la manœuvre de Malouet a été imaginée par les amis du bienfaiteur aux abois, pour le remettre à flot. Le décret rendu, des brigands soudoyés auraient fondu sur la maison, mis à mal quelques méchants meubles, quelques trumeaux et quelques glaces : en voilà pour deux millions, que la Ville eût payés⁶⁹ ! — Prudhomme prétend qu'on demandait aux assistés s'ils étaient

66. *Chronique de France*, n° XIII, p. 5-7.

67. *Ibid.*, p. 14-16.

68. N° du 28, p. 113-114.

69. *Annales patriotiques*, n° 484, du 29, p. 978.

en état de porter les armes; le club en aurait inscrit plus de quinze mille, leur promettant des secours et endoctrinant tout le monde⁷⁰. — Pour l'*Orateur du peuple*, le combat de La Chapelle est une tentative de la cour et du club. Il faut arrêter Clermont-Tonnerre, le juger comme coupable de lèse-nation.

« La cour se flattait qu'à la faveur du tumulte et du massacre, elle pourrait s'échapper de nos mains par une fuite depuis longtemps concertée⁷¹. »

Voilà donc l'aveu : la cour est prisonnière. — Marat continue, Sardo-Génevois mal renseigné, de confondre Stanislas avec d'Esclabes : il annoncera bientôt que « les quatre commissaires envoyés pour savoir ce qu'on répondait aux ouvriers enregistrés, seront entendus à l'Assemblée générale de la section des Champs-Élysées : ils doivent y dénoncer cette réponse du portier : « M. le comte a remis aux comités des sections les sommes qui lui étaient confiées. » La réponse a été démentie, ajoute Marat, par les placards officiels : mais qui démentira l'*Ami du peuple*, si prompt aux calomnies⁷² ? Quant au père Duchêne — le vrai — il tonne d'importance :

« Honneur, f..., à la section qui a eu le courage de sortir de sa léthargie et de dénoncer, avec quarante-sept autres, ce club insolent qui ose vouloir renverser la Constitution... Qu'il soit livré au mépris public, ce Stanislas Clermont dont l'orgueil a enfanté cette société. Le b... a sans doute imaginé qu'il lui était aussi aisé de réussir dans ses projets odieux que d'affecter l'air d'un petit philosophe. Oui, f..., c'est la sottise vanité qui lui a fait tourner la tête; comme ses ancêtres ont mérité l'honneur de porter dans leurs armes les deux clefs de saint Pierre pour avoir soutenu les prétentions chimériques du Saint-Siège, le J... F... a cru qu'en formant un club... les despotes français lui accorderaient le grand honneur de mettre les trois fleurs de lys dans son écusson... Retire-toi donc de devant mes yeux, audacieux, avec tes clefs de saint Pierre ! Nous ne sommes plus dans ce temps où un de tes ancêtres disait à un guerrier : « Prends garde que le tonnerre t'écrase ! » La foudre des décrets t'a pulvérisé, et aux yeux des bons citoyens, tu n'es plus qu'un perturbateur... Ne crains rien de la fureur du peuple : il te laisse à tes remords, si toutefois ton cœur en est susceptible. Il pourrait t'écraser comme une puce : mais vis, pour prouver qu'il n'est pas si altéré de sang qu'on l'a dit et pour faire rougir ceux qui le calomnient tous les jours⁷³ ! »

70. *Révolutions de Paris*, du 22-29. Cf. Lacroix, 2^e série, II, 236.

71. N^o 38. Cf. Lacroix, 237.

72. N^o 364, du 7 février, p. 5.

73. N^o 23.

Comme si ce n'était assez de ces diatribes, les sections continuent leur campagne. Le 28 janvier, la Halle aux blés envoie sa dénonciation, en cinquante exemplaires, à l'Hôtel de Ville⁷⁴; les Lombards signalent le club et son grand homme au procureur de la Commune⁷⁵; la Place Royale en veut aux cartes de pain, et, pour avoir pris connaissance de la doctrine monarchiste dans un libelle intitulé *Le Royaliste, ami de l'humanité*, la déclare « destructive de toute liberté et contraire à la constitution nouvelle de l'Empire français. » Elle invite les gens du quartier à dénoncer les membres du club⁷⁶. Les Tuileries ont agi dès la veille : le club, affirme leur assemblée, a donné trente mille cartes, enrôlé quarante mille pauvres, et comprend quatre mille membres, prêtres réfractaires ou ci-devant nobles, qu'il faut à tout prix anéantir. On affiche, on crie partout une liste de prétendus adhérents, vraie table de proscription, vrai registre mortuaire. Aussitôt, les désaveux de pleuvoir, signés Le Chapelier, La Coste, Desmeuniers, Regnault, d'Eymar. Chacun se blanchit, en style pompeux : le club de 1789 fait un beau décret au nom de l'art social dont il a retrouvé le secret, perdu depuis Platon. En réponse, on envoie aux enfers l'obscur coterie. « Ces guerres de clubs font pitié à la raison, gémit le *Mercure* : mais nous en verrons bien d'autres avec le temps⁷⁷. »

Bailly cependant rend compte à l'Assemblée de sa conduite en la circonstance. Informé de l'attroupement, tandis qu'il revenait, par le faubourg Saint-Germain, de la barrière de Sèvres, il a continué sa route, persuadé qu'en se montrant il donnerait l'idée d'un danger qui n'existait pas. Rue Saint-Honoré, il a croisé Clermont-Tonnerre qui l'a averti, refusant d'ailleurs son assistance. A l'Hôtel de Ville, le maire a trouvé le billet du président de l'Assemblée; alors il est allé rue du Petit-Vaugirard : tout y était calme. De là, il s'est rendu au faubourg Saint-Antoine où la populace menaçait de pendre un homme⁷⁸. Depuis le 27 au soir, le Manège est renseigné. Aussi fait-on mauvais accueil à Stanislas qui, le lendemain, veut narrer son odyssee.

« Je dois rendre justice au peuple, déclare-t-il au milieu du tumulte.

74. Archives nationales B I 5; Cf. Charavay, *Assemblée électorale de Paris*, 1790-91, p. 426.

75. B. N. Lb ⁴⁰ 1903. Cf. Lacroix, 2^e série, II, 367.

76. B. N. Lb ⁴⁰ 2059. Lacroix, 2^e série, II, 367-8.

77. Lacroix, *Ibid.*, p. 366. *Mercure* du 5 février, p. 155-6.

78. Archives nationales, C 54, n° 535 (lettre du secrétaire Dufour annonçant le départ de Bailly). *Journal de Paris* du 29, p. 118. *Mercure*, du 5 février, p. 47-8.

Il devient de plus en plus difficile de l'exciter contre ceux que la calomnie lui dénonce. »

Notre député attend qu'on accepte l'argent de son club : il rappelle ses services :

« Il doit être pénible pour vous d'avoir des soupçons contre un homme qui, fidèle à la cause de la liberté française, attacha son nom aux jours de ses véritables dangers, lorsque son succès était autrement attaqué que par d'absurdes fantômes⁷⁹. »

Il risque un éloge de la foule et de Bailly, parle de deux mille manifestants sympathiques, mais les interruptions se croisent :

« Tout cela est faux ! M. Bailly a écrit hier à l'Assemblée qu'il n'y avait pas d'attroupement..

— Vous me donnez un démenti : je suis Français, je ne le souffrirai pas... Je certifie les faits, j'en offre la preuve... Le maire n'a pas tout vu : il est venu chez le commissaire de police... »

La gauche murmure : Brocheton affirme qu'on a calomnié le peuple à propos du club; Babey déclare que l'Assemblée doit s'occuper, non des affaires de Clermont-Tonnerre, mais des grands intérêts de la nation et l'on passe à l'ordre du jour. A quoi s'intéresse la nation, ce matin-là ? A un curé normand qui dénonce son évêque, à un curé creusois qui raconte l'arrivée du sien et célèbre la spoliation du clergé. Joignez-y un décret, qui établit deux paroisses à Autun⁸⁰.

Au dire du *Courrier français*, nul n'a songé à investir la maison de Stanislas où à témoigner de la gratitude au propriétaire : de telles babioles sont bonnes pour donner de la copie à l'abbé Coster, de l'*Ami du Roi*⁸¹. Marat met tout le monde dans le même sac : « Desclaibes » a menti, Bailly aussi, et les deux mille manifestants ont lapidé Clermont-Tonnerre et Malouet dans leur fiacre⁸² ! Les braves colporteurs feront bien de tomber sur les coquins qui débitent le faux *Ami du peuple*, le faux *Orateur du peuple* que le grand chef des endormeurs perpètre afin d'égarer les patriotes.

Tandis qu'à l'Hôtel de Ville, Cerutti, qu'assiste Lacépède, fait lire, le 29 au matin, la dénonciation de la Halle au Blé⁸³, huit capitaines de la garde nationale protestent contre l'accu-

79. *Recueil*, IV, 58 et suiv.

80. *Point du jour* du 29, p. 409; *Lendemain*, p. 446; *Moniteur*; *Journal de Paris* du 29, p. 118.

81. N° du 29, p. 233.

82. *Ami du peuple*, 357, p. 1-2 et 355, p. 8.

83. Charavay, I, 426.

sation formulée par les Jacobins au sujet de l'affaire de La Chapelle. La municipalité placarde une version invoquant la légitime défense en faveur de ses troupes : menacés, attaqués, les chasseurs n'ont tiré qu'après avoir vu tomber un de leurs camarades⁸⁴.

Raconteurs et calomnies font rage. Les monarchiens étaient trois mille à leur dernière séance; ils ont dix-huit mille pauvres sur leur liste, et trois millions d'écus en espèces, bien que leur chef soit noyé de dettes⁸⁵. Clermont-Tonnerre fréquente Bonne-Savardin : le commandant du bataillon de la section Henri IV le prouvera. Le complot aristocratique a échoué : on voulait amener le peuple. La Fayette avec ses patrouilles, Malouet avec ses discours travaillaient à créer une agitation, et Stanislas les en blâmait, prétendant qu'on faisait de son hôtel le point de mire des fauteurs de troubles. Comme si la moitié de Paris n'avait pas « Jean-Farine » pour débiteur⁸⁶ ! La réouverture du club a donné lieu aux mouvements; son existence inquiète et provoque des attroupements; il faut le fermer et poursuivre son grand homme :

« Ce Stanislas Clermont aura eu la gloire d'avoir fait tomber un des plus beaux mots de la langue, celui d'*impartial*. La cour doit lui savoir très mauvais gré du tort qu'il a fait à celui de monarchique. Ce qui se passe doit lui apprendre à reconnaître quels sont les vrais ennemis du Roi et de la royauté. »

En attendant, les monarchiens informent, par leur journal, tout ce qu'ils comptent d'amis : ils dénoncent la lettre des Jacobins, et Clermont-Tonnerre narre par le menu ses tribulations. Rue Poissonnière, on s'indigne ; on signale, le 30, les clubistes à la méfiance de tous : ces « auteurs et complices » du drame des barrières sont aussi responsables des troubles qui désolent les provinces. Stanislas, nouveau Melius, est le principal agent de cette bande fanatique et aristocratique. Il appartient aux sections de réclamer par un vœu, à la municipalité, la fermeture du club, de poursuivre devant les tribunaux la « secte mélienne »⁸⁷. Ce Melius qu'on exhume, riche chevalier plébéien, avait, pendant une famine, acheté du blé en Etrurie pour le vendre à bas prix, ce qui lui avait valu, avec la haine de l'aristocratie régnante, d'être accusé de complot devant le Sénat et massacré par une bande de patriciens⁸⁸. Après vingt-deux siècles, l'histoire va recommencer.

84. *Mercur* du 5 février, p. 76-77.

85. Lescure, *Correspondance secrète*, II, 502, du 29.

86. *Chronique de Paris* du 29, p. 114 et n° du 30, p. 119.

87. Lacroix, 2^e série, II, p. 369.

88. Tite-Live, IV, 13-16.

Le même jour voit se garer le prudent Tronchet, qui proteste contre l'insertion de son nom sur les listes du club⁸⁹. Les Jacobins, par contre, doivent rectifier leurs accusations de naguère, encore que ces monarchiens, avec leurs rodomontades et leur Constitution à sous-entendus, ne disent rien de bon aux patriotes sans mélange⁹⁰. Méfions-nous du bloc enfariné ! Mais des poissardes, qui peut-être regrettent l'équipée du 6 Octobre, s'avisent d'offrir un bouquet à Clermont-Tonnerre, à la grande indignation des journalistes⁹¹, leurs prôneurs habituels. Gorsas, plus que personne surpris de la démarche, raconte une histoire mythologique pleine de phoques, de Néréides, de plantes marines, de baisers salés et odoriférants : Clermont-Tonnerre, ce balayeur des antichambres royales, non content de voler les lames d'or de l'arche sainte, distribue le métal corrompateur, en roulettes jaunes, aux dames de la halle, qui vont, à la Courtille, s'enivrer de « sacré chien tout pur » en l'honneur de leur héros :

Rien ne plaît tant aux yeux des belles
Que le courage des guerriers⁹².

Ces plaisanteries amusent les cafés : les clubs veulent un sermon plus grave, que Camille Desmoulins prononcera contre le panetier Stanislas, si prompt à invoquer les décrets en faveur de son entreprise.

« D'abord, affirme-t-il, il y a une loi éternelle, immuable, devant laquelle les décrets ne passent que pour des œuvres de circonstance : c'est que le salut du peuple est la suprême loi. »

Là-dessus, le maître d'école évoque les Gracques et leur loi agraire : voulaient-ils pas, avec des champs, séduire le peuple, comme Clermont-Tonnerre l'essaye avec du pain ? Et le Sénat, par l'épée de Scipion Nasica, ne les a-t-il pas proprement fait égorger ? Cicéron a loué ce coup d'audace. Or, disent les Pandectes, où il y a parité de raison, il y a parité de droit. Mais toute peine requiert déclaration, affirment Loisel et de Laurière avec le vieux droit français. Certes cela était excellent dans l'ancien régime, proclame Camille ; mais dans toutes les républiques, la maxime contraire a toujours prévalu. — Toujours deux poids et deux mesures ! Si Louis XVI, au 14 Juillet, eût parlé comme le Sénat de Rome et agi comme

89. Aulard, *Orateurs de la Constituante*, p. 403.

90. Lacroix, *op. cit.*, p. 306.

91. *Chronique de France*, n° 13, du 31, p. 29.

92. *Courrier* du 31, XX, p. 491 et suiv.

Scipion Nasica, il y a beaux jours que le saute-ruisseau ne baverait plus de citations. Il s'en prend à la Reine, à ses aumônes intéressées; aussi bien, pourquoi l'Assemblée a-t-elle accordé une telle liste civile à l'épouse de l'exécutif ? Rappelant que Manlius Capitolin fut jeté du haut de la Roche Tarpéienne pour avoir donné du blé au peuple afin de régner, Desmoulins se demande comment Clermont-Tonnerre peut donner ce qu'il n'a pas, « lui qui n'a point de quoi dîner. » Qu'est-ce que ce banquet de Corbeil où aucun honnête homme n'est venu ? Le peuple, « qui a merveilleusement l'instinct de la justice sans avoir étudié les lois romaines », et ignore le bannissement porté contre les ambitieux corrupteurs, n'en a pas moins manqué de bannir le « boulanger » suspect. Celui-ci ferait, dit-on, grand état des tripots et coupe-gorge du Palais-Royal, où l'on prépare par le désespoir le plus de monde possible aux crimes qu'on médite : n'a-t-il pas cherché à installer son club rue de Richelieu, sous la protection du bataillon des Filles-Saint-Thomas, cher à son ami Necker, tout près de la caisse d'escompte et des vendeurs d'argent ? Brissot a bien raison de croire tous ces mots synonymes : royaliste, monarchiste, tyranniste⁹³... Le bijoutier Carle, qui commande le bataillon Henri IV, a dénoncé les visites faites par Stanislas à Bonne-Savardin : voilà qui vaut mieux que son offre d'entretenir cinquante soldats — cinquante mouchards — en temps de guerre. Pour Camille, qui est pauvre, un riche est toujours suspect.

Dans les sections, on ne dort pas. Les gens du Luxembourg renvoient, le 31, 1027 livres et une liste d'indigents au club monarchique qui les leur avait adressées⁹⁴. Ceux du Théâtre-Français, ceux des Quatre Nations, en font autant le même jour : 678 et 208 livres retournent rue du Petit-Vaugirard, et, pour ne léser pas les malheureux, des souscriptions s'ouvrent dans les deux quartiers⁹⁵. Aux Lombards, on s'inquiète de la popularité de Clermont-Tonnerre à Corbeil : le président Thomas invite la municipalité de cette ville à surveiller la conduite du personnage, « singulièrement par rapport à l'influence qu'il pourrait avoir dans le pays, relativement aux moulins à poudre d'Essonne. » Il faudra informer directoire et département⁹⁶, leur envoyer l'arrêté du 28 contre

93. *Révolutions de France et de Brabant* du 31, n° 62, p. 465 et suiv.

94. Bibliothèque Ville de Paris, n° 10065. In-8°. Cf. Lacroix, 2^e série. II, 370.

95. Archives de la Seine, D 1012. *Chronique de Paris*, 4 février. Cf. Lacroix, *op. cit.*, p. 371.

96. Corbeil, Archives municipales, BB 11.

le club. La Place des Victoires fait chorus : voilà encore une dénonciation à l'Hôtel de Ville⁹⁷. Rue Beaubourg, on raconte qu'un citoyen s'est déguisé en mendiant pour aller voir ce qui se passait chez Clermont-Tonnerre : le suisse l'a engagé à se faire enregistrer, ajoutant qu'on ne donnait pas deux fois à la même personne. Cette histoire a déjà scandalisé les Jacobins et Camille : mais rue Saint-Honoré, huit jours plus tôt, il était question de visages sinistres, de distributions gratuites, et l'on parlait de trente mille pauvres et de cinq millions⁹⁸. A ces « calomnies », le journal du club répond que les inscriptions ont cessé dès que chaque pauvre a eu du pain assuré pour un mois. « Sans le patriotisme inquiet des sections, on eût continué⁹⁹. »

Ce « patriotisme inquiet » a fait tout le mal, les monarchiens le sentent, qui multiplient leurs réclamations à l'Hôtel de Ville et au Manège. Enfin, le 31 janvier, la municipalité charge Maugis, Jean-Jacques et Etienne Le Roulx de vérifier leurs faits et gestes et d'en rendre compte au plus tôt¹⁰⁰. Mais qui donc n'a déjà une opinion arrêtée sur le club ? Est-il dans Paris un lecteur de Camille ou de Gorsas qui ne s'indigne, un abonné du *Mercur*e qui ne s'afflige ? La liberté qu'on invoque à grands cris ne trompe personne : ces amis du Roi et de certains décrets ne sont pas les amis des sections ; ces défenseurs de l'ordre et de la paix gênent les organisateurs du désordre et les tenants du contre-ordre ; ces financiers, ces nobles, ces prélats sont gens d'ancien régime, en deuil d'une Constitution qui eût assuré leur règne. Pour eux, le Roi est bafoué. Quand tout hurle, ils bêlent ou sifflent. Cette universelle dénonciation qui les proscriit n'est-elle pas, au reste, le fait de meneurs affolés à l'idée d'un brusque retour possible des choses et des temps ? Sous les libelles, sous les arrêtés, perce la peur : la victime n'est que blessée, le maître n'est qu'à peine abattu. Quel châtiment et quelle torture en cas d'échec ! Comment ne se résoudre pas au pire pour échapper ? La justice abstraite gêne : périsse le justicier inopportun !

97. *Courrier français* du 2 février, p. 263.

98. *Révolutions de France et de Brabant* du 31, p. 465 et suivantes. Bibl. Ville de Paris, dossier 10065. Lacroix, *op. cit.*, p. 372.

99. *Journal de la Société* du 19 février, p. 7.

100. Lacroix, p. 346.

CHAPITRE III

LES COMLOTS DÉJOUÉS OU LE TRIOMPHE DE LA VERTU

(Février-mars 1791)

- I. *Tribulations du club monarchique : ses adversaires de droite et de gauche.* — II. *Vains essais de justification. L'affaire de Nîmes. Clermont-Tonnerre et les chevaliers du poignard.* — III. *Discours de Stanislas sur la régence et les Invalides.* — IV. *La « journée des claques » et l'échec définitif du club. Ses causes.*

I

Puisqu'on les a chassés de la rue de Chartres et du Waux-Hall, et puisqu'ils s'obstinent, il faut que les monarchiens trouvent un autre local. Ils sont trois cent cinquante, selon leurs adversaires¹ : leur directoire, que préside toujours officiellement Dubergier, va s'efforcer d'éclairer l'opinion, de neutraliser la dénonciation des Jacobins. Ceux-ci ont dû rectifier de précédentes calomnies : une lettre de nos clubistes le constate, non sans réminiscences classiques :

« Les affranchis de Sylla et de Séjan promettaient leur protection aux délateurs, mais n'accueillaient que ceux qui accusaient sur preuves apparentes et sans se rétracter. »

On défie les Jacobins de trouver aux principes de la société la moindre réserve touchant la Constitution. Avec eux, on se félicite de voir le public « rassuré » et Barnave réduit au

1. *Liste des aristocrates de toutes les couleurs...* 8°, 8 p. (154 noms). *Suite de la liste...* (232 noms). Il y eut trente réclamations (Lacroix, 2^e série, I, p. 640.)

silence. « Lorsque l'accusé se présente et que l'accusateur se tait, le coupable est connu. » Les sections n'ont dénoncé qu'à l'instigation de la rue Saint-Honoré : à la municipalité de poursuivre. D'ailleurs, la Révolution triomphera : mais qu'elle n'attende rien des cabales « de quelques factieux avides de dominer, qui voudraient faire de la France un vaste cachot où il n'y eût de libres que les gardiens des prisonniers² ». A ces phrases, on joint le corps du délit, la lettre des Jacobins du 31 janvier. Mais après trois semaines, quel effet en attendre ?

Clermont-Tonnerre, qui inspire ou rédige ces commentaires, ne saurait laisser Prud'homme continuer indéfiniment ses diatribes. C'est à notre député sans doute qu'on doit attribuer les « petites observations » sur les « grandes réflexions » du polémiste. Contre celui-ci, il défend l'emblème de son club ; aux reproches d'aristocratie, de fronde, de sympathie pour le veto, il oppose les services rendus dans les premiers temps de la Révolution. Les amis de la Constitution monarchique n'ont jamais donné un sou à leurs pauvres ; jamais ils n'ont demandé à ces vieilles femmes, à ces enfants, s'ils étaient capables de porter les armes. On charge les sociétaires : mais accuser sans preuves est chose facile. Prud'homme ment à merveille, encore qu'il sache mal son métier. Voilà cent ans qu'on lui crie, et à ses confrères aux belles oreilles, que Stanislas n'est pas le président de la société, que Dubergier signe tout, qu'il écrit au nom du club : ce n'est qu'à Stanislas qu'on en veut, et cet entassement d'inepties amène Prud'homme à trahir qui le paye. Il y a sur les registres quinze cents pauvres et non quinze mille : et ce serait folie à Clermont-Tonnerre, qu'on dit homme d'esprit, d'écrire sur ses papiers qu'il endoctrine les malheureux de principes aristocratiques³... Néanmoins, Prud'homme et ses pareils persisteront.

Les sections continuent de rendre l'argent. « Profondément indignés de l'astuce avec laquelle les ennemis de la Constitution transformaient leurs pièges et voilaient leurs mauvais desseins⁴ », les gens des Thermes-de-Julien, qui interdiront sous peu aux membres du club « tout emploi civil et militaire », repoussent avec horreur « toute distribution de deniers provenant d'une source aussi perfide qu'impure ». Et ceux-là n'ont rien reçu : mais le maire leur a parlé de l'offre des onze

2. *Journal de la société* du 19 février.

3. *Journal du Journal de Prud'homme*... n^{os} 2, p. 12; 3, p. 12; 7, p. 4; (Cf. *Révol. de Paris*, 76-78).

4. Le 17. — *Annales patriotiques* du 18.

mille livres⁵, et les voilà qui donnent l'alarme aux sections. Notre-Dame les imitera bientôt⁶. Le journal des Keralio-Robert parle de lèse-nation, de quarante mille pauvres enregistrés, de machinations ouvertes contre l'Etat, et réclame un exemple qui en impose⁷. « *Timeo Danaos et dona ferentes* », s'écriera Carra, qui a remarqué dans les distributions de secours une progression « fort ingénieuse ». A l'en croire, Stanislas envoyait aux sections éloignées de son hôtel de cent à trois cents livres, et à celles du voisinage jusqu'à trois mille, comptant surtout user de leur concours pour entourer son logis et commencer une guerre civile dans la capitale⁸.

Les Jacobins de Versailles prétendent que le comité des aristocrates de cette ville, réuni chez un ancien écuyer du Roi, M. de Montfaucon, groupe les officiers du régiment de Flandre et des abbés logés pour la plupart chez le souverain. Tout ce monde correspond avec Clermont-Tonnerre et cherche à distribuer du pain à un sou, mais le peuple mange le pain des aristocrates « en se f... d'eux ». D'aucuns voudraient excuser Stanislas qui, accablé de dettes, n'a cessé d'être bon patriote que depuis que le Roi jouit d'une liste civile⁹... Une dame Denis, que notre député a invitée à venir chercher des secours chez lui à quatre heures du matin, a trouvé un grand feu et beaucoup de monde autour ; un laquais ou secrétaire lui a demandé, jouant sur le nom, si Denis, son mari, était plus entier que son saint patron ! Le brave homme est fort aux halles. « Bon ! dit l'enquêteur, il tape dur : oh ! les b... nous payeront la pelle au c... du Champ de Mars. »

Cependant le club se pourvoit contre les Jacobins devant les tribunaux : mais partout on le renvoie à la municipalité¹⁰. Le 3 février, le conseil général de la Commune enregistre encore une dénonciation apportée par les Quatre-Nations et réclame, pour le lundi 7, un rapport sur les mesures prises¹¹. Le lendemain, deux malheureux viennent tout penauds faire des aveux à la société fraternelle de la rue Saint-Honoré : Clermont-Tonnerre les avait enrôlés, ils battent leur coulpe et jurent de sacrifier à la patrie l'argent reçu. L'un d'eux se trouve mal d'émotion. Vite, une quête à leur profit¹² !

5. Arch. Seine, V. D* 1681. (1^{er} février).

6. B. N. Lb 40 2003 (du 5 février ?) Lacroix, 2^e série, II, 516.

7. *Mercure national*, 1^{er} février.

8. *Annales patriotiques* du 4 février, n° 490, p. 1005, suppl.

9. *Courrier*, XXI, 25, du 2 février et n° du 3, p. 57.

10. *Courrier de Paris*, du 3, Lacroix, 2^e série, II, 309.

11. Lacroix, *ibid.*, p. 399.

12. *Mercure national*, n° IX, du 4 février.

On raconte que les ouvriers de Montmartre ont été l'objet de vaines tentatives d'enrôlement : ils devaient renouveler chez Stanislas, et avec sa complicité, le pillage de l'hôtel de Castries¹³ ! Gorsas est exaspéré : la section du Luxembourg, qui, tout en rendant l'argent, a conservé la liste des pauvres enregistrés par le club, et a fait vérifier leur état, ne vient-elle pas de découvrir que ces indigents sont vigoureux et en état de travailler ?

« Il eût été beau à Clermont-Tonnerre que cette liste fût composée de boiteux, de culs-de-jatte, de manchots et d'aveugles. Comme cela aurait déjoué les intentions qu'on lui prête¹⁴ ! »

Il y a plus : ces monarchiens font accuser les patriotes d'hostilité envers Louis XVI, alors que les vrais ennemis du Roi sont ses prétendus amis, devenus royalistes depuis qu'il n'est plus question de Chambre haute.

« O Clermont-Tonnerre, comme je te connais ! Tu t'en doutes, puisque tes libellistes sont aussi acharnés... Mais cette dernière phrase doit être pour toi un trait de lumière bien effrayant. Elle te rappelle l'écueil où s'est brisé ton prétendu patriotisme¹⁵. »

Dans l'attente d'un résultat, les amis de la Constitution monarchique, forts de la protection des poissardes qui désirent assister à la prochaine séance du club¹⁶, ont suspendu leurs réunions, par loyalisme. Ils avertissent le procureur syndic, qu'ils croient chargé de l'enquête ; ils ont adressé à la Société philanthropique l'argent refusé par les sections : en cas d'échec, ils ne reprendront leurs distributions qu'avec leurs palabres¹⁷. Le 7, au conseil général, le procureur Cahier de Gerville interpelle Jean-Jacques Le Roulx, l'un des enquêteurs, qui déclare ne faire partie d'aucun club. Toute l'assemblée se précipite ; c'est à qui se proclamera étranger à la société¹⁸.

Gorsas ne décolère pas. Commentant un numéro de *l'Ami du peuple*, il revient sur les désillusions de Clermont-Tonnerre au sujet de la défunte Chambre haute « dont l'espoir lui a fait passer tant de douces nuits et dont l'anéantissement lui en fait passer aujourd'hui de si mauvaises. Comment un grand nom illustré par une longue suite d'aïeux peut-il se trouver confondu avec celui d'un modeste artisan ? » N'est-ce pas un Clermont-Tonnerre, l'évêque de Noyon, de l'Académie

13. *Ami des patriotes*, XI, p. 318 (du 5).

14. *Courrier* du 15, p. 74.

15. *Ibid.*, p. 71, note 2.

16. *Feuille du Jour*, p. 286.

17. *Journal de la société* du 5. Cf. Lacroix, 2^e série, II, p. 374-5.

18. *Courrier de Paris*, du 11. Lacroix, p. 498.

française, qui terminait sa prière en s'écriant : « Mon Dieu, ayez pitié de ma grandeur ! » et reçut de son collègue Duclos, secrétaire perpétuel, la solide leçon d'un mémoire sur l'égalité, en réponse à sa demande d'une place « distinguée » ? Chaque jour n'amène-t-il pas sa dénonciation ? Le bataillon de la Trinité signale à La Fayette le major Vénézac, membre du club : cet officier à la solde de Stanislas devait soulever les compagnies du centre en les chargeant seules des patrouilles et en les dispensant de tout service aux postes. Evidemment, il s'agissait d'un coup de main ! Les bourgeois occupaient les corps de garde ; la troupe du centre, supposée facile à gagner, se répandait dans Paris, renforcée de conjurés prêts à recommencer la Saint-Barthélemy. Il n'est pas jusqu'aux ouvriers des ateliers publics de Vaugirard que Clermont-Tonnerre n'ait voulu séduire : ils ont repoussé le denier impur du mauvais riche et dénoncé la tentative à leurs chefs « auxquels ils obéissent comme des enfants à un père chéri ». Et que dire de cette malheureuse ville de Corbeil où M. le comte poursuit ses intrigues, où il est si puissant que les Jacobins n'osent reprendre leurs séances¹⁹ ?

En effet, Stanislas est à Saintry. Le 7, il assiste au mariage de Jean Minier avec Geneviève Jobard, sœur de la rosière²⁰. Le 8, Thomas, président de la section des Lombards, adresse aux municipaux de Corbeil la délibération du 31 janvier. Ignorant jusqu'à quel point les inquiétudes sont fondées, il se persuade que des édiles patriotes jugeront l'acte à ses motifs et profiteront d'un avis peut-être superflu.

« Mais ne vous félicitez pas moins, conclut-il, de voir ce zèle ardent et actif qui surveille tout, avertit de tout, et déjouera ainsi toutes les manœuvres des ennemis de la nation, de la loi, du Roi et de la Constitution. »

Le 11, à cinq heures du soir, on apporte au conseil le paquet qui a coûté quatorze sous de port. Tournant, procureur de la commune, fait décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer²¹.

A Paris, le 10, le corps municipal a reçu les conclusions de l'enquête sur le club. Il y a des dénonciations permettant des possibilités, mais pas de preuve de délit. Quelques coupables pourraient exister en cas de preuves acquises ; mais la société, qui a suspendu ses séances, demeure à l'abri du soupçon. Il appartient à la Ville de faire examiner les dénonciations par

19. *Courrier* du 7 au 12, XXI, p. 99, 105, 145, 188.

20. Registres paroissiaux. Creuzet, p. 132.

21. Arch. mun. Corbeil, BB 11, fol. 49.

son comité des recherches, de maintenir la suspension des séances jusqu'après information complète et d'ajourner l'affaire, en demandant un rapport au comité et au procureur de la Commune²². Avant tout, il faut gagner du temps, et « la Ville ne doit pas être soupçonnée ». Au flasque Bailly s'oppose Barnave le résolu : il crie haro sur le club, mais se garde de rien écrire et de déposer sa dénonciation à l'Assemblée. Le 12, les commissaires de la société, Clermont-Tonnerre en tête, lui envoient une sommation d'avoir à justifier ses dires ou à se rétracter « s'il n'est qu'un jeune homme imprudent, dévoué à une secte fanatique et non suffisamment exercé dans l'art sanguinaire des dénonciations politiques²³ ». Barnave n'en fera rien.

Les Jacobins ne demeurent pas inactifs. Le 14, ils reçoivent de leurs amis de Niort une lettre pleine d'expressions « foudroyantes » contre la société monarchique qui a sollicité leur adhésion. Quelqu'un assure que des membres du club rival sont inscrits rue Saint-Honoré comme espions : il faut se méfier, se procurer une liste sûre où l'on trouvera le nom des « ambigus »²⁴. Camille Desmoulins dénonce encore une bienfaisance « empestée, pharisaïque et liberticide ». La société philanthropique, comme les autres, a refusé, dit-il, l'argent de Stanislas. Personne ne veut faire partie de cette coterie hybride, pas même Boucher d'Argis qui a protesté contre l'inscription de son nom, d'accord avec une foule d'aristocrates « noirs foncés, bai-bruns et mouchetés²⁵ ».

Parmi ces adversaires de droite, qui, s'ils font moins de bruit, font autant de besogne, figure le fougueux d'Eprémessnil. Le 15 février, il se plaint, dans une brochure, des attaques de la *Chronique de Paris* qui prend pour des assemblées de conspirateurs les innocentes réceptions qu'il organise. Hostile à l'Assemblée et à son œuvre, et étranger au club monarchique, il admire le courage de cette société, non ses principes : « Les connaît-il bien lui-même ? » demande ce parlementaire, porté à juger l'institution d'après ses fondateurs. C'est Necker, d'après lui, qui a établi l'Assemblée nationale ; c'est son esprit qui la gouverne. Le royaume est une grande banque selon ses vœux ; une minorité y règne, qui a vaincu le Parlement si bien intentionné. Le protestantisme domine ; il n'y a plus ni provinces ni finances, mais seulement du papier-mon-

22. *Journal des Clubs*, du 19, n° 14, Lacroix, 2^e série, II, p. 518.

23. *Journal de la société*, n° 9, du 12. Cf. Lacroix, p. 304.

24. *Le lendemain* du 17. Aulard, *Soc. des Jacobins*, II, 86-7.

25. *Révol. de France et de Brabant*, n° 64, du 14, p. 563-4.

naie. Clermont-Tonnerre et Malouet ont détruit la noblesse, le clergé, les parlements : qu'est-ce que cette Constitution soi-disant monarchique qu'ils prennent pour base ? La France est-elle encore une monarchie ? Ne peut-on attaquer de front les Jacobins ? Au lieu de dire : « Les Jacobins troublent la paix », pourquoi n'avouer pas qu'ils ont renversé le trône, grâce à une doctrine néfaste qu'on doit attaquer et détruire avec l'aide du temps et de la raison ? La France est une monarchie antérieure à l'Assemblée nationale et indépendante de celle-ci. Quelles sont ces nécessités qui changent les devoirs ? On parle de Cicéron, qui composa avec les circonstances : mais tant qu'il y eut deux partis, il s'attacha au plus juste, loin de lever une armée d'Impartiaux. Les amis de la Constitution monarchique feront bien de penser par eux-mêmes, de ne chercher le salut que dans les vieux principes et les vrais appuis de la royauté²⁶.

Clermont-Tonnerre répond, fort de l'adhésion de Malouet. Défendre son Necker si indignement calomnié le rendrait suspect ; il préfère se justifier lui-même.

« Mes principes se réduisent à l'observation de mon serment civique : je crois que tout Français doit une soumission de fait à la loi décrétée par l'Assemblée nationale et sanctionnée par le Roi. »

Ni rebelle, ni sectaire, il ne retranche, il n'ajoute rien à ce dogme, auquel la gauche et la droite peuvent souscrire.

« Lorsque je vins aux Etats généraux, j'y arrivai sans autre éducation politique que l'absence des préjugés les plus répandus et l'amour de la liberté ; je n'avais point de système complet. Ce fut dans la généralité des cahiers que je cherchai l'expression de la volonté générale ; je crois encore que la France eût été sauvée plus facilement si, au lieu d'entasser dans quelques mois des changements qui demandaient plusieurs années, on se fût borné à rédiger en loi l'expression du vœu général et à appeler une nouvelle législature, organisée d'après ce vœu et dégagée des levains de haine. »

Le meilleur système était à son avis celui de Mounier, fondé sur une expérience déjà faite : on l'a rejeté. Clermont-Tonnerre a dû se placer dans de nouvelles hypothèses, s'attacher aux bases les plus solides, s'en rapprocher autant que les décisions successives le permettaient. Il a sacrifié la dime, combattu la spoliation du clergé, cru que les Parlements ne pouvaient exister sans gêner ni la Constitution ni leurs prérogatives d'antan. Il n'était pas là quand on a détruit la noblesse

26. *Déclaration de M. Du Val d'Eprêmesnil...*, 15 février. 8°, 15 p. (B. N. Lb ³⁹ 9718).

dont le pouvoir politique choque l'égalité ; mais « il n'est contraire à aucun principe de souffrir qu'une opinion de préférence, de considération, s'attache à la postérité de ceux qui ont bien servi la patrie... Cette opinion subsistera malgré la loi. » Protester eût été puéril, mais voilà un vote bien impolitique aux yeux de qui dédaigne une popularité d'un jour.

Stanislas, croyant l'autorité royale menacée « par le caractère français qui porte toujours aux extrêmes, par cette lâche envie d'écraser celui que l'on a craint longtemps, par l'influence de quelques factieux feignant des idées républicaines », tremble de voir dénaturer la monarchie, si une volonté générale mieux éclairée ne remédie à la situation ; mais il n'impose pas ces principes à son club, qui n'aura de programme qu'après les chute des « factieux », quand il pourra délibérer sans danger sur le moyen de rétablir l'exécutif.

« Les Jacobins régnaient, crie-t-il à son adversaire, vous vous taisiez, les corps administratifs même leur obéissaient : et c'est à cette époque que le club monarchique s'est déclaré leur ennemi. »

Persécuté, il leur tient tête, la loi en main ; Barnave et les calomnieux s'arrêtent. Le peuple, assure Clermont-Tonnerre, résiste aux menées. La municipalité doit au club un jugement l'autorisant à reprendre ses séances, à établir des opinions susceptibles de sauver la France : « Si elle les ajourne, nous attendrons ; si elle les rejette, nous obéirons. » Ce n'est pas en résistant à la volonté générale qu'on en prévient les écarts ; ce n'est pas dans l'ancien régime qu'il faut chercher des principes pour la pratique. Les vrais monarchistes sont ceux par qui le public apprendra que la puissance royale, libérée de toute entrave « est une propriété nationale et l'un des plus solides appuis de la liberté chez un grand peuple²⁷ ».

Par malheur, la foule ignore l'anglais : il lui faudra vingt-quatre ans pour en acquérir quelque teinture, à grand renfort de désastres. Et alors le temps aura fait son œuvre.

II

Les Jacobins et leurs amis sont plus pressés.

On leur dénonce de nouvelles cartes d'aumône, distribuées par le club, qui aurait fait rayer les veuves inscrites sur l'an-

27. *Lettre à M. Du Val d'Eprémesnil... Recueil*, IV, 43 et suiv.

cienne liste et n'admettrait plus que les femmes venues avec leurs maris, pour des raisons faciles à deviner²⁸. Le nommé Petit, qui répand ces cartes, avec la complicité de la police, assure Marat, a été désigné au comité des recherches par un boulanger patriote : mais on cherche à le faire fuir. Laisserait-on fuir « Desclaibes » ? Il faut arrêter et juger tout ce monde²⁹.

Le 16 février, Carra signale deux distributeurs de bons de pain, qui parcourent le faubourg Saint-Marceau. Encore un coup du club !

« Nous prévenons Stanislas Clermont et ses collègues que les porteurs de ses mandats mangent son pain de très bon appétit, mais qu'ils n'en sont pas moins bons patriotes, et qu'ils se proposent de s'acquitter en coups de bâton... le jour où Stanislas voudra poser ses fesses sur un trône inconstitutionnel. »

Voyez-vous la bande détrôner Louis XVI, un si bon Roi qui a si honnêtement accepté la monarchie des avocats ? Voyez-vous le Pape Malouet ?

« Notre Pape est à Rome et doit y rester, et la couronne de Louis XVI ne doit point passer sur la tête blondine de Stanislas³⁰. »

Le même jour à onze heures du matin, la veuve Le Cœur, cabaretière tenant échoppe quai des Tuileries, déclare au commissaire du Palais-Royal que deux particuliers sont venus boire, dans son débit : l'un a parlé des distributions et des cartes de Clermont-Tonnerre³¹. Patriote comme toute cabaretière, la bonne femme s'est inquiétée. Une dénonciation de plus ou de moins ne saurait nuire. D'ailleurs, on peut être tranquille : les gens secourus mangent le pain monarchique, mais leur... digestion le rend inoffensif³².

Cependant le club somme le Jacobin Loyseau, « jurisconsulte citoyen », de s'avouer l'auteur de réflexions hostiles à la société, parues le 21 janvier dans le *Journal de Constitution et de Législation*³³. Le lendemain, l'intéressé avoue l'article incriminé : il consent aux poursuites, trouvant dans cette attaque une occasion de discuter les principes de la liberté de la presse, déjà développés par lui dans une lettre à Condorcet³⁴.

A tant de tribulations, un succès inattendu fait contre-poids,

28. *Journal gén. de France*, p. 195, du 18.

29. *Ami du peuple*, du 18, n° 375, p. 5-7.

30. *Annales patriotiques*, (le fait est du 16), p. 1063, (n° 504, du 18).

31. Arch. Préf. police, Sections, procès-verbaux des commissaires (Butte des Moulins).

32. *Courrier français*, du 19, p. 397 (poésie).

33-34. B. N. Lb ³⁹ 4626.

et l'avocat du bourreau trouve enfin des amis. Le 16, l'exécuteur des hautes œuvres qui opère à Lille refuse d'accomplir son « infâme métier » et donne sa démission. En vain, on prétend le contraindre : il vient à l'échafaud en habit national, avec une cocarde tricolore. Chacun se récrie ; on traîne le personnage au comité parmi des murmures indignés. Renvoyé au tribunal de la ville, le bourreau est accablé d'injures par la garde nationale : on le juge, on le mène à son atelier, on lui arrache habit bleu et cocarde et il demande pardon à genoux de l'affront fait à l'honorable corps. Il ne lui reste qu'à solliciter le droit de quitter un emploi que l'opinion décidément regarde comme infâme, malgré un discours de Clermont-Tonnerre. Gorsas en fait des gorges chaudes³⁵.

Pour gagner du temps, Desmousseaux, substitut du procureur de la Commune, demande le 18, aux sections, un supplément d'information qui complètera le rapport des enquêteurs³⁶. Le club s'impatiente : il réclame, le 21, une promptة décision ; Bailly promet de se hâter, invoque la nécessité de recueillir tous les détails³⁷. Les sections, interrogées, se taisent, justifiant par leur silence le dire des délégués de la société :

« Nous ne sommes que calomniés ; la lenteur des calomniateurs à répondre aux demandes d'information le montre assez. Des affiches nous désignaient comme conspirateurs ; la modération du peuple paraît seule nous préserver des vengeances. On sait bien que nous n'avons pas enrôlé quarante mille hommes, ni distribué du pain depuis le 8 janvier, ni parlé de dissoudre l'Assemblée, ni d'attaquer les sections, ni distribué du pain empoisonné³⁸. »

Mais qu'importe ? Le 22, la Croix-Rouge déclare ne reconnaître pour amis de la Constitution que les citoyens attachés à la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et sanctionnée ou acceptée par le Roi. On croirait entendre Clermont-Tonnerre. Tant les mêmes mots changent de sens, selon les gens³⁹ ! Puisque tout plie au seul nom de Barnave, pourquoi le club répondrait-il à la dénonciation des Jacobins de Versailles qu'on lui signale le même jour⁴⁰ ?

N'a-t-il pas assez des clameurs de la rue Saint-Honoré, des plaintes de Rodez et de Cahors, des défiances de « Nicolas Coupe-Tête » et de la Société fraternelle à l'endroit d'une lé-

35. *Courrier*, du 21, p. 324-5.

36. Lacroix, 2^e série, II, p. 678.

37. *Ibid.*, p. 658, 679.

38. *Journal de la société*, du 26.

39. Arch. Seine D 801. Lacroix, p. 680.

40. *Journal de la société*, du 5 mars, p. 71.

galité qui favorise les complots ? Quand les municipaux tremblent, il n'y a qu'à pendre : il n'est Hottentot de jacobinière qui n'en demeure d'accord et ne réclame des cordes⁴¹.

Et l'homme aux sept millions continue d'étonner Carra : Ferragut, le chanoine d'Auch, et sa cuisinière Jeanneton s'adressent au journaliste pour obtenir que le riche M. Stanislas leur rembourse, à lui neuf cents, à elle soixante livres « en pièces de vingt-quatre sous », reliquat des dettes du colonel de Royal-Navarre ! Croirait-on que le beau militaire ne pouvait payer ni son boulanger, ni son appartement, ni la location de ses meubles, ni son vin, ni sa « bonne chère », ni son tailleur ? Pauvre chanoine sans aumusse, pauvre cuisinière sans profits⁴² !

Tandis que monarchiens et Jacobins se querellent, le Manège continue sa besogne, légiférant tour à tour et s'épuisant en interpellations. Pour l'instant, on s'occupe de l'affaire de Nîmes, qui naguère a donné à Clermont-Tonnerre l'occasion de défendre Marguerittes. Notre député retrouve, pour le soutenir encore, cette voix que Gorsas déclarait éteinte depuis le rejet des deux Chambres⁴³. Dans les incidents en cause, il ne voit, le 26, au soir, que des excès étrangers à tout système. D'après lui, catholiques et protestants n'ont pas cherché à se détruire : il ne s'agit que d'un mouvement provoqué par des accapareurs de suffrages, habiles à ressusciter de vieilles haines au nom des nouveaux principes. Les catholiques ont craint l'ardeur révolutionnaire, leurs adversaires une réaction possible. Conciliation passe répression : les municipaux, que leur état soumet plus strictement à la loi en vigueur, ne doivent espérer qu'une justice exacte, et le projet du comité la leur refuse, comme aux habitants l'entière amnistie.

Clermont-Tonnerre demande la question préalable sur l'article exceptant de cette même amnistie les gens qui ont enlevé le drapeau rouge à l'abbé Belmond : on avait muni de cet emblème le pauvre édile, afin de protéger les plus faibles des antagonistes. Inutile de répéter que les municipaux sont innocents : Rabaut lui-même hésite à les accuser de n'avoir pas proclamé la loi martiale, et Marguerittes les a disculpés d'avoir toléré la cocarde blanche. On peut se ranger à l'avis de ce patriote. — Ici les « trente voix » des interrupteurs professionnels couvrent Stanislas de huées et de rires. Il insiste :

41. *La Jacobinière, parade comme il n'y en a pas*, (Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 113).

42. *Annales patriotiques*, n° 508, du 22, p. 1081. Cf. Gorsas, du 23.

43. *Courrier*, du 28, XXI, p. 445.

« J'avais répondu d'avance de ce patriotisme, parce que j'avais vu et suivi Marguerittes dès les premiers jours de la Révolution dans la chambre de la noblesse, et que je puis lui appliquer cette maxime : « Il est aussi rare de voir ceux qui se sont montrés amis de la liberté, dans les jours du péril, devenir tout à coup de vils conspirateurs, que de voir les bas valets de la cour se montrer les vrais amis du peuple. »

Les rieurs se taisent. L'orateur réclame l'abandon de l'affaire, un non-lieu pour la municipalité, de nouvelles élections et de belles phrases sur la concorde à l'adresse des Nimois.

On l'écouterait plus qu'il ne l'espère, car son projet ne diffère pas tellement de celui du comité, qui l'emporte : l'Assemblée borne la procédure aux coups de feu tirés sur les municipaux. Dans la discussion, Cazalès et Barnave sont intervenus. Le premier n'a songé qu'aux principes ; indifférent aux actes, il a demandé des poursuites contre les coupables sans distinction de parti. Mais qui ne s'étonnerait d'entendre Barnave se méfier même des amis de la Constitution, de ses chers Jacobins « qui alarment les bons citoyens », et parler de rétablir la paix ? Ce huguenot doit craindre quelque Saint-Barthélemy.

Aux Tuileries, on songe à mieux. Sous main, on prépare la fuite du Roi, dans l'espoir de lui rendre une popularité chancelante. Un certain Mont ou Monot, auteur d'un projet en ce sens, croit pouvoir utiliser le club monarchique, de quelques reproches qu'il charge cette société.

« Mal organisée dans son principe, elle a forgé elle-même les obstacles qui s'opposent aux progrès qu'on en pouvait attendre ; mais ce peuple ne peut oublier qu'elle avait fait quelques distributions de pain. »

Il s'agit de la réunir, de lui faire remettre par les faubourgs une *pétition de circonstance*, d'où le nom du Roi sera écarté.

« Ce jour même, la société, en manifestant des principes conformes à la déclaration du 23 juin, jettera dans l'opinion des honnêtes habitants de la capitale et des provinces une racine plus vivace que ne l'avait fait sa précédente profession d'impartialité. »

Le Roi gagnerait Saint-Cloud, avec le congé de l'Assemblée : une manifestation organisée lui fournirait prétexte à réclamer Fontainebleau ou Compiègne, et fouette cocher !

« Plus tôt S. M. s'éloignera de Paris, et plus tôt la couronne se reposera sur sa tête. »

Pour leur projet, les conspirateurs réclament deux cent mille livres, le concours des ateliers de charité et de leurs chefs, d'écrivains et d'espions, sans parler des corps de métier, des

basochiens et d'on ne sait quelle société du faubourg Saint-Antoine⁴⁵.

Ce papier est du 23 février. Le 28, les « chevaliers du poignard » se rassemblent pour favoriser l'évasion, et le nom de Vincennes est dans toutes les bouches. On accusera plus tard Clermont-Tonnerre d'avoir trempé dans l'affaire ; c'est lui, le « grand mitron » si désireux d'abreuver la terre du « vil sang » des « plats bourgeois vêtus de bleu », qui aurait signé force bons de pain à cette occasion, lui, le complice de Foucault et de Malouet, le suppôt, avec Lamberty et le prince de Poix, du « chef des domestiques », le duc de Villequier⁴⁶. Et cela se chantera sur l'air des pendus, au lendemain du départ manqué pour Saint-Cloud, et, dès le 9 mars, sur l'air de *Marlborough* !

D'ores et déjà, on s'inquiète du départ de quatre gardes du corps, supposés complices d'une contre-Révolution dont Stanislas serait le chef. A cette « calomnie », il faut un contre-poids : Clermont-Tonnerre ne commande, affirme son journal, que la garde nationale de Corbeil. Ennemi de toute réaction, dévoué à la liberté, il ne connaît aucun des voyageurs suspects. La haine des Jacobins l'honore, et la prévention de leurs dupes ; il ne songe par cette rectification qu'à la tranquillité des inculpés ; à la sienne il a depuis longtemps renoncé. On incrimine la venue à Paris de son beau-frère Courtivron, député suppléant : celui-ci, disposé à rassurer les journalistes, ne s'occupe que de ses propres affaires et de celles de son département, et avertit ironiquement les gazetiers d'un autre séjour qu'il fit dans la capitale, il y a six semaines : « Il est bien étonnant que ce symptôme de contre-Révolution leur ait échappé⁴⁷. » — Personne ne croira Stanislas, grand faiseur de faux serments au dire d'adversaires qui le ridiculisent pêle-mêle avec les prélats, les robins, Malouet et Rivarol :

En vain, sous un air hypocrite,
Il jure, il proteste, il s'agite.
Le vent emporte son serment.

Mais ne dit-on pas que, comme l'alchimiste qui, cherchant la pierre philosophale, trouve souvent des secrets utiles, le ci-

45. *Recueil des pièces justificatives de l'acte énonciatif des crimes de Louis Capet...*, p. 23-25 (B. N. Le ³⁸ 64. 1^{er} inventaire).

46. *L'enlèvement manqué (Légende dorée, du 9 mars, p. 85). La bataille de Cannes ou la journée du 28 février 1791. (Chron. de Paris, du 22 avril, p. 447, et du 23, p. 450).* Le départ pour Saint-Cloud, du 18 avril, fut empêché par l'émeute, peut-être avec la connivence de la cour.

47. *Journal de la société*, du 5 mars, p. 80.



STANISLAS DÉCORÉ DE L'ORDRE DE SAINT-LOUIS.

Peinture, attribuée à Boilly (?), vers 1791.

(A M. le marquis de Chateaubrun.)

Cl. du propriétaire

devant comte a découvert le moyen de payer les dettes de l'Etat sans réussir à payer les siennes ⁴⁸ ? Gorsas en sait plus long. Dans la fameuse nuit du 28, on a perdu, dit-il, un petit chien-loup gris-noir, tacheté de blanc, qui jappe et mord avec grâce, qui saute pour le Roi, la Reine et les marquis et secoue l'oreille à la nation. Ce joli toutou mord les jambes de qui l'engage à sauter pour les patriotes, et fait l'invalides aux jours de bataille. Entre autres noms, il répond à celui de Meudemaupas ; ceux qui le trouveront devront le rapporter à Dubergier ou à Clermont-Tonnerre et recevront vingt-cinq louis s'ils le rendent avec ses quatre pattes. Le jovial journaliste a fait une promenade à la foire Saint-Germain, et s'y est vu lui-même dans une baraque, travesti en « Patrigoth » par le tailleur de Stanislas : à la sortie, il a reçu une belle image qui représente « tout le club monarchiste déguisé en chienlits ⁴⁹ ! »

Cependant les directeurs de la société voudraient en finir. Le 6, ils réclament auprès du corps municipal contre l'arrêté de la Croix-Rouge, du 22 février, que cette section a fait afficher. Depuis quand est-il permis à une section de se croire dépositaire de l'honneur des citoyens, de flétrir une ligue qui n'a subi aucune condamnation ? Les monarchiens demandent qu'on déclare nul et illégal, par affiche, l'arrêté dont ils se plaignent. Le 9, ils reviennent à la charge. L'Hôtel de Ville ajourne, le 10, sa réponse sur le premier point, et invite, le lendemain, le comité des recherches à hâter son rapport sur l'affaire principale. Tout cela n'est guère compromettant ⁵⁰.

Le 15, Clermont-Tonnerre et ses amis prennent un grand parti. Voilà un mois qu'ils attendent; ils vont reprendre leurs séances, selon leur droit, dans l'espoir d'une protection efficace. Ils informeront la municipalité de l'heure et du lieu de leur assemblée : au fond, ils ne conservent guère d'illusions. Bailly lit la lettre le lendemain, et s'efforce d'en masquer le ton : « Les clubistes sollicitent le rapport de leur affaire. » Un membre du comité des recherches promet un prochain compte rendu partiel, et l'on passe à l'ordre du jour ⁵¹. Plus d'un assistant sans doute se demande ce que cache la disparition, survenue le 13, d'un jeune Américain de Saint-Domingue, François Olivier, hôte de M. de Perriigny, député; ce colonial était sorti pour aller dîner chez

48. *Légende dorée*, du 5 mars, p. 78.

49. *Courrier*, du 7 mars, XXII, p. 103-105.

50. Lacroix, 2^e série, III, p. 126-133.

51. *Ibid.*, p. 182-186. *Journal de la société* du 19, p. 1.

Stanislas, qui affirme ne l'avoir point vu⁵². S'agit-il d'intrigues ou d'un simple accident ?

Toujours est-il que le bruit court de fréquents entretiens de Clermont-Tonnerre avec Montmorin. Celui-ci se disculpe :

« Il y au moins huit jours, écrit-il le 19 à Mirabeau, qu'il n'est venu chez moi, et je n'ai pas été dix minutes avec lui. Il est possible qu'il m'ait attendu longtemps : je n'en sais rien ; il était venu chez moi, précédemment, trois fois, sans que je l'eusse reçu⁵⁴. »

A Ris, les partis ne désarment pas ; on ne parle que des méfaits du vicaire Louvirier, à qui l'opinion reproche de fréquenter Stanislas. Cet ecclésiastique a juré avec restrictions, grâce à la complicité de la mairie : il a gagné Paris, renié son serment, affiché une rétractation et réintégré sa paroisse au moment du carnaval. — Le jour des Cendres, on l'emprisonne. Naturellement on nomme Anisson du Perron, « le marquis de l'Ane-y-est », qui montre le bout de l'oreille. Clermont-Tonnerre et lui ne font qu'un, les désordres viennent de leurs manœuvres. Gorsas accueille ces « calomnies » et attend de pied ferme le grand parangon du club monarchique⁵⁵.

Le dimanche 20, nombre de Parisiens illuminent à l'occasion de la convalescence du Roi, tombé malade ensuite de son enlèvement manqué. Rue du Petit-Vaugirard, on distingue les lampions de notre député, et de braves gens admirent son patriotisme. Un sieur Thévenot, qui deux mois auparavant a dénoncé les menées du club auprès des ouvriers de Vaugirard, entend néanmoins une femme déclarer que Stanislas, le plus grand aristocrate de France, rêve d'exterminer le peuple. Ce Thévenot, malgré une lettre de Sillery innocentant Clermont-Tonnerre, a mis en branle le tribunal de l'Abbaye. Beaucoup parlent de La Fayette comme complice : il était du complot avec une partie de ses troupes⁵⁶.

A qui se fier par le temps qui court ? Gardes du corps, députés, bourgeois à épauettes et gentilshommes ci-devant populaires, tout ce qui ne soupçonne pas devient suspect. Et le mal ira croissant.

52-53. Arch. Préf. Police. Sections de Paris, procès-verbaux des commissions (Butte des Moulins).

54. *Corresp. de Mirabeau avec Lamarche*, éd. de Bacourt, III, 89-90.

55. *Courrier*, du 18, XXII, p. 277.

56. *Orateur du peuple*, t. VI, n° 26, p. 213 et suiv.

III

Si le Roi songe à fuir, l'Assemblée pense à le remplacer, dans les meilleures intentions du monde : cahin-caha, on est arrivé aux articles de la Constitution qui assurent l'exercice de la régence. Le 22, Thouret apporte un projet du comité, confiant le pouvoir au plus proche parent majeur du monarque, élu par dix députés spéciaux dans chaque département, car on exclut l'Assemblée de l'opération. Mirabeau veut ajourner la discussion, soumettre le projet à une étude approfondie : on murmure. Cazalès, qui prône l'hérédité de la régence, se défie d'un conseil qui diviserait l'exécutif, et propose de confier le Roi mineur à sa mère. Barnave redoute des troubles en cas d'élection et préfère un régent nommé par l'Assemblée : celle-ci, assure Maury, devra être convoquée à la mort du Roi, pour discuter la question. Appuyé par Cazalès, le tribun d'Aix revient à la charge, montre les hasards dangereux du système héréditaire, et invite ses collègues à se prononcer sur l'élection qui déplaît si fort à Barnave, ennemi de Cromwell ! Qui dit régence et minorité dit crise, concède Mirabeau. On vote : l'Assemblée réunie après la mort du Roi, il y aura un régent si le nouveau prince est mineur.

Le lendemain, Pétion combat l'hérédité, par crainte du despotisme. L'élection du régent regarde la nation : chacun sait que le calme reviendra, que les troubles disparaîtront. Clermont-Tonnerre va prendre parti pour l'hérédité. Tout en se réjouissant de l'admission du principe, il se plaindra, dans quelques mois, qu'on n'ait même pas discuté son système.

Notre sceptique proclame son incertitude et le caractère séduisant du régime électif « dont on a tort de s'écarter au cours des âges. » Mais les grands principes sont difficiles à appliquer dans un grand Etat : n'avons-nous pas réservé les droits civiques à une minorité de possédants ? L'exécutif donné à un homme suppose l'accord entre ce personnage et la nation, et l'acceptation du double caractère d'hérédité et d'inviolabilité. Faut-il sacrifier les principes, ou rendre au peuple son droit ? Qu'y a-t-il à craindre d'un régent élu ? Les annales d'un pays sans Constitution ne sauraient être invoquées : la Constitution est mauvaise, si, à l'ambition possible du régent, le corps législatif n'oppose une barrière suffisante. Quoiqu'en dise Pétion, le caractère français ren-

draît dangereuse la forme élective et risquerait d'amener la chute de la monarchie héréditaire.

A pas comptés, Stanislas revient à l'autre mode, refuse au régent la garde du prince que celui-ci pourrait être tenté de remplacer en le supprimant, et proclame sa défiance à l'endroit d'un autre mentor, annulé en fait ou constituant un pouvoir rival. Faut-il songer à la Reine-mère ? L'histoire, la loi salique s'opposent à son influence éventuelle. Les sympathies de l'orateur vont à un prince plus éloigné du trône que l'héritier présomptif et soucieux seulement de l'opinion. Croyant que l'hérédité naturelle n'existe que dans l'intérêt public, Clermont-Tonnerre cherche un régent inoffensif, s'inquiète par avance de la moindre maladie, de la moindre absence du Roi, susceptible de déclencher des ambitions : que serait-ce avec un système électif ! La pensée l'épouvante, d'un monarque valétudinaire, et il jette l'urne par dessus bord : « Qui ne dira : j'aime la liberté, mais j'aime encore mieux ma patrie ? », conclut-il en demandant qu'on détermine le mode d'hérédité de la régence⁵⁷. L'Assemblée écoute Mirabeau, qui dans un discours plein d'en-cas, fait la part des habitudes et penche en faveur du comité : le régent sera le plus proche parent majeur du Roi, suivant l'ordre de succession au trône. Et certes, chacun va préférer, avec Clermont-Tonnerre, la France à une liberté victime des circonstances ; mais ce n'est pas sa France qui l'emportera.....

Il remonte à la tribune le lendemain soir, pour prononcer l'un de ses plus beaux discours. On se querelle autour des Invalides, que le comité, soutenu par Menou, propose de supprimer. Maury, armé d'un grand plan de réforme, demande la question préalable. Notre député lui succède : cette rage despotique l'étonne, qui s'acharne à détruire sans remplacer, à jeter bas sans nécessité absolue. Il se tourne vers les démocrates :

« A chaque destruction, je me suis dit : Examinons les vices de l'établissement que l'on condamne : sont-ils intolérables ? Lui sont-ils inhérents ? Il faut qu'il tombe. Peuvent-ils en être détachés ? Réparons et ne détruisons pas. Je me suis ensuite demandé : Quel remplacement propose-t-on ? Est-il suffisant ? Est-il exempt d'abus ? Coûtera-t-il moins que ce qui est ? Atteindra-t-il mieux le but proposé ? Si à ces questions les réponses sont affirmatives, je consens qu'on démolisse, car alors on peut rebâtir. »

Tout le procès de la Révolution tient dans cette apostro-

57. *Recueil*, II, 399 et suiv. Cf. B. N. Le 20 1375.

phe : mais quel architecte se contenta jamais, tout haut, de réparer ?

Stanislas vient aux faits. Les employés usurpent le logis des invalides; le pain diffère selon les classes; la nourriture est médiocre; les chambres sont étroites; l'hôtel est entouré de terrains inutiles; sa caisse est chargée de pensions parasites; les hospitalisés ne sont pas consultés sur l'administration; la discipline est rigoureuse. Ces vices d'ancien régime, qui existent partout, peuvent disparaître. L'orateur s'élève contre l'attribution des bons morceaux aux officiers, et des basses viandes aux soldats; la hiérarchie du pain l'indigne : « C'est le meilleur que la patrie leur doit à tous. » Cependant une discipline s'impose, par crainte de la licence: mais on peut admettre des invalides au conseil, pour en faire de vrais hommes libres, qui obéiront sans déroger :

« L'homme libre est celui dont la conduite du moment se règle toujours sur la volonté qu'il a eue antérieurement, lorsqu'examinant la question dans sa généralité, il était loin des passions que l'application de cette volonté à lui-même finit par développer. »

Pourquoi soudain Clermont-Tonnerre s'en prend-il à Louvois, « que de grands talents ne sauveront pas de l'anathème de l'humanité » ? Il exhume la lettre où ce ministre répond à des plaintes sur le pain : « J'ordonnerai que l'on en fasse de plus mauvais pendant trois semaines, et s'il y a des mouvements séditieux, je ferai pendre les mutins. » Cette phrase condamne le despotisme, non l'établissement, et rien de pareil n'est arrivé sous Louis XVI, qui a visité l'hôtel et rassuré ses habitants pour l'avenir : la nation ne peut faire moins que le Roi, son rôle est d'améliorer le sort des pensionnaires. Le comité propose d'établir 83 hospices départementaux pour les invalides : la belle affaire ! On leur doit de l'honneur, de l'aisance, des soins particuliers, une famille. Rien de tout cela dans ces 227 livres 10 sous qu'on leur offre. Et l'uniforme « qui disait au jeune homme: « Voilà ton modèle », qui naturalisait, pour ainsi dire, l'ancien soldat dans toutes les parties de cet empire », qui le leur rendra ? Dans ces prétendus hospices de la patrie, on veut éparpiller « quelques-unes de ces idées patriotiques qui toutes, depuis un siècle, se sont rassemblées sur le monument, se sont identifiées au monument que l'esprit novateur attaque. » Ces idées, on les écarte, on dit : « Détruisons toujours, et nous examinerons après les moyens de remplacement. » Il est difficile de soigner isolément les invalides :

la pauvre pension sera mangée par l'impôt, par les familles indifférentes, et, pour un résultat moindre, la dépense sera plus forte. Le retour au vieux régime de vagabondage serait le fruit « des changements qui ne sont que des changements. »

Pourquoi s'acharner ainsi ? Pour quelles raisons secrètes ? Stanislas se défend de faire l'apologie du despotisme :

« J'avouerai cependant qu'en examinant l'établissement des Invalides, un esprit religieux arrête l'improbation, un sentiment de respect s'empare de toutes les facultés de l'âme et absout, aux yeux de tout homme dont la philosophie n'a point éteint le patriotisme, le luxe même de cet asile national. C'est là que l'étranger vient vous admirer, c'est là qu'il aime à voir réunis et les chefs-d'œuvre des arts et les excès de l'héroïsme ; ces peintures mêmes, la magnificence de ces voûtes ajoutent quelque chose au charme des idées religieuses qui doivent consoler la vieillesse de ces guerriers et leur rendre moins pénible le passage à l'éternité. »

Si les pensions doivent suffire, pourquoi les hospices ? Il faut laisser le choix aux intéressés : l'invalidé qui a une famille et des ressources préférera la pension ; l'hôtel abritera son camarade plus pauvre. — Quelques mécontents veulent partir : c'est leur droit. Mais la vieille maison, de ce chef, ne doit pas disparaître, qui loge ces malades, ces infirmes « retenus dans leurs lits qu'on leur propose froidement d'échanger contre des routes. »

La gloire nationale aussi réclame ses droits, et bien des vieux soldats n'espèrent d'autre récompense que cette retraite. Faut-il rappeler le grenadier venant électriser son sabre au mausolée du maréchal de Saxe ? « Eh ! bien, messieurs, ce n'était là que le tombeau d'un seul homme ; c'est ici le mausolée de l'héroïsme français, et l'on vous propose de le détruire⁵⁸ ! »

Clermont-Tonnerre a, du coup, regagné une sérieuse estime : on vote l'impression de son discours, dont Gorsas lui-même ne peut s'empêcher de louer la forme⁵⁹, tandis qu'à droite on regrette les diatribes contre Louvois⁶⁰.

Notre député réclamait de nouvelles récompenses militaires à emprunter aux projets des commissaires royaux qui maintenant travaillent d'accord avec l'Assemblée, et la liberté pour les invalides de quitter l'hôtel ou d'y rester. Après de beaux murmures contre Menou, qui veut détruire, contre

58. *Recueil*, III, 59 et suiv. Cf. B. N. Le²⁰ 1381.

59. N° du 25, p. 416. *Point du Jour* du 26, p. 355.

60. *Journ. génér. de France* du 26, p. 337.

Alexandre de Lameth, qui veut bien conserver un asile, mais condamne l'hôtel, le Manège accorde la priorité au projet d'Emmery, à peu près semblable à celui de Stanislas : l'administration sera réformée, l'affaire renvoyée au comité militaire, et les intéressés auront le choix entre le logement et la pension. Nul ne peut prévoir, ce 24 mars 1791, l'extraordinaire regain de vie que les héros de l'Epopée donneront au superbe asile, ni la tapisserie d'étendards dont l'ombre de Luxembourg sera si jalouse, ni le bûcher tragique des trophées, ni le sépulcre du géant vaincu.

IV

En province, les inquiets ne sont pas moins nombreux qu'à Paris. D'Is-sur-Tille, petite ville bourguignonne, on a signalé le départ pour la capitale de M. de Courtivron, « cousin germain » de Clermont-Tonnerre, — en réalité son beau-frère — et d'un certain M. de Bretagne, capitaine aux dragons de Condé, cru également son parent⁶¹. Ce dernier réclame : il ne connaît pas Stanislas, et assure que les vrais contre-révolutionnaires sont ceux qui, par des écrits incendiaires, inquiètent et trompent le peuple⁶².

Le 25 mars, Bailly lit à l'Hôtel de Ville une lettre du club annonçant une séance pour le lundi 28, à six heures du soir, dans la propriété du marquis de Bouthillier, la ci-devant loge maçonnique « l'Amitié », rue des Petites-Ecuries du Roi. La municipalité s'en tient à l'arrêté du 10 février et demande au comité des recherches son interminable rapport⁶³. La démarche de Clermont-Tonnerre et de ses amis édifie suffisamment l'*Orateur du peuple* sur les intentions des « conspirateurs » et de leur chef ; celui-ci aurait répondu à un municipal qui lui parlait des dangers d'une réouverture : « Tranquillisez-vous, on ne met point à la lanterne cinq cents hommes armés jusqu'aux dents et déterminés à vendre chèrement leurs jours. » Voilà le gant jeté ! « Jean-Farine », ami de La Fayette, commande à Corbeil ; il y va souvent ; où a-t-il pris l'argent du banquet offert à sa troupe ? Evidemment il s'agit d'un coup monté d'accord avec le grand chef des habits bleus. Et à Corbeil, les moulins à fa-

61. *Correspondance nationale*, n° 4 du 24 mars, p. 116.

62. *Moniteur*, du 24, T. VII, p. 694.

63. *Journal de la société* du 26, p. 1. Lacroix, 2^e série, III, p. 292. *Journal de la municipalité et du département de Paris*, du 3 avril.

rine, et à Essonnes les moulins à poudre sont aux mains des conjurés ! La liste civile doit en savoir long sur ces manœuvres : méfions-nous des voyages de Stanislas dans sa bonne ville, si nous voulons manger et nous défendre⁶⁴.

Cependant, l'Assemblée installe Gobel, le nouvel évêque constitutionnel de Paris. Clermont-Tonnerre fait partie, le 26, de la délégation chargée d'assister à la cérémonie⁶⁵ : il se repentira bientôt de sa sympathie première pour le clergé « patriote ». Et tout bas, peut-être, il se sent déjà gêné : sa femme, si pieuse, doit lui adresser des reproches.....

Enfin, voici le grand jour. Prévenu par Bailly du maintien de l'arrêté de février, Dubergier court à 8 heures du matin, le 28, chez Clermont-Tonnerre : comme l'autre fois, il est trop tard pour avertir les sociétaires. On ne peut qu'envoyer deux amis aux Petites-Ecuries pour informer les arrivants de la décision municipale et les engager à se disperser, dans l'incertitude où l'on est : ni défense ni permission. Cormier et Armand en rendent compte à la police et à Bailly⁶⁶. Pourquoi celui-ci a-t-il si fort tardé à communiquer l'avis, porté du reste, par une erreur singulière, non au président, mais au concierge de la loge « l'Amitié » ? M. le maire a des sections une telle crainte qu'il reçoit les monarchiens dans son antichambre en s'excusant, car les gens de la halle au blé ou d'ailleurs sont dans l'autre salle, et que diraient-ils, grands dieux ! Du reste, lui-même s'avoue Jacobin. « Tant pis, riposte l'homme du club; le chef de la municipalité de Paris ne devrait être d'aucun parti⁶⁷. » Bailly lira la lettre au conseil, qui passera à l'ordre du jour, indifférent aux prières de « pourvoir à tout » que lui adressent ces naïfs⁶⁸.

A cinq heures du soir, rue des Petites-Ecuries, tout est calme. Un homme en rédingote bleue s'approche de la salle, y voit entrer quelques clubistes, et revient avec trois compères : « Voilà enfin le repaire de ces monarchiens découvert. Est-ce que nous ne leur f...rons pas une danse ? » Les gaillards se postent alentour : le meneur fait signe à une patrouille, vraie ou fausse, de s'en retourner, et revient avec un nouveau groupe, source d'un attroupement « évidemment commandé ». Femmes, enfants, tout crie, tout hue « avec

64. T. IV, n° 28, p. 222. Cf. *Moniteur* du 31.

65. *Procès-verbal*, p. 14.

66. *Journal de la société* du 2 avril, p. 2.

67. *Mercure*, du 12 avril.

68. Lacroix, 2^e série, III, p. 323.

plus de docilité que de chaleur⁶⁹.» Des clubistes arrivent en voiture ; d'aucuns portent, paraît-il, la cocarde blanche. On murmure, on leur crie de quitter cet insigne suspect, mais que rien n'interdit; ils résistent, sont mis à mal. Des Jacobins sortent de leurs poches et jettent dans la foule quelques cocardes arrachées, crient-ils, aux monarchistes : la fureur des manifestants s'en accroît⁷⁰. La multitude, ivre et complice, frappe, injurie, piétine, blesse, arrête : il y a là une belle troupe de petits braillards, de femmes en haillons, de soldats en riboté qui les excitent, d'aboyeurs armés de bons gourdins noueux de deux pieds de long, excellents casse-têtes. Ils sont trois cents, cinq cents, quatre mille; personne du quartier ne les connaît. Ces pouilleux ont d'abord bombardé de quolibets les gens bien mis : un garde national, demain, se vantera au Palais-Royal d'avoir souffleté un abbé. de l'avoir traîné par les cheveux dans la boue, ce qui lui vaudra un duel, à dix heures du soir, avec un chasseur soldé⁷¹. De facétieux patriotes demandent aux monarchiens leur carte et leur adresse, que plusieurs donnent sans malice : et Prudhomme s'extasie sur ces paladins d'aristocrates, tous plus ou moins officiers de bouche, intendants ou « praticiens »⁷². On démolit les treillages du jardin, on brise un lustre, on vole des bougies, une montre; les habits bleus laissent faire ou s'associent à l'émeute⁷³. Tout fini, — la séance, on s'en doute, n'a pas eu lieu — Bailly vient, dit-on, chanter un *Te Deum* et féliciter les vainqueurs : « Soyez tranquilles, mes amis : vive le peuple ! nous ne souffrirons plus les aristocrates⁷⁴. » Brigands et journalistes sont persuadés que les huit cents gentilshommes et bourgeois du club menacent la sûreté publique. Et chacun accusera l'adversaire de soudoyer figurants et meneurs⁷⁵.

Clermont-Tonnerre n'a pas été témoin de la fête; le matin, il a secoué sa « blonde crinière » et dit « noblement » à l'un de ses chevaliers, qu'il n'irait pas pour cinquante louis : Carra l'affirme⁷⁶. Malouet non plus ne s'est pas dérangé :

69. *Lettre du directoire du club à la Ville*, du 29. *Journal de la société* du 2 avril.

70. Ferrières, II, 227. *Mercure* du 12 avril.

71. *Mercure* du 12 avril. *Journal de la société* du 2 avril. Cf. *Grand détail de l'arrestation de plusieurs membres...* 8°, 4 p. (B. N. Lb ³⁹ 4747).

72. *Révol. de Paris*, 26 mars-2 avril.

73. Lacroix, 2^e série, III, p. 608-9 (lettre de la société).

74. *Mercure*, 12 avril.

75. *Journal des clubs*, 2 avril.

76. *Annales patriotiques* du 30, p. 1252.

il a connu à temps l'avis de la municipalité⁷⁷. Tandis que la *Légende dorée* fait célébrer par « Nicodème, de retour de la lune », l'heureuse journée des coups de bâton, sur l'air : « *N'y a pas d'mal à ça, Colinette* », et gifle à tour de bras le grand homme aux six liards de pain⁷⁸, le directoire du club adresse un rapport à Bailly, qui se contentera, le 30, d'en donner acte aux intéressés⁷⁹. La Ville, selon les plaignants, est responsable des dégâts qu'elle n'a pu empêcher : la soumission des sociétaires aux ordres municipaux fait songer à celle des peuples esclaves chez les despotes. Les malheureux demandent justice, offrent de prouver leur innocence, réclament contre les ténèbres du comité des recherches qui ne fera jamais son rapport, annoncent leur intention de se pourvoir auprès du directoire du département de Paris.

« Nous chercherons la justice jusqu'à ce que nous l'ayons trouvée, et si partout on nous la refuse, il sera démontré à toute la France que la liberté n'y existe pas, car il n'y a point de liberté partout où il n'y a point de justice. »

En même temps, le club rend compte au peuple, qui s'en soucie peu, des événements de la veille, publie le rapport de M. d'Agieu sur la situation de Paris, le discours que le président aurait voulu prononcer, les motions projetées d'Armand et de Cormier⁸⁰. Malouet écrit à ses amis : pendant qu'on parle de cocarde blanche et de contre-Révolution, Voidel prépare un rapport où la société est compromise; on arrête des hommes qui répandent des pamphlets et de l'argent. il faut attaquer la Ville devant le département et au Manège, poursuivre les magistrats jusqu'au déni de justice et signer alors une pétition à l'Assemblée. Cette pétition sera la physique expérimentale de la Constitution et de la liberté dont nous ne connaissons encore que la métaphysique. » Si le fait de n'être pas Jacobin suffit pour amener l'exclusion d'un groupe, il faudra se dissoudre; si les clubs sont dispersés avant la réunion de la société, à quoi bon maintenir celle-ci ? Son existence sert également à constater qu'il reste des hommes qui ne veulent connaître d'autre maître que la loi⁸¹.

77. *Journal de la société*, du 9 avril.

78. 9 avril, p. 229.

79. Lacroix, 2^e série, III, p. 354.

80. *Compte rendu au peuple...* 38 p. 8^o B. N. Lb 40 811.

81. *Journal de la société*, 9 avril, Lacroix, *op. cit.*, p. 369.

Stanislas et le directoire remercient, félicitent Malouet. Il leur faut démentir auprès des journaux les calomnies répandues contre le club à propos de la séance manquée :

« Vous dites, écrit le 1^{er} avril notre député au *Moniteur*, que nous sommes six à sept cents gentilshommes ; nous sommes plus de mille citoyens. Vous dites que nous sommes armés : notre billet de convocation porte l'invitation expresse de ne pas l'être. Vous nous appelez de bons serviteurs du Roi : nous sommes fidèles à la nation, à la loi et au Roi. Vous parlez de notre esprit connu : notre esprit est l'amour de la liberté et le mépris des factieux. Vous dites que nos chefs sont fiers : nous n'avons pas de chefs, mais nous acceptons tous ce reproche : on est fier de la haine des méchants et de la crainte que leurs excès même trahissent. »

Pourtant le club se plaindra bientôt qu'on ait pris à l'un de ses membres une canne à épée. Le journal⁸² insère la lettre et attend vainement de Clermont-Tonnerre une réponse, non de clubiste, mais de législateur, à la question d'ordre public, objet principal de l'article incriminé⁸³.

Comment finira cette affaire ? Les pamphlets monarchistes qui dénoncent les persécutions exercées à Cambrai, à Carpentras, comme à Paris, contre les clubs étrangers aux Jacobins⁸⁴ peuvent-ils contrebalancer l'influence, sur la foule, d'une coalition d'aboyeurs et d'inquiets, que tout alarme et que rien n'apaise, quand depuis plusieurs semaines les bruits les plus effrayants se répandent, quand on ne parle que de conspirations, de projets d'enlèvement ou de vengeance ?

Le peuple ne voit dans le club qu'un complot ministériel et aristocratique contre la Constitution, dans ses membres que des intrigants, des factieux vendus à la cour. Les nobles, les évêques, la Reine, qui ne pardonnent point à Clermont-Tonnerre la réunion des ordres et la révolution du 14 Juillet, persuadés qu'il combat moins pour eux que pour lui-même, applaudissent tout bas à la querelle, et loin de se réunir à lui pour le fortifier de leur parti, l'abandonnent aux Jacobins⁸⁵. Que peuvent-ils d'ailleurs ? N'achèveraient-ils pas, par leur appui, de perdre les anglomanes en se compromettant eux-mêmes à tous les yeux ? Ni Sieyès, ni Mirabeau, clubistes de 89, ne consentiraient à se dépopulariser en se

82. Pétition du 14 avril, Lacroix, 2^e série, III, 608-9.

83. N^o du 3 avril. La même lettre figure au *Journal de Paris*, du 2, p. 371.

84. *AVIS aux Français sur les clubs...* 8^e, 58 p., (Aulard, *Soc. des Jacobins*, II, 261).

85. Ferrières, II, 227.

rapprochant ostensiblement de Malouet, de Stanislas, de ces hommes aussi opposés à l'impulsion du moment que d'accord avec l'esprit du siècle. Les modérés se trouvent donc divisés en deux ou trois sections, tandis que les assaillants sont encore unis. Les partisans d'un équilibre alors irréalisable, se voient repoussés de toutes parts, n'ayant pour eux que la « vérité » chère à la fille de Necker⁸⁶. Trop tard, Maury et Cazalès viendront à la rescousse : c'est deux ans plus tôt qu'ils devaient agir. Et la cheville ouvrière va manquer : Mirabeau se meurt, Mirabeau est mort, et avec lui le cadavre de la France royale dont les factions se partageront les lambeaux.

86. Mme de Staël, *Considérations*, éd. 1862, I, 314.

CHAPITRE IV

LES CLEFS DE SAINT PIERRE

(Avril-mai 1791)

I. *Progrès de l'inquiétude générale.* — II. *Clermont-Tonnerre et les projets sur la résidence du Roi. Tergiversations de Bailly. Le départ manqué pour Saint-Cloud et les bruits qui courent.* — III. *L'affaire d'Avignon et l'émeute du 4 mai.* — IV. *Stanislas et la question coloniale : son plaidoyer en faveur des « intérêts ». Son conflit avec Bouche ; ses révélations sur les événements du Comtat.*

I

A PRÉSENT, la crainte est partout. Et les inquiets effrayent leurs voisins ; les journalistes, que le malaise nourrit, l'augmentent de leur mieux.

Marat dénonce le comité de révision où figurent Alexandre de Lameth et notre « Desclaibes », tous deux « valets-nés de la cour¹ ». Un pseudo-père Duchêne qui naguère condamnait, pour agiotage, Clermont-Tonnerre, Maury et autres à faire amende honorable au Palais-Royal « montés sur des ânes de Montmartre² », signale une lettre soi-disant adressée par les princes émigrés au club monarchique. Il s'agit déjà d'envahir la France ! Mais le club même a besoin d'un paratonnerre : car Clermont, vaisseau décalfaté, fait eau de toutes parts. Et puis, que penser du Roi ? Ce gros Phébus du Pont-Royal, sa blonde Diane, son cher appui le Roux — La Fayette — et le vieux Saturne de la place aux pendus — Bailly — se livrent

1. *Ami du peuple* du 29 mars, n° 414, p. 5, n° 3.

2. *Père Duchêne* (rue du Vieux-Colombier). B. N. Lc² 514 et 519 bis, n°s 13, 19, 36.

à d'étranges manœuvres. Stanislas parle tout seul de creuser un souterrain vers les Champs-Élysées : malgré ses cheveux citron et ses culottes de daim, l'apôtre du pain à six liards n'en mène pas large quand le marchand de fourneaux le provoque en duel. Toute arme lui tombe des mains. On en vient au canon : « Attendons les Autrichiens, et nous verrons », prophétise le père Duchêne, qui conte avec pittoresque son prétendu corps à corps. Il n'est lecteur sans doute qui, riant tout haut, ne tremble tout bas.

Aux Jacobins, mêmes alarmes. Nul ne crie au poisson d'avril quand Menou rapporte l'entrevue de Montmorin avec le comité diplomatique, mécontent des nouveaux ambassadeurs : La Tour du Pin-Gouvernet, envoyé en Hollande, est du club monarchique, et le ministre le tient pour patriote, mettant Clermont-Tonnerre et toute la troupe parmi les bons citoyens, sous prétexte que ce n'est pas le moment d'expédier aux cours étrangères des révolutionnaires déclarés. Barnave et Fréteau, témoins de l'entrevue, savent à quoi s'en tenir³... Le *Mercure*, il est vrai, blâme l'envoi à Liège d'un Bonne-Carrère, fils d'épicier gascon et signataire de l'arrêté des Jacobins contre le club rival⁴ ! Le grand ami du peuple que se dit Stanislas peut regretter, insinuent des ironistes, cet ancien régime si profitable à la multitude : il n'est bon qu'à jouer les imposteurs et à se faire siffler⁵.

Mais, pour l'heure, Paris songe moins aux complots qu'à Mirabeau mort, suspect et regretté, par un de ces contrastes si humains dont l'époque abonde. Le seul génie dont on disposait fait défaut au moment où son concours sauverait tout. Et nul ne peut le remplacer dignement. Après les pouvoirs publics, les écrivains et le théâtre vont pleurer le grand tribun. Quand la Comédie italienne, pour sa clôture, donnera un *Mirabeau aux Champs-Élysées*, rempli par Marc de Gouges de bonnes intentions à défaut de beaux passages, Girardin entendra son voisin de stalle lui dire, narquois :

« Cette pièce est un vrai morceau de réception pour le club monarchique ; on retrouve à chaque instant, dans la bouche de Mirabeau, les principes faibles et timides de Clermont-Tonnerre. Ce Mirabeau-là est au nôtre ce qu'un « 89 » est à un patriote, ce qu'un *castrato* est à un homme⁶. »

3. *Annales patriotiques* de Carra, 548, p. 1249, du 4 avril. Cf. Aulard, *Soc. des Jacobins*, II, 281.

4. *Mercure* du 12. L'évêque de Liège le refusera. (*Ibid.*, 4 juin, p. 56).

5. *Légende dorée*, du 2, p. 203, 207.

6. *Journal*, I, 113-114.

De fait, Stanislas semble mal désigné pour tirer d'aventure la monarchie par ces temps de troubles grandissants, lui, l'homme de la cour, qui maintenant défend volontiers des ministres odieux à une assemblée défiante. Avec Malouet, il est seul à fréquenter ces boucs émissaires qui n'intéressent même plus la droite, au dire de Montlosier⁷.

Tandis qu'à Notre-Dame de Corbeil notre député assiste, le 3 avril, au *Te Deum* pour le rétablissement de Louis XVI⁸, les Jacobins, rue Saint-Honoré, dénoncent Montmorin devant le corps de ce Mirabeau qui exhortait monarchistes, libéraux et patriotes à suivre son ami⁹. Mais le club leur fournit pâture. Voici une équipe de Cordeliers et de citoyens du Théâtre-Français, conduits par un officier « qui représente Esope au naturel ». Ce cornac dévoile d'affreux projets : le club devait, le 28 mars, au soir, assaillir les Jacobins, égorger la garde nationale, envoyer des courriers à ses amis de province qui eussent fait même besogne. Mais Rutteau, piqueur aux ateliers de charité, qui surveille les menées de Clermont-Tonnerre, a dénoncé la manœuvre. L'inspecteur Thévenot, son chef, lui avait proposé de l'argent ; l'autre devait enrôler des ouvriers, se trouver au rendez-vous avec trente mille hommes ; s'il succombait, quarante mille livres consoleraient sa famille. On pendrait Jacobins, patriotes, cocardiens, enragés, toute la France ; La Fayette était de l'affaire, et une partie de ses troupes. On rétablirait les parlements, la noblesse, le clergé, grâce à Condé et à Lambesc. Rutteau vole au comité des recherches, remet les assignats qu'il dit avoir reçus, fait arrêter Thévenot et Mme Lacombe, femme d'un garde du corps et confidente de la Reine. Faut-il ajouter que Clermont-Tonnerre, âme du complot, répand un argent immense ? Les Jacobins applaudissent, ils ont la chair de poule et vouent le club aux furies, pêle-mêle avec les ministres qui dédaignent la vertueuse société. On vote des secours à Rutteau qui a perdu sa place et demande justice ; on surveillera les poursuites ; tout est corrompu par le temps qui court¹⁰ ! Le dénonciateur chante victoire dans son quartier, raconte aux boutiquiers ébahis qu'on lui a offert une place d'aide de camp, 150 000 livres en cas de succès, qu'il a risqué sa vie pour sauver la nation¹¹. Après cela, qui ne croirait se défendre en attaquant Stanislas et les siens ?

7. *Mémoires*, II, p. 80.

8. Creuzet, *Hist. de Saintry*, I, p. 129.

9. *Lendemain* du 5-6. Cf. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 287-8, note.

10. *Journ. de la Révolution* du 5. *Lendemain* du 5-6 avril. Cf. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 286 et suiv. et Lacroix, 2^e série, III, 372.

11. *Lettre de Rutteau à ses concitoyens* (B. N. Lb ³⁹ 9847).

Si par eux nous étions vaincus
En Grève nous serions pendus¹².

Parce qu'on a peur, on est prêt à tout. Et le mal empire. Clermont-Tonnerre, dans son journal, prétend opposer un contrepoids à la « calomnie » ; il croit pouvoir, sans danger, garder le silence sur le rôle qu'on lui prête, persuadé que même les calomniateurs ne croient pas ce qu'ils publient. Jamais il n'a été donné un denier en dehors des 11 000 livres du club ; sa fortune, restreinte plus encore qu'autrefois, ne lui permet aucune dépense, mais il la partagera volontiers avec qui lui apprendra que la France est libre, qu'il n'y a plus ni délateurs ni factieux¹³. — Ce messenger se fera longtemps attendre.

II

Bruits de complots et projets de fuite tourmentent l'Assemblée, qui veut, par une loi, parer au danger, défendre au Roi de la quitter sans crier gare. Le monarque échappé, quel désastre ! C'est la France orpheline, la nation désemparée, livrée aux Douze Cents qu'une brusque saute de vent peut rejeter du Manège au gibet. Naturellement Stanislas songe à défendre la liberté du prince ; Louis XVI à ses yeux est tout autre chose que ce fonctionnaire public défini par les gauches. Croyant que le décret projeté lèse la Constitution, notre député prépare, pour le 3 avril, un discours qu'il ne prononce pas, et le publie sans avoir entendu, de son aveu, les fortes personnalités dont Thouret étayera de faibles raisons. « Mais partout on invoque, pour justifier les principes faux et les mauvaises lois, l'intérêt du prince ou du peuple. » Inutile et dangereuse, la proposition soumise à l'Assemblée ne respecte ni l'hérédité du trône, ni l'inviolabilité du Roi. Certes le peuple seul dispose de l'hérédité ; mais il faut environner ce principe d'une « superstition qui la garantisse ». La folie éventuelle, l'abdication du monarque ne produiront qu'une régence. Et quelle guerre civile, si deux hommes pouvaient dire : « Je suis le Roi ! » D'autre part, le souverain se trouve blessé dans son caractère sacré, lui qu'on a d'avance déchargé de toute accusation : n'a-t-il pas des agents responsables qui font de lui le rempart de la liberté ? Mais on prévoit des crimes ex-

12. *Sabbats jacobites*, I, 216. Cf. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 291.

13. *Journal de la société*, n° 17, p. 71, du 9 avril.

ceptionnels : pareils malheurs n'arrivent que lors de ces grandes crises où le plus fort a raison, « où chacun appelle nation la portion du peuple qui le suit et qui l'écoute ». Il faut alors parler de force, non de lois. Si, tel le dernier Stuart, le Roi fuit son peuple, celui-ci se passera de loi pour juger.

« Si, comme aurait pu le faire Henri IV, c'est contre une ligue fanatique et impie que le Roi va chercher des moyens chez l'étranger, la nation, délivrée des factieux, lui prodiguera de nouveaux hommages et ne lui parlera que repentir. »

L'influence de la loi sera nulle ou à la merci du maître de l'heure : « Les lois sont rarement plus fortes que les hommes ; elles ne sont jamais plus fortes que les choses. »

En somme, il s'agit d'un nouveau complot orléaniste ; on veut encourager les « factieux » voisins du trône.

« Du moment où par une de ces popularités dont l'effet est incalculable, un prince aura conçu des désirs criminels, votre loi lui apportera des espérances ; il lui suffira, pour réussir, d'environner le palais du Roi de trouble et de défiance, de présenter à un Roi faible des cris tumultueux et payés comme le symptôme de la haine du peuple. »

Le prince, crédule, sera découragé : il ne faudra que répandre le bruit de ce découragement pour faire agir en conséquence. Quoi que Rousseau pense des nations vieilles, un esprit public et des mœurs meilleures naîtront ; mais les princes s'y feraient lentement ; il sera nécessaire d'arranger la chose pour qu'ils se rassurent. La loi projetée est une loi de circonstance, dans l'esprit de ses plus chauds partisans ; ses contradictions choquent ; l'opinion ignore ce Roi, coupable et sacré à la fois, qu'on prétend lui faire envisager. La question préalable s'impose¹⁴.

Ce qui s'impose aussi, c'est un redoublement de précautions, et Clermont-Tonnerre le sent, comme les patriotes des clubs ; mais lui songe au Roi, eux à la Constitution, à leur peau surtout. Ils sont le nombre apparent ; ils l'emporteront. Depuis les journées d'Octobre, les vainqueurs craignent leur ombre ; le vaincu médite une revanche, qu'on lui prépare, entre Vincennes et Courbevoie, entre Rouen et Varennes. Et l'entreprise échouera, et la face des choses sera changée par l'indiscrétion d'un pauvre diable : après le nez de la reine et la gravelle du Protecteur, le coup d'œil du postier !

Cependant Stanislas doit lutter contre ses voisins de Sain-

14. *Recueil*, II, 387 et suiv.

try : la veuve Hardy, sa fermière, lui refuse des charrois¹⁵, l'engage dans un procès, soutenue par le curé Doye, qui passe pour l'amant de sa fille : le comte a refusé cette luronne pour rosière, malgré l'insistance du digne pasteur¹⁶ ! N'était-ce pas assez du club monarchique et de ses tribulations ? Un soi-disant père Duchêne s'inquiète de la société : « Mais qu'est-ce que vous f..... donc, mes b....., qu'on n'entend plus parler de vous ? » Le gaillard tonne contre les Jacobins, ennemis de la liberté de réunion, raconte une grande querelle advenue entre deux buveurs à propos de Clermont-Tonnerre et la défaite d'un « ahuri de Chaillot », Jacobin malavisé.

« J'savons qu'on vous a voulu du mal, conclut le journaliste au verbe cru, parce que le bien de tout le monde n'est pas le bien de quelques-uns... N'ayez pas peur, je suis là, moi, et je ne suis pas un chien à deux faces qui remue la queue pendant qu'il grince des dents¹⁷. »

Rue Saint-Honoré, on dénonce le club monarchique de Cas-sel et celui de Paris qui envoie à Metz des écrits incendiaires¹⁸. Dans Argenteuil, les Ursulines hébergent, paraît-il, une société suspecte de prêtres et de nobles affiliés au club : on parle d'orgies, de toasts au prince, on répète une phrase terrible : « Rongeons les os de Mirabeau ! » Emeute, arrestation de curés qui rétractent leur serment, discorde parmi les nonnes, mutinées contre leur supérieure : c'est en ce début d'avril le sabbat de partout, l'universel refrain contre les bons amis du Roi¹⁹, que reprend à Paris le club fraternel de Sainte-Geneviève. Ce prosélytisme alarme, et voilà encore une dénonciation à l'actif des patriotes²⁰. Comment Bailly, le trembleur par excellence, n'en serait-il pas intimidé ?

Le 14, les commissaires de la société demandent une dernière fois justice à la mairie. Rappelant leur passé, la légalité de leur constitution, ils dénoncent les Jacobins, « cabale qui exerce au nom de la liberté la plus odieuse tyrannie. » Ils redisent l'affaire du 28 mars, énumèrent les victimes, un vieillard blessé, volé, un clubiste dépouillé de sa canne à épée par un grenadier, un autre détenu pendant cinq heures. Pourquoi lisait-on publiquement la lettre du directoire à Bailly ? Pourquoi le maire a-t-il égaré ce papier ?

15. Arch. Seine-et-Oise, Reg. des audiences du tribunal du district de Corbeil (L. iv, 6, fol. 91-92).

16. Tradition recueillie par M. E. Creuzet.

17. *La grande lettre b...ment patriotique du Père Duchêne au club monarchique* (B. N. Lc² 2467).

18. *Le lendemain* du 12-13 avril (Séances du 10 et du 11). Cf. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 304, 313.

19. *Courrier français*, du 11, p. 327.

20. *Lendemain*, du 17. Cf. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 329.

« Tout calcul pusillanime est un calcul coupable. La sédition qui suit une sédition non réprimée devient alors votre ouvrage, et l'on peut vous dire ce que le sévère Montausier disait à Louis XIV qui se plaignait de vingt meurtres commis par un scélérat à qui il avait pardonné le premier : « Sire, vous vous trompez, il n'en a tué qu'un. — Et qui donc a tué les autres ? — Vous²¹. »

La pétition lue le 16, le conseil refuse de délibérer : l'affaire regarde les tribunaux, le comité des recherches de la Ville devra faire son rapport dans quatre jours²². C'est autant de gagné.

L'autre comité des recherches, qui ajourne indéfiniment son compte rendu, est déjà suspect de connivence avec La Fayette : des journaux nomment le Roi, la Reine, dix fermiers généraux, les accusent de complicité avec Thévenot, Mme Lacombe et Stanislas, reprochent aux gardes du corps d'inspecter sans motif les ateliers de charité, englobent dans le complot tout un monde, parlements, clergé, ministres, édiles²³. Plus que jamais on surveille les Tuileries.

Aussi, quand, le 18 avril, Louis XVI monte en carrosse pour gagner Saint-Cloud, le tumulte éclate : malgré son chef, la garde nationale s'oppose au départ, des bandes louches arrêtent les équipages royaux. Le monarque est prisonnier. L'Europe en est témoin ; mais le Manège demeure sceptique, sourd aux plaintes du prince et de ses défenseurs. Soupçonne-t-on quelque manœuvre, quelque manifestation voulue, conduite peut-être par ce Danton qui passe pour accessible à la séduction ? Clermont-Tonnerre sera-t-il sincère en plaidant, peu de mois après, la cause du revenant de Varennes, « obligé de renoncer à ce système fictif de liberté que son amour constant pour le peuple et le désir d'éviter de grands maux lui avaient fait adopter ? » En tout cas il s'apitoie sur le sort du Roi : « Il dut nécessairement lui paraître que l'inaptitude et l'audace des factieux ne pouvaient plus avoir de terme²⁴. »

Aux Jacobins, le 22, le club monarchique est à la peine. Une espèce d'halluciné, Magenthies, sollicite l'appui des amis de la Constitution : il a prêté six millions au banquier Magon de La Balue, place Vendôme, et les réclamera jusque sous Louis XVIII. Hyon, ex-marmiton de la Du Barry, lieutenant au bataillon de l'Oratoire, a eu vent de l'affaire. Magenthies

21. *Journal de la société*, n° 18, p. 17. Cf. Lacroix. *Actes*, 2^e série, III, p. 608-9.

22. Lacroix, p. 603.

23. *Orateur du peuple*, VI, n° 1.

24. *Recueil*, I. XLIV-XLV.

et lui en ont parlé à Clermont-Tonnerre; mais un bon Jacobin de cuisine ne peut se compromettre plus longtemps avec un monarchiste, et les négociations ont été rompues²⁵. Ne sait-on pas Stanislas dans la gêne ? Ne prédit-on pas que

le Tonnerre Clermont
Va payer ses dettes²⁶ ?

Mêlé à une affaire d'argent, de quoi n'est-il pas capable, dans la pensée de ses adversaires !

III

À l'Assemblée, on reparle d'Avignon : le rapport de Menou, porte-parole de la gauche, est enfin prêt. Voilà dix mois qu'Avignonnais et Comtadins se querellent, égorgeant ici, députant ailleurs, ballottés de vice-légat en commissaire pontifical et rudoyés ou ménagés selon les vicissitudes de la Constitution civile en souffrance. Après l'assaut du Provençal Bouche, le Manège a subi le rapport Tronchet; ajournements et tergiversations, à Rome, à Paris, aux bords du Rhône, ne font qu'augmenter le nombre des impatients et des victimes, et il est aussi difficile d'« assortir » à la Révolution les gens de Carpentras que les princes possessionnés d'Alsace. Le 30 avril, Stanislas interpelle son collègue : le comité diplomatique a-t-il connaissance de traités par lesquels des puissances d'Europe garantissent à Rome ses possessions ? L'autre, en répondant, affirme, d'après Montmorin, que les garanties de la France n'existent pas. D'ailleurs, remarque le *Mercure*²⁷, le Roi n'est plus souverain : comment pourrait-il sauvegarder des biens qu'une Assemblée trouve juste d'accaparer ? Le rapporteur ajoute qu'en 1668 la question eût été soulevée ; le silence d'alors prouve l'absence de tout pacte de ce genre ; tout au plus y a-t-il peut-être des traités secrets. Là-dessus le Comtadin Maury fait un sombre tableau de la situation, proposant d'ajourner l'affaire, de suspendre les hostilités. Les tribunes applaudissent Charles de Lameth qui invoque le vœu du peuple et repousse l'ajournement comme aventureux, vu les circonstances. Clermont-Tonnerre réclame, avec le rapporteur, l'envoi de commissaires en Avignon, prône des négociations avec Rome : mais gardons-nous de rien annexer sans

25. *Le lendemain*, du 24. Cf. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, 343-347.

26. *Légende dorée*, du 23, p. 298.

27. 7 mai, p. 47.

étude préalable ! L'orateur lit un journal de Montélimar, plein du récit des atrocités commises par les « patriotes » qui, avec cinq bourreaux à leur suite, offrent la paix à Carpentras assiégé contre vingt millions et trente têtes. Les prétendus vœux du Comtat datent-ils du lendemain des massacres ? Il faut débarrasser l'armée avignonnaise de ces déserteurs français²⁸ qui la renforcent. Robespierre prêche l'indulgence « pour tous les partis » ; on ne pourra leur aider qu'en annexant le pays. C'est au provisoire qu'on doit renoncer d'abord.

La discussion se poursuit le 2 mai : La Rochefoucauld-Liancourt renouvelle le vœu de Stanislas, Goupil de Préfeln exhume l'arrêt de réunion rendu en 1663 par le parlement d'Aix : on offrira une indemnité au Pape.

Jessé craint pour l'Assemblée les conséquences d'une conquête ; à Malouet, qui abonde dans le sens de Maury et conclut au non-lieu, Robespierre répond sans douceur : « Que M. Malouet apprenne donc au peuple le moyen de se ressaisir de ses droits sans insurrection ! » Car l'avocat d'Arras appuie de toute sa force le projet du comité : que n'écoute-t-il plutôt Latour-Maubourg, l'ami de La Fayette, hier commissaire de l'Assemblée en Avignon, déclarer que le vœu de quelques communes a été « forcé » grâce aux déserteurs français !

Clermont-Tonnerre parle net ; sa personne en pâtit. Où sont les droits positifs de la France ? On n'a pu prouver que depuis 1125, Avignon, le Comtat et la Provence ne faisaient qu'un Etat. Les anciens possesseurs se disaient seigneurs d'Avignon : la reine Jeanne aussi, lors de la vente, et les révocations postérieures ne portent pas sur la ville. Charles d'Anjou, dernier comte de Provence, ne mentionne pas ce titre de souveraineté ; à Charles VIII, affirmant qu'Avignon aurait été « éclipsé » du comté annexé en 1481, l'orateur oppose le libre serment de fidélité du peuple au Pape, le traité de limite de 1623 qui reconnaît la souveraineté de Grégoire XV. À l'en croire, la saisie de 1663 n'est qu'une conséquence de l'affaire des gardes corses ; celle de 1768 se rapporte à la querelle du Saint-Siège avec l'infant d'Espagne, petit-fils de Louis XV : les restitutions prouvent le bien fondé de la propriété romaine. Faut-il tenir compte des réserves du parlement d'Aix concernant les droits imprescriptibles, inaliénables de la monarchie ? Acte de courtisans, de sujets, qui fait songer au titre de roi de France pris par les rois d'Angleterre. Pourquoi ne

28. Soldats du régiment de Soissonnais.

pas réclamer, pendant qu'on y est, tout ce qu'a possédé Charlemagne ?

Voilà pour les droits : voici pour le vœu soi-disant populaire. Sur 95 communes, 51 se sont prononcées; Tissot et Pallin, députés avignonnais, n'avouent qu'une majorité de sept communes. Or trois vœux seulement sont acceptables : ceux de Sorgues, émis le 14 juin 1790 à la réquisition du colonel Beret, par 197 voix sur 1215 habitants, — celui de Châteauneuf-du-Pape, où le maire affirma, le 24 juin, que les députés d'Avignon siégeaient déjà parmi les représentants de l'« Empire français », — celui de Vedennes, où le 17 juillet, sur 1023 habitants, on recueillit 43 voix. Partout ailleurs, le vœu est faussé ou n'existe pas. Sept communes réclament seulement la protection de la France; Carpentras a voté par terreur, ce qui ne le sauve pas d'un second siège. Quelles conquêtes, dignes de Mahomet ! Le Pape n'a demandé notre aide que pour rétablir la paix. Le sac de Cavaillon par les « patriotes », en janvier, a provoqué, en vingt jours, trente-cinq délibérations fondées sur la nécessité, le salut du peuple, les circonstances. Aucun tribunal civil n'admettrait les pièces qu'invoquent les annexeurs ; et il ne s'agit pas d'un arpent de terre.

Le Comtat était-il opprimé sous le Pape ? Regardés comme régnicoles, ses habitants, à peu près exempts d'impôts, vivaient sous une féodalité très douce : le seigneur se bornait à nommer un juge. Une représentation locale toute démocratique ne laissait au clergé que trois sièges et qu'un seul à la noblesse ; les communes en occupaient vingt-sept. Ni servitude, ni droit de chasse : le port d'armes était libre. Sans doute quelques abus appelaient des réformes. « Il ne fallait ni secousses, ni sang ; il ne fallait que patience, suite et fermeté. » Mais ces qualités s'acquièrent difficilement :

« Ne nous faisons pas d'illusions ; toutes les fois qu'un peuple qui n'est pas malheureux, et très malheureux, se livre à de très grands mouvements, se condamne aux plus affreuses calamités, rompt les liens les plus chers et fait ce qu'on appelle une révolution, il faut convenir que des causes étrangères l'y ont poussé. »

Les Avignonnais ont été égarés par les scélérats, par une municipalité où il y a deux étrangers et un seul propriétaire, par des bandits qui se sont partagé la dépouille de Patris, contrebandier puis général, leur complice, mort victime d'un repentir dangereux. Ces édiles portent 68,000 livres de dépense pour la journée du 10 juin où ils n'ont payé que des

cordes et deux bourreaux. A de tels hommes le peuple est livré, et ils ont des complices dans l'Assemblée, qui ont reçu avec joie ces affreuses nouvelles et en ont demandé la suite ! La suite, c'est le massacre de M. de Rochegude, l'acceptation par Raphel, l'un des plus fanatiques de la bande, du concours offert par les enragés du Manège. Les départements voisins ont fourni des alliés aux deux camps ; Antonelle, maire d'Arles, envoie des munitions aux Avignonnais, tandis qu'on saisit à Orange les armes destinées aux Comtadins qui se défendent. Le ministre de la guerre, qui interdit aux Français d'aider ces malheureux, laisse d'autres Français agir en faveur des révolutionnaires.

Encore, la réunion serait-elle un bien ? Clermont-Tonnerre le voudrait ; mais l'Europe va nous jeter la pierre, les amis des principes n'auraient qu'à se voiler la face. Il faut rétablir la paix, selon le vœu de Rome et des gens qu'on égorge, donner tout pouvoir en ce sens aux commissaires français. Alors seulement le Comtat pourra émettre un vœu « paisible » et l'Assemblée sera mise à même de délibérer²⁹.

On applaudit ce discours, interrompu pourtant par Bouche, député d'Aix, qui se sent visé dans le passage relatif aux complicités parlementaires. L'extrême gauche lui crie : « Cela vous fait honneur ! » Les détails donnés par Stanislas sur les procédés électoraux employés, le reproche qu'il adresse à Menou de ne connaître les délibérations des communes que par des copies suspectes rédigées en Avignon, la lettre, qu'il rappelle, où les municipaux remerciaient Camus et Bouche de leur appui, ont mécontenté les enragés, obligé les indécis à réfléchir. « La doctrine politique de cet orateur n'est pas bien nette », avoue le bon abbé Royou, qui d'ailleurs se confond en éloges : « Il a consterné, arrêté, écrasé tous les petits intrigants qui tramaient l'invasion du Comtat³⁰. » Reconnaisant que le discours a porté, le *Journal de Paris* se demande si une nouvelle discussion ne présentera pas les faits sous d'autres faces³¹. Perlet ne retient que le récit du massacre de Patris ; pour lui, cet épisode a décelé dans toute son étendue la haine et l'injustice de l'esprit de parti³².

L'Assemblée, fatiguée, prononce, le lendemain 3 mai, sur la demande de Cazalès, la clôture de la discussion. Prieur et Clermont-Tonnerre réclament. Il faut, disent-ils, entendre le rap-

29. *Recueil*, III, 187 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁹ 1467.

30. *Ami du Roi*, du 4, p. 3-4.

31. N° du 4 mai, p. 493.

32. N° 636.

porteur, liquider l'incident Bouche : notre député avait oublié des documents. Menou s'explique sur les copies suspectes : vingt-cinq communes se sont réunies à celle d'Avignon pour signer un pacte fédératif, elles ont leurs délégués à l'Assemblée électorale. Stanislas s'est servi des journaux comme source; Charles de Lameth en bondit : « Eh bien ! dix journaux trouvent l'Assemblée nationale illégale et rebelle ! » Clermont-Tonnerre regrette de n'avoir pu rectifier à temps son opinion imprimée qu'on incrimine ; le rapporteur lui avait montré, au Manège même, que cinq communes étaient assemblées à Vaucluse, et de ces communes lui-même ne retrouvait pas les vœux. Mais quand Menou ajoute, à propos des assemblées illégales de 1790 : « Le changement de gouvernement ne se fait jamais que par les insurrections », la droite murmure. « J'espère, continue-t-il, que je n'étonne pas par ce mot, car l'Assemblée nationale a elle-même consacré le mot insurrection. » Les hommes du Jeu de Paume baissent la tête. Menou a des preuves de la mauvaise volonté du Saint-Siège, et Clermont-Tonnerre en convient, qui a lu les pièces invoquées³³.

Est-ce l'obscurité de la question, ou la simple prudence diplomatique qui, le 4 mai, engage l'Assemblée à se séparer de son comité ? Après que Merlin a rappelé l'attitude de ses collègues à l'égard des Brabançons, Reubell, qui préside, met aux voix le décret dont Robespierre répète le début : « Avignon et le Comtat font partie intégrante de l'Empire français. » Le centre approuve, la gauche proteste : 487 suffrages contre 316 rejettent le premier article proposé par Menou et ses collègues. Il y a 67 abstentions.

Stanislas et quelques enragés se rencontrent pour demander la question préalable, sur les autres articles.

« Monsieur de Clermont, s'écrie Regnault, si vous êtes de bonne foi, vous saurez que la question préalable ne vaut rien. Descendez dans votre conscience, et si vous l'appuyez réellement, je serai de votre avis³⁴. »

On n'insiste pas : il y a trop d'incidents étranges dans l'affaire. Des Comtadins ont parlé, qui en savent long ; Clermont-Tonnerre colporte leurs dires. Camus a promis l'appui de l'Assemblée au parti de l'annexion ; un club d'Aix, interprète du député Bouche, a soutenu les « patriotes » de Vaison et d'ailleurs, menaçant les simples gens « du tocsin des amis ardents

33. *Logogr.* XXV, p. 158-9.

34. *Ibid.*, p. 194.

de l'humanité ». Joignez à ces lettres et discours les papiers signés des Jacobins : d'Aiguillon, Victor de Broglie, les Lameth, Bonne-Carrère, ont assuré Antonelle et les émeutiers de leur sympathie. Stanislas a demandé la vérité à Broglie, qui, sans avouer, n'a pas nié ! Mais que dire de l'Avignonnais Tissot, signalant aux municipaux la nécessité d'attendre la fin de la présidence Tronchet pour faire présenter le travail du comité ? Tronchet devait sembler trop honnête. Sans doute Bouche, montrant une autre lettre à Clermont-Tonnerre, a prétendu que l'épître à Camus, du 12 juin 1790, était arrivée, par hasard, dans la même enveloppe. Mais alors, qui a donné à l'imprimeur Baudouin la minute de la missive compromettante³⁵ ?

A gauche, on enrage.

« La cabale aristocratique, puissamment secondée par le club 89 et par la clique monarchico-despotico-tyrannique Clermont-Tonnerre et compagnie, a vaincu le patriotisme³⁶. »

Camille Desmoulins s'en prend aux clefs en sautoir, à la famille « descendante du Pape » ; il accuse Stanislas d'avoir défendu Avignon comme un patrimoine. Ce plaidoyer vaudra bien à son auteur un chapeau de cardinal³⁷ !

Dans le désarroi du vote, la séance est levée à quatre heures. Dehors, la foule attend le résultat. Stanislas sort par la petite porte sur la terrasse des Feuillants. Une femme l'interpelle :

« Qu'a-t-on décidé ?

— Qu'Avignon ne serait pas réuni à la France,

— C'est lui qui a fait le décret, s'écrie un homme en redingote nationale, qu'un témoin entend nommer Saturnin. C'est un scélérat, un gueux, il faut le pendre ! »

On répète ce cri : Clermont-Tonnerre continue sa route sans hâte, sans se retourner, sans répondre. On crie à la lanterne, au bassin, au chat : la plupart des manifestants ne savent même pas où est le coupable. Une dizaine de meneurs ébranlent enfin la masse ; on prend des chaises, des bâtons. Stanislas se réfugie chez le Suisse du jardin. Durocher, jeune officier de la garde nationale, se précipite derrière lui, jurant de se faire tuer plutôt que de laisser insulter un membre de l'Assemblée. « Mon frère, dit-il, est mort en faisant son devoir et en maintenant l'ordre public : je veux imiter son exemple. »

³⁵. Sur l'interpellation de M. Bouche... (Recueil, III, 230). Cf. B. N. Lb ³⁵ 4915.

³⁶. *Courrier français*, du 5, p. 22.

³⁷. *Révol. de France et de Brab.*, VI, p. 411, n° 76, du 9 mai

Un détachement de cavaliers bourgeois, l'officier et quelques passants escortent leur protégé jusqu'à la rue de l'Echelle où l'on trouve un fiacre, et l'accompagnent à son domicile.

Mais le bruit du vote se répand, les manifestants se hâtent vers la rue du Petit-Vaugirard, assaillent l'hôtel bien connu des indigents, brisent la porte, pénètrent dans la cour. Les six gardes à cheval barrent l'allée ; on demande du secours à l'Hôtel de Ville. Il est cinq heures. La troupe des furieux grossit à tout instant, lit et commente un placard contre l'« avocat du Pape ». Enfin un bruit d'armes et de chevaux annonce l'arrivée des renforts ; une charge balaie la rue ; la foule recule, criant : « Bas les baïonnettes ! » On casse des bras, des jambes ; on s'écrase dans les allées, sous les portes cochères ; on commence une barricade en renversant trois camions chargés de pierres. Voici Bailly, évidemment fort ennuyé. Tout l'entoure en geignant ; on lui crie qu'un de ses officiers, « soulé comme un cochon », grâce au vin de M. le comte, a fait charger à coups de plat de sabre d'honnêtes citoyens qui assureraient eux-mêmes leur police : il faut dégrader, punir cet aristocrate, provocateur de contre-Révolution : « La garde nationale et la cavalerie doivent disperser les attroupements, breddouille le maire. — Oui, mais avec douceur ! » L'homme qui accusait l'officier se dérobe, quand on lui demande son nom ; la foule le cache, traite Bailly d'aristocrate. Celui-ci appelle sa troupe : « Point n'est besoin d'habits bleus pour défendre la patrie et conquérir la liberté », lui crient les mécontents.

La Fayette accourt à six heures ; on lui réserve quelques applaudissements, mais qu'il relève sa cavalerie ! Le général prêche le calme, s'en retourne à pied après un mot à Bailly. Celui-ci doit encore promettre justice à une femme : « Mon enfant a eu la cuisse cassée. Si j'attrape l'officier, je lui arracherai les épaulettes, dussé-je périr ! »

Qui donc est allé chercher ces gens ? Que font-ils là ? Sabrés de la sorte deux ans plus tôt, ils s'inclineraient aujourd'hui devant le moindre Douze-Cent, même noir ou cendré. Parce qu'on les a laissés faire, quand on avait besoin d'eux, ils ne peuvent comprendre qu'au nom de la nation comme au nom du Roi, la force publique les calme un peu rudement. Il faudra la salve du Champ de Mars pour les assagir. Déjà ils s'indignent de n'être pas traités en hommes libres ; ils n'en peuvent croire leurs oreilles quand Bailly leur dit tout net qu'aucun d'eux ne se conduit en citoyen. Plusieurs femmes portent des cocardes, et sans doute elles ignorent où est Avignon. Mais quoi ! il y a là un ci-devant, un ami des prêtres,

un monarchien du club : il faut le pendre et sans tarder³⁸. Son succès n'est-il pas alarmant pour tout patriote ?

Delphine, une fois de plus, a été à rude épreuve.

« Courageuse, simple et pleine de confiance en Dieu, elle était vraiment touchante : tu n'en seras pas étonnée, écrit Mme Elisabeth à son amie Raigecourt, car il est impossible d'avoir un plus heureux caractère³⁹. »

A l'Hôtel de Ville, où Bailly est revenu, des envoyés de la Croix-Rouge annoncent la « retraite » du peuple : l'un d'eux, compromis en voulant calmer cette horde affolée, réclame pour ses collègues un insigne qui les mette à l'abri. Un arrêté leur donne satisfaction⁴⁰.

Le lendemain, au Manège, Murinais expose l'affaire, proteste contre les menées des professionnels de l'émeute : la gauche éclate en imprécations, « Tout sera-t-il donc permis, s'écrie Malouet, à quelques factieux qui insultent le peuple ? » Murinais réclame des poursuites judiciaires, mais on demande l'ordre du jour. « La punition des crimes est à l'ordre de tous les jours ! » Reubell coupe la parole à l'orateur, qui insiste. On murmure, on menace : « A l'Abbaye ! » Murinais quitte la tribune au milieu du tumulte, Clermont-Tonnerre arrive, veut conter son aventure ; on en a assez. L'affaire d'Avignon retourne au comité, comme le voulait Pétion. Demain ce sera la rupture avec le Pape, le départ du nonce et des médiateurs pour le Comtat...

Après le pain à six liards, le plaidoyer pour l'Eglise ; après l'attroupement des meurt-de-faim, la journée des claques et l'émeute ; après les insultes, les coups. Les assassins sont proches.

IV

Les Jacobins ne sauraient digérer leur échec. Dès le 3 mai, Gorsas signalait à Mme Fréron les entrevues de Talabot et

38. Véritable détail de la grande révolution arrivée.... à l'hôtel de M. Clermont-Tonnerre (8°, B. N. Lb³⁹ 9919). Lettres de Cl.-T. au *Journal de la société*... du 7, p. 5, et à la *Feuille du jour* du 5, p. 296. Cf. *Lendemain* du 6 et *Journal de Paris*, n° 53. Lettre de Petit, témoin oculaire, au *Journal de la société* du 7, p. 1, datée du 5. Correspondance secrète du P. Lenfant, II, p. 49, 50. Lettres de Cl.-T. au *Journal de la société* du 14, p. 1 (datée du 7) et à la *Feuille du jour* du 9, p. 326. Cf. *Révol. de France et de Brabant* du 9, n° 76, p. 423; *Ann. patr. de Carra*, du 7, p. 1383, Gorsas du 5, p. 75. *Corresp. gén. des départ. de Fr.*, II, 617, n° 39, et Maupetit dans *B. Comm. hist. Mayenne*, 1906, p. 455 (qui parle de provocation par réponse inconvenante de Stanislas).

39. Feuillet de Conches, *Louis XVI, Marie-Antoinette*., II, p. 71.

40. Lacroix, *Actes*, 3^e série, n° 119, 126.

Fournier, délégués du club monarchique de Limoges, avec Clermont-Tonnerre. Il s'agissait, paraît-il, de fomenter un soulèvement dans cette ville où Royal-Navarre tenait toujours garnison. « Comme ils sont ainsi que moi, du pays de Pourceaugnac, je les invite à se méfier de Sbrigani et à relire la scène des seringues⁴¹. » Le 8, une députation des Amis des droits de l'homme arrive du faubourg Saint-Antoine aux Jacobins : elle réclame les honneurs de la lanterne en faveur de Stanislas, qui conserve ses armoiries sur la porte de Champlatreux et a établi un club monarchique à Corbeil⁴². Le 10, on raconte que notre député est parti pour la Flandre⁴³. Le 12, les Cordeliers se plaindront de la lenteur des poursuites engagées contre Lacombe, sa femme et Thévenot, dénoncés par Rutteau⁴⁴.

L'Assemblée cependant discute la question coloniale. Les comités des colonies, de la marine, du commerce et de Constitution présentent, le 7, un projet que Delatre rapporte. Le 11, Grégoire ouvre le feu et plaide pour les nègres. Clermont-Tonnerre va parler « au moment où l'on a cruellement abusé, pour les colonies, de l'espèce de soumission qu'elles ont annoncée ». Le décret, bientôt rendu dans un sens hostile à l'idée de l'orateur, ne terminera pas la querelle :

« On a voulu tyranniser les colonies : je crains que, dans le premier acte de despotisme de la métropole n'existe le germe certain de l'indépendance de nos colonies. »

Stanislas, qui songe sans doute à l'Amérique, mourra trop tôt pour voir se vérifier ses craintes.

Certes il adopte le projet du comité : avant d'appliquer outre-mer nos institutions, nos principes, il faut régler nos rapports avec les pays occupés. Toute illusion serait vaine : les colons, s'ils sont Français, songent d'abord à leurs intérêts, que la fusion envisagée devra respecter, sous peine de despotisme et de rupture. L'orateur invoque le *Contrat social* et Jean-Jacques, « auquel il ne suffit pas d'élever des statues au milieu de nous, mais que l'on ne peut honorer dignement qu'en professant sa doctrine ». La loi n'oblige que si elle est égale pour tous, et relative à des objets généraux. Une société où la majorité règne est une monstruosité :

« Mais cet état de choses arrivera toujours lorsque le corps social

41. *Courrier*, du 3, p. 33.

42. *Lendemain* du 10, p. 373. Cf. Aulard, *Société des Jacobins*, II, 391.

43. *Feuille du jour*, p. 332.

44. A. N. DXXIXb 19, n° 207. Cf. Lacroix, 2^e série, III, p. 374.

sera divisé en deux parties intégrantes très inégales, et dont les intérêts ne seront évidemment pas les mêmes. »

Le despotisme sera fatal, de la majorité sur la minorité, l'influence de celle-ci illusoire, et l'ensemble tendra sans cesse à se dissoudre si l'oppression seule le soutient. Faute d'initiative, les colonies seront esclaves ou périront.

« Un peuple n'appartient pas plus à un autre peuple qu'à un homme », proclame le défenseur d'Avignon. La nature sépare les colonies de la métropole ; l'affection, l'intérêt commun les réuniront, si la partie la plus forte renonce à régir « excessivement » la plus faible, garantie par l'organisation sociale contre tout ascendant redoutable. Cette garantie, ce contrepoids, c'est l'« initiative ». Franklin n'a-t-il pas averti les Anglais avant la guerre d'Amérique ? Méfions-nous des ambitieux qui veulent traiter une grande question sans documents ; n'imitons pas les Anglais — eux encore ! — qui, bien informés pourtant, décident parfois au nom de la philosophie, contre cette philosophie même.

« Ne sacrifions pas de grands intérêts à la manie impolitique de forcer la marche du temps et de créer ce qu'il peut seul amener. »

Cette initiative désirable, c'est simple justice que de l'accorder aux colonies. Qui s'y oppose ne songe qu'à discuter et le seul examen de la question ruinerait nos établissements⁴⁵.

Toutes ces phrases ne visent qu'à laisser subsister l'esclavage, et l'ombre de Rousseau, que l'orateur évoque, doit être surprise⁴⁶. Gorsas dénonce, dans ce discours « comme dans tous les autres », les principes du plus odieux machiavélisme⁴⁷. A droite, on crie à la démagogie. « Le monarque veille pour tous ; il est investi, à titre de dépôt perpétuel, des droits politiques de la société entière. » Stanislas abonde dans le sens des enragés, lorsqu'il se répand en distinctions d'espèces⁴⁸. Malouet, colonial d'ancien régime, le lui laisse entendre à la tribune : les principes de son collègue, inattaquables en théorie, mais pleins d'abstractions, de syllogismes dangereux, ne valent pas mieux que ceux de M. de Tracy. Ce dernier non plus n'a pas le sens des réalités : parler d'autonomie à des planteurs, ce serait ruiner tout le monde, colons, producteurs, marchands. Nul ne voudrait d'ailleurs détacher les colonies de la métropole en l'honneur de la logique, de la beauté

45. *Recueil*, II, 439 et suiv. Cf. B. N. Le ²⁰ 2029.

46. *Courrier français*, du 12, p. 85.

47. *Courrier*, 24, p. 190.

48. M. de Lacroix, *Journal de la noblesse*, n° 21, p. 36-37.

idéale : « Un tel trophée serait composé des débris des vaisseaux, des manufactures, du sang des colons, du pain d'un million d'ouvriers⁴⁹. » Plus que jamais, craignons les « romanciers dangereux ». La justice, l'intérêt public, pour Malouet, s'opposent à l'autonomie de colons séparatistes ; pour Clermont-Tonnerre, ces colons doivent être entendus, qui demanderont à conserver leurs esclaves, dans l'intérêt national ! Une canne à sucre a brouillé un moment les deux amis.

Les « romanciers », au fond, songent moins à Saint-Dominique qu'au Comtat. Ils parcourent un opuscule de Bouche paru le jour même ; les commentaires vont leur train. Le fougueux député d'Aix brandit son cahier qui réclamait la restitution d'Avignon, rappelle sa motion du 21 novembre 1789, imprimée par décret, et non pas dédaignée comme le prétendait Maury, qui avait essayé de faire changer restitution en réunion ! En juin 1790, Bouche a introduit au Manège les délégués d'Avignon ; demeuré depuis étranger à l'affaire, en dépit des calomnies aristocratiques, il s'émeut aujourd'hui, regrette que Clermont-Tonnerre, « plein d'esprit, de bon sens et de talents », se soit compromis en écoutant les méchants ; il l'a prié, le 2 et le 4 mai, de publier les lettres, de justifier ses dires, et Stanislas a promis de nommer les coupables et témoins ; or sa brochure est muette à leur sujet. Bouche la lui a montrée ; son collègue a tout rejeté sur l'imprimeur. « Il est question de vos amis, s'est indigné l'homme du Midi, c'est-à-dire d'honneur, de vérité, de justice : je vous répondrai ! » Voilà pourquoi il dissèque ce qui, dans l'écrit adverse, le concerne : jamais il ne s'est déclaré compromis personnellement par le discours de Clermont-Tonnerre, il a seulement parlé pour « certains membres » de l'Assemblée. Il n'a reçu, en fait de lettres d'Avignon, qu'une circulaire imprimée relatant les événements, adressée à Camus et à lui ; il l'a fait voir à Stanislas, il l'a lue le 17 juin 1790 sans encombre, à la tribune...

Alors pourquoi lui écrivait-on plutôt qu'à d'autres ? Parce que, dans son *Histoire de Provence*, il réclamait déjà la réunion ; parce que son ancêtre Honoré Bouche, en 1662, avait fait connaître à Louis XIV et au parlement d'Aix les droits de la France ; parce que lui-même est l'auteur de la motion conforme aux vœux de son cahier. Si Raphel écrivait à Camus, c'est qu'il l'avait connu à Paris. Les deux députés ont répondu aux municipaux d'Avignon « comme d'honnêtes gens » ; cette

49. *Opinions*, II, 346.

réponse, Stanislas pourra se la procurer. Le 6 septembre, les édiles ont écrit à Bouche « sur le reculement des barrières. » Il leur a prêché l'union, la paix, non l'insurrection. Sans doute Clermont-Tonnerre regrettera d'avoir accusé son collègue à la légère. Mais la fureur du Provençal déborde :

« A présent, hurle-t-il, aristocrates fanatiques, séditeux, ennemis de la Révolution, méchants, idiots, badauds, déclamateurs du Nord et du Midi, inquisiteurs du Saint-Office, prêtres noirs, violets et écarlates, je vous invite à publier tout ce que vous saurez des manœuvres coupables dont M. Clermont-Tonnerre m'a accusé. »

En attendant, il soutient que le Pape a « envahi » Avignon et le Comtat, simplement engagé et déposé en ses mains.

« L'intérêt, le bonheur de ces pays et le repos de la France ordonnent à l'Assemblée, fondée sur des titres clairs, précis, intacts, existants, imprescriptibles, et sur le vœu du peuple surtout, de réunir ces belles contrées. »

Les seuls contre-révolutionnaires « aboieront ». Et si Clermont-Tonnerre est un homme délicat, il pensera comme Bouche !

Notre député a répondu d'avance : la lettre à Bouche et à Camus est authentique, celles de Camus à Raphel et de Tissot aux édiles ont seules été imprimées en Avignon, comme il l'a dit. Le billet que Bouche disait avoir reçu, qu'il a montré, sans le lui laisser lire, à son collègue, et qu'il prétendait être venu dans la même enveloppe où se trouvait la lettre à Camus, prouve tout au moins l'existence de cette dernière. Et la missive citée par Stanislas, Baudouin l'a imprimée. Que reste-t-il ? Des injures, inopportunes lorsque les émeutiers se livrent aux « gentilleses » qu'on sait. Dans la réunion, Clermont-Tonnerre ne verra jamais qu'« une impolitique immoralité⁵⁰. »

Le 17, Menou propose un décret d'annexion, une entente avec Rome, l'envoi de commissaires en Avignon : il faut écarter les Français des querelles locales. On décide d'imprimer une lettre des municipaux à Louis XVI, contenant leur vœu. Stanislas prend la parole : le rapporteur abandonne le « vœu » du Comtat, c'est heureux. Mais ne va-t-on essayer d'un *long circuit* pour nous ramener à la conquête ? Séparer la ville de sa province, c'est condamner celle-ci à ne plus décider librement, armer le fort contre le faible. L'armée d'Avignon appartient à ses chefs, brigands influents. Ce peuple est-il,

50. *A bonne interpellation mauvaise réponse...* (avec la réponse de Clermont-Tonnerre). B. N. Lb ⁵⁰ 4917. *Recueil*, III, 242 et suiv.

comme l'affirme Menou, préparé à recevoir la liberté ? Quelle préparation, messieurs, que celle du 10 juin ! » Clermont-Tonnerre le rappelle : les Polonais ont agi d'autre sorte en instituant un gouvernement « qui ait du nerf », en admettant le peuple « avec mesure, à l'usage de ses droits imprescriptibles, et qu'il est si dangereux de lui rendre tout à coup. » La Révolution de Pologne, « constitution sans révolution », n'a rien de celle d'Avignon, « entassement de vœux exigés par des assassinats. »

Car l'orateur ne peut accepter ce qui s'est passé depuis le 10 juin : « L'entassement même des vœux prouve leur illégalité : on ne jure qu'une fois ce que l'on jure sincèrement. » Ces vœux, on les a prononcés hors de la présence des émigrés, chassés par la persécution. Au fond, en fait de désirs, il n'y a que celui d'annexer, exprimé par des Français. On parle de fanatiques, sans nommer personne : et ce sont les victimes qu'on appelle factieux. Est-il digne de la nation d'affirmer qu'Avignon ne saurait être libre sans nous ? On ignore le nombre des citoyens actifs ; rien de sérieux ne pourra se faire qu'après le retour du calme. C'est tout ce qui, du projet, mérite de subsister ! Mais « vouloir acheter au Pape ce qu'on lui arrache, être juste avec ceux qui peut-être ne le méritent pas », voilà des mots à rayer du rapport⁵¹.

Clermont-Tonnerre demandait la question préalable ; Maury parlant après lui, montre l'Europe déchaînée contre la France, dénonce, le premier sans doute, ce qu'il nomme un appel aux peuples contre les rois. On vote : Rabaut Saint-Etienne réclame un scrutin sur l'ensemble, Stanislas invoque le règlement, car il s'agit de dispositions distinctes. Au milieu des murmures, il somme le président Bureau de Puzy de mettre aux voix la division, et la droite l'appuie. Du dehors montent les clameurs des oisifs, qui croient la réunion votée : il n'en faut pas plus pour alarmer les « noirs » et faire rejeter l'article du comité.

Mais l'Avignonnais Tissot a conté les choses à sa façon dans une lettre du 7 mai à son compatriote Lescuyer, publiée, dit un procès-verbal, sur la demande de la foule. De cette épître Clermont-Tonnerre reçoit un exemplaire ; il la dénonce, le 19, à l'indignation publique et à la justice de l'Assemblée. Selon Tissot, la bataille fut gagnée et perdue tout ensemble : ce n'est pas l'annexion, c'est le texte d'un article qu'on a repoussé le 4 mai. Les comités, reprenant l'affaire, ont derechef

51. *Recueil*, III, 281 (où ce discours est daté du 13).

conclu à la réunion; les « noirs d'occasion » reviendront sur leur vote. « D'ailleurs, affirme l'énergumène, le peuple de Paris, qui a si bien amené le repentir du plus grand nombre, les mettra en considération. » Aux yeux de notre homme, l'émeute contre Stanislas constitue « un petit avertissement ». Mais il lève le rideau :

« La négligence qu'on a mise et le défaut même d'envoi de pièces que je me harcelais de demander à la municipalité et au corps électoral ont été cause qu'on n'a pas prononcé définitivement. Le cul-de-sac — la droite — a très bien observé que les délibérations des communes étaient informes et non probantes, parce qu'elles n'étaient signées que par vous; qu'elles n'étaient pas l'expression d'une volonté générale, parce que les termes annonçaient la contrainte. »

Car Lescuyer, secrétaire-greffier de la mairie d'Avignon, juge sa signature suffisante à authentifier toutes pièces ! Tissot, qui a « écrit vingt fois sans succès » à ses fidèles, avoue qu'« on ne sait que se battre, en ce pays-là. » Il espère faire passer, « en faveur des circonstances, sur les défauts essentiels », recommande l'union aux révolutionnaires et craint un mauvais effet sur l'Assemblée et le public, « s'ils savaient ». Mais on brusquera les choses, tout en évitant les pillages et la barbarie.

« Si l'opinion publique est si fortement prononcée en votre faveur, c'est qu'on se refuse à croire toutes les atrocités dont on cherche à vous surcharger. »

Et l'entreprenant personnage s'étonne des lenteurs apportées au siège de Carpentras : l'armée combinée qui réclame sept têtes ne peut-elle se contenter de faire punir les assassins de La Villasse, maire de Vaison, et autres ? Il faut en finir avec cette ville qui aurait la gloire d'avoir résisté; car le décret est imminent. Tissot a vu M. de Lessart, ministre de l'intérieur, « qui s'est beaucoup récrié sur la manière dont on accuse les Avignonnais de faire la guerre qu'il appelle barbare » et a parlé du sac de Sarrians : l'autre a défendu ses compères, rappelé l'assassinat de La Villasse. « Mais soyez prudent », conclut-il. Lécuyer a jugé dangereux d'éconduire la foule qui voulait connaître la lettre, il l'a fait imprimer le 10 mai. Voilà Stanislas bouleversé : ce lecteur de Montesquieu n'est pas du Midi. Quelle escobarderie dans ce papier ! De quoi n'accuse-t-on pas le Manège ! « Les blancs, ose écrire Tissot, enfilaient véritablement les noirs en ne mettant pas tout le projet aux voix. » Car la discussion obligée des autres

articles supposait le premier modifié. Il y a pis : l'Assemblée craindrait l'influence de la rue !

« La raison, la justice, prononce notre député, sont dans un des bassins de la balance : ils veulent mettre la peur dans l'autre et ils espèrent le faire baisser. »

Clermont-Tonnerre, indifférent aux menaces, ne retient que les aveux de Tissot et met ses collègues en garde contre de telles manœuvres. Que seraient-ils devant l'Europe si des violences contre un des leurs suffisaient au vote d'un décret⁵² ?

Il s'agit bien de justice, de vérité, dans cette affaire !

52. *Pièce très importante dans l'affaire d'Avignon, dénoncée à l'indignation publique...* (B; N. Lb ³⁹ 4930). Cf. *Recueil*, III, 265 et *Journal de la société* du 28, p. 4-9.

CHAPITRE V

UN VAINCU DE VARENNES

(Mai-septembre 1791)

I. *Clermont-Tonnerre et la réélection des députés.* — II. *La fin du club monarchique et l'incident Raynal.* — III. *Varennnes et Stanislas. : le secret de la « coalition ».* — IV. *La fin de la Constituante. Stanislas et le clergé constitutionnel ; épilogue de l'affaire d'Avignon.*

I

D'ÉSORMAIS, il n'est entreprise rétrograde, ou supposée telle, dont on n'attribue l'initiative à Clermont-Tonnerre. D'autres le croient l'auteur d'un ouvrage sur les « heureux » effets de la Révolution, paru chez Gattey, et il prétend ne l'avoir pas même lu¹ ! Marat vitupère toujours contre « Desclaibes », Condorcet Pastoret et autres pseudo-contrefacteurs de l'*Ami du peuple*². Stanislas se sent entouré de défiances. Le 18 mai, la clôture l'empêche d'opiner sur la réélection des députés, que les Constituants repousseront pour eux-mêmes. « On ne m'aurait pas écouté », écrit-il. C'est au Roi qu'il a songé ; c'est à lui qu'il a voulu donner, dans l'intérêt de la « liberté », le droit de dissolution. Mais on a tout brusqué : une prochaine législature sera sans doute plus sage.

Avant tout, pour l'orateur, il faut respecter les droits du peuple, hors le cas où quelque danger le menacerait. — Son éducation est à faire : la réélection possible, c'est l'hégémonie instaurée d'une aristocratie usurpatrice, empiétant sur le pouvoir royal, opprimant la masse. Quel contrepoids aux élus

1. *Journ. gén. de Fr.*, n° 133. Cf. lettre de C.-T. au *Journ. de la société...* du 21 mai, p. 1 (datée du 17).

2. *Ami du peuple*, du 17, n° 461, p. 8.

qu'un ministère soumis, pratiquement désarmé du veto suspensif par la certitude d'une « persévérance facile ! » Le corps législatif deviendrait tyran, maître de tous les emplois. La violation du principe est aussi redoutable que le principe même. Clermont-Tonnerre ne craint ni le manque éventuel de députés, ni, comme Thouret, les dangers d'une alternative de repos et de travail, utile, à son avis, « pour reprendre une nouvelle âme. » Mais, la réélection écartée, la prépondérance du Roi lui semble nécessaire. Les ministres se joueront des hésitations d'une Chambre novice; les représentants, loin de l'opinion, étrangers à la crainte d'un échec électoral, se feront ambitieux, obligeront le peuple à se séparer d'hommes qu'il apprécie pour ne se confier plus qu'à des gens sans expérience. C'est la loi anglaise qu'il faut acclimater : on s'y attendait ! L'équilibre des pouvoirs exige, pour le prince, le droit de dissoudre, de convoquer; la volonté d'un grand peuple ne se connaît que par à peu près. Mettons d'accord, en France, la volonté des élus, supposés porteurs du vœu général, et la volonté du monarque héréditaire au veto inoffensif : tout despotisme ministériel disparaîtra. La réélection, c'est l'aventure, la chute de l'indispensable contrepoids.

L'aristocrate, le tyran, c'est le Jacobin.

« Il peut naître, dans le sein de ce corps même, une coalition perfide, qui pousse des ramifications dans tout le royaume; qui, armée de tout le pouvoir du corps législatif, transporte véritablement aux personnes la force et le crédit qui n'appartiennent qu'à leurs fonctions : par ce moyen, la réélection serait préparée et assurée d'avance. Des députés, pouvant disposer de tout, seraient bien sûrs de tout obtenir : ils ne consulteraient plus le vœu du peuple, ils lui substitueraient le leur, ils feraient l'opinion publique au lieu de la suivre. »

Au contraire, si le Roi peut dissoudre, le peuple qui juge réélira les courageux; l'ambition sera évincée. Ce droit du prince, la réélection même le limite; la sanction devient obligatoire après la troisième législature; on ne laisserait à l'exécutif l'usage de son arme que pour sauver la monarchie. « Une Chambre dissoute et réélue ne craindra aucun ministre. » Stanislas ne se demande pas quelle autorité gardera le souverain de 1791, désavoué d'avance par la nation, pour peu qu'il se montre indépendant.

Il ne veut souffrir aucun intervalle entre la dissolution et le scrutin, croyant le peuple de son avis et la loi faite pour assurer la continuité des opérations. Cas épineux, procédé redoutable : on livre l'électeur aux députés sortants, maîtres

de répandre la crainte et l'espoir, d'établir l'aristocratie à côté du stathoudérat. Entre le principe et ses conséquences, comment éviter un sacrifice ou une victoire funeste ? D'avance, il faut régler l'exercice d'un droit aussi dangereux : contre la réélection telle que le comité la propose pour l'avenir, Clermont-Tonnerre conclut à regret³.

De son avis, de ses hésitations, le Manège n'a cure : il s'agit d'Avignon plus que de l'Angleterre, plus que d'une Constitution que tant d'incidents empêchent d'aboutir. Menou revient à la charge, le 24, avec son papier vingt fois raturé, et ses droits hérités d'un ancien régime mal oublié. Maury lui crie : « Ceux qui ont menacé la vie et brisé la porte de M. de Clermont-Tonnerre ont mieux prouvé que vous⁴. » Barrère incrimine les « prétextes spécieux de justice » chers aux empêcheurs d'annexer en bloc, qui veulent faire du Comtat un foyer d'aristocratie⁵. C'est leur faute si l'on n'a pas encore pris parti !

II

Dans les couloirs cependant, on reparle du club monarchique ; on attend le problématique rapport du comité des recherches. Partout où quelque affaire traîne en longueur, partout où il y a du mystère, des manœuvres, on retrouve Clermont-Tonnerre et ses amis. Quel patriote, quel enragé n'en souffrirait ?

Le 28 mai, au soir, Sillery, rapporteur du comité, monte à la tribune : on se presse pour l'entendre. Le bruit public annonce des choses énormes : l'inculpation probable du bailli de Crussol, de Clermont-Tonnerre, de La Fayette, la chasse ouverte contre les « factieux » si mal vus des Jacobins⁶. Aussi la stupeur est grande quand l'orateur débute :

Les associations monarchiques se seraient évanouies si la majorité des citoyens, qui heureusement veut le bien, ne leur avaient fait de la réclame en les attaquant. »

Le comité avoue piteusement son retard : il fallait des preuves, elles sont incomplètes ; comment juger à fond ?

« Les motifs des troubles paraissent excusables, mais ces mouvements tumultueux sont diamétralement opposés à la liberté. »

3. *Recueil*, II, 411, Cf. B. N. Le ²⁹ 1516.

4. *Mercur*, du 4 juin, p. 21.

5. *Point du Jour*, du 26, p. 449.

6. *Mercur*, 4 juin, p. 48-49.

Chacun sait toute l'Assemblée prête à mourir pour cette nouvelle idole. Mais « la rigueur aigrit ». A nous le temps, l'exemple, la persuasion !

Sillery conte l'affaire : tout se borne à la dénonciation du piqueur Rutteau, ci-devant bon révolutionnaire, ci-devant chef d'insurgés en Belgique. On revoit Thévenot, ses dix fermiers généraux bailleurs de fonds, Mme Lacombe, son mari ; on recompte les 200 000 livres promises, les cinquante livres données — en papier ; on mêle à l'intrigue les fidèles Brabançons que le Belge doit endoctriner ; on n'épargne pas la garde nationale, « de la canaille », bonne tout au plus à être mitraillée. Mme Lacombe, vu l'incapacité de son mari, devait s'occuper de tout. Rutteau lui a présenté Ganet, adjudant de la garde nationale de Vaugirard, et Gouard, Brabançon à toute épreuve. — Ces honnêtes auxiliaires ont reçu leurs cinquante livres, et dare-dare ont couru avec leur compère au comité des recherches. Quand on a pu arrêter toute la bande, le 28 mars, on n'a trouvé qu'un faux *Père Duchêne*, des pamphlets, des circulaires monarchistes. Tout cela ne vaut pas le voyage d'Orléans, où siège la cour spéciale : le tribunal du 6^{ème} arrondissement suffit. Et Clermont-Tonnerre, que Sillery se garde de nommer ? Eh ! bien, les pamphlets et papiers trouvés chez les inculpés venaient de son club, et concernaient le renvoi d'une séance du 25 au 28 mars ! C'est tout.

M. de Folleville réclame la question préalable : à quoi bon perdre son temps ? Pour Regnault de Saint-Jean d'Angély, le crime de lèse-nation n'est pas prouvé : il faut compléter l'information avant d'en référer à l'Assemblée. Lachèze demande ce que fait là-dedans le comité des recherches. Maury, applaudi à droite, adopte le projet du comité : les poursuites, à son avis, montreront qu'il s'agit de chimères. Pour calmer les tribunes, on se rallie au point de vue de Regnault : l'affaire sera confiée aux juges du 6^{ème} arrondissement et Lacombe sortira de prison. Le 30 août, Varin, au nom du comité des rapports, avouera l'inexistence du crime de lèse-nation ; Thévenot sera libéré le 13 septembre ; par un jugement rendu la veille.

Mais les « noirs » réclament l'impression du rapport Sillery. Lavigne assure qu'il serait cruel de désigner les gens « par leurs noms et surnoms » : c'est à Clermont-Tonnerre

7. Arch. parl., XXX, p. 79-80. Arch. préf. police, cité par Lacroix, *Actes*, 2^e série, III, p. 377.

qu'il pense. « Une procédure secrète ? s'indigne Folleville. Et la liberté ? — Imprimez, conseille Marguerittes; les journaux dénaturent tout. » Le maire de Nîmes le sait bien. Malouet crie à l'inquisition : quiconque est accusé par le comité doit pouvoir l'accuser à son tour. L'intendant de Toulon s'en chargera pour sa part : il interrompt son collègue de Fermon qui, trouvant étrange cette insistance à faire imprimer, prétend qu'il n'est pas question de procédure. Le comité a su qu'on travaille les ateliers; il est bon que les citoyens étrangers aux menées connaissent les coupables, mais, pour imprimer, il faut attendre la fin de l'enquête.

Clermont-Tonnerre intervient. M. de Fermon dit qu'il n'y a pas de procédure : et les trois mois de prison préventive ? Aux accusateurs de la tribune, les responsabilités ! Nulle raison d'humanité ne s'oppose à l'impression. Celle-ci est décidée. Sillery, bientôt, se défendra d'avoir voulu incriminer Stanislas, Crussol et La Fayette, qu'il n'a osé désigner par crainte de décrier tout à fait son rapport⁸ : au fond, le comité sent le terrain peu solide. Mais la séance a sauvé Bailly et ses acolytes : ils demeurent muets, leur enquête n'aboutit pas. Du club, bien peu s'inquiètent encore. Les Jacobins, demain, auront mieux à faire.

D'ailleurs, c'est toujours l'agneau qui a commencé : les naïfs amis de la sanction royale auraient beau prouver leur innocence, jurer toutes les Constitutions possibles, invoquer la liberté, le droit de réunion, le respect des opinions politiques, se dire citoyens, défenseurs du peuple, ennemis du despotisme; qui les croirait ? Ils sont la concurrence, ils ont quelque succès, ils gênent, ils doivent périr. Ils ignorent Thévenot, Lacombe, le Brabant, ils n'ont ni conspiré ni corrompu La Fayette, et le Roi n'est pas tous les jours leur cousin. Leur crime est plus grand : ils existent.

Et ils trouvent des soutiens inespérés. Il était à Marseille un vieux philosophe en soutane à qui personne ne pensait plus, excepté Malouet. L'abbé Raynal avait bien quatre-vingts ans et Young l'avait trouvé hostile à la Révolution, lui, un précurseur ! Voilà l'homme qu'il faut aux monarchiens : le député de Riom, le 15 août 1790, obtient pour lui la permission de regagner Paris. L'autre arrive le 4 septembre et remercie l'Assemblée. Il devient la chose de l'ancien intendant, qui va le préparer à jouer un rôle au profit du parti. Impatient d'essayer son crédit, de soulager ses remords, de risquer

8. *Lendemain*, 2 juin, p. 584.

pour expier, l'abbé consent à tout; il reniera ses idées, son passé, il désavouera ses admirateurs. Clermont-Tonnerre et Montmorin seuls sont dans le secret : le premier convient avec Malouet de rédiger séparément deux projets d'adresse à la Constituante, quelque chose comme un *mea culpa* ou un sermon sur la réaction nécessaire. Raynal se dira l'auteur; il s'engage à signer la plus énergique des épîtres : il en esquisse un de son côté, mais trop sévère et qu'on n'entendrait pas jusqu'au bout. La composition de Stanislas est d'une mesure parfaite, très éloquente d'écriture, dit Malouet, trop suppliante au début, trouve l'abbé. Celui-ci finit, non sans peine, par souscrire au texte de Clermont-Tonnerre, dont il dicte une copie à son neveu Camboulas⁹, quitte à l'assécher de phrases roides et à l'alourdir de prose auvergnate. Bref, la machine est prête, hérissée de logique, renforcée de critiques peu indulgentes dont l'effet semble certain.

En secret, on imprime, tremblant d'être saisi, chez le compère Migneret¹⁰; on porte le tirage à Malouet qui va trouver Bureau de Puzy, président de l'Assemblée, brave homme, spirituel, mais timoré. Celui-ci voit le manuscrit, écoute Raynal et son protecteur, accepte la dangereuse mission de faire lire cette « déclaration de guerre » : car il redoute l'orage, pour les autres et pour lui-même¹¹. L'abbé aussi craignait pour sa vie : il l'écrivait naguère à Malouet. Envoyer de Marseille une adresse au Manège, c'était s'exposer à un autodafé jacobin. Et c'est notre vieille connaissance Bouche, l'homme d'Aix, qui avait transmis à son collègue et adversaire la demande de retour dans la capitale, formulée par l'exilé ! Quelle fureur, quand il entendrait la harangue !

Le 31 mai, Bureau de Puzy annonce l'adresse à l'Assemblée : il s'agit, il tient à le dire, de blâmes et non d'éloges, de l'aveu même de Raynal. La droite et le centre applaudissent; la gauche réclame la lecture : certains noms commandent le respect¹². Ricard, de Toulon, l'un des secrétaires, lit le papier à la tribune; le style de Clermont-Tonnerre a d'abord grand succès. La gravité respectueuse, les compliments de l'exorde entretiennent les premières dispositions; spectateurs et députés patriotes sont ravis d'un hommage aussi solennel....

9. A. Feugère, *L'abbé Raynal et la Révolution française* (Annales révolutionnaires, 1913, p. 330). Voir, du même : *Un précurseur de la Révolution : l'abbé Raynal (1713-1796)*. Angoulême, 1922, (thèse).

10. B. N. Lb ³⁹ 4972.

11. Malouet, *Mém.*, 2^e éd., II, 126-132. Cf. Aulard. *Orateurs de la Constituante*, p. 345.

12. *Logogr.*, XXVII, p. 9.

Soudain, les figures se rembrunissent : on se dresse, on se regarde, on s'indigne. Quoi ! parler au peuple de ses erreurs, aux élus des dangers menaçants, s'effrayer, s'attrister d'avoir peut-être armé la licence, prétendre que jamais la philosophie, dans la pensée de l'auteur, n'a visé à légiférer, s'affliger des troubles, des usurpateurs, de la tyrannie populaire, de l'esclavage du Roi, de la puissance des clubs ! La gauche murmure. Boutidoux veut s'en aller. Dumetz consent à entendre la suite. On se rassied : c'est un drame dont chacun veut voir le dénouement. — Mais quel est ce langage ? Comment ! un homme qui se défend d'être fanatique et de regretter le passé ose écrire qu'il a suivi la Révolution avec joie, puis avec douleur, qu'il n'y a plus ni autorité ni liberté, qu'un nouvel esclavage fait prendre au peuple ses crimes pour des conquêtes, qu'on danse au bord de l'abîme !

La droite s'exalte, que d'abord les révérences consternaient. Le reste est en rumeur.

« Au comité de santé !

« — On voit bien qu'il a quatre-vingts ans !

« — C'est aujourd'hui le rétablissement du despotisme.

« — Si l'on est d'avis d'écouter ces insolences-là, je m'en vais. »

Puis la lumière se fait ; un nom court les bancs : Malouet ! Voilà bien son langage, et celui des siens.

Ricard, à tout moment interrompu, continue sa lecture. La Constituante, assure Raynal, a vicié son ouvrage par une faute unique et doit réagir. Il fallait voir ce qu'on pouvait sauver du vieil ordre ; réformer la monarchie, équilibrer les pouvoirs, c'est ce qu'on a cru faire. Qu'a-t-on obtenu ? Un Roi sans autorité, un peuple sans frein, le relâchement des liens politiques par des élections trop fréquentes. Le prince, devenu inutile et dangereux, est invité à combattre une Constitution qui lui montre ce qu'il n'est pas, ce qu'il pourrait être : ce vice détruira l'ouvrage. On a déclaré la liberté religieuse, mais des prêtres sont persécutés. Le comité des recherches est la négation de la liberté personnelle ; les libellistes gâtent le patriotisme, attaquent la monarchie. Faut-il parler des finances ? On a détruit les corps, mais il y a les clubs. La France, volcan redoutable, est peuplée de muets prosternés, de violents électrisés, qui brandissent leurs droits de l'homme au grand dam de l'utilité publique. L'Europe s'inquiète. Allons ! les instants sont précieux ! Craignez l'anarchie, lisez l'histoire, renforcez l'exécutif, assurez la liberté aux assemblées primaires d'où les factions éloignent les gens

vertueux, et ne vous fiez pas à vos successeurs, qui trouveront un courant trop dur à remonter.....

On crie au blasphème. « On calomnie l'abbé Raynal. » Vingt furieux se précipitent à la tribune : Bureau de Puzy n'a plus qu'à se voiler la face. Président, secrétaire, auteur, il faut tout envoyer au Temple. Roederer réclame pour le premier un rappel à l'ordre. L'interpellé quitte son fauteuil où Rabaut le remplace malgré les clameurs de la droite. Folleville et Montlosier trouvent ridicule que le président descende sur l'accusation d'un seul orateur. C'est le tumulte des grands jours.

Robespierre se fait écouter : cette seule fois, Malouet l'aura vu « ardent et même éloquent. » Et il sera frappé — à bon droit — de son discours, au point de ne l'oublier jamais. L'avocat d'Arras admire « avec quel calme » ses collègues ont subi les remontrances de ce Raynal, qui choisit pour pester contre la Révolution, le moment même où s'insurgent les réactions coalisées. Son âge excuse l'abbé, la manœuvre frappera ses auteurs par ricochet. On trouvera bien favorable au peuple une Constitution décriée par le vieux libéral que ses nouveaux amis, jadis, accusaient de licence, eux si hardis de prodiguer par sa plume les pires absurdités contre la liberté, contre la nation entière.

« Car n'est-ce pas attaquer la liberté que de dénoncer à l'univers, comme les crimes des Français, ce trouble, ce tiraillement, qui est une crise si naturelle à la liberté, que sans cette crise le despotisme et la servitude seraient incurables ? »

Et Robespierre jure une fois de plus fidélité à la Constitution, en proclamant sa défiance des voies obliques qui ramènent au despotisme. La gauche l'acclame; les tribunes croulent sous les applaudissements.

Bureau de Puzy demande, pour se justifier, que Roederer soit entendu; la droite conspue Rabaut qui se couvre et cède le fauteuil au président malavisé. Le malheureux raconte que Raynal est venu le matin lui apporter son papier; lui-même n'a pas eu le temps de lire; l'auteur lui a exprimé son intention de publier l'adresse si lecture n'en était faite au Manège. A tort, Roederer reproche à Bureau de Puzy d'avoir dit que l'abbé blâme l'Assemblée des fautes *qu'elle a commises* : *qu'il croit qu'elle a commises*, telle est la phrase prononcée. Le calme revient : on applaudit Bureau qui n'en peut mais. On passe à l'ordre du jour. Dans cette grande Assemblée machinale, chaque député pense peut-être comme le pro-

tégé de Malouet : mais tous ensemble, par respect humain, déclarent le dogme intangible. L'effet de la manifestation sera nul, le bruit en demeure énorme. Les aristocrates extrêmes ont deviné juste : c'est un coup d'épée dans l'eau. On ne peut rien attendre de bon d'un philosophe : Malouet le sent, et déplore qu'on ne songe pas à la force bien réglée pour rétablir l'ordre¹³.

On y songe, aux Tuileries et ailleurs. Dans la presse, c'est un beau tapage.

« Les murmures furent très grands, écrit l'ambassadeur de Venise, mais enfin la lecture était faite, et il ne se trouva d'autre remède que celui de faire mérite à la modération de l'avoir entendue, et d'animer ensuite les écrivains adeptes de la faction dominante à multiplier contre le vieil abbé les injures et les ripostes¹⁴. »

Au premier rang, le Prussien Cloots met en scène les droitiers :

« On a fait entendre à l'ex-jésuite, ex-espion que tout allait se dissoudre en France. Allons, cher Raynal ! Signez cette lettre : c'est une belle diatribe, elle vous fera honneur et profit. L'éloquent Maury l'a rédigée sur les observations judicieuses et profondes de MM. Duval et Malouet. Le vieux satyre signe, en s'imaginant que l'opinion publique, chez les peuples libres, est un fantôme fugitif¹⁵. »

Barère, qui n'en peut revenir, rend justice à la « tactique ténébreuse » de l'aristocratie.

« Qui peut se défendre d'un sentiment de pitié, lorsqu'on voit un écrivain, qui a dû toute sa célébrité à la hardiesse de ses opinions contre la religion et ses ministres, et contre les rois, se prêter scandaleusement à censurer l'Assemblée, qui n'a cessé de respecter la religion et les rois ! »

A sa façon. Ah ! certes, il y a une différence entre Voltaire et Raynal. Ce dernier est à jamais déshonoré, grâce aux belles ressources employées par Malouet et Maury¹⁶.

Au *Mercure*, autre son de cloche. Les nouveaux Papes qui, au Manège, foudroient sans pitié les sceptiques, ne pourront reprocher à l'abbé la moindre inconséquence : cet ennemi de tout pouvoir autoritaire n'a-t-il pas écrit dans son *Histoire philosophique*¹⁷, à propos de la Constitution suédoise de 1720,

13. *Mém.*, 2^e éd., II, 136.

14. A. Pisani, 6 juin (Kovalevsky, p. 274).

15. *Courrier français*, 4 juin, p. 278.

16. *Point du Jour*, 2 juin, p. 665.

17. T. III, p. 75, éd. de Genève.

qu'à un despotisme révoltant on avait substitué une liberté mal combinée, et que pour éviter l'arbitraire, on était tombé dans l'anarchie¹⁸ ?

De fait, patriotes et monarchistes ont leurs raisons de se plaindre. Le jour où Raynal et son adresse occupent Paris, on parle à Bordeaux d'un nouveau complot. Un club « d'Amis de la Patrie » fondé pour rallier les mécontents a, paraît-il, distribué de l'argent, amassé des armes, enrôlé des partisans pour provoquer une émeute à la faveur de cette invasion étrangère dont l'idée hante toutes les têtes. Nobles et prêtres reviennent en nombre. La municipalité « prudente et modérée » a interdit tout autre club que les Jacobins; les trois cents prétendus conspirateurs, à l'imitation de leurs amis parisiens, ont transmis, par loyalisme, copie de leur règlement aux édiles. Il leur a fallu néanmoins se disperser; le monastère a été fermé, où ils se réunissaient, et qui naguère abritait, lui aussi, des Feuillants. Les clubistes poussent les hauts cris, invoquent la Constitution, rejettent sur les patriotes la provocation aux troubles, demandent au Manège de blâmer les municipaux bordelais. Ils obtiennent tout juste, le 7 juin, le renvoi de l'affaire au comité des recherches, qui sait de quoi il retourne¹⁹.

A Paris, rue Mouffetard, ce ne sont plus les seuls privilégiés qui intriguent. Le 3 juin, un certain Michel Aury entend des ouvriers tenir des propos subversifs. L'un assure que la Ville peut donner à tous vingt sous à ne rien faire, qu'elle a de l'argent et en vole assez, qu'on l'obligera au besoin à ce beau geste, que Clermont-Tonnerre n'abandonnera pas ses braves amis. On arrête Seiron, pauvre homme qui a écouté le beau parleur, — un piqueur des ateliers de charité, nommé Duval — et n'a osé répondre, craignant d'être malmené. Le commissaire de police de l'Observatoire envoie vivement son rapport au comité des recherches²⁰, pour grossir le dossier des suspects.

Laissant dire et faire, Stanislas songe à ses électeurs, qui ne peuvent lire tous les journaux et n'y apprendraient pas toujours la vérité. Il lui faut exposer sa conduite à ses commentants; le meilleur moyen de leur rendre un compte exact n'est-il pas de publier, avec les discours prononcés, ces ha-

18. *Mercure*, 4 juin, p. 157.

19. *Mercure*, 18 juin, p. 193. *Courrier français* du 10, p. 326, et du 15, p. 365.

20. Arch. Préf. police, Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires (Observatoire) Tuetey, t. II, 1842.

rangues déjà nombreuses que les clôtures, les interruptions, les absences ont empêchées d'être entendues ? Au début de juin, Migneret commence à imprimer²¹.

Le Manège est plus inquiet que jamais. Tout ce qui touche à l'ancien régime est sujet à caution, clergé, armée, marine, tribunaux, financiers, tous les heureux d'hier. Contre le guet-apens redouté, on invoque l'honneur, oubliant sans doute le 20 Juin, dont on se fait gloire. De chaque officier, l'Assemblée veut exiger, comme de toute l'armée, un serment de fidélité à ses décrets. Cazalès combat le projet, on ne l'écoute pas, il ne peut achever. Exemple décourageant pour Clermont-Tonnerre : ces deux soldats ont leurs intérêts à défendre. Notre député renonce à la parole.

Il juge inconvenant, inutile, dangereux, de chercher à lier, par un serment particulier, les officiers qu'un serment collectif attache déjà à la Constitution : que d'ennemis on va faire au nouvel ordre de choses ! Esclaves de l'honneur, les gens d'épée ne doivent pas prêter à la méfiance. Mais le souçon de l'opinion publique ? Est-ce bien le moment de céder à cette opinion qui s'égare, accessible aux basses calomnies, aux pensées les moins françaises ? On ne lui a que trop sacrifié. « Vous ne devez pas désespérer assez du peuple et de vous pour ne plus oser dire à la nation qu'elle se trompe. » A les renouveler, on affaiblit les serments. « On ne peut pas dire à Dieu : Nous jurons tous, donc aucun de nous ne jurait : nous n'avons voulu que tromper les hommes par ce moyen. » Ces subtilités provoquent au parjure. Rappelons-nous Catilina et la Ligue. Le serment avorté du clergé ne suffit-il pas à condamner toute tentative analogue ? Et le danger n'est pas mince. L'officier, dégoûté, s'en ira. L'armée, vouée à la licence, à l'indiscipline, ne sera plus redoutable que pour l'Assemblée : le sous-officier, successeur du chef rebuté, sera méprisé de la troupe. Les hommes armés — car il n'y aura plus d'armée véritable —, fléaux des campagnes, seront l'instrument des Jacobins, amis de la Constitution peut-être, mais sûrement de tous les excès, eux qui écartent l'officier du nouveau régime, prêchent le désordre et détruisent partout l'autorité militaire. La loi seule doit régner : si les troubles continuent, c'est qu'ils sont les fruits du système. Les serments ne feront plus que dévoiler des craintes, sans diminuer le danger. Un parjure les détruira tous. La question préalable s'impose, conclut Stanislas : le président fera bien d'écrire

21. *Recueil*, IV, 102, en note au discours ci-dessous.

à l'armée que l'Assemblée se contente du serment collectif²².

Voilà ce que Clermont-Tonnerre voulait dire le 11 juin. Le 18, l'habituel numéro hebdomadaire du journal monarchiste paraît, sans incident : ce sera le dernier.

III

Le matin du 21 juin, une nouvelle extraordinaire se répand dans Paris. La famille royale a disparu ! Malgré les cris d'alarme des journaux et des clubs, malgré la surveillance des habits bleus, malgré les papiers des Douze Cents ! Et cela, deux ans, jour pour jour, après la « trahison » du Tiers. La réponse, même tardive, produit son effet. Au Manège, c'est l'affolement. Ni les batteries de tambour, ni les salves ne ramèneront les fugitifs. S'ils reviennent en force, malheur aux bavards ! Ceux-ci, pourtant, recouvrent bientôt leur sang-froid : menacés, ils songent à se défendre ; ils palabrent, ils fulminent, ils décrètent. Le Roi, c'est eux : ils le sentent confusément, et le disent en mauvais français. Dans son coin, La Fayette doit souhaiter le succès de la tentative : n'est-il pas dans le secret ?

Clermont-Tonnerre n'a soufflé mot : tout bas, sans doute, il se réjouit de l'aventure et peut-être en craint-il les suites. A tout hasard, il gagne l'Assemblée. Dans les Tuileries, une foule hostile l'entoure. Evidemment, c'est encore lui le coupable ! Il se plaint à la tribune, mais nul ne l'écoute, on passe à l'ordre du jour, et Dieu sait si l'ordre du jour est chargé. Gorsas racontera plus tard toute une histoire de pistolets. Stanislas, pris d'on ne sait quelle folie, a menacé de son arme un chasseur de l'Oratoire, de garde au cloître des Capucins, parce que ce malheureux avait, tout haut, désigné le député par son nom : « Oui, f..., répond celui-ci, c'est lui : qu'en voulez-vous dire ? » L'autre arrache le pistolet : un grenadier, témoin de l'incident, saisit un second pistolet sur Clermont-Tonnerre qui ne réclame rien, mais se plaint vainement à ses collègues²³.

L'Assemblée, par précaution, impose un nouveau serment à ceux de ses membres qui sont officiers. Stanislas, que la fuite du Roi ou l'inquiétude a rendu malade, n'assiste pas à la séance du 22. Ce soir-là, d'Auchy, qui préside, reçoit de lui une lettre : « Je suis malade... — Hé ! qu'est-ce que cela nous

22. *Recueil*, IV, 102 et suiv.

23. Gorsas du 21 juillet, p. 344.

fait ? » s'écrie un enragé²⁴. On applaudit quand on apprend que l'absent envoie par écrit le serment ordonné.

Une fois de plus, le gros monarque a été mal servi par les autres et par lui-même : reconnu, arrêté à Varennes, insulté, ramené dans son palais comme un fauve dans sa cage, au milieu de ce silence effrayant des foules qui n'est pas toujours une leçon pour les rois, Louis XVI, moins roi que jamais, de fait et de volonté, ne songe qu'à son prochain repas. Fuir n'était qu'un crime de légitime défense : se faire prendre, voilà l'impardonnable faute. Un homme, dans le carrosse du retour, s'est attendri sur tant d'infortune ; ce jeune huguenot sentimental, qui pleure des larmes de la Reine, c'est Barnave, devenu soudain monarchiste de cœur, et qui, pour avoir voulu sauver l'héritier du Béarnais, périra sur l'échafaud. Avec Le Chapelier, par l'entremise de Lally, Barnave pensait rencontrer l'avant-veille Stanislas et Malouet, et s'entendre avec eux sur la conduite à tenir²⁵...

Clérmont-Tonnerre est désespéré. Dans le monarque en fuite, la Constitution a trouvé un habile critique. De cette déclaration où Louis XVI explique et justifie son acte, de ce réquisitoire contre les Jacobins du Manège, notre député doit relire à tout moment les phrases que peut-être il a en partie inspirées, et qui, demain, serviront de canevas à ce lecteur de Burke.

« Ces réflexions du Roi (sur sa captivité virtuelle) sans doute décideront son départ ; les mesures qu'adopta l'Assemblée dans cette circonstance, le décret qui suspendit l'exercice du pouvoir exécutif, constitua le Roi prisonnier et viola la Constitution et nos précédents décrets, me fit un devoir de déclarer que je n'avais aucune part à ce que ma conscience regardait comme de véritables attentats²⁶. »

Comme le souverain, ses fidèles tiennent à dégager leur responsabilité. Le 5 juillet, 290 d'entre eux publient une protestation contre le renversement, opéré en fait, du système monarchique. Ce papier ne suffit point aux chefs de la droite : Malouet, Cazalès, Cicé rédigent chacun leur désaveu. Stanislas les imite, qui, par ses idées, par la concision de son style, va recueillir le suffrage des vaincus, sinon du public²⁷.

24. *Le Logogr.* XXVIII, 261, appelle ce député Dubois des Guais (?) Il ne s'agit pas de Dubois-Dubais, membre de la Législative.

25. Droz, III, 421-2, cité par Michon, *Adrien Duport*, p. 226.

26. *Recueil*, I, xlv.

27. A. Pisani, lettre du 12 : « l'approbation et l'adhésion du public ». Kovalevsky, p. 297.

« Au moment, écrit-il, où l'on a méconnu toutes les lois pour se livrer aux circonstances, persuadé que les circonstances ne sont rien à côté de la voix du devoir, je me serais cru rebelle si j'eusse laissé subsister un doute sur mes principes. »

Il a juré, le 4 février 1790, d'être fidèle à la nation, à la loi, au Roi, de maintenir la Constitution acceptée par celui-ci, consacrant une monarchie héréditaire, inviolable, à pouvoirs séparés. Depuis, le comité de Constitution a proposé la loi « subversive » qui, liant matériellement le prince à l'Assemblée, le déclare déchu s'il s'écarte : Clermont-Tonnerre s'y est opposé. Au moment de Varennes, il a prêté le serment militaire. Le Roi a déclaré n'avoir pas l'intention de quitter la France ; la Constitution jurée en 1790 défendait toute violence contre sa personne ; une loi postérieure a prévu des somimations. Après s'être interdit d'usurper un pouvoir et d'en incarcérer le dépositaire légal, on a fait arrêter le Roi sans l'avertir, la garde nationale le surveille, on lui enlève les fonctions exécutives. Stanislas ne veut plus être mêlé aux débats : s'il refuse de se démettre, c'est qu'il espère de l'intérêt national un retour aux principes jurés. Il s'opposera aux projets des factieux, des républicains surtout, dont l'idéal est incompatible, à ses yeux, avec la liberté de la France et le bonheur du peuple²⁸.

« C'est sans doute à l'aide de cette déclaration jésuitique, assure le *Courrier français* ²⁹, que le patron des monarchieux veut se soustraire au serment qu'il dit avoir prononcé dans son lit. Heureusement, nous sommes en état de mettre à la raison toute la famille d'Escobar. »

Au Manège, Foucault-Lardimalie veut parler de l'adresse : on étouffe sa voix.

Désormais, Clermont-Tonnerre rassemble à Cassandre ; prophète de malheur, et qu'on n'écoute pas, il est probablement l'auteur de cette brochure où le secret de la « coalition » se dévoile. « Je vous dirais mon nom, si votre précipitation à juger les hommes ne vous empêchait pas de juger les choses³⁰. » Les troubles sont inévitables, utiles mêmes, s'ils ne durent pas trop longtemps, si les vrais libéraux en fixent le terme en disant au bon moment la vérité au peuple.

« C'est vouloir n'être pas entendu que de parler le langage doux et tempéré de la raison à des hommes que la fureur entraîne et que les illusions entourent. C'est vouloir ne remédier à rien que d'attendre, pour offrir des conseils, que la ruine du malheureux soit consommée. »

28. *Recueil*, IV, 112 et suiv.

29. Du 7, p. 52-53.

30. *Le secret de la coalition des ennemis de la Révolution française*. (B. N., 8° Lb ³⁹ 4674).

Or, le despotisme a disparu, dont les seuls ambitieux intéressés font encore un épouvantail. Il faut, par décret, fixer aux nouveaux magistrats un délai pour liquider les anciens offices. La noblesse détruite montre, par sa patience dans l'adversité, qu'elle ne troublera pas l'ordre. Le clergé dépouillé a contre soi l'opinion, malgré les amis que lui a faits le huguenot Barnave quand il a proposé l'inutile serment. Il serait bon de se relâcher sur ce point : rien ne justifie une agitation due à la gauche alarmiste, aux Jacobins délateurs, au comité des recherches ; celui-ci, « épaississant les ténèbres qui couvrent sa nullité », remet de temps en temps sur le gril quelque victime et se proclame nécessaire. La municipalité flatte le peuple, en perpétuant l'anarchie, et voit les troubles sans les dominer ; les sections font tout, dont la démocratie d'Athènes eût rougi. La province suit ; les journaux prêchent l'assassinat, le mépris des lois, la haine de l'exécutif.

Les causes de ce désordre sont multiples : défaut de cohésion dans la machine, intérêt des meneurs opposé à celui de la Révolution, suggestion de l'étranger bénéficiaire de nos troubles. L'Assemblée devrait obliger les fonctionnaires responsables à remplir leurs devoirs, jusqu'à épuisement de leur capacité, au lieu de se croiser les bras ; il lui faudrait se méfier des comités, despotes plus ineptes que les pires intendants. Que font tous ces solliciteurs chez Alexandre de Lameth, président du comité militaire passé protecteur, de simple député qu'il était ? « Est-ce donc pour substituer un Lameth à un Dubois que la France a fait une révolution ? » Vite un décret, pour remettre chaque rouage en place, rendre l'exécutif aux ministres, les rapports législatifs aux comités !

Le peuple ne vise qu'à la liberté, il veut des chefs pour agir : et beaucoup de ceux-ci ne songent qu'à eux-mêmes. Anciens esclaves de cour, gens corrompus, sectaires jansénistes, tribuns de l'anarchie, vivant du trouble qu'ils n'ont aucun intérêt à faire cesser, ils méritent une surveillance sévère : ne vaudrait-il pas mieux encore remplacer par des lois ces hommes tout juste bons à se partager des profits ? Le Roi a juré de respecter la Constitution, par docilité aux Jacobins et à l'opinion ; il a tout tenté pour désarmer la haine et la méfiance. Or les meneurs dénoncent sa prétendue fuite, sonnent le tocsin sur des rêves, suggèrent aux sections, malgré la loi, de retenir Mesdames, que leurs opinions religieuses, déclarées intangibles, ont amenées à quitter la France. Le clergé obéit, s'il murmure de sa nouvelle pauvreté : en récompense, on lui propose un serment absurde, révoltant, vrais torches de sédi-

tion. Des décrets mal conçus troublent les colonies, les meneurs s'opposent à d'autres décrets qui feraient cesser la discorde avec la législature. Quand Paris se calme à peine, les clubs veulent recommencer les journées d'octobre et incendier le palais de l'exécutif³¹ !

Il y a pis. La Révolution a suscité en Europe des espoirs et des craintes. Ne pouvant songer à nous soumettre par la force, l'étranger médite de nous détruire par l'anarchie, de se défendre en effrayant les peuples du spectacle de nos désordres. La Prusse a des injures à venger, elle professe une morale plus politique que sévère. — En Angleterre, le Roi n'est qu'un pauvre homme, aux mains d'un ministre avide et brouillon. A la honte de Paris, qui n'a rien empêché, Berlin opprime la Hollande au profit de Londres, foment des troubles en Pologne, soutient, avant de les abandonner, les Liégeois, les aristocrates du Brabant, excite les Hongrois mécontents, livre à Vienne le nom de ses agents une fois lâchés ! L'intrigue est la politique des médiocres. On promet, on donne d'abord, on se dérobe au bon moment. La Prusse nous traite sans doute de cette façon : par son influence, tout arrangement avec les princes d'Allemagne avortera, les nouvelles de Ratisbonne le montrent assez.

Le Juif Ephraïm, notre hôte, banquier, neveu de faux-monnayeurs, serviteur naguère du grand Frédéric, se présente comme acquéreur de biens nationaux. Il ne fait pas d'offres. Il se dit chargé de conclure un traité de commerce. Il fréquente chez les Lameth, chez Mme de Sillery, chez le duc d'Orléans — la nuit, en secret — chez l'ambassadeur de Prusse ; il touche de l'argent chez Laborde. Entouré de meneurs, il vante de façon suspecte les bienfaits de la Révolution, crie en plein café que le meurtre de la Reine assurera seul la liberté. A n'en pas douter, c'est un agent prussien. Et que dire des nombreux Anglais répandus aux clubs, qui donnent à dîner aux libellistes, payent les motionnaires et fréquemment s'abouchent avec Ephraïm ? L'intérêt des factieux, n'est-ce pas l'intérêt de l'étranger ? Tel est le secret de ces conciliabules.

Plus que jamais, un retour au calme s'impose. On excite le peuple contre la Reine, on médit de l'Empereur, quand l'alliance d'Autriche est nécessaire contre le pacte anglo-prussien, quand des troubles agitent le Brabant, la Hongrie : la

³¹ 31. Allusion au projet de pétition des Cordeliers, qui amènera l'affaire du Champ de Mars.

Reine, sa sœur, est pour le César de Vienne un otage qu'il ne saurait exposer. Certes, il a réclamé en faveur des possesseurs d'Alsace : mais ceux de ces princes qui l'écoutent négocient avec la France, les autres sont soumis à la Prusse. Pouvons-nous considérer comme un ennemi le souverain qui a de Wurtemberg, n'a pas davantage reçu, à Stuttgart, Condé en route maintenant pour Berlin. Lui-même n'a que peu de troupes au Brabant. La Reine, enfin, qu'on incrimine, est-elle si coupable ? Transportée dans une cour corrompue, entre une Mme de Mouchy prude et pédante, et un intrigant comme l'abbé Vermond, séparée de la vérité par l'étiquette, elle a servi de prétexte à des dilapidations qu'elle n'a pas causées ; elle n'a songé qu'à l'éducation de ses enfants. Son œuvre, c'est l'exil, après banqueroute, de Mme de Guéménée. Madame Royale a grandi dans l'austérité. Une jeune femme sans expérience a dû croire les flatteurs ; en les écoutant, elle aura pensé faire le bien. La Révolution arrivée, on a montré à la Reine son peuple sous un jour odieux. Car aux rois on dénonce les séditeux, et les tyrans aux foules. Cette épouse, cette mère, venue sans crainte à Paris, a tout fait pour désarmer les préventions. Néanmoins, on l'attaque : on veut l'égorger. Craignons l'Europe ! Les Anglais n'ont pas encore expié le meurtre de Charles I^{er} qui pourtant leur avait déclaré la guerre. Les Jacobins eux-mêmes n'ont rien dit des millions qu'on prétendait avoir été envoyés à Vienne. Et cette innocente qu'on ne craint plus, on n'ose l'accuser tout haut. Fut-il jamais pire calomnie ?

Tout n'est pas pas faux ou exagéré dans ce réquisitoire. Ephraïm, intrigant, agioteur, agent des basses œuvres de la diplomatie prussienne, se trouvait en Belgique dès janvier 1790, sous prétexte de subsidier les révoltés brabançons, qu'officiellement Frédéric-Guillaume saluait comme les citoyens d'un Etat nouveau. En septembre, le Juif a gagné Paris où il s'est livré contre Marie-Antoinette à une propagande cynique. Montmorin s'est méfié de ce traité de commerce que le singulier personnage se disait chargé de négocier. En février 1791, on a commencé à voir clair dans le jeu de cet ennemi déclaré de l'Autriche. Arrêté fin juillet, il sera élargi sur la demande de la Prusse³².

Mais si Clermont-Tonnerre est l'auteur de la brochure, il n'a mis en lumière qu'un côté des choses, le plus favorable à la monarchie. Ce n'est pas à lui de dénoncer les intrigues

32. A. Sorel, *L'Europe et la Révolution*, II, 52, 157.

de la cour avec l'Autriche, les manœuvres contre-révolutionnaires. Ce réquisitoire est de bonne guerre, après la fusillade du Champ de Mars qui, le 17, semble indiquer un retour à l'ordre bourgeois. Varennes a fait réfléchir. Un moment, et malgré le Manège, la nation s'est sentie abandonnée, privée de son père, de son chef aimé, de l'héritier des trente Capétiens ensevelis aux cryptes du vieux Suger. Après la colère inévitable du retour, le loyalisme des jours anciens a reparu. Certes on ne veut plus du tyran, on fait confiance aux légistes qui rencontrent tant d'obstacles. Mais on veut encore un homme en qui la nation se reflète, idole inoffensive et brillante, à révéler, à acclamer aux heures de joie. Et si les habits bleus s'inquiètent, si les baïonnettes se croisent à la moindre tentative d'escapade, si le plus touchant attendrissement accueille les gambades du petit dauphin, c'est qu'on tremble de perdre avec un otage le Roi des lys, maintenant restaurateur de la liberté. De cet état d'esprit, les plus modérés des Jacobins se rendent compte, qui peut-être le partagent par atavisme ou politique. L'Assemblée n'ose parler de fuite : son optimisme veut donner l'illusion d'un enlèvement. Dans deux mois, l'explosion d'enthousiasme qui saluera la proclamation du nouveau dogme ne laissera subsister que « le voyage du Roi ».

En attendant, Paris se méfie. Les Récollets éloignent des Tuileries deux officiers membres du club monarchique. La rue Saint-Honoré voudrait rendre chaque section responsable des garnisaires du château³³. Mais les amis de la Constitution sont eux-mêmes bien empêchés : Barnave et Lameth, deux vieux fidèles pourtant, sont parvenus à semer la division dans leurs rangs. Une fois de plus, un couvent recueille ces théologiens. Du nouveau club des Feuillants, Clermont-Tonnerre sera bientôt accusé de faire partie. Place bien digne de l'homme qui a eu à sa solde, tout l'hiver, une douzaine de pauvres diables à libelles, payés trois cents livres par mois³⁴ !

IV

Les travaux de la Constituante touchent à leur terme. Plusieurs de ses membres qui appartiennent à l'armée reçoivent des commandements, car Duportail profite de la vacance virtuelle du trône pour jouer au souverain : Clermont-Tonnerre

33. Aulard, *Soc. des Jac.*, II, p. 585 (4 juillet).

34. *Orateur du peuple*, t. VI, n° 9, p. 72, Cf. Aulard, *op. cit.* III, 54, note.

va lui faire sentir son erreur. Le 25 juillet, le ministre de la guerre l'informe de sa nomination : la place de colonel au premier régiment de cavalerie, ci-devant Colonel-Général, — les régiments n'ont plus de nom — était vacante par la promotion de M. d'Aulnay au grade de maréchal de camp. On a songé à Stanislas ; le voilà invité à rejoindre. Notre député se retranche derrière des scrupules de légalité : le Roi est le chef suprême de l'armée, c'est en son nom que doit être faite toute nomination, le papier du ministre ne constitue pas un titre légal. Le nouveau colonel attendra la signature de Louis XVI³⁵.

N'a-t-il pas mieux à faire que de commander des troupes ? Contre lui Gorsas ne désarme pas, qui le 28 juillet s'inquiète du silence prolongé d'un publiciste si habile à critiquer les comités des recherches³⁶. Clermont-Tonnerre ne répond pas : ne pouvant plus rien pour la chose publique, il doit tout au moins surveiller l'impression de ses discours³⁷. Et il a de gros volumes en chantier. Le 2 août, il obtient un congé de quatre jours pour aller à Meaux, sans doute chez ses premiers électeurs et chez l'abbesse de Lentilhac, sa parente³⁸. Le même jour, Gorsas encore raconte que le club monarchique va reprendre ses séances³⁹. Le 6, c'est à droite que l'inaction étonne : Pourquoi la société garde-t-elle le silence ?

« Le moment n'est-il pas favorable, lorsque la force publique réprime les désordres et punit les acharnés destructeurs de la monarchie ? Tu dors, Clermont⁴⁰ ! »

Le commissaire de police du Luxembourg, lui, ne dort pas.

Le 14 août au soir, un vicaire de Saint-Sulpice, Méricourt, en même temps administrateur de la paroisse, lui révèle de terribles complots. Une femme, le 20 juin, s'est présentée dans diverses sections, notamment dans la communauté des prêtres de Saint-Sulpice, annonçant de source certaine le départ du Roi pour la nuit suivante. — Elle ne mentait pas. — Aujourd'hui la visiteuse est revenue, parlant d'une assemblée considérable qui doit se tenir à l'hôtel Clermont-Tonnerre : il y aura là six hommes d'Eglise, dont deux ci-devant vicaires de la paroisse, les abbés de Pardillac et du Coudray, déguisés en gardes nationaux. Bailly doit s'y trouver ; à onze

35. *Feuille du jour*, du 23 août, p. 422 (lettre et réponse adressées au journal par C.-T., à propos d'une erreur de nom).

36. *Courrier* du 26, p. 455.

37. *Recueil*, I, XLIV.

38. *Procès-verbal*, p. 1.

39. *Courrier*, du 2, p. 21.

40. *Rocambole des journaux*, n° 13, p. 226.

heures, Maury en personne apportera une lettre qui fera connaître si l'enlèvement du Roi est pour cette nuit. Ajoutez qu'il y a trois mille cavaliers sur la route de Fontainebleau !

On informe qui de droit : la nuit s'écoule. Louis XVI est toujours là. Le lendemain soir, la femme, une nommée Marie-Antoinette de Flandres, qui demeure en garni rue de Buci, confirme les déclarations du vicaire. L'assemblée a eu lieu non pas chez Clermont-Tonnerre, mais chez Mme de Brionne, dans l'hôtel de Lambesc, d'où l'on communique aux Tuileries, et par un souterrain à l'ancien hôtel de Beaujon (l'Elysée). Par ce souterrain on veut faire évader la famille royale. A l'appui de son dire, la bavarde apporte deux copies de lettres, l'une adressée le 23 juillet, par la Reine, à Monsieur, l'autre, du même jour, écrite par La Fayette à Bouillé : toutes deux annoncent une prochaine évasion. Mais ce sont des copies ! La belle demande sûreté et discrétion : elle dira tout ce qui peut intéresser. On lui a confié que chez un député — Clermont-Tonnerre évidemment —, il existe en dépôt une quantité considérable de fusils. Elle va prendre langue, on saura la vérité⁴¹. La légende entretenue de cet arsenal sera fatale à Stanislas.

Pour la dernière fois, — mais qui s'en douterait ? — Louis XVI reçoit le 25 août les souhaits de bonne fête des poissardes. Les temps sont changés depuis la Saint-Louis de 1789 ! Fausses dames des halles que celles-là, assure Gorsas, qui parle d'une vingtaine de filles publiques déguisées, à qui la cour aurait donné douze livres par tête, le bouquet payé : ce sont les mêmes qui ont regalé d'huîtres le patron du club monarchique. Les vraies harengères le savent bien ; la société fraternelle des Halles se doit d'enquêter sur l'incident⁴².

Dans le public, on s'impatiente. Comprenant trop tard son erreur et celle du Manège, le comité de constitution veut, par des moyens de fortune, reviser l'ouvrage de deux ans, adapter aux circonstances les principes lointains des cahiers, redorer un trône qui menace ruine : mais il n'y a plus que des assignats ! Clermont-Tonnerre est adjoint à cette équipe où quelques bonnes volontés découragées se heurtent à tant d'intrigues et de haines latentes. Contre Pétion et Buzot, contre Talleyrand, que peuvent Sieyès avec ses théorèmes et le sage Thouret malgré sa finesse de Normand ? Stanislas se

41. Arch. nat. D XXIX b 34, n° 350 (extrait du registre du commissaire de police du Luxembourg).

42. *Courrier*, du 27, p. 395.

désintéresse de la besogne : quand ses collègues présentent leur travail, quand l'Assemblée discute une dernière fois les articles, il est absent par congé⁴³ !

Même à Saintry les ennuis l'accablent. Son procès traîne : le curé Doye attise le feu. En vain le maître de Champlâtreux a voulu concilier au prêtre la sympathie, le respect de ses paroissiens : l'autre n'a point usé de réciprocité.

« Il est vrai, écrit le châtelain, que si son zèle pouvait lui être utile, moi, je n'avais pas besoin de sa bienveillance. Il n'a pu altérer des sentiments dont les habitants me continuent des témoignages, et moi je n'ai pu le mettre en possession de ceux dont je voulais le faire jouir. »

Le curé a fait calomnier ses ouailles par Guisler, gendre de la veuve Hardy, fermière de Stanislas et partie au procès : voilà les villageois accusés de révolte, d'attentat sur la personne de leur pasteur⁴⁴ ! Celui-ci ne veut vivre qu'avec la fermière et sa famille : il refuse d'avoir tort ; c'est la guerre entre le presbytère et le château soutenu par les paroissiens. Le haineux personnage abdiquera bientôt la cure, tout en conservant le presbytère ; de constitutionnel il deviendra terroriste, et suspect après Thermidor. Défroqué, père de trois enfants difformes, il ne mourra qu'en 1820.

Las de ces querelles de clocher, Clermont-Tonnerre revient à Paris où s'achève l'existence de l'Assemblée. Une dernière fois, avec Malouet et Maury, il propose au monarque de provoquer une nouvelle révision de la Constitution⁴⁵. Le 13 septembre, il fait partie de la délégation de soixante députés qui complimente le Roi sur son acceptation du chef-d'œuvre⁴⁶ : car Louis XVI, aussi naïf que ses sujets, semble croire comme eux que la machine améliorée fonctionnera. Les hommes qui ont peiné à rédiger articles et chapitres sont plus sceptiques. Mais, entre la foule qui espère et l'élite qui s'afflige, on dirait qu'une trêve s'est conclue.

Le clergé constitutionnel fait parler de lui. Contre son « fanatisme », Clermont-Tonnerre publie des réflexions anonymes « par crainte de la calomnie⁴⁷. » L'article des droits de l'homme n'est pas clair, par la faute des députés de l'ancien

43. *Mercur*, 20 août, p. 285.

44. *Mémoire pour M. St. de Clermont-Tonnerre contre la Vve Hardy, la fermière*. P., Vve Valade, 1791. 8° (Analyse communiquée par M. E. Creuzet). Cf. *Histoire de Saintry*, t. II (en préparation).

45. Lacroix, *Hist. de la Révol.*, II, 342-344. Cf. Michon, *Adrien Du Port*, p. 334.

46. *Procès-verbal*, p. 19.

47. *Recueil*, IV, p. 89. Cf. *Réflexions sur le fanatisme, par un véritable ami de la Constitution française*. B. N. Lg ⁴ 3583. In-8°, 16 p.

clergé qui avaient obtenu l'épineuse restriction du respect à l'ordre légal. On abuse de la formule contre la religion alors dominante. Les vrais amis de la Révolution doivent dédaigner cette rédaction qu'ils ont combattue ! « Il ne faut pas, parce qu'alors nous fûmes absurdes, qu'aujourd'hui nous soyons injustes. » Méfions-nous des passions, du vil intérêt ! Les opinions religieuses ont droit à la liberté : on ne saurait les soumettre à la loi des majorités, base du contrat social. Il est impossible de professer une croyance uniquement par imitation : rien de plus immoral, de plus hypocrite que ces athées qui agissent en croyants. L'adhésion, par déférence, à un culte, est absurde et coupable : le pacte social ne peut l'ordonner. N'est-il pas douloureux d'avoir à défendre contre les révolutionnaires des principes naguère défendus contre l'ancien régime ? L'Assemblée, en confisquant les biens du clergé, a voulu traiter néanmoins le catholicisme en religion nationale et ses prêtres en fonctionnaires : cette dérogation aux principes est due à l'intérêt pécuniaire, à des combinaisons politiques. « Mais le principe n'y était pas, mais la vérité n'y était pas, mais la raison n'y était pas. » Et Sieyès l'a combattue.

Puisque les prêtres étaient déclarés fonctionnaires, on a dû les soumettre à la loi. D'où cette constitution civile, qui gêne les consciences. On a voulu séparer le spirituel du temporel, sans songer aux querelles de frontières. C'est empiéter sur le spirituel que de faire élire les prêtres par des non-catholiques. On s'en est aperçu, on a proposé de rendre ses biens au clergé ou de faire du dissentiment religieux une révolte dans l'ordre temporel. Et les Douze Cents, ne pouvant se rétracter, se sont vus amenés à persécuter au nom de la liberté.

« Il faut faire dans la circonstance présente le moins de mal possible, puisque le bien ne se peut plus, » distinguer chez les réfractaires opinion et révolte, réprimer les troubles apportés à l'exercice du nouveau culte, à la vente des biens d'Eglise, aux élections de prêtres. Clermont-Tonnerre ne dit pas par quels moyens ! A ses yeux, crier au schisme ou dénoncer la doctrine, le caractère des curés constitutionnels et de leurs ouailles, c'est exprimer seulement une opinion ; Stanislas ne voit qu'affaire purement religieuse dans les mandements épiscopaux contre le culte officiel, mandements qu'il traite de déclamations mystiques et inoffensives. Mais prêcher contre l'Assemblée, voilà le crime ! Le clergé romain dit-il aux fidèles qu'à suivre le nouveau culte on risque le schisme et l'enfer ? Que le clergé national prêche le con-

traire, et tout ira pour le mieux ! Mais l'auteur le prévoyait, les poursuites ne feront qu'accroître l'opposition. Céder à la force, dans le domaine de la conscience, est le fait d'un peuple vil et corrompu. Toutes les lois des Constituants tomberont, si le pouvoir qu'ils possèdent passe à d'autres. On n'achète pas la paix par des crimes. Dans le système prôné par Clermont-Tonnerre, les seuls prêtres constitutionnels jouiront des églises de l'Etat et seront fonctionnaires; les autres, payés par leurs fidèles, auront des églises à leurs frais. Si le public abandonne le clergé officiel, on en sera quitte pour réduire l'effectif de celui-ci.

« Alors vous verrez, diminuer successivement les rapports de la législation civile avec la religion, rapports dans lesquels la foi contracte une sorte de fanatisme et la religion un air terrestre qui les dénaturent l'un et l'autre. »

Est-ce la faute de Stanislas si le clergé constitutionnel, par sa seule existence, a fait naître un clergé réfractaire ? Notre député soumet ses réflexions au public, en haine des excès :

« Envoyer, conclut-il, des évêques non constitutionnels à la cour nationale parce qu'ils font un mandement contre vos évêques constitutionnels, c'est agir non pas en nation, mais en secte; refuser la liberté du culte à la religion ci-devant dominante, c'est obéir à un fanatisme et autoriser la révolte; laisser fouetter et outrager par la populace des femmes qui ont acquis des droits à l'estime publique par leurs soins auprès des malades, c'est une atrocité bête et impolitique..... Quoique vous ayez fait bien des fautes... on éprouve cependant encore de temps en temps le besoin de vous dire la vérité et de vous ramener à des principes... sans lesquels vous ne serez jamais que des esclaves révoltés. »

Clermont-Tonnerre ne se demande pas si les églises ont été bâties pour l'Etat ou pour le culte catholique. Philosophe obstiné, ce politique en chambre croit toujours au sang-froid des foules et prête aux croyants des pensées de raisonneurs sceptiques. Et les croyants sont dans les deux camps, dans le deux clergés où, sous l'orthodoxie romaine ou nationale dont chacun se réclame, percent l'ambition et le regret du passé. Dans les deux camps, il y a des sincères et des corrompus. Et les siècles ont si fortement cimenté l'alliance de l'Eglise et de l'Etat qu'une religion nationale semble indispensable. Comme jadis, l'autel doit aider au trône, et le trône maintenir l'orthodoxie. Une foi, une loi, un Roi, la vieille maxime est toujours vivante. Par malheur, les douze cents têtes du monarque ne s'entendent ni entre elles, ni avec les membres; et depuis trois ans le corps en pâtit.

Une dernière fois, le 14 septembre, Stanislas essaye de parler. Est-ce un suprême hommage qu'il veut rendre à la devise familiale ? Tout abandonne le Pape : la France, naguère fille aînée de l'Eglise, ne sera plus bientôt que la mère des révolutions. Les médiateurs français envoyés dans le Comtat ont pris naturellement parti pour l'émeute et provoqué ce vœu de réunion qu'appuient les brigands du légendaire Jourdan Coupe-têtes. L'homme aux deux clefs, l'apôtre de la liberté, le théoricien qu'indiffèrent les circonstances et que le déchaînement des instincts effraye s'unissent en Clermont-Tonnerre pour protester contre l'imminente annexion. Il ne prononcera pas son discours ! Comme il monte à la tribune, on ferme la discussion : Avignon et le Comtat suivront les destins tourmentés de la France.

Cet ultime plaidoyer, que Stanislas publie⁴⁸, est bourré de faits. Le décret du 25 mai ordonnait aux médiateurs d'arrêter les hostilités. Comment admettre les conclusions de Menou, porte-parole du comité ? Comment prendre parti puisque le désordre subsiste, puisque les délégués n'ont pas fait leur devoir ? Ils ont désarmé les faibles, laissé leurs armes aux forts. « Partialité criminelle ! » s'indigne l'orateur. Les mêmes hommes ont fait accepter ce traité qui reconnaît l'assemblée illégale de Vaucluse, ils l'ont offert à Carpentras comme instrument de paix, avec menaces en cas de refus. Au profit d'un parti, ils ont agi en souverains, et se couvrent de l'approbation du Manège : mais se déclarer leurs complices, est-ce les justifier ?

Sans doute, les commissaires ont reconnu, dans une lettre à M. de Ferrière, commandant des troupes françaises, la nécessité de protéger les émigrés avignonnais. Mais pourquoi engager cet officier à éviter que le retour des vaincus prenne air de triomphe ? N'est-ce pas oublier que les revenants de l'armée de Monteux ont tout sacrifié à la liberté, qu'ils méritent estime et considération ? Une partialité semblable protège Raphel, ce juge qui a quitté son siège pour suivre Jourdan, et qu'on a décrété de prise de corps. Il est facile d'escamoter la chose sous des « personnalités piquantes » et de belles phrases ! Un commissaire encore a signé, comme président, l'arrêté d'un club révolutionnaire. Avec ses collègues, il a fait fermer un club adverse. Et les principes, et les décrets ? Si Vernissac se disculpe en partie, il est muet sur l'affaire de Carpentras, sur son discours au club contre les droits

48. *Recueil*, IV, 415.

de Rome, discours bien étranger à sa mission de pacificateur. Est-ce son rôle de parler contre l'acte de vente d'Avignon, qu'il qualifie de « substitution impie », de rappeler aux habitants quelle honte ils subirent « d'être ainsi dépossédés ? » Un de ses collègues a parlé dans l'assemblée communale, au nom des soldats de Vaucluse, présents et en armes, loué leurs services, demandé de l'argent pour eux ! Tous trois ont désarmé les Comtadins, respecté Jourdan et les siens ; d'où les violences. Ils ont donné la garde du palais aux Français des milices, aux brigands leurs compères.

Clermont-Tonnerre réclame communication des lettres adressées par les commissaires aux ministres de la justice, de l'intérieur, de la guerre, à ces comités « qui malgré toutes leurs prétentions ne sont pas le pouvoir exécutif », et dont la partialité pour l'annexion est connue. Il préfère passer sous silence le choix étrange que les médiateurs ont fait de gardes nationaux protestants, les espoirs d'épiscopat qu'on prête à Mulot, l'un d'eux, l'éloge du chef sanguinaire et de sa horde par lequel ils ont répondu aux plaintes des édiles. N'ont-ils pas promis de faire brûler les procédures influencées par les édiles devenus papistes, harangué Jourdan comme des tributaires de sa loyauté, dit aux spoliés : « Payez, payez ; vous êtes encore trop heureux d'en être quittes à si bon marché ! », désarmé les gens de l'Isle-sur-Sorgue et laissé leurs armes aux soldats vauclusiens malgré la municipalité ?

La paix n'existe donc pas, à moins d'appeler ainsi la terreur muette qu'inspirent les brigands : témoins l'essai de révolte d'Avignon, l'emprisonnement, le 21 août, des malcontents, l'assassinat, le 1^{er} septembre, d'Aime et de Forestier. Que dire du vœu prétendu public ? Que de causes de nullité ! On a éloigné les troupes de ligne dont nul ne se plaignait, fait venir de Nîmes et de Marseille des gardes nationaux, invité au retour les émigrés de Villeneuve, à condition pour eux de voter l'annexion, et avec menaces s'ils refusaient, envoyé des troupes à Caderousse, pour faire pression, de l'aveu de Mulot. Les municipaux de Piolenc et de Séguret crient à la persécution. Le rapporteur parle du vœu de 52 communes ; Stanislas n'en retient que 19, les seules qui aient évité les brigands, grâce à leur situation d'enclaves ou à leur accès difficile : « Point de paix, point de calme, point de vœu présumé libre ! » Notre député veut voir les pièces concernant chaque village, pour détailler le chiffre d'une population que les crimes des Vauclusiens ont bien diminuée. Il conclut en demandant au Roi d'envoyer d'autres commissaires sur les lieux, avec les

moyens voulus pour réussir. Comment statuer, quand la paix n'est pas rétablie ?

Clermont-Tonnerre vit dans son rêve. Etranger aux agitations des foules, il ne peut comprendre que la place publique n'est point un cabinet de philosophe. Homme du Nord, il conçoit mal l'exaltation naturelle aux gens du Midi, leur fureur de Latins pour qui vivre c'est si souvent s'occuper de politique. Monarchiste persuadé, ou feignant de l'être, qu'on peut, en 1791, se fier à l'exécutif, il répugne à cette confusion d'offices que les circonstances ont amenée. Lui qui voulait continuer, améliorer l'ancien régime, il ne voit pas que l'Assemblée, héritière des rois, adopte leur système au nom du droit des foules. Il croit à la justice en politique !

Mais les choses ont leurs retours. Les patriotes triomphent : l'annexion forcée répond au vœu des bourgeois et des marchands de cocons, qui enragent de ne pouvoir se livrer à leurs exploits, gênés qu'ils sont par les Romains avides et la barrière des douanes. La contagion a tout gangrené de cette France bavarde où s'enclave le Comtat : Dauphinois de Vizille, Provençaux d'Aix, Wisigoths de Nîmes, tout ce qui palabre aux Etats et remplit de motions le Manège ! Là aussi, la faim, la grand'peur ont fait leur œuvre. Pour avoir écouté les parleurs et parce que le sort les tente de ces hommes libres d'à côté, les Comtadins, qui réclamaient seulement des réformes à la française et le respect de leur indépendance locale, vont suivre ou subir une minorité bruyante et semer l'Europe de leurs os, pendant un quart de siècle. Ils ne peuvent prévoir, comme Barnave et Maury, que le geste inquiétera les souverains, qu'après le Pape, vieillard débile, l'Empereur sera menacé dans sa famille et dans ses possessions, et avec lui tout ce qui a quelque chose à perdre, enclave, fief ou franchise, tout ce qui commande ou règne, tout ce qui, d'Alsace en Corse et de Montbéliard à Genève, se repose sur les traités et les coutumes, au mépris des géométries nationales.

Maury, écho de Robespierre, a dénoncé la guerre des peuples contre les rois, l'universel soulèvement des multitudes qu'on souhaite au camp des enragés. Trop tard la génération désabusée de 1815 comprendra qu'au pontife débonnaire et lointain, le César et ses soldats, héritiers des Jacobins, se sont substitués, maîtres exigeants et proches, plus tracassiers et plus durs que les vice-légats d'autrefois. Alors, la colère l'emportant, la foule croira se faire justice : le sang de Brune, de ce soldat de la Révolution, solidairement jugé responsable

des vies sacrifiées, lavera l'injure d'Avignon; et d'autres brigands surgiront, vengeurs à cocardes blanches...

Pas plus que Clermont-Tonnerre, si souvent prophète en son pays, ses collègues même les plus audacieux qui, en septembre 1791, se félicitent des événements, ne peuvent prévoir à l'annexion d'autres suites d'ordre moral. Quatre-vingts ans écoulés vont étendre à l'Europe entière le principe des nationalités. Une Italie renaîtra, sous l'égide de la France révolutionnaire, et la Rome des Papes scellera de sa chute l'unité achevée. Athée ou déiste, croyant ou fidèle, un Constituant moyen ne peut se représenter le Souverain Pontife assiégé dans la Ville éternelle et, pour échapper à la prison vaticane, mendiant leur appui aux fils des croisés. Quel philosophe, quel ami des lumières peut entrevoir la barque apostolique cherchant un refuge aux rives de ce Rhône qu'après la légende de Lazare sanctifia la cendre des martyrs lyonnais, aux pays dont un ciel clément, le génie d'un grand poète et des siècles de domination paisible firent comme des morceaux d'Italie ? Nul au Manège n'évoque ce protectorat jadis exercé sur le siège de Pierre, ces Papes français qu'abrita l'Avignon des tours géantes. Pour l'homme de 89, si respectueux pourtant de mainte tradition, le vicaire du Christ n'est qu'un prêtre et le souverain peu redoutable d'une enclave convoitée, monnaie d'échange pour la Constitution civile du clergé, en instance de baptême. L'Eglise est dans l'Etat, et passible de toute réforme qu'on y tente, sans léser, croit-on, le dogme lui-même. Personne ne songe à ces deux cents millions d'âmes qu'un Gerbert peut conduire. L'asile respecté du Comtat, ouvert au vaincu du Vingt Septembre, eût fait du Sacré Collège une pépinière de pontifes français. La nation protectrice d'Avignon, héritière d'une Rome profanée, fût alors redevenue pour le monde la France de Pépin le Bref et de saint Louis, le chef séculier de l'Eglise universelle. Le Manège ne pouvait juger que cette puissance, enviable pour d'autres, valût l'accommodement d'un principe et la nue-propriété de quelques arpents.

CHAPITRE VI

LE PROCÈS DE LA CONSTITUANTE

(Septembre 1791)

I. *L'Analyse raisonnée de la Constitution française. La déclaration des droits de l'homme et ses erreurs.* — II. *Critique du supplément.* — III. *La Constitution dément la déclaration.* — IV. *Clermont-Tonnerre et la nouvelle division du royaume.* — V. *La souveraineté populaire et le pouvoir législatif.* — VI. *Stanislas critique le suffrage universel : il réclame le vote plural pour les Français de race.* — VII. *Le pouvoir exécutif et sa déchéance.* — VIII. *Omnipotence de l'Assemblée. Critique du pouvoir judiciaire; vices de l'armée nouvelle.* — IX. *Les aveux du comité de révision. Pessimisme final de Clermont-Tonnerre ; il faut se rallier au Roi. Comment les circonstances ont rendu la catastrophe inévitable.*

TOUT est consommé. Dans trois jours, le Roi, démuselé, viendra au Manège jurer fidélité à la Constitution; dans sept jours, la France pavoisera. Pour beaucoup, la Révolution sera finie; elle aura avorté pour quelques-uns qui s'effacent, échappés du Champ de Mars un peu rudement assagis par La Fayette, motionnaires des clubs, libellistes et autres gens de mauvais ton. L'heure est à la joie.

Stanislas, absent, n'a pas signé l'acte solennel : depuis deux mois, cependant, il n'a pas perdu son temps. Un matin, les promeneurs du Palais-Royal s'arrêtent, aux vitrines de Gattey, devant un in-octavo de trois cents pages achevé d'imprim-

mer le 11 septembre chez Migneret : deux éditions s'enlèvent. Ce volume¹ que les *Actes des Apôtres* honorent d'une « version » ironique², c'est le *mea culpa* désillusionné du rêveur de 1789, qu'épouvante l'anarchique rumeur de 1791. Comment ? Pourquoi ? Au 5 mai, les cahiers de la noblesse ; maintenant « Targinette ». En deux mois, Clermont-Tonnerre a revécu deux ans, le grimoire national à la main, qu'il publie, avec sa glose.

Etre sévère, prononce-t-il, c'est servir la patrie : ni prévention ni parti pris. Qui ne parle ainsi ? Serments, enthousiasme : chansons ! L'enfant ne vivra que bien conformé. Examinons-le : ah ! quel est ce bruit suspect ? Cela ne respire-t-il pas le despotisme ou l'anarchie ? A nous les remèdes qui feront l'ordre stable, la « vraie liberté ». L'auteur, en homme libre, dira son avis : il « exécutera » la Constitution, non que les principes de celle-ci l'exigent, « car c'est son principal défaut. Si la définition qu'elle a donné de la loi est certaine, elle n'est pas la loi, puisqu'elle n'est pas la volonté générale ». Il peut résister à l'oppression, en appeler à la nation mieux éclairée. Mais l'insurrection est un moyen funeste ; attaquer un ordre vicieux expose à un pire. Assez sage pour supporter les méchants et leurs lois, notre député dira leurs vices.

« Quand, après deux ans, un peuple a vu périr son commerce, disparaître son numéraire, détruire toutes ses institutions, dénaturer toutes ses habitudes morales, anéantir sa considération politique ; quand il n'a plus que du papier et des clubs ; quand, au sein de sa prétendue liberté, il souffre des inquisiteurs, des délateurs, des cachots et des commissions arbitraires ; quand, après tout cela, on lui présente une Constitution, un livre, en lui disant : « Voilà ce qui doit te rendre heureux », chaque homme a certainement le droit d'examiner sans complaisance ce que tous ont payé si cher. »

« Sans complaisance » n'est pas un vain mot. Et l'on payera plus cher d'autres papiers et d'autres gens : mais Stanislas ne sera plus là, qui pour l'instant parle dans le désert. Les *Actes des Apôtres* l'injurient : le *Mercur*³ commente son livre, « la

1. *Analyse raisonnée de la Constitution française décrétée par l'Assemblée nationale des années 1789, 1790 et 1791.* — Paris, Migneret, 1791, in-8°, 302 p. (Bib. Nation. Lb³⁹ 5385, et 2° éd. Lb³⁹ 5385 A.) L'ouvrage se vendait 2 liv. 8 s., somme qu'on remboursait aux acheteurs du *Recueil des opinions*, (où l'*Analyse* figure au t. IV, p. 117-414), à condition de rendre l'édition séparée. Je cite le *Recueil*.

2. *Actes des Apôtres*, version 10^{ème}. « Tableau de la nouvelle école française ou réflexions civiques sur l'analyse prétendue raisonnée de la Constitution... » L'auteur raconte qu'il a emprunté le volume à un aristocrate et le lui a rendu annoté.

3. 15 octobre, p. 195.

censure la plus méthodique, la plus serrée, la plus philosophique de l'acte constitutionnel... »

« Cette analyse vigoureuse, écrite sans declamations, sans verbiage, sans emportement, où l'on trouve souvent de la profondeur et toujours une grande dialectique, est beaucoup moins connue que le libelle le plus misérable. Les journalistes se sont accordés à lui donner les honneurs du silence : les uns haïssent l'auteur..., ils ne le liront point parce qu'il s'appelle Clermont-Tonnerre ; les autres craindraient de compromettre la Constitution et leur conscience... Nous ferons à M. de Clermont-Tonnerre le reproche d'avoir attendu si tard... et d'avoir combattu si faiblement à la tribune quelques-uns des paradoxes pernicioeux contre lesquels il s'élève aujourd'hui... »

I

Il s'en prend d'abord à la déclaration des droits. De cette merveille d'incohérence, si bien intentionnée, il est un peu responsable ; un exotisme mal entendu a fait le reste. Honorent-ils la Constitution, ces dix-sept commandements ? Resserrent-ils le lien social ? Traversons l'Océan pour le savoir. Six des treize Etats-Unis ont revendiqué jadis, par une déclaration, ce qu'ils jugeaient appartenir à l'homme, au citoyen, à l'Anglais ; comme tels, les déclarants se disaient triplement lésés et s'insurgèrent. Leur manifeste part d'un peuple longtemps opprimé. Libres, les Américains rédigent une Constitution d'après leur « localité » et leurs vrais intérêts : que feraient-ils d'une déclaration, naguère de circonstance ? Au panier, les abstractions philosophiques, dessins d'architecte qu'on détruit, l'édifice achevé ! Stanislas veut-il paraître ignorer que ces abstractions-là font la déclaration française en dépit de ses origines ?

Et deux ans écoulés — deux siècles — datent terriblement la prose des Menus : le Manège l'aurait dû revoir.

« Il eut été grand d'oser s'en avouer les défauts et de la supprimer entièrement, si elle se trouvait contenir des principes incompatibles avec tout gouvernement. »

Ce « fantôme », soutien prétendu de la machine, la menace déjà : on l'a néanmoins consacré.

Une telle déclaration doit être juste en principe et n'offrir aucun danger dans l'application. La nôtre, ce, passe-partout, cette suite de maximes que le législateur s'impose de ne transgresser jamais, laisse-t-elle la société atteindre son « grand but » sans accroc aux principes ? La vérité absolue n'existe pas : qui la cherche se heurte aux différences entre la théorie

pour
 l.c
 ARCHIVES
 SECT. LEG.
 DE ROYAUME
 Le 20 Aoust 1789
 Les représentants du peuple français, constitués en assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs, afin que les actes du pouvoir législatif et ceux du pouvoir exécutif, pourvu qu'ils ne soient pas en opposition avec le but de toute institution politique, en fassent plus souvent l'objet, afin que les réclamations des citoyens, fondées sur les principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution et au bonheur de tous.

En conséquence, l'assemblée nationale reconnaît et déclare en présence et sous les auspices de l'être suprême les droits suivants de l'homme et du citoyen.

Adopté par l'Assemblée nationale par
 son préambule de la déclaration de
 droits. Ce 20 Aoust 1789.

Montmorency
 abbé de Beaumont

abbé de Beaumont

Fiteau
 G. de Villeneuve

pour

l'v. d'Anjou

PRÉAMBULE DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME

Original de la main de Mathieu de Montmorency,
 avec autographe et signature de Stanislas.
 (Archives Nationales.)

et la pratique. Voyez Jean-Jacques : Euclide de la politique dans le *Contrat social*, quel juge circonspect quand il examine le gouvernement de Pologne, tenant compte des hommes, des lieux, du temps, des préjugés ! « Constructeur habile mesurant les leviers sur les résistances, » il n'a plus la superstition du principe immuable, qui ment au peuple et à soi-même et servira toujours le fort contre le faible, malgré des exceptions que le premier n'invoquera pas en vain.

Quoi qu'en dise le préambule, l'ignorance des droits de l'homme n'a pas seule causé nos malheurs. On a cru tout ce qui s'est dit contre le despotisme : puisse-t-on n'accuser pas bientôt la liberté ! Ces droits inaliénables, cet étalon des actes du gouvernement, qu'il doit rendre plus respectés, c'est cumuler tous les germes d'anarchie que de les publier : la comparaison constante de l'acte au principe gênera. Quel juge dira la conformité de l'un à l'autre ? Qui établira la réalité des dérogations apportées aux droits de l'homme ? Le législateur, la pétition, la révolte ? Le pouvoir accusé, les opposants, chacun soutenant son point de vue, qui observera la loi ? Idée fausse, principe dangereux : émeutiers du Champ de Mars et leurs meurtriers en habits bleus, clubs prêchant la guerre civile, abbé Fauchet parlant de la loi agraire, soldats qui destituent leurs chefs, il n'est séditieux qui ne s'appuie sur la déclaration.

Et voici l'erreur solennelle : l'égalité proclamée. Sans doute, la société doit corriger les inégalités de la nature, résultant des vicissitudes humaines, et seules réelles : avec tout son temps, Clermont-Tonnerre le croit. L'égalité se réduirait-elle à posséder, avec un droit égal, des biens inégaux ? Niaiserie ! Aussitôt on parle de distinctions sociales : voilà les oligarchies déchainées au gré de la loi. L'impôt plus lourd fait le citoyen actif, « qualité si injuste à refuser, si dangereuse à accorder ». Cette utilité publique, qui couvre la traite des noirs, on l'invoquerait contre Robespierre, proposant, l'article en main, — comment ne l'a-t-il pas tenté ? — de changer la Constitution en désaccord avec la déclaration. Il nierait cette utilité, réclamerait un juge absent ou demanderait quel est ce principe auquel on déroge. Les conséquences s'appellent anarchie ou oppression, mots qui reviendront souvent.

Liberté et propriété attendent leur définition. La sûreté ne fut jamais un droit ; la résistance à l'oppression n'en est un que dans l'état de nature : car le contrat social oblige la collectivité à protéger tout citoyen qu'on attaque ou opprime, et le seul sauvage se défend de droit. Stanislas regarde comme

une erreur la résistance individuelle ; la légitime défense lui semble un pis-aller, un provisoire étranger à l'ordre public, un suppléant pour tout dire. « Il est à craindre que la résistance à l'oppression ne devienne souvent la résistance à la loi. » Le critique y voit un germe de révolte, un principe illusoire ou subversif, assertion que les troubles dont il est témoin justifient à ses yeux.

Cette souveraineté, qu'on affirme résider dans la nation, a besoin d'être définie : pour y avoir manqué, on nous a livrés au chaos. Lanterneurs et clubistes se croient la nation. On devait dire que celle-ci ne pouvait, sans anéantir la Constitution, exercer directement son pouvoir. « La souveraineté est à une nation ce que la liberté est à un individu. » Le citoyen, qui se soumet à la volonté générale, renonce à sa liberté indéfinie ; cette volonté générale, souveraine, chacun a un droit égal à la former. La liberté collective n'existe qu'aux sociétés restreintes, délibérant à tout instant : ailleurs, on en organise la suspension pour un temps donné. Si l'on a négligé d'insister sur le devoir absolu d'une grande nation de déléguer sa souveraineté, c'est qu'on s'est voulu garantir, en 1789, des corps et individus qui, accaparant le pouvoir, détruisent la liberté. Et de fait le corps législatif a tout accaparé. En somme, l'article III, arme terrible contre la Constitution, qui ne tient pas sa promesse, prête à tous les désordres. Mais voici la liberté définie : de quoi Clermont-Tonnerre se plaint-il ? La détermination légale de ce droit, selon lui, pousse au bon plaisir du législateur ; il faut constituer de sorte qu'une loi ne puisse être vicieuse : et quel cercle vicieux se ferme, quand la loi et l'individu décidant chacun du bon, du nuisible, celui-ci crie à l'oppression et résiste à celle-là ! La loi exprime la volonté générale : mais le contrat social, fondé sur la majorité, doit s'armer de précautions pour que cette majorité ne songe qu'à l'intérêt commun, déterminer le mode de formation de sa volonté, donner des garanties à l'opposition. « Ce n'est pas à la force qu'une société cède quand elle obéit à la majorité, c'est à son intérêt. » Plus de société possible pour la minorité, si l'intérêt de la majorité contrarie le sien.

Qu'en penserait Jean-Jacques ? Pour lui, la volonté du plus grand nombre ne s'exerce que sur les objets intéressant toute la société, caractère dont on s'assure en restreignant le terrain législatif à prononcer, avant les événements, sur leurs effets à venir. Nous sommes quatre-vingts à hériter du bien de vingt autres en déclarant leur propriété illégale : est-ce une loi que nous faisons ? Comment connaître le vœu général d'un grand

pays que chacun pourra contester, armé du droit de pétition ? Rabattons-nous sur la représentation : mais songez aux Danois de 1660, à leurs députés qui ont fait le roi législateur perpétuel, aux Turcs prosternés qui légifèrent indirectement, puisqu'ils laissent agir le Sultan : *indirectement* mène à tout. Les cinq sixièmes des Français, citoyens non actifs, ne sont pas représentés⁴. Que devient la volonté « générale » ? N'est-ce pas Jean-Jacques qui dit : « Tout peuple qui a des représentants n'est déjà plus un peuple libre ? »

L'article sur l'admissibilité à tous les emplois — que de fois démenti depuis, par nécessité ! — sent le souvenir d'hier et la crainte de demain : Stanislas l'effleure et s'attaque aux idées pénales. On parle d'obéir aux policiers, on parle de devoirs, et nous traitons des droits ! « Au nom de la loi », signifie-t-il « en vertu de la loi » ? Voyez un peu la bonne fille de loi, qui escompte la complaisance des coupables, leur fait un délit de récalcitrer, de s'évader, les invite à contribuer à leur propre perte ! On les arrêtera légalement : belle affaire ! Qui définira cette légalité ? Vous n'établissez que des peines nécessaires : trouvez-moi un accusé qui en convienne ! Vous présumez innocent l'homme arrêté : voilà de la procédure, et nous en sommes aux droits. Et là-dessous, que d'entraves à l'exécutif !

Heurtons la pierre d'achoppement : la liberté d'opinion. Pour Stanislas la question religieuse et la liberté de penser sont étrangères au contrat social qui veut la soumission de la minorité. Alors pourquoi en parler ici ?

« Il semble que, froissés entre la vérité et l'erreur, cédant à deux impressions contraires, nous ayons voulu choisir les mots les moins propres à exprimer notre pensée. La vérité est qu'il y avait dans l'Assemblée deux opinions bien contradictoires ; que chacune d'elles était intéressée à compliquer la discussion et à amener un résultat dont elles espéraient fixer le sens en leur faveur, lorsqu'elles auraient acquis plus de force... On s'est bien gardé de distinguer l'opinion du culte ; ceux qui voulaient liberté pour l'un et pour l'autre ont eu l'air de ne parler que de l'opinion ; ceux qui voulaient contrainte pour l'un et pour l'autre ont eu soin de ne parler que du culte. Au moment où ces derniers ont aperçu la pluralité, ils ont pressé la discussion... »

Et l'article est passé. Les définitions manquent : la loi juge la loi, la déclaration s'en trouve anéantie. La liberté légale est une pétition de principes. Faut-il accorder la liberté in-

4. 4 300 000 citoyens actifs environ, sur 26 millions d'habitants (chiffre supposé). V. Aulard, *Histoire politique*, p. 66.

définie ? C'est à la loi de défendre le citoyen contre toute menace à sa liberté, à sa propriété, à sa vie, contre les doctrines subversives. Les actes seuls la regardent, non leurs mobiles religieux. Il faudrait préciser la liberté de la presse, définir la loi, la propriété : les propriétaires se rebifferont, qui ne sont pas des citoyens actifs et qu'on n'appelle pas à consentir l'impôt mis sur leurs biens.

La Constitution se condamne par l'article « en l'air » relatif aux Etats non constitués. La critique de Clermont-Tonnerre égaie les *Actes des Apôtres*, qui lui crient en substance⁵ :

« Le peuple est souverain ! Vous prenez la liberté pour l'anarchie. La nation est juge, il n'y a plus de gouvernement, et les Français sont tous égaux. Le peuple, puisqu'il est souverain, a le droit de se contredire. »

Cet article serait faux d'une démocratie pure, un gouvernement, à tout prendre, reconnaît notre auteur, le meilleur peut-être pour une petite société, malgré la réunion des pouvoirs. Dans un tel Etat on pourrait appliquer certaines de nos pures abstractions lâchées pour quelque chose d'utile, par quoi Clermont-Tonnerre espère corriger les erreurs de la machine.

Enfin, on nous décoche la flèche du Parthe : la propriété inviolable et sacrée, qu'on ne définit pas. Résultat : nul n'est propriétaire. Vous aurez beau invoquer le droit du premier occupant, le besoin, le travail, comme Rousseau, le droit de transmission par titre, la prescription..... Il fallait proclamer tout cela ! En 89, les Communes et Target, invitant les privilégiés à les rejoindre, juraient respect aux propriétés. Cependant, ils ont dit au clergé : « Un corps ne peut posséder : vous êtes un corps. Nous, nation (un corps !) nous prenons vos possessions qui ne sont pas vos propriétés. Propriété, tel ne sera jamais le nom de ce qu'il nous plaira de prendre. Les nobles et leurs droits gênent nos amis les pauvres : nous déclarons impure la source de ces droits, nous les abolissons. Qui les oserait appeler propriétés ? » On risque, à l'avenir, de ne considérer plus comme propriété la possession de fait, par prescription, de révoquer à perpétuité les concessions « injustes » : demandez-le à M. de Valentinois, dépouillé sans opposition d'une largesse de Louis XIII. Est-il sophisme plus ironique ?

Concluons : la déclaration, rapprochée de la Constitution, est une arme contre celle-ci, qui supprime l'égalité des droits.

5. *Actes des Apôtres*, Vers. 10^{ème}, p. 13 et suiv. (je résume).

La résistance à l'oppression est inutile dans un bon gouvernement. La loi juge la loi; elle est mal définie, ce qui perpétue la tyrannie possible d'une loi mauvaise; les cinq sixièmes des citoyens⁶ sont écartés de sa confection; lui résister est qualifié crime, chose absurde. La liberté d'opinion est entravée, la propriété laissée dans le vague. Incohérence philosophique, termes inexacts, maximes fausses, voilà l'ouvrage, tout de circonstances : on n'a pas prévu le despotisme collectif.

Alors, pourquoi Stanislas a-t-il coopéré aux travaux du premier comité, sans voir les défauts du système ? Sa réponse sera simple et franche.

« Aucune éducation ne m'avait préparé à cette auguste fonction de rédiger les lois, pour laquelle Rousseau voulait une intelligence supérieure qui vît toutes les passions des hommes et n'en éprouvât aucune : je me trompais, et il me manquait deux grands maîtres, dont les leçons sont quelquefois bien chères : le temps et la connaissance des hommes. »

Ils en étaient tous là. Et ils commençaient seulement de se tromper, pour avoir lu Quesnay après Jean-Jacques, et leurs classiques avant de rédiger les cahiers. Au fait, les cahiers, qui donc y songeait encore ?

II

Jugeant la déclaration insuffisante, on l'aggrave d'un supplément : on proclame la fin des corps et ordres, on accorde à la vanité des abolitions que nul cahier ne réclamait, et voici des ennemis que l'instinct de conservation dresse contre la liberté. Appuyé sur les seuls intérêts de la noblesse, son veto devait disparaître : de là à détruire cette noblesse, quel abîme !

« Le désir d'une petite popularité⁷ l'a fait franchir, en quelques minutes, à quelques hommes qui, n'ayant jamais calculé que l'intérêt du quart d'heure, ont été conduits à l'absurde par le désir opiniâtre de flatter le peuple et de lui plaire jusqu'à la dernière extrémité. »

Et, Stanislas l'ajoute en note, cette loi du 19 juin est absurde, parce qu'elle prétend détruire « une existence d'opinion ». Les chapitres nobles, les ordres de chevalerie sont des associations libres soumises à certaines conditions, preuves de quartiers et autres : en quoi gênent-ils le droit d'autrui⁸ ? Pourquoi n'a-t-on pas invoqué, pour ou contre eux, la pro-

6. « Des Français » serait plus exact.

7. P. 183.

8. P. 186.

priété, la liberté promises ? Se dire noble n'implique aucune supériorité politique. L'établissement d'une Chambre unique amène le règne des factions dissolvantes, le despotisme par corruption, l'aristocratie tout au moins. Plus tard sans doute, on adoptera « quelques idées mitoyennes ». On créera un Sénat, entouré de moyens de résistance et de considération. Alors il faudra révoquer l'axiome : « Plus de noblesse. » Car « la noblesse, dans un grand empire, est encore l'un des moyens les moins dangereux de créer un contepoids à d'autres aristocraties. » Le 19 juin, les nobles ont sacrifié leur « existence d'opinion ». Et ç'a été, depuis, l'acharnement des poursuites contre les titres, écussons, livrées, contre l'état civil, avant la déclaration finale.

« Il semblerait, à voir cet entassement de précautions, que les ennemis de la noblesse eussent eux-mêmes voulu constater qu'ils la croient indestructible; quant à moi, qui doute aussi que jamais elle se détruise dans l'opinion, je pense qu'au lieu d'en faire une ennemie de la Révolution, on aurait pu trouver un appui à la Constitution dans l'institution de la noblesse qui, réduite à ce qu'elle est par sa nature, avait bien encore quelque avantage et quelque moralité. »

Stanislas ferme-t-il les yeux sur les circonstances et antécédents qui, joints au caractère français, ont empêché l'adaptation désirable ? Toujours est-il qu'il devine ce qui se passera dans quatre ans, après la crise, dans quinze ans, après la résurrection.

On a supprimé les corps de métiers; mais la loi des patentes ménage, selon Clermont-Tonnerre, un retour à l'ancien régime. Et quelles corporations plus redoutables que les politiques, tolérées par la Constitution ? Jacobins, Cordeliers, Feuillants menacent la « liberté » plus que ne le pouvaient faire, malgré leurs querelles, marchands et artisans. Il y a pis : on abroge les vœux religieux et autres engagements jugés contraires aux prétendus droits naturels ou à la Constitution. C'est impardonnable : nous allons, sur un adjectif, échafauder la ruine des mœurs publiques. En effet, ne plus faire exécuter légalement les vœux est bien : encore fallait-il assurer la tranquillité aux religieux qui prétendaient le demeurer. Un droit naturel, qu'est-ce là ? Pas de définition, comme toujours, et voilà tous les contrats déchirés. Permettre le mariage au clergé salarié tenu pour orthodoxe, c'est créer, en conservant l'ancienne, une nouvelle religion : inconséquence ! On devait déclarer déchu, comme prêtre et comme fonctionnaire, le prêtre romain violant la loi de Rome par son mariage, ce qui eût concilié les mœurs et la raison. Suivez

vosre religion ou quittez le sacerdoce, le respect dû aux ministres sera sauf; mais on sape en feignant de protéger. On guettait les biens d'Eglise, d'aucuns voulaient supprimer le culte°, par fanatisme janséniste, protestant ou philosophique — à vous Camus, Rabaut, Condorcet ! — ou « par suite de ce désir, naturel aux hommes vicieux, de renverser une doctrine qui condamne hautement leurs vices. La ligue anticatholique, n'osant déclarer contraire aux principes une religion d'Etat, comme le voulait Clermont-Tonnerre, — sans doute parce que le peuple ne paraissait pas mûr pour cette idée — a dénaturé par l'institution du serment la religion aux yeux des fidèles, seuls juges de leurs opinions religieuses. On pourrait objecter à ce reproche que toute la France catholique n'a pas cru sa religion dénaturée, que beaucoup de prêtres et catholiques, que l'auteur lui-même assistait à l'installation de Gobel. Mais toute vérité n'est pas opportune à rappeler, et Stanislas préfère montrer que l'intérêt, les passions au pouvoir, renoncent aux lumières : « Pour fouler aux pieds ses propres maximes, il suffit souvent de le pouvoir avec impunité. » Des maximes de la Constitution s'opposent au dogme; l'impôt cultuel paraîtra odieux. On court à l'irréligion, pas moins.

Car le mariage des prêtres est, non pas expressément permis, mais, chose pire, toléré. Quand la loi, comme en Angleterre, prescrit le mariage aux clercs, ceux-ci sont respectés : les pouvoirs civils et religieux se confondent aux mêmes mains. Chez nous, quelle hypocrisie ! Que de restrictions au droit naturel ! Que de divergences entre les lois de l'Eglise et celles de l'Etat ! C'est le sacerdoce réservé aux amis de la contradiction : un évêque, schismatique à Rome, sera orthodoxe à Paris. Un prêtre marié restera prêtre pour la loi : concubinage légal et profanation ! Le peuple méprisera un clergé « avili et vil », et deviendra la plus abominable horde d'athées ignares, capables de tout. Poursuivons : le mariage indissoluble sera détruit comme contraire au droit naturel, le mariage à terme suspect. « Défense de s'enchaîner ! » prononceront « les écoliers de philosophie qui semblent devenus nos maîtres. » Corruption, avilissement, prostitution, tel est l'effet des sophismes. Conclusion logique : « Tout engagement est contraire à un droit, car il en est le sacrifice. » Stanislas, on le voit, juge le clergé nécessaire au maintien de l'idée religieuse et la famille indispensable à l'existence de la société.

III

Voilà le pavillon; voici la marchandise.

Ayant reconnu le danger des mots¹⁰, on juge bon de « compléter », par un énoncé limitatif des droits octroyés, celui des droits promis qu'on escamote. Plus de résistance à l'oppression, ni de pouvoir législatif direct ou délégué : c'est l'aveu de l'impuissance où l'on se sent à garantir les principes. Il fallait le dire ! Quelle est cette idole voilée qu'on nous propose ? L'Assemblée s'entend cependant à lever les voiles religieux ! On opposera cette seconde déclaration à la première; la force tranchera. Les emplois proclamés accessibles à tous, on écarte les citoyens non-actifs et les princes du sang des charges à la nomination du peuple. Où sont les précautions légales pour la juste répartition de l'impôt ? On n'ignore pas, pourtant, ce que valent les haines, la prévention, la popularité. Municipalité, district, département, le corps qui décidera de la justice de cette répartition sera suspect de partialité ; le contribuable qui se croit lésé n'arrivera qu'à travers trois condamnations successives au tribunal suprême. La liberté est assurée, mais la sortie du royaume est pratiquement interdite, on arrête arbitrairement un peu partout, on persécute le culte catholique — et même l'autre, selon les lieux, pourrait-on observer; — les législateurs emprisonnent les écrivains contre-révolutionnaires et protègent les Jacobins. Ces gens qui ont établi les droits d'association et de pétition détruisent le club monarchique et renvoient les pétitionnaires aux accusateurs publics — à moins qu'ils ne les fusillent. Mais, direz-vous, l'homme et la loi font deux, la tyrannie imposée par les circonstances ne prouve rien contre les principes. Lisez l'article qui fait le législateur juge de ce qui est nuisible : la liberté, c'est son bon plaisir. Le comité de révision a senti le danger de cette souveraineté parlementaire, *mais voyant la France en mal d'anarchie, il a cherché un pouvoir fort pour y parer, dussent les principes en pâtir*. Et voilà le despotisme instauré.

On ne saurait trop insister sur cet aveu d'un membre du comité, monarchiste avéré. La force des choses, la gravité du moment, l'anarchie « spontanée », les espoirs illimités imprudemment éveillés au sein des masses, l'attitude du Roi, des privilégiés, de la vieille Elite qui se défend comme elle peut,

10. P. 199.

la faim, les clubs, les journaux, les intrigues du dehors et du dedans, la terreur enfin, la Grand'Peur qui glace ou affole vingt millions d'hommes et rôde, grondeuse, autour du Manège, ont bien plus mené les événements que ne l'a pu faire la volonté des Constituants, noyés au milieu du chaos. Ce despotisme collectif dont Clermont-Tonnerre gémit, cette assemblée omnipotente et formidable, pis-aller des jours sombres, c'est la rude planche de salut où le naufragé s'accroche, faute d'avoir mieux à sa portée. Dans huit ans aussi, on cherchera un pouvoir fort pour échapper à l'anarchie bourgeoise et jouisseuse du Directoire. On ne trouvera qu'un sabre, il faudra s'y cramponner en s'y coupant la langue et les doigts : mais le corps sera sauvé.

Si la liberté souffre, la propriété périt, au moins celle du clergé, confisquée par la nation. Grande injustice, germe d'usurpations nouvelles ! Aucune propriété n'est garantie, si des recherches historiques prouvent qu'à un moment donné elle a été affectée à un service public, et si la « nation » la réclame comme telle. Prévenir le désordre devait être la première tâche de l'Assemblée, si les mesures pratiques avaient eu pour elle quelque attrait. Bien tard on organise, sur le papier, l'assistance aux miséreux, armée de l'émeute. Clermont-Tonnerre les voudrait voir fixés au lieu de leur naissance, nourris au moyen d'un impôt ; les 80 000 livres de taxe que paye l'Angleterre ne suffiraient point en France. On a fait des phrases : on a oublié les ressources ! Une génération vient de naître, — qui réagira, dans vingt-cinq ans ; il faut l'instruire, et voilà trente mois qu'on néglige d'y songer, qu'on démoralise le peuple, rendu chaque jour moins apté à recevoir l'éducation nationale. Quel exemple on eût donné en s'occupant d'abord de l'avenir ! En se montrant indulgent aux contemporains, indifférent à des triomphes éphémères, on eût formé les enfants pour des lois meilleures et armé moins de haines contre le nouvel ordre.

IV

Clermont-Tonnerre approuve¹¹ la division en départements, conquête de l'esprit public sur les préjugés locaux et les prétentions provinciales, ces obstacles à l'unité de code et de Constitution. Cette réforme a été bien reçue parce qu'on n'a sacrifié les intérêts particuliers qu'à l'intérêt général. Sta-

11. P. 214.

nislas, outre qu'il semble oublier les concessions faites aux habitudes traditionnelles, ne voit pas que l'intérêt prétendu général n'est en l'espèce que celui de Paris, foyer de l'incendie. Trop tard, les Girondins jetteront le cri d'alarme : ils payeront de leur vie une dénonciation inopportune. Est-ce à dire que tout soit parfait, pour Clermont-Tonnerre, dans l'échiquier des métaphysiciens ? Séparés les uns des autres, ces départements autonomes ont leurs évêques, leurs administrateurs : qu'ils fédèrent, à l'intérieur de leurs étroites limites, tribunaux et gardes nationales, voilà quatre-vingt-trois petits Etats susceptibles de se détacher chacun du corps national, sans inconvénient que pour celui-ci. Il aurait fallu enchevêtrer les services en faisant des divisions différentes pour chaque branche, afin qu'aucun département ne pût subsister par soi-même. Cet enchevêtrement, c'est l'ancien régime : l'auteur ne paraît pas s'en apercevoir.

Il reprend ses attaques. Le corps législatif se réserve le droit de naturalisation, empiétant sur l'exécutif et sortant des généralités pour s'occuper des cas particuliers. *Maintenir* la Constitution est une mauvaise formule de serment civique ; il ne s'agit pas d'un dogme intangible. *Obéir* serait le vrai mot. Autrement, la liberté d'opinion est à la peine. J'écris contre une loi : des grincheux m'accuseront toujours de ne maintenir pas la Constitution. Et pour la maintenir, que de persécutions, que d'arrestations arbitraires ! La mainmise de l'Assemblée sur le pouvoir municipal trouve grâce aux yeux de Stanislas, désireux qu'il est de parer au désordre, aux obstacles que la gent turbulente des mandarins et bas politiciens, embrigadés aux corps administratifs, multiplie contre le pouvoir central.

V

Ce pouvoir central, ces pouvoirs publics, se fondent¹² sur la souveraineté chimérique de la nation « une et indivisible ». On ne réunit pas cependant tous les citoyens ; ils forment des sections qui délèguent chacune leurs élus. L'inapplicable indivisibilité sera le prétexte des rébellions contre les lois votées au nom des délégués partiels : cercle vicieux s'il en fut. Par crainte de se rétracter, on énonce un principe faux, on s'habitue à tromper le peuple avec des mots qu'il n'entend pas.

12. P. 224.

Le jargon philosophique, les mouvements populaires, le sentiment des torts du gouvernement ont fait la Révolution. Les députés ont senti qu'ils pouvaient parler de même en traitant, sans mandat, de la Constitution : la terreur et la force ont entraîné des adhérents, mené l'ouvrage à bout. Au peuple, qui n'y est pour rien — il y était bien pour quelque chose — de condamner ou d'approuver : il ne saurait recevoir la loi d'un corps qui s'est créé ce qu'il se dit : « Ce langage serait effrayant, il s'appuierait sur nos principes, il serait la répétition de ce que nous avons dit à l'ancien régime. » Il a fallu reconnaître tout ensemble et anéantir la souveraineté nationale, en défendant au peuple, réuni en sections, de s'expliquer. Aux abstractions s'oppose un danger réel : gare à l'insurrection, si l'électeur juge le travail mauvais !

Or, la Constitution « représentative » substitue le pouvoir des pseudo-représentants à celui du peuple, condamné à leur obéir : les mandats impératifs se trouvent détruits. Et l'on sait le respect de Clermont-Tonnerre pour les mandats impératifs ! Jamais la nation n'obtiendra de ses élus la destruction d'une œuvre qui les fait omnipotents, et dont la nature même rend impossible l'acceptation publique qui la validerait. On nous parle d'un gouvernement « monarchique » : pour le vulgaire, ce terme suppose un monarque armé de pouvoirs. A-t-on donné toute l'action publique à ce timide fonctionnaire couronné ? Nous verrons tout à l'heure que non. La délégation du pouvoir judiciaire choque Clermont-Tonnerre. Le dogme dit : « Vouloir et agir. » Le législatif veut, l'exécutif agit : jurer, c'est agir. L'inamovibilité parant au danger d'une dépendance absolue, il faut qu'une influence, réglée sur le choix, établisse une dépendance de délégation. Cette influence, la crainte l'ôte au Roi. Ne pouvant donner aux juges figure de représentants, on fait d'eux pratiquement des délégués du corps législatif. Voilà l'ordre naturel interverti, sans parler des inconséquences.

Le pouvoir législatif est donc tout : quel assaut il va subir !

Une Chambre unique¹³, élue pour deux ans, le constitue.

« Toutes les passions s'étaient réunies contre l'idée de deux Chambres : on supposait des vues d'intérêt à ceux qui défendaient ce système ; on les avait désignés, comme des ennemis publics, à cette partie du peuple que l'on faisait coopérer, par ses menaces et ses excès, à la formation des lois... Une expérience de deux ans a convaincu tous les bons esprits des dangers d'une Chambre unique. »

L'expérience n'est pas finie... M. de Prunelé¹⁴ vient d'écrire *Sur les législatures et les conventions nationales*¹⁵. Stanislas a lu l'ouvrage, méditant avec l'auteur sur les maux des révolutions périodiques, des changements de Constitution, des atteintes à l'exécutif, de cette « facilité de sauver les coupables et de punir les innocents » déjà trop remarquée, des lois précipitées, multiples, incohérentes, de l'impuissance du trône ou, par réaction, de son soudain absolutisme. Il conclut : « Une seule Chambre sera éternellement despote ou esclave. »

Car une nation, en se constituant parce qu'elle se sent trop nombreuse, crée divers pouvoirs : si l'un a toute autorité sur les autres, il remplace et asservit la nation. Le bonheur public veut une balance. Le peuple, individualisé, doit agir comme un seul homme. L'individu, par nature, veut et agit, c'est là sa vie. Qu'un corps constitué en fasse autant, il devient souverain, sa vie supplante celle de la nation. Il faut séparer les pouvoirs rendus indépendants : le législatif n'exercera jamais d'action, ni l'exécutif de volonté. Unité ici, là division. La nécessité s'impose de fonctionnaires responsables : une seule Chambre agissante fera de l'exécutif une machine. Le Parlement ne doit produire que des lois, visant des généralités, non des circonstances, et sans acception de personnes : sa division l'empêchera de s'écarter de ce chemin.

« Un corps unique voudra toujours agir, et une fabrication perpétuelle de lois, c'est-à-dire de volontés générales, abstraites et applicables à des cas prévus, est une absurdité en politique. Toutes les passions auront accès dans un corps unique, les circonstances le toucheront et l'ébranleront, les hommes l'irriteront ou le flatteront, il sera souvent tenté de produire des volontés sur les hommes et sur les circonstances, ce qui répugne au but et à l'institution : si rien ne peut arrêter son action, il n'y aura aucun moyen constitutionnel de le forcer à rentrer dans ses limites. »

Le peuple ne peut que recourir à l'émeute. Que le Roi triomphe, nous marchons au despotisme. Les formes dilatoires se heurteront à une majorité qui dénoncera l'opposition comme vendue au Roi et coupable d'écrits incendiaires. L'acte le plus illégal fera loi si cette majorité l'adopte. Des orateurs vendus pourront, avec le Roi et la majorité pour complices, supprimer l'opposition...

Les faits sont là. Depuis trois ans, la Constituante a été

14. Le vicomte Auguste de Prunelé, ex-capitaine de dragons, député sous la Restauration.

15. B. N. Lb ³⁹ 5123. In-8°.

tout, n'a marché qu'avec les circonstances. En 1789, on ne parlait que de sujets. Mirabeau, dans son adresse sur le renvoi des troupes, insistait sur l'action *concertée* du Roi et de l'Assemblée.

« En 1791, on est rappelé à l'ordre pour le mot de sujet dont l'orgueil est révolté : on admet et l'on consacre comme principe que l'Assemblée nationale n'a pas besoin du Roi pour faire la Constitution. »

C'est sans doute, pourrait-on répondre à Stanislas, parce que le prince n'a parlé de Constitution que contraint et forcé, parce que sa duplicité, expliquée ou non, est indéniable, parce qu'on se souvient de la séance royale, du ministère des Cent heures, du banquet des gardes, si mal interprété, et que Varennes crie méfiance. Il n'en reste pas moins qu'en avril on proclamait la nécessité d'un décret pour rappeler le monarque éventuellement sorti de France, et qu'en juin il était prisonnier, suspendu pratiquement de ses pouvoirs, qu'on décernait des peines contre les attentats à la liberté d'un citoyen, des éloges à qui lésait la liberté du Roi. Les soldats pourront aller aux clubs : c'est la fin de l'armée. Mais les insurrections militaires effrayent : on perpètre contre elles une loi atroce si elle n'était inexécutable. Tout cela tient non seulement aux individus, aux circonstances, mais encore à la Chambre unique, obstacle à la responsabilité des agents. Odieux à la majorité ou coalisés avec elle, les ministres seront accusés ou dégagés, vice qui rendra la Constitution intolérable.

Cependant cette Chambre ne dure que deux ans, disposition d'apparence sage, destinée à renouveler souvent un organe corruptible. Un gouvernement vicieux vaut mieux que pas de gouvernement du tout. Deux ans, c'est l'inexpérience perpétuelle, l'avidité des hommes nouveaux. Voici l'Assemblée renouvelée de plein droit : défense au Roi de la dissoudre ! Qu'est-ce qu'une monarchie où le monarque ne s'occupe pas des élections, où on semble le présenter comme l'ennemi de la Constitution, devenue à ses yeux un obstacle au lieu d'un soutien ? Convoquer l'Assemblée, c'est exécuter la loi : l'exécutif, c'est le Roi ; les articles suivants n'assurent-ils pas la convocation par lui ? On craint une dissolution : n'est-ce pas le moindre danger, si l'on veut avoir le « vrai » vœu du peuple sur une loi que le Roi refuse ? Permettez aux députés sortants d'être réélus, vous aurez la vraie balance, qui diminuera le risque de la Chambre unique. La réélection des chefs de parti a fait peur, le droit de dissolution aussi, qui fortifiait le

Roi. Stanislas ne voit pas la fausse position du monarque en présence des députés réélus, condamné qu'il est en quelque sorte par la voix publique, humilié de sa défaite, dépouillé de son prestige. Il ne voit pas l'intérêt du prince, sa force en pays constitutionnel esclave de l'opinion : être placé en dehors et au-dessus des partis comme un point de ralliement, comme un symbole vivant, héréditaire, de l'Etat et de ses destinées.

D'où, par où viennent ces nouveaux maîtres¹⁶ ? Ils sont 745 : on en donne 247 au territoire, 249 à la population, autant à la contribution. La triple base, dont seul le dernier élément intéresse un moderne, semble juste à notre auteur. Par malheur, l'argent, dès 1791, s'oppose aux hommes. — On aurait pu, diraient certains de nos contemporains, donner des sièges aux départements selon leur ancienneté d'incorporation au royaume, assurer aux vieilles régions indigènes, Normandie, Champagne, un avantage sur les régions récemment naturalisées, Corse, Lorraine ducale, Flandre : Stanislas va songer à quelque chose d'approchant. Mais la « terre des morts » n'est pas encore cultivée : on en souffre, on la foule ; contre le Gascon et l'Auvergnat, on croit avoir inventé le Français ; on se persuade qu'il y a une France, partout la même, personne vivante avec ses os, les paysans déchaînés, ses muscles, les gardes nationales, ses nerfs surexcités, les Jacobins, sa tête, l'Assemblée. Le Roi, sans qui, hier, il n'y avait pas de France, n'est plus qu'un lourd chapeau à panache : demain, la tête échauffée le jettera bas. Le péril commun, aux frontières, à l'intérieur, réalisera pour un temps cette utopie : une France où Hazebrouck et Perpignan se sentiront plus près de Paris que de Bruges et de Barcelone. Clermont-Tonnerre, qui croit à cette France unifiée, ne peut trouver dans la distinction entre départements qu'une bonne raison de leur rappeler qu'ils tiennent à la nation, au moment où certaines circonstances pourraient les amener à s'en isoler.

VI

Le support¹⁷ visible de cet édifice géométrique, le piédestal du Peuple-Bloc, c'est l'assemblée primaire. Il y a bien, au-dessous, les fondations, qui sont, en grosseur, au monument, ce que le corps est au chef. Ces assises souterraines, que la déclaration des droits avait fait surgir, la peur les a écrasées sous

16. P. 258.

17. P. 260.

la pierre blanche qui parade au soleil. Reconnaisant la dérogation, Stanislas approuve le système : il juge nécessaire, dans un grand pays, de restreindre les droits politiques aux individus qui offrent en garantie un intérêt personnel conforme à l'intérêt social, dont la propriété fait partie intégrante ; témoins la Grèce, Rome et Genève. « Tout cela est né de la nature des choses et de l'intérêt des sociétés. » Les propriétaires sont virtuellement les « habitants primitifs » : A eux les droits politiques, sous peine d'être submergés par la masse des sans-avoir, qui détruira la propriété, ce droit imprescriptible ! Outre sa liberté individuelle, le propriétaire défend son bien : il a intérêt à faire des lois justes pour tous. Clermont-Tonnerre semble persuadé qu'il n'en sera jamais autrement... Il va plus loin : cet écu, ces trois journées de travail, qui constituent le cens électoral, l'inquiètent :

« Il n'est pas une faction qui ne puisse à ce prix porter aux élections une cabale formidable... Ce ne sont pas des citoyens présentant une garantie de leurs intentions que des hommes qui payent un écu par an au trésor public. »

La monarchie selon la Charte tiendra dans cette phrase, qui crie : « Silence au pauvre ! »

Stanislas prévoit-il l'invasion des métèques, leur influence sur nos destinées politiques, le danger d'une dépossession, d'une dénationalisation pacifique, au profit d'étrangers que l'idée française aura rendus patriotes hors de leur patrie ? Ou songe-t-il aussi à sa caste ? Écoutons-le crier méfiance :

« A la condition d'être propriétaire, j'aurais désiré que l'on ajoutât celle d'être fixé dans le pays depuis un nombre déterminé de générations. On s'attache à sa patrie par deux moyens, la propriété et l'habitude : il est juste d'accorder aussi une influence politique à celui qui, fixé dans un pays depuis plusieurs générations, se trouve attaché par plus de liens à l'avantage de sa patrie ; ce principe est justifié par la raison. Si l'on est un citoyen par sa possession, qui ne serait pas défendue si le nœud social se relâchait, on est encore plus citoyen par une longue habitation, par de nombreux rapports de parenté, par l'héritage de considération que l'on a reçu de ses pères : cette manière d'être Français depuis longtemps, d'être plus Français qu'un autre, d'avoir donné plus de sang ou de travail à sa patrie, est une sorte de noblesse naturelle, civique, qui se confond avec l'amour de la patrie, parce que le respect qu'on lui porte, les avantages qu'on lui accorde, partent d'un véritable orgueil national, et ne sont qu'un culte rendu à cette patrie, dans le sein de laquelle on acquiert des droits à l'estime, par une habitation constante, en s'identifiant à elle... C'est à cette échelle patriotique que je voudrais qu'eussent été mesurés les droits politiques... J'aurais encore désiré que les célibataires fussent exclus des droits politiques. S'il est

un moment où cette loi fut utile, c'est sans doute celui où la corruption réfléchie du siècle a multiplié scandaleusement cette espèce d'hommes... Plus de pères de famille dans l'Assemblée nous eussent évité bien des maux. Je crains peu l'homme qui ne peut pas proposer une mauvaise loi sans qu'elle pèse sur sa femme et ses enfants¹⁸. »

Ce ne sont pas les célibataires, ce sont les « accusés » qu'on exclut. Stanislas ne doute pas qu'on n'en multiplie le nombre, dans l'intérêt des factions acharnées contre des adversaires gênants. Il juge bon de fixer le total des électeurs à désigner d'après celui des votants, par crainte des « cabales ». De ces délégués de la masse primaire, on exige un cens plus élevé. Clermont-Tonnerre, qui le trouve trop faible, y reconnaît néanmoins une dérogation aux droits de l'homme. Mais il y a des dérogations « raisonnables ».

Nos électeurs réunis¹⁹, on les oblige à choisir leurs députés parmi les éligibles du département : c'est limiter sans intérêt le droit du peuple. Que parmi ces élus se trouve un juge, il sera, pour la durée de la législature, suspendu de ses fonctions : les tribunaux se verront désorganisés. Le juge appartient à ses plaideurs : quelle justice à leur égard ! Il dépend des justiciables qui l'élisent, c'est mal ; il sera plus encore leur homme s'il peut devenir leur député. Allez donc plaider devant lui contre un politicien influent, contre une forte tête de club ! Déclarer les députés rééligibles une première fois pour deux ans, et ensuite, après l'intervalle d'une législature, c'est amorcer une chambre quadriennale : quel danger que cette réélection possible, si le droit royal de dissolution ne la contrebalance !

D'ailleurs, ces députés n'en sont pas moins censés représenter la nation et n'auront pas de mandat impératif. Stanislas a compris que l'Assemblée émane des bailliages, à son avis distincts de la nation ; ces bailliages réclamaient une Constitution ; c'est au peuple de l'accepter ou de la refuser avec son caractère représentatif. L'interdiction des mandats ne devrait pas s'appliquer à la prochaine législature : le mandat, c'est la laisse au col du député, et quel chien, consulté, ne réclamerait l'abolition de la laisse ?

Rousseau séparait la souveraineté du pouvoir législatif : qu'eût-il dit de ces trois ans de législation à jet continu ?

« C'est un rapprochement bien intéressant pour la raison, mais bien affligeant pour nous, que celui de notre conduite avec les préceptes de

18. P. 268.

19. P. 270.

l'homme que nous avons déclaré grand et que ses détracteurs accusent souvent de nos fautes. »

Stanislas lit dans le *Contrat social*²⁰ que Lycurgue abdiqua pour légiférer, que Rome pensa périr par la réunion des pouvoirs aux mains des décemvirs, encore que ceux-ci eussent recours au plébiscite. Il est donc nécessaire d'en référer toujours au peuple libre : et ce peuple, on l'enchaîne. Dans deux ans, il se déchaînera et, pour un temps, sera censé contrôler ses élus.

En attendant, il les choisit.

Qui règlera la tenue des assemblées primaires et électorales ? On défend ce qu'on ne peut empêcher : on n'a pris aucune précaution contre les essais d'autonomie locale. Statuer des droits politiques des individus, c'est faire acte judiciaire, appliquer la loi à un cas donné : qu'ont à voir ici les assemblées électorales, le corps législatif ? Une demi-justice décide bien que les tribunaux statueront sommairement : mais puisqu'on traque partout l'influence du Roi et de ses agents, que ne traite-t-on ainsi les élus ?

« On confond si souvent la nation avec l'Assemblée nationale et même avec une assemblée quelconque, qu'il semble que toutes les conquêtes des corps constitués sur le Roi ou sur les citoyens soient des acquisitions nationales. »

Car les triomphateurs du jour se gardent du haut et du bas, et s'entendent, dans leurs fonctions, à exclure qui leur déplaît, à s'agréger qui leur convient. Rappelez-vous la députation du bailliage d'Amont, repoussée de la chambre de la noblesse pour les mêmes opinions qui la firent admettre à l'Assemblée. C'est la fin de l'opposition, l'omnipotence de la majorité.

Elu loyalement ou non, le corps législatif se réunit d'office le 31 mai. En France, en 1791, c'est dangereux. Clermont-Tonnerre songé à la désertion des gens paisibles qui abandonnent la place aux violents ; ces quelques députés de l'ouverture, fausse image du pays, constitueront au besoin une oligarchie, capable de détruire la royauté, d'instaurer un nouveau despotisme. Ils jurent de « vivre libres ou mourir », serment d'allure hostile au Roi « qui n'est pas seul dangereux pour la liberté » et représente, pour notre auteur, la nation aussi bien que l'Assemblée même. Et pourquoi réserver aux législateurs ce serment dont la place est aux assemblées primaires, à défaut d'une familiarité suffisante avec la liberté.

qui en dispenserait ? Mieux vaudrait jurer de n'opprimer jamais celle-ci. « Vivre libres » suppose des gens menacés ; « mais le corps législatif ne viendra pas tous les deux ans faire une révolution ». — On en fera une pour lui, dans moins d'un an, où Stanislas périra. — Voici encore un serment (la multiplication les affaiblit) : ne rien proposer de contraire à la Constitution. Et le droit de la modifier ? Au reste, ces gens se taillent la part du lion, se disent inviolables, rompant la balance des pouvoirs, puisqu'ils peuvent accuser les ministres sans l'aveu du Roi ; mais on a besoin d'eux pour procéder contre un des leurs, même en flagrant délit, alors qu'en Angleterre ils ne sont inviolables qu'en matière de dettes. Joignez-y que c'est là fonction judiciaire, vous trouverez encore à la peine l'intangible Constitution.

VII

Dans l'autre plateau, il y a le Roi : *sed quantum mutatus ab illo !*

Inviolable et sacré, sur le papier, on pourra dans certains cas le détrôner. Affaire de circonstances : les fidèles de 1789 sont devenus les souverains de 1791. Qu'est-ce que cette « nation » contre laquelle le Roi conduira son armée, geste par où il est censé avoir abdiqué ? Une portion révoltée du peuple ? C'est un devoir de la réduire. Toute la France ? Quel conte ! — Même après Varennes ? — Une notable partie du pays, le monarque s'appuyant sur l'autre ? Quel juge, que la force, pour désigner la vraie nation ? Le corps législatif le dirait, mais il ne manquera pas de déclarer le Roi rebelle et d'usurper la souveraineté. Le prince en fera autant, le succès tranchera. Loin de nous, lois de circonstance, muettes au milieu des armes !

Ce Roi s'entoure de ministres responsables, qu'un article de la Constitution soustrait à son autorité en leur permettant de continuer leurs fonctions malgré lui, de former un conseil exécutif divisant le pouvoir royal (principes, où êtes-vous ?) et à l'Assemblée de gouverner sous leur nom, de remplacer dans l'opinion une royauté anéantie. La responsabilité individuelle des ministres, c'est l'anarchie : chacun ayant son système, tous deviennent les instruments d'une Assemblée intéressée à perpétuer la situation. La République n'a échoué, après Varennes, que par des combinaisons du moment, par des calculs d'ambition, par la nullité des deux premiers rôles

— Stanislas vise Condorcet et Brissot. — Cet article isole les uns des autres un Roi porté à la défiance et des ministres ambitieux, vendus peut-être au corps législatif et conspirant contre le monarque. Autour du palais, sûreté douteuse, dix-huit cents hommes composent la garde du prince ; on leur défend tout service public, on les écarte des troupes de ligne, on leur donne un faux air de valets armés : toutes marques d'inquiétudes mesquines. Admirez cette poignée de soldats, terreur de vingt-cinq millions de Français !

Que le Roi s'absente, abdique ou meure, laissant le trône à un mineur, il faut risquer une régence. On s'arme à cet effet de dispositions utopiques, que Stanislas a critiquées. Cet héritier, en qui s'incarnait, hier, l'avenir d'une nation, voilà quatre siècles et plus qu'il portait le titre héraldique de Dauphin, faisant du fief d'Humbert II l'ainé des fiefs de France. Au mot « gothique » on substitue le vocable banal et plat de prince royal, au grand dam du traité de 1344. « Il ne fallait peut-être pas mettre l'accomplissement des traités au rang des servitudes abolies. » Près de l'ex-Dauphin se groupent les ex-princes du sang, aujourd'hui « princes français » qui (tant pis pour les droits de l'homme) ne demeurent pas les égaux des autres citoyens.

« En leur conservant un titre, on a employé une forme ridicule et bizarre. On n'a pas voulu voir que l'habitude et une certaine convenance dans le choix des mots constituent une grande partie du respect qu'obtiennent les titres purement honorifiques. »

Il s'agissait bien du respect des titres !

Sous le pâle monarque, que peuvent les ministres ? Les membres de l'Assemblée, constitutionnellement exclus du cabinet, se trouvent opposés au prince qu'on isole, à qui l'on défend d'accorder sa confiance aux hommes qui ont la confiance publique. « La jalousie n'entend rien. » C'est la crainte, non la jalousie, qui est sourde : Stanislas le sait, s'il ne le dit. Le ministre, pour les hommes du Manège, ce sera toujours un Breteuil, un maréchal de Broglie, valet de l'absolutisme, fléau permanent à combattre. Parce qu'on a souffert des mauvais ministres, on n'en conçoit plus de bons. Parce qu'on s'inquiète des bruits persistants qui circulent sur les rapports avec la cour de feu Mirabeau, de Virieu, de Malouet, de Barnave maintenant et de Clermont-Tonnerre lui-même, on ne suppose que corruption chez des ministres éventuellement issus de l'Assemblée, et on les étouffe dans l'œuf. — Restent les gens du Roi, suspects comme tels, et qu'on enchaîne : on

les exclut, singulier privilège, des poursuites criminelles, sauf décret contraire à intervenir. Que devient le droit de la société, de demander des comptes aux fonctionnaires ? Envisagez la coalition probable d'un ministre ambitieux avec l'Assemblée à Chambre unique : vous verrez à leur suite la tyrannie, ou l'anarchie s'ils se combattent. Il fallait un pouvoir régulateur, mais la balance est faussée, l'aiguille affolée ; l'un des plateaux sans cesse alourdi écrase la machine ; l'autre, que rien n'équilibre, se brisera demain dans le détraquement final.

L'omnipotence de l'Assemblée ! C'est le grand grief de notre homme²¹. Les nouveaux maîtres, qui ont tout réglé sans contradiction, monopolisent le despotisme. Le veto du Roi cède à trois assauts : le corps législatif, armé de l'urgence, peut tout précipiter. Il règle les impôts ; il tient à discrétion la fortune publique, il peut aliéner les propriétés nationales ; il use de la responsabilité sans réciproque contre les ministres, ses commis. Il dispose de l'armée, de la justice aussi, par la haute cour, son docile instrument. Il juge de l'éligibilité, de la validité des scrutins ; il applique ses propres lois, dominant de haut l'exécutif désarmé, prononçant entre le Roi et les corps administratifs que le Roi aura suspendus. Ce pouvoir exécutif, il l'exerce, naturalisant les étrangers, décernant les honneurs, réglant la guerre et la paix. Tout-puissant contre la Constitution qu'il peut changer à son profit et violer sans vergogne, quitte à risquer l'anodine suspension, ou une insurrection populaire que les baïonnettes du Champ de Mars réprimeront, il annihile corps judiciaires, administrations, assemblées électorales et primaires. Il peut s'ajourner, légiférer toute l'année : il n'est force qui ne se brise contre cette toute-puissante et bavarde aristocratie.

Un Roi entreprenant peut acheter l'Assemblée et ses sup-pôts : ministres, bureaucrates, juges, citoyens, soldats. Un Roi faible leur obéit. Au total, comme devant, le peuple demeure muselé. Et la muselière s'appelle Constitution. Interrogez le Roi²², soi-disant chef de l'exécutif, qui, ne dirigeant ni l'administration ni l'armée, attachées aux législateurs, ne défend pas davantage le royaume, puisque l'Assemblée s'adjudge négociations et traités. Il aura vite fait de vous dire ce qu'on lui laisse : quelques ambassadeurs à désigner, quelques colonels et amiraux à nommer, en se gardant de déranger, au profit des valeurs, la mécanique légale de l'avancement ; quelques ronds-

21. P. 317.

22. P. 336.

de-cuir à caser, à la marine, aux tribunaux, au fisc (à la Monnaie on frappera son effigie sur les pièces, afin de pouvoir prétendre que l'original existe); des brevets, des commissions à signer, à délivrer aux fonctionnaires; des pensions, des pourboires à solliciter pour ses agents, quitte à se les voir refuser par décret. Il ne peut donner d'argent à personne, car on craint la corruption. En résumé, les droits d'un Grand-Greffier : voilà la trouvaille du comité de révision, — Stanislas en était. L'exécutif sera dévoré par l'aristocratie intégrale des avocats, à moins de la corrompre, et de faire payer à la nation, éternelle bête de somme, le despote séducteur et ses muets achetés.

VIII

Nos gens légifèrent à toute volée. Ils s'ameutent et font des phrases sur des questions capitales : ateliers de charité de Bar-le-Duc, transfert provisoire du département du Puy-de-Dôme au palais de la ci-devant cour des aides de Clermont, indemnités à des particuliers, don de douze cent livres, sur les biens des Jésuites, aux Oratoriens de Salins, délivrance de fusils aux gardes nationales : toutes besognes bonnes pour l'exécutif, confondu sans cesse avec le pouvoir opposé. Cela est « vide de sens, imbécile, fou, » comme de faire dire au Roi qu'il « veut et ordonne » que les ministres se passent de lui et qu'on récompense les limiers de Varennes. Gouvernez, si vous pouvez, esclaves de la lettre ! Le Roi peut, provisoirement, suspendre les administrateurs : le fera-t-il si leur faute profite au corps législatif ? Quel ministre, révoquant au nom du Roi l'administration qui refuse d'exécuter un décret ministériel, ne serait infirmé par le Manège ? Rares et faibles, les corps judiciaires seront accablés par les administrations : les plus forts envahiront tout, empiétant sur le militaire au nom du patriotisme et forçant le Roi de céder. Car l'exécution des lois est affaire non de mots, mais de dispositions de forces et de combinaisons d'intérêts : ceci pour l'intérieur. Au dehors, l'illusion d'un pouvoir royal, qui ébauche les traités et amorce les guerres²³.

Contre ces abus, une justice bien organisée offrirait quelque abri : et la justice n'est pas réellement constituée ! Il fallait, sans rien laisser à la sagesse des législateurs à venir, assurer,

selon Stanislas, la liberté en réglant tout d'avance. L'Assemblée l'a senti, et les défauts de son système, mais s'est bornée à des indications.

Au bas de la hiérarchie²⁴, on trouve le médiateur : idée morale, personnage sans force. Qui le respectera, chez un peuple corrompu ? Déjà il ne donne plus qu'un certificat de comparution, au lieu du procès-verbal détaillant les dires des parties et l'avis du tribunal. Au-dessus siège le juge de paix, utile invention, mais qui nécessitera une surveillance de tous les instants : s'il allait excéder sa compétence ! Il faudra fixer ses fonctions, ou elles seront dénaturées. Les juges temporaires élus, qui sentent l'incompétence, la docilité aux meneurs du troupeau électoral, n'offrent aux justiciables aucune garantie de nombre, d'attributions ni de mode d'appel. Tout dépendra des législateurs, non du Roi. Ni délégués, ni représentants de l'exécutif, tels sont les juges ; par surcroît, on les déclare non rééligibles²⁵.

Le jury est une bonne institution mal adaptée. On devait tenir compte de l'inégalité sociale, garantir à l'accusé des juges qui fussent ses pairs en profession, en fortune, en condition. Mais si le riche juge le pauvre et réciproquement, quel champ ouvert à l'oppression, aux haines de classe ! Nul ne songe à l'éducation de ce peuple, forcé de quitter ses affaires pour venir au jury entendre un accusateur public docile au vœu d'une majorité qui l'a élu pour un temps. Ce n'est pas tout : juges et accusateurs passent, les commissaires du Roi restent, inamovibles, indépendants du prince, maîtres des tribunaux temporaires successifs. Confondus en pratique avec les accusateurs publics, leurs rivaux naturels, quelle entorse ils donnent au système ! Si Clermont-Tonnerre ne trouve rien à dire du tribunal de cassation pris en soi, il ne voit dans la haute cour, « commission meurtrière à laquelle le corps législatif ordonne des exécutions » — nous sommes en 1791 — qu'un instrument de ce même tribunal : les juges de cassation dépendants de l'Assemblée, les jurés élus par les électeurs de celle-ci, ennemis-nés, partant, de l'exécutif et de ses agents, voilà les éléments qui le composent. Les jurés seront forcément aux mains des juges, plus rompus aux affaires. Une fois de plus, le corps législatif domine, interprète, explique tout à grand renfort de décrets, et voit encore sa toute-puissance renforcée d'usurpations sur l'autre pouvoir.

24. P. 355.

25. P. 371.

Mais il y a la Liberté, nouvelle idole que les mots encensent et que blasphèment les actes²⁶. On arrête sur un mandat de police, sur une ordonnance de juge ou un décret législatif d'accusation : tout comme hier, sauf cette dernière formule. Et Dieu sait si l'ancien régime a la conscience chargée d'arrestations arbitraires ! On éludait la vieille loi, dites-vous ? On éludera la nouvelle. L'obligation de relâcher sous caution, dans des cas prévus, est à la merci des législateurs, qui l'étendront ou la restreindront à plaisir. Et les droits imprescriptibles ? Rassurez-vous : on verra les prisonniers. C'est peu ; il faut que chacun puisse consulter les registres d'écrou, et que la police, mère de toute tyrannie, soit exactement réglée : on n'en a rien fait.

La liberté de la presse est-elle mieux établie ? La loi qui la régit rappelle l'inquisition, ses termes vagues n'annoncent rien de bon. Défense « d'avilir à dessein » un corps constitué : où finit la censure, où commence l'avilissement ? Défense de provoquer la résistance aux actes des pouvoirs publics : et le droit de résistance à l'oppression ? Voilà la tyrannie constitutionnelle organisée : une législature pourra suspendre impunément la réunion des assemblées primaires, condamner les réclamants pour désobéissance. « Calomnier volontairement la probité des fonctionnaires », qui définira cet acte ? C'est la porte ouverte à l'inquisition, à l'anarchie. Pour les mœurs publiques, on n'a rien tenté : on laisse tout à la police.

Dans ce chaos²⁷ de lois mal ébauchées, la force armée peut seule maintenir quelque apparence d'ordre. A la garde nationale revient ce rôle : pour l'organiser, on s'y prend si mal qu'on donne, au fond, à chacun le droit illimité de port d'armes, sans voir que des hommes à fusils, soldats du district ou de la municipalité, selon le moment, commandés en fait par des civils, qu'ils mépriseront comme des Français armés savent mépriser de vulgaires bourgeois, se riront de l'écharpe de M. le Maire ; perpétuel obstacle à l'action de la prétendue force publique, ils se lèveront contre l'impôt, contre les lois sur la circulation des grains, contre tout acte ou geste qu'ils jugeront blessant pour leur clocher. On brandit, pour les rassembler, les paperasses de la réquisition légale : les voilà encore livrés à l'arbitraire du corps législatif, susceptible de les armer, au nom de la Constitution, contre le Roi. Et c'est du Roi que ces bachi-bouzouks dépendent, quand le péril est aux

26. P. 376.

27. P. 384.

frontières. Qu'il essaye de les faire marcher, de leur ôter leur invincible défiance de l'exécutif ! Qu'on leur ordonne de démolir les faubourgs d'une place apparemment non encore menacée : entendez-vous protester les habitants ? Il n'est municipal à écharpe qui ne fasse arrêter le travail. Avec l'esprit d'indiscipline qu'on leur connaît, les gaillards lâcheront le galonné de la ligne, le bourgeois à épaulettes qu'ils ont mis à leur tête ; ils ne verront que l'homme de la ville, « l'appareil de la loi ». Et la place tombera prématurément, faute de précautions prises en temps utile.

A l'intérieur c'est bien pis : la réquisition de la force publique, dévolue aux officiers civils, choque le principe des trois pouvoirs. Agiront-ils en dépendance de l'exécutif, si le législatif leur donne droit de requérir ? Le Roi peut déclarer un département en état de siège : une ville, non. Bien entendu, il avertira, convoquera l'Assemblée, comme si elle pouvait agir sur une révolte dont la répression regarde l'exécutif ! Faut-il pas mêler à tout les nouveaux maîtres ? Un code militaire est indispensable : le Roi ne sera pour rien dans sa rédaction. Ici encore, le dernier mot est à l'Assemblée ; à elle seule obéit la force publique.

Mais parlons d'argent. Nous en manquons : tout le mal vient d'en avoir gaspillé. Pour Stanislas, on a confondu les deux pouvoirs du Roi, le royal et l'exécutif. Par ses agents responsables, le prince, comme tel, est irresponsable et libre²⁸. Si on l'avait compris, on eût fait du monarque non un premier commis, pour parler comme Robespierre, mais un co-législateur. Clermont-Tonnerre méprise la contradiction : lui, le fanatique des distinctions subtiles, l'homme aux compartiments étanches, il ferme son Montesquieu. Il s'agit de défendre le Roi — l'homme du sacre de Reims, que personne ne veut plus connaître, et qui trouvait la couronne gênante — et de « rétablir l'exécutif ». Lisez : de sauver ce qu'on pourra du droit divin. Mais notre censeur est député : à lui la balance ! Si l'on avait songé aux deux fonctions du corps législatif : légiférer, consentir l'impôt, on aurait découvert que l'une n'est pas l'autre. La nation ne se fût pas habituée à voir étendre le pouvoir parlementaire à des objets étrangers, ne se fût pas écartée des principes de limitation des ressorts, n'eût pas cru sienne la puissance usurpée du Manège. Sans doute, les articles fixant l'assiette des impôts viennent des cahiers : besogne utile, mais gare au papier-monnaie, à la dette exagérée, au gaspillage des

ressources achetées par une « injustice » ! Ces millions ont-ils servi à établir une bonne Constitution ?

« Mais comment justifiera-t-on tant d'argent prostitué pour souiller la Révolution, pour élever de nouvelles bastilles, pour payer des émissaires aux factieux, des geôliers ou des bourreaux à l'innocence, pour tourmenter les consciences, et combattre les ennemis que l'on ne s'est faits que par des fautes, pour insubordonner des régiments, pour acheter des adversaires à l'autorité royale, ou des créatures au corps législatif ? »

Objectez que les « ennemis » ne sont pas tous irréprochables, que la liste civile n'a pas servi qu'aux menus plaisirs du Roi et à l'éclat du trône ; Stanislas vous répondrait sans doute : « Tout est bon à qui se défend. » Il aime mieux découvrir au dehors le mensonge des mots²⁹. Rome et Carthage crient la félonie des assemblées, leur conduite digne des tyrans et de leurs gens : Avignon donne un démenti aux tables de la loi.

IX

Cette œuvre mauvaise de la Constituante³⁰, peut-on la modifier ? La nation en a le droit, sur le papier : mais la loi guette quiconque l'y voudrait engager. Une formule aurait empêché la prépondérance d'un des pouvoirs et respecté l'influence du peuple. Mais un seul organe ayant le droit de réviser n'en usera qu'à son profit. Vous êtes deux : si l'un de vous peut grossir aux dépens de l'autre, sans réciproque, il sera bientôt seul. Le mode de révision adopté, renforçant encore l'autorité du corps législatif, éternise les vices qui lui profitent, et annule les articles gênants. Chaque législature depuis la troisième peut émettre un vœu inconstitutionnel sans opposition du Roi, privé, en l'espèce, de la sanction. Que ce vœu se répète trois fois, une quatrième Chambre, même malgré les deux cent cinquante membres élus pour l'assemblée de révision, peut dépouiller, détrôner le prince. Admettez qu'on le propose, qu'on ajourne cependant la question, quelle figure fera le Roi en face de législatures renouvelant ce vœu sacrilège ? C'est l'anarchie instaurée.

Il vous souvient que les colonies sont exclues de la Con-

29. P. 396.

30. P. 398.

stitution. L'autonomie seule les rendra heureuses, assure notre anglomane. Autrement, les deux parties seront trompées, les colonies irritées et méfiantes. « Votre faiblesse pour une secte philosophique vous a portés à devancer la marche du temps par un décret impolitique. » La paix ne se fera qu'au prix du droit législatif, dont on a mésusé, qu'on n'avait pas sur les colonies.

Quant aux articles de conclusion, que font-ils, sinon dé fendre l'ouvrage de l'Assemblée contre les pouvoirs constitués, contre la nation même ?

Le comité de révision l'a bien senti³¹. Écoutons l'honnête Thouret, adjurant, le 14 août, au nom de ses collègues, les législateurs de réfléchir une dernière fois — l'extrême gauche ne fit que hurler, — de considérer que la Constitution est, de l'aveu de ses pères, inexécutable. Le gouvernement, disait-il en substance, doit donner à l'exécutif le moyen de concourir au maintien de la liberté sans pouvoir l'opprimer, la stabilité, l'activité nécessaires : d'où les difficultés d'une révision que domine le souci de se garder contre l'exécutif. On ne lui a laissé que le strict nécessaire, en compensant ce qu'on lui enlevait par la facilité de choix, les moyens de confiance dans ses agents, en vue d'une efficacité vainement désirée. Les décrets rendus le 12 ont entravé l'œuvre des comités. La veille, ils ont travaillé jusqu'à minuit, pour conclure que les entraves mises à la réélection, la défense faite au Roi de choisir ses agents parmi les députés sortants, ont enlevé les derniers moyens de faire marcher la machine. L'unanimité du comité sur ce point essentiel l'oblige à le déclarer à l'Assemblée avant le vote irrévocable « afin de dégager la responsabilité des comités. »

Quels sont ces raisonnables ? Des monarchiens, des modérés, des noirs ? C'est l'élite de la Constituante : Talleyrand l'évêque et Rabaut le pasteur, Barnave, les Lameth, Du Port, « gueux » qui voient enfin l'abîme et s'accrochent aux blocs branlants des parois, Le Chapelier, Breton têtue, Target, père de l'enfant mort-né, Thouret, le sage Normand, Sieyès, idéologue à rabat, Pétion, Buzot, « enragés » qui peut-être rient tout bas de l'aventure, Clermont-Tonnerre enfin, à droite de la bande, effrayé comme les autres d'une écrasante responsabilité. Il l'écrit, le mal fait : la Constitution ne donne ni paix ni liberté. La déclaration des droits « est une condamnation constante et complète de la plupart de ses institutions... Nous

31. P. 408.

avons trompé et le peuple et nous-mêmes en lui présentant des maximes et en le forçant d'obéir à des lois qu'elles réprouvent. » Tout se réduit à une aristocratie de parlementaires, susceptibles de devenir administrateurs dans l'intervalle des sessions, qui commandent au Roi, au peuple, jouent de la Constitution et peuvent, corrompus, dépendre d'un ministre habile à se muer en despote... A ces maux, quel remède ? Celui-ci : réunir les volontés dans l'intérêt commun³², contre les factieux, pour l'ordre public. Autour du trône, la confiance doit suppléer à la loi. En surveillant, grâce à de bons choix, le corps législatif, on le forcera d'abjurer son omnipotence. L'esprit public pourra, sans secousse, améliorer les moyens de révision.

« Je sais que le remède est lent ; je sais qu'il est plus que douteux que vous ayez le courage de l'employer ; mais j'ose dire qu'il est le seul : toute violence, tout mouvement irréfléchi ne vous fera qu'un mal de plus. Hommes de toutes les opinions et de tous les partis, connaissez bien votre position, étudiez-la, mais sachez surtout que le temps ne pardonne pas à ceux qui prétendent agir sans lui, et qu'un peuple vieux ne supporte pas deux révolutions sans périr. »

C'est le dernier mot de Clermont-Tonnerre : quel pessimisme il révèle ! On sent que tout lui paraît perdu : il connaît assez ses contemporains pour prévoir qu'ils ne l'écouteront pas. Que peuvent des remèdes lents contre une crise peut-être fatale, qui dure depuis trois ans, qui s'aggravera demain ? Et Stanislas sera la première victime de cet accès.

Faut-il jeter la pierre aux gens qui peinent dans l'atmosphère surchauffée du Manège, condamner sans les entendre les Constituants, exécuteurs testamentaires de l'ancien régime ? Jeunes, neufs aux affaires, ils n'avaient, pour se guider dans leur tâche accablante, que leur enthousiasme et la courte expérience des assemblées provinciales. Derrière eux grondait la plèbe qui les avait sauvés au 14 Juillet, masse confiante en leur parole donnée peut-être à la légère, et qu'ils ne pouvaient renier sans se détruire, proie facile aux pêcheurs en eau trouble qui spéculent sur la faim, sur la folie, sur les instincts déchainés. Devant eux, le Roi irrésolu, la vieille Elite en désarroi s'efforçaient de barrer la route ; insaisissables et reparaisant partout, les privilégiés défendaient par tous les moyens leurs biens, leur passé, leurs noms qui faisaient leur être, tout ce qu'ils n'avaient pas cru aban-

donner dans une nuit de délire. Et qui leur reprochera ce retour au bon sens ? Fût-on Mirabeau ou Sieyès, on n'improvise pas, en de pareils moments, quelque chose de durable. Les meilleures volontés pouvaient-elles triompher des circonstances, des passions, des fléaux de la terre et du ciel ? De belles âmes candides essayèrent de tout concilier ; de nobles hommes aux grands noms pensèrent, *l'Esprit des lois* en main, qu'on pouvait, sur un sol livré aux convulsions, édifier, avec de beaux vieux marbres gisants, quelque impeccable colonnade en vue de l'éternité. Il n'y avait place, hélas ! que pour un abri provisoire de fer et de bois. Le bois vermoulu céda ; le fer se tordit, mais sembla tenir ferme. Ceux des architectes à qui déplaisait le refuge, et qui n'avaient pas voulu songer au tremblement de terre menaçant, succombèrent d'abord. Clermont-Tonnerre n'était pas le moindre d'entre eux.

CHAPITRE VII

LA TRAGÉDIE DU 10 AOÛT

(Octobre 1791 — Août 1792)

I. *Le Recueil des opinions de Clermont-Tonnerre : son jugement sur lui-même.* — II. *Ses efforts pour sauver Louis XVI, sa prétendue mission auprès de Brunswick.* — III. *Après une dernière tentative, il est massacré au 10 Août.* — IV. *Ce qu'il advint des siens.* — V. *Conclusion. Rôle et influence de Stanislas ; ses échecs, ses prophéties. Les deux Révolutions.*

I

LES hommes de 89 ont quitté le Manège. Les uns regagnent leurs provinces ; d'autres, à Paris, s'efforcent, par la parole et la plume, de sauver l'œuvre déjà compromise ; plusieurs, découragés et qu'effraye ce monde, créé par eux, se font oublier ou passent la frontière. C'en est fait des ordres d'antan, et de leurs cahiers périmés. La foule garde la foi : elle acclame le Roi, oublieuse de Varennes. Monarchistes ! Ces Français le seront encore au 20 Juin quand ils coifferont du bonnet rouge l'assiégé des Tuileries, même au matin du régicide, derrière les baïonnettes tremblantes de Santerre. Pour faire des républicains, il faudra Brunswick, l'invasion, la guillotine en permanence et l'universelle épouvante de l'Ere rouge.

Parmi les lampions éteints et les acclamations mourantes, de nouveaux personnages viennent occuper les sièges des libérateurs ; ces élus des jours troublés ne représentent pas la nation. Terreur ici, indifférence là, ou déjà lassitude, à peine un citoyen sur neuf a voté qui, docile à son club, n'a songé qu'aux menaces des morts et aux inquiétudes des vainqueurs. Ici, plus de prêtres, peu de nobles : des robins, des gens à ha-

rangues, des inconnus, faméliques épaves à dix-huit francs. En face d'eux, quelques douzaines de croyants naïfs, abrités au monastère des Feuillants. Ceux-ci, déjà suspects, ont l'oreille des Tuileries, où tant de complots laissèrent des traces, et le veto trouve en eux des partisans. Contre la bande enragée des députés de Bordeaux, qui soutiennent la monarchie comme la corde soutient le pendu, contre ces Français qui invoquent Léonidas et Brutus, que peuvent les platoniciens du Manège ?

Clermont-Tonnerre est plus alarmé que jamais. Retiré sous sa tente, il achève mélancoliquement son travail. Au début d'octobre, il publie le *Recueil* de ses opinions, en quatre volumes, vendu quinze livres chez Gattey. Une citation d'un discours oublié sert d'épigraphe :

« Il est deux opinions publiques : l'une, précipitée, éphémère et fugitive, ne se compose que de préjugés et de passions ; l'autre, lente, stable, irrésistible, se compose du temps et de la raison. L'une et l'autre cependant sont ce que l'on appelle l'opinion publique ; et quand par une confusion d'idées, on suppose à la première des droits qui n'appartiennent qu'à la seconde, on expose le salut du peuple, et l'on fait retomber sur lui le châtiment de ses erreurs¹. »

La politique de Stanislas est dans ces lignes, avec ses alternatives et son irrésolution.

« Légitimement inquiet du jugement de la postérité, il brûle de passer, non pour un homme habile, mais pour un honnête homme. Il n'a que ce désir de commun avec les intrigants politiques, qui tous veulent aussi se faire louer, non comme habiles, mais comme honnêtes. Ses scrupules sont infinis et il les exprime avec délicatesse². »

Jugeons-en par cet avant-propos plein de précautions oratoires, par cet exposé des motifs, loyal et pessimiste :

« Je crois devoir rendre un compte exact de ma conduite et de mes principes ; je crois le devoir aux citoyens de Paris qui m'avaient honoré de leur confiance, à la nation et au Roi qui, dans ces temps difficiles, ont tant de peine à distinguer les amis de la véritable liberté et de la monarchie de tous ceux qui usurpent et profanent l'un ou l'autre de ces deux titres. »

Le recueil répond aux calomnies : le présent exposé est moins un devoir qu'un besoin.

« Peut-être aussi m'est-il permis d'espérer que je pourrai être lu avec quelque intérêt et surtout avec utilité par ceux qui, en entrant dans la

1. *Opinion sur l'influence que le monarque doit avoir sur la nomination des juges.* (7 mai 1790). Cf. *supra*, p. 265.

2. Aulard, *Orateurs de la Constituante*, p. 343.

carrière politique, y apportent un vif amour de la patrie et la bonne opinion des hommes, que l'on perd si douloureusement en acquérant de l'expérience. Si, au moment où l'anarchie dévore ce malheureux royaume et paraît être le seul fruit de notre travail ; si, au moment où l'espérance semble même nous échapper, je reporte tristement ma pensée à l'époque où j'étais heureux de toutes les illusions qu'un esprit ardent et une âme honnête peuvent accueillir ; si plusieurs de mes souvenirs sont aujourd'hui pour moi des occasions de douleur, peut-être aussi éprouvé-je quelque consolation à me dire qu'aucune de mes peines n'est un remords, que l'expérience seule m'a révélé les maux qui nous attendaient, qu'étranger à tous les projets des factieux, ils ne m'ont jamais parlé que le langage qu'ils parlaient au peuple, et que victime de leurs combinaisons, je n'en fus jamais le complice³. »

Dans ce recueil, les discours non prononcés laissent peu de place aux autres. Assez arbitrairement se succèdent les opinions sur le clergé, les finances, les parlements, la Constitution, la division du royaume, la justice, les ministres, les colonies, le tout hérissé d'extraits, de chiffres et de précieux avertissemments.

Le procès de la Constituante occupe près d'un volume. Clermont-Tonnerre insiste sur ce commentaire :

« Avant de rentrer dans la vie privée dont je voudrais n'être jamais sorti, j'ai cru devoir présenter à mes concitoyens l'analyse de cette Constitution sur laquelle je ne partage pas l'opinion de la majorité... Sans cesser d'exhorter à l'obéissance à la loi, je crois en avoir démontré tous les vices. »

Le voici lancé dans un éloge de Louis XVI qu'on souhaiterait plus justifié.

« C'est désormais de la confiance du peuple en lui et du concours loyal des prochaines législatures à ses vues que peut uniquement dépendre la cessation de nos maux... Puissé-je, dans la retraite où je vais vivre, apprendre que les efforts du Roi et la reconnaissance de l'esprit public auront vaincu les passions et les mœurs que j'ai trop longtemps vues triompher ! »

Néanmoins, il demeure sceptique sur le mérite des foules ; il adjure, avec larmes, les nouveaux législateurs de se méfier à cet égard :

« Qu'ils ne fassent pas trop entrer dans leur calcul, conclut-il, ni les vertus ni la pureté des hommes pris en masse ! Leur calcul les tromperait, et cette erreur est bien déchirante. »

La presse, en général, est muette sur l'ouvrage. En octo-

3. *Recueil*, p. vi.

4. P. xlvii et suiv.

bre 1791, ces discours d'opposition, ces revenants des cahiers et des Menus-Plaisirs font figure de fossiles.

Si quelqu'un en parle, c'est d'une voix aigre-douce. Dans son logis d'Auteuil, Sieyès reçoit l'hommage d'un exemplaire : le 13 octobre, il écrit à son ancien collègue une lettre de réclamation que publiera le *Moniteur*⁵. Il n'est pour rien dans la création des municipalités telles que la Constituante les a organisées ; il voulait de grandes communes aux airs de districts, à raison de neuf par province et de six ou sept cents pour toute la France, et Clermont-Tonnerre l'accuse d'avoir instauré quarante mille républiques de désordre ! Sans parler de cette erreur qu'il lui reproche à propos du clergé, comme si le prêtre, ministre d'un culte, et le prêtre, agent de l'assistance publique et officier de l'état civil, ne faisaient qu'un : jamais Sieyès n'a rien dit d'approchant, jamais il n'a regardé le clergé, corps religieux, comme une institution publique.

Stanislas répond le 23 : il y a malentendu, c'est par l'organisation du pouvoir central que lui-même voulait commencer, tandis que l'abbé ne songeait qu'à constituer d'abord des municipalités — les siennes et non ces corps informes nés de l'émeute. Sur le clergé, il y a erreur : deux théoriciens s'accordent à distinguer en lui deux natures. La lettre envoyée, Clermont-Tonnerre en exige l'insertion, et Sieyès de nouveau lui montre qu'il a changé la question⁶ : l'idéologue n'a jamais voulu établir de municipalités avant les provinces ou sans elles, mais il songeait à réunir, en géomètre, ces pièces faites pour aller ensemble. On ne peut se tromper avec plus d'esprit que Stanislas.

Un peu partout, chacun juge l'Assemblée. Le Genevois Mallet du Pan n'épargne guère la petite troupe monarchienne, tout en reconnaissant ses bonnes intentions officielles :

« Elle a paru vouloir adopter en entier la Constitution, à l'exception de l'anéantissement du pouvoir royal. Elle avait pris le nom d'Amis de la Constitution monarchique pour rallier, dans le fait, les mécontents dispersés. Abandonnée par le côté droit qui la détestait, elle périt à côté des harangues pathétiques de Bailly et du décret qui protège toutes les sociétés paisibles. Celle-ci, réduite à ses éléments, ne renferme pas aujourd'hui dix membres dans la droite de l'Assemblée, la suite des exagérations, le poids de la tyrannie et la permanence des désordres ayant ramené tout le reste aux sentiments du troisième ou du deuxième parti. La concorde les eût sauvés tous, et la France avec eux ; mais nul chef, nul homme actif, habile et prévoyant pour serrer leurs points de join-

5. Du 18, p. 134 de la réimpression. Cf. *supra*, p. 162 et suiv.

6. *Ibid.*, 23 octobre.

ture ! Au contraire, on s'est piqué de les élargir : l'intolérance d'opinion n'a pas même souffert de nuances, et l'on a souvent remarqué, entre des hommes dont les périls étaient communs, l'animosité qui règne entre les sectes religieuses voisines⁷. »

Camille Desmoulins, pour d'autres raisons, est aussi dur. Dans son discours du 21 octobre aux Jacobins, il examine la situation politique et tombe sur les citoyens actifs, gens riches ou avides de qui le malicieux gamin de Paris se fait des auxiliaires :

« Ils mettront tout en œuvre et se disputeront l'infamie pour faire réussir mon plan. Ceux à qui il faut des distinctions et des honneurs voudront, comme Mounier, Lally, Du Port, Lameth, Clermont-Tonnerre, La Fayette, la cour des pairs et une Chambre haute. Ils ruineront par leurs demandes le Roi qui en sera réduit à demander à dîner à Mirabeau ! »

Ce bel état de choses, c'est, aux yeux de Camille, toute la monarchie constitutionnelle; et de fait, Mirabeau serait le bienvenu, moins comme amphitryon que comme conseiller⁸.

II

Après tant d'émotions, un repos semble bien gagné.

Clermont-Tonnerre publie et dédie à Delphine ses poésies d'antan⁹. Celle-ci et Bouchard, poètes à leurs heures, augmentent de quelques vers le petit recueil. Mais du naturel, de la grâce, l'époque n'a que faire : il lui faut de l'éloquence et de l'emphase, qu'elle appelle grandeur. Champlâtreux abrite quelques commensaux, tel Bouchard qui bientôt suivra Duveyrier en Allemagne, deviendra, dans l'armée nouvelle, adjudant-général, et commandera plus tard le département de l'Aisne où il prendra sa retraite comme conseiller de préfecture¹⁰. Un personnage moins intéressant, le comte Gabriel de Chavanat, vit en parasite dans la maison et payera d'ingratitude l'hospitalière Delphine.

Aux Tuileries, la situation empire. Malgré la bonne volonté de Barnave et de Montmorin, malgré son désir personnel peut-être, Louis XVI se heurte aux rancunes de son entourage, à l'hostilité mal déguisée d'une Assemblée que hante le souvenir

7. *Mercur*, 1^{er} octobre, p. 67.

8. Aulard, *Soc. des Jacobins*, III, 214.

9. *Mon portefeuille, dédié à ma femme*, Paris, Veuve Valade, 1791. In-18, 192 p. Cf. *Intermédiaire*, 1880, col. 264, et Quérard, *France littéraire*, II, 227.

10. *Intermédiaire*, 1880, col. 318. Il est mort en 1827.

de Varennes. Journaux et libelles noircissent à plaisir la situation. On dénonce des conciliabules entre les Lameth, Le Chapelier, Duportail, Saint-Priest et Clermont-Tonnerre¹¹; on fait de Montmorin et de Bertrand de Molleville les chefs d'un comité autrichien aux ordres de la Reine. Au début de 1792, Marie-Antoinette ne s'abuse guère sur le sort qui menace la monarchie : elle consulte tour à tour, en secret, anglomanes et constitutionnels¹², et les conseils de Stanislas ne ressemblent pas toujours à ceux du « triumgheusat ». Les deux partis harcèlent le Roi. Montmorin et Clermont-Tonnerre le voient à tout moment; celui-ci lui présente les doléances de quatre-vingt-quatre prisonniers de Caen, et le gros monarque en pleure¹³.

Contre les attaques des patriotes et des enragés, Malouet va organiser la défense de la royauté. Le 1^{er} avril, il écrit à Lally, qui depuis la débâcle d'Octobre vit retiré en Suisse. L'Irlandais a préparé une réponse aux récriminations des gauches, aux « calomnies » des Jacobins qui vilipendent le système « désastreux » de la petite troupe. Malouet a lu le manuscrit : il engage Lally à le publier. Mounier, Clermont-Tonnerre, Bergasse et le coryphée du parti, l'écrivain par excellence, Mallet du Pan, doivent partager son sentiment :

« C'est nous qui sommes les véritables factieux, les ennemis acharnés de la monarchie, les promoteurs des deux Chambres : est-il un plus grand crime ? La double représentation du Tiers a produit la destruction des deux premiers ordres : mais était-il en votre pouvoir d'empêcher cette double représentation ? »

L'ancien intendant de Toulon rappelle les méfaits de l'anarchie, le mouvement des idées depuis cinquante ans, causes, à n'en pas douter, du bouleversement. Pour arranger les affaires, il fallait, dit-il, « une force équivalente à celle du feu Roi de Prusse et de son armée, qui pût tout régler, tout prescrire, sans discussion, » — Malouet vivra assez pour sentir les effets de ce remède ! — « ou un plan de gouvernement qui satisfît tous les bons esprits. »

Faute de Prussiens et de plan, nous avons les Jacobins. « Ils sont le seul frein de l'anarchie, avoue leur adversaire impartial. Leur anarchie systématique est un mode de gouvernement. » Néanmoins, la détresse est générale, qui ne saurait durer : rétablira-t-on l'absolutisme ?

11. Challamel, *Clubs contre-révolutionnaires*, p. 534.

12. D'Allonville, *Mémoires secrets*, II, p. 331.

13. De Lescure, *Corresp. secrète*, II, p. 574.

« Il n'y a que ceux qui ont une volonté passionnée qui arrivent à leur but. Il y a un grand nombre de volontés prononcées, non contre l'ordre de choses actuel, mais contre l'ancien. Les amoureux de l'égalité sont les piliers de la Révolution. »

Et quelles médiocrités ! L'anglomane revient à sa Constitution d'outre-Manche qui lui apparaît, selon le moment, comme un système téméraire ou coupable, ou comme un expédient à appliquer. Il insiste sur « le caractère grave, profond, modéré, des lois anglaises, qui leur fait placer le respect, la fierté, la soumission, là où elles doivent être. » Par malheur, les Français sont trop indignes d'un aussi beau cadeau¹⁴.

Surtout, ils sont Français. La lettre reçue, Lally regagne Paris. Il connaissait peu Malouet ; le voilà lié avec lui, et bientôt son intime. Chez Montmorin se réunissent fréquemment Malesherbes, Clermont-Tonnerre, Bertrand de Molleville, La Tour-du-Pin-Gouvernet et l'indispensable Gouverneur Morris¹⁵. Avec Louis XVI, Mallet du Pan et Malouet organisent un plan de défense intérieure. Appuyés sur la garde constitutionnelle, les Suisses, les gardes nationales de Paris et de province, les royalistes et les émigrés — excepté ceux de Coblençe — ils songent à une contre-Constitution. L'ex-député de Riom établit les instructions ; il désigne le Gènevois comme envoyé secret, et Louis XVI accepte, à qui le Gènevois Necker a cependant porté malheur !

« Le plan dont je viens de rendre compte, écrira Malouet, était circonscrit dans un très petit cercle : Clermont-Tonnerre, qui y était associé, avait la partie la plus active et s'en acquittait avec beaucoup de discrétion et d'habileté. Il employait deux capitaines d'infanterie, gens sûrs et prudents, à dresser les rôles de tous les royalistes, militaires et autres, retirés alors à Paris, et sur lesquels on pouvait compter ; il en avait réuni plus de six mille, qui ne demandaient qu'un chef, un point de ralliement¹⁶. »

Des indiscretions amènent la découverte virtuelle du complot par les Jacobins, qui bientôt provoqueront la dissolution de la garde constitutionnelle. Louis XVI perdra du temps et ne désignera qu'à la veille du 10 Août, pour commander les troupes, le vieux maréchal de Mailly, qui ne convient sous aucun rapport.....

Au début de juin, chez Montmorin, Bertrand de Molleville rencontre Lally, qui lui fait ses confidences dans le jardin :

14. Lettre de Malouet à Lally-Tolendal. B. N. 8°. Lb ^{no} 5847.

15. Malouet, *Mémoires*, 2^e éd., II, 230.

16. *Ibid.*, p. 211.

« Quoique la France ne soit plus ma patrie, je conserverai mon vif attachement pour Louis XVI... Mon voyage n'a point d'autre but que de sauver le Roi, et nous ne désespérons point d'y réussir. Je dis *nous*, parce que je me suis réuni à M. de Clermont-Tonnerre et à quelques autres amis sincèrement dévoués au Roi, à la royauté et à la liberté. Un plan pour sa restauration complète, sur ces principes, a été le résultat de nos délibérations. »

Il s'agit, affirme l'historien monarchiste, de rendre au prince sa liberté, d'écraser les Jacobins, de faire du Roi le médiateur au dehors et au dedans, de réformer la Constitution, en bornant le pouvoir populaire avec le concours du peuple même, enfin de réunir, comme Trajan — un empereur, déjà ! — la liberté du peuple aux prérogatives du souverain. Ces projets laissent Bertrand sceptique : il transmet à Louis XVI le chef-d'œuvre de Lally que lui a remis Malouet. Et c'est sur La Fayette qu'on s'appuie¹⁷.

Cependant le comité autrichien inquiète le Manège. Le ci-devant capucin Chabot fait un rapport, et comme jadis Sillery, ne prouve rien, ce qui lui vaut d'être menacé de l'Abbaye.

« C'est la petite guerre de ces messieurs, dont personne n'est dupe, dit le *Mercur*¹⁸. On vient de se convaincre enfin que le prétendu comité n'était qu'un leurre effroyable, dont on s'est servi pour abuser le peuple qui ne s'en corrigera pas plus pour cela. »

Le public a ses raisons. Le 20 avril, la guerre a été déclarée « au roi de Hongrie et de Bohême » ; des régiments ont fui, tout se défie des généraux d'ancien régime, et Marat, depuis six mois, a jeté le cri d'alarme. Le Roi achève de se perdre dans l'opinion : il s'oppose à la formation du camp sous Paris, à la déportation des prêtres réfractaires ; il renvoie le ministre girondin en gardant Dumouriez. Celui-ci, qui ne peut amener Louis XVI à sanctionner les décrets, part à son tour et va se battre. Le 16 juin, La Fayette plaide pour le rétablissement de l'autorité royale : qui l'écouterait ? Le Roi, c'est le mari de l'Autrichienne, l'ennemi des Jacobins, le défenseur des prêtres ! Contre lui la Gironde fait appel à la Commune : dans un an, elle en sera victime.

Le 20 juin, pour l'anniversaire du Jeu de Paume, Paris voit défiler le cortège solsticial des sections, la horde des sans-culottes aux piques aiguës, qui terrorisent le Manège et envahissent les Tuileries sans qu'aucun feu de salve les ar-

17. Bertrand de Molleville, *Mémoires secrets*, II, p. 287-8.

18. 9 juin, p. 133.

rête. Leurs bouquets, leurs rameaux, leurs épis, çà et là mêlés aux armes¹⁹, disent assez quelle France représentent ces faubouriens encore paysans. Nos pétitionnaires pourtant, s'ils manquent d'éducation, s'ils n'écoutent guère leurs fantoches de chefs, sont plus bruyants que féroces et ne demandent au pécheur que de s'amender. Leurs compagnes s'attendrissent à l'occasion devant la Reine qui se plaint; leurs meneurs réclament ce Roi qu'ils ont perdu, l'interprète de tous dans la pensée des foules, l'agent protecteur des faibles, l'homme qui incarnait la nation et qui maintenant s'éloigne d'elle, tout en buvant à sa santé. On crie ; « Le Roi boit ! » et : « A bas la veto ! » Comme après le 14 Juillet, on impose au monarque l'insigne populaire : mais le sang du Champ de Mars a coulé, le blanc des cocardes est honni, le bleu des habits nationaux est suspect, le seul rouge du bonnet demeure. Incapable de mitrailler, l'épais Louis se laisse faire, bredouille des mots vieux de dix mois que personne, dans la rue, n'entend plus. Car l'Autrichien est en Flandre et Monsieur à Coblenz, flanqué d'émigrés et de prêtres pleurant leurs fortunes, tous fidèles d'un Roi d'ancien régime désormais odieux à la masse. Vergniaud dénonce l'hypocrisie, Danton se fait démolisseur; le plus prudent, Robespierre, préfère seul le Roi de la Constitution à ceux qu'on pourrait lui proposer. Quel défenseur que celui-là ! La Fayette peut accourir des frontières, prêcher en soldat le respect de l'ordre : ce revenant de Versailles échappe tout juste à un décret d'accusation. Haï de la foule, détesté de la cour, de la Reine qui trouverait trop dur de lui devoir deux fois la vie, il retournera tristement à son poste.

Il n'y a plus de Roi de France, presque plus de Roi des Français. Le Roi de l'étranger vient de naître, qui change chaque semaine de ministres et d'idées. A la nation il préfère sa conscience, et Rome au schisme tricolore ; d'heure en heure, le fossé s'élargit entre le peuple et lui : l'impuissante Assemblée patauge au fond. La Génevoise, couverte par le drapeau de Suède, songe à faire fuir l'ancien client de Necker. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, un conciliabule réunit, dit-on, Bailly, Bouillé, La Fayette et Clermont-Tonnerre au Palais-Bourbon, où un nommé Ersmèze, fripier rue Saint-Honoré, aurait transporté douze cents uniformes gris et rouges à parements verts, avec un passepoil blanc et une croix sur l'habit ! On assure que ce marchand a d'autres uniformes chez lui, qu'une voûte doit communiquer des caves de la

19. *Révolutions de Paris*, 16-23 juin.

Comédie à l'hôtel de Brionne : des barres de fer soutiennent cet ouvrage, les ouvriers y travaillent encore. Cette fable trouve des auditeurs²⁰. La demoiselle de Flandres découvre ou invente des lettres de la Reine. La police songe à surveiller l'Ecole militaire et Meudon où il y aurait des souterrains pleins d'hommes et de munitions.

Cependant Mallet du Pan court les routes comme agent secret. Plus tard, le Vaudois La Harpe, l'obligé de Delphine et son catéchumène, imaginera de prêter rétrospectivement à Clermont-Tonnerre ce rôle d'ambassadeur. Dans les papiers du philosophe, mort en 1803, on trouvera six chants d'un poème inachevé, le *Triomphe de la religion ou le Roi martyr*, composé à Saintry sous le Directoire, et sans doute arrangé onze ans après en faveur de la Restauration²¹. Selon le vieux rimeur, Stanislas, dans un conseil tenu aux Tuileries, aurait vainement exhorté Louis XVI à gagner Rouen, avec l'aide des Suisses. Le Roi craint la guerre civile; il envoie notre conspirateur chez Brunswick, pour détourner celui-ci d'envahir la France. Le duc réclame un exposé des événements et de leurs causes. Le récit de Clermont-Tonnerre occupe deux chants et ne fait guère honneur à La Harpe. Qui reconnaîtrait le député de Paris dans cet ultra ? L'irréligion, la dépravation des principes et des mœurs ont fait tout le mal, et Voltaire, et Rousseau, diables déchaînés, et les querelles de la cour et des parlements ! Mirabeau a aidé le duc d'Orléans dans ses noirs desseins : les excès de clémence du Roi ont encouragé la Révolution populaire, dès lors nécessairement horrible et abjecte.

Comment flétrir le Jeu de Paume, ce « vil réduit », et le serment du 20 Juin ? La Fayette n'est qu'un ambitieux masqué de philosophie, vite débordé par ses troupes. Le peuple a été ingrat envers lui comme envers Necker; Danton est le grand chef des Jacobins ! Le Clermont-Tonnerre du doux La Harpe trouve pourtant quelques accents émus pour raconter l'incendie des châteaux :

Leur vieillesse parlait au voyageur surpris,
Ils frappaient de respect les Français attendris...
Quels touchants souvenirs tracés de toute part !
Ici naquit Turenne, ici vécut Bayard ;

20. Arch. Nat. F⁷ 3688¹. *Second recueil des pièces justificatives des crimes commis par le ci-devant Roi*. 1^{er} cahier (à l'appui du rapport de Valazé, p. 18). B. N. Le ³⁸ 64, p. 77.

21. *Le Triomphe de la religion ou le Roi martyr*, poème épique. Paris, Vve Migneret, 1814. In-8°, XVI-169 p.

Des Nemours, des Guesclin là sont les sépultures.
 Ces chiffres, ces couleurs, la rouille des armures...
 Tous ces objets au cœur semblaient se faire entendre.
 Hélas ! ils ne sont plus que des monceaux de cendre²² !

A sa façon, l'ambassadeur de Louis XVI détaille Varennes et la fusillade du Champ de Mars; il compare à des « lianes malfaisantes » ces vilains Jacobins qui conspirent contre le trône au 20 Juin ! C'est la faute à d'Estaing et à La Fayette, si le 6 Octobre a vu le Roi prisonnier de la populace : Mirabeau, Cazalès, Maury ont fait de louables efforts pour défendre la monarchie. Brunswick, à ce récit, veut marcher sur Paris et offre à Stanislas de lui faire visiter son camp. L'autre refuse, l'embrasse et s'en va. Le poème s'interrompt entre le ciel et l'enfer, parmi les prières de saint Louis, les prophéties d'Isaïe et les coups de soufflet de Satan, qui lance sur Paris Danton et Robespierre ! Sans doute La Harpe voulait-il concilier à Delphine l'indulgence du roi de Mittau : la veuve du gentilhomme libéral, même remariée à M. de Talaru, devait être suspecte à plus d'un émigré.....

III

Les événements se précipitent. La patrie est déclarée en danger; hormis le Roi, tout songe à la défendre. Comment la foule consciente n'accuserait-elle pas Louis XVI de ses maux ? N'est-il pas l'allié de l'étranger, lui qui était avant-hier toute la France et qui hier encore la représentait ? Il y a désormais une patrie autonome, sans lui, malgré lui, contre lui. Départements, districts, municipalités, sections se déclarent en permanence. Des aveux naïfs éclatent : « Nous avons aimé Louis XVI tant qu'il nous a bien servis, » écrivent des Provençaux déçus²³, qui ne peuvent comprendre que la France soit la chose du Roi, ni que ce Roi très chrétien soit avant tout le fils aîné de l'Eglise. Le 2 juillet, le bataillon des Marseillais s'est ébranlé, un bataillon de bourgeois aisés qui rugissent des strophes contre les tyrans. A ces républicains du Midi, les Bretons plus graves donnent la main, gens hostiles à la cour mais aussi à la Commune, à Paris qui veut tout absorber. Latins et Celtes, n'est-ce pas la France même ? Plus d'Anglais maintenant, ni de Suisses : le sol national est en-

22. Chant III, p. 84. M. de Chateaubrun, (*Notice sur le Cte St. de C.-T.*, Chap. VI) semble avoir pris cette histoire au sérieux.

23. Arch. Nat. DXL 9, adresse des Pennes et des Cadeneaux (Bouches-du-Rhône). Cf. Aulard, *Hist. pol.*, p. 196.

vahi, l'étranger est aux frontières et sur le trône ! Plus de légalité, plus de scrupule ; le salut du peuple devient la loi suprême.

Le Roi cependant a beau jeu. Il a usé de son droit constitutionnel, recouru à ce veto, unique sauvegarde contre le schisme, contre l'invasion des émeutiers patriotes. Est-ce sa faute si les gens à système et les trembleurs ont perpétré une Constitution boîteuse et prétendu faire du clergé l'agent de l'Etat nouveau ? Est-ce pour en arriver là qu'il a depuis quinze ans tout essayé, lui si faible, si jeune, si ignorant de son métier ? N'a-t-il pas reçu, à son sacre, la mission de combattre l'hérésie, de conserver intact le dépôt de la monarchie capétienne ? N'a-t-il pas imploré Malesherbes, Turgot, Necker, Mirabeau, Barnave ? On lui a tout promis, on n'a rien tenu, de quelque loyalisme qu'on fit montre. Au 5 mai, il a hésité ; au Jeu de Paume, il a cédé ; à la Bastille, il a capitulé ; aux journées d'Octobre, il s'est laissé enchaîner. Est-ce pour aboutir à Varennes et au 20 Juin qu'il avait convoqué les trois ordres ? Prisonnier de son peuple qui l'aime et des meneurs qui tremblent de le perdre, de le retrouver libre et fort, il s'est dit enfin que son sort était celui de tous les rois ; il a fait appel à sa famille européenne, à ceux de qui le sang coule dans ses veines, à ses voisins, contre ses sujets qui l'accablent. Lui aussi peut crier à la trahison : comment accepterait-il ce rôle de machine qu'on prétend lui imposer au mépris de son serment de Reims et de ses devoirs de maître ? Sa faiblesse l'a perdu. On l'outrage comme Roi, comme époux ; on lui prend ses enfants pour les élever au goût du jour ; on le suspecte à l'Assemblée ; on l'arrête comme un voleur ; on le surveille comme un forçat ; cent journaux l'attaquent sous couleur de l'avertir ; les sections le dénoncent et il a renvoyé sa garde ! A bout de patience, le fils longtemps débonnaire de saint Louis a épuisé toutes les ressources : que lui reste-t-il, sinon la lutte ou la fuite ?

Le 2 août, Paris en fureur connaît le manifeste de Brunswick. Le Prussien ! voilà donc l'allié du Roi contre la France, avec l'Autriche et le Pape romain, avec Coblençe et l'Eglise des dîmes ! Ce papier met le comble à l'angoisse : les Jacobins eux-mêmes, ces bourgeois prudents, jettent manche et cognée, eux qui d'abord songeaient peut-être à placer Brunswick sur le trône²⁴. Un cri court la capitale : « Déchéance ! » Le 3, les sections fédérées envoient Pétion réclamer au Ma-

24. Proposition déguisée de Carra. V. Aulard, *op. cit.*, p. 209.

nège un autre gouvernement et une Convention nationale. Le 4, trois ans après le suicide de l'élite, les Quinze-Vingts lancent leur ultimatum : l'Assemblée a cinq jours pour répondre. Elle veut se dérober ; mais sans troupes, sans chefs, que peut-elle contre la rue ? Elle a fait la révérence aux pétitionnaires et supplié une dernière fois Louis XVI de se sauver, de la suivre. Le quaker Brissot s'est fait huer en défendant une Constitution monarchique, lui, l'homme du comité des recherches, lui, l'adversaire de Stanislas et des deux Chambres ! Au dehors, Sieyès regrette tout bas, avec une singulière justesse de vues, qu'on n'ait pas changé de dynastie en changeant de régime : belle excuse à l'échec des grands hommes de la veille ! On nomme une commission qui s'empêtre, mais n'ose annuler qu'avec respect l'adresse décisive de la section Mauconseil. Celle-ci ne reconnaît plus Louis XVI pour Roi de France. Les plus zélés monarchistes sentent la partie perdue.

Ce jour-là, dans un coin retiré du jardin de Montmorin, Clermont-Tonnerre et ses amis délibèrent pendant trois heures. Le maître de la maison, Bertrand de Molleville, Lally, Malouet, La Tour-du-Pin-Gouvernet rendent compte de leurs découvertes. Lally montre une lettre anonyme dénonçant une conversation tenue chez Santerre : il s'agit d'aller aux Tuileries tuer le Roi, enlever le Dauphin et toute la famille. A tout prix, il faut faire évader le monarque : on compte sur La Fayette, sur le duc de Liancourt qui est à Rouen. Voici Malesherbes : il est nécessaire, dit-il, de mettre les femmes en sûreté, car la crise est proche. Montmorin court aux Tuileries : Louis XVI paraît accepter, mais MM. de Monciel et Sainte-Croix ont un projet analogue. L'ancien ministre s'entendra avec eux²⁵ ! Et la Reine fait échouer les entreprises, en haine de Liancourt. Comment Bertrand de Molleville ne s'est-il pas aperçu qu'il mettait la famille royale aux mains des constitutionnels²⁶ ?

Trois jours plus tard, la situation a encore empiré. Le Manège s'affole, applaudit la province qui veut maintenir la monarchie et Paris qui réclame la déchéance. Chez Montmorin, Malouet et les siens se retrouvent pour un dernier dîner ; Morris est là, avec Malesherbes, Molleville, La Tour-du-Pin, Lally, Clermont-Tonnerre. Les fidèles défenseurs du trône sont venus dès le matin : avertis des préparatifs d'insurrec-

25. Lally au Roi de Prusse, dans Malouet, *Mém.*, 2^e éd., II, 231-2.

26. Cf. Michon, *Adrien Duport*, p. 423.

tion, ils veulent toujours enlever la famille royale, que les Suisses conduiront à Pontoise. Montmorin a prévenu la cour qui n'a pas répondu; aux Tuileries, Mme Elisabeth lui a dit qu'il n'y aurait pas d'émeute, qu'on avait payé 750 000 livres à Santerre et à Pétion. Après diner, les convives se promènent tristement au jardin. Malesherbes proposera au Roi de réclamer à l'Assemblée un conseil de régence pour la durée de la guerre. A ce moment, on remet une lettre à Montmorin : elle est signée Guadet et Vergniaud. Ces Girondins influents, qui ignorent le projet de Malesherbes, ont eu la même idée. Eux aussi sentent le danger d'une révolution qui profiterait surtout à Paris. Mais quels alliés ! On s'exclame, on déplore ce concours où Montmorin voit un pis-aller; on tâche à reparer d'évasion, mais l'inquiétude étreint ces gens paisibles. Ils se quittent fort tard, dans la plus pénible anxiété : ils ne se réuniront plus²⁷ !

Le 8, l'Assemblée absout La Fayette et s'aliène la foule. Les ponts rompus, la catastrophe devient inévitable. L'échéance est pour le lendemain. Condorcet, prochaine victime, veut temporiser, catéchiser le peuple. Ainsi les bourgeois hésitent, l'ennemi s'avance, les privilégiés conspirent. C'en est trop : le salut public exige des actes. Sections, Marseillais, Brestois, dédaignant leurs timides législateurs, vont répondre au défi. Pour derniers défenseurs, le Roi n'a plus qu'une poignée de gentilshommes sans armes et cette fidèle cohorte d'étrangers, compagnons de sa gloire et de sa ruine.

Dans la nuit, comme au temps de la Saint-Barthélemy lointaine, le tocsin déchaîne l'émeute. Le vieux dogme unitaire l'emporte : l'hérétique, voilà l'ennemi ! L'hérétique aujourd'hui, c'est le monarchiste à tout prix, le modéré, l'hésitant, le pacifique. C'est tout ce qui craint la violence ou regrette un passé aboli, tout ce qui ne se sacrifie pas, avec ses ancêtres, ses biens, sa foi, à la nouvelle idole, la Patrie en danger.

Clermont-Tonnerre est désigné aux coups de la foule. Il est l'âme de la défense monarchique, l'homme du pain à six liards, le champion du veto, l'avocat du Pape. Il n'a cessé de soutenir un Roi suspect, de prôner le système anglais. Ami de La Fayette, de Malouet, de Montmorin, des trembleurs et des traîtres, ami de Necker qui trompait si bien le peuple, il a défendu Bezenval, combattu Marat, Brissot, Robespierre. — Malgré dix mois de silence, de tels exploits ne s'oublient pas. Les sections qui s'accordaient à le dénoncer savent qu'il con-

27. Malouet, II, 231.

spire encore. On connaît ses conciliabules, on parle d'un dépôt d'armes qu'il aurait chez lui. On le tient pour un membre actif du comité autrichien. On raconte qu'il fait imprimer une suite à son *Analyse de la Constitution*, où il rapproche, avec tout le piquant dont il est capable, les principes de 89 des actes de 92⁸. Comment échapperait-il ?

A-t-il passé la nuit tragique au château ? A-t-il cherché à fuir²⁹ ? Toujours est-il qu'à neuf heures du matin, une troupe de furieux en armes envahit son hôtel : il a des armes cachées ! Stanislas accueille cette populace qui fouille tout sans rien trouver. On l'arrache des bras de Delphine, on le traîne à la Croix-Rouge, dans l'église des Prémontrés, où la section siège en permanence ; on l'interroge, il se disculpe ; il est reconnu innocent, et remis en liberté grâce à l'appui de Barbier-Neuville et de quelques autres habits bleus³⁰. Par précaution ou pour sauver la face, les commissaires lui donnent une faible escorte ; on l'engage à se cacher. Mais le besoin de s'expliquer l'emporte : comme jadis il rendait compte des manifestations à l'Assemblée, il veut haranguer la foule, la foule du 10 Août ! L'enchanteur se fait d'abord applaudir : mais les menaces, les cris hostiles ont bientôt le dessus. Un cuisinier qu'il a renvoyé pour vol excite contre son ancien maître la tourbe des émeutiers. Clermont-Tonnerre reçoit à la tête un coup de faux : il chancelle, il s'enfuit chez son amie Mme de Brassac, rue de Vaugirard ou à l'Abbaye-aux-Bois³¹. Les tueurs le poursuivent jusqu'au quatrième étage, le saisissent, le jettent par la fenêtre. Un corps pantelant qui s'écrase sur le pavé, un cadavre sur quoi l'on se rue, qu'on mutilé et défigure, qu'on ramène à l'hôtel investi où Delphine s'évanouit, convulsée, aux bras de Bouchard et de Chavanaf... Stanislas n'avait pas trente-cinq ans³² !

Les dieux boivent...

28. Peltier, *Dernier tableau de Paris*, 3^e éd., I, 139. — Maton de La Varenne, *Histoire particulière des événements d'août 1792*, p. 176 (Sources suspectes, de 1795 et 1806).

29. Duveyrier l'affirme (*Anecdotes historiques*, p. 86). Cf. lettre de Nicolaï à Breteuil, du 11, dans Klinckowström, *Le comte de Fersen et la cour de France*, II, 348.

30. Th. de Lameth, *Mémoires (Feuilles d'histoire)*, 1912, p. 108). Barbier-Neuville devint plus tard chef de division au ministère de l'Intérieur.

31. Les livres d'adresses pour 1792 indiquent l'Abbaye-aux-Bois ; Ruault et la plupart des mémoires, la rue de Vaugirard. Mais Mme de Brassac pouvait avoir déménagé. La section était aux Prémontrés ; il est plus vraisemblable que Stanislas ait gagné l'Abbaye-aux-Bois.

32. *Procès-verbal de la Comm.*, p. 5. Il n'y a qu'un récit contemporain, celui de N. Ruault (*Journal*, éd. Sagnac, *Rev. d'Hist. mod. et cont.*, 1909, p. 274). Cf. les récits à peu près semblables, mais postérieurs, de Duveyrier (*Anecdotes*, p. 86), Peltier (*Rév. du 10 Août*, I, 208-9 et *Dernier ta-*

IV

Malouet, échappé aux sicaires pour avoir quitté dès la nuit sa maison de la rue d'Enfer, reçut, le jour même, la terrible nouvelle par un billet de la veuve. « Votre collègue, votre ami, est mort assassiné ; il n'y a plus de place en France pour un homme vertueux. Fuyez³³ !... » La fuite au dehors s'impose à l'ancienne Elite, comme aux foules la fuite en avant, à la frontière menacée.

Chez ses paysans, dans Champlâtreux en deuil, Delphine s'est réfugiée. Dès le 12 août, à Corbeil, un municipal, stylé sans doute par les sections de Paris, raconte que le château renferme des armes en quantité, que les habitants veulent les transporter à Rouen et cherchent des voitures à cet effet. Pour la sûreté publique, il faut aviser : quatre commissaires passent le pont et, bien entendu, ne trouvent rien³⁴. A Paris, l'inquiétude persiste au sujet du feu club monarchique : le 30 encore, la section du Bon-Conseil, qui aime l'euphémisme, met les scellés sur la porte d'un local jadis occupé, rue Thévenot, par M. de Rossy, maintenant malade à Chatou. Les voisins sont ou se disent contents d'être débarrassés du personnage et de ses assemblées suspectes auxquelles assistait Clermont-Tonnerre³⁵. Le 3 septembre, Robespierre fait exclure du corps électoral les anciens membres du club³⁶ ; le lendemain, à propos de la prestation du serment, on dénonce en-

bleau de Paris, 3^e éd., I, 139), Mareux, membre de la Commune du 10 Août (p. p. L. de Launay, *Une famille de la bourgeoisie parisienne pendant la Révolution*, P., 1921, p. 292), Duval, *Souvenirs de la Terreur* (1841), II, 143. *Dict. néol. des hommes et des choses*, par le cousin Jacques (an VIII), III, p. 326. — Th. de Lameth (*loc. cit.*) dit qu'« un cordonnier lui enfonça son tranchet dans le côté. » Perlet (2^e lég. 318, p. 110), fait arrêter C.-T. sur le boulevard (Montparnasse). — Regnaud de Paris (*La journée du 10 août*, I, 74), publie un prétendu récit de Montjoye. C.-T. aurait été blessé à coups de couperet, près des Incurables, par la femme d'un boucher, et achevé à coups de baïonnette dans la salle même de la section. Le couperet aurait ensuite été exposé pendant quinze jours. Ajoutez que C.-T. avait jadis fait gracier le mari de la meurtrière, coupable de fraticide. — Une lettre inachevée du lieutenant-général baron de Blaizel, adressée peut-être à Virginie de Crillon (Arc. Nat. W 431, publiée dans le *Figaro* du 21 août 1921) contient cette phrase : « On me dit qu'il avait tenu des propos contre le peuple... et qu'on lui avait trouvé deux pistolets dans ses poches. »

33. Malouet, *Mém.*, II, 237. Billet remis par le baron Malouet au duc de C.-T. mort en 1865. Malgré ses recherches, la famille n'a pu le retrouver. J'ignore où fut inhumé Stanislas : peut-être au cimetière, tout voisin, de Saint-Sulpice, rue de Vaugirard. Après le 10 Août, on n'avait guère le choix.

34. Arch. mun. Corbeil, B. B. 11, fol. 219, V^o.

35. Arch. Préf. police. Procès-verbal des comm. Bon-Conseil (Tuetey, 3195).

36. Charavay, *Assemblée électorale*, 1792-an II, p. 100-106, 130.

core la société « justement proscrite par le patriotisme ». Le 5, on chasse de la section des Gardes françaises un certain Lavau, malgré ses dénégations³⁷. Il est des morts qu'il faut qu'on tue.

Bientôt, Delphine est inquiétée. En vertu de l'arrêté départemental du 27 mars 1793, la municipalité de Saintry procède, le 6 avril, au désarmement des ci-devant nobles : mais, répugnant à s'occuper eux-mêmes de cette besogne, les bonnes gens désignent le maire d'Etiolles et un municipal de Corbeil. A Champlâtreux, on trouve deux fleurets³⁸. Le 22 octobre, Henriot, qui commande la garde nationale de Paris, vient arrêter la châtelaine, sa concierge, son architecte et Chavanat. Une tradition veut que Saint-Just ait été du voyage. On emmène tout le monde à Paris, sans indiquer de motif, et malgré l'attitude hostile des habitants. Les édiles de Saintry ont le rare courage de protester, le lendemain, auprès de la Convention :

« La citoyenne Clermont avait acquis des droits imprescriptibles sur le cœur de ses concitoyens, elle devait jouir de la tendre fraternité, et ne peut être ravie à ses frères pour gémir dans les prisons comme de vils scélérats. »

L'arrestation paraît impossible, extraordinaire dans un village où chacun surveille les suspects. Le 26, les édiles délibèrent : l'inculpée ne prête à aucun soupçon.

« Elle baisse un front respectueux devant les lois, allant au devant d'elles, faisant connaître à la municipalité qui elle reçoit. »

On l'a enlevée sans dire pourquoi, alors qu'en dépit d'une fortune médiocre elle répandait sa bienfaisance sur le pays, et cela dès avant la Révolution. « Don précieux pour la nature affligée », elle réunit aux vertus civiques un cœur vraiment humain et fraternel. L'assemblée réclame des éclaircissements : ou il s'agit d'une dénonciation calomnieuse, ou c'est comme ci-devant noble que la citoyenne Clermont a été arrêtée. On demandera sa liberté, il faut qu'elle puisse soigner sa fille, sa mère malade ! La commune prend la responsabilité des événements : elle remettra la dame de Champlâtreux à toutes réquisitions légales. En attendant, elle soumet sa délibération aux municipaux de Corbeil.

Incarcérée à la maison de santé Montpin, puis au Luxembourg, Delphine y retrouva La Harpe. Sous l'influence de

37. Tourneux, *Procès-verbal de la Commune*, p. 21, n° 1. Cf. Arch. Nat. B I 20.

38. Tout ce qui suit d'après les archives locales. Cf. E. Creuzet, *Hist. de Saintry*, t. II.

Mme Elisabeth, l'ancienne dame d'honneur s'était plongée dans une dévotion exaltée et mystique. Etonné de sa sérénité, le philosophe veut savoir d'où provient cette force d'âme.

« D'en haut, répond la veuve de Stanislas. Dieu est avec moi : puis-je craindre ? Après la perte d'un époux si cruellement assassiné, je me jetai dans les bras de mon Dieu, je lui consacrai mes larmes, j'invoquai sa miséricorde : il eut pitié de moi, me rendit le repos que j'avais entièrement perdu. Depuis ce moment, je le porte dans mon cœur, dans mon esprit, dans tout mon être. Et vous, mon cher La Harpe, êtes-vous encore seul dans cette prison ? »

L'autre baisse les yeux, ne dit mot et profite de la leçon. A la religion d'une aussi belle personne, il ne peut que se convertir³⁹ ! Grâce sans doute à l'intervention de Couthon, le plus modéré des triumvirs, et l'ami, jadis, de Clermont-Tonnerre en Auvergne, Delphine est bientôt libérée, et avec elle Chavanat, qui ne la quitte plus. Pendant la Terreur, Saintry leur offre un asile. La comtesse de Courtivron, sœur de Stanislas, un moment suspecte elle aussi, a conservé la plus vive affection pour sa belle-sœur.

« Que je voudrais donc te voir ! écrit-elle de son château bourguignon, le 12 frimaire an II. Je vois avec reconnaissance, mais avec un sentiment pénible, que tu chéris toujours la mémoire de ton époux ; moi, je ne l'ai pas perdu de vue un seul instant dans ma prison, j'implorais son secours, j'avais son courage, plus que lui je méprisais la vie. Combien tu la lui rendais chère ! Hélas, j'espérais qu'il m'aurait appelée à lui. O mon frère, nos âmes étaient faites sur le même modèle, elles sortirent ensemble du sein de Dieu créateur... Tu ne fus aimée comme je t'aime que par lui⁴⁰ ! »

Ce n'est pas seulement dans la famille que le souvenir de Stanislas demeure vivant. Aux jours sombres a succédé l'accalmie du Directoire. La France respire, les idées bourgeoises d'équilibre et de modération reprennent le dessus. Quel meilleur commentaire à cette Constitution semi-monarchique de l'an III qu'une nouvelle édition des discours d'antan ? L'avisé libraire Letellier réédite le *Recueil* de 1791⁴¹, qui doit plaire aux Anciens et mériter l'indulgence des Incroyables.

Timidement, le monde rouvre ses salons où l'on conspire. La Harpe, proscrit après le 18 fructidor, se cache à Corbeil où

39. Pinard, *La Harpe peint par lui-même* (par Serieys) P. 1817, p. 152-156.

40. Cette lettre est à M. le marquis de Chateaubrun, (*Notice sur le Cte St. de C.-T.*, p. 85).

41. *Œuvres complètes de Stanislas de Clermont-Tonnerre*, An III, 4 vol. in-8° (B. N. La ³² 536).

Mme Récamier va le voir en secret, accompagnée de Delphine⁴², amie sûre qui guide Juliette. D'autres visiteurs se risquent chez le nouvel apôtre qui, le dimanche, conte volontiers sa conversion⁴³. Mme de Chastenay, son père, son frère Henri retrouvent le chemin de Saintry, où l'on se rend économiquement par le coche d'eau, dont use aussi Delphine lors de ses courses à Paris⁴⁴. Parmi les hôtes de Champlâtreux figurent, avec Marie-Joseph Chénier, amoureux transi de la comtesse, « une véritable fée », et toujours à l'affût de ses sorties, le fils du marquis de Sade, bon jeune homme, « doux, honnête, sage et même aimable », qui fait la cour à Mme de Chastenay, et le peintre Neveu, que nous avons connu rue du Petit-Vaugirard, lui aussi chevalier servant de Delphine⁴⁵.

Aucun de ceux-là pourtant ne remplacera Stanislas. Le 26 thermidor an X, la séduisante jeune femme, à présent domiciliée rue de l'Université, épousait le marquis de Talaru, brave diplomate qui, sous la Restauration, deviendra ambassadeur en Espagne⁴⁶. Plus jeune qu'elle, riche, bon, il l'aime et la rend heureuse : mais il s'appelle Justin et il a pris la mère après avoir demandé la fille ! Car Célinie a grandi : sauvée, dit-on, au 10 Août, par le cocher de son père, qui l'avait abritée dans le coffre du carrosse au moment du massacre⁴⁷, elle a reçu chez les Dames anglaises, rue des Fossés-Saint-Victor, une éducation soignée. Le 12 février 1803, une amie de sa grand'mère de Sorans, Mme de Cazenove d'Arlens, apprend le mariage Talaru. La Harpe est mort la nuit même : Delphine a recueilli son dernier soupir. La vieille marquise, faible, inquiète, mécontente, a vu les chagrins particuliers succéder aux ennuis publics. « Tout en abhorrañt les lois nouvelles, en détestant ce nouveau régime, on en profite dans ce qui favorise l'intérêt⁴⁸. » Elle parle par expérience : le second mariage de sa fille lui déplait, elle s'épanche en confidences et récriminations. Elle aussi devient fort dévote ; elle a conservé de vieux serviteurs, et il lui semble, en regardant ces fidèles compagnons des jours d'angoisse, revivre toute la Révolution.

42. Lettre du 28 septembre 1797, de La Harpe à Mme Récamier, dans Chateaubriand, *Mémoires d'outre-tombe*, IV, p. 381 (éd. Garnier).

43. Serieys, *loc. cit.*

44. *Mém.*, I, 298-9, 396, 399-401.

45. Chateaubriand, *op. cit.*, II, 299.

46. Contrat chez M^e Péan de Saint-Gilles. V. Creuzet, I, p. 135.

47. Tradition recueillie par Mme la comtesse B. de Cl.-T. Je doute que Stanislas, en un tel jour, se soit fait accompagner de cette enfant de neuf ans, sa fille unique.

48. *Journal* de Mme de Cazenove d'Arlens, éd. A. de Cazenove, p. 4, 41, 54, 86, 123.

Les procès ne sont pas le moindre ennui de cette famille où il n'y a plus d'homme. Le père de Stanislas, remarié, néglige Célinie. Gaspard-Paulin, parent rapace, porté le 21 novembre 1792 sur la liste des émigrés, ne songe, depuis son retour, qu'au testament du maréchal, remanié en 1781. La loi du 14 novembre 1792, abolissant la substitution, conservait aux appelés la faculté de réclamer des droits acquis. Le 12 août 1803, Gaspard-Paulin demande sans succès au tribunal de la Seine Saintry et Champlâtreux, dont Célinie et sa mère jouissent de bonne foi, grâce au régime nouveau, depuis dix ans et plus : il y a prescription. L'évincé fait appel; la Cour de Paris lui donne tort, le 11 juillet 1804. Il se pourvoit en cassation, soutenant que la mort civile n'a commencé pour lui qu'après son inscription sur la liste des émigrés, la substitution ouverte. On le déboute, le 8 mai 1805; il a émigré avant le 14 novembre 1792, et c'est le 23 octobre qu'on l'a banni à perpétuité ! Lui mort, il faut lutter contre son fils, Aimé-Marie-Gaspard, le futur ministre, qui, le 21 mars 1806, consent à transiger.

La même année, par contrat du 4 août, Célinie épousait le comte Savary de Lancosme, officier de cavalerie, et lui apportait en dot Champlâtreux, Saintry et les meubles de Stanislas. Le jeune ménage enterré au fond du Berry⁴⁹, Delphine restait seule avec son Justin, patagon romanesque, consciencieux, mari complaisant d'une femme impérieuse et fantasque, spirituelle, tracassière, intrigante, affolée de va-et-vient⁵⁰. Pour la distraire, il y avait Chavanat, depuis maire de Saintry, parfait modèle d'apathie et d'égoïsme, joueur incorrigible et obligé ingrat, que les commères du village lui donnaient pour amant⁵¹, le bon Duveyrier et les lettres syriennes du cousin Chateaubriand. A Chavanat, la dame de Saintry devait léguer sa maison de la Mazeline. Estimée de Napoléon, elle allait remplir de ses grâces à peine désuètes les salons de l'Empire et de la Restauration, et perdre sa fille, morte d'une maladie de cœur, le 3 août 1827, à quarante-quatre ans, laissant un fils et une fille, Mme de Coislin. Le 25 octobre 1832, l'ancienne dame d'honneur de Mme Elisabeth, la veuve tant aimée du brillant député, l'épouse si longtemps jeune du benoît diplomate s'éteignait, rue de Grenelle, à soixante-six ans, sans enfant de son second mari. Elle repose à Chamarande, avec sa nièce de Sorans, fille d'Elzéar et de

49. Creuzet, I, 132-135. — Lancosme, comm. de Vandœuvre (Indre).

50. Frémilly, *Souvenirs*, p. 425.

51. Tradition recueillie d'une vieille femme par M. Creuzet. — Duveyrier, *Anecdotes*, p. 86. Chateaubriand, *Mém. d'outre-tombe*, II, 512, note.



CÉLINIE DE CLERMONT-TONNERRE,
MARQUISE DE LANCOSME.
(*Pastel, vers 1806. - A M^{me} la marquise de Nieuil.*)

R. de Longueval phot.

Marie-Victoire d'Haussonville. Talaru, remarié à cette toute jeune parente de sa femme, redevint veuf six ans après et ne mourut qu'en 1850.

Du domaine de Saintry, morcelé dès le mariage de Célinie, amputé de la Mazeline, de Champlâtreux vendu à Pasquet, épicier de Corbeil, réduit à la ferme de la veuve Hardy lotie elle-même en 1831, les Lancosme et les Coislin achevèrent l'émiettement : mais le souvenir du bon seigneur libéral y est toujours vivant. L'acquéreur de Champlâtreux fit démolir la demeure de Stanislas, dont il conserva cependant une aile et le colombier : il édifia un nouveau pavillon. La famille Fau, le président Bourgoïn, le baron Lhuillier s'y succédèrent après lui. Naguère un distillateur très parisien le posséda, qui voulut un moment l'appeler « les Roseaux »⁵². Stanislas de Clermont-Tonnerre et Marius Dubonnet, le marchand héritier du noble, ces deux noms rapprochés résument tout un côté de la Révolution.

V

J'ai voulu rendre justice à cet honnête homme, vertueux et loyal, à ce rêveur au séduisant langage, si cruellement déçu par les faits. Il paraîtra sans doute sympathique, malgré ses erreurs ou peut-être à cause d'elles ; sa mémoire obtiendra ce respect qu'on doit aux bonnes volontés, au courage que les circonstances ont mal servi. Il me faut encore marquer à Stanislas sa place dans la Révolution, dire ce qui, de ses idées, lui a survécu, et à son temps.

Clermont-Tonnerre n'est pas de ces rares génies qui, aux tournants de l'histoire, semblent diriger les événements. En 1789, de tels hommes eussent conjuré la crise et maté la peur née de l'absence d'un chef. A eux tous, pourtant, les soldats ont fait figure de général et permis au maître de grandir. Là où Mirabeau avait échoué, Cazalès ou Maury ne pouvait que se faire battre en l'honneur de la vieille loyauté française. Un philosophe de salon était vaincu d'avance.

Clermont-Tonnerre eut la belle audace de partir en guerre avec sa plume et ses livres. Un grand nom, la jeunesse, l'éloquence, la noblesse d'allure, une jolie femme, des amis influents, l'enthousiasme à la mode pour les nouveautés sont de précieux auxiliaires. Parce que Stanislas les avait de son côté, parce qu'une éphémère popularité l'avait d'abord étourdi, il devait se croire appelé à gouverner. Porté d'emblée au pre-

52. Creuzet, t. I, p. 185-6.

mier rang, chef de l'opposition aux abus dont il profitait, il fut le coryphée de cette troupe brillante qui, par goût, courait à l'abîme, entraînant la foule déchaînée par ses maîtres et désormais indomptable. Le nuage du 14 Juillet voila son horizon; à tâtons, pendant sa courte apogée, l'anglomane voulut trop tard retenir l'Assemblée sur la pente. Rejoint à la Bastille, dépassé à Versailles, roulé par le torrent d'Octobre, il n'était plus au Manège qu'un isolé. Pris entre les partis comme dans un étau, rejeté sur l'enclume par le marteau qui écrase, effrayé des excès, parlant ce langage d'académie que la foule ignore ou dédaigne, obligé de s'adapter à une situation qui lui répugnait, incapable de ces ripostes qui anéantissent, compromis par Necker et l'exotisme quand l'étranger de droite devenait chaque jour plus suspect, ne retrouvant plus à Paris le bon peuple de Saintry, il acheva de se perdre par son attachement à la cour et aux prérogatives royales, par ses hésitations incompréhensibles à la masse.

Quand il fonde le club monarchique, il est définitivement l'ennemi. Avocat des ministres et du Pape, panetier, conspirateur, ennemi déguisé d'une Constitution qu'il édifie malgré lui, concurrent odieux aux Jacobins, bienfaiteur haï des sections, censeur insupportable aux journalistes, il n'a plus avec soi que les trembleurs. Il en perd son éloquence : il ne parle plus que par soubresauts, comme respire un agonisant. Il eût mérité mieux ; il lui a manqué, et aux siens, et au Roi, la force qui eût garanti la paix, la décision nécessaire aux réformes, l'expérience et la justesse de vues appliquées aux besoins du jour. Empêtré de théories, aveugle aux circonstances que, plus tard, comme tout le monde, il invoquera, il a découvert à ses dépens que la place publique n'est point une salle d'étude. Cet ami de l'ordre eût réussi dans des temps plus calmes, sous d'Argenson, sous l'Empire qu'il eût servi, sans doute, comme beaucoup de libéraux. Rallié à la Restauration, ambassadeur ou ministre, il fût mort pair de France, dans l'opposition de droite, sous le ministère Guizot.

Ce rêveur fut un grand prophète. Il a prévu le retour à l'équilibre, bientôt tenté par le Directoire, et le triomphe du bicamérisme. Il a deviné qu'au désordre du début succéderait la dictature, amenée par l'incoercible besoin de paix. Cette monarchie anglaise qu'il a prônée, et qui semble nous régir aujourd'hui sous un autre nom, les armes de la France l'ont imposée à presque tout le monde civilisé. C'est pour l'idée anglaise, en fait, qu'a combattu Napoléon. A Waterloo, c'est la déclaration des droits que l'Europe a cru déchirer. De la Constitution ébauchée au Manège, il n'est resté, avec le prin-

cipe affiché de la souveraineté nationale, que la précaution du suffrage restreint ou nuancé. Les abus du parlementarisme, la corruption des électeurs et des élus, l'omnipotence des avocats et des financiers, le règne des coteries, tous ces inconvénients de nos démocraties même royales, Stanislas les a prévus. Il a dit la force nécessaire à l'exécutif, la discipline indispensable aux grandes nations. Il a dénoncé cette propagande qui, sous des couleurs civiques ou religieuses, se glisse aux armées, les désagrège et ruine l'ordre qu'elles semblent chargées de défendre. Il a fait le procès des démocraties pures, flétri leurs vices obligés : haine de certaines supériorités, impuissance dans l'offensive, incapacité d'agir vite et sans bruit. Il a pressenti que la France et ses colonies serviraient d'enjeu aux rois ligués contre les peuples, et compris que l'étranger, comme toujours, profiterait de nos discordes. Ce pis-aller des jours sombres, le despotisme d'en bas, il l'acceptait néanmoins : « Mieux vaut un mauvais gouvernement que pas de gouvernement du tout. » Il appartenait à la Convention, au comité de salut public, d'exercer cette tyrannie providentielle, qui dépassait un Louis XVI.

Mais, pas plus que ses contemporains, Clermont-Tonnerre ne pouvait deviner l'inutilité prochaine du système complexe de 89, son désaccord avec le caractère français épris de simplicité, avec l'histoire nationale, avec la tradition deux fois romaine du maître unique et indiscuté. Moins encore pouvait-il prévoir cette autre révolution, qui allait bouleverser le monde et saper l'œuvre du Manège. Contre la coalition des bourgeois ambitieux et des paysans affamés de terre, contre la vieille civilisation méditerranéenne, « sacramentelle », de l'Olivier, de la Vigne et du Blé, l'union des éléments contraires, la ligue de l'Eau et du Feu, constituée aux brumes d'un Nord barbare, devait bientôt engager la lutte. A la féodalité détruite allait succéder l'élite des barons du sac. Et Marat, prophète au rude langage, l'avait déjà stigmatisée.

De ces parvenus, bénéficiaires et meurtriers de la Révolution, Clermont-Tonnerre est comme malgré lui le complice. L'ami de Malouet et de Necker croit aux vertus du bien-fonds. A sa fortune, pourtant médiocre, richesse et propriété semblent des garanties. Homme à principes, il capitule, comme tous, devant le danger. Il ne considère plus que l'intérêt national, qu'il confond avec celui de la monarchie. Au 14 Juillet, il déclare, solennel et naïf : « Dans les temps de calamité publique, il faut s'attacher aux principes. » Ces principes, on les foula aux pieds pour les sauver : on les avait énoncés pour de purs esprits, pour un pays neuf. De la catastrophe Stanislas

a dit les symptômes, en pénitent de la première heure. Cette rupture d'équilibre, qui fut un peu son œuvre, se produisit faute d'un contrepoids. A défaut de chef, avait-on au moins des guides ? Le contrepoids nécessaire, aux yeux du gentilhomme, c'était l'élite du sang, cette suicidée qui avait fait, pour sa part, la nation et le Roi. Déléguée naturelle du pays, elle portait dans ses noms toute la terre de France; à l'étranger, c'était bien sa patrie qu'elle emportait à la semelle de ses souliers. A l'inévitable discontinuité du régime électif elle opposait la gloire des aïeux, la tradition familiale et le solide rempart du principe héréditaire. Cette armature qui avait sauvé l'Angleterre, la France royale, qu'elle gênait, l'avait laissée se rouiller dans Versailles. Au moment décisif, elle lui manqua.

La foule allait régner, pour la forme, grâce à ce titre de citoyen, « si injuste à refuser, si dangereux à accorder », disait Clermont-Tonnerre. Il l'a crainte et honnie après l'avoir flattée : il a prévu ses fureurs, sa fatigue, ses servitudes. Cette fausse foule, cependant, qu'il combattait, contre-élite « consciente et organisée », a joué dans la Révolution le rôle d'une noblesse nationale : aux sections, aux sociétés populaires, elle a incarné la volonté apparente du pays, souvent imposée par elle, du haut des tribunes, aux dirigeants fantoches, aux couards bourgeois des Assemblées.

Dans un autre domaine aussi, Clermont-Tonnerre fut prophète. Ce franc-maçon, déiste d'habitudes catholiques et que tout fanatisme effrayait, croyait nécessaire de renoncer à la vieille alliance de Rome. Mais, ami de la justice et respectueux des morts, il voulait laisser à l'Eglise affranchie, avec les dons des fidèles, cette portion de biens indispensable à la dignité du sacerdoce et aux besoins de la charité. Il ne fut pas suivi : on prétendit rallier à la Révolution un clergé si longtemps auxiliaire de la monarchie, le démocratiser, asservir aux intérêts passagers de la politique française une partie de l'Eglise universelle. La logique, la nécessité de l'heure semblaient le commander. D'une catholicité étrangère et supérieure aux nations peu d'hommes alors pouvaient avoir l'idée. L'erreur de la Constituante allait amener, en quelque façon, le schisme, la persécution, la cote mal taillée du Concordat et ce siècle de querelles intermittentes dont notre âge a cru voir le brutal dénouement.

Comme tant d'autres, Stanislas fut victime de la tourmente : une telle fin était à prévoir. Quand la défaite et l'oppression menacent un peuple affolé, il est inévitable qu'une fureur aveugle verse même le sang du juste et brise ces tables

où le législateur des jours tranquilles grava des préceptes que les circonstances ont périmés. Les hommes du 10 Août vécurent ces heures d'angoisse : voués au provisoire, de leur propre aveu, dans la cité investie qui brûle, qu'ils sauvent de l'ennemi et d'elle-même, ont-ils droit à toutes les indulgences ? Leurs actes, leurs principes crient moins contre eux que le temps et les choses. Si l'histoire de la Révolution *doit* les absoudre, l'histoire universelle paraît déjà les reléguer au second plan ; l'histoire de France songera-t-elle jamais à les maudire ? Continueurs, malgré eux, de la monarchie, bénéficiaires des énergies accumulées par l'absolutisme et dont l'explosion ébranle le monde, ils n'ont pu, après les Constituants, achever la nation qu'en l'émiettant, et l'idée même de patrie, grosse de tant d'hécatombes, s'est retournée contre eux et contre nous, par la faute sans doute d'héritiers maladroits ou corrompus. Les vainqueurs de Valmy pouvaient-ils prévoir Waterloo et Sedan, suites naturelles de leur victoire ?

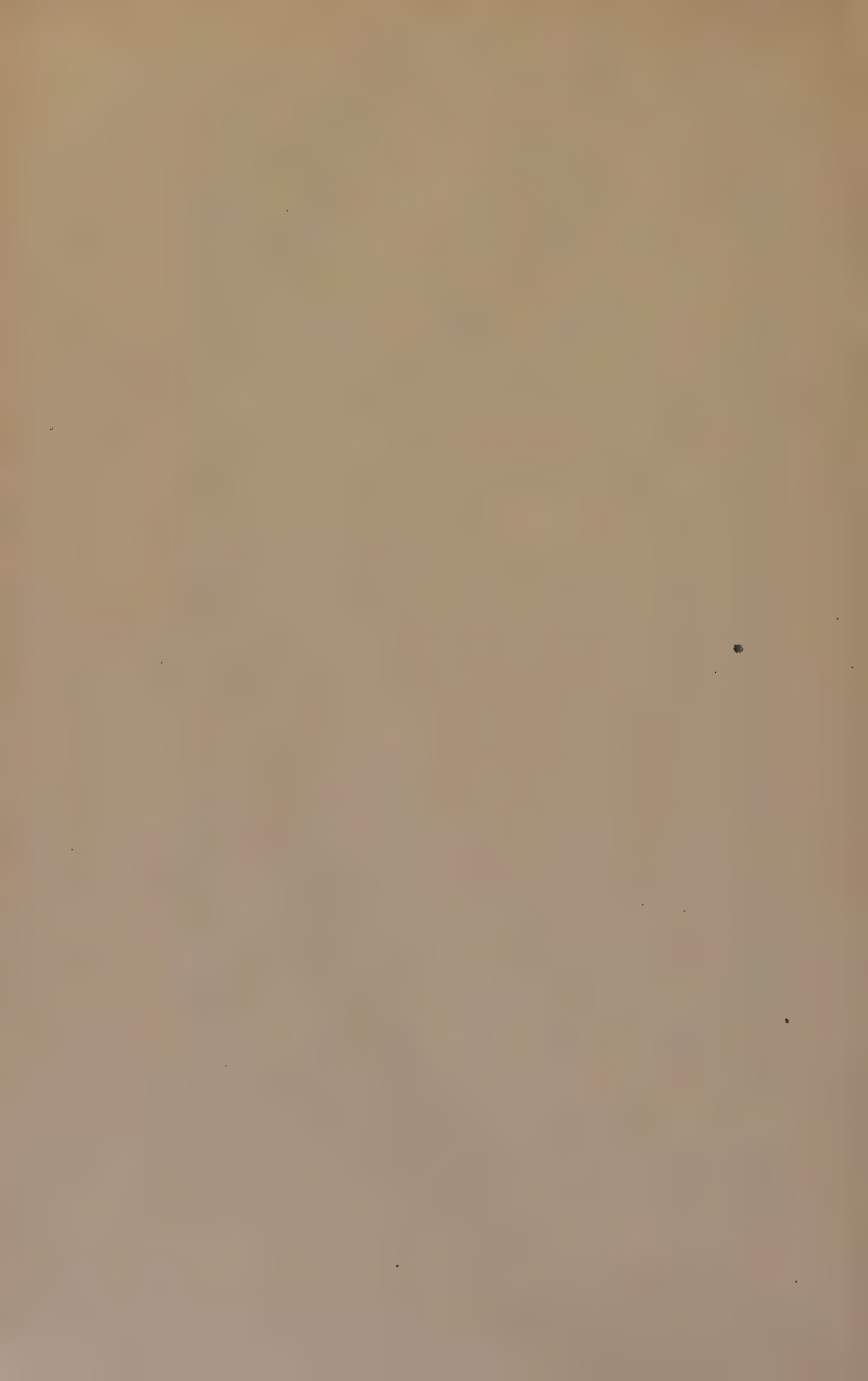
« L'homme n'est ni ange ni bête », avait dit Pascal. A cette double nature, négativement affirmée, Clermont-Tonnerre ne songeait-il pas, quand il définissait les deux opinions publiques, l'une précipitée, éphémère, fugitive, composée de préjugés et de passions, l'autre stable, lente, irrésistible, fille du temps et de la raison ? Toutes deux, pour lui, constituaient ce qu'une confusion d'idées nomme l'opinion publique. Confusion ou synthèse ? Il y a de même, peut-on dire, deux révolutions dans la Révolution. Testament de l'ancienne société paysanne, la première paraît morte, toute française et politique, moins victime de ses excès ; de ses adversaires, que de l'indifférence, de la fatigue, des soucis nouveaux imposés aux peuples par la civilisation moderne. L'autre, vieille comme le monde, se poursuit : 89 n'en est qu'un grand épisode dans l'ordre national. Clermont-Tonnerre pensait-il encore à notre double nature, en prononçant cette phrase lapidaire : « Les lois sont rarement plus fortes que les hommes ; elles ne sont jamais plus fortes que les choses » ? La première partie de cette maxime peut expliquer la Révolution ; dans la seconde, il est permis de chercher, pour d'autres temps, la promesse ou la menace de changements plus décisifs.

Vu, le 10 janvier 1930.

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu, et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.



INDEX

DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

- Abadie (D'), 133.
 Abencérages, 35.
 Ache (Ru d'), 5.
 Adélaïde (Mme), 6, 223.
 Agénois, 258.
 Agieu (D'), 340, 394.
 Agout (D'), 328.
 Aguesseau (D'), 86.
 Aguesseau de Fresnes (D'), 49, 50, 52.
 Aiguilon (Duc d'), 58, 81, 85, 86, 104,
 129, 196, 224, 247, 259, 268, 278,
 333, 336, 409.
 Aime, 443.
 Aix-en-Provence, 71, 336, 338, 351,
 405, 408, 414, 444.
 Aix-la-Chapelle, 288.
 Albert de Rioms (D'), 232-237, 248,
 316.
 Alexandre, roi de Macédoine, VII.
 Algire (D'), 328.
 Allemagne, 5, 94, 99, 213, 219, 434.
 Allemands, 100.
 Allonville (D'), 482.
 Allorge (H.), 27.
 Alméras (H. d'), 231.
 Alsace, 99, 167, 214, 216-220, 404, 435,
 444.
 Alsace (Jean-Louis d'), 22.
 Américains, 195, 200, 241, 310.
 Amérique, 18, 36, 54, 96, 119, 130,
 150, 184, 186, 195, 250, 269, 307,
 412-3.
 Amiens, 140, 166.
 Amis réunis (L.), 84.
 Amont (Bailliage d'), 73, 465.
 Anchel (R.), 221.
 Anciens (Conseil des), 494.
 Ancre (Maréchal d'), 123.
 Andelle (Femme), 266, 300.
 André (D'), 87, 96, 262, 336.
 Anglais (Voyageur), 29.
 Anglais (Les), 31, 111, 121, 126, 172,
 198, 267, 309, 413, 434-5, 448, 487.
 Anglaise (Constitution), 178.
 Anglebermer de Lagny (Elisabeth d'),
 22.
 Angleterre, 15, 68, 76, 111, 116-7, 119,
 205, 220, 245, 251, 263, 271, 292,
 310, 323, 405, 421, 434, 457, 466.
 Anglo-normands, 117.
 Anglo, 204.
 Anisson du Perron, 137, 191, 209, 284,
 386.
 Anjou (Henri, duc d'), depuis Hen-
 ri III, 4.
 Ansauville, 5.
 Anson, 61.
Antigallican (L'), navire, 227.
 Antilles, 203, 252, 269.
 Antonelle, 331-2, 407, 409.
 Ardan, héros d'Ossian, 32.
 Argenson (D'), 498.
 Argenteuil, 402.
 Aristide, personnage des *Géorgiques*,
 297.
 Aristide, Athénien, 357.
 Arles, 329, 331, 407.
 Armand, 334, 392, 394.
 Arnaud, 289.
 Arras, 88, 186.
 Artan, v. Ardan.
 Artois, 172.
 Artois (Charles-Philippe, comte d'),
 depuis Charles X, ix, 36, 99, 117-8.
 Asiatiques, 218.
 Assyrie, v.
Athalie, 278.
 Athènes, 177, 271, 433.
 Athéniens, 272.
 Atlantique (Océan), 252.
 Aubert, 38, 117, 208-9.
 Aubigny (D'), 349.
 Aubry du Bochet, 185.
 Aubusson, 121.
 Auch, 29, 45-6, 382.
 Auchy (D'), 430.
 Augeard, 258, 306, 328.
 Auguste, 125, 297.
 Aulard (A.), ix, x, 83, 88, 97, 101, 112,
 115, 357-8, 369, 377, 382, 395, 398-
 400, 402, 404, 412, 424, 436, 451,
 478, 481, 487-8.
 Aulnay (D'), 437.
 Aumont (Duc d'), 53-4, 62.
 Aurillac, 152.
 Aurillot, 8.
 Aury (Michel), 428.
 Austro-prussienne (Entente), 15.
 Auteuil, 163, 480.
 Autriche, 15, 19, 84, 434-6, 488.
 Autrichien (Comité), 482, 491.
 Autrichienne (L'), [Marie-Antoinette],
 100.
 Autrichiens, 398, 485.
 Autun, 90, 367. V. Talleyrand.
 Auvergnats, 152, 462.
 Auvergne, 29, 30, 34, 41, 44, 49, 54,
 494.
 Auxerrois (Régiment d'), 334.
 Auxonne, 19.

- Aved, peintre, xviii.
 Aved de Loizerolles, 7.
 Avenat, 7.
 Avesnes, 137.
 Avignon, 288-92, 298, 328-332, 363, 404-411, 413-8, 421, 442-5; pont Saint-Bénézet, 288; tour Campana, 288; tour de l'Estrapade, 288.
 Avignonnais, 404-411.
- Babel, 100.
 Babey, 367.
 Bacourt (De), 386.
 Bacular d'Arnaud, 183.
 Bailly, ix, 85, 87-8, 90-91, 94, 96, 99, 102, 105-9, 117, 124, 139, 144, 166, 207, 278, 328, 333, 342, 347, 361-4, 366-7, 377, 381, 385, 391-4, 397, 402, 410-1, 423, 437, 480, 485.
 Bâle, 108, 127.
 Banca des Issarts, 44.
 Bar-le-Duc, 469.
 Barbaresques, 214.
 Barbier-Neuville, 491.
 Barcelone, 462.
 Bardet (Jean), 243.
 Barèges, 29.
 Barère de Vieuzac, 98, 104, 196-7, 216, 274, 427.
 Barmond (Abbé de), 75, 136.
 Barnave, 41, 75, 88, 105-6, 112, 130, 155, 204-6, 216, 228-9, 231, 244, 248, 253, 256, 263-4, 271-3, 290-1, 297, 312, 326, 336, 355-7, 361, 377, 379, 381, 383, 387, 398, 431, 433, 436, 444, 467, 474, 481, 488.
 Baron, 191.
 Barrin (Comte de), 20.
 Barrois, 234.
 Barthélemy, 13.
 Baschi du Cayla (De), 28, 234.
 Basset, xvii.
 Batave (Ligue), 269.
 Baudin, 234.
 Baudouin, 168, 409, 415.
 Bavaroise (Question), 15.
 Bayard, 486.
 Bayeux, 18, 20, 21.
 Bayeux, traducteur, 192.
 Béarn, 41.
 Béarnais, 194.
 Beauharnais (Vicomte de), 66, 81, 87, 147, 311, 355.
 Beaujour, v. Bréveu de Beaujour.
 Beaulieu, v. Profilla-Beaulieu.
 Beaulieu (De), 154.
 Beaumetz, 151, 216-7, 263, 280, 297, 312.
 Beauséjour (Mgr de), xv, xviii, 6, 127.
 Beausset, 279.
 Beauvau (Mme de), 28.
 Beauvilliers (Famille de), 3.
 Bébé, nain, 5.
 Beccaria, 237.
 Bégouen, 255.
 Belfort, 5.
 Belges, 100, 251.
 Belgique, 245, 250, 422, 435.
 Belmond (Abbé), 382.
- Bénédictins, 243.
 Benoît (Ordre de Saint-), 4.
 Benoît (A.), 6.
 Béotiens, 357.
 Beret, 406.
 Bergasse, 49, 96, 103, 112-3, 117, 136, 143, 153, 178, 183, 301, 323, 326, 328, 482.
 Berlin, 434-5.
 Bernadotte, vi.
 Bernard (Famille), 7.
 Bernay, 157.
 Berry, 496.
 Bertier de Sauvigny, 117, 122-3, 278.
 Bertrand de Molleville, 482-4, 489.
 Besançon, 6.
 Besson (De), 301.
 Béthisy (De), 233-4.
 Bévésiers (Cap), 4.
 Beyerlé (De), 348.
 Bezenval (Baron de), 123-4, 166, 490.
 Billon (Joseph), 6.
 Bismarck, vii.
 Blacons (De), 192.
 Blaizel (Baron de), 492.
 Blansey (Joseph), 6.
 Blin, 195-6, 199, 247.
 Blincourt (Comte de), 22.
 Bluget, 90.
 Bohême, 5, 104, 484.
 Boilly (L.-L.), xv.
 Boisselin (De), archevêque d'Aix, 49, 223, 328.
 Bolt (J.-F.), xvii.
 Bombelles (Mme de), 24.
 Bonal (F. de), évêque de Clermont, 216, 301, 328.
 Bonnay (De), 259, 336.
 Bonne-Carrère, 398, 409.
 Bonne-Savardin, 306, 368, 370.
 Bonneval (De), 232, 236.
 Bonneville (F.), xvi.
 Bontemps, 314.
 Bord (G.), 42, 231.
 Bordeaux, 90, 217, 258, 478; Feuillants, 428.
 Bordelais, 254.
 Bouchard, 16, 20, 31, 34-5, 169-71, 267, 334, 481, 491.
 Bouchard de Saron, 107.
 Bouche, député d'Aix, 96, 126, 156, 185, 253, 263, 289-90, 298, 330, 363, 404, 407-9, 414-5, 424.
 Bouche (Honoré), 414.
 Boucher, 152.
 Boucher d'Argis, 377.
 Boufflers (De), 94, 118, 183, 223, 280, 328.
 Boufflers (Mme de), 5, 28.
 Bouillé (Marquis de), 438, 485.
 Boulainvilliers (Le président de), 58-60, 65, 69, 328.
 Boullé, 88, 133, 149.
 Bouquet (A.-D.-M.), 31.
 Bourbon (Duchesse de), 28.
 Bourbon (Maison de), 100.
 Bourbon-Busset (F.-L.-A. de), 5.
 Bourbon-Busset (Famille de), 8, 26.
 Bourdon, 315.

- Bourgogne (Maison de), 4.
 Bourgogne, 19, 127.
 Bourgoïn, 296.
 Bourgoïn (Président), 497.
 Bourlet (Jean), 31.
 Bournissac (De), 248-50.
 Bournon (F.), 41.
 Boussion, 247, 362.
 Bouthillier (Marquis de), 391.
 Boutidoux, 425.
 Boyer (F.), 72.
 Boyer-Fonfrède, 258-9.
 Brabançons, 250-51, 408, 422.
 Brabant, 423, 434-5.
 Brandebourg, 296.
 Brassac (Mme de), 491.
 Brassolis, héroïne d'Ossian, 33.
 Braux (G. de), 6, 7, 19.
 Brégail, 46.
 Brest, 131, 233, 279, 287, 310-1, 323.
 Brestoïs, 490.
 Bretagne, 41, 92, 111, 192, 229, 276.
 Bretagne (Anne de), 229-30.
 Bretagne (De), 391.
 Breteuil (Baron de), 13-15, 17, 18, 21, 37, 97, 100, 101, 105, 311, 467, 491.
 Breteuil (Julie Le Tonnelier de), 13.
 V. Clermont-Tonnerre (Duchesse de).
 Bretonne (Société patriotique), 91.
 Bretons, 111, 117, 194, 224, 230, 487; députés, 150.
 Brevet, 312.
 Breveu de Beaujour, 248.
 Bridel (Pasteur), 32.
 Brie, 50.
 Brie-Comte-Robert, 38, 169.
 Brignoles, 279.
 Brillat-Savarin, 185.
 Brionne (Mme de), 438.
 Brissot de Warville (J.-P.), 100, 286-7, 292-6, 301-10, 312, 316, 342-3, 370, 467, 489-90.
Britannicus, de Racine, 265.
 Brizard (Abbé), 91.
 Brocheton, 367.
 Broglie (Maréchal de), 94, 97, 100, 101, 106-7, 304, 467; prince Victor de —, 81, 216, 224, 228, 355, 409.
 Brongniart, 314.
 Broves (D.), 232-235-6.
 Bruges, 462.
 Bruges (De), 340.
 Brune (Maréchal), 444.
 Brunet, 45.
 Brunet de La Tuque, 215, 220.
 Bruni (Comte de), 56-7.
 Brunswick (Duc de), 276, 477, 486-8.
 Brutus, 478.
 Bruxelles, 91.
 Bullion (De), 38.
 Bureau de Puzzy, 87, 416, 424, 426.
 Burke, 431.
 Bussy-la-Pesle, 19.
 Buzot, 98, 111, 128, 152, 256, 262, 297, 438, 474.
 Cadenaux (Les), 487.
 Caderousse (De), 443.
 Caderousse (Famille de), 4.
 Caen, 482.
 Cagliostro, 231, 296.
 Cahier de Gerville, 340, 342, 375.
 Cahors, 381.
 Calcutta, 331.
 Calédoniens, 33.
 Caligula, 123.
 Calixte II, 3.
 Calonne, 36, 83, 254.
 Calonne (Abbé de), 118.
 Camboulas, 424.
 Cambrai, 395.
 Camus, 62, 118, 122, 129, 139, 147-8, 157, 199, 289, 336, 407-9, 414-5, 455.
 Cannes, 384.
 Caraman (De), 328.
 Carle, 370.
 Carolingiens, 275.
 Carpathes, 16.
 Carpentras, 290, 298, 395, 404-6, 417, 442.
 Carra, 335, 339, 341, 351, 353, 358, 364, 380, 382, 393, 398, 411, 488.
 Carrier, 145.
 Carril, héros d'Ossian, 32, 33.
 Carthage, 473.
 Cassandre, 432.
 Cassel, 402.
 Castellane (B.-L.-A., comte de), député, 72, 77, 81, 85-6, 89, 95, 104, 133, 138, 143, 155-6, 233, 237, 248, 257, 280, 328.
 Castellane (A.-M.-E.-P.-B., marquis de), 74, 92, 101, 116, 180.
 Castelnau (De), 117-8.
 Castelnaudary, 82.
 Castries (Duc de), 62, 350.
 Catherine II, 15.
 Catherine de Médicis, 68.
 Catilina, 71, 142, 166, 292, 429.
 Caton, 113.
 Caussade, 136.
 Cavaillon, 406.
 Caylus (Duc de), 85.
 Cazalès, 71, 80, 85, 92, 136, 143, 156, 186, 193, 209, 222, 245, 247, 255, 263, 283, 289, 310-1, 313-4, 323, 333, 336, 383, 387, 396, 407, 429, 431, 487, 497.
 Cazenove (A. de), 495.
 Cazenove d'Arrens (Mme de), 495.
 Celtes, 111, 117, 172, 487.
 Céphas, 332.
 Cérutti, 367.
 César (Julius), VII.
 Césène, 4.
 Cette (Sète), 285.
 Chabot, 484.
 Chabroud, 261-3, 275, 301.
 Chaillot, 402.
 Challamel (A.), 49, 224, 482.
 Châlons-sur-Marne, 41, 76, 191. V. Clermont-Tonnerre (Anne-Antoine-Jules de), évêque de —, *infra*.
 Chamaranade, 22, 496.
 Chamigny (Famille de), 7.
 Champagne, 462.
 Champagny, 86, 183, 233-4, 236-7.

- Champigny (De), 38.
 Champion de Cicé, 90, 94, 103, 118, 139, 158, 183, 314-5, 431.
 Champlâtreux, 8, 12, 14, 15, 19, 20, 27, 31, 130, 147, 169, 412, 439, 481, 492-3, 495-7. V. Corbeil, Mazeline (La).
 Chantilly, 28.
 Chapelle (La), 358, 361, 365.
 Chappe (Claude), vi.
 Charavay, 358, 366-7, 492.
 Charlemagne, 66, 120, 406.
 Charles I^{er}, 76, 88, 302, 308, 310, 435.
 Charles II, 310.
 Charles VIII, 405.
 Charles le Chauve, 214.
 Charles - Théodore, électeur palatin, 16.
 Charles d'Anjou, 405.
 Charolais, 152.
 Charost (Duc de), 165.
 Charot (F.-C.), 31.
 Charot-Jobard, 35.
 Charron, 333.
 Chartres (Duchesse de), 28.
 Chartreux, 243.
 Chasset, 152, 314.
 Chassey (De), 142.
 Chassin, 54, 57-62, 65, 69, 75, 105, 122.
 Chaste (Maison de), 4.
 Chastenay (Henri de), 495; Mme de —, 16, 17, 71, 323, 495.
 Chateaubriand, 32, 34, 113, 495-6.
 Châteaubrun (Marquis de), x, xv, xviii, 487, 494.
 Châteauneuf-du-Pape, 406.
 Châteaueux (Régiment de), 297.
 Châtenay (De), 117.
 Chatou, 492.
 Châtres, 220.
 Chaumont-en-Bassigny, 275, 334.
 Chavanat (Comte Gabriel de), 481, 491, 493-4, 496.
 Chénier (André de), 9, 112; M.-J. de —, 495.
 Cherbourg, 266, 301.
 Chereau (J.), xvii.
 Chevalier (U.), 3.
 Chiaramonti (B.-L.), pape (Pie VII) 4.
 Choderlos de Laclos, 38, 104.
 Choiseul (Vicomte de), 183.
 Choiseul-Beaupré (Mgr de), 6.
 Choiseul-Praslin (Duc de), 268.
 Chompré, 249.
 Choppin, 55.
 Chrétien, xvii.
 Chuquet, 312.
 Cicéron, 183, 237, 292, 369, 378.
 Claessens (L.-A.), xviii.
 Clairmont d'Esclaibes (Comte de), 334, 365, 367, 380, 397, 419.
 Clarendon, 308, 310.
 Clément (A.), xvi.
 Cléon, 357.
 Clermont (Maison de), 3, 16, 19.
 Clermont (Antoine de), 3; Antoine II de —, 4; Aynard de —, 3; Bernardin de —, 3; Charles-Henri de —, 4; Claude de —, 3; Constance de —, 4; Geoffroy de —, 3; Guillaume de —, 3; Roger de —, 4; Sibaud de —, 3. V. Clermont-Tonnerre.
 Clermont-Ferrand, 28-9, 31, 35, 44-5, 49, 72, 82, 216.
 Clermont-Gallerande, 93, 116.
 Clermont-Lodève, 97, 129, 138, 156.
 Clermont-Mont-Saint-Jean (Flavie de Lanans, comtesse de), 22.
 Clermont-Tonnerre.
 Aimé-Marie-Gaspard, duc de —, 492, 496; Anne-Antoine-Jules, évêque de Châlons, 41, 76, 191, 353, 359, 364; Athénaïs-Henriette-Esther, 35, 45; Jean-Louis-Aynard, abbé de Luxeuil, 5, 26, 127, 190; Marie-Louise-Blanche, comtesse de —, x, xv, xviii, xix, 9, 17, 20, 21, 26, 495, (V. *Errata*); Catherine, duchesse de Retz, 4; Louise-Elisabeth-Célinie, marquise de Lancosme-Brèves, xviii-xix, 27, 45, 495-7; Charles-Henri Jules, duc de —, 5, 13, 20, 36, 41; Charles-Louis-Gaspard, 31, 35; Stanislas-Christine, marquise de Courtivron, xviii, 7, 19, 23, 127; François, évêque de Noyon, 375; François-Joseph, marquis de —, xviii, 5, 6, 8, 19, 20, 26, 42; Gaspard, maréchal de France, xviii, 4, 7, 14, 20, 25, 26; Gaspard-Paulin, 20, 496; Philibert, duc de —, x, xv; Philippe-Aynard, 4.
 Julie Le Tonnellier de Breteuil, duchesse de —, 13, 127; Elisabeth de Gramont, duchesse de —, xv; Marie-Anne de Lentilhac de Gimel, marquise de —, xviii, 8; Antoinette Potier de Novion, maréchale de —, 8; Delphine de Rosières-Sorans, comtesse de —, puis marquise de Talaru, xviii, 22-32, 35, 45, 47, 65, 84, 147, 169, 172, 184, 199, 227, 323-4, 360-62, 411, 481, 486-7, 491, 494-5.
 Clermont-Tonnerre comtois (Les), 6, 127.
 Cloots (Anacharsis), 314, 427.
 Clotilde (Mme) de France, princesse de Piémont (Gros-Madame), 22-24, 26.
 Coblenz, 483, 485, 488.
 Cochin (A.), 42.
 Coigny (M. de), 21, 27.
 Coigny (De), 234.
 Coislin (Les), 497; marquise de —, née de Lancosme, 496.
 Colbert, 254.
 « Colinet », 394.
 Colma, héroïne d'Ossian, 32.
 Colombie anglaise, 268.
 Combours, 32.
 Combs-la-Ville, 169.
 Compiègne, 99, 116, 383.
 Comtadins, 407.
 Comtat-Venaissin, 289-91, 298, 329, 332, 405, 414-5, 442-5.
 Comtois, 6, 86.

- Condé (Armée de), 22; Louis-Joseph de Bourbon, prince de —, 23, 28, 399, 435.
- Condorcet, 57, 227, 314, 380, 419, 455, 467, 490.
- Constant (De), 49.
- Corbeil, 7, 10, 36, 38, 39, 41, 44, 46, 48-9, 101, 130, 153, 156, 158, 184, 191-2, 199, 204, 207-9, 248, 283-4, 313, 324, 352-3, 370, 376, 384, 391, 402, 412, 492-4, 497; club des Jacobins, 344-5; église Notre-Dame, 12, 247, 399; église Saint-Spire, 7, 244, 297; Hôtel-Dieu, 199; place et prieuré Saint-Guénault, 169, 334; quai Saint-Laurent, 156; Société historique, x; Société philanthropique, 199.
- Corday (Charlotte de), xvii.
- Cordeliers, 399, 412, 454.
- Cormac, roi d'Irlande, 33.
- Cormé (M. de), 49, 299-300, 328.
- Cormier, 338, 340, 347, 392, 394.
- Cornelius Gallus, 297.
- Corse, 99, 122, 290, 444, 462.
- Corses, 332; gardes —, 405.
- Cosaques, 173.
- Coster (Abbé), 367.
- Côte-d'Or, 19.
- Cottin, député, 186.
- Coupe-Tête (Nicolas), 381.
- Courbevoie, 401.
- Courcelles (De), 208.
- Courchamps, 30-47, v. Coursen.
- Courréjoles (De), 203.
- Coursen, 47. V. Courchamps.
- Court de Gébelin, 314.
- Courtivron (Famille de), 4; Jean de —, 19; le marquis de —, 126-7, 384, 391; Mme de —, née de Clermont-Tonnerre, xviii, 7, 127, 494. V. Clermont-Tonnerre (Stanislas-Christine de).
- Courtois de Balore, 215.
- Courville (De), 199.
- Couthon (G.), 29, 45, 49, 244, 494.
- Couthon (Mme), née Brunet, 45.
- Crécy (M. de), 90.
- Crépy-en-Valois, 66.
- Créqui (Mme de), 30, 47, 125; le marquis de —, 248.
- Créqui-Montfort. V. Courtivron.
- Cretot (De), 255.
- Creuzet (E.), x, 7, 12, 20, 26-7, 30-31, 35, 45, 243-4, 376, 399, 402, 439, 493, 496-7.
- Crèveœur (Famille de), 4.
- Crillon, 86, 94, 99, 101, 162, 199, 270; Virginie de —, 492.
- Cromba (Mont), 33.
- Cromwell, 302, 308.
- Croy (Comte de), 228; prince de —, 81, 258.
- Crussol (Duc de), 36, 38, 45; bailli de —, 49, 87, 328, 421, 423; famille de — d'Uzès, 4.
- Cruzy (Marquis de), 4.
- Cuchullin, héros d'Ossian, 32, 33.
- Cujas, 286.
- Custine, 102, 128, 195, 268.
- Cyrus, 13.
- Dalbiat, 44.
- Damas (Roger de), 328.
- Dampierre (De), 38, 128.
- Dannemoine (Famille de), 4.
- Danois, 451.
- Danton, 279, 303, 403, 485-7.
- Danube, 16, 112.
- Darius, 279.
- Dauch (Martin), 82.
- Dauphiné, 3-5, 52, 75, 88, 112-3, 178, 192-3, 232, 234.
- Dauphinois, 76, 86, 90, 193-4, 444.
- David, 119, 214.
- Dax, 341.
- Déjabin, xvii.
- Delacroix, 314.
- Delamotte, 169.
- Delatre, 412.
- Delaware, 323.
- Deléloge (Jourdain), 166.
- Delille, 24, 183.
- Delley d'Agier, 280.
- Démosthène, 269.
- Denis, fort aux Halles, 374.
- Denis (Femme), 374.
- Desbouis (Coll.), 244.
- Deschamps, 140.
- Desmeuniers, 94, 137, 145, 153-4, 257 366.
- Desmoulins (Camille), 9, 101, 210, 247, 277, 279, 313, 335, 343, 348, 351, 369-71, 377, 409, 481.
- Desmousseaux, 381.
- Desnoyers, 334.
- Deux-Ponts, 16.
- Diane [Marie-Antoinette], 397.
- Dicy (Famille de), 7.
- Didot (*Biographie*), 19.
- Dijon, 19, 41, 127, 266.
- Dijon de Saint-Mayard, 72.
- Dillon, 362.
- Dinan, 150.
- Dionis du Séjour, 66, 87, 90.
- Divol, 298.
- Dorset (Duc de), 117-8.
- Douai, 19.
- Doulcet, 44.
- Doye, 27, 30, 66, 153, 243, 402, 439.
- Dreux-Brézé, 84, 139, 328.
- Droz, 431.
- Du Barry (Mme), 403.
- Du Bellay (Famille), 4.
- Dubergier, 328, 336, 340, 373, 385, 392.
- Dubois (Cardinal), 433.
- Dubonnet (Marius), 497.
- Du Bos (Abbé), 32.
- Du Châtelet (Duc), 37.
- Duchêne (Le père), 352, 397-8, 402, 422; (contrefaçon de la rue du Vieux-Colombier), 359.
- Duclos, 376.
- Du Coudray, 49.
- Du Coudray (Abbé), 437.
- Ducrest, 38.
- Dufour, architecte, 8.
- Dufour, secrétaire municipal, 366.

- Dufrénoy, 342-3.
 Du Guesclin, 487.
 Du Luc, 38, 233.
 Dumetz, 263, 328, 362, 425.
 Dumont, 182, 337.
 Dumouriez, 266, 301, 484.
 Du Muy (Marquis), 23; marquise —, 22.
 Du Pont de Nemours, 118, 145, 148, 166, 186, 192, 254, 270, 280, 298-9.
 Du Port (Adrien), 38, 48, 62, 66, 75, 81, 84, 87, 92, 101, 106, 128, 142, 157, 192-3, 205, 207, 215-6, 221, 248, 257, 260-61, 297, 431, 439, 474, 481, 489.
 Duportail, 436, 482.
 Duquesnoy (A.), 86, 95, 103, 165, 197, 199, 200, 202-3, 215, 237, 240, 336.
 Durand de Maillane, 328.
 Du Reget, 266.
 Duret de Noinville, 7.
 Durfort (De), 54.
 Durocher, 409.
 Durville, 275.
 Dutil (L.), 37.
 Du Tillet, 90.
 Duval, 492.
 Duval, piqueur, 428.
 Du Val d'Eprémesnil. V. Eprémesnil.
 (Du Val d').
 Duveyrier, 8, 9, 16, 34, 71, 105, 108, 117, 122, 481, 491, 496.
 Ecosse, 34, 42.
 Egasse, 121.
 Elisabeth (Mme), 22, 24, 25, 84, 227, 323, 490, 494, 496.
 Emmercy, 96, 133, 139, 156, 297, 336.
 Entraignes (D'), 129.
 Ephraïm, 434-5.
 Epinay-sous-Sénart, 208.
 Eprémesnil (Du Val d'), 54, 59, 62, 72, 81, 85, 88, 143, 145, 157, 197, 222, 224, 253, 255, 258, 326, 377, 427.
 Ermenonville, 29.
 Ersmèze, 485.
 Esclaibes (D'). V. Clairmont d'Esclaibes.
 Escobar, 203.
 Escoubleau de Sourdis (Famille d'), 4.
 Esope, 399.
 Espagne, 156, 268, 405, 495.
 Espagnols, 33.
 Espinhal (D'), 29, 44, 49, 328.
 Esse (Ru d'), 5.
 Essex, 308.
 Essonnes, 101, 153, 156, 191, 209, 344, 370, 392.
 Estaing (D'), 150, 314, 487.
 Estourmel (D'), 186.
 Etats-Unis, xviii, 195-6, 203, 316, 448.
 Etioles, 191, 493.
 Etrurie, 368.
 Euclide, 449.
 Evry, 153, 191, 352.
 Expilly (Abbé d'), 280.
 Eymar (Abbé d'), 138, 154, 366.
 Eynaud, 234.
 Ezewiska (Princesse), 122.
 Fau (Famille), 497.
 Fauchet (Abbé), 449.
 Favras, 303, 306.
 Favras (Mme de), 306.
 Fennebresque (J.), 25.
 Fère (La), 67.
 Fermon (De), 423.
 Ferragut, 382.
 Ferrières (Marquis de), 115, 129, 267, 393, 442.
 Fersen (Comte de), 491.
 Feugère (A.), 424.
 Feuillants, 333, 454.
 Feuillet de Conches, 23, 24, 27, 411.
 Feydel, 362.
 Fiesinger, xvi.
 Fiesque, 71.
 Figaro, 212.
 Fingal, 32-34.
 Fismes, 20.
 Fitz-James (Duc de), 38.
 Flamands, 73.
 Flandre, 412, 462; légion de —, 10; régiment de —, 165, 278, 374.
 Flandres (Jeanne de), 486; Marie-Antoinette de —, 438.
 Flesselles, 74.
 Fleurus, 225.
 Folleville (De), 422-3, 426.
 Fontainebleau, 7, 99, 438.
 Fontanes, 223-4, 339-40, 342.
 Fontenai (Abbé de), 33.
 Fontenoy, 5, 10.
 Forbin (De), 234.
 Forestier, 443.
 Foucauld (Chevalier de), 140.
 Foucault-Lardimalie, 148, 328, 341, 384, 432.
 Fougères, 127.
 Foulon, 122-3, 278.
 Fourcroy, 314.
 Fournier, 412.
 Fourqueux, 36.
 France (Grande L. de), 44; île de — 254; *Journal général de* —, 33; — *littéraire*, 481.
 Franche-Amitié, L., 44.
 Franche-Comté, xix, 73.
 Franciscains, 243.
 François (Saint), 169.
 Francs, 66, 68.
 Franklin, 100, 275-6, 413.
 « Fraûlein », 16, 21, 105, 311.
 Frédéric II, 296, 434.
 Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, 435.
 Frénilly, 45, 496.
 Fréron (Mme), 411.
 Frestel, 49.
 Fréteau, 87, 94, 98, 129, 133, 157, 262-3, 398.
 Frondeville (De), 198.
 Furgeot, 141.
 Gand (Vicomte de), 57.
 Garat aîné, 150, 197, 262-3, 275, 314.

- Garat jeune, 273.
 Garran de Coulon, 307.
 Gascons, 462.
 Gattey, 419, 446, 478.
 Gaucher, 192.
 Gaule, 66, 172.
 Gaulois, 32, 52.
 Gaultier de Biauzat, 44, 82, 84, 91, 102, 148, 162, 244, 336, 362.
 Gènes, 290.
 Genève, ix, 444, 463.
 Gènevois, 100. V. Necker, Staël (Mme de).
 Génois, 71, 332.
 Gérard, 88.
 Gerbert (Sylvestre II), pape, 445.
 Ginoux, 38.
 Girardin (Marquis de), 29, 398.
 Girondins, 296, 458, 484.
 Givet, 136.
 Givry (De), 346.
 Glandèves, 279.
 Gleizen, 107.
 Gobel, 392, 455.
 Goncourt (Les), 183.
 Gondy (Cardinal de), 313.
 Gonon, 360.
 Gontaut-Biron (Maréchal de), 102.
 Gorsas, 96, 118, 125, 130, 132, 141, 259, 287, 301, 313, 334, 336-8, 340, 349, 359, 369, 371, 375, 381-2, 385-6, 390, 411, 413, 430, 437-8.
 Gosler (pseud. de Clermont-Tonnerre), 181.
 Gouard, 422.
 Gouges (Marc de), 398.
 Goupil de Préfeln, 142, 166, 262-3, 268, 274, 314-5, 362, 405.
 Goupilleau, 362.
 Gouttes (Abbé), 240.
 Gouy d'Arsy, 58-9, 102, 118, 203, 253.
 Gracques (Les), 369.
 Grèce, 463.
 Grecs, 62, 338.
 Grégoire VIII, antipape, 3.
 Grégoire XV, pape, 405.
 Grégoire (Abbé), 95, 98, 102-3, 130, 167, 221, 356, 361, 412.
 Grenoble, 41, 75, 112-3, 119, 143, 351.
 Grigny, 208.
 Grisons (Les), 253.
 Grouchy (De), 165.
 Guadeloupe (La), 203.
 Guadet, 490.
 Gueffier, 32.
 Guéménée (Prince de), 183; Mme de —, 435.
 Guérin (J.), xv, xvi.
 Guiche (Duc de), 58.
 Guidur, héros d'Ossian, 33.
 Guillois, 165.
 Guillotin, 152, 158, 207, 220, 237-9.
 Guinebaud, 108.
 Guiot (Abbé), 10, 169, 192, 346.
 Guiscard (Robert), 3.
 Guise (Henri de), 257.
 Guisler, 439.
 Guizot, 498.
 Guyenne, 213, 267.
 Guyot, xviii.
 Halem, 312.
 Hamelin, 328.
 Hamonville, 5.
 Hampden, 308.
 Harambure (D'), 11, 185, 268, 270.
 Hardy (Veuve), 27, 402, 439, 497.
 Harrisse (H.), xv.
 Haussenville (Marie-Victoire d'), dame de Sorans, 497.
 Hautefort (De), 338, 340, 347.
 Hauterive (Famille d'), 4.
 Havre (Le), 127.
 Hazebrouck, 462.
 Hébrard, 152.
 Heidelberg, 19.
 Helvétès, 122.
 Helvétie, 99, 276.
 Hénin-Liétard (Comte d'), 22.
 Henri II, 4.
 Henri IV, 109, 200, 270, 333, 346, 352, 401.
 Henriot, 493.
 Héraut, 118.
 Héré, 5.
 Hochstedt, 4.
 Hocquart, 58.
 Hollandais, 278.
 Hollande, 251, 398, 434.
 Homère, 32.
 Hongrie, 484.
 Hongrois, 434.
 Horace, 34.
 Hottentots, 382.
 Hourwitz (Z.), 67, 221.
 Hozier (D.), 285-6, 294.
 Huezé, 266.
 Hugou de Basseville, 296.
 Hull, 308.
 Humbert II, dauphin, 467.
 Hume, 183.
 Hurepoix, 208.
 Husson (Anne de), 3.
 Hutteau, 224.
 Hyon, 403.
 Ile-de-France, 7, 36, 41, 46.
 Impartiaux, 222 et suiv., 227, 239-42, 244, 277, 297, 311, 378.
 Incroyables, 494.
 Inde, 254-5, 284-5.
 Indes (Compagnie des), 251, 253-5.
 Indiens, 33.
 Inn, 16.
 Innocent III, pape, vii.
 Irlande, 99, 112.
 Iroquois [Franklin], 17, 276.
 Is-sur-Tille, 391.
 Isaïe, 487.
 Isle-sur-Sorgue (L'), 443.
 Italie, 99, 285, 445.
 Jack, capitaine de navire, 323.
 Jacobins, viii, 43, 116-7, 216, 224-5, 228, 267, 279, 309, 316, 322, 326, 333, 335, 338, 341, 348, 350-1, 355-7, 359, 362, 368-9, 371-4, 376-9, 382, 384, 392-5, 398-9, 402-4, 409, 411-2,

- 420-1, 423, 433, 435-6, 444, 454, 456.
462, 481-3, 486-8, 498; — de Corbeil, 334, 344-5; — de Versailles, 381.
- Jacques (Le cousin), 492.
- Jalès, 305, 332.
- Jallet, 268.
- Jansénius, 309.
- Jean le Bon, 68.
- Jean sans Terre, 111.
- Jean - Farine [Clermont - Tonnerre], 347, 352, 368, 391.
- Jeanne (La reine), 289-90, 329, 332, 405.
- Jeanne d'Arc* de Schiller, 19.
- Jeanneton, cuisinière, 382.
- Jefferson, 96.
- Jérusalem, 177.
- Jessé, 185, 405.
- Jésuites, 203, 469.
- Joanne (P.), 111.
- Johard (Geneviève), 376; Marie-Angélique —, 31.
- Joseph II, 15.
- Jourdain, 113.
- Jourdan, 249.
- Jourdan Coupe-Têtes, 442-3.
- Juifs, viii, 167-8, 210, 213-21, 239, 324.
- Juigné (Mgr de), 75, 90, 93, 105-6, 328.
- Jumilhac (Comte de), 45, 303; Mme de —, 285-6, 292-5, 304, 307, 310.
- Jurassiens, 137.
- Juvisy, 153, 170.
- Kainardji, 16.
- Keralio (Mme Robert, née de), 352, 374. V. Robert.
- Klinckowström, 491.
- Kovalevsky, 348, 361.
- La Borde (De), 138, 305, 434.
- La Bretèche (De), 54.
- Lacépède, 367.
- La Châtre (Marquis de), 49.
- La Chesnaye des Bois, 13.
- La Chèze, 223, 422.
- Laclos. V. Choderlos de Laclos.
- Lacombe, 412; Mme —, 399, 403, 422-3.
- La Coste (Marquis de), 106, 130-131, 223, 366.
- Lacretelle, 109, 143, 180, 439.
- Lacroix (S.), 122-3, 141, 193, 207, 248, 326, 339-40, 342, 354, 357, 365-6, 368-71, 374-5, 377, 391, 393-5, 399, 411-12, 422.
- Lacroix (De), 413.
- Ladislas de Naples, 4.
- La Fare (Mgr de), 215, 221, 223.
- La Fayette, 18, 36, 54, 96, 102, 105-7, 119, 139, 142, 144, 170-1, 183-4, 193, 222, 245-6, 251, 273, 278, 283, 347, 349, 353, 358, 362, 368, 376, 386, 391, 397, 399, 403, 405, 410, 421, 423, 430, 438, 446, 481, 484-7, 489-90; Mme de —, 122.
- La Fontaine, 32.
- La Galissonnière, 219.
- Lagny (Elisabeth d'Anglebermer de), 22.
- La Guiche (Chevalier de), 152.
- La Harpe, 27, 45, 314, 486-7, 493-5.
- Laizer (Chevalier de), 247-8.
- La Jacqueminière (De), 253.
- Lally-Tolendal, 59, 81, 86, 90, 92, 95-6, 101-3, 105, 107, 109, 112-3, 128, 130, 133, 135-7, 140, 144, 149, 151-3, 155, 170-1, 178-9, 183, 196, 304, 309, 326, 481-4, 489; — le père, 66.
- La Luzerne, évêque de Langres, 112-3, 115, 137, 140, 143, 148-50, 156, 166, 178, 183-4, 222, 328.
- La Luzerne, ministre, 203.
- La Mallerie (Vicomtesse de), x, xvi, xix.
- La Marek (Famille de), 4.
- Lamarck, 386.
- Lambert (Marquis de), x, xv, xviii-xix.
- Lambert, contrôleur général, 46.
- Lamberty, 384.
- Lambsç (Prince de), 101, 200, 202, 399.
- Lameth (Les), 104, 259, 409, 434, 474.
- Lameth (Alexandre de), 81, 85, 90, 96, 130, 137, 145, 149, 178, 193, 197, 199, 248, 297, 391, 397, 433.
- Lameth (Charles de), 87, 226, 256, 258, 263, 267-8, 291, 336, 350, 356, 404, 408, 436, 481-2.
- Lameth (Théodore de), 30, 222, 491-2.
- Lamour (Jean), 5.
- Lamy (Et.), 113.
- Lanans (Comte de), 22; Flavie de —, comtesse de Clermont-Mont-Saint-Jean, 22.
- Lancosme (Famille de), 497; marquis de —, 86; comte Savary de —, 496; Célinie de Clermont-Tonnerre, marquise de —, xviii-xix, 27, 496. V. Clermont-Tonnerre (Célinie de).
- Languedoc, 37, 192.
- Lanjuinais, 96, 192.
- Lannion (Famille de), 4.
- Lanzac de Laborie (De), 113.
- Lapie de La Fage, 364.
- Lapoule, 138, 192, 198.
- Lapparent (Cochon de), 333.
- La Revellière-Lépeaux, 96, 263.
- La Roche-Aimon (Marquis de), 29.
- La Rochefoucauld (Cardinal de), 94, 328; duc de —, 55, 57-9, 66, 81, 86, 98, 104, 106, 122, 195, 223, 225, 245; — -Bayers, 57; — -Liancourt (Duc de), 61, 81, 105, 117, 126, 142, 149, 171, 223, 233, 405, 489; — de Roye (Geneviève de), 4.
- Lasalle, 354.
- Latins, 487.
- Latouche, 104.
- La Tour du Pin-Gouvernet (Marquis de), 65, 81, 199, 398, 483, 489; marquise de —, 135.
- La Tour-Maubourg, 81, 86, 106, 223, 405.
- La Trémoille (Antoinette de), 3.
- Laubardemont, 304.
- Laud, 308.
- Launay (L. de), 492.
- Lauraguais, 183.

- Laurens (Famille), 8.
 Lausanne, 32.
 Lauzun (Duc de), 38, 81, 86; duchesse de —, 183.
 Lavau, 493.
 La Vauguyon (Duc de), 101, 127.
 Lavie, 193.
 Lavigne, 422.
 La Villasse, 417.
 Lawfeld, 5.
 Layssard, 243.
 Lazare, 445.
 Lebrun, 38.
 Le Camus, xvi.
 Le Chapelier, 94-5, 98, 102-3, 111, 126, 128, 133, 150, 155, 157, 193, 199, 222, 244, 248, 256, 273, 336, 366, 431, 474, 482.
 Leclerc, 338, 347.
 Le Clerc de Thomassin (Mme), 303.
 Le Cœur, xvii; veuve —, 380.
 Le Compasseur. V. Courtivron.
 Le Coq de Cauville, 122.
 Leduc, 38, 208-9.
 Le Franc de Pompignan, archevêque de Vienne, 88, 91, 93, 95, 97-8, 102, 106-7, 117.
 Le Jay (Nicolas), 7.
 Lejeune, 364.
 Lelong, 204.
 Lemierre, 183.
 Le Mintier, évêque de Tréguier, 186.
 Le Monnier, 338.
 Lenfant (L.-P.), 411.
 Le Nôtre, 8, 47.
 Lentier, 234.
 Lenthilac (Eléonore de), abbesse de Meaux, 20, 244, 437.
 Lenthilac (Hubert de), 31.
 Lenthilac de Gimel (Marie-Anne de), marquise de Clermont-Tonnerre, xviii, 5. V. Clermont-Tonnerre.
 Lentulus, 5.
 Léon (Prince de), 57.
 Léonidas, 478.
 Léopold, empereur, 251.
 Le Peletier de Saint-Fargeau, 66, 92, 95, 102, 152, 207, 270.
 Le Rouge, 334.
 Le Roulx (E.), 371; — (J.-J.), 371, 375.
 Lescure (De), 239, 368, 482.
 Lescuyer, 416-7.
 Lessart (De), 417.
 Letellier, 494.
 Le Tourneur, 31, 34.
 Le Vachez, xvi.
 Levant, 285.
 Lévis (Duc de), 43, 92, 268.
 L'Herminier, 275.
 Lhuillier (Baron), 497.
 Liedekerke-Beaufort (A. de), 135.
 Liège, 398.
 Liégeois, 434.
 Lieutaud (S.), xvi-xvii.
 Lille, 381.
 Limoges, 285-6, 292-4, 334, 412.
 Limousin, 258.
 Linguet, 278-9.
 Livron (De), 27, 31, 35.
 Locke, 308.
 Loisel, 369.
 Loizerolles (Aved de), 7.
 Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, 36, 52, 242.
 Londres, 139, 158, 179, 308, 323, 335, 434; British Museum, 354.
 Lorient, 284-5.
 Lorraine, xix, 6, 8, 167, 215, 462; Charles de —, comte de Marsan, 23.
 Lorrains, 90.
 Loth (L.-P.), 231.
 Louis VI le Gros, 7, 66, 83.
 Louis (Saint), 113, 139, 288, 445, 487-8.
 Louis X Hutin, 112.
 Louis XI, 8.
 Louis XIII, 4, 303, 452.
 Louis XIV, vii, 13, 272, 290, 329, 403, 414.
 Louis XV, 4, 270, 329, 405.
 Louis XIV, vii, 13, 272, 290, 329, 403, 36, 42, 46, 48, 60, 74, 79, 83, 88, 98-9, 101-2, 104, 108-9, 116, 139, 151-2, 157, 166, 199, 200, 223, 240-1, 251, 258, 270, 275, 304, 313, 335, 369, 375, 380, 389, 399, 400, 403, 415, 431, 437-9, 479, 481, 483-7, 489, 499.
 Louis XVI, Marie-Antoinette..., 23-24.
 Louis XVII, 83.
 Louis XVIII, 403.
 Louis, dauphin, 7, 83.
 Louvirier, 386.
 Louvois, 389-90.
 Loyac (Marquis de), 66-7.
 Loyseau, 380.
 Lubersac (Abbé de), 136.
 Lubersac (Mgr de), évêque de Chartres, 128, 157, 223, 328.
 Lubomirska (Princesse), 122, 135.
 Lucas, 361-2.
 Lude (Jean de), 8.
 Ludlow, 308.
 Lunéville, 5-7.
 Lusignan, 38, 66, 86, 104, 122.
 Luxembourg (Maison de), 4; le maréchal de —, 391; Mme de —, 28. V. Montmorency-Luxembourg.
 Luxeuil, xv, 6, 10, 26, 127, 191.
 Luynes (Duc de), 49, 86, 328.
 Lyeurgue, 465.
 Lyon, 112.
 Lyonnais, 445.
 Mably, 338.
 Macaulay (Mme), 308.
 Machiavel, 338.
 Mackau (Mme de), 24.
 Mac-Mahon (Marquis de), 234.
 Madame Royale, fille de Louis XVI, 435.
 Madier de Montjau, 138.
 Magenthies, 403.
 Magon de La Balue, 403.
 Mahenon (Creuse), 163.
 Mahomet, 406.
 Maillé-Karman (Donatien de), 22; — Marie-Louise-Elisabeth de —, marquise de Sorans, 22. V. Rosières-Sorans.

- Mailly (Maréchal de), 483.
 Maison-Rouge (M. de), 58.
 Malesherbes, 221, 483, 488-90.
 Mallet du Pan, 113, 183, 223, 326, 342, 480, 482, 486.
 Malmor, 33.
 Malouet, 92, 103, 112-3, 115-6, 129, 140, 143, 155, 157, 162, 179-80, 183, 200, 222-4, 228, 232-3, 236, 245-6, 255, 257, 267-8, 285, 290-1, 300, 304, 311-2, 314, 326, 328, 341, 355-6, 358, 360-64, 367-8, 378, 380, 384, 393-6, 399, 405, 413-4, 423-7, 431, 439, 467, 482-4, 489-90, 492, 499.
 Malplaquet, 4.
 Malseigne (Chevalier de), 19.
 Malte, 46; ordre de —, 4.
 Manche, 323.
 Mandres (Seine-et-Oise), 169.
 Mandres aux Quatre Tours, 6.
 Manlius Capitolin, 370.
 Mansart, 99.
 Marat, ix, 220, 279, 303-4, 306, 313, 316, 334-5, 343, 351, 365, 367, 380, 397, 419, 484, 490, 499.
 Marcel (Etienne), 73, 248.
 Marche (La), 362.
 Mareux, 492.
 Marguerittes (Baron de), 267, 341, 382-3, 423.
 Mariage, xvi.
 Mariana, 308.
 Marie-Antoinette, 19, 84, 171, 307, 434-5.
 Marie-Galante, 227.
 Marie Leczinska, 6, 13, 190.
 Marie-Thérèse, impératrice, 15; croix de —, 12.
 Marignan, 4.
 Marlborough, 384.
 Marly, 83, 202.
 Marmontel, 33, 113, 314.
 Marnésia (Marquis de), 217, 348.
 Marsan (Marie-Louise de Rohan-Guémenée, comtesse de), 23.
 Marsault, 199.
 Marseillais, 251, 487, 490.
 Marseille, 125, 233, 248-50, 279, 285, 423-4, 443.
 Martignac, 113.
 Martin (Anne), 6.
 Martin (G.), 42.
 Martineau, 267.
 Martinet, 279.
 Martinique, 203.
 Mathiez (A.), 143, 288.
 Maton de La Varenne, 491.
 Maugevel, 4.
 Maugis, 371.
 Maugras (G.), 6, 7.
 Maupassant de Valmont, 169.
 Maupeou, 99.
 Maupetit (R.), 153-4, 411.
 Maury (Abbé), 143, 150, 152-3, 155, 182, 203, 211-2, 214, 216, 220-21, 224, 233, 245, 248, 252-5, 263, 270, 289, 298, 324-5, 328, 341, 387-8, 396-7, 404-5, 414, 416, 421-2, 427, 439, 444, 487, 497.
 Mayenne, 153-4.
 Mayer, 9.
 Mazeline (La), maison, 7, 243, 496-7.
 Meaux, 20, 49-50, 52, 437; Augustines de Notre-Dame, 244; église des Cordeliers, 49.
 Méditerranéens, 284-5.
 Mège, 29, 44-5, 49, 72, 82, 244.
 Melklendorf, 16.
 Melius, 368.
 Mellan, 353-4.
 Melun, 36-7, 118.
 Menneville, 49.
 Menou, 87, 104, 251, 310, 336, 388, 390, 398, 404, 407-8, 415-6, 421, 442.
 Mercier, xviii.
 Méricourt (Théroigne de), 227, 437.
 Merle (Comte de), 113.
 Merlin, 274, 408.
 Mérovingiens, 263.
 Mesdames, tantes de Louis XVI, 433.
 Mesmer, 87, 296.
 Messaline, 329.
 Métastase, 34.
 Metz, 362, 402.
 Meude-Monpas, 328, 385.
 Meudon, 83, 486.
 Meunier de l'Erable, 137.
 Meurthe-et-Moselle, 6.
 Michelet, 113.
 Michon, 143, 431, 439, 489.
 Migneret, 424, 429, 447; veuve —, 486.
 Milcent, 262.
 Milon, comte de Tonnerre, 3.
 Milton, 308.
 Minier (Jean), 376.
 Mirabeau (Marquis de), 37; comte de —, 38, 71, 84, 87-8, 93-4, 96-8, 104-6, 116, 127, 129-132, 136, 138, 140, 145, 147-52, 155-8, 166, 170, 182, 193-7, 204-7, 216-7, 221, 227-31, 245, 247-9, 263, 271-3, 284-5, 290, 298, 324, 328, 331, 336-8, 344, 386-7, 395-6, 398-9, 402, 461, 467, 476, 481, 486-8, 497; vicomte de —; (Mira-beau-Tonneau), 130, 145, 154, 193, 207, 224, 240.
 Mirepoix, 66, 87, 95.
 Miribel (Famille de), 4.
 Mitau, 487.
 Moitte (Mme), 147.
 Monceaux (Château de), 28.
 Monciel (De), 489.
 Mondoville (Léonce de), 361.
 Monge, 314.
 Monnier, lieutenant du génie, 266.
 Monot ou Mont, 383.
 Monrepos (De), 35.
 Mont ou Monot, 383.
 Montaigne, 296.
 Montalembert, 165, 328.
 Montauban, 279, 305, 332.
 Montausier, 403.
 Montbarey (Le prince de), 11, 12.
 Montbéliard, 444.
 Montboissier (De), 77, 129.
 Montbrison (De), 57.
 Mont-Dauphin, 4.

- Mont-Dore, 34.
 Montélimar, 405.
 Montesquieu, vi, 32, 94, 106, 113, 137, 144-5, 172, 183, 198, 263-4, 273, 316, 347, 417, 472.
 Montesquiou (Marquis de), 49, 66, 81, 85-6, 90, 183, 248; abbé de —, 59, 61, 133, 336.
 Montesson (De), 137.
 Monteux, 442.
 Montfaucon (De), 374.
 Montgeron, 284.
 Montjoye, 82, 87, 90, 93, 141, 182, 226, 334, 492.
 Montlhéry, 27.
 Montlosier, 113, 143, 183, 195, 209, 228, 251, 253, 259, 268, 324, 326, 328, 363, 399, 426.
 Montmartre, 375, 397.
 Montmorency (Mathieu de), 81, 85, 87, 90, 136, 139, 258, 291.
 Montmorency-Boutteville (Famille de), 4.
 Montmorency-Luxembourg (Duc de), 71, 77, 85, 89, 91.
 Montmorency-Robecq (Prince de), 11.
 Montmorin, 114, 312, 336-7, 386, 398-9, 404, 424, 435, 481-3, 489-90.
 Montoisson (Famille de), 4.
 Montorcier (De), 44.
 Montpellier, 279.
 Montreuil (Le grand), à Versailles, 24, 25, 84, 147, 172.
 Montreux, 32.
 Montsabert, 197.
 Moranges, 44.
 Morangiès, 278.
 Moreau, xvii.
 Moreau de La Vigerie, 57.
 Moreau de Saint-Méry, 90, 105-6, 193.
 Moret, 128.
 Moreton-Chabryllan (Comte de), 52-3, 60, 63, 66.
 Morris (Gouverneur), 54, 183-4, 186-7, 204, 227, 483, 489.
 Morsang, 153, 191.
 Mortemart (Duc de), 71, 77, 79-80, 328.
 Moscovites, 122.
 Moselle, 6.
 Mouchy (Maréchal de), 328; Mme de —, 435.
 Mougins de Roquefort, 256, 262-3, 274.
 Mounier, 41, 71, 75, 89, 94-6, 98, 101-3, 137, 139-40, 143-5, 151-3, 165-6, 168, 170, 178-80, 192, 203, 243, 309, 326, 352, 378, 481-2.
 Moustier (De), 227.
 Moutier, 283.
 Moynet, 344.
 Muguet de Nanthou, 142-3, 253, 262, 314.
 Mulot, 443.
 Munich, 16, 19.
 Murinais, 328, 355-6, 411.
 Nancy, 5, 19, 215, 285-6, 297, 305, 333, 348.
 Nantes, 108, 186.
 Nantua, 243.
 Napoléon I^{er}, vii, 170, 221, 496, 498.
 Narbonne (Comte de), 57, 184.
 Navarre (Régiment de Royal-), 27, 29, 35, 45-6, 106, 382, 412.
 Necker, vii, 36-7, 48, 54, 72, 82-4, 93, 100-102, 106-8, 114, 122-6, 129-30, 138-9, 145, 151, 165-6, 184, 187, 200, 227, 242, 248, 266, 278, 287, 295, 297-9, 304-5, 308, 313, 353, 370, 377-8, 396, 485-6, 488, 490, 498-9.
 Nemours, 487.
 Nérac, 213.
 Neufchâteau, xviii.
 Neveu, xv, 360-1, 495.
 Newton, 257.
 Neyrac, 254.
 Nice, 34.
 Nicodème, 394.
 Nicolai (Président de), 58, 66, 491.
 Nieuil (Marquise de), x, xv, xviii.
 Nîmes, 215, 267, 279, 305, 332, 382, 423, 443-4.
 Nîmois, 383.
 Niort, 377.
 Nivernais (Duc de), 183.
 Noailles (Vicomte de), 81, 104, 127, 140, 195, 224, 253, 267; Mme de La Fayette, née de —, 122; compagnie de —, 169.
 Nogent-sur-Seine, 118.
 Noinville (Duret de), 7.
 Nollet, 9.
 Nootka (Vancouver), 268.
 Normandie, 91, 111, 112, 117, 462.
 Normands, 87, 111.
 Noyon, 99, 362.
 Noyseau (De), 38.
 Oberkirch (Baronne d'), 28, 29, 31.
 Ohio, 276.
 Olivier (François), 385.
 Onslow, 44.
 Orange, 90, 291, 407.
 Oratoriens, 469.
 Orcet, 45.
 Orénoque, 157.
 Orient (Grand), 42, 44.
 Orléans, 422; Etats d' —, 217.
 Orléans (Louis-Philippe, duc d'), dit Philippe-Egalité, 38, 42, 49, 66, 81, 83, 86-7, 92, 95, 104, 129, 139, 156, 178-9, 266-7, 278, 300-1, 314, 434, 486.
 Ormesson (Président d'), 62, 87.
 Ormont, 20.
 Orville (D'), 232, 234.
 Osmond (D'), 314.
 Ossian, 32.
 Ouarville, 295. V. Brissot, Warville.
 Oudenarde, 4.
 Ovide, 192.
 Oysonville (Baron d'), 8.
 Paccard, 266.
 Paillard (Abbé), 169.
 Pajou (Mme), 151.
 Pallin, 406.
 Panchaud, 38.

Pange (De), 292.
 Pannetier (Louis), 247.
 Panpan (François Devau), 5.
 Papon, 329.
 Pardillac (Abbé de), 437.
 PARIS.

Généralités, monuments divers.

Abbaye (Saint-Germain-des-Prés), 93, 142-3, 292, 386; Abbaye-aux-Bois, 491; Académie d'architecture, 93; almanach de —, 20, 26; Ambigu-Comique, 247; Archevêché, 58, 62, 162, 184, 192, 196-7; Bastille, vii, 63, 93, 104, 106, 108, 121, 123, 144-5, 192, 200, 278, 287, 292, 294, 303, 306-7, 325, 488, 498; bibliothèque de la Ville, 358, 370-1; boulangers, 96; café du Caveau, 343; camp sous —, 484; Champ de Mars, 97, 200, 284, 374, 410, 436, 446, 449, 468, 485, 487; Champs-Élysées, 398; Châtelet, 54-5, 197-8, 230, 248, 262, 266-7, 279, 300, 306; cimetière Saint-Sulpice, 492; club des Cordeliers, 279, 303; club de Sainte-Geneviève, 402; collège Louis-le-Grand, 254; collège du Plessis, 8-10; Comédie-Française, 216; Commune de —, 169; Conciergerie, 45; crimes de —, 104; Ecole militaire, 486; église des Prémontrés, 491; église Saint-Germain l'Auxerrois, 354; église Saint-Sulpice, 227, 437; élection de —, 36; Elysée, 438; évêque de —, 280; Feuillants, 436, 478; foire Saint-Germain, 385; garde nationale, 483, 493; généralité de —, 39; Grands-Augustins, 53, 55, 57, 224-5; Halles, 438; Hôtel de Ville, 74, 105, 108-9, 117, 122, 135, 193, 199, 304, 355, 367, 371, 391, 410-11; hôtel Beaujon, 438; hôtel de Brionne, 486; hôtel de Castries, 364, 375; hôtel de Lambesc, 438; hôtel Richelieu, 354; Invalides, 388-91; L. l'Amitié, 391-2; L. des Neuf Sœurs, 314; Louvre, v; Luxembourg, 20, 26, 31, 35, 147, 169, 172, 266, 437, 493; Lycée français, 313; maison de santé Montpin, 493; maison des Dames anglaises, 495; Monnaie, 158, 469; Mont-de-Piété, 364; Musée de —, 314; Musée français, 314; Palais-Bourbon, 485; Palais-Royal, 48, 66, 71, 74, 93, 100, 101, 113, 125, 140-144, 196, 266, 278, 301, 313, 342, 363, 370, 380, 393, 397, 446; Panthéon (rue de Chartres), 327, 340; Petites Ecuries, 115; Petits-Augustins, 58, 117; pont Royal, 117; porte de la Chapelle, 355; porte de Sèvres, 361, 366; Société apollonienne, 314; Société d'émulation, 314; Temple, 145, 426; temple de la Concorde, 275; temple israélite, rue de Buffault, 221; Tuileries, 115, 196-7, 200, 240, 266, 268-9, 363, 383, 403, 427, 430, 436, 438, 477-8, 481, 484, 486, 489-90; (terrasse des Feuil-

lants), 409; (Manège), 115; vicomté de —, 55, 61; Wauxhall d'été, 353, 359, 372.

Districts, quartiers, sections.

Généralités, 159, 192, 492; Arsenal, 357; Bibliothèque, 354, 358; Bon-Conseil, 492 (V. Mauconseil); Bondy, 357, 359; Butte-des-Moulins, 380; Capucins, 141, 350, 430; Carmes-Déchaussés, 57; Champs-Élysées, 357, 365; Cordeliers, 399; Croix-Rouge, 354, 359-61, 381, 411; Filles-Saint-Thomas, 107, 354, 370; Gardes françaises, 493; Grange-Battelière, 353; Halle-aux-Blés, 359, 366-7; Henri IV, 368, 370; Invalides, 357; Lombards, 366, 370; Louvre, 354; Luxembourg, 53, 55-57, 370, 375; Mauconseil, 489 (V. Bon-Conseil); Minimes de la Place Royale, 58, 91; Notre-Dame, 374; Observatoire, 342-3, 428; Oratoire, 56, 430, (bataillon), 403; Place-Royale, 366; place Vendôme, 338, 347, 355; place des Victoires, 371; Quatre-Nations, 370, 374; Quinze-Vingts, 489; Récollets, 56, 436, (bataillon), 328; Roule, 359; Saint-Etienne-du-Mont, 141; Saint-Germain (faubourg), 366; Saint-Louis-de-la-Culture, au Marais, 106; Saint-Marceau (faubourg), 358, 380; Saint-Martin-des-Champs, 193; Théâtre-Français, 370, 399; Thermes-de-Julien, 373; Trinité (bataillon), 376; Tuileries, 349-51.

Voies publiques.

Chaussée d'Antin, 277; rues Beaubourg, 371; Boucherat, 38, 48; de Buci, 438; de Buffault, 221; Caumartin, 62; de la Chanvrière, 266; de Chartres, 327, 340-41, 346, 354, 357, 372; du Cherche-Midi, 26; carrefour de la Croix-Rouge, 363, 385, 491; rues Dauphine, 314; des Deux-Portes, 227; de l'Echelle, 410; d'Enfer, 492; des Fossés-Saint-Victor, 495; du Grand-Chantier, 38, 84; de Grenelle, 496; de Grenelle-Saint-Honoré, 340; place de Grève, 122; rue de La Harpe, 32; boulevard Montparnasse, 492; rues Mouffetard, 428; du Petit-Vaugirard, 334, 355, 360, 362-3, 366, 386, 410, 495; des Petites-Ecuries du Roi, 391-2; Poissonnière, 368; du Regard, 364; de Richelieu, 370; Royale, 346, 350; Saint-Antoine, 328, (faubourg), 59, 366, 384, 412; Saint-Avoye, 314; Saint-Honoré, 109, 224-5, 356, 366, 371, 373, 377, 381, 399, 402, 436; Saint-Romain, 26; de Sèvres, 360; boulevard du Temple, 353; rue Thévenot, 492; quai des Tuileries, 380; rues de Turenne, 38; de l'Université, 495; de Valois, 314; passage de Valois, 48; rue de Varenne, 350;

- de Vaugirard, 491-2; place Vendôme, 403; rue des Vieilles-Tuilleries, 26.
- Paris (Le diacre), 296.
- Pariset, 183.
- Parisiens, 86, 111, 193.
- Parme, 4, 150, 165.
- Pasquet, 497.
- Passy, 300.
- Pastoret, 314, 419.
- Patris, 407.
- Péan de Saint-Gilles, 495.
- Pécoul (A.), x.
- Peltier, 491.
- Pennes (Les), 487.
- Pépin le Bref, 445.
- Périclès, 272.
- Périgny (De), 385.
- Perlet, 339, 407, 492.
- Perpignan, 334, 338, 462.
- Perron, 303.
- Perroud, 93.
- Perthuis (Famille de), xviii; marquise de —, née Sorans, 23, 24, 31.
- Pérusse d'Escars (Famille), 4.
- Pétion, 94, 96, 98, 126, 133, 140, 153, 155, 157, 166, 182, 197, 199, 245-6, 256, 283, 297, 329-30, 387, 411, 438, 474, 488, 490.
- Petit, 380, 411.
- Petit de Coupray, 275.
- Petitjean, 285-6, 293-4.
- Peyssonel (De), 140.
- Phébus (Louis XVI), 397.
- Philadelphie, 309, 322.
- Philidor, 34.
- Philippe, roi de Macédoine, 269.
- Philippe le Bel, 68.
- Piémont (Mme Clotilde de France, princesse de), 22, 27.
- Pierre (Saint), 3, 288, 365.
- « Piéton » (Mylord), 29.
- Pilâtre de Rozier, 314.
- Pillement, 6.
- Pinard, 494.
- Piolenc, 443.
- Pisani (Amauro), 348, 361, 427, 431.
- Pison du Galland, 151.
- Pitt, 182.
- Platon, 308, 366.
- Plombières, 5, 6, 23, 127.
- Poitiers (Diane de), 4.
- Poix (Prince de), 82, 94, 129, 384.
- Polignac (Maison de), 3; comtesse Diane de —, 24, 25, 325.
- Pologne, 6, 85, 100, 214, 223, 265, 269, 416, 434.
- Polonais, 4, 17; partage —, 15.
- Pons de Verdun, 105.
- Pont-à-Mousson, 6, 7.
- Ponthieu, 90.
- Pontoise, 490.
- Populus, 137, 227.
- Porrentruy, 127.
- Port-Royal, 356.
- Portugal, 113.
- Potier de Novion (Famille), 8; Antoinette —, maréchale de Clermont-Tonnerre, 5.
- Potocka (Princesse), 122.
- Pourceaugnac, 412.
- Preuilly (Famille de), 13.
- Prieur, 155, 407.
- Proflila-Beaulieu, xv, 9.
- Provençaux, 444, 487.
- Provence, 248, 329, 331, 405; *Courrier de* —, 216; Monsieur, comte de — (Louis XVIII), 26, 83, 169, 314, 438, 485.
- Prudhomme, 277, 279, 339, 347, 351, 364, 373, 393.
- Prunelé (A. de), 460.
- Prusse, 15, 226, 251, 434-5; le roi de —, 482.
- Prussiens, 100, 482.
- Pyrénées, 29.
- Quenedey, xvii-xviii.
- Quérard, 32, 35, 481.
- Quesnay, 453.
- Rabaut-Saint-Etienne, 128, 138, 145, 148, 382, 416, 426, 455, 474.
- Rabelais, 313.
- Raby, 283-4.
- Racine (J.), 265-6.
- Raigecourt (Mme de), 24, 411.
- Raphel, 289, 407, 414-5, 442.
- Ratisbonne, 434.
- Raucoux, 5.
- Ravelle d'Esclapon, 26.
- Ravenne, 4.
- Raynal (Abbé), 423-8.
- Récamier (Mme), 495.
- Redon (De), 137, 140, 153, 223.
- Regnaud (De), 253.
- Regnaud de Paris, 327.
- Regnault de Saint-Jean d'Angély, 98, 148, 229, 366, 408, 422.
- Régnier, 256.
- Reims, 316, 472, 488.
- Reinach (Théodore), 221.
- Reine (Forêt de la), 5.
- Remiremont, 5, 7, 23, 24, 31.
- Rémusat (De), 21.
- Rennes, 150, 229-30, 258.
- Renouvin, 36.
- Reubell, 117, 210, 216, 217, 221, 408, 411.
- Réveillon, 59.
- Rhône, 288, 332, 445.
- Ricard, 232-4, 283-4, 424-5.
- Riceys (Les), 90.
- Richier (De), 195.
- Rimbert, 65.
- Riom, 34, 423.
- Ris, 101, 153, 207-9, 283, 386.
- Rivard, xviii.
- Rivarol, 384.
- Robert, jurisconsulte, 100, 352; Mme —, née de Keralio, 309, 316, 328, 331, 374.
- Robert, commissaire du Roi, 199.
- Robert (U.), 3.
- Robespierre, vii, ix, 88, 98, 118, 135, 139, 152, 157, 172, 186, 221, 228, 233, 245, 256, 268, 274, 280, 283, 328-9,

- 336, 405, 408, 426, 449, 472, 485, 490, 492.
 Rochechouart (Comte de), 81, 87, 90, 92.
 Rochegude (Marquise de), 289, 407.
 Rocquencourt, 139.
 Rodez, 381.
 Røderer, 207, 210-11, 280, 285, 426.
 Rohan (Cardinal de), 152.
 Rohan-Soubise (Marie-Louise de), comtesse de Marsan, 23.
 Roland de La Platière, 139; Mme —, née Manon Philipon, 44, 93.
 Rolf (Rollon), 112.
 Romain (Monde), 117; — s, 63, 71.
 Romans, 113, 192.
 Rome, 3, 34, 119, 142, 177, 231, 271, 288-9, 325, 331, 356, 404, 443, 445, 455, 463, 465, 473, 485; Champ de Mars, 265; Mont Sacré, 269; roche Tarpéienne, 370; Sénat, 369; Vatican, 332.
 Romet (Abbé), 254.
 Rondonneau (Coll.), 58.
 Rosières (Haute-Saône), 23.
 Rosières-Sorans (Athénais de), comtesse de Lanans, 22-4, 31, 35; Delphine de —, comtesse de Clermont-Tonnerre, xviii, 22-6; Henri-François de —, 22; Louis-Gabriel-Elzéar —, xix, 22-3, 496; Louis-Joseph de —, 22; Louise-Marie-Ernestine de —, marquise de Talaru, 496; Marie-Louise-Elisabeth de Maillé-Karman, marquise de —, 22-4, 27, 31, 495.
 V. Clermont-Tonnerre, Lanans, Maillé-Karman.
 Rossy (De), 340, 492.
 Rostaing, 304.
 Rouanet (G.), 81-2, 135, 186.
 Roubaud, 232-3.
 Rouen, 112, 186, 197-9, 229, 239, 258, 401, 486, 489, 492.
 Rousseau (J.-J.), 17, 19, 29, 31, 32, 34, 172, 183, 217, 242, 264, 300, 302, 309, 401, 412-3, 449-53, 486.
 Roux (Le) [La Fayette], 397.
Royal-Louis (Le), navire, 322-3.
 Royer (Abbé), 275.
 Royou (Abbé), 328, 407.
 Ruault (N.), 491.
 Rubicon, 84.
 Rugnon, 256.
 Rulhières, 223.
 Rumford, 19.
 Russo-turc (Conflit), 16.
 Rutledge (Chevalier de), 96.
 Rutteau, 399, 412, 422.
 Sade (M. de), 495.
 Sagnac (Ph.), x, 221, 491.
 Saint-André-le-Bas, 3.
 Saint-Augustin (Chanoinesses de), 20.
 Saint-Barthélemy (La), 101, 123, 248, 376, 383, 490.
 Saint-Claude, 137.
 Saint-Cloud, 99, 285-6, 296, 383-4, 403.
 Saint-Domingue, 59, 203, 252-3, 385, 414.
 Saint-Farre (Abbé de), 38.
 Saint-Georges (Ordre de), xix, 22.
 Saint-Germain (Comte de), ministre, 10, 11, 25.
 Saint-Germain-en-Laye, 36, 41, 99.
 Saint-Hubert (Ordre de), xix.
 Saint-Hurugue (Marquis de), 141-2, 279.
 Saint-Jean (Fête de), 44.
 Saint-Just, conventionnel, 493.
 Saint-Louis (Ordre de), xv, xviii, 4, 323.
 Saint-Maurice (L.), 44, 72.
 Saint-Petersbourg, 100.
 Saint-Phal (Marquis de), 22.
 Saint-Pierre (Abbé de), 264.
 Saint-Preux, 17.
 Saint-Priest (Guignard de), ministre, 101, 122, 143, 232, 314, 328.
 Saint-Quentin, 314.
 Saint-Sébastien (Société), 44.
 Saint-Vallier (Marquis de), 57.
 Sainte-Colombe, 279.
 Sainte-Croix, 489.
 Sainte-Marthe, 346.
 Saintry, x, xviii, 7, 8, 10, 27, 30-31, 35, 45, 47, 48, 101, 153, 169, 172, 191, 209, 243, 283, 376, 399, 401, 439, 486, 493, 496-8. V. Champlâtreux, Mazeline (La).
 Saisseval, 38.
 Salabery (De), 34.
 Salins, 469.
 Salles de La Salle, 224.
 Sallin, 208.
 Salomon, 214.
 Salza, 16.
 Santerre, 477, 489, 490.
 Sarmates, 122.
 Sarrians, 417.
 Sarsfield (Comte de), 57.
 Sartine (De), fils, 183.
 Satan, 487.
 Saturne [Bailly], 397.
 Saturnin, 409.
 Saules (Île des), 29. V. Ermenonville.
 Saunier (Ch.), 26.
 Savigny-sur-Orge, 208.
 Savoie (Maison de), 4.
 Saxe (Christine de), 7, 23, 24; Maurice de —, maréchal de France, 5, 390.
 Saxon, 100.
 Sbrigani, 412.
 Scandinaves, 33.
 Sceaux, 99.
 Schiller, 19.
 Scioto, 348.
 Scipion Nasica, 368-70.
 Second, 9.
 Sedan, 501.
 Sédécias, 214.
 Ségur (Marquis de), ministre, 25, 36, 328; Mme de —, 28.
 Séguret, 443.
 Seine, 7, 8.
 Seiron, 428.
 Selma, 32.
 Semieu (De), 183.

- Semonville, 38.
 Séran (Chevalier de), 56.
 Sérent (Mme de), 31, 268.
 Sergent (A.), xvi.
 Serieys, 494-5.
 Servan, 183.
 Servance, 34.
 Seyne (La), 234.
 Seyssel (Famille de), 4.
 Sèze (De), 98, 145, 183, 328.
 Sicile, 4.
 Siegfried (A.), 111.
 Sieyès, vi, 49, 71, 95, 105, 119, 128, 132-3, 148, 153, 159-164, 184, 188, 190, 242, 256-7, 260-61, 273, 314, 395, 438, 440, 474-6, 480, 489.
 Sillery (De), 81, 85-6, 88-90, 262, 268, 386, 421-2, 484; Mme de —, 434.
 Silles (De), 333.
 Silvébénite, 3.
 Sinnéty, 268.
 Smyrne, 140.
 Soissonnais, 405.
 Soissons, 99, 116, 171, 362.
 Sollier, 234.
 Solon, 52.
 Sorans (Haute-Saône), 23. V. Rosières-Sorans.
 Sorel (A.), 15, 435.
 Sorgues, 406.
 Souci (Mme de), 24.
 Spa, 118.
 Staël-Holstein (Baron de), 179, 183; baronne de —, née Germaine Necker, 116, 183, 186-7, 204, 226-7, 396.
 Stanislas Leczinski, roi de Pologne, 5-8, 190.
 Stockholm, 271.
 Strabon, 52.
 Strafford, 308.
 Strasbourg, 218.
 Stuarts (Les), 401.
 Stuttgart, 435.
 Suède, 269, 485.
 Suédoise (Constitution), 427.
 Suger, 436.
 Suisse, 87, 482.
 Suisses (Les), 63, 100, 105, 483, 486-7, 490.
 Surgères (Famille de), 4.
 Swaran, 33.
 Sydney, 308.

 Tacite, 183.
 Taine, 13, 127.
 Talabot, 411.
 Talaru (Marquis de), 22, 487, 495-7; marquise de —, V. Clermont-Tonnerre (Delphine de Rosières-Sorans, comtesse de).
 Tallart (Famille de), 4.
 Talleyrand (Le prince de), évêque d'Autun, vi, 96-7, 103-4, 136, 138, 153, 179, 187, 220, 222, 248, 273, 298-9, 336, 438, 474.
 Talleyrand (Mme de), 28.
 Tanlay (Philippe de), 7.
 Tarascon, 279.
 Tardif (F.-R.), 6.

 Target, 62, 84, 90-1, 94, 98, 106, 126, 129, 145, 147, 149, 166, 193, 228, 452, 474.
 Tavernier (M.), 119.
 Terrier, 9.
 Teschen, 15.
 Thévenot, 386, 399, 403, 412, 422-3.
 Thomas, 370.
 Thomas de Dancourt, 208.
 Thouret, 111, 117, 189, 194, 223, 228-9, 256, 260-1, 280, 283, 336, 387, 400, 420, 438, 474.
 Thoury (Famille de), 4.
 Thuriot de La Rosière, 106.
 Tibre, 332.
 Tippou-Sahib, 255.
 Tissot, 406, 409, 415-7.
 Tite-Live, 368.
 Tonnerre (Comte de), 3. V. Clermont-Tonnerre.
 Toul, 5, 6.
 Toulon, 113, 232-7, 248, 284-5.
 Toulangeon, 87, 90, 251.
 Toulonnais, 251.
 Toulouse, 41, 334.
 Touraine, 151.
 Tournant, 376.
 Tourneux, 493.
 Tourniol, 362-3.
 Toustain-Richebourg (Vicomte de), 91-2.
 Tracy (De), 106, 413.
 Trappistes, 275.
 Tréguier, 186.
 Treilhard, 96, 243, 280.
 Trémullin, 32. V. Cuchullin.
 Trianon, 24, 139.
 Tronchet, 98, 152, 274, 290, 369, 404, 409.
 Trouard-Riolles, 296.
 Troyens, 338.
 Trudon, 20.
 Tuétey, 428, 492.
 Turcs, 451.
 Turenne, 486.
 Turgot, viii, 83, 118, 200, 488.
 Turin, 23, 26.
 Turquie, 15.

 Ursulines, 402.
 Utic, 234.
 Utrecht, 156.
 Uzès (Famille d'), 4.

 Vaison, 408, 417.
 Valazé, 486.
 Valence, 279.
 Valentinois (Famille de), 4, 452.
 Valmy, 501.
 Vandales, 100, 122.
 Vandœuvre (Indre), 496.
 Van Tieghem (P.), 32, 33.
 Vanves, 28.
 Varennes, 401, 403, 431-2, 436, 466, 469, 477, 482, 487-8.
 Varin, 422.
 Varsovie, 271.
 Vatar, 207, 209.
 Vaucluse, 408, 442-3.

- Vaudois, 45.
 Vaugirard, 376, 386, 422.
 Vauvillers, 4, 127.
 Vedennes, 406.
 Vénézac, 376.
 Venise, 348, 352.
 Vénitiens, 347.
 Verchère de Reffye, 207.
 Verdun, 5.
 Vergennes, 13-15, 17, 36; Mme de —, 14, 15.
 Vergniaud, 485, 490.
 « Véridique » (Le), 124-5.
 Vérité, xvii.
 Vermond (Abbé de), 435.
 Vernissac (De), 442.
 Versailles, viii, xviii, 5, 6, 10-12, 17, 21, 23, 28, 43, 47, 60-62, 69-72, 93, 99, 100, 106, 118, 122, 125, 136-8, 142-3, 145, 150, 168, 183, 201-2, 224, 230, 245, 259, 267, 293, 297, 303, 316, 321, 324, 362, 485, 500; avenue de Paris, 84; café Amaury, 150; église Saint-Louis, 83; escalier de la Reine, 266; hôtel des Menus-Plaisirs, 75, 90, 94, 104, 147, 170, 197, 278; Jacobins, 374, 381; Jeu de Paume, v, 82, 113, 486, 488; Œil-de-Bœuf, 305, 310; place d'Armes, 170; rue du Vieux-Versailles, 84, 88, 170.
Versailles royal, 25.
 Vesoul, xix, 21, 23, 73, 127.
 Victoire (Madame), tante de Louis XVI, 6.
 Vienne (Autriche), 13-18, 20, 21, 31, 34, 105, 251, 434-5.
 Vienne (Dauphiné), 88, 91, 93, 192.
 Viennois, 3.
 Vierge (La Sainte), 296, 303.
 Vigée-Lebrun (Mme), xviii, 31.
 Vigneux, 121.
 Villabé, 191.
 Villani, 329.
 Villedeuil (Laurent de), 106-7.
 Villeneuve, 443.
 Villeneuve-Saint-Georges, 208, 284.
 Villequier (Duc de), 384.
 Villers-Cotterets, 105.
 Villette (Marquis de), 323, 347.
 Vincennes, 384, 401.
 Vincens (B. de), 45, 49.
 Vinezac (De), 340.
 Virgile, 296.
Virginie, tragédie, 34.
 Virieu (Bailli de), 150, 165; famille de —, 4; le comte de —, 87, 96, 101, 112-3, 115, 131, 137, 143, 148-9, 153, 155, 183, 193, 210, 223, 228, 247, 259, 301, 312, 467.
 Viroflay, 84, 172.
 Vitry, 123.
 Vizille, 75, 112-3, 443.
 Voisins, 279.
 Volney, 96, 118, 137, 157, 270.
 Voltaire, 27, 427, 486.
 Volvic, 72.
 Vosgiens, 127.
 Voydel, 259, 262, 355, 362.
 Voyez, xvii.
 Vroigny (De), 197.
 Waldeck-Rousseau, ix.
 Washington, 100, 183.
 Waterloo, 498, 501.
 Welvert (E.), 30, 222.
 Wildenstein (G.), xviii.
 Wisigoths, 444.
 Woëvre, 5.
 Wolff (Rabbin M.), 221.
 Wolmar (Julie de), 31.
 Wurtemberg, 435.
 Xénophon, 13.
 Yerres, 208.
 Young (A.), 324, 423.
 Yvette, 61.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

- P. 9, note. A Mme la princesse de Bourbon-Sicules..., lire : A *Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre*.
- P. 31, note 34 : aujourd'hui...; lire : *naguère*.
- P. 48. L'Assemblée de Saintry...: lire : de *Corbeil*.
- P. 111. Jean sans Peur; lire : Jean sans *Terre*.
- P. 259, § III. Lettre jugée impérieuse; lire : *injurieuse*.
- P. 343. Des Marat, des Brissot; lire : des *Marats*, des *Brissots*.
- P. 385. Meude-Maupas; lire : Meude-*Monpas*.
- P. 435. Lire : Le souverain de Wurtemberg qui n'a pas davantage...
- P. 494. Grâce sans doute à l'intervention de Couthon... Lire : Sauvée grâce sans doute à l'intervention de Couthon,... Delphine fut libérée le 4 vendémiaire an III (25 septembre 1794)... *Après* la Terreur, Saintry leur offrit un asile...
-

TABLE DES CHAPITRES

PREFACE.

BIBLIOGRAPHIE. —ICONOGRAPHIE.

PREMIERE PARTIE

LE SUICIDE D'UNE ELITE

CHAPITRE PREMIER

LE FILLEUL DES LECZINSKI

(1757-1782)

I. La maison de Clermont-Tonnerre. — II. Naissance et premières années de Stanislas. — III. De Saintry au Plessis. — IV. Débuts dans l'armée : un officier de fantaisie. — V. L'ambassade de Vienne. — VI. Retour en France : affaires de famille. P. 1.

CHAPITRE II

LA DOUCEUR DE VIVRE

(1782-1788)

I. Mariage de Clermont-Tonnerre avec Delphine de Rosières-Sorans. — II. La lune de miel. — III. Les *Essais de poésies* de Stanislas. — IV. Son rôle à l'Assemblée de Corbeil et au bureau intermédiaire. — V. Il entre dans la franc-maçonnerie : ses rapports avec Couthon. — VI. L'agonie de l'ancien régime : la fin du bureau de Corbeil. P. 22.

CHAPITRE III

LES ELECTIONS DE 1789

I. Clermont-Tonnerre est élu député suppléant par la noblesse de Meaux. — II. Son rôle aux assemblées partielles de la noblesse de Paris. — III. Les cahiers de l'ordre, la campagne électorale. — IV. Clermont-Tonnerre est élu premier député de la noblesse de Paris. — V. Son discours de clôture : ses illusions, ses craintes. P. 48.

CHAPITRE IV

LES QUARANTE-SEPT

(5 mai-25 juin 1789)

I. A Versailles : les querelles de la noblesse. — II. Stanislas échoue dans ses tentatives de conciliation. — III. Le serment du Jeu de Paume, la séance royale et la scission. — IV. Entrée de la minorité, conduite par Clermont-Tonnerre, dans la chambre du Tiers. P. 70.

CHAPITRE V

AUTOUR DE LA BASTILLE

(25 juin-17 juillet 1789)

I. Physionomie de la Constituante. Clermont-Tonnerre et la réunion des ordres. — II. Les troubles de Paris et les premières difficultés. — III. Les prodromes du 14 Juillet. — IV. Le renvoi de Necker et la prise de la Bastille. — V. Clermont-Tonnerre à Paris : l'affaire des gardes françaises. — VI. Le suicide de la monarchie. P. 89.

CHAPITRE VI
VERS LA GRANDE CHARTE
(17 juillet-17 août 1789)

I. Anglo-Normands, Bretons et Dauphinois. — II. Clermont-Tonnerre et ses amis politiques : portrait du groupe, sa situation après le 14 Juillet. — III. Inquiétudes et illusions : les anglomanes et leurs projets de constitutionnels. — IV. Retour de Necker : l'incident Buzenval. — V. Menaces contre la famille de Stanislas. La nuit du 4 Août et la suppression des capitaineries. — VI. La peur et l'enthousiasme. Clermont-Tonnerre est élu président de l'Assemblée. P. 110.

CHAPITRE VII
L'APOGÉE

(17 août-14 septembre 1789)

I. La première présidence de Clermont-Tonnerre. — II. Les menaces du Palais-Royal. — III. La discussion sur les deux Chambres et l'incident La Luzerne. — IV. L'échec du veto absolu. Stanislas président par intérim : sa réélection. P. 134

CHAPITRE VIII
LE CRÉPUSCULE DE VERSAILLES
(14 septembre-6 octobre 1789)

I. Seconde présidence de Clermont-Tonnerre. — II. Son conflit avec Sieyès au sujet des municipalités. — III. Son intervention en faveur des Juifs d'Alsace. — IV. Les journées d'Octobre et l'échec du système anglais. P. 154.

DEUXIEME PARTIE

L'ERREUR LIBERALE

CHAPITRE PREMIER
UN DESEMPARÉ

(Octobre-novembre 1789)

I. Psychologie du libéral : ses évolutions. — II. Clermont-Tonnerre et ses amis après le 6 Octobre. — III. Le salon de Mme de Staël. Stanislas et la liberté religieuse. — IV. La garde nationale de Corbeil. Opinions de Clermont-Tonnerre au sujet des ministres. — V. L'affaire du parlement de Rouen et la conversion à droite. P. 177.

CHAPITRE II
L'AVOCAT DES MAUDITS
(Décembre 1789)

I. Les chevaux au Manège : l'« Ombrageux ». — II. Le *cursus honorum*. Polémique de Clermont-Tonnerre avec Barnave. — III. Les mécontents de Ris. — IV. Stanislas parle en faveur du bourreau, des comédiens et des non-catholiques. Son plaidoyer pour les Juifs. P. 201.

CHAPITRE III
LES IMPARTIAUX
(Janvier-mars 1790)

I. Malouet et ses amis fondent le club des Impartiaux. — II. Adhésion de Clermont-Tonnerre : son attitude jugée par l'opinion. — III. L'affaire du parlement de Rennes. — IV. L'affaire de Toulon. — V. Stanislas et la peine de mort. — VI. Ses espoirs après la séance royale du 4 février. — VII. Sa lutte contre Robespierre et Mirabeau, à propos des désordres ; il combat toute intervention à l'extérieur. Sa clairvoyance. Echec du plan de travail. P. 222.

CHAPITRE IV *LA BATAILLE DES POUVOIRS*

(Mars-juin 1790)

I. Clermont-Tonnerre et la compagnie des Indes. — II. Ses idées sur le jury : l'affaire du parlement de Bordeaux. — III. Son intervention en faveur du Roi, à propos de l'élection des juges. — IV. Sa déposition sur les journées d'Octobre. Il réclame pour le Roi le droit de paix et de guerre. — V. Son avis sur le tribunal de cassation ; ses succès d'estime. P. 252.

CHAPITRE V *LES ILLUMINÉS DE SAINT-CLOUD*

(Juillet-novembre 1790)

I. Inquiétude croissante de Clermont-Tonnerre : son opinion sur le traitement du clergé. — II. L'affaire de Ris. Encore le commerce de l'Inde. — III. Les illuminés de Saint-Cloud et Mme de Jumilhac. Les débuts de l'affaire d'Avignon. — IV. Polémique avec Brissot au sujet des illuminés. — V. Stanislas et les expédients financiers : son admiration pour Necker. — VI. Suite de la polémique avec Brissot. — VII. Clermont-Tonnerre défend les ministres : son découragement. Situation des modérés en novembre 1790 : leur impopularité, leur indécision. P. 277.

TROISIÈME PARTIE *LA DÉFENSE DU TRÔNE*

CHAPITRE PREMIER *LE CLUB MONARCHIQUE* (Novembre-décembre 1790)

I. Des affinités sociales et de leurs facteurs dominants : le patriotisme révolutionnaire et les Jacobins. — II. Clermont-Tonnerre à la fin de 1790 : ses défaites devant l'opinion. — III. Fondation du club monarchique. On reparle d'Avignon. — IV. La première séance du club et les intrigues de Mirabeau. — V. Impopularité des « monarchiens ». Les attaques du Palais-Royal et de la presse : suspension de la société. P. 321.

CHAPITRE II *LE PAIN À SIX LIARDS* (Janvier 1791)

I. Clermont-Tonnerre et les Jacobins de Corbeil. Sa défense du club monarchique. — II. Le banquet de Corbeil et les distributions de pain aux pauvres de Paris. Barnave dénonce le club au Manège. — III. La manifestation du 27 janvier. — IV. Campagne de presse et dénonciations : reprise des séances. P. 344.

CHAPITRE III *LES COMLOTS DEJOUÉS OU LE TRIOMPHE DE LA VERTU* (Février-mars 1791)

I. Tribulations du club monarchique : ses adversaires de droite et de gauche. — II. Vains essais de justification. L'affaire de Nîmes. Clermont-Tonnerre et les chevaliers du poignard. — III. Discours de Stanislas sur la régence et les Invalides. — IV. La « journée des claques » et l'échec définitif du club. Ses causes. P. 372.

CHAPITRE IV *LES CLEFS DE SAINT-PIERRE* (Avril-mai 1791)

I. Progrès de l'inquiétude générale. — II. Clermont-Tonnerre et les projets sur la résidence du Roi. Tergiversations de Bailly. Le départ

manqué pour Saint-Cloud et les bruits qui courent. — III. L'affaire d'Avignon et l'émeute du 4 mai. — IV. Stanislas et la question coloniale : son plaidoyer en faveur des « intérêts ». Son conflit avec Bouche; ses révélations sur les événements du Comtat. P. 397.

CHAPITRE V

UN VAINCU DE VARENNES

(Mai-septembre 1791)

I. Clermont-Tonnerre et la réélection des députés. — II. La fin du club monarchique et l'incident Raynal. — III. Varennes et Stanislas : le secret de la « coalition ». — IV. La fin de la Constituante. Stanislas et le clergé constitutionnel. Epilogue de l'affaire d'Avignon. P. 419.

CHAPITRE VI

LE PROCÈS DE LA CONSTITUANTE

(Septembre 1791)

1. *L'Analyse raisonnée de la Constitution française*. La déclaration des droits de l'homme et ses erreurs. — II. Critique du supplément. — III. La Constitution dément la déclaration. — IV. Clermont-Tonnerre et la nouvelle division du royaume. — V. La souveraineté populaire et le pouvoir législatif. — VI. Stanislas critique le suffrage universel : il réclame le vote plural pour les Français de race. — VII. Le pouvoir exécutif et sa déchéance. — VIII. Omnipotence de l'Assemblée. Critique du pouvoir judiciaire; vices de l'armée nouvelle. — IX. Les aveux du comité de révision. Pessimisme final de Clermont-Tonnerre : il faut se rallier au Roi. Comment les circonstances ont rendu la catastrophe inévitable. P. 446.

CHAPITRE VII

LA TRAGÉDIE DU 10 AOÛT

(Octobre 1791 - Août 1792)

I. Le *Recueil des opinions* de Clermont-Tonnerre : son jugement sur lui-même. — II. Ses efforts pour sauver Louis XVI et sa prétendue mission auprès de Brunswick. — III. Après une dernière tentative, il est massacré au 10 Août. — IV. Ce qu'il advint des siens. — V. Conclusion. Rôle et influence de Stanislas : ses échecs, ses prophéties. Les deux Révolutions. P. 477.

Index des noms de lieux et de personnes.

P. 503.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

- I. Le marquis François-Joseph de Clermont-Tonnerre, père de Stanislas. Peinture, après 1762, à Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre. p. 4.
- II. Marie-Anne de Lentilhac de Gimel, marquise de Clermont-Tonnerre, mère de Stanislas. Peinture, v. 1755-76, à la même. p. 12.
- III. Stanislas en 1771. Peinture, par J.-H. Profilla-Beaulieu, à la même. p. 16.
- IV. Stanislas en dragon de la Reine. Peinture, vers 1776-77, à M. le duc de Clermont-Tonnerre. p. 20.
- V. Stanislas-Christine de Clermont-Tonnerre, marquise de Courtivron. Peinture, vers 1775, à Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre. p. 29.
- VI. Lettre de Stanislas à Vergennes (Vienne, 27 juin 1778.) — Archives des Affaires étrangères. p. 32-33.
- VII. Delphine de Rosières-Sorans, comtesse de Clermont-Tonnerre (1785). Peinture, à M. le marquis de Châteaubrun. p. 48.
- VIII. Stanislas vers 1782 (?). Crayon, à Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre. p. 64.
- IX. Stanislas vers 1788. Miniature, à Mme la marquise de Nieuil. — Le chevalier Louis-Elzéar de Rosières-Sorans, beau-frère de Stanislas. Miniature, vers 1790, à Mme la comtesse B. de Clermont-Tonnerre. p. 80.
- X. Stanislas en costume de député. Gravé par Le Vachez, (septembre 1789.) Appartient à l'auteur. p. 144.
- XI. Stanislas en septembre 1789. Gravé par Fiesinger d'après Guérin. Au même. p. 161.
- XII. Environs de Corbeil et de Saintry sous Louis XVI. Extrait de la carte des chasses (1782-1806.) p. 208.
- XIII. Stanislas en méditation. Peinture, vers 1790, à M. le duc de Clermont-Tonnerre. p. 256.
- XIV. Stanislas et sa famille en 1790. Peinture, à M. le marquis de Lambert. p. 288.
- XV. Stanislas décoré de l'ordre de Saint-Louis. Miniature, v. 1790-92, au même. p. 305.
- XVI. Journal du Club monarchique, avec son emblème. — Bibliothèque nationale. p. 336.
- XVII. Stanislas décoré de l'ordre de Saint-Louis. Peinture, v. 1790-92, attribuée à Boilly, à M. le marquis de Châteaubrun. p. 384.
- XVIII. Préambule de la déclaration des droits de l'homme avec autographe et signature de Stanislas (20 août 1789.) — Archives nationales. p. 448.
- XIX. Célinie de Clermont-Tonnerre, marquise de Lancosme-Brèves. Aquarelle, vers 1806, à Mme la marquise de Nieuil. p. 496.

